

N°	Signature <i>Signatur</i>	Genre <i>Typ</i>	Affaire <i>Geschäft</i>	Traitement <i>Behandlung</i>	Personnes <i>Personen</i>	Remarques <i>Bemerkungen</i>	Cat. <i>Kat.</i>
1.	2013-GC-39	Divers <i>Verschiedenes</i>	Ouverture de la session <i>Eröffnung der Session</i>				
2.	2013-GC-4	Divers <i>Verschiedenes</i>	Communications <i>Mitteilungen</i>				
3.	2023-GC-213	Divers <i>Verschiedenes</i>	Validation du mandat de député de Roland Kehl, en remplacement de Simone Laura Grossrieder <i>Validierung des Mandats von Roland Kehl als Nachfolger von Simone Laura Grossrieder</i>				
4.	2022-DEEF-70	Rapport <i>Bericht</i>	Rapport à l'attention du Grand Conseil sur les mesures d'urgence et de relance prises pendant la crise du Coronavirus <i>Bericht an den Grossen Rat über die während der Coronavirus-Krise ergriffenen Sofort- und Wiederankurbelungsmassnahmen</i>	Discussion <i>Diskussion</i>	Claude Brodard Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Olivier Curty Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
5.	2023-GC-179	Rapport d'activité <i>Tätigkeitsbericht</i>	Commission interparlementaire de contrôle de la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (CIP HES-SO) (2022) <i>Interparlamentarische Aufsichtskommission der Fachhochschule Westschweiz (IFK FH-WS) (2022)</i>	Discussion <i>Diskussion</i>	Marc Pauchard Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Olivier Curty Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
6.	2023-CE-30	Loi <i>Gesetz</i>	Projet de loi modifiant la loi sur la publication des actes législatifs (gratuité de la Feuille officielle et simplification des processus administratifs) (LPALFO) <i>Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes über die Veröffentlichung der Erlasse (kostenloses Amtsblatt und Vereinfachung der Geschäftsprozesse) (VEGABl)</i>	Entrée en matière, 1re et 2e lectures <i>Eintreten, 1. und 2. Lesungen</i>	Julien Vuilleumier Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Didier Castella Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		I
7.	2023-CE-149	Loi <i>Gesetz</i>	Projet de loi sur la protection des données (révision totale) <i>Gesetzesentwurf über die Totalrevision des Gesetzes über den Datenschutz</i>	Entrée en matière, 1re lecture <i>Eintreten, 1. Lesung</i>	Christian Clément Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Didier Castella Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		I



Rapport 2022-DEE-70

26 juin 2023

Rapport à l'attention du Grand Conseil sur les mesures d'urgence et de relance prises pendant la crise du Coronavirus

Suite à la demande de la Commission des finances et de gestion du Grand Conseil et en vertu de l'article 190 alinéa 1 lettre b de la loi sur le Grand Conseil, nous avons l'honneur de vous soumettre le rapport suivant.

Table des matières

1	Liste des abréviations	5
2	Contexte	7
3	Introduction	8
4	Historique des aides	8
4.1	Période de février à juin 2020 : première vague	10
4.2	Période de juillet – octobre 2020 : timide accalmie	12
4.3	Période de novembre 2020 – juin 2021 : deuxième vague	13
4.4	Période de juillet 2021 – mai 2022 : nouveaux variants et certificats	15
5	Chiffres-clés	16
5.1	Sur le plan fédéral	16
5.1.1	Dépenses totales liées à la crise du coronavirus, 2020-2022	16
5.1.2	Vue d'ensemble des cautionnements et dépenses fédérales pour les mesures de soutien économique et sectorielles	16
5.2	Sur le plan cantonal	17
5.2.1	Mesures fédérales en faveur de l'économie cantonale (estimation), 2020 - 2022	18
5.2.2	Dépenses cantonales liées à la crise du coronavirus, par type, 2020 - 2022	18
5.2.3	Répartition des aides d'urgence et de relance par domaine, 2020-2022	18
5.2.4	Principaux bénéficiaires des mesures de soutien à l'économie par secteur d'activité	20
5.2.5	Principaux bénéficiaires des mesures de soutien à la consommation locale	20
5.2.6	Volume des demandes traitées dans le cadre des mesures fédérales (estimation)	21
5.2.7	Volume des demandes traitées dans le cadre des mesures cantonales	22
5.3	Vue d'ensemble des dépenses cantonales pour les mesures d'urgence et de relance à fin 2022	22

6	Impact de la pandémie de Covid-19 sur le tissu économique	25
6.1	La crise économique du coronavirus (2020-2022) au niveau mondial	25
6.1.1	Nature de la crise économique	25
6.1.2	Dynamique de la crise	26
6.1.3	Conséquences de la crise	27
6.2	La crise économique du coronavirus (2020-2022) en Suisse et dans le canton de Fribourg	28
6.2.1	Evolution du PIB en Suisse	28
6.2.2	Evolution du marché du travail en Suisse	29
6.2.3	Evolution du PIB à Fribourg	30
6.2.4	Evolution du marché du travail à Fribourg	30
6.2.5	Volume des crédits Covid et aides aux cas de rigueur, en Suisse et à Fribourg	31
6.2.6	Evolution des faillites	32
6.3	Perspectives	33
7	Appréciation générale	33
8	Bilan des mesures sanitaires et autres mesures de protection	35
8.1	OCC 1 + 2 Covid	35
8.2	Task force sanitaire	36
9	Bilan détaillé des mesures d'urgence et de relance	38
9.1	Mesures prises au cours de la première vague de Coronavirus	38
9.1.1	Ordonnance d'application de l'ordonnance fédérale sur l'atténuation des conséquences économiques du coronavirus (Covid-19) dans le secteur de la culture	38
9.1.2	Ordonnance de soutien au château de Gruyères à la suite du coronavirus (Covid-19)	39
9.1.3	Ordonnance sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus par un soutien à l'économie locale et de proximité (OMEL Covid-19)	39
9.1.4	Ordonnance sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus dans le domaine du tourisme (MET Covid-19)	40
9.1.5	Ordonnance sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus par un soutien aux loyers ou fermages de locaux commerciaux (OMEB Covid-19)	41
9.1.6	Ordonnance sur les mesures économiques à la suite du coronavirus par un soutien et du conseil aux entreprises (OME-entreprises Covid-19)	41
9.1.7	Ordonnance sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus dans le domaine des médias (MEM Covid-19)	42
9.1.8	Ordonnance sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus par un soutien à l'orientation et à la formation professionnelle (OMEF Covid-19)	43
9.1.9	Ordonnance sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus par un soutien aux personnes nouvellement précarisées et à risque de pauvreté (OMEF Covid-19)	44
9.2	Mesures pour les personnes dirigeantes	45
9.2.1	Ordonnance relative aux mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus pour les entrepreneurs et entrepreneuses et les indépendants et indépendantes (OMEI Covid-19)	45

9.3	Mesures prises au cours de la deuxième vague de Coronavirus	46
9.3.1	Ordonnance sur les mesures d'accompagnement pour les employé-e-s des établissements contraints à la fermeture lors de la deuxième vague de coronavirus (OMAE Covid-19)	46
9.3.2	Ordonnance sur les mesures d'accompagnement pour les établissements contraints à la fermeture lors de la deuxième vague de coronavirus (OMAF Covid-19)	46
9.3.3	Ordonnance d'exécution du plan cantonal de relance en vue de contrer les effets de la crise sanitaire et économique due au coronavirus (« bars, discothèques et restaurants ») (OPCR-GASTRO Covid-19)	47
9.3.4	Ordonnance sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus par un soutien aux cas de rigueur (OMECR Covid-19)	48
9.3.5	Ordonnance sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus par un soutien aux cas de rigueur en 2022 (OMECR 22 Covid-19)	50
9.3.6	Ordonnance sur les mesures en lien avec le coronavirus concernant les manifestations publiques (OMMP COVID-19)	51
9.4	Mesures du plan de relance	52
9.4.1	M1 : Renforcement du Programme Bâtiment	52
9.4.2	M2 : Construction, rénovation et entretien des bâtiments	52
9.4.3	M3 : Rénovation des bâtiments historiques	53
9.4.4	M4 : Accélération des projets d'investissement et du traitement des plans d'aménagement local	53
9.4.5	M5 : Accélération des projets d'infrastructures cyclables	54
9.4.6	M6 : Réalisation des projets avancés par les TPF	54
9.4.7	M7 : Chèques à la recherche et au développement (R&D)	55
9.4.8	M8 : Chèques à digitalisation et à l'automatisation	55
9.4.9	M9 : Agroalimentaire - Agri&Co Challenge II et technologiques numériques dans l'élevage laitier	56
9.4.10	M10 : Coaching innovation affaires	57
9.4.11	M11 : Covid service pack	57
9.4.12	M12 : Contribution au financement des salaires des apprentis de 1 ^{re} année	58
9.4.13	M13 : Bourses pour reconversions professionnelles (bourses « extraordinaires »)	58
9.4.14	M14 : Conseil de carrière	59
9.4.15	M15 : Préparation à la recherche de places d'apprentissage	59
9.4.16	M16 : Bons de consommation pour les bénéficiaires des réductions de prime d'assurance-maladie	60
9.4.17	M17 : Economie circulaire, responsable et de proximité	60
9.4.18	M18 : Projet de développement régional Seeland	61
9.4.19	M19 : Efficacité énergétique, notamment dans l'agriculture	62
9.4.20	M20 : Prime à l'utilisation du bois fribourgeois	63
9.4.21	M21 volet 1 : Soutien pour les événements et manifestations à caractère touristique et culturel	63
9.4.22	M21 volet 2 : Soutien à la relance du commerce local – Kariyon II	64
9.4.23	M21 volet 3: Soutien aux établissements publics de restauration (Restôbistro)	64
9.4.24	M22 : Soutien aux centres d'exposition	65

9.4.25	M23 : Création d'un réseau officiel cantonal de VTT	65
9.4.26	M24 : Plan de reprise Culture	66
9.4.27	M25 : Support dans le domaine du sport	67
10	Bilan financier global de l'ensemble des mesures prises	67
11	Mesures de contrôle déployées	69
12	Conclusion	70

1 Liste des abréviations

AFin : Administration des finances
APG : Allocation pour perte de gain
CCF : Contrôle cantonal des finances
CDF : Contrôle fédéral des finances
CO : Cycle d'orientation
Covid-19 : Coronavirus ou maladie à coronavirus 2019
CPCh : Caisse publique de chômage
DD : Développement durable
DEEF : Direction de l'économie et de la formation professionnelle
DFAC : Direction de la formation et de la culture
DFIN : Direction des finances
DIAF : Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts
DIME : Direction du développement territorial, des infrastructures et de la mobilité
DSAS : Direction de la santé et des affaires sociales
DSJS : Direction de la justice, de la sécurité et du sport
ECAS : Etablissement cantonal des assurances sociales du canton de Fribourg
EMS : Etablissement médico-social
EPT : Equivalent plein-temps
FET : Fonds d'équipement touristique
GN : Grangeneuve
HEIA-FR : Haute école d'ingénierie et d'architecture de Fribourg
HFR : Hôpital fribourgeois
HIB : Hôpital intercantonal de la Broye
LAC : Loi sur les affaires culturelles
LAF : Loi sur les améliorations foncières
LAgri :Loi sur l'agriculture
LBPE: Loi sur les bourses et les prêts d'études
LEn : Loi sur l'énergie
LEne : Loi fédérale sur l'énergie
LEPu :Loi sur les établissements publics
LMEI Covid-19 : Loi complétant les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus pour les entrepreneurs et entrepreneuses et les indépendants et indépendantes
LMob : Loi sur la mobilité
LPBC : Loi sur la protection des biens culturels
LPEc : Loi sur la promotion économique
LR : Loi sur les routes
LSport : Loi sur le sport
LT : Loi sur le tourisme
MEM Covid-19: Ordonnance sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus dans le domaine des médias

MET Covid-19 : Ordonnance sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus dans le domaine du tourisme

OCC : Organe cantonale de conduite

OCS : Organe de conduite sanitaire

OFCOM : Office fédéral de la communication

OFS : Office fédéral de la statistique

OMAE Covid-19: Ordonnance sur les mesures d'accompagnement pour les employé-e-s des établissements contraints à la fermeture lors de la deuxième vague de coronavirus

OMAF Covid-19: Ordonnance sur les mesures d'accompagnement pour les établissements contraints à la fermeture lors de la deuxième vague de coronavirus

OME Covid-19: Ordonnance sur les mesures économiques à la suite du coronavirus

OME entreprises Covid-19: Ordonnance sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus par un soutien et du conseil aux entreprises

OMEB Covid-19: ordonnance sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus par un soutien aux loyers ou fermages de locaux commerciaux

OMECCR Covid-19: Ordonnance sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus par un soutien aux cas de rigueur

OMECCR Covid-19 22: Ordonnance sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus par un soutien aux cas de rigueur en 2022

OMEF Covid-19: Ordonnance sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus par un soutien à l'orientation et à la formation professionnelle

OMEL Covid-19: Ordonnance pour le soutien à la relance du commerce local

OMEI Covid-19: Ordonnance relative aux mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus pour les entrepreneurs et entrepreneuses et les indépendants et indépendantes

OMEP Covid-19: Ordonnance sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus par un soutien aux personnes nouvellement précarisées et à risque de pauvreté

OMMP Covid-19: Ordonnance sur les mesures en lien avec le coronavirus concernant les manifestations publiques

OPCR-Gastro Covid-19: Ordonnance d'exécution du plan cantonal de relance en vue de contrer les effets de la crise sanitaire et économique due au coronavirus («Bars, discothèques et restaurants»)

OPrimBois Ordonnance sur l'octroi d'une prime à l'utilisation du bois fribourgeois dans la construction

OPRR Covid-19: Ordonnance d'exécution du plan cantonal de relance en vue de contrer les effets de la crise sanitaire et économique due au coronavirus par un soutien aux établissements publics de restauration

PCI : Protection civile

PIB : Produit intérieur brut

PME : Petites et moyennes entreprises

PromFR : Promotion économique du canton de Fribourg

RAgri : Règlement sur l'agriculture

REn : Règlement sur l'énergie

RPEc : Règlement sur la promotion économique

RFFA : Réforme fiscale et de financement de l'AVS

RHT : Réduction d'horaire de travail

R&D : Recherche et développement

SASD : Service d'aide et de soins à domicile

SASoc : Service de l'action sociale

SBat : Service des bâtiments

SBC : Service des biens culturels
SCC : Service cantonal des contributions
SeCA : Service des constructions et de l'aménagement
SECO : Secrétariat d'Etat à l'économie
SEn : Service de l'environnement
SeCu : Service de la culture
SdE : Service de l'énergie
SFN : Service des forêts et de la nature
SFP : Service de la formation professionnelle
SG : Secrétariat générale
SLog : Service du logement
SMo : Service de la mobilité
SPC : Service des ponts et chaussées
SPE : Service public de l'emploi
SOPFA : Service de l'orientation professionnelle et de la formation des adultes
SSF : Service des subsides de formation
SSpo : Service des sports
STEP : Station d'épuration
TPF : Transports publics fribourgeois
UFT : Union fribourgeoise du tourisme
VTT : Vélo tout-terrain

2 Contexte

En automne 2022, la Commission des finances et de gestion du Grand Conseil a émis le souhait de disposer d'un rapport final sur les soutiens économiques alloués pendant la crise du Coronavirus (Covid-19) dans le cadre des mesures d'urgence et de relance. Selon son souhait, le rapport devait idéalement porter sur l'ensemble des aides, indiquer les montants globaux engagés, les mécanismes d'octroi et les principaux secteurs bénéficiaires, ainsi que le nombre de mesures ayant fait l'objet d'un contrôle et les éventuelles demandes de restitution ou procédures pénales qui en auraient découlé. La proposition d'évaluer les effets des mesures n'a pas été retenue.

La plupart des mesures étant arrivées à leur terme à la fin 2022, le Conseil d'Etat est désormais en mesure de fournir les éléments demandés et soumet au Grand Conseil le présent rapport en vertu de l'article 190 alinéa 1 lettre b de la loi sur le Grand Conseil (RSF 121.1). Ce rapport a été établi sur la base d'un important travail de collecte de près d'une cinquantaine de fiches détaillées par mesure, et complétées par les services concernés, chaque fiche renseignant précisément sur les mécanismes d'octroi et de suivi, ainsi que sur le bilan de chacune des mesures, voire de chacun des différents volets d'une même mesure. Afin d'en faciliter la lecture, le présent rapport en offre un condensé mais le détail des fiches peut être mis à disposition de la Commission des finances et de gestion du Grand Conseil.

Le « plan de soutien jeunesse » ne fait pas l'objet du bilan détaillé, parce que sa mise en œuvre est en cours et intégrée dans les processus existants des différents services et directions concernés. Pour mémoire, le Conseil d'Etat a validé à la fin 2021 un soutien pour la mise en œuvre d'un paquet de 10 mesures urgentes, entre 2022 et 2023, d'un total de 1,706 million de francs¹.

¹ Voir [COVID-19 : «Plan de soutien jeunesse Fribourg» | État de Fribourg](#)

Enfin, le Conseil d'Etat a jugé pertinent d'inclure dans le présent rapport un bilan des mesures sanitaires et de protection, lesquelles ont également généré d'importantes dépenses.

Il sied de préciser pour terminer que la Confédération prévoit une évaluation de l'impact des mesures pour les cas de rigueur. Un rapport à ce sujet est un objectif officiel du Conseil fédéral pour 2023. Le rapport devrait être livré au Parlement fédéral d'ici la fin de l'année. Il devrait porter d'une part sur la conception et les effets des mesures pour les cas de rigueur, incluant également un chapitre consacré aux contrôles menés par le Contrôle fédéral des finances, et d'autre part sur l'exécution des mesures par les administrations fédérales et cantonales. Des sondages auprès des entreprises sont prévus dans ce cadre.

3 Introduction

La pandémie de coronavirus (Covid-19) a déclenché en 2020 une crise sanitaire sans précédent, doublée d'une crise socioéconomique dont les effets se feront encore sentir pendant plusieurs années. Rapidement, le Conseil d'Etat a réagi en instaurant une série de mesures de protection et sanitaires ainsi que des mesures de soutien économique. Ce rapport dresse le bilan détaillé des mesures de soutien prises sur l'ensemble de la période 2020–2022, soit les mesures prises au cours de la première vague et de la deuxième vague de l'épidémie de coronavirus, ainsi que les mesures du plan de relance. Il dresse également un bilan global des mesures sanitaires et de protection. Grâce aux données collectées notamment par l'Office fédéral de la statistique ainsi que par le Service cantonal de la statistique, il tente d'évaluer les conséquences de la pandémie sur le tissu économique fribourgeois sur l'ensemble de la période.

Il complète ainsi le rapport circonstancié transmis le 12 juin 2020 au Grand Conseil (2020-GC-98) dans lequel le Conseil d'Etat détaille l'ensemble des mesures déployées dans le canton au cours de la première vague de coronavirus, soit de mars à juin 2020, ainsi que le message du 1^{er} septembre 2020 du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le plan de relance de l'économie après la crise du nouveau coronavirus (2020-DEE-14), de même que le message du 15 février du Conseil d'Etat au Grand Conseil (2022-DEE-9) accompagnant le projet de décret relatif au financement des mesures complémentaires pour les cas de rigueur, qui dresse l'historique des soutiens économiques alloués au cours de la deuxième vague de la pandémie. Au surplus, on renverra également aux rapports annuels du gouvernement pour les années 2020, 2021 et 2022, en particulier au « Tiré à part » des rapports d'activité s'agissant de la rétrospective 2020 liée à la pandémie de coronavirus, ainsi qu'aux messages accompagnant les projets de loi approuvant les mesures urgentes du Conseil d'Etat (2020-DFIN-49) et de loi complétant les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus pour les entrepreneurs et entrepreneuses et les indépendants et indépendantes (2020-DEE-20). Enfin, l'ouvrage de Anne de Steiger et Jean Steinauer, intitulé « Urgence, l'Etat de Fribourg face au Covid-19 »² apporte, dans une démarche historiographique, un regard extérieur sur l'organisation de l'Etat au cours de la première vague, en particulier sur la mise en place de l'Organe cantonal de conduite et des diverses mesures dans le cadre du droit d'urgence.

4 Historique des aides

La crise sanitaire qui surgit dans le canton dès le début du mois de mars 2020 est immédiatement suivie d'une crise économique et sociale, engendrée principalement par les mesures de lutte contre la pandémie de Covid-19 ordonnées par la Confédération dès le 13 mars 2020. Alors que les entreprises exportatrices, les transports et le tourisme sont

² De Steiger A., Steinauer J.: *Urgence. L'Etat de Fribourg face au Covid-19*; Société d'histoire du canton de Fribourg, collection « Aux sources du temps présent », n°52, 2021.

déjà affectés depuis la fin de l'année 2019, c'est également la restauration, les médias, la culture et le domaine du sport, mais aussi les activités dans le domaine des soins à la personne et le commerce qui en subissent les effets.

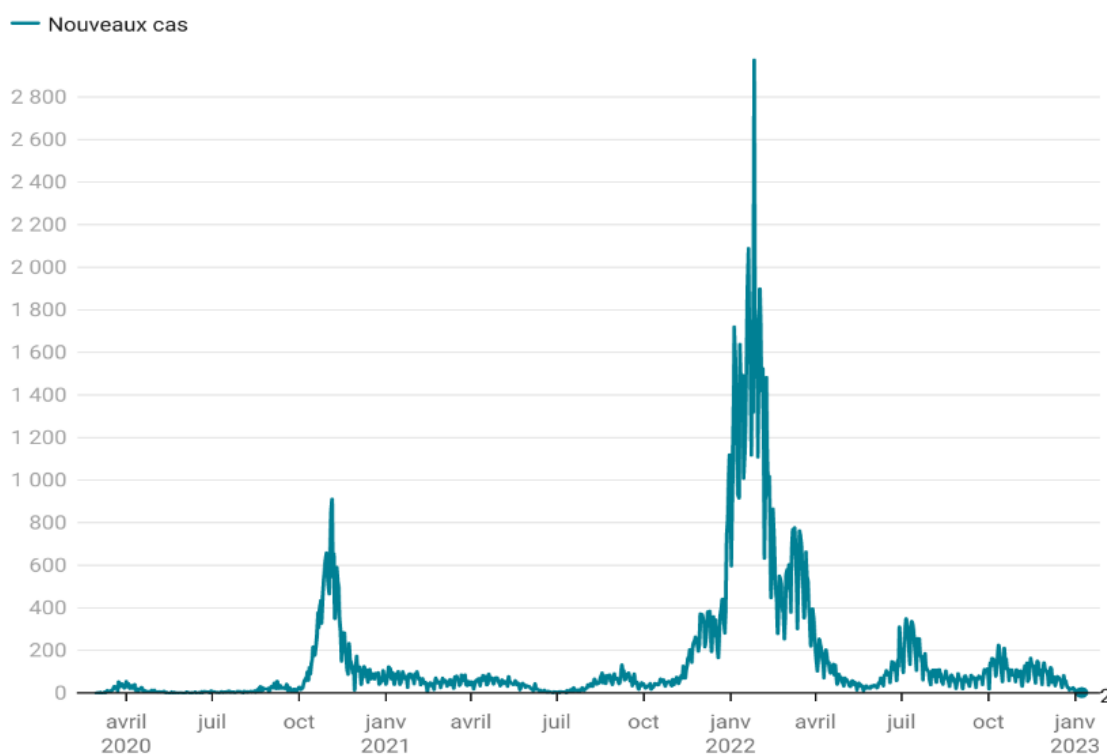
L'Etat de Fribourg injectera aussitôt les moyens nécessaires à la mise sur pied de l'Organe cantonal de conduite élargi. En parallèle, il met en place des mesures de soutien économique ciblées et sectorielles, complémentaires aux mesures prévues au niveau fédéral. La Confédération interviendra financièrement principalement via l'élargissement du droit aux indemnités pour réduction de l'horaire de travail (RHT) et aux allocations pour pertes de gain (APG) ainsi qu'au cautionnement de crédits-relais bancaires, mais également via des mesures sectorielles à destination du tourisme, de la culture et du sport, puis, plus tardivement, des médias et des transports publics et des organisateurs de manifestations publiques.

Face à la diminution des cas d'infection et d'hospitalisation, les premières mesures de lutte sont levées entre la fin avril et la mi-mai 2020, à la fin de la première vague de coronavirus. L'ampleur que prendra la deuxième vague de coronavirus dans le canton et la hausse rapide des hospitalisations contraindront les autorités cantonales à ordonner de nouvelles restrictions et fermetures dès l'automne 2020, avant que la Confédération ne prenne le relai à la fin de l'année. Celles-ci seront prolongées jusqu'au printemps voire jusqu'au début de l'été 2021 pour certains établissements, nécessitant de nouveaux moyens financiers sans précédent pour des aides d'urgence à fonds perdus. Ces aides d'urgence, généralisées à tous les établissements contraints à la fermeture, fusionneront finalement dans le système d'aide aux « cas de rigueur », destiné initialement aux entreprises les plus impactées depuis le début de la crise. Elles seront au bénéfice d'un refinancement fédéral total ou partiel, selon les cas.

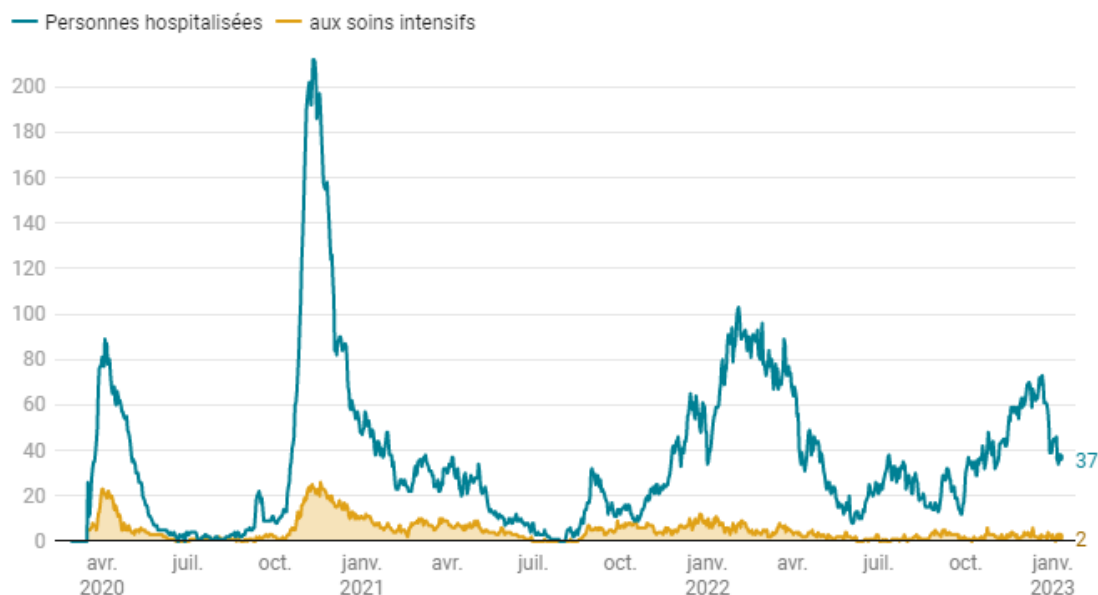
En parallèle, le Grand Conseil adoptera en automne 2020 une série de mesures sectorielles de relance qui seront déployées pour la plupart entre 2021 et 2022.

La seconde moitié de 2021 sera marquée par de nouvelles vagues d'infection provoquées par l'apparition de nouveaux variants. Pour les établissements qui devront encore faire face à des restrictions spécifiques, notamment liées à l'obligation de présenter un certificat de test ou de vaccination/guérison entre l'été 2021 et le 16 février 2022 (date de la levée de la majorité des mesures nationales de lutte contre la pandémie) les mesures pour les cas de rigueur seront prolongées jusqu'au premier trimestre 2022.

Nouveaux cas de coronavirus dans le canton de Fribourg, mars 2020 – janvier 2023 :

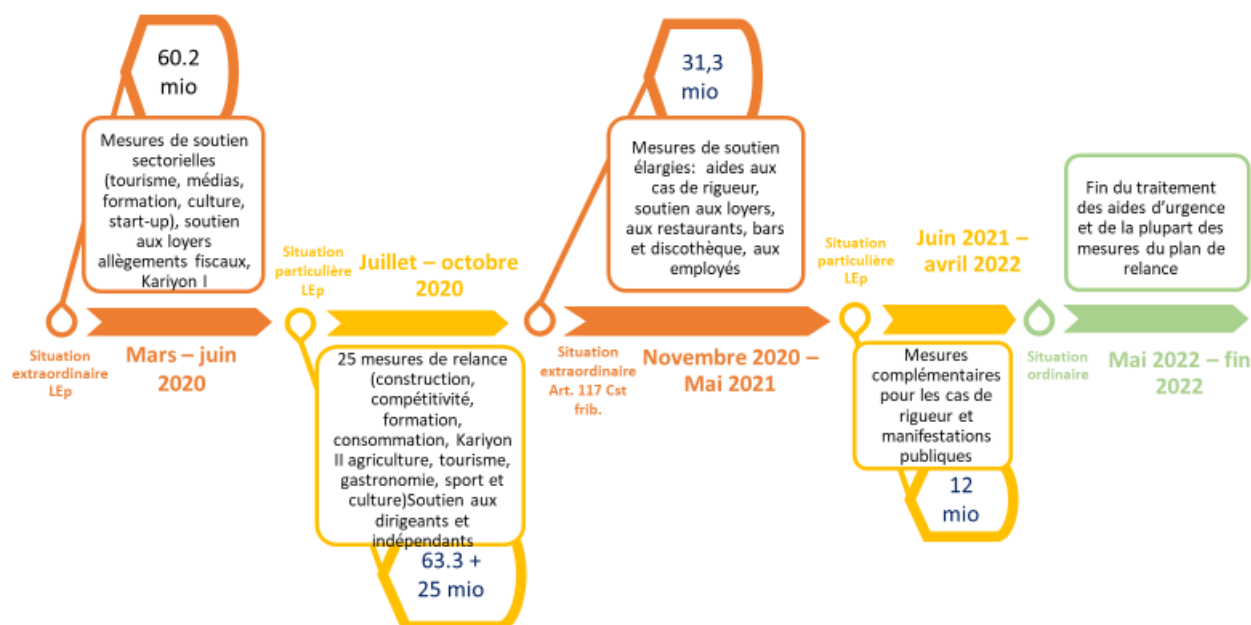


Suivi hebdomadaire des personnes hospitalisées dans le canton de Fribourg, mars 2020 – janvier 2023



Source : OCC, créé avec Datawrapper : [Coronavirus : statistiques évolution de la situation dans le canton | État de Fribourg](#)

Evolution de la situation légale et des mesures de soutien économique cantonales



Pour mémoire, la chronologie des événements est la suivante.

4.1 Période de février à juin 2020 : première vague

- > **25 février 2020** : Premier cas diagnostiqué en Suisse ; le Conseil d'Etat met en place une centrale de conduite sanitaire (OCS).
- > **29 février 2020** : Le Conseil fédéral interdit les manifestations de plus de 1000 personnes.
- > **1^{er} mars 2020** : Premier cas décelé dans le canton ; le Conseil d'Etat engage l'Organe cantonal de conduite (OCC).

- > **11 mars 2020** : L'Organisation mondiale de la santé déclare la pandémie.
- > **13 mars 2020** : Le Conseil d'Etat fribourgeois décrète l'état de situation extraordinaire conformément à l'article 117 de la Constitution cantonale, interrompt l'enseignement obligatoire et post-obligatoire et interdit les rassemblements de plus de 50 personnes. Il met sur pied un OCC élargi (OCC Covid-19), en appui au système sanitaire, et une cellule d'information. Peu après, le Conseil fédéral ordonne les contrôles aux frontières, la fermeture des écoles obligatoires, gymnases, hautes écoles et centres de formation, l'interdiction des rassemblements de plus de 100 personnes et décide d'une aide d'urgence économique de 10 milliards de francs. Il renforce et étend le dispositif de recours au chômage partiel (RHT) et aux allocations pour perte de gain (APG). Le Service public de l'emploi, chargé de traiter les demandes de RHT qui afflueront par milliers, s'organise en conséquence.
- > **16 mars 2020** : Le Conseil fédéral décrète l'état de situation extraordinaire conformément à la loi sur les épidémies. Les manifestations publiques et privées sont interdites, les commerces non essentiels doivent fermer et les frontières sont fermées. Le Conseil fédéral prévoit le cautionnement de prêts bancaires et réhausse son engagement à 40 milliards de francs à cet effet. Il prévoit également des aides directes dans le domaine du sport, de la culture, du tourisme. Ces mesures seront concrétisées par voie d'ordonnance dans les jours suivants.
- > Le Conseil d'Etat délègue à l'OCC Covid-19 la compétence d'engager les dépenses nécessaires à l'accomplissement de sa mission.
- > **18 mars 2020** : le Conseil d'Etat débloque une enveloppe globale de **60,2 millions de francs** en faveur de l'économie fribourgeoise, destinée à des mesures de coaching des entreprises et de cautionnement de crédit, de soutien direct aux entreprises et indépendants non couverts par les mesures fédérales, de soutien dans les domaines du tourisme, de la culture et des médias, ainsi qu'à des mesures fiscales. Il décidera également du maintien des subventions aux manifestations sportives, culturelles et touristiques ainsi que des subventions aux structures d'accueil extrafamiliales.

Ces mesures seront concrétisées entre mars et juin 2020 par l'adoption d'une ordonnance-cadre sur les mesures à la suite du coronavirus (OME Covid-19, RSF 821.40.61) ainsi que des actes suivants :

Base légale RSF	Mesures	Plafond en CHF
821.40.32	Ordonnance d'application de l'ordonnance fédérale sur l'atténuation des conséquences économiques du coronavirus (Covid-19) dans le secteur de la culture	6 383 000
821.40.34	Ordonnance de soutien au château de Gruyères à la suite du coronavirus (Covid-19)	845 000
821.40.53	Ordonnance sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus par un soutien à l'économie locale et de proximité (OMEL Covid-19)	4 195 000
821.40.61	Subventions promises aux manifestations culturelles, sportives et touristiques qui auraient été annulées ou reportées à cause du Covid-19	4 000 000
821.40.62	Ordonnance sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus dans le domaine du tourisme (MET Covid-19)	6 000 000
821.40.63	Ordonnance sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus par un soutien aux loyers ou fermages de locaux commerciaux (OMEB Covid-19)	20 000 000 (15 000 000 seront réutilisés pour les cas de rigueur)
821.40.64	Ordonnance sur les mesures économiques à la suite du coronavirus par un soutien et du conseil aux entreprises (OME-entreprises Covid-19)	5 612 000
821.40.65	Ordonnance sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus dans le domaine des médias (MEM Covid-19)	5 340 000
821.40.66	Ordonnance sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus par un soutien à l'orientation et à la formation professionnelle (OMEF Covid-19)	1 899 000
821.40.72	Ordonnance sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus par un soutien aux personnes nouvellement précarisées et à risque de pauvreté (OMEP Covid-19)	1 000 000
821.40.81	Ordonnance sur les mesures urgentes et temporaires en matière fiscale pour maîtriser la crise du coronavirus	4 900 000

Base légale RSF	Mesures	Plafond en CHF
821.40.82	Ordonnance relative à la suspension des intérêts moratoires sur les acomptes perçus pour la période fiscale 2020	
	Total	60 174 000

- > **20 mars 2020** : Le Conseil d'Etat arrête le plan de gestion sanitaire prévu par l'OCC et l'OCS selon le principe de l'intensification.
- > **23 mars 2020** : L'OCC mandate la Promotion économique pour la gestion de la hotline « Economie et entreprises ». Celle-ci sera chargée de répondre aux sollicitations des entreprises relatives aux mesures de soutien fédérales comme cantonales. Elle sera en service jusqu'au 10 juin 2020.
- > **27 avril 2020** : Le Conseil fédéral autorise la réouverture des cabinets médicaux, dentaires et de santé, des salons de coiffure et beauté, des jardineries, magasins de bricolage et en libre-service.
- > **7 mai 2020** : Le Conseil d'Etat présente le dispositif de tests et de traçage prévu dans le cadre du déconfinement.
- > **8 mai 2020** : Le Conseil d'Etat annonce un plan de relance de l'économie fribourgeoise à 50 millions de francs. Un groupe de travail, sous la responsabilité de la Direction de l'économie et de l'emploi, est institué à cet effet.
- > **11 mai 2020** : Le Conseil fédéral autorise la reprise de l'enseignement présentiel à l'école obligatoire, des activités et entraînements sportifs, l'ouverture des agences de voyages, marchés, magasins, bars, restaurants, musées, bibliothèques et archives.
- > **8 juin 2020** : Le Conseil fédéral lève toutes les autres mesures de confinement ; seules les manifestations de plus de 1000 restent interdites. Les mesures sanitaires continuent d'être appliquées dans le cadre de plans de protection.
- > **19 juin 2020** : Le Conseil fédéral annonce la levée de l'état de situation extraordinaire et adopte l'ordonnance sur les mesures destinées à lutter contre l'épidémie de Covid-19 en situation particulière. La situation extraordinaire est également levée au niveau cantonal.
- > **23 juin 2020** : Le Grand Conseil prend acte du rapport 2020-GC-98 sur la gestion de la crise Covid, présentant les mesures d'urgence mentionnées ci-avant et qui répond de ce fait à plusieurs mandats parlementaires. Contre l'avis du Conseil d'Etat, le Grand Conseil accepte toutefois le mandat 2020-GC-58 visant à une aide directe aux personnes dirigeantes et leurs conjoint-e-s contraintes à fermer leur entreprise, non couverte par l'enveloppe globale de 60,2 millions de francs.
- > **30 juin 2020** : L'OCC Covid-19 est dissout. La conduite générale de la crise sanitaire revient à la Direction de la santé et des affaires sociales qui s'organise dans ce but sous forme de Task force.

4.2 Période de juillet – octobre 2020 : timide accalmie

- > **17 juillet 2020** : Le Conseil d'Etat ordonne la limitation des rassemblements à 300 personnes. Une Task force est mise sur pied pour évaluer la nécessité d'un soutien aux cas de rigueur et placée sous la responsabilité de la Direction de l'économie et de l'emploi.
- > **1^{er} septembre 2020** : Le Conseil d'Etat soumet au Grand Conseil son plan de relance de l'économie, prévoyant 25 mesures dans le domaine du soutien à la compétitivité des entreprises, de la formation, de la consommation des ménages, de l'agriculture, du tourisme et du commerce local, de la culture et du sport, pour un coût de 50 millions de francs.
Il soumet également au Grand Conseil le projet de loi approuvant les mesures urgentes du Conseil d'Etat, lequel prévoit la possibilité d'utiliser une partie des montants non utilisés pour des cas de rigueur.
Il soumet également le projet de loi complétant les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus pour les entrepreneurs et entrepreneuses et les indépendants et indépendantes (LMEI-Covid-19, RSF 821.40.12), en exécution du mandat 2020-GC-58 accepté en mai.
- > **26 septembre 2020** : Le Parlement fédéral vote la loi Covid-19 prévoyant à l'art. 12 un soutien financier aux entreprises dans des cas de rigueur, à la demande d'un ou plusieurs cantons. Le Conseil fédéral instaure un groupe de travail dédié à l'établissement de l'ordonnance fédérale, auquel participe le canton de Fribourg.
- > **13 octobre 2020** : Le Grand Conseil adopte la LMEI Covid-19 et un crédit supplémentaire de 25 millions de francs pour l'exécution de la mesure.

Il adopte le Décret relatif au plan cantonal de relance en vue de contrer les effets de la crise sanitaire et économique due au coronavirus dans le canton de Fribourg (RSF 821.40.13), dont il porte le montant des dépenses liées et nouvelles à **63,3 millions** de francs, en rajoutant notamment 3 millions de francs à la faveur des bars, discothèques et restaurants, selon le récapitulatif suivant.

Domaine	N°	Mesure	Plafond en CHF
Construction, assainissement des bâtiments et énergie	1	Renforcement du programme Bâtiment	5 000 000
	2	Construction, rénovation et entretien des bâtiments	1 850 000
	3	Rénovations et entretien de bâtiments historiques	6 000 000
	4	Accélération des projets d'investissements et du traitement des plans d'aménagement local	2 220 000
	5	Accélération des projets d'infrastructures cyclables	1 000 000
	6	Réalisation des projets avancés par les transports publics fribourgeois (tpf)	5 860 000
Compétitivité des entreprises	7	Chèques à la recherche et développement (R&D)	4 000 000
	8	Chèques à la digitalisation et l'automatisation	2 400 000
	9	Agroalimentaire - Agri&Co Challenge II et technologiques numériques dans l'élevage laitier	800 000
	10	Coaching orienté sur l'innovation d'affaires	500 000
	11	Covid Service Pack – Soutien à l'innovation	300 000
Formation	12	Contribution au financement des salaires des apprentis de 1ère année	5 000 000
	13	Bourses pour les reconversions professionnelles et les personnes âgées de plus de 25 ans sans formation	1 600 000
	14	Conseil de carrière et de réorientation de carrière aux adultes	200 000
	15	Préparation à la recherche de place d'apprentissage	200 000
Consommation	16	Bons de consommation en faveur des bénéficiaires des réductions de prime d'assurance-maladie	6 000 000
	17	Economie circulaire, responsable et de proximité	450 000
Agriculture	18	Projet de développement régional PRE Seeland	3 000 000
	19	Efficacité énergétique, notamment dans l'agriculture	200 000
	20	Prime à l'utilisation de bois fribourgeois	500 000
Tourisme	21	Relance des événements et des manifestations Fribourg 21-22 ; développement d'une suite à la mesure d'urgence « soutien à l'économie locale de proximité » (OMEL COVID-19) ; soutiens aux restaurants, bars et discothèques	6 000 000
	22	Soutien aux centres d'exposition	1 000 000
	23	Création d'un réseau officiel canton de vélo tout terrain (VTT)	450 000
Culture et sport	24	Plan de reprise Culture	4 400 000
	25	Support pour le domaine du sport	4 400 000
Total			63 300 000

- > **14 octobre 2020** : Le Grand Conseil autorise le Conseil d'Etat, en adoptant la loi d'approbation des mesures urgente, à décider de mesures complémentaires pour les cas de rigueur s'il subsiste des montants non utilisés des mesures abrogées, pour un montant maximal de **15 millions** de francs.

4.3 Période de novembre 2020 – juin 2021 : deuxième vague

- > **28 octobre 2020** : Le Conseil d'Etat déclare à nouveau la situation extraordinaire à l'échelon cantonal et remet sur pied un organe de conduite élargi (OCC 2 Covid-19) fondé sur la Task force sanitaire, la Cellule cantonale de coordination et une cellule appui et réserve.
- > **29 octobre 2020** : Le Conseil fédéral fixe de nouvelles mesures contraignantes ; il interdit notamment l'exploitation des discothèques, les manifestations publiques de plus de 50 personnes et privées de plus de 10 personnes. Le port du masque est obligatoire dans les espaces clos accessibles au public.

- > **3 novembre 2020** : Le Conseil d'Etat ordonne la fermeture des établissements publics tels que cafés, restaurants, bars et discothèques, installations de divertissements et de loisirs tels que théâtres, musées, bowling, les espaces de sport et de bien-être, tels que piscines, bains thermaux, fitness ou wellness. Il adopte également l'ordonnance d'exécution de la LMEI Covid-19.
- > **16 novembre 2020** : Le Conseil d'Etat décide de deux nouvelles mesures d'urgence à fonds perdus, sur la base de l'art. 117 Cst, pour un soutien au loyer des établissements contraints à la fermeture, dotée de 7 millions de francs, ainsi que pour un complément aux indemnités RHT versées aux employés, dotée de 1 million de francs. Sur la base des montants non utilisés dans le cadre de l'OMEB, il adopte également l'ordonnance régissant le soutien aux cas de rigueur.
- > **24 novembre 2020** : Le Conseil d'Etat prolonge les fermetures ordonnées le 28 octobre 2020. Il prolonge les mesures d'urgence et relève leur plafond à 12 millions, respectivement 1,3 million de francs. Il adopte également une mesure de soutien aux restaurants, bars et discothèques, dotée initialement du montant de 3 millions prévu dans le cadre du plan de relance.

Ces mesures seront concrétisées par l'adoption des actes suivants :

Base légale RSF	Mesures	Plafond en CHF
821.40.68	Ordonnance relative aux mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus pour les entrepreneurs et entrepreneuses et les indépendants et indépendantes (OMEI Covid-19)	25 000 000
821.40.63	Ordonnance sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus par un soutien aux cas de rigueur (OMECR Covid-19)	15 000 000 (à la base OMEB Covid-19, sera porté à 24 000 000)
821.40.91	Ordonnance sur les mesures d'accompagnement pour les établissements contraints à la fermeture lors de la deuxième vague de coronavirus (OMAF Covid-19)	12 000 000
821.40.92	Ordonnance sur les mesures d'accompagnement pour les employé-e-s des établissements contraints à la fermeture lors de la deuxième vague de coronavirus (OMAE Covid-19)	1 300 000
821.40.94	Ordonnance d'exécution du plan cantonal de relance en vue de contrer les effets de la crise sanitaire et économique due au coronavirus («bars, discothèques et restaurants») (OPCR-Gastro Covid-19)	3 000 000

- > **25 novembre 2020** : Le Conseil fédéral adopte l'ordonnance fédérale sur les cas de rigueur (OMCR 20, RS 951.262), qui prévoit le refinancement, à des conditions précises, des mesures cantonales de soutien aux entreprises faisant état d'un recul significatif de leur chiffre d'affaires depuis le début de la pandémie.
- > **4 décembre 2020** : Le Conseil fédéral limite la capacité des établissements publics et impose la collecte de données aux restaurants.
- > **10 décembre 2020** : Le Conseil d'Etat autorise la réouverture des établissements publics.
- > **12 décembre 2020** : Le Conseil fédéral ordonne la limitation des heures d'ouverture au public des restaurants et installations accessibles au public et interdit les manifestations publiques.
- > **18 décembre 2020** : Le Conseil d'Etat autorise la réouverture des établissements sportifs et de loisirs.
- > **22 décembre 2020** : Le Conseil fédéral ordonne la fermeture des restaurants, établissements culturels et sportifs ainsi que les lieux de loisirs. Des allègements sont possibles dans les cantons qui présentent une situation épidémiologique favorable.
- > **26 décembre 2020** : Compte tenu de l'évolution du taux de reproduction du virus, le Conseil d'Etat ferme ces mêmes établissements et prolonge encore une fois la durée du soutien prévue dans les ordonnances d'urgence.

-
- > **6 janvier 2021** : Le Conseil fédéral lève la règle d'exemption pour les cantons connaissant une évolution favorable et prolonge l'obligation de fermeture des établissements publics, culturels, sportifs et de loisirs.
 - > **18 janvier 2021** : Le Conseil fédéral ordonne la fermeture des commerces non essentiels pour une durée de cinq semaines. Les rassemblements sont limités à cinq personnes. Il admet désormais comme cas de rigueur tout établissement fermé sur ordre cantonal ou fédéral pendant au moins 40 jours. Le Conseil d'Etat ouvre les centres de vaccination.
 - > **12 février 2021** : Le Conseil d'Etat fusionne dans une seule mesure les aides destinées aux cas de rigueur, aux restaurants, bars et discothèques, et le soutien aux loyers. Il maintient une procédure ordinaire pour les établissements justifiant d'un recul de chiffre d'affaires d'au moins 40 %, et crée une procédure allégée pour les établissements contraints à une fermeture d'au moins 40 jours.
 - > **17 février 2021** : Le Conseil fédéral relève l'aide globale aux cas de rigueur à 10 milliards de francs et annonce sa participation aux mesures cantonales à hauteur de 70 % pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 5 millions de francs, et de 100 % pour les autres.
 - > **1^{er} mars 2021** : Le Conseil fédéral autorise la réouverture des commerces et des espaces de sports et loisirs à l'extérieur.
 - > **22 mars 2021** : Le Conseil fédéral relève la limite des rassemblements en intérieur à 10 personnes.
 - > **19 mars 2021** : Le Conseil fédéral prévoit des mesures dans le domaine des manifestations publiques en introduisant un dispositif de protection pour les organisateurs des manifestations prévues jusqu'au printemps 2022 (parapluie de protection).
 - > **19 avril 2021** : Le Conseil fédéral autorise la réouverture des établissements sportifs et de loisirs, à l'exception des piscines et installations de bien-être, et celle des terrasses des restaurants. Les manifestations publiques de 100 personnes à l'extérieur et 50 à l'intérieur sont autorisées moyennant dispositifs de protection. Les rassemblements privés de 15 personnes, y compris pour les activités culturelles ou de loisirs, sont autorisés.
 - > **26 mai 2021** : Le Conseil d'Etat adopte l'ordonnance cantonale sur les mesures concernant les manifestations publiques (OMMP Covid-19, RSF 821.40.97). Il décide de lever l'état de situation extraordinaire à compter du 1^{er} juin. La Task force sanitaire et la Cellule cantonale de coordination sont maintenues.
 - > **31 mai 2021** : Le Conseil fédéral autorise la réouverture des restaurants et espaces de bien-être. Les manifestations publiques de 300 personnes à l'extérieur et 100 à l'intérieur sont autorisées. La limite des groupes pour les activités de sports et loisirs est portée à 50. Les limites pour les rassemblements privés sont relevées à 30 personnes à l'intérieur, et 50 à l'extérieur.
 - > **18 juin 2021** : Le Conseil fédéral libère une première tranche de sa réserve de 1 milliard prévue dans le cadre des aides aux cas de rigueur, en autorisant notamment le refinancement des aides cantonales allouées pendant la première vague aux établissements reconnus par la suite comme cas de rigueur.
 - > **26 juin 2021** : Le Conseil fédéral autorise la réouverture des discothèques de même que l'organisation des manifestations de plus de 1000 personnes mais y introduit l'obligation d'un certificat de guérison, test ou de vaccination (règle des « 3G ») et d'un plan de protection soumis à une autorisation cantonale. Pour les manifestations de moins de 1000 personnes, le certificat n'est pas obligatoire mais des règles contraignantes subsistent.

4.4 Période de juillet 2021 – mai 2022 : nouveaux variants et certificats

- > **13 septembre 2021** : Le Conseil fédéral étend l'obligation du certificat 3G pour les plus de 16 ans pour entrer dans les restaurants, les lieux culturels, de sport et de loisirs et les manifestations à l'intérieur réunissant plus de 50 personnes.
- > **8-14 novembre 2021** : Le Conseil fédéral lance son offensive en faveur de la vaccination.
- > **6 décembre 2021** : Le Conseil fédéral étend l'obligation du certificat et rétablit l'obligation du port du masque et l'obligation de s'asseoir sauf si la règle dite des « 2G » (guéri ou vacciné) est appliquée.
- > **20 décembre 2021** : Le Conseil fédéral étend l'obligation du certificat 2G pour les activités de sports et loisirs en intérieur ainsi que pour les rassemblements privés de plus de 10 personnes. La règle des « 2G+ » (guéris ou vaccinés + test négatif) s'impose aux discothèques et aux autres établissements publics qui veulent s'affranchir de l'obligation du port du masque et de l'obligation de consommer assis.

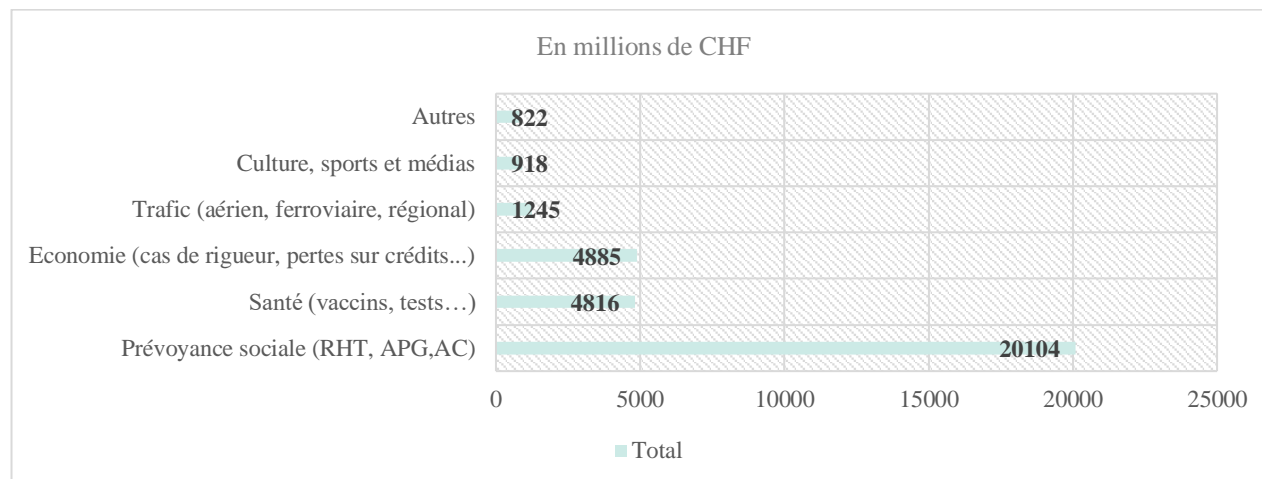
- > **2 février 2022** : Le Conseil fédéral adopte l'ordonnance pour les cas de rigueur en 2022 (OMCR 22, RS 951.264)
- > **7 février 2022** : Le Grand Conseil adopte le décret relatif au financement des mesures complémentaires pour les cas de rigueur et au financement des mesures concernant les manifestations publiques. Un crédit d'engagement de 9 millions de francs pour le versement de contributions complémentaires aux cas de rigueur pour la fin 2021 et 2022, et de 3 millions de francs pour la prolongation des garanties financières liées au parapluie de protection, est validé
- > **17 février 2022** : L'obligation du certificat et du port du masque est levée.
- > **16 mars 2022** : Le Conseil d'Etat intègre un complément d'aide aux cas de rigueur portant sur la fin 2021.
- > **1^{er} avril 2022** : Le Conseil fédéral lève l'état de situation particulière.
- > **16 mai 2022** : Le Conseil d'Etat adopte l'ordonnance pour un soutien aux cas de rigueur en 2022 (OMECCR Covid-19 22, RSF 821.40.69).

5 Chiffres-clés

5.1 Sur le plan fédéral

S'agissant du régime d'aide financière au niveau fédéral, les dépenses liées à la crise sanitaire et économique du coronavirus (prévoyance sociale, santé, économie, trafic, culture et loisirs) ont respectivement totalisé 15 milliards, 14,07 milliards et 3,72 milliards de francs en 2020, 2021 et 2022, soit un total de 32,7 milliards de francs. Les dépenses au titre de la prévoyance sociale (indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail, allocations pour perte de gain, contributions de la Confédération à l'assurance-chômage, etc.) se montent à 20,1 milliards de francs sur les trois années. Sur la même période, les dépenses au titre de l'économie (pertes sur crédits Covid, mesures pour cas de rigueur, tourisme, parapluie de protection, etc.) se montent à 4,89 milliards de francs.

5.1.1 Dépenses totales liées à la crise du coronavirus, 2020-2022



5.1.2 Vue d'ensemble des cautionnements et dépenses fédérales pour les mesures de soutien économique et sectorielles

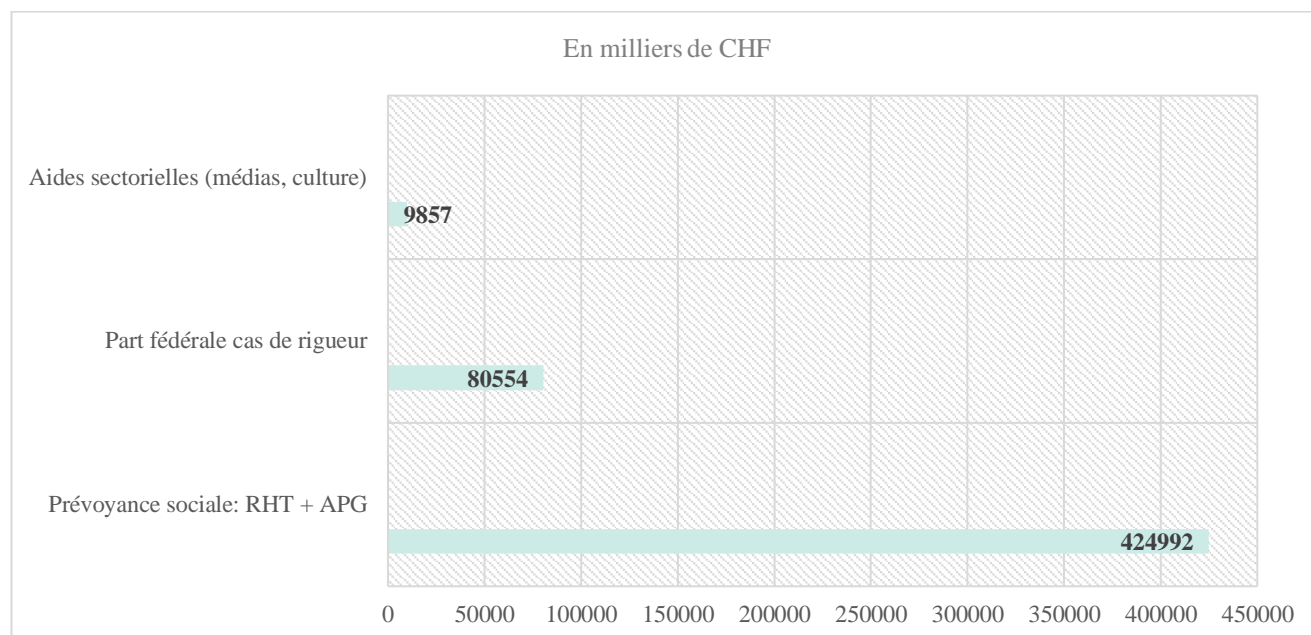
Mesures	Fonds alloués / crédits autorisés en millions de CHF	Dépenses effectives en millions de CHF	Engagement à fin 2021 en millions de CHF	Dont part du canton
Cautionnements et garanties	41 975	18 154	13 356	

Mesures	Fonds alloués / crédits autorisés en millions de CHF	Dépenses effectives en millions de CHF	Engagement à fin 2021 en millions de CHF	Dont part du canton
Dont cautionnements solidaires en faveur des entreprises (crédits Covid)	40000	16918	11942	3.4 %
Dont cautionnements solidaires en faveur des start-up	100	64	60	3.3 %
Dépenses pour l'économie	11 778	4 885		
Dont Pertes sur crédits covid et cautionnement	2 387	673		
Dont Tourismes et promotion des exportations	92	61		
Dont Parapluie de protection	150	3		
Dont Cas de rigueur	9 132	4139		2.4 %
Dépenses sectorielles	1 661	918		
Dont sport	905	487		
Dont culture	719	401		4 %
Dont médias	38	29		1 %
Dépenses pour le trafic (régional, ferroviaire et aérien)	2 426	1 245		
Dont transport régional de voyageur	537			

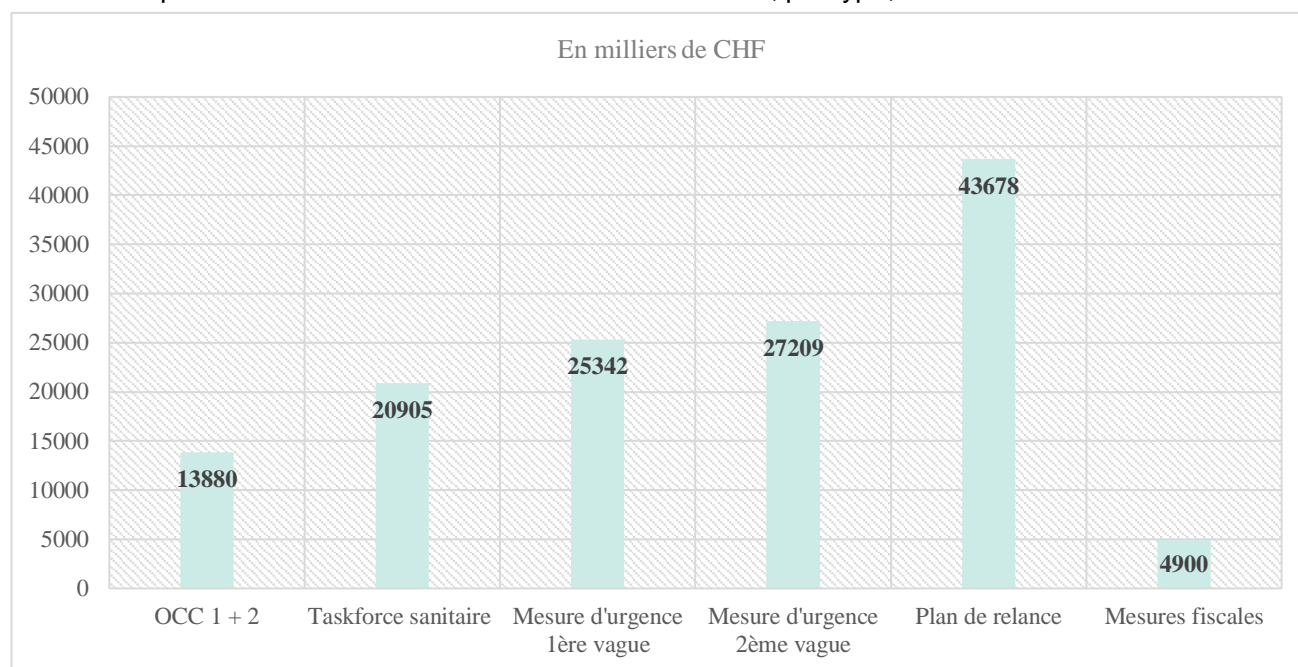
5.2 Sur le plan cantonal

Sur le plan cantonal, les coûts liés aux mesures de sécurité et sanitaires (OCC + Task force sanitaire) s'élèvent à la fin 2022 à respectivement 13,880 et 20,905 millions de francs (voir infra ch. 8 : ces coûts n'incluent pas les dépenses induites par les mesures sanitaires et autres soutiens financiers aux institutions de santé). Les dépenses pour les mesures d'urgence et de relance à proprement parler s'élèvent à 187,616 millions de francs, dont 96,230 à charge du canton (voir infra point 5.3). S'y ajoutent 4,9 millions de francs pour les mesures cantonales en matière fiscale. S'y ajoutent également 2,972 millions de francs qui ont été versés directement par l'OFCOM dans le cadre des mesures fédérales d'urgence de soutien aux médias. Parmi les autres mesures fédérales en faveur de l'économie cantonale, 319,442 millions de francs ont été versés au titre de la RHT par la Caisse publique de chômage, selon les estimations à fin 2022, et 105,550 millions de francs ont été versés au titre de l'APG selon les estimations de l'ECAS, tandis que les entreprises fribourgeoises ont contracté pour 575 millions de francs de crédits Covid (3,4 % du total). Ces chiffres ne tiennent pas compte des montants versés par les autres caisses de chômage ou de compensation.

5.2.1 Mesures fédérales en faveur de l'économie cantonale (estimation), 2020 - 2022



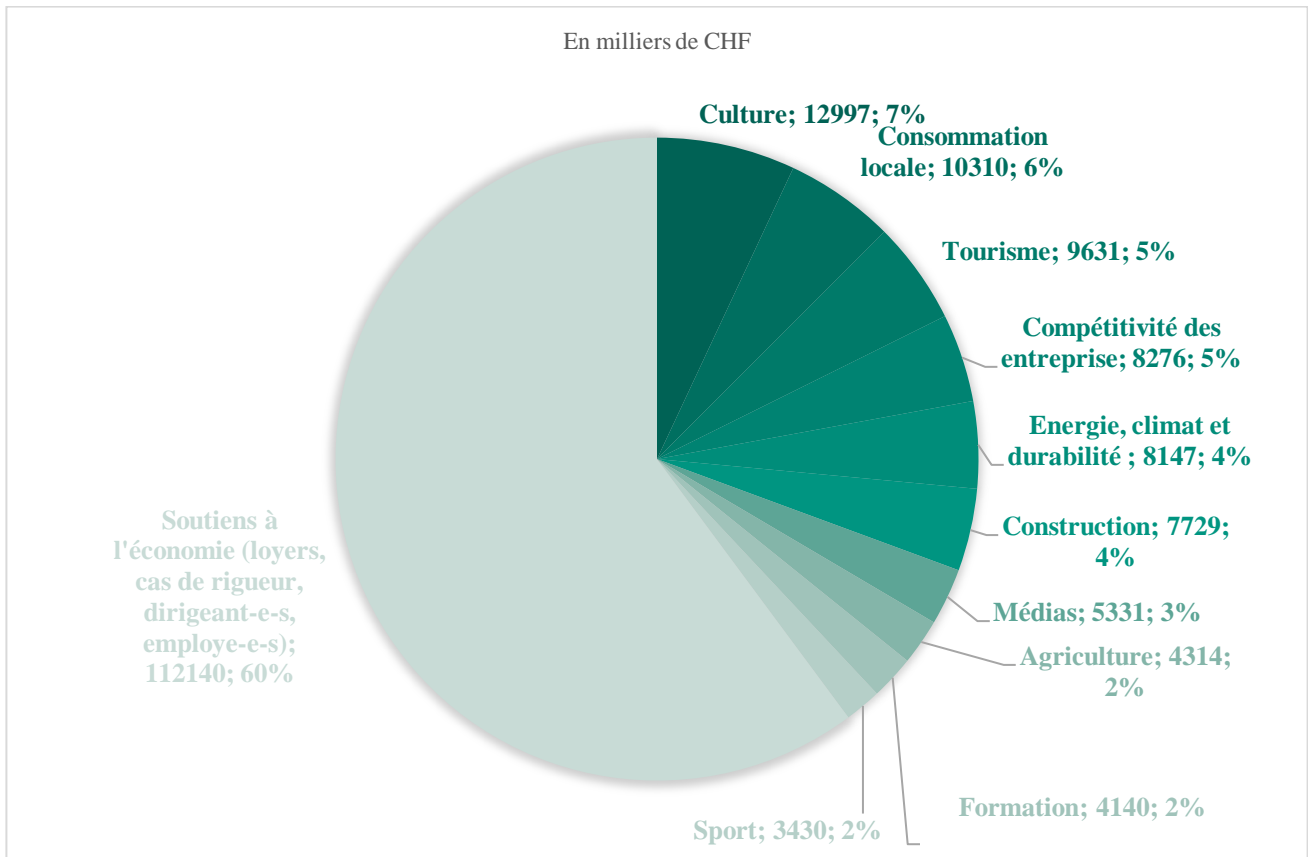
5.2.2 Dépenses cantonales liées à la crise du coronavirus, par type, 2020 - 2022



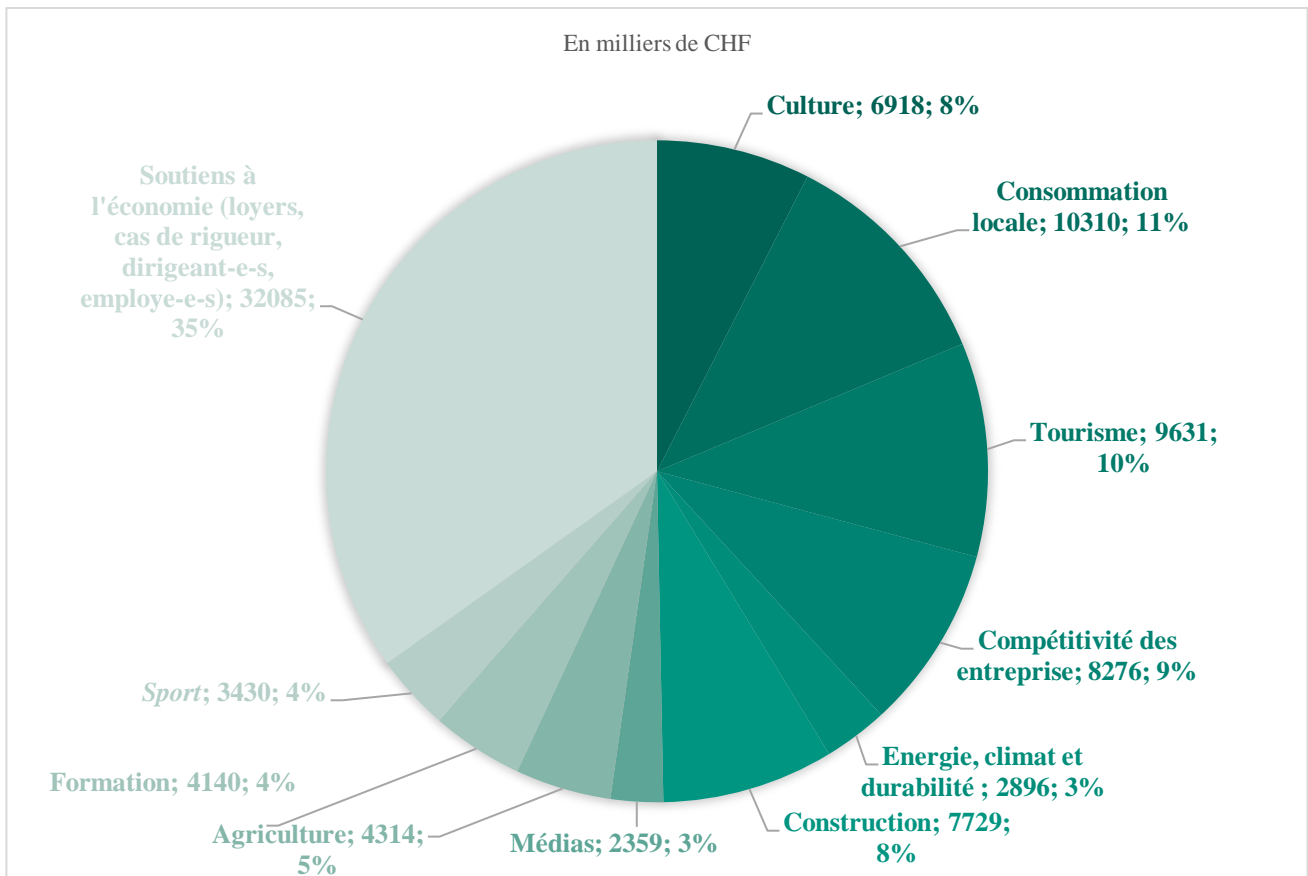
5.2.3 Répartition des aides d'urgence et de relance par domaine, 2020-2022

Les tableaux ci-après sont basés sur le récapitulatif total des dépenses à fin 2022 (voir point 5.3), hors maintien des subventions aux manifestations culturelles, sportives ou touristiques (4 millions de francs) dont il n'est pas possible de déterminer la répartition par domaine. Le refinancement fédéral concerne les aides aux cas de rigueur, les aides à la culture et le programme Bâtiment (M1 du plan de relance). Les aides fédérales versées directement aux médias via l'OFCEM sont également prises en compte. Pour certaines mesures du plan de relance, des montants importants ont été engagés mais n'avaient pas encore été décaissés au 31 décembre 2022. De ce fait, la part relative de certains domaines, plus particulièrement l'énergie et la construction, devrait être finalement plus élevée. Les montants versés au titre des mesures fédérales de prévoyance sociale (RHT, APG) ne sont pas considérés comme aides d'urgence. De même les mesures fiscales ne sont pas prises en compte.

Part fédérale comprise, total 187 millions de francs

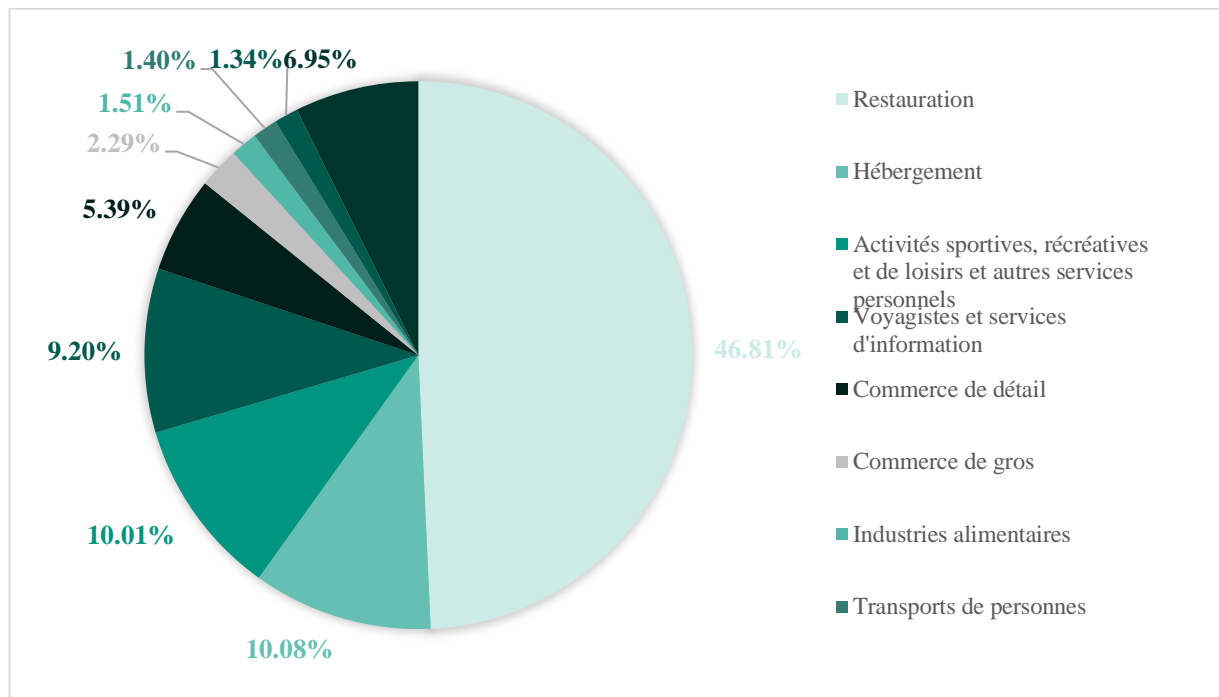


Part cantonale uniquement, total 92 millions de francs



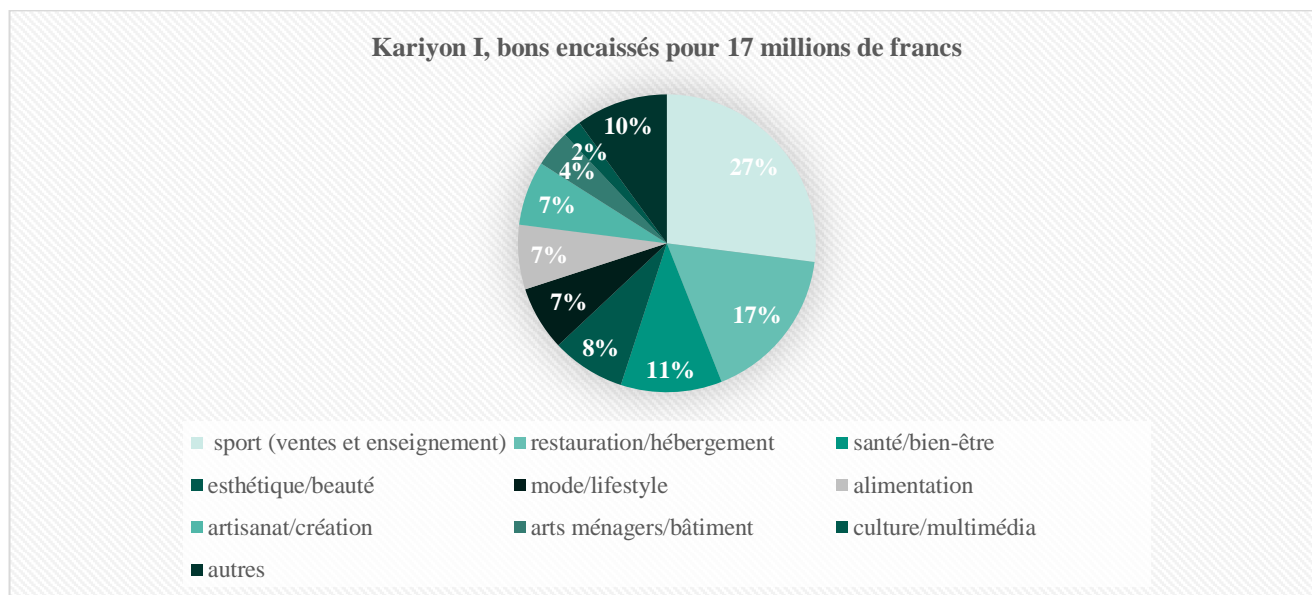
5.2.4 Principaux bénéficiaires des mesures de soutien à l'économie par secteur d'activité

Le tableau ci-après est tiré des données relatives aux entreprises bénéficiaires des aides aux cas de rigueur et reportées auprès de la Confédération. Les montants reportés incluent également une partie des aides versées au niveau cantonal à ces mêmes entreprises en amont du dispositif des aides aux cas de rigueur, et totalisent 102 millions de francs (voir infra ch. 5.3). Le code NOGA (nomenclature générale des activités économiques) sous lequel est enregistré chaque entreprise dans le Registre des entreprises et établissements détermine la répartition sectorielle.

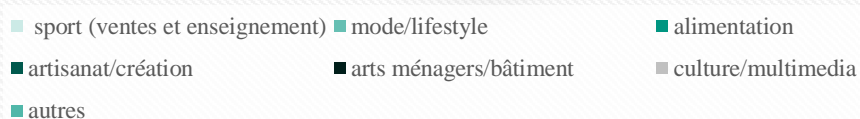
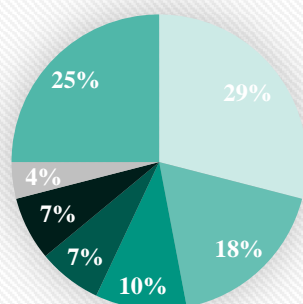


5.2.5 Principaux bénéficiaires des mesures de soutien à la consommation locale

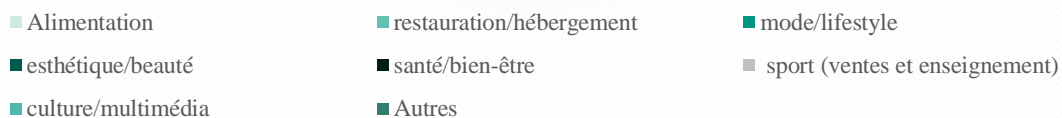
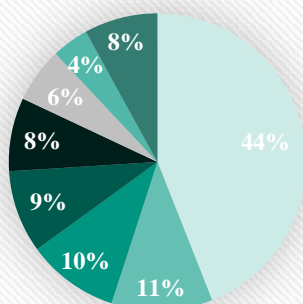
Les tableaux ci-après reprennent les statistiques établies par la société Local Impact chargée de l'émission et de la vente des bons Kariyon. L'opération Restôbistro (Mesure 21 du plan de relance), laquelle a généré 4,2 millions de francs de bons, a profité intégralement au secteur de la restauration et n'apparaît donc pas. La temporalité des mesures (l'opération Kariyon II ayant été déployée au début de la deuxième vague) ou leur public-cible (la mesure 16 était destinée aux bénéficiaires avec enfant(s) des subsides pour l'assurance-maladie) expliquent qu'elles n'aient pas atteint les mêmes bénéficiaires dans la même proportion.



Kariyon II, bons encaissés pour 14,3 millions de francs



Mesure 16 du plan de relance, bons encaissés pour 4,6 millions de francs



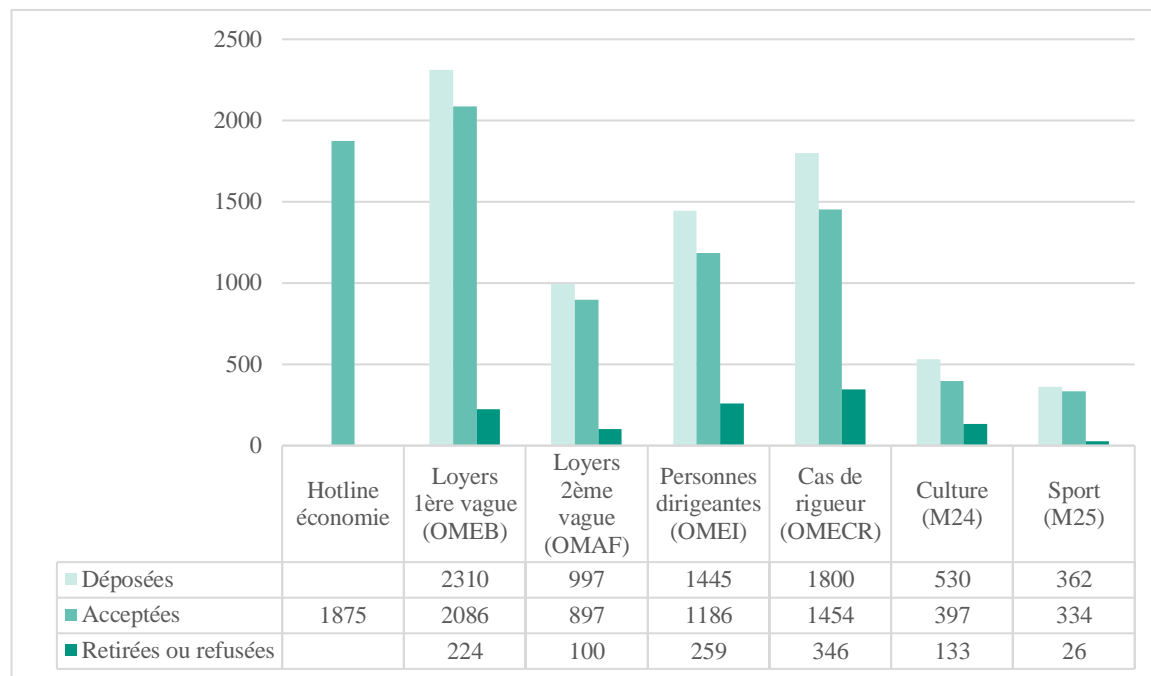
5.2.6 Volume des demandes traitées dans le cadre des mesures fédérales (estimation)

D'après les données transmises par les banques ou organisme de cautionnement, 4768 crédits Covid ont été accordés. 10 sur 23 demandes déposées ont été acceptées dans le cadre du cautionnement des crédits alloués aux start-up. Le Service public de l'emploi a traité 12 168 demandes de RHT, dont 11 147 ont donné lieu à des indemnités. Le volume des demandes traitées par l'ECAS est estimé à environ 17 000. Les chiffres des autres caisses de compensation ne sont pas connus³.

³ Le nombre de bénéficiaire par mois des indemnités pour RHT ou des APG Covid-19 est disponible sous [Statistique Fribourg](#) ainsi que sous [Coronavirus: allocation pour perte de gain pendant la pandémie \(admin.ch\)](#).

5.2.7 Volume des demandes traitées dans le cadre des mesures cantonales

Le tableau ci-après indique le nombre de demandes traitées selon les données reportées par les services. Une même entreprise peut avoir touché aussi bien les aides aux loyers (OMEB, OMAF Covid-19) que les aides pour les cas de rigueur ou les aides pour les dirigeant-e-s et indépendant-e-s (OMEI).



5.3 Vue d'ensemble des dépenses cantonales pour les mesures d'urgence et de relance à fin 2022

Le tableau ci-après reprend l'ensemble des montants comptabilisés par mesure au bouclage des comptes 2022. Certaines mesures du plan de relance font l'objet d'un engagement qui sera comptabilisé en 2023, pour lesquelles l'entier du plafond prévu est dès lors engagé (M1, M3, M12, M13 et M18, cf. bilan détaillé infra). D'autres mesures font encore l'objet de contrôles et pour lesquelles des restitutions pourraient encore intervenir (culture, cas de rigueur). Ce tableau indique également de manière non exhaustive et estimative les frais de traitement pour certaines mesures, lorsqu'elles ont nécessité une sous-traitance importante.

Enfin, par convention établie avec le SECO, pour chaque entreprise éligible à l'aide aux cas de rigueur (c'est-à-dire ayant obtenu un soutien sur la base de l'ordonnance cantonale OMECR Covid-19), l'Etat de Fribourg a pu refacturer à la Confédération, dans les limites des plafonds fixés par l'ordonnance fédérale, le montant de l'aide versée au titre de l'OMECR spécifiquement mais également au titre de toutes les autres aides cantonales versées préalablement, et considérées comme acompte dans le calcul de l'indemnité pour cas de rigueur et/ou consistant en une couverture de charges (soit OMEB, OMAF, OMEI, OPCR-Gastro, MET ou OMAE Covid-19). Cela explique l'importance du volume reporté auprès de la Confédération au titre des aides aux cas de rigueur et donc du refinancement fédéral des aides aux cas de rigueur, qui reste une estimation susceptible d'évoluer en fonction d'éventuelles restitutions à venir des aides aux cas de rigueur, exigibles ou volontaires.

Type	Mesures	Plafond cantonal en CHF	Dépenses effectives au 31.12.2022 en CHF	Refinancement fédéral en CHF	Total à charge du canton en CHF	Dont frais de traitement en CHF	Engagé au 31.12.2022 en CHF
1 ^{ère} vague	culture	6 383 000	4 324 457	2 097 612	2 163 729	66 116	
	château de Gruyères	845 000	700 000	0	700 000	n.s.	
	subventions manifestations	4 000 000	4 000 000	0	4 000 000	n.s.	
	économie locale (kariyon I) (OMEL Covid-19)	4 195 000	3 961 857	0	3 961 857	202 562	
	tourisme (MET Covid-19)	6 000 000	4 096 192	cf. OMECR	4 096 192	n.s.	
	loyers (OMEB Covid-19)	5 000 000	4 876 075	cf. OMECR	4 876 075	35 040	
	soutien et conseils aux entreprises, cautionnement start-up (OME-entreprises Covid-19)	5 612 500	121 583	0	121 583	n.s.	1 090 544
	médias (MEM Covid-19)	5 340 000	2 561 135	0	2 561 135	n.s.	
	formation professionnelle (OMEF Covid-19)	1 899 000	1 905 304	0	1 905 304	n.s.	
	personnes précarisées (OMEF Covid-19)	1 000 000	956 686	0	956 686	n.s.	
Relance	M1 programme Bâtiment	5 000 000	7 876 959	5 251 306	2 625 653	n.s.	2 374 347
	M2 Construction, rénovation et entretien des bâtiments	1 850 000	1 430 034	0	1 430 034	n.s.	
	M3 Rénovations et entretien de bâtiments historiques	6 000 000	5 000 000	0	5 000 000	n.s.	1 000 000
	M4 Accélération des projets d'investissements et du traitement des PAL	2 220 000	873 738	0	873 738	n.s.	
	M5 Accélération des projets d'infrastructures cyclables	1 000 000	425 204	0	425 204	n.s.	190 000
	M6 Réalisation des projets avancés par les tpf	5 860 000	2 408 474	0	2 408 474	n.s.	
	M7 Chèques à la R&D	4 000 000	2 576 110	0	2 576 110	n.s.	

Type	Mesures	Plafond cantonal en CHF	Dépenses effectives au 31.12.2022 en CHF	Refinancement fédéral en CHF	Total à charge du canton en CHF	Dont frais de traitement en CHF	Engagé au 31.12.2022 en CHF
	M8 Chèques à la digitalisation et l'automatisation	2 400 000	2 380 292	0	2 380 292	n.s	
	M9 Agroalimentaire	800 000	329 226	0	329 226	n.s	
	M10 Coaching innovation d'affaires	500 000	476 039	0	476 039	n.s	
	M11 Covid Service Pack –	300 000	314 216	0	314 216	n.s	
	M12 Salaires des apprentis de 1ère année	5 000 000	1 391 000	0	1 391 000	n.s	249 000
	M13 Bourses pour les reconversions professionnelles	1 600 000	428 742	0	428 742	n.s	665 000
	M14 Conseil de carrière aux adultes	200 000	212 364	0	212 364	n.s	
	M15 Préparation à la recherche de place d'apprentissage	200 000	202 836	0	202 836	n.s	
	M16 Bons de consommation en faveur des bénéficiaires des réductions de prime d'assurance-maladie	6 000 000	5 392 402	0	5 392 402	320 828	
	M17 Economie circulaire, responsable et de proximité	450 000	485 151	0	485 151	n.s	
	M18 Projet de développement régional PRE Seeland	3 000 000	3 000 000	0	3 000 000	n.s	
	M19 Efficacité énergétique, notamment dans l'agriculture	200 000	271 033	0	271 033	n.s	
	M20 Prime à l'utilisation de bois fribourgeois	500 000	499 989	0	499 989	n.s	
	M21 tourisme, économie locale (Kariyon II), soutiens aux restaurants (restôbistro)	6 000 000	4 084 605	0	4 084 605	352 000	
	M22 Soutien aux centres d'exposition	1 000 000	1 000 000	0	1 000 000	n.s	
	M23 Création d'un réseau officiel canton de vélo tout terrain (VTT)	450 000	450 000	0	450 000	n.s	
	M24 Plan de reprise Culture	4 400 000	7 972 497	3 981 647	3 990 850	254 653	115 000

Type	Mesures	Plafond cantonal en CHF	Dépenses effectives au 31.12.2022 en CHF	Refinancement fédéral en CHF	Total à charge du canton en CHF	Dont frais de traitement en CHF	Engagé au 31.12.2022 en CHF
	M25 Support pour le domaine du sport	4 400 000	3 430 400	0	3 430 400		
	entrepreneurs et indépendants (OMEI Covid-19)	25 000 000	3 578 265	cf. OMECR	3 578 265	37 230	
	employés (OMAE Covid-19)	1 300 000	1 053 980	cf. OMECR	1 053 980	n.s.	
2 ^{ème} vague	loyers deuxième vague de coronavirus (OMAF Covid-19)	12 000 000	8 730 699	cf. OMECR	8 730 699	24 120	
	Restaurants, bars et discothèques (OPCR-GASTRO Covid-19)					82 040	
	cas de rigueur (OMECR & OMECR 22 Covid-19)	27 000 000	93 902 146	80 055 481	13 846 665	2 439 026	326 264
	Manifestations publiques (OMMP Covid-19)	3 000 000	0	0	0		
	TOTAL	171 904 500	187 616 581	91 386 046	96 230 535		

n.s. : non spécifié

6 Impact de la pandémie de Covid-19 sur le tissu économique

6.1 La crise économique du coronavirus (2020-2022) au niveau mondial

Plus grande pandémie depuis la grippe espagnole de 1918, la pandémie de Covid-19 a généré une crise économique d'une ampleur historique au niveau mondial, en particulier en 2020. Durant cette année, presque 95 % des économies nationales ont enregistré une contraction de leur produit intérieur brut, plus que lors de la Grande Dépression des années 1930. Cette crise s'est prolongée en 2021 et en 2022, au gré de l'évolution de la situation pandémique, et ses conséquences se font encore sentir aujourd'hui, en regard notamment de la dynamique inflationniste en 2022 et en 2023.

6.1.1 Nature de la crise économique

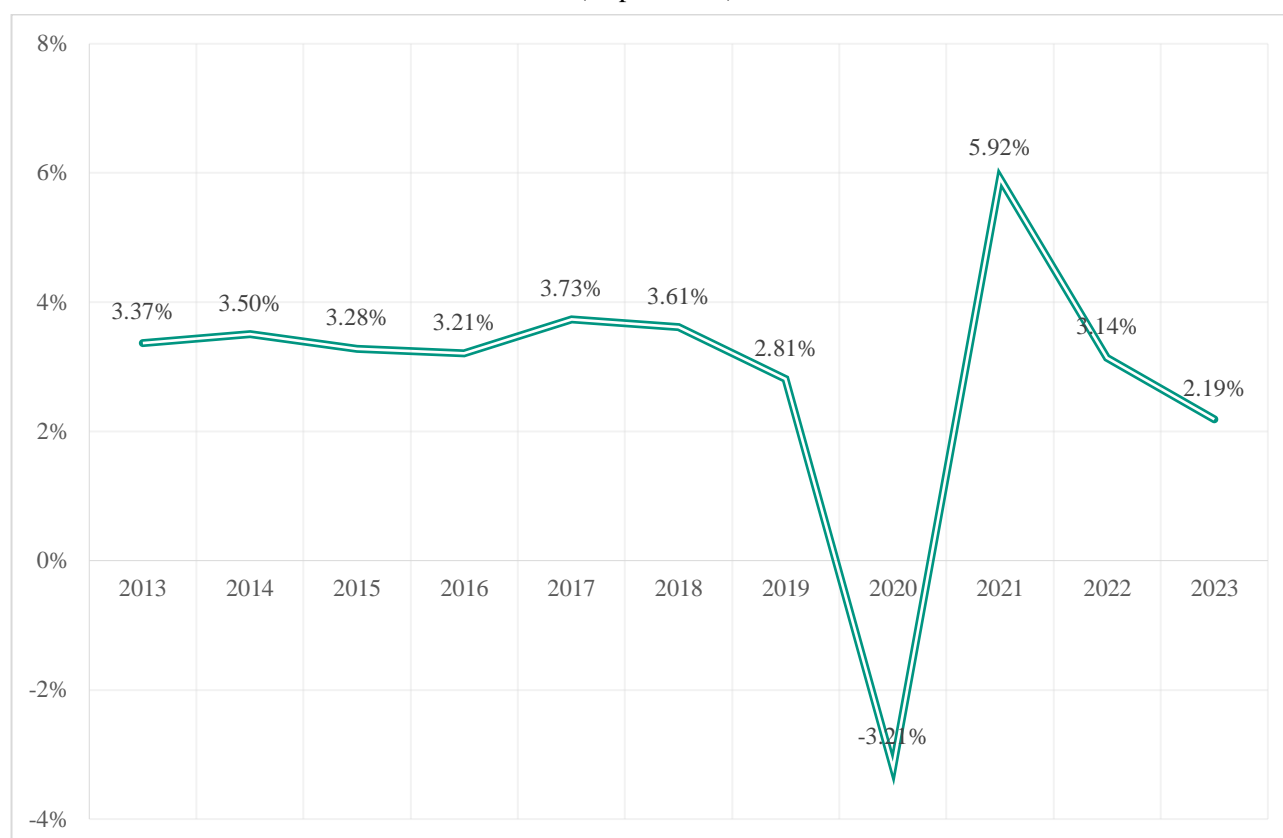
L'une des particularités de la crise économique du coronavirus est qu'elle procède à la fois d'un choc d'offre, qui détériore les conditions de production pour les entreprises, et d'un choc de demande, qui entrave l'écoulement des biens et des services. Ceci découle surtout des mesures de confinement, des restrictions à la mobilité et des autres mesures de santé publique que les gouvernements ont mis en place dès l'hiver 2020 pour limiter la propagation du coronavirus. Dans un premier temps, les fermetures d'usines en Chine, rapidement couplées à la diminution des capacités de fret, ont généré des difficultés globales d'approvisionnement et de production. À ces difficultés s'est ajoutée, en particulier dans les pays asiatiques, en Europe et aux Etats-Unis, une diminution de la demande globale en raison de la généralisation des mesures de confinement. En effet, les restrictions à la mobilité, les fermetures d'établissements publics et certaines interdictions en matière de vente de biens et de services ont déprimé la consommation des ménages. Face, selon les situations, à l'impossibilité de produire ou au recul des ventes, les

entreprises ont alors réajusté leur appareil de production en revoyant leurs besoins en main d'œuvre et leurs investissements. Par le biais de la réduction des consommations intermédiaires, ces décisions se sont ensuite répercutées sur l'ensemble du tissu productif et sur les différentes chaînes de valeur au niveau mondial. Cet enchaînement des événements traduira *in fine* l'ampleur et l'intensité extraordinaires de la crise économique du coronavirus et de ses conséquences sociales, en particulier sur le marché du travail.

6.1.2 Dynamique de la crise

Le Covid-19 a fait son apparition en Chine (à l'automne 2019) et s'est propagé dans le reste du monde (durant le 1^{er} trimestre 2020) dans un contexte global qui était déjà marqué par un ralentissement économique. Plombée par les tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis et des problèmes de liquidité sur les marchés financiers, la croissance économique mondiale était de 2,8 % en 2019, le niveau le plus bas depuis la crise financière des *subprime* en 2008. La crise économique du coronavirus a débuté durant l'hiver 2020, mais son point culminant est le second trimestre 2020, avec notamment une chute de 35,3 % de la production dans les pays de l'OCDE. Sur l'ensemble de l'année 2020, le PIB mondial se sera finalement contracté de 3,2 %, avec une reprise économique forte au troisième trimestre 2020, suite au relâchement des mesures de confinement.

Croissance du PIB au niveau mondial, 2013-2023 (en pourcents)



Source : Organisation pour la coopération et le développement économique (2023)⁴

S'agissant de la dynamique de la crise économique du coronavirus, elle peut être décrite par un scénario en « V », à savoir une récession sévère, rapidement suivie par une reprise importante. Si elle revêt également une dimension financière, cette crise se distingue de la crise des *subprime* de 2008, qui était plutôt caractérisée par un scénario en « L », avec une reprise plus lente. Ce scénario en « V », qui s'est répété dans certaines régions (et à plus petite échelle) en 2021 et en 2022, selon les vagues de Covid-19, traduit les effets particuliers des mesures collectives. Globalement, si ces mesures ont permis de ralentir significativement la propagation du coronavirus, elles ont généré

⁴ Pour l'année 2023, il s'agit d'une prévision de croissance économique formulée par l'Organisation pour la coopération et le développement économique.

une très grande perte de valeur ajoutée dans les secteurs concernés directement par elles. À cet égard, les activités les plus touchées ont été notamment l'hôtellerie-restauration, la culture et le sport, le commerce, la construction, les transports, l'industrie des biens d'équipements, ou encore les activités de service pour les ménages et pour les entreprises. De manière générale, cet impact a été le plus fort dans les pays où les mesures de confinement du premier et du second trimestre 2020 ont été les plus restrictives,⁵ les chocs d'offre et de demande se conjuguant de manière cumulative.⁶

Il convient toutefois de préciser que l'économie mondiale aurait aussi connu un ralentissement sans mesures de semi-confinement ou sans mesures collectives, en raison notamment du poids de la situation sanitaire sur le climat de consommation (peur de se rendre au restaurant, etc.) et sur les anticipations de profit des entreprises. En 2020 et en 2021, une propagation plus importante du Covid-19 aurait surtout pesé sur l'offre de biens et de services (notamment dans le secteur hospitalier) en générant des incapacités à produire, en raison d'absences-maladie.

Dans un deuxième temps, la reprise qui s'est produite au troisième trimestre 2020 (43,4 % de croissance économique dans les pays de l'OCDE), s'est confirmée en 2021 (malgré la seconde vague de Covid-19 durant le quatrième trimestre 2020), avec une croissance économique de 5,9 % au niveau mondial. Cette reprise a été portée, entre autres, par un effet de rattrapage au niveau de la consommation des ménages, lequel a lui-même été rendu possible par une augmentation des dépenses publiques durant les phases aiguës de la crise. Dans de nombreux pays, notamment dans les pays européens, les systèmes de sécurité sociale ont permis aux ménages de conserver un certain niveau de revenu disponible, malgré la dégradation de la situation sur le marché de travail. Les collectivités publiques ont également activé des dispositifs de soutien pour les entreprises (subventions, crédits et cautionnements de crédit) afin d'éviter des faillites dues à des problèmes de liquidité. En substance, la quasi-totalité des pays touchés par la crise économique du coronavirus ont connu des mesures de soutien budgétaire, qui dépassent 15 % du PIB dans certains pays développés. Cela s'est traduit en 2020 par une augmentation de 28 % du ratio *dette mondiale/PIB* (fin 2020, ce ratio est de 256 %), dont un peu plus de la moitié est due aux emprunts contractés par les Etats durant la crise.⁷

6.1.3 Conséquences de la crise

Les conséquences de la crise économique du coronavirus sur le marché du travail ont été massives et se font encore sentir aujourd'hui. En 2020, le taux de chômage au niveau mondial a enregistré une augmentation de 1,1 %, pour atteindre 6,5 % en fin d'année, avant de refluer à 6,2 % l'année suivante.⁸ Cette augmentation mesure toutefois mal la dégradation effective de la situation en matière d'emploi puisqu'elle ne tient pas compte des personnes qui sont sorties de la population active après avoir perdu leur travail.⁹ Or, en 2020, si 33 millions de personnes en plus ont été répertoriées au chômage, 81 millions d'autres personnes ont quitté la population active, les deux phénomènes traduisant une perte totale de 255 millions d'emploi en équivalent horaire (quatre fois plus que lors de la crise des *subprime* en 2009). Cette perte s'est produite avant tout dans les pays en voie de développement et a concerné en premier lieu les personnes travaillant dans le secteur informel, les femmes, les jeunes et les personnes en situation de handicap. De nombreuses personnes qui ont quitté la population active (des pays en question) la réintègrent aujourd'hui avec difficulté, ce qui laisse suggérer que la crise économique du coronavirus aura des effets persistants.

⁵ Voir par exemple Heyer, E. et X. Timbeau (dir.) (2020), « Évaluation de la pandémie de Covid-19 sur l'économie mondiale », *Revue de l'OFCE*, No. 2020/2, pp. 59-110.

⁶ Pour l'année 2020, on estime à presque 7 % la perte totale de PIB au niveau mondial en raison de la crise économique du coronavirus.

⁷ <https://www.imf.org/fr/Blogs/Articles/2021/12/15/blog-global-debt-reaches-a-record-226-trillion>

⁸ Les chiffres relatifs à l'état du marché du travail au niveau mondial sont tirés des statistiques que publie l'Organisation des nations unies sur les 17 objectifs de développement durable de l'Agenda 2030.

⁹ Les définitions du chômage acceptées au niveau international rapportent le taux de chômage d'une année donnée à la population active (et non pas totale) de cette même année. La population active comprend les personnes qui peuvent (par rapport à leur santé) travailler, qui sont disponibles pour ce faire et qui cherchent effectivement un travail.

6.2 La crise économique du coronavirus (2020-2022) en Suisse et dans le canton de Fribourg

6.2.1 Evolution du PIB en Suisse

En raison (économiquement parlant) de son extraversion commerciale et de son insertion dans la division internationale du travail, la Suisse a connu une crise économique du coronavirus qui a globalement épousé le scénario en « V » décrit ci-dessus. En 2020, la virulence de cette crise y est toutefois moins marquée en comparaison internationale, comme cela a été le cas pour l'effet rebond de 2021 : la croissance économique en Suisse a été de -2,5 % en 2020 et de 4,2 % en 2021, alors que l'ensemble des « économies avancées » a cru respectivement de -4,2 % et de 5,4 %.¹⁰ La résilience de l'économie suisse face au coronavirus réside dans une bonne diversification sectorielle (avec un secteur pharmaceutique performant durant ladite crise), des mesures de semi-confinement proportionnées et un système hospitalier performant, ainsi que des mesures de fourniture de liquidités aux entreprises et de réductions d'horaires de travail très rapidement opérationnelles.

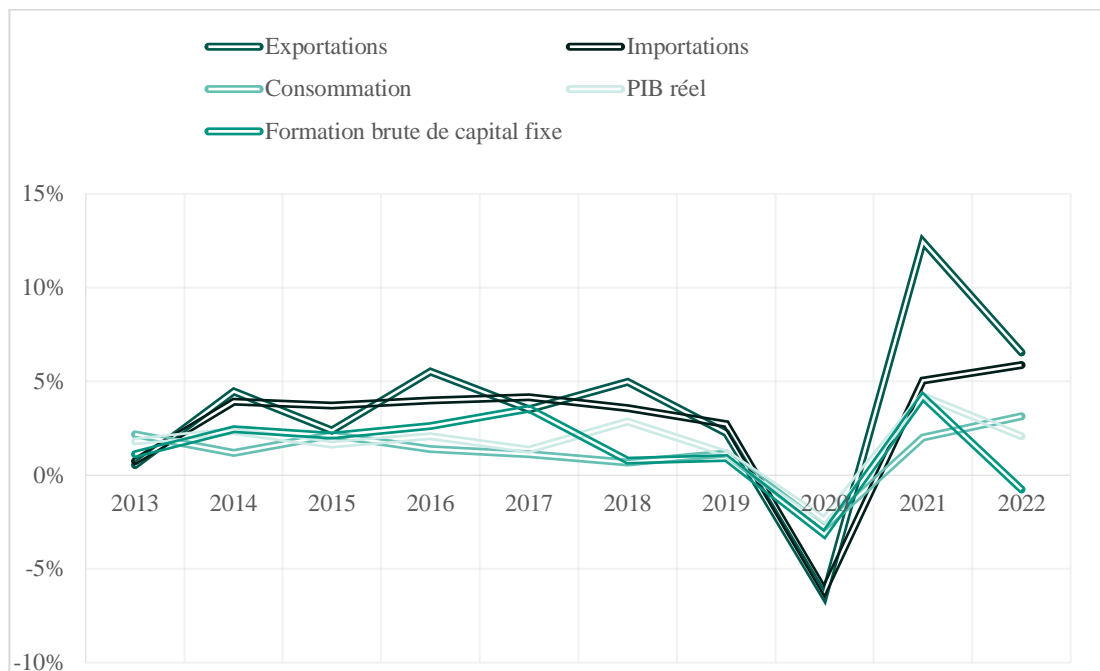
Ce qui précède peut être apprécié en précisant l'évolution des différents agrégats de la demande globale, selon l'approche par la dépense de la détermination du produit intérieur brut.¹¹ En 2020, la diminution du produit intérieur brut (à 701 milliards de francs) s'explique en premier lieu par une diminution de 2,8 % de la consommation intérieure. D'ordinaire assez stable, y compris lors des épisodes de crise économique, la consommation des ménages a enregistré un recul historique de 9,9 % au second trimestre 2020, avec la mise en place des mesures de semi-confinement. Ce recul a été partiellement compensé par une augmentation de 3,6 % des dépenses (de consommation) des administrations publiques, celle-ci se répétant jusqu'au quatrième trimestre 2021. En ce qui concerne la formation brute de capital fixe (l'investissement), la diminution a été de 7,8 % au second trimestre 2020 et de 3,2 % sur l'ensemble de l'année 2020. L'investissement dans les biens d'équipement a été particulièrement impacté, avec une diminution de 10,4 % au second trimestre 2020, contre une diminution de 3,2 % des investissements dans la construction. Reposant sur les anticipations de profit des entreprises, la formation brute de capital fixe est l'une des composantes les plus volatiles de la demande globale. C'est pourquoi, après la forte contraction de 2020, elle a enregistré une augmentation de 10,8 % durant le second trimestre 2021 et une augmentation de 4,2 % sur l'ensemble de l'année 2021. Dans une économie ouverte, la dernière composante de la demande globale dont il est nécessaire de tenir compte est la balance commerciale, à savoir la différence entre les exportations brutes et les importations brutes de biens et de services. Ces deux postes se sont contractés de respectivement 12,2 % et de 14,2 % durant le second trimestre 2020 et de 6,4 % et de 6,2 % sur l'ensemble de l'année 2020.¹² Cette contraction du commerce extérieur suisse en 2020 a été relativement (en comparaison internationale) modérée en raison de la stabilité des exportations de produits pharmaceutiques et de la diversité géographique de certains marchés d'exportation. Le dynamisme du secteur exportateur suisse s'est confirmé en 2021, avec une augmentation de 12,5 % des exportations brutes et un boom de 65,6 % de l'excédent de la balance commerciale du pays.

¹⁰ Pour plus d'informations à cet égard, voir les *World Economic Outlook* publié par le Fonds monétaire international.

¹¹ Les données utilisées ici sont mises à disposition par l'Office fédéral de la statistique et par le Secrétariat d'Etat à l'économie à l'adresse URL www.seco.admin.ch/seco/fr/home/wirtschaftslage---wirtschaftspolitik/Wirtschaftslage/bjp-quartalschaetzungen-/daten.html.

¹² Sont considérées ici les importations brutes et les exportations brutes de biens et de services sans objet de valeur et sans commerce de transit.

Croissance du PIB réel et des composantes de la demande globale en Suisse, 2013-2022 (en pourcents)



Source : Office fédéral de la statistique et Secrétariat d'Etat à l'économie (2023)

6.2.2 Evolution du marché du travail en Suisse

S'agissant de la situation sur le marché du travail en Suisse, celle-ci est restée relativement robuste grâce au caractère limité du ralentissement économique que le pays a connu et à l'étendue (ainsi que la rapidité de mise en place) des indemnités de réduction d'horaires de travail. Les taux de chômage en Suisse calculé par l'Office fédéral de la statistique et le Secrétariat d'Etat à l'économie ont été respectivement de 5,3 % et de 3,6 % en 2020, en hausse de 1,1 % par rapport à 2019.¹³ En étant respectivement de 4,1 % et de 2,1 % à la fin de l'année 2022, ces taux s'inscrivent à un niveau inférieur d'avant la crise économique du coronavirus. Au vu des chiffres disponibles, notamment en ce qui concerne le chômage de longue durée et les sorties de la population active, cette crise ne paraît globalement pas avoir d'effets persistants sur le marché du travail suisse.

Il est aujourd'hui admis que, au plus fort de la crise économique du coronavirus, les indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail ont permis d'éviter une crise majeure de l'emploi et de soutenir significativement le revenu des ménages en Suisse.¹⁴ Face à une augmentation somme toute limitée du taux de chômage, en regard notamment des conditions économiques alors en vigueur, un montant exceptionnellement élevé a été versé au titre d'indemnités en cas de réduction d'horaire de travail. En 2020 et en 2021, les versements en question ont atteint respectivement 9,20 et 5,65 milliards de francs, qui représentent 2,1 % d'une année de produit intérieur brut (nominal) et qui ont été destinés aux secteurs d'activité touchés par la crise économique du coronavirus. Aussi les indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail ont bénéficié aux secteurs d'activité impactés directement (restauration, commerce de détail, tourisme, hébergement, activités sportives, activités culturelles) ou indirectement (tel que le secteur secondaire) par les mesures collectives.¹⁵

¹³ L'Office fédéral de la statistique calcule un taux de chômage en Suisse selon la méthodologie du Bureau international du travail, qui est utilisée pour les comparaisons internationales (voir aussi l'adresse URL <https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/wirtschaftslage---wirtschaftspolitik/Wirtschaftslage/Arbeitslosenzahlen.html>).

¹⁴ Sur le rôle de l'assurance-chômage pendant la crise économique du coronavirus, voir : Felder, R., Kaiser, B., Möhr, T., Wunsch, C. (2023), « L'impact de la pandémie de coronavirus sur le marché du travail et le rôle de l'assurance-chômage pendant la crise », *Grundlagen der Wirtschaftspolitik*, No. 38.

¹⁵ Pour des précisions sur les impacts sectoriels et régionaux de la crise du coronavirus, voir Regiosuisse (2021), « Impacts du Covid-19 sur l'économie régionale », 5 novembre, disponible à l'adresse URL : <https://regiosuisse.ch/fr/impacts-du-Covid-19-leconomie-regionale>. Voir également (pour les impacts sectoriels) König, M.D., Shakar, P. et M. Wörter (2022), « How were companies affected during the first and second waves of the corona pandemic in Switzerland? », *Grundlagen für die Wirtschaftspolitik*, No. 32.

6.2.3 Evolution du PIB à Fribourg

Dans le canton de Fribourg, le produit intérieur brut a diminué de 1,6 % en 2020 (et de 6,3 % durant le second trimestre de cette même année), avant de rebondir de 4,6 % en 2021.¹⁶ Au plus fort de la crise économique du coronavirus, les entreprises fribourgeoises faisaient état d'une dégradation très nette du climat des affaires, notamment au niveau de leurs carnets de commande.¹⁷ Au sein du secteur secondaire, dont l'activité a diminué de 3,2 % en 2020, la situation a été particulièrement délicate dans la métallurgie (-6,1 %), la production de machines et d'équipements (-9,6 %) et dans le sous-secteur « textile, cuir, bois, édition, impression » (-10,3 %). Ces sous-secteurs ont vu leur activité repartir à la hausse durant l'année 2021 (de respectivement 16,4 %, 19,3 % et 4,3 %), qui a été marquée par une reprise soutenue de 8,1% dans l'ensemble du secteur secondaire. S'agissant du secteur tertiaire, les sous-secteurs de l'hôtellerie-restauration (-13,1 %) et des transports (et télécommunications) (-37,4 %) ont particulièrement souffert des effets de la crise en 2020. Si ces sous-secteurs ont bénéficié de mesures de soutien en 2020 et en 2021, leur reprise a été plus limitée en 2021 (avec respectivement une hausse et un recul de leur activité de 5,1 % et -0,1 %).¹⁸

Avec une diminution de 1,6 % de l'activité économique en 2020, le canton de Fribourg semble avoir été relativement moins marqué par la crise économique du coronavirus que la Suisse dans son ensemble (-2,5 %). Cela fait notamment référence à la structure de l'économie fribourgeoise, dont le cycle d'affaires apparaît moins sensible aux chocs économiques, notamment en raison de l'importance de l'industrie agroalimentaire et des produits chimiques et pharmaceutiques.¹⁹ Plus globalement, la part relativement moins importante (en comparaison suisse) du secteur tertiaire et la part plus importante du secteur secondaire participent à la résilience de l'économie fribourgeoise. A cet égard, la place qu'y occupe la construction (7,1 %) a permis à l'activité tournée sur le secteur domestique de limiter en partie les effets du ralentissement économique au niveau international. Ce ralentissement a d'ailleurs impacté significativement les exportations fribourgeoises, qui ont diminué de 14,6 % (à 4,01 milliards de francs) en 2020, avant de rebondir de 25,9 % en 2021. En tenant compte de la moins grande variabilité des importations, ceci s'est traduit par une chute de l'excédent commercial de 32,4 % en 2020 (600 millions de francs) et une hausse de 55,7 % en 2021.

6.2.4 Evolution du marché du travail à Fribourg

En ce qui concerne le marché du travail dans le canton de Fribourg, il s'est caractérisé par une évolution similaire à celle de la Suisse dans son ensemble. Le taux de chômage (au sens du SECO) y est passé de 2,8 % en (fin d'année) 2019 à 3,8 % en 2020, avant d'opérer une décrue progressive en 2021 et en 2022 et revenir à des niveaux similaires à 2019. De décembre 2019 à décembre 2020, le nombre de personnes au chômage a augmenté de 1625 (à 6548) et le nombre de personnes (inscrites) en demande d'emploi de 2322 (à 10 597).²⁰ Cette dégradation de la situation sur le marché du travail a été marquée dans les districts de la Broye, de la Glâne, de la Sarine, du Lac et, surtout, de la Gruyère, où le taux de chômage a augmenté de 1,5 %.

Pendant la crise économique du coronavirus, les indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail ont permis de freiner fortement la destruction d'emplois, qui s'est limitée en 2020 à 0,2 % des emplois (118 970) en équivalent plein temps recensés en 2019 dans le canton de Fribourg. Ce système de chômage partiel s'avère pertinent pour faire face à des chocs économiques transitoires puisqu'il évite des coûts d'embauche et de licenciement superflus pour les

¹⁶ En 2020 et en 2021, le produit intérieur brut du canton de Fribourg était de respectivement 19,1 et 20 milliards de francs.

¹⁷ Ici, les données sont tirées du Service de la statistique du canton de Fribourg et reposent sur des enquêtes conjoncturelles menées régulièrement par le KOF (Centre de recherches conjoncturelles) (voir <https://www.fr.ch/deef/sstat/conjoncture-fribourgeoise-anciennes-editions>).

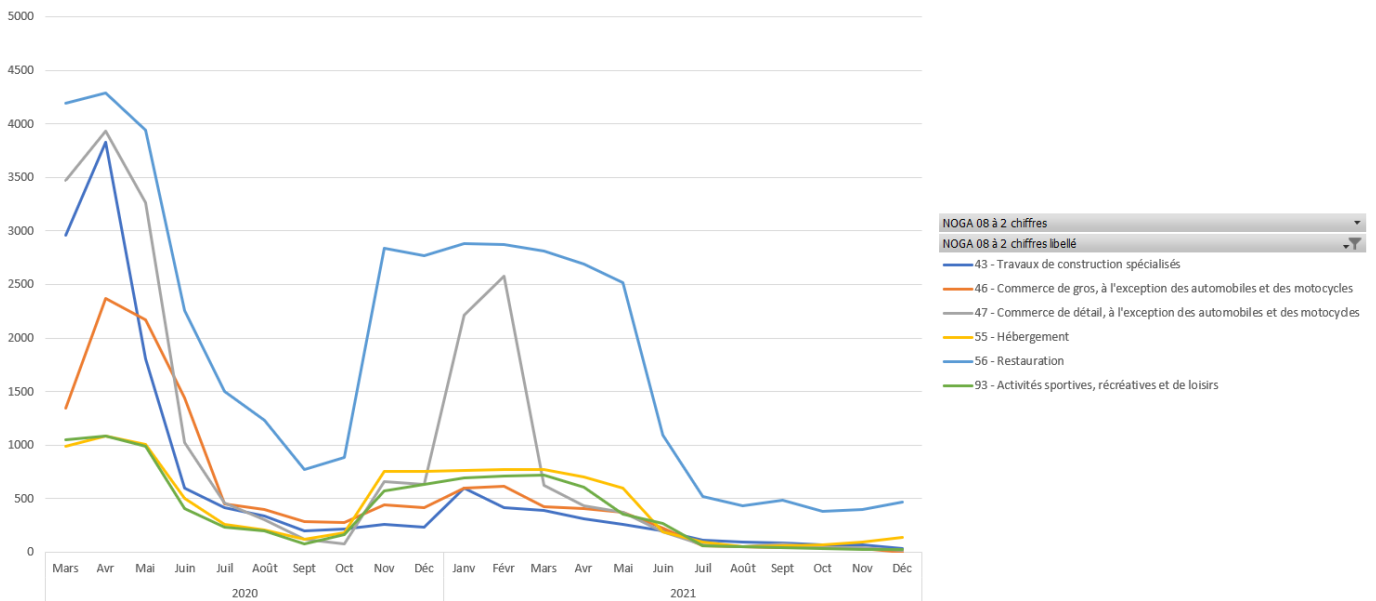
¹⁸ Les taux de croissance du secteur tertiaire ont été respectivement de -3,2 % en 2020 et de 8,1 % en 2021. Par ailleurs, le secteur primaire a été moins marqué par les événements de 2020 et de 2021, avec respectivement des taux de croissance de -0,4 % et de 0,1 %.

¹⁹ Sur la structure de l'économie fribourgeoise, voir Banques cantonales romandes et Forum des 100 (2021), « Résistance face aux crises : la recette romande », 14 octobre 2021, disponible à l'adresse URL : <https://www.bcf.ch/fr/la-bcf/actualite-et-medias/nouveautes/pib-romand-2021>.

²⁰ Le nombre de personnes en demande d'emploi est une statistique qui se rapproche de la définition du chômage du Bureau international du travail introduite *supra*.

entreprises. En 2020 et en 2021, 166 675 et 66 098 personnes ont respectivement été concernées par ces mesures, pour un total de 14 319 495 heures chômées, concentrées notamment entre mars et juin 2020. Ceci s'est traduit par des versements d'indemnités de la part de la Caisse publique de chômage de l'Etat de Fribourg à hauteur de 224 millions de francs pour 2020 et 97 millions pour 2021.²¹ 5138 entreprises ont reçu des versements en 2020 et 2052 en 2021, en particulier dans les activités les plus touchées par la crise, tels que la restauration, l'hébergement ou les installations de loisir. Au niveau du canton, plusieurs milliers de personnes employées dans lesdites activités ont reçu des indemnités lors des deux grands trains de mesures collectives mis en place en 2020 et en 2021.

Nombre de personnes décomptées au titre des indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail, canton de Fribourg, 2020-2021



Source : Secrétariat d'Etat à l'économie (amstat.ch) (2023)

Ce qui précède, notamment le fait que la crise économique du coronavirus ne paraît pas avoir d'effets persistants sur le marché du travail dans le canton de Fribourg, ne doit toutefois pas occulter les difficultés financières auxquelles fait face une partie de la population fribourgeoise. Avoir un emploi n'est pas toujours une protection suffisante contre la précarité, qui frappe un plus grand nombre de personnes en 2022 et en 2023 avec l'augmentation de l'inflation et la diminution des salaires réels (en Suisse, les salaires réels ont diminué de 1,9 % en 2022).²²

Comme le rapportent les associations actives à ce niveau, cela se traduit par une augmentation des demandes d'aide alimentaire, au-delà des catégories de population qui en sont habituellement bénéficiaires. Ces éléments et le risque de pauvreté seront thématiques dans le deuxième rapport sur la pauvreté dans le canton de Fribourg, qui sera publié à la fin de l'année.

6.2.5 Volume des crédits Covid et aides aux cas de rigueur, en Suisse et à Fribourg

Pour faire face à des problèmes de liquidité induits par les mesures de semi-confinement, les entreprises suisses ont pu demander au secteur bancaire des crédits transitoires (entre mars 2020 et juillet 2020), qui étaient garantis par la Confédération. Au niveau national, un volume de « crédits Covid » de 16,92 milliards de francs a été octroyé en 2020, dont 8,78 milliards sont toujours en cours (au 24 mai 2023). En termes de nombre et de volume, ces crédits ont majoritairement bénéficié aux micro-entreprises (0-9 personnes employées) et aux petites entreprises (10-49), qui

²¹ Voir <https://Covid-19.easygov.swiss/fr/mesures-federales/>, pour des précisions statistiques sur les mesures fédérales Covid-19 pour l'économie, notamment les cas de rigueur, les crédits Covid-19, les cautionnements start-ups et le parapluie de protection pour les manifestations publiques.

²² Le détail sur l'évolution des salaires nominaux et des salaires réels en 2022 par branche économique est disponible à l'adresse URL <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/travail-remuneration/salaires-revenus-cout-travail/indice-salaires.html>.

disposent habituellement de relativement moins de liquidités que les entreprises plus grandes. Ils ont été octroyés à hauteur de 71,1 % (du volume total) par les grandes banques et les banques cantonales. Dans le Canton de Fribourg, 4768 crédits Covid ont été accordés, pour un montant total de 575 millions de francs, ce qui représente 3,4 % du volume total des crédits et place le canton au 11^e rang du classement cantonal. Près de la moitié de ce volume a été intégralement remboursée au 24 mai, tandis que près de 25 millions de francs de crédits ont été honorés dans le cadre des cautionnements²³. La Banque cantonale de Fribourg a octroyé 343 millions de francs de crédits Covid, à savoir 59,7 % du total des crédits accordés dans le canton de Fribourg durant la crise économique du coronavirus et 2 % du total des crédits accordés en Suisse. S'agissant des taux d'intérêts appliqués aux crédits Covid, ils étaient initialement (dès mars 2020) de 0,0 % pour les crédits jusqu'à 500 000 francs et de 0,5 % pour les crédits supérieurs à 500 000 francs, sans faire l'objet de modification en 2021 et en 2022. Le Conseil fédéral a décidé d'adapter ces taux d'intérêt à l'évolution du marché du crédit le 31 mars 2023, avec une augmentation de 1,5 % pour l'ensemble des crédits Covid, le taux d'intérêt pour les crédits jusqu'à 500 000 francs passant ainsi à 1,5 %. Cette décision risque de peser sur la situation financière des entreprises qui ont encore un encours de crédit Covid, en particulier les entreprises de petite taille, qui sont plus vulnérables en matière de liquidités. La situation est d'autant plus délicate que ces entreprises ont dû faire face à une augmentation du coût de leurs intrants en 2022 (et du coût de la main d'œuvre dans certains secteurs) avec le conflit armé en Ukraine et son impact sur la situation inflationniste. D'un autre côté, les prix de vente des entreprises ont été adapté (du moins en partie) pour faire face à l'augmentation du niveau général des prix en 2022 et en 2023. De surcroît, il convient de noter que le coût réel des crédits Covid, c'est-à-dire leur taux d'intérêt réel *ex post* (à savoir le taux d'intérêt nominal moins le taux d'inflation) a diminué puisque le taux d'inflation était de -0,5 % en mars 2020 (par rapport au même mois de l'année précédente) et de 2,4 % en mars 2023.

Enfin, avec les indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail et les crédits Covid, les aides pour cas de rigueur constituent à l'échelon national les principales mesures de lutte contre la crise économique induite par la pandémie de coronavirus. A cet égard, les montants versés entre mars 2020 et décembre 2022 ont permis de soutenir 35 196 entreprises en Suisse, à hauteur de 5,14 milliards de francs de contributions à fonds perdu. Dans le canton de Fribourg, 1130 entreprises ont été soutenues par les aides pour cas de rigueur, pour une somme totale de 102,5 millions de francs²⁴.

6.2.6 Evolution des faillites

Le régime d'aide financière mis en place en Suisse et dans le canton de Fribourg durant la crise économique du coronavirus a permis de limiter grandement la dégradation du marché du travail en 2020 et en 2021 et de permettre la continuité des affaires de nombreuses entreprises. Or, le nombre de faillites enregistrées dans le canton de Fribourg en 2020 (142) et en 2021 (162) s'avère plus bas que celui de 2019 (188), malgré l'intensité de la crise économique du coronavirus. Sachant de surcroît que 222 faillites ont été recensées en 2022, il apparaît légitime de se demander si le régime précité a maintenu en activité des entreprises autrement condamnées. En effet, le nombre élevé de faillites en 2022 suggère l'existence d'un effet de rattrapage, où des entreprises déjà fragilisées avant 2020 (et maintenues en activité « artificiellement » en 2020 et en 2021) ont dû cesser leur activité en 2022. Dans le canton de Fribourg, ce phénomène est toutefois d'une ampleur limitée puisque plusieurs dizaines de faillites en 2022 procèdent de modifications récentes de l'ordonnance sur le registre du commerce et du code des obligations. En substance, des faillites en 2022 font suite à des dénonciations faites par le Service du registre du commerce à l'encontre d'entités qui ne remplissaient les conditions d'inscription au Registre du commerce. Il est par ailleurs difficile d'évaluer précisément l'impact de la crise économique du coronavirus sur la démographie des entreprises, qui s'inscrit dans un environnement économique très incertain.

²³ Voir [Crédits Covid-19 - EasyGov](#) : 1'503 crédits ont été remboursés pour 264 millions de francs.

²⁴ Ce montant inclut les aides versées au niveau cantonal en amont du dispositif des aides aux cas de rigueur et considérées comme acomptes dans le calcul de l'aide, et donc refacturables auprès de la Confédération. Voir supra, point 5.3

6.3 Perspectives

L'analyse ci-dessus rappelle que la crise économique du coronavirus a été d'une intensité extraordinaire, en pesant à la fois sur l'offre des biens et des services et sur leur demande. Face aux effets économiques des mesures sanitaires, les systèmes de sécurité sociale et les différents régimes d'aide sectorielle ont permis de limiter l'ampleur de la récession entre 2020 et 2022. En Europe et aux Etats-Unis, les ménages ont notamment gardé un niveau élevé de revenu disponible, ce qui a favorisé une reprise économique rapide au sortir de la crise. Couplée à l'augmentation des dépenses publiques (surtout aux Etats-Unis), l'augmentation de la consommation des ménages a fait pression à la hausse sur le niveau général des prix en accroissant la demande de biens et de services. Cette résurgence de l'inflation au niveau global a également été alimentée par l'explosion des coûts de la logistique en 2020 et en 2021 et un sous-investissement dans certaines capacités de production. La dynamique inflationniste s'est renforcée en 2022 avec le conflit armé en Ukraine et ses effets sur les prix des produits agricoles et des combustibles fossiles. Par conséquent, la crise économique du coronavirus et ses effets globaux s'inscrivent dans les transformations d'un environnement économique marqué par de nombreuses incertitudes, que ce soit au niveau géopolitique ou social.

7 Appréciation générale

La chronologie des événements ci-dessus démontre la réactivité de l'Etat par sa capacité à déployer dans un laps de temps très court un large dispositif de soutien économique, ainsi qu'à mobiliser le personnel nécessaire à l'exécution des mesures prises au niveau fédéral.

Dans un premier temps, au cours de la première vague, des moyens financiers importants ont été très rapidement débloqués et répartis dans un large panel de mesures de soutien sectoriel, venant compléter de manière ciblée les mesures prises au niveau fédéral par le biais des allocations pour pertes de gain, des indemnités liées à la RHT et du cautionnement de crédits. Alors qu'aucune solution n'a été trouvée à l'échelon fédéral, le canton a notamment rapidement mis en place une mesure permettant d'alléger considérablement la charge des entreprises contraintes à la fermeture par un soutien aux loyers. L'expérience de la première vague a permis à la fois de nourrir la réflexion pour les mesures du plan de relance, avec la reprise ou la prolongation des mesures qui avaient fait leur preuve, comme le financement de bons « kariyon », les mesures de soutien à la culture ou à la formation professionnelle, et de préparer l'administration à affronter la deuxième vague. L'ensemble des montants engagés, en regard des plafonds prévus, démontre la pertinence de la plupart des mesures initiées au printemps.

Les montants non utilisés des mesures d'urgence de la première vague ont sinon pu être mobilisés rapidement à l'automne pour la mise en place des mesures pour les cas de rigueur, l'ordonnance cantonale ayant été promulguée avant même l'ordonnance fédérale. Il faut dire que la deuxième vague a violemment impacté des secteurs déjà fragilisés par la première vague, en particulier le de la restauration, du voyage, des sports et loisirs, et celui de la culture. Les fermetures ou restrictions imposées dans le canton dès le mois de novembre à de nombreux établissements, du fait de la situation sanitaire, ont nécessité de mettre en place dans un temps extrêmement réduit des mesures de soutien à large échelle, afin d'apporter les liquidités nécessaires à la survie des entreprises. La disponibilité des équipes déjà mobilisées pour les mesures de la première vague et l'expérience des processus déployés alors ont facilité la mise sur pied de procédures simplifiées et de l'infrastructure nécessaire au traitement d'un volume très important de demandes. Initialement pensée pour des cas isolés n'ayant que peu profité des mesures cantonales mises en place au cours de la première vague, l'aide aux cas de rigueur est devenue une mesure de masse au fur et à mesure des prolongations des restrictions et fermetures, et suite à la décision de la Confédération de considérer également dans le dispositif les entreprises ayant dû fermer 40 jours, indépendamment du recul du chiffre d'affaires. La fusion dans le dispositif d'aides aux cas de rigueur des mesures de soutien aux loyers et de soutien à la gastronomie a permis de maintenir une cohérence et une continuité dans le dispositif global, et de prévenir les risques de surindemnisation, tout en n'excluant aucun secteur du dispositif. Cela a également permis le refinancement par la

Confédération d'une bonne partie des aides instaurées de manière proactive par le canton au cours de la première vague puis en amont du dispositif d'aide aux cas de rigueur.

En parallèle des mesures d'urgence prise au cours de la deuxième vague, qui ont particulièrement mobilisé les services de la Direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle (DEEF) et l'Administration des finances (AFin), toutes les directions de l'Etat ont été impliquées dans la mise en œuvre des 25 mesures du plan de relance, qui s'est déroulée entre l'automne 2020 et la fin 2022 pour la plupart. L'expérience du plan de relance consécutif à la crise de 2008 a sans doute facilité l'organisation d'un groupe de travail interdirectionnel et l'établissement, dans un laps de temps à nouveau très court, du décret à l'attention du Grand Conseil. On estime qu'environ 60 EPT annuels ont été nécessaires à l'implémentation des mesures d'urgence et de relance, dont une vingtaine à l'interne.

La réalisation de la plupart des mesures de relance dans le temps imparti, le degré d'utilisation des moyens mis à disposition et le succès rencontré par la plupart de celles nécessitant le dépôt d'une demande démontrent leur pertinence et leur cohérence, ainsi que la capacité des différents services à les mettre en œuvre, en plus de la gestion des affaires courantes. Les mesures de soutien à la consommation, via la plateforme *kariyon.ch*, ont été un grand succès, avec un effet de levier très important, et ont permis d'offrir une visibilité aux commerces de proximité.

Les secteurs ayant bénéficié le plus des mesures de soutien sont logiquement ceux qui ont été le plus durablement impactés par les fermetures et restrictions, ce qui démontre que les effets d'aubaine ont été limités. En outre, l'évolution du nombre de faillites une fois les principales mesures de soutien terminées ne permet pas de dire que l'Etat a maintenu sous perfusion des établissements voués à la fermeture. L'analyse de l'évolution conjoncturelle au cours et au sortir de la période impose de prendre en considération la nature particulière de cette crise économique, ainsi que les autres facteurs générateurs d'incertitude sur le plan économique, indépendants de la pandémie. Globalement, l'évolution des données liées au PIB et au marché du travail démontre la résistance et la résilience du tissu économique fribourgeois.

Sur le plan financier plus spécifiquement, au 31 décembre 2022, les dépenses imputables aux mesures d'urgence et de relance, recensées au chapitre 5.3, représentent un montant de plus de 187 millions de francs.

Pour certaines de ces mesures, le rapport met en évidence des différences significatives entre le montant prévu initialement par les bases légales instituées et le montant effectivement dépensé. Cet état de fait s'explique par plusieurs facteurs.

Premièrement, un manque d'attractivité et de succès de certaines mesures a été constaté. Cela est particulièrement flagrant pour la mesure destinée aux dirigeant-e-s et indépendant-e-s (OMEI), pour laquelle le Grand Conseil avait décidé d'un crédit de 25 millions de francs. Dans son message 2020-DEE-20, le Conseil d'Etat avait annoncé que les avis divergeaient sur le succès à venir de ladite mesure, et du nombre de demandes qui seraient effectivement déposées. Alors que le nombre maximal de personnes éligibles avait été estimé – avec de fortes réserves – à environ 10 149 personnes, seules 1445 demandes ont été déposées, et le montant effectivement dépensé s'est établi à environ 3,5 millions de francs.

Deuxièmement, ces différences sont imputables à l'urgence dans laquelle certaines mesures ont dû être mises en place, et le manque de visibilité sur l'évolution possible de la pandémie de COVID-19 à ce moment. A titre d'exemple, il était particulièrement compliqué d'estimer les montants d'indemnisation qui s'avèreraient nécessaires dans le domaine de la culture. Parallèlement, ces aides devaient rapidement être mises à disposition du secteur culturel afin de limiter les dommages économiques et sociaux. Ces difficultés ont été communes à l'ensemble des cantons, et concerne également les cas de rigueur au sens de la législation fédérale (voir chapitre 5.1 pour le niveau fédéral).

Enfin, ces différences s'expliquent également par l'application du principe de prudence. Le gouvernement a ainsi à plusieurs reprises décidé de mettre en œuvre des possibilités offertes par le droit fédéral, malgré l'éventualité que certains de ces instruments ne s'avèreraient pas indispensables. La mesure du parapluie de protection, qui permettait d'assurer aux grandes manifestations remplissant certains critères que leurs pertes seraient prises en charge en cas d'annulation ordonnée par les autorités, en est un excellent exemple. Dans le canton de Fribourg, trois manifestations

d'importance ont été couvertes par cette garantie, sans qu'une indemnisation ne doive ensuite être versée, ces événements ayant en effet pu avoir lieu. Cependant, cette mesure a permis de rassurer les organisateurs des manifestations en question et de limiter le risque financier auquel ils ont été soumis, représentant ainsi un encouragement important pour ces structures. Là aussi, la « sous-utilisation » du montant initialement annoncé est commune à l'ensemble des cantons : en Suisse romande, aucun événement au bénéfice de ce parapluie de protection n'a nécessité d'annulation sur ordre des autorités, respectivement d'indemnisation²⁵.

A ce jour, le coût final exact de l'ensemble de ces mesures demeure susceptible d'évoluer, dans des proportions relativement faibles. En effet, et comme relevé dans le chapitre 11, le suivi et contrôle de certaines aides versées, notamment les aides cas de rigueur, se poursuivront sur plusieurs années. De possibles demandes de remboursement ne sont donc pas à exclure. Par ailleurs, des dépenses liées à certaines mesures du plan de relance auront encore lieu en 2023 (mesures 1 et 3), voire sur un horizon plus éloigné (mesures 12, 13 et 18). La majorité des dépenses a cependant déjà été engagée.

En ce qui concerne les montants non utilisés – pour lesquels des explications ont été fournies ci-avant -, ces derniers ont été alloués dans le but de financer des mesures spécifiques dans un contexte extraordinaire. Cette situation n'est plus en vigueur. Depuis le 1^{er} avril 2022, le Conseil fédéral a levé l'état de situation particulière. A l'heure actuelle, les ordonnances d'exécution ont été abrogées formellement ou le seront dès la fin de la mise en œuvre des différentes mesures.

8 Bilan des mesures sanitaires et autres mesures de protection

8.1 OCC 1 + 2 Covid

L'Organe cantonal de conduite (OCC), a été chargé à deux reprises de coordonner les mesures de protection dans le canton de Fribourg. La première période s'est étendue de mars 2020 à juin 2020 et la seconde d'octobre 2020 à mai 2021.

La première période est caractérisée par un état de situation dite « extraordinaire » et, donc, un processus décisionnel centralisé à l'échelon de la Confédération. Mis sur pied dans une composition élargie afin de conduire l'engagement de toutes les forces publiques impliquées dans la gestion de la crise sanitaire, l'OCC a notamment assuré, au-delà des aspects strictement sanitaires (hospitalisation, institutions à risque, « testing » et « tracing », hotline santé, etc.) un grand nombre de prestations. D'une part au profit des partenaires, avec par exemple la mise en place d'une centrale d'achat de matériel médical et de protection ou la gestion des forces d'appui (Protection civile (PCi), armée) déployées dans les institutions. D'autre part au profit de la société civile, de l'économie et du monde associatif, avec par exemple la mise sur pied d'une hotline « vie quotidienne », d'une hotline « économie » ou encore d'une cellule information produisant de manière centralisée la communication au public.

La seconde période est, quant à elle, caractérisée par un état de situation dite « particulière » à l'échelon fédéral. Cela signifie, du moins dans un premier temps jusqu'au début décembre 2020, une délégation de compétences très large des mesures à prendre à l'échelon des cantons. Dès la mi-décembre 2020, la Confédération a repris, à son échelon, la coordination de l'ensemble des mesures qui cette fois-ci s'appliquera à nouveau, après une période de transition de quelques semaines, à l'ensemble du territoire national. L'OCC mis sur pied durant cette deuxième période s'est organisé de manière différente de la première période, avec d'un côté une task-force sanitaire largement indépendante, de l'autre une Cellule de coordination cantonale chargée de l'application des mesures, de la coordination entre les partenaires et de la gestion de la hotline vie quotidienne, et enfin d'une cellule « appui et réserves ».

²⁵ Voir [Parapluie de protection pour les manifestations publiques - EasyGov](#).

Durant les deux périodes, l'OCC a fait appel à la réserve opérative en mains cantonales avec la mobilisation de la protection civile, ainsi qu'à la réserve stratégique en mains fédérales avec le recours subsidiaire à l'Armée. La PCi a été engagée prioritairement au sein des établissements médico-sociaux (EMS) et des centres de vaccination, dans une moindre mesure, auprès de l'HFR. L'appui auprès de l'HFR s'est effectué avec des effectifs provenant du canton de Vaud, compte tenu des effectifs fribourgeois insuffisants. L'Armée a, quant à elle, été engagée pour l'appui aux soins auprès du HFR. Mis à part le recours à ces deux formations de réserve, le canton a pu compter sur un engagement renforcé des forces de police, pour tout ce qui a trait aux mesures de contrôles et travaux de planification, ainsi qu'une mise à disposition des sapeurs-pompiers pour un renforcement des capacités ambulancières.

Montants engagés pour l'OCC 1 et 2 Covid

	2020	2021	2022	Total
En CHF	13 528 227,39	334 503,30	17 652,20	13 880 383

8.2 Task force sanitaire

Depuis 2020, la Direction de la santé et des affaires sociales (DSAS) a été fortement sollicitée sur le front de la pandémie de Covid-19. En mai 2020, elle a notamment mis sur pied une Task force sanitaire composée des différents partenaires internes et externes et dont l'organisation opérationnelle rassemblait :

- > une cellule Ressources humaines, collaborant étroitement avec le Secrétariat général qui a géré plus de 500 collaborateurs et collaboratrices au plus fort de la crise (au total 1300 personnes ont été engagées) ;
- > une cellule de renseignement sanitaire stratégique mutualisée avec la Police ;
- > une cellule de traçage composée d'un centre d'appel menant des enquêtes d'entourage afin d'éviter la propagation du virus par une identification précoce des cas et un traçage des contacts ;
- > une hotline sanitaire répondant à toute demande d'information de la population en lien avec le Covid-19 (plus de 35 360 appels en 2022) ;
- > une cellule apportant un soutien aux institutions à risque notamment par le biais d'une équipe mobile ;
- > d'autres cellules dédiées aux certificats Covid-19 et à l'organisation de tests répétitifs ;
- > un centre cantonal de test dont la mise en place et la gestion ont été confiées à l'HFR (mandat) afin de compléter l'offre privée des pharmacies, médecins et laboratoires (109 426 infections avérées au Covid-19 en 2022) ;
- > deux centres cantonaux de vaccination, un à Fribourg et un à Bulle, et des équipes de vaccination mobiles déployées notamment dans les districts, les institutions, les EMS, les institutions de formation, des entreprises et des centre commerciaux (589 500 doses injectées de décembre 2020 à fin 2022) ;
- > une pharmacie où les vaccins contre le coronavirus envoyés depuis la pharmacie de l'armée sont réceptionnés et stockés, et d'où ils sont distribués aux ayants droits en tenant compte des contraintes logistiques liées à la stabilité et au conditionnement de chacun des produits reçus.

En avril 2022, la Task force sanitaire a été dissoute avec le passage d'une situation particulière à une situation ordinaire. Depuis, la gestion de la pandémie est assurée par le Service du médecin cantonal via l'Unité sanitaire Covid et par l'OCS, présidé par le médecin cantonal. En 2023, il a été décidé de maintenir l'activité de la pharmacie qui gère, entre autres, la logistique des vaccins contre le coronavirus et de continuer avec au moins une antenne de vaccination et une équipe mobile selon les besoins. Ce fonctionnement est maintenu car l'acquisition ainsi que la répartition des vaccins auprès des cantons continuent à être assurées par la pharmacie de l'armée et les conditions de conservation des vaccins restent particulières, ce qui dissuade les pharmacies et les cabinets médicaux de proposer une vaccination régulière. Ainsi, le canton doit continuer à assurer une offre de vaccination minimale mais adéquate. Au vu de l'importante diminution de la demande en tests, le centre cantonal de test a été fermé le 15 janvier 2023.

La pandémie de Covid-19 a aussi eu des effets financiers importants pour les hôpitaux et cliniques du canton. Ceux-ci ont dû faire face à des coûts supplémentaires notamment à cause des prestations de mise à disposition de lits (réservés pour les personnes atteintes du Covid-19) et d'une prise en charge des cas rendue plus complexe en raison des mesures de protection à prendre par le personnel. Certains établissements ont aussi dû faire face à un manque de

recettes lié notamment à la décision du Conseil fédéral d'interdire les prestations non urgentes durant six semaines au printemps 2020 et aux décisions du Conseil d'Etat de demander aux hôpitaux somatiques du canton de Fribourg de réduire l'activité élective lors de fortes vagues. Le Conseil d'Etat a décidé de participer aux incidences financières induites par la crise de Covid-19 avec des aides financières versée à l'HFR, à l'HIB, à l'Hôpital Daler et à la Clinique Générale Ste-Anne.

Pour permettre aux EMS et aux services d'aides et de soins à domicile exploités ou mandatés par les associations de communes (SASD) de faire face à la crise de Covid-19, le Conseil d'Etat a autorisé des mesures exceptionnelles et leur a accordé des aides financières en plus des subventions ordinaires.

Dans les EMS, ceci a notamment permis de prendre en charge des coûts liés au matériel de protection, aux remplacements de l'ensemble du personnel dans le domaine des soins et de l'accompagnement, aux tests ordonnés par le Médecin cantonal, à des forfaits pour les médecins-répondants et à la reconnaissance de charges salariales moyennes supérieures au budget. Aussi, l'Etat a financé des surdotations temporaires en personnel de soins et d'accompagnement, un forfait pour les lits vides dans les EMS mis en quarantaine par le Médecin cantonal et des primes versées au personnel.

Pour les SASD, le Conseil d'Etat a décidé d'octroyer un subventionnement exceptionnel pour l'année 2020. En plus de la subvention ordinaire versée, l'Etat a subventionné (à hauteur de 30 %) les salaires des personnes engagées par ces derniers mais qui n'ont pas pu fournir de prestations d'aide et de soins à domicile, en raison du Covid-19 (personnes en isolement, quarantaine, à risques ou envoyées travailler dans les EMS).

Les surcoûts liés à la pandémie de Covid-19 dans les EMS et les SASD ont été financés par le canton et les communes selon les règles usuelles. Toutefois, par mandat déposé et développé le 18 novembre 2020 sur la prise en charge, dans le cadre des mesures financières Covid-19, des surcoûts des EMS et des services d'aide et de soins à domicile (2020-GC-186), les député-e-s signataires demandent au Conseil d'Etat d'établir un inventaire des surcoûts générés par les mesures supplémentaires liées au Covid-19 dans les EMS et les SASD, et demandent que des budgets spécifiques soient débloqués par le Conseil d'Etat pour compenser l'ensemble des pertes et manques liés au Covid-19. Les mandataires demandent donc que ces surcoûts ne tombent pas dans les postes ordinaires des subventions conformément à la répartition des tâches Etat/communes. Ce mandat ayant été accepté par le Grand Conseil lors de sa séance ordinaire du mardi 22 mars 2022, un montant de 6 000 000 francs est prévu au budget 2023 pour répondre aux demandes qui y sont formulées.

Les institutions spécialisées pour personnes adultes en situation de handicap ou en situation d'addiction ont également été affectés par la pandémie de Covid-19. Elles ont notamment dû mettre en place des concepts de protection afin de respecter les directives élaborées par la Confédération et la Task force sanitaire. En 2021, l'Etat a versé une aide financière pour soutenir les mesures mises en place durant l'année ainsi qu'un acompte pour les dépenses liées au Covid prévues en 2022.

Dans le domaine de l'accueil extrafamilial de jour, l'Ordonnance fédérale Covid-19 accueil extra-familial pour enfants (RS 862.1) a permis au canton de soutenir via des indemnités les crèches et les structures d'accueil extrascolaire privées pour les contributions parentales non-perçues durant la période s'étendant du 17 mars 2020 au 17 juin 2020.

En 2020, la DSAS a repris une partie du matériel de protection acquis par l'Etat par l'intermédiaire de l'OCC ad hoc. Un mandat de prestations a été signé entre la DSAS et l'HFR pour la gestion de ce matériel. Les institutions de santé du canton (ayant droits) ont la possibilité de se fournir par le biais de l'HFR auprès de ce stock de matériel et l'HFR réapprovisionne le stock afin de garantir le maintien des stocks de réserve à hauteur des volumes décidés par le Conseil d'Etat. Les recettes et coûts en lien avec la gestion de ce stock sont à charge de la DSAS.

Le tableau suivant donne un aperçu des dépenses induites par les mesures et les soutiens financier décrits ci-dessus. Il s'agit là des dépenses telles qu'elles ont été imputées dans les comptes de l'Etat. Ceci peut impliquer des décalages entre l'année dans laquelle les mesures ont été mises en place et celle où le flux financier a eu lieu. C'est notamment le cas pour les hôpitaux. Au total, l'Etat leur a versé 37 millions de francs pour les surcoûts Covid auxquels ils ont fait face en 2020 (31,4 millions de francs en 2020 puis 5,6 millions en 2021), 36,9 millions de francs pour ceux de

2021 (10,5 millions de francs en 2021 puis 26,4 millions en 2022) et un acompte de 6 millions de francs pour les mesures mises en place en 2022.

Dépenses induites par les mesures sanitaires et autres soutiens financiers aux institutions de santé

	2020	2021	2022	Total
Task force sanitaire (y c. traçage, testing, vaccination)	2 401 200	19 513 600	9 725 500	31 460 300
Forfaits de la Confédération et des assureurs maladie (testing, vaccination)		-7 267 900	-3 453 000	-10 720 900
Soutien aux hôpitaux (HFR, RFSM, HIB, cliniques privées fribourgeoises)	31 376 000	16 083 600	32 362 100	79 821 700
Prime pour le personnel soignant	1 400 000	-	-	1 400 000
Soins médico-sociaux (EMS, SAD, montants à charge de l'Etat)	3 311 200	1 699 300	p.d.	5 010 500
Institutions spécialisées (montant à charge de l'Etat, 45%)	-	1 706 900	-	1 706 900
Accueil extra-familial pour enfants	344 600	-	-	344 600
Stock de matériel (acquisition et gestion)	3 639 500	-230 100	-788 100	2 621 300
Total net	42 472 500	31 505 400	37 846 500	111 824 400

* + dépenses, - recettes ; montants arrondis. p.d. = pas disponible.

9 Bilan détaillé des mesures d'urgence et de relance

9.1 Mesures prises au cours de la première vague de Coronavirus

9.1.1 Ordonnance d'application de l'ordonnance fédérale sur l'atténuation des conséquences économiques du coronavirus (Covid-19) dans le secteur de la culture

Indemnisations aux entreprises ainsi qu'aux acteurs et actrices du domaine de la culture

Base légale cantonale/ fédérale : RSF 821.40.32 / RS 442.15

Direction/ service compétent : DFAC/ SeCu

Mécanisme d'octroi	Des aides à fonds perdus sont octroyées pour les pertes financières résultant de l'annulation ou du report de manifestations et de projets ou de la fermeture de l'entreprise, causées par les mesures de lutte contre le coronavirus, jusqu'à maximum 80 % des dites pertes. Les associations d'amateurs et amatrices actifs dans le domaine culturel peuvent demander des aides financières par le biais des associations soutenues par la Confédération, au maximum à 10 000 francs par association culturelle. La Confédération participe à hauteur de 50 %. Le service a la compétence décisionnelle pour les montants jusqu'à 30 000 francs, la Direction pour les montants jusqu'à 100 000 francs. Au-delà, la compétence relève du Conseil d'Etat
Eléments chiffrés	4 195 225 francs ont été versés dans 234 cas sur 289 demandes, à raison de 17 % pour les acteurs culturels et 83 % pour les entreprises culturelles. Des restitutions peuvent encore intervenir.
Bilan et suivi particulier	Un bilan détaillé de la mesure est disponible dans le rapport sur postulat 2020-GC-156 portant sur l'impact du Covid dans le secteur de la culture pour les années 2020/21. Toutes les requêtes ont été traitées dans les délais impartis. Le dispositif d'indemnisation s'est poursuivi en 2021 et 2022, permettant ainsi d'accompagner les entreprises ainsi que les actrices et acteurs culturels durant toute la pandémie. Une Task force constituée d'experts externes au SeCu a été mise en place pour

<p>l'analyse financière des requêtes et le calcul du dommage. Une commission ad hoc a été chargée de préavis ces aides financières. Un rapport financier a été régulièrement envoyé à l'Office fédéral de la culture. Un contrôle par échantillonnage a été effectué par la Confédération sur quatre requêtes. Le SeCu a assuré une vérification générale des comptes des entreprises bénéficiaires d'une aide financière, en observant si ceux-ci présentaient un excédent (sous la forme d'un bénéfice ou d'une constitution de provisions non dédiées ou de réserves latentes sur le dernier exercice comptable) ou si l'argent octroyé n'avait pas été utilisé à bon escient. À la mi-mai, des remboursements avaient été décidés pour 6 entreprises pour un montant de 297 710 francs. Ces chiffres sont susceptibles d'évoluer.</p>

<p>9.1.2 Ordonnance de soutien au château de Gruyères à la suite du coronavirus (Covid-19) <i>Aide d'urgence à court terme afin de palier à la perte d'exploitation de la Fondation pour l'année 2020</i></p> <p>Base légale cantonale : RSF 821.40.34</p>	
<p>Direction/ service compétent : DFAC/SeCu</p>	
<p>Mécanisme d'octroi</p>	<p>Le montant sert à couvrir la perte d'exploitation en 2020 et est allouée en maximum quatre tranches sur la base d'un compte rendu trimestriel.</p>
<p>Éléments chiffrés et Bilan</p>	<p>La fondation du Château de Gruyères étant de droit public, elle n'était pas éligible à l'ordonnance Covid Culture. La perte d'exploitation a été moindre qu'estimée, de ce fait seules deux tranches, ou 425 000 francs, ont été nécessaires en 2020. Toutefois, une aide extraordinaire de 275 000 francs a été allouée en 2022, portant le total de l'aide à 700 000 francs.</p>

<p>9.1.3 Ordonnance sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus par un soutien à l'économie locale et de proximité (OMEL Covid-19) <i>Soutien au développement de la plate-forme en ligne kariyon.ch afin d'acquérir des bons d'achat avec un rabais de 20 % à la charge de l'Etat.</i></p> <p>Base légale cantonale: RSF 821.40.53</p>	
<p>Direction/ service compétent : DEEF/PromFR;DIAF/GN</p>	
<p>Mécanisme d'octroi</p>	<p>Les commerces contraints à la fermeture (y compris restaurants, bars discothèques, établissements de sport, de divertissements et de loisirs et établissements de soins) ainsi que les membres de l'association Terroir Fribourg peuvent s'inscrire sur la plateforme <i>kariyon.ch</i>. La clientèle paie 80 % de la valeur des bons d'achat achetés via la plateforme, au maximum 100 francs par bon et au maximum 5 bons auprès d'un même commerce. Les bons sont valables jusqu'au 31 décembre 2021 et les partenaires inscrits sur la plateforme peuvent en obtenir le remboursement jusqu'au 30 septembre 2021. La mesure promeut également le tourisme local puisque chaque personne passant une nuitée dans le canton et s'inscrivant au moyen de la plateforme Check-In reçoit un bon de 20 francs à faire valoir auprès des partenaires inscrits.</p>
<p>Éléments chiffrés</p>	<p>3 961 857 francs ont été dépensés par l'Etat, dont 202 562 pour le développement de la plateforme. L'Etat a pris en charge également les coûts de transaction liés à l'utilisation de cartes de crédit. La mesure a permis d'injecter 17 millions de francs dans l'économie locale. L'utilisation</p>

	de la plateforme <i>Check-In</i> a permis de générer CHF 73 600.- de bons. 1 450 commerces ont encaissé des bons, achetés par 28 500 clients uniques.
Bilan et suivi particulier	<p>La gestion de la mesure a été confiée à la société Local Impact par mandat de prestation. Local Impact a été chargée de vérifier l'éligibilité des prestataires et d'adresser la listes des paiements aux services concernés qui ont opéré le suivi et le contrôle financier.</p> <p>La mesure « Kariyon » a permis de véritablement promouvoir la consommation suite aux fermetures imposées. Elle a également, pour la première fois, mis sur le devant de la scène le tissu économique des PME et des indépendant-e-s du canton de Fribourg au sein d'un véritable annuaire en ligne. L'opération a contribué au développement du visuel et de l'application kariyon.ch et a permis le développement de bons génériques. Trois mois après son lancement, la société a pleinement rempli le mandat que lui a confié l'Etat de Fribourg. L'opération a été renouvelée dans le cadre du plan de relance tout comme l'achat de bons par l'Etat à destination de publics-cibles particuliers. La plateforme continue d'exister et de se développer.</p>

<p>9.1.4 Ordonnance sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus dans le domaine du tourisme (MET Covid-19)</p> <p><i>Aide d'urgence aux hébergements, infrastructures touristiques et lieux de visites basée sur le fonctionnement du Fonds d'équipement touristique (FET).</i></p> <p>Base légale cantonale : RSF 821.40.62</p>	
Direction/ service compétent : DEEF/ UFT (Secrétariat FET)	
Mécanisme d'octroi	L'aide consiste en un assouplissement des conditions d'octroi et en un élargissement des aides ordinaires pour les équipements d'hébergements et de loisirs bénéficiaires du FET, notamment par la prise en charge d'une partie du loyer ou du fermage, pour une durée de 21 mois au maximum entre avril 2020 et décembre 2021, ainsi qu'en un prêt à l'UFT d'au maximum 1 million de francs. Les bénéficiaires doivent avoir sollicité un crédit cautionné par la Confédération et attester d'une diminution de l'activité d'hébergement de plus de 80 % entre mars et mai 2020.
Eléments chiffrés	64 demandes ont été acceptées sur 79 déposées, pour un montant total versé de 4 096 192 francs, à raison de 83 % pour l'hôtellerie et la parahôtellerie, 10 % pour les lieux de visites et le reste pour des remontées mécaniques, camping ou centres de congrès. Les frais de traitement de 250 francs par dossier ont été mis à la charge des bénéficiaires. Les montants ont été répartis en quatre paiements, dont un non effectué en raison de la situation financière du requérant. L'UFT a obtenu un prêt de 200 000 francs, partiellement remboursé à ce jour.
Bilan et suivi particulier	Des conventions ont été établies avec les bénéficiaires de la mesure. Le comité du FET a suivi l'ensemble des décisions directement par un accès en ligne. Les dossiers ont été validés par des séances de comité ad hoc. Le très bon fonctionnement du FET a permis une mise en place rapide et efficace, grâce à un processus de prise en charge d'intérêts ou de loyers déjà bien rodé. Le solde de la mesure reste attribué au FET.

<p>9.1.5 Ordonnance sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus par un soutien aux loyers ou fermages de locaux commerciaux (OMEB Covid-19)</p> <p><i>Prise en charge de 3 mois de loyer ou fermages de locaux commerciaux à raison d'un tiers par l'Etat, d'un tiers par le ou la locataire et d'un tiers par le ou la propriétaire</i></p> <p>Base légale cantonale : RSF 821.40.63</p>	
<p>Direction/ service compétent : DEEF/SLog</p>	
<p>Mécanisme d'octroi</p>	<p>Ce système d'aide à fond perdu permet, par le biais d'un contrat tripartite, aux entités locataires de surfaces commerciales contraintes à la fermeture suite aux mesures de lutte contre le Covid-19, de bénéficier de deux mois de loyers gratuits sur trois, hors charges. L'Etat paie un mois de loyer, pour autant que l'entité locataire en paie un, et que l'entité propriétaire renonce de son côté à en encaisser un. Cette mesure s'applique aux mois de mai, juin et juillet 2020. Les montants sont versés directement aux propriétaires. Sont éligibles les entreprises ainsi que les indépendantes et indépendants (plafond de l'aide 5000 francs) ainsi que les établissements publics (patentes A, B, C, D, F au sens de la loi sur les établissements publics LEPu, RSF 952.1., plafond de l'aide 7000 francs). Ne sont pas éligibles à la mesure les patentes G ainsi que les entreprises dont le bailleur est une collectivité publique.</p>
<p>Eléments chiffrés</p>	<p>2086 demandes sur 2310 ont été acceptées, pour un montant total versé de 4 876 076 francs. 25 % des bénéficiaires sont des établissements publics et d'hébergement, 26 % des commerces de détail non alimentaires, 16 % des établissements de service à la personne (spa, fitness, coiffeurs, ongles, esthétique, massage, ...), et 14 % des établissements dédiés aux métiers de la santé.</p>
<p>Bilan et suivi particulier</p>	<p>La mesure a été mise en place rapidement dans le canton alors qu'aucune mesure similaire n'a réussi à franchir le cap du Parlement fédéral. Le plafonnement des montants et un certain manque d'adhésion de la part des bailleurs ont constitué un frein au succès de la mesure qui a toutefois permis à plus de 2000 commerces de bénéficier d'un allègement de charge considérable. Le principe d'un soutien aux loyers a ensuite été repris dans le cadre des aides d'urgence allouées au cours de la deuxième vague. La mesure a nécessité l'engagement de collaborateurs temporaires qui ont pu rapidement être mis à nouveau à contribution dans ce cadre.</p>

<p>9.1.6 Ordonnance sur les mesures économiques à la suite du coronavirus par un soutien et du conseil aux entreprises (OME-entreprises Covid-19)</p> <p><i>Prise en charge partielle des cotisations de membres des «clusters sectoriels» ; cautionnement de prêts bancaires spécifiques aux start-ups, mise à disposition de «coachs» du réseau platinn.</i></p> <p>Base légale cantonale/fédérale (start-up): RSF 821.40.64/ RO 951.251</p>	
<p>Direction/ service compétent : DEEF/PromFR</p>	
<p>Mécanisme d'octroi</p>	<p>Prise en charge de la cotisation des membres au Building Innovation Cluster, au Cluster Food & Nutrition, ou Swiss Plastics Cluster, à hauteur de 75 % au maximum de la cotisation individuelle annuelle pour 2020.</p> <p>Cautionnement des crédits bancaires aux start-up créées entre le 1^{er} janvier 2010 et le 1^{er} mars 2020, à rembourser sur une période de 10 ans, extensible sur 15 ans. Les conditions-cadres et la procédure de demande sont fixées au niveau fédéral. Fri Up mène l'analyse préliminaire du</p>

	dossier avant transmission au service, lequel transmet la demande après validation à Cautionnement romand. En cas de nécessité d'honorer le cautionnement, la Confédération rembourse 65 % du crédit bancaire et l'Etat de Fribourg rembourse 35 % du crédit bancaire. Participation aux efforts de réorganisation des processus (notamment par la digitalisation ou la redéfinition des chaînes d'approvisionnement) par la mise à disposition de « coachs » du réseau platinn, mandatés par le service, jusqu'à 600 francs par entreprise.
Eléments chiffrés	84 750 francs ont été versés dans le cadre des cotisations aux clusters. Sur 22 demandes, 10 start-up innovantes, employant 52 EPT ont bénéficié du cautionnement de crédit pour un engagement total (Confédération et canton) de 3 115 840 francs. A ce jour, aucun des cautionnements n'a dû être honoré. Sur 71 demandes, 70 entreprises ont bénéficié d'un coaching, pour un montant total de 36 833 francs. 77 % des demandes ont émané de micro-entreprises, actives dans des secteurs d'activité diversifiés.
Bilan et suivi particulier	Une <u>évaluation fédérale</u> des crédits cautionnés aux start-up est disponible ²⁶ . Les rapports d'intervention des coachs platinn ont été validés par le service.

9.1.7 Ordonnance sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus dans le domaine des médias (MEM Covid-19)	
<i>Aide directe à la presse écrite locale et à la radio/TV locale en raison de leur mission de service public</i>	
Base légale cantonale : RSF 821.40.65	
Direction/ service compétent : DEEF/SG-DEEF	
Mécanisme d'octroi	L'aide consiste la prise en charge de la moitié des pertes publicitaires pour mars 2020 à décembre 2020 par rapport à l'exercice 2019, compensées par d'éventuels revenus supplémentaires dus à une hausse des abonnements. La mesure a été prolongée jusqu'à la fin de l'année 2021. L'aide n'est pas conditionnée au résultat de l'entreprise et est complémentaire à une éventuelle aide fédérale extraordinaire pour la presse écrite, et subsidiaire à une telle aide pour la radio/TV. Les demandes sont répétées pour chaque trimestre couvert par l'ordonnance.
Eléments chiffrés	2 560 924 francs ont été versés, à raison de 88 % pour la presse écrite et 12 % pour la radio ; une demande de restitution partielle est en cours, en raison de la clause de subsidiarité avec l'aide fédérale. Dans le cadre des mesures fédérales urgentes de soutien au médias, l'OFCOM a également communiqué les soutiens suivants : 1 611 107 francs à la presse écrite fribourgeoise pour la prise en charge intégrale des frais de distribution par Poste et 1 361 309 francs à la radio pour la compensation des pertes d'annonces publicitaire et de sponsoring

²⁶ Voir [COVID-19 : mise en œuvre réussie du programme de cautionnement pour start-up \(admin.ch\)](#).

Bilan et suivi particulier	L'aide cantonale, conjuguée à l'aide fédérale indirecte à la presse extraordinaire, a permis aux éditeurs de la presse écrite de maintenir les titres et la plupart des emplois au cours de la crise, en plus des autres mesures de soutien fédérales (RHT, crédits Covid). L'aide à la radio a toutefois été fortement limitée du fait de la clause de subsidiarité. Il convient de relever que d'une manière générale, les médias font face à des difficultés plutôt structurelles et que les réductions d'effectifs ne sont pas liées exclusivement au Covid-19. Voir également le rapport 2022-DEE-51 .
-----------------------------------	---

<p>9.1.8 Ordonnance sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus par un soutien à l'orientation et à la formation professionnelle (OMEF Covid-19)</p> <p><i>Soutien aux jeunes sortant de l'école obligatoire et en recherche de place d'apprentissage, aux jeunes en formation duale ainsi qu'aux adultes au besoin de conseil en réorientation professionnelle, dont la situation a pu être fragilisée avec la crise</i></p> <p>Base légale cantonale : RSF 821.40.66</p>	
Direction/ service compétent : DEEF/SFP ; DFAC/SOPFA	
Mécanisme d'octroi	<p>Les mesures s'articulent sur quatre niveaux : la transition entre la fin de l'école obligatoire et le niveau secondaire II professionnel (Transition I), la transition entre une formation du secondaire II (professionnelle ou scolaire) et l'entrée sur le marché du travail (Transition II), le suivi en cours d'apprentissage, et le conseil de carrière et de réorientation aux adultes.</p> <p>Le niveau « Transition I » comprend un élargissement du soutien aux associations chargées des mesures de préformation et de semestres de motivation, des mesures pour la gratuité de la formation des adultes, un élargissement des mandats de prestation aux réseaux d'entreprises formatrices pour qu'ils engagent plus d'apprenti-e-s et une augmentation de 20 à 25 % du taux de subventionnement des cours interentreprises.</p> <p>Le niveau « Transition II » consiste en l'engagement de personnel qualifié dans le domaine, en particulier des conseillers et conseillères en orientation spécialisés en formation professionnelle.</p> <p>Le niveau « suivi en cours d'apprentissage » comprend une augmentation des capacités de la Plate-forme jeunes par l'engagement de personnel qualifié ainsi qu'une intensification des visites des commissions d'apprentissage</p>
Eléments chiffrés	1 905 303 francs ont été utilisés dont 1 380 373 pour les mesures « Transition I », 210 628 francs pour les mesures « Transition II », 101 159 francs pour le conseil de carrière et réorientation aux adultes et 113 810 francs pour la Plateforme jeunes. Aucun montant n'a été utilisé pour les commissions d'apprentissages car les résiliations de contrats d'apprentissage ont finalement été peu nombreuses.
Bilan et suivi particulier	<p>S'agissant des mesures « Transition I », la création de places supplémentaires sur l'été et l'automne, et la prolongation de la mesure jusqu'à la fin mai 2021, ont permis aux fondations en charge de la préformation et des semestres de motivation un bon taux de placement malgré des profils plus complexes.</p> <p>S'agissant de la formation des adultes, la gratuité des cours professionnels pour les adultes a été grandement appréciée par les adultes concernés.</p> <p>S'agissant des réseaux, le montant à disposition a été utilisé par deux réseaux (Fri-bap et Ref-flex). Une réflexion pourrait être faite afin d'évaluer si les réseaux doivent être davantage subventionnés à l'avenir, dans l'optique de créer des places supplémentaires.</p> <p>S'agissant des cours interentreprises, la mesure a généré 170 demandes et a donc été appréciée des entreprises formatrices. Elle s'additionnait aux mesures liées à la RFFA qui diminuait également le</p>

montant à verser par ces dernières.

S'agissant de la mesure Last Minute, celle-ci a été renforcée durant deux années pour accompagner les jeunes sans solution après l'école obligatoire. En particulier, l'organisation des « Points-rencontres apprentissage » a montré toute sa pertinence. La mesure « Transition II », créée de toutes pièces pour les apprenti-e-s terminant leur formation et cherchant à entrer sur le marché du travail ou à poursuivre sa formation, a été un succès. Les demandes de conseil de carrière étaient déjà importantes avant la pandémie, et le SOPFA peinait à répondre à ces demandes. La pandémie a encore accru les besoins de ce public. La mesure a permis de limiter le temps d'attente déjà important pour accéder aux prestations du SOPFA ; le délai d'attente a été contenu à 4-5 mois. La mesure a été poursuivie dans le cadre du plan de relance.

S'agissant de la Plateforme Jeunes, celle-ci a pu fonctionner et étendre ses capacités. Les besoins du public-cible ont ainsi pu être résorbés de manière acceptable.

9.1.9 Ordonnance sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus par un soutien aux personnes nouvellement précarisées et à risque de pauvreté (OMEP Covid-19)

Partenariat avec les institutions et réseaux d'entraide, afin d'assurer une aide directe et l'orientation des personnes précarisées ou à risque de pauvreté

Base légale cantonale : RSF 821.40.72

Direction/ service compétent : DSAS/SASoc

Mécanisme d'octroi	Le SASoc peut octroyer des moyens supplémentaires aux institutions et réseaux d'entraide partenaires (Banc Public, Caritas Fribourg, Cartons du Cœur Fribourg, Croix-Rouge fribourgeoise, REPER, SOS Futures mamans, St-Bernard du Cœur). Il assure la coordination des distributions et sollicitations financières. En complément de leur mandat ordinaire, Caritas Fribourg est chargée de l'octroi d'aides financières spéciales aux personnes précarisées, tout comme l'association Fri-Santé Espace de soins et d'orientation, pour les dépenses de santé. Le conseil et l'orientation des personnes est assurées par Fribourg pour tous sous la conduite du SASoc.
Éléments chiffrés	15 associations ont sollicité un soutien pour un total de 956 686francs, utilisés à raison de 63 % pour la distribution d'une aide de première nécessité, de 25 % pour une aide financière accordée aux personnes précarisées, de 8 % pour un complément de dotations de diverses associations, et de 4 % pour l'orientation des personnes en situation de précarité. Un solde de 41 990 francs est versé à l'association Banque alimentaire fribourgeoise pour ses investissements.
Bilan et suivi particulier	Des directives d'application ont été édictées par le SASoc qui a vérifié, par le biais de rapports, que toutes les prestations avaient été fournies par les associations conformément aux mandats, ainsi que la liste de tous les bénéficiaires des distributions financières. Dans un seul cas, une restitution partielle des montants a été demandée car le volume de distribution annoncé n'avait pas été atteint.

9.2 Mesures pour les personnes dirigeantes

9.2.1 Ordonnance relative aux mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus pour les entrepreneurs et entrepreneuses et les indépendants et indépendantes (OMEI Covid-19)

Aide à fonds perdus allouée aux personnes dirigeantes et leurs conjoints employés de leur propre entreprise ainsi qu'aux personnes indépendantes pour compenser la différence de traitement entre le régime des RHT et le régime des APG

Base légale cantonale : RSF 821.40.68

Direction/service compétent : DEEF/PromFR

Mécanisme d'octroi	Pour les personnes dirigeantes – et leurs conjoints – employées de leur propre SA/Sàrl, l'aide consiste en la différence entre l'indemnité qu'ils auraient pu toucher de leur caisse de compensation, à savoir un maximum de 5880 francs, et l'indemnité qu'ils ont effectivement touché de leur caisse de chômage, à savoir un maximum de 3320 francs. L'aide est limitée à deux mois, soit un maximum de 5120 francs par personne. Pour les personnes indépendantes dont le revenu 2019 était inférieur à 10 000 francs ou supérieur à 90 000 francs, l'aide consiste en une indemnité basée sur les 80 % de leur revenu mensuel 2019. L'aide est limitée à un maximum de 5120 francs pour deux mois. Les indemnités sont proportionnelles à la perte de travail de la personne bénéficiaire.
Éléments chiffrés	1186 sur 1445 demandes déposées ont été traitées, pour un montant total dépensé de 3 578 265 francs. Les bénéficiaires étaient actifs dans des secteurs d'activité très variés ; 17 % d'entre eux exerçaient des activités de service, 16 % une activité pour la santé humaine, 16 % étaient actifs dans la restauration et 8 % dans le commerce de détail.
Bilan et suivi particulier	La mesure exigeait de la part des personnes requérantes de fournir un nombre conséquent de documents et justificatifs, ce qui a pu avoir un effet dissuasif. La complétude des dossiers ainsi que les divers justificatifs ont été contrôlés au moment du dépôt de la demande et la détermination de l'indemnité a été soumise au principe des quatre yeux. Des séances hebdomadaires ont permis d'assurer l'application uniforme de bonnes pratiques. Comme il était théoriquement possible qu'un grand nombre de demandes soit déposé, une structure robuste a été mise en place, de manière à pouvoir assumer une charge de travail conséquente. Bien que le volume de demandes et les montants décaissés aient été modestes, cette mesure a permis de tester un dispositif qui a pu être rapidement déployé pour gérer la procédure allégée des cas de rigueur.

9.3 Mesures prises au cours de la deuxième vague de Coronavirus

9.3.1 Ordonnance sur les mesures d'accompagnement pour les employé-e-s des établissements contraints à la fermeture lors de la deuxième vague de coronavirus (OMAE Covid-19)

Prise en charge de la moitié des 20 % des salaires non couverts par les indemnités pour RHT pour le mois de novembre 2020

Base légale cantonale: RSF 821.40.92

Direction/ service compétent : DEEF/CPCh

Mécanisme d'octroi	La Caisse publique de chômage calcule et paie la contribution cantonale de 10 % des salaires assurés, sur la base des décomptes des indemnités fédérales pour RHT pour la période de contrôle de novembre 2020, et suivant les conditions fixées par l'ordonnance (champs d'activité définies et soumises à restriction/fermeture, entreprises domiciliées dans le canton de Fribourg).
Éléments chiffrés	597 entreprises ont bénéficié de la mesure pour un total de 1 053 980 francs, à raison de 66 % pour des entreprises actives dans le domaine de la restauration, et 34 % pour les autres domaines d'activité.
Bilan et suivi particulier	La mesure a été abrogée avec effet rétroactif au 1 ^{er} décembre 2020 suite à la décision de la Confédération de couvrir l'intégralité des salaires de moins de 3 470 francs dans le cadre de la RHT. La CPCh a toutefois dû procéder au recalcul de l'aide et au paiement d'un complément pour les demandes faisant suite à la décision des autorités fédérales de prendre en comptes les vacances et les jours fériés pour les salaires payés au mois dans la procédure RHT sommaire (conformément à l'arrêt du Tribunal fédéral du 17 novembre 2021. Cette procédure est toujours en cours mais les derniers compléments à payer sont résiduels.

9.3.2 Ordonnance sur les mesures d'accompagnement pour les établissements contraints à la fermeture lors de la deuxième vague de coronavirus (OMAF Covid-19)

Prise en charge intégrale des loyers des établissements publics, de sport et de loisirs sur la période de fermeture imposée entre octobre 2020 et janvier 2021

Base légale cantonale: RSF 821.40.91

Direction/ service compétent : DEEF/SLog

Mécanisme d'octroi	L'Etat prend en charge les loyers ou fermages mensuels, au maximum 40 000 francs par mois, des entreprises ayant dû cesser leur activité par arrêté du Conseil d'Etat lors de la 2 ^e vague de la pandémie, soit, dès le 23 octobre 2020, les discothèques ou cabarets au bénéfice d'une patente D (au sens de la LEPu), ainsi que les établissements de loisirs tels que les casinos, les salles de jeu et de billard et les bowlings, et, dès le 4 décembre 2020, les établissements publics tels que cafés, restaurants, bars et discothèques (hors patentes G, soit les établissements dépendant d'un commerce d'alimentation), les installations et établissements de divertissements et de loisirs, clubs et espaces de bien-être, tels que piscines, bains thermaux, fitness et wellness, établissements de prostitution. Ne sont pas éligibles les établissements déjà au bénéfice d'une aide culture ou pour d'une aide spécifique au tourisme (MET Covid-19), tenus par des collectivités publiques, ou qui peuvent poursuivre partiellement une autre activité. La mesure ne s'applique pas sur les jours de réouverture autorisés dans le courant décembre 2020, et sera prolongée jusqu'au 31 janvier 2021.
---------------------------	--

Eléments chiffrés	897 demandes ont été acceptées sur 997 déposées, pour un montant total versé de 8 730 699 francs. L'essentiel des refus a concerné les patentes G. Plus de 77 % des demandes ont émané d'établissements publics et d'hébergements, le reste des demandes étant émises par des établissements de sports et de loisirs ou dédiés aux services à la personne.
Bilan et suivi particulier	La mesure a permis aux entreprises, déjà impactées par les fermetures de la première vague, dans une période qui draine habituellement de gros chiffres d'affaires, une injection de liquidités rapide pour faire face à des coûts fixes importants et généralement incompressibles, et d'éviter ainsi des mises en poursuite et faillites. Le principe de la couverture des coûts fixes a par ailleurs été repris au niveau fédéral dans le système de l'aide aux cas de rigueur. Le principe de la prise en charge des loyers sera repris dans le cadre de la procédure allégée des cas de rigueur, pour la période de fermeture de février à juin 2021.

<p>9.3.3 Ordonnance d'exécution du plan cantonal de relance en vue de contrer les effets de la crise sanitaire et économique due au coronavirus (« bars, discothèques et restaurants ») (OPCR-GASTRO Covid-19)</p> <p><i>Prise en charge partielle des pertes de chiffre d'affaires dans le secteur de la gastronomie sur la période de fermeture imposée entre octobre 2020 et janvier 2021</i></p> <p>Base légale cantonale: RSF 821.40.94</p>	
Direction/ service compétent : DEEF/UFT	
Mécanisme d'octroi	Sont éligibles les bars, discothèques ou restaurants au bénéfice d'une patente de type A, B, C, D, F, H, I, L ou T (au sens de la LEPu), et qui peuvent attester d'un chiffre d'affaires en lien d'au minimum 200'000 francs pour l'année 2019, sauf si l'établissement est simultanément au bénéfice d'une mesure d'aide aux cas de rigueur (OMECR) ou spécifique au tourisme (MET), ou tenu par une collectivité publique. Il doit attester d'un recul de chiffre d'affaires de 20 % par rapport à la période correspondante en 2019 ou 2020. L'aide consiste en la prise en charge de 9 % du recul du chiffre d'affaires. La mesure couvre les périodes de fermeture à compter de fin octobre 2020 jusqu'à la fin janvier 2021. Un formulaire accompagné des justificatifs TVA correspondants est déposé auprès de l'Union fribourgeoise du tourisme via la plateforme ad hoc. Le secrétariat du Fonds d'équipement touristique a la responsabilité du traitement des demandes et l'allocation des aides.
Eléments chiffrés	510 demandes sur 522 déposées ont été acceptées, pour un montant total versé de 6 372 070 francs.
Bilan et suivi particulier	Les objectifs de cette aide sectorielle étaient rapidité et efficacité. La plateforme mise en place dès le 4 janvier 2021 a répondu aux attentes et les délais annoncés, tant pour le traitement et la réponse (20 jours ouvrables) que pour le paiement (5 jours ouvrables) ont été respectés pour tous les dossiers. Initialement prévue comme mesure du plan de relance, la mesure a ensuite été intégrée dans le système d'aide aux cas de rigueur, ce qui explique les dépassements financiers dus au prolongement de la mesure dans le cadre de la nouvelle ordonnance. Elle a donc également été soumise aux contrôles menés dans le cadre de l'OMECR.

9.3.4 Ordonnance sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus par un soutien aux cas de rigueur (OMECR Covid-19)

Aide à fonds perdus allouée aux entreprises qui, entre le 1^{er} janvier 2020 et le 30 juin 2021, ont accusé un recul de 40 % de leur chiffre d'affaires sur 12 mois consécutifs ou été fermées 40 jours consécutifs en raison des mesures prises par les autorités cantonales ou fédérales pour lutter contre le coronavirus

Base légale cantonale/fédérale: RSF 821.40.63/RS 951.262

Direction/ service compétent : DEEF/SLog ; PromFR ; SG-DEEF

Mécanisme d'octroi

Pour les entreprises ayant subi une perte de chiffre d'affaires de plus de 40 % sur 12 mois en comparaison à 2018/19, l'aide consiste en la prise en charge des coûts fixes non couverts proportionnelle à la perte de chiffre d'affaires, pour une période de 5 trimestres au maximum, à compter du 1^{er} avril 2020, quel que soit le secteur d'activité. Pour les sociétés de capitaux, la contribution non remboursable est réduite de la part des fonds propres disponibles fin 2019 et qui excède 500 000 francs. Le montant de la réduction peut être octroyé sous forme de prêt. Les coûts fixes déjà pris en considération dans la cadre des mesures OMEB, OMAE, OMAF, LMEI, dès lors considérés comme des acomptes, sont déduits du calcul de l'aide. Les montants versés au titre des mesures sectorielles MET et OPCR-Gastro sont également considérés comme des acomptes. Le traitement des dossiers est assuré par des fiduciaires sous la supervision du SLog initialement (procédure ordinaire).

Pour les entreprises ayant dû fermer 40 jours, l'aide consiste en la prise en charge des frais de loyer/charges de l'intérêt hypothécaire, y inclus les montants déjà versés au titre de l'OMAF, et en la couverture partielle de la perte de chiffre d'affaires pour la période de fermeture ordonnée, en comparaison à 2019/20, y inclus les montants déjà versés au titre de l'OPCR-Gastro. Le pourcentage est tiré des statistiques établies par l'OFS de la part moyenne des coûts fixes incompressibles dans le total des charges, par secteur, soit 20 % pour la restauration et l'hôtellerie, 15 % pour le sports et loisirs, 10 % pour le commerce et autre. Le traitement des dossiers est assuré par la cellule ad hoc au sein de la PromFR (procédure allégée).

Pour les deux types d'aides, les critères d'éligibilité fédéraux et les plafonds fédéraux s'appliquent (20 % du chiffre d'affaires de référence ou 30 % si le recul du chiffre d'affaires sur 12 mois a été de 70 %) ²⁷.

Pour les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel moyen dépasse 5 millions de francs, les modalités de calcul sont définies dans l'ordonnance fédérale (couverture partielle du recul de chiffre d'affaires). Celles-ci sont soumises à l'obligation de restitution de toute ou partie de l'aide en cas de bénéfice réalisé. Pour les autres, aucune restitution en cas de bénéfice n'est exigée mais l'aide est versée sous forme d'acomptes et ne peut au total excéder la perte réelle pour la période correspondant à l'aide (à savoir la perte équivalant au résultat net avant impôts et amortissements, art. 15 al.1b OMECR). Des dérogations pour les entreprises revêtant une importance cantonale sont possibles (art. 16a OMECR) sur validation du Conseil d'Etat.

Toutes les entreprises doivent prouver qu'elles étaient viables et rentables avant la crise. Une éventuelle situation de surendettement peut conduire au refus de l'aide.

L'art. 3a OMECR introduit une aide complémentaire pour décembre 2021 pour les bars, discothèques établissements de sports et loisirs, restauration et hôtellerie, voyagistes, transporteurs, acteurs de l'événementiel et traiteurs. Elle est destinée aux entreprises qui répondent aux critères d'éligibilité de l'OMECR et qui ont déjà eu droit à une aide. En fonction de leur secteur d'activité,

²⁷ Sur les critères d'éligibilité, plafonds fédéraux et conditions d'utilisation, voir : [seco_grafik_HFMV20_FR.pdf \(easygov.swiss\)](#)

	<p>les entreprises peuvent justifier d'un recul de chiffre d'affaires en décembre 2021 d'au moins 30 % en comparaison à décembre 2019. L'aide complémentaire est là encore constituée en la prise en charge forfaitaire de la perte de chiffre d'affaires de décembre 2021 en comparaison à décembre 2020, dont le pourcentage varie selon le groupe d'activité. Elle est plafonnée à 100 000 francs et à 2,5 % du chiffre d'affaires moyen de référence. La mesure est applicable même si l'entreprise a déjà atteint le plafond fédéral de l'aide et/ou si le chiffre d'affaires moyen de l'entreprise est supérieur à 5 millions de francs.</p> <p>Le traitement des dossiers est assuré par la cellule ad hoc au sein de la Promotion économique.</p> <p>La Confédération participe à hauteur de 70 % aux aides allouées aux entreprises dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas 5 millions de francs, et à hauteur de 100 % pour les autres, dans les limites des plafonds prévus dans l'ordonnance fédérale et selon les critères d'éligibilité et condition d'utilisation prévus au niveau fédéral. La réserve du Conseil fédéral (500 millions de francs, dont 2,88 % soit 14,4 millions à disposition du canton) permet également, pour des cas d'importance cantonale, de refinancer intégralement les aides dépassant les plafonds fédéraux, allouées en dérogation à certains critères ou versées au cours de la première vague.</p>
<p>Eléments chiffrés</p>	<p>1454 demandes sur 1800 déposées ont été acceptées. 263 demandes sur 300 déposées ont fait l'objet d'un complément pour les pertes subies en décembre 2021. Le montant total versé est estimé à plus de 82 millions de francs, hors frais de traitement. Ce montant n'est pas définitif et tient pas compte des remboursements qui ont pu ou pourront intervenir après l'octroi des aides. En effet, 56 décisions ont fait l'objet d'une demande de reconsidération et 17 l'objet d'un recours. 3 recours sont toujours en cours de traitement, les autres ayant été retirés ou rejetés. Suite aux contrôles menés, des restitutions totales ou partielles ont été demandées dans 26 cas, pour un montant global estimé à 1,7 million de francs. Aucun cas n'a débouché sur une procédure pénale à ce jour.</p> <p>De novembre 2020 à juin 2022, la mesure a fortement mobilisé les collaborateurs du SG-DEEF, du SLog et de la PromFR, cette dernière étant également sollicitée pour répondre à la hotline dédiée aux aides économiques, ainsi que de l'AFin. Elle a impliqué 5 fiduciaires et nécessité l'engagement d'une douzaine de collaborateurs externes.</p>
<p>Bilan et suivi particulier</p>	<p>Sa participation au groupe de travail fédéral chargé d'œuvrer à la mise en place des cas de rigueur a permis au canton de Fribourg d'être le premier à édicter une ordonnance cantonale en novembre 2020 déjà. Compte tenu de l'urgence de la situation, elle a nécessité de mettre en place très rapidement un dispositif de traitement ambitieux. La procédure ordinaire a été très rapidement opérationnelle, malgré sa complexité, grâce aux mandats passés avec les fiduciaires et grâce aux équipes déjà mobilisées pour l'OMAF. La disponibilité en termes d'infrastructures et de personnel engagés pour la mesure OMEI a permis une mise en route également très rapide de la procédure allégée dès le mois de février 2021. La fusion des mesures OMECR, OMAF et OPCR-Gastro à partir de ce moment a permis de centraliser les demandes. La détermination de l'éligibilité à l'aide, l'incomplétude de certains dossiers et, dans le cas de la procédure ordinaire surtout, la complexité du calcul des indemnités, ont nécessité un temps de traitement parfois conséquent, ce qui impliquait parfois que les délais de paiement aux entreprises puissent prendre plusieurs semaines. Des séances hebdomadaires ont permis d'assurer l'application uniforme de bonnes pratiques autant par les collaborateurs internes que par les fiduciaires sous mandat. Les décisions ont été soumises au principe des quatre yeux. Les cas particuliers ont été remontés à un groupe de travail ad hoc pour discussion. Les dossiers pour lesquels l'aide excédait 200 000 francs ou dont le traitement nécessitait une approche particulière ont été soumis à l'appréciation de l'AFin puis au Conseil d'Etat pour décision. Les montants ont été versés par acomptes, au fur et à mesure des annonces de prolongations des mesures de protection. Les aides ont toutefois été limitées à la perte</p>

théorique maximale, calculée en de manière anticipée en application de l'article 15 al. 1b OMECR. Tout ce processus a permis de réduire considérablement les risques de surindemnisation et facilité les contrôles. Les tâches de contrôles et de reporting ont toutefois continué à mobiliser du personnel au-delà de la période de traitement, et se prolongeront encore pendant plusieurs années. Des échanges réguliers ont lieu entre les services cantonaux en charge des mesures et le SECO afin d'harmoniser les pratiques de contrôle.

Les entreprises bénéficiaires sont en effet tenues de respecter pour les trois exercices qui suivent celui de l'obtention de l'aide les restrictions d'utilisation décrites à l'art 6 de l'ordonnance fédérale (parmi lesquelles l'interdiction de décider et distribuer des dividendes, de rembourser des apports de capital et d'octroyer des prêts à ses propriétaires); cette obligation pourrait encore conduire à la restitution des indemnités perçues dans plusieurs cas.

La mesure a permis de soutenir principalement les branches de la gastronomie, de l'hôtellerie, des agences de voyages, du sport et des loisirs, pour lesquelles ces aides étaient vitales. Toutefois, des entreprises d'autres secteurs ont aussi pu bénéficier de la mesure, en justifiant une baisse de chiffre d'affaires supérieure à 40 % ; dans cette catégorie-ci, les contrôles menés à ce jour ne permettent pas d'exclure un effet d'aubaine.

9.3.5 Ordonnance sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus par un soutien aux cas de rigueur en 2022 (OMECR 22 Covid-19)

Aide à fonds perdus à certaines catégories d'entreprises reconnues comme cas de rigueur en 2020 et 2021 et encore fortement impactées par les mesures de lutte contre le coronavirus

Base légale cantonale/fédérale: RSF 821.40.69/RS 951.264

Direction/ service compétent : DEEF/ PromFR

Mécanisme d'octroi	<p>Conformément à l'ordonnance fédérale (Ordonnance cas de rigueur en 2022, OMCR 22), l'aide consiste en la couverture de charges effectives non couvertes pour le premier trimestre 2022. Pour les entreprises éligibles comme cas de rigueur en 2020 et 2021, seules les charges ayant une incidence directe sur les liquidités, correspondant au premier trimestre 2022 et justifiées par la nature de l'activité de l'entreprise sont prises en compte. L'ordonnance cantonale précise en outre que les entreprises dont le chiffre d'affaires atteint au plus 5 millions de francs, doivent justifier d'un recul de chiffre d'affaires de 40 % au premier trimestre 2022 en comparaison au premier trimestre 2019 et appartenir aux groupes d'activité suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Bars et discothèques au bénéfice d'une patente D (au sens de la LEPu) ; sports ; loisirs 2. Hôtellerie (patente A) 3. Parahôtellerie (patente I), restauration, transports de personnes (autocaristes, taxis), service dans l'événementiel ; service de traiteur, agences de voyage, voyagistes 4. Forains <p>L'aide couvre la différence entre les coûts et les revenus calculée sur le premier trimestre de l'année 2022, à 80 % pour les entreprises des groupes 1 et 4, et à 60 % pour les entreprises des groupes 2 et 3 ainsi que pour les entreprises dont le chiffre d'affaires dépasse 5 millions de francs. L'aide est plafonnée en fonction du chiffre d'affaires de référence et du groupe d'activité. Une dérogation aux critères, conditions, calculs ou plafonds reste possible pour les entreprises qui revêtent pour le canton une importance majeure ou systémique (art. 22). Le traitement des dossiers est assuré par la cellule ad hoc au sein de la PromFR.</p>
---------------------------	--

Eléments chiffrés	44 demandes sur 70 ont été acceptées, pour une aide totale de 1 582 299 francs. 10 décisions ont fait l'objet d'une demande de reconsidération, et 1 l'objet d'un recours. 44 % des montants ont été versés à la branche du voyage, 30 % à la branche de la restauration, 11 % au domaine du sport et loisirs et 4 % à la branche de l'hébergement.
Bilan et suivi particulier	Outre des considérations similaires à celles de la mesure OMECR Covid-19 s'agissant du suivi, la mesure a été compliquée à mettre en œuvre car elle se basait sur des nouvelles règles fédérales de calcul beaucoup plus restrictives pour 2022 que pour 2020/21. L'approche qui a été retenue pour le calcul de l'indemnité exigeait de déterminer la part effective des coûts non couverts. Par conséquent, cela a nécessité des analyses d'une granularité fine qui ont conduit à des paiements relativement faibles ainsi qu'un suivi juridique soutenu en raison du nombre proportionnellement élevé des demandes de reconsidération.

<p>9.3.6 Ordonnance sur les mesures en lien avec le coronavirus concernant les manifestations publiques (OMMP COVID-19)</p> <p><i>Garantie de couverture des coûts non couverts des manifestations d'importance supracantonale, en cas d'annulation due à la pandémie</i></p> <p>Base légale cantonale/fédérale: RSF 821.40.97/RS 818.101.28</p>	
Direction/ service compétent : DEEF/ UFT ; SG-DEEF	
Mécanisme d'octroi	Pour les manifestations d'importance supracantonale ayant lieu entre la fin mai 2021 et la fin décembre 2022, l'aide couvre les coûts engagés non couverts en cas d'annulation de la manifestation par les autorités due à la pandémie. L'aide est plafonnée à 5 millions de francs, après déduction d'une franchise de 5000 francs et d'une quote-part de 10 % à charge de l'entreprise organisatrice. La Confédération participe à hauteur de 50 % en cas d'activation de la garantie. L'entreprise organisatrice doit avoir son siège dans le canton et la manifestation doit répondre aux autres critères prévus dans l'ordonnance fédérale (art. 5) La demande de garantie accompagnée des justificatifs demandés est déposée auprès de la Préfecture délivrant l'autorisation d'organiser, et traitée ensuite par l'UFT qui détermine l'éligibilité de la manifestation à la garantie et transmet son préavis à la Direction compétente.
Eléments chiffrés	3 manifestations ont obtenu la garantie de l'Etat, lesquelles ont pu avoir lieu. Aucun montant n'a donc été déboursé dans ce cadre.
Bilan et suivi particulier	La mesure visait à encourager la reprise des manifestations malgré des perspectives incertaines. L'instauration du « pass sanitaire » à l'automne 2021 a permis la tenue des principales manifestations tandis que la levée de la plupart des mesures sanitaires au cours de 2022 a incité la plupart des organisateurs à ne pas déposer de demande.

9.4 Mesures du plan de relance

<p>9.4.1 M1 : Renforcement du Programme Bâtiment</p> <p><i>Relèvement des taux de subventionnement de 12 mesures sur les 13 mesures que compte le Programme Bâtiments de 50 %, au plus tard jusqu'à fin 2022, au plus tôt à épuisement du montant mis à disposition</i></p> <p>Base légale cantonale/fédérale: LEn RSF 770.1 ; REN 770.11/ LENE RS 730.0</p>	
<p>Direction/ service compétent : DEEF/ SdE</p>	
<p>Mécanisme d'octroi</p>	<p>Les demandes de subventionnement sont adressées en ligne, suivant le processus établi pour le Programme Bâtiments. Des formulaires sous format papier, dûment remplis et signés, sont à adresser au Service de l'énergie. Après contrôle du dossier, s'il est complet et répond aux critères de subventionnement, une décision est produite. La durée de sa validité est de 2 ans. A l'achèvement des travaux, un formulaire est ensuite transmis au SdE qui, après vérification des informations transmises, libère la subvention promise.</p>
<p>Eléments chiffrés</p>	<p>La mesure a été épuisée à la fin 2021 pour un total de subventions estimé à environ 15 millions de francs, parts cantonale et fédérale comprises. Le solde sera versé dans le courant de l'année 2023. 2566 promesses pour le Programme Bâtiments ont été émises durant la période 1^{er} décembre 2020 au 10 décembre 2021.</p>
<p>Bilan et suivi particulier</p>	<p>Cette mesure n'est pas encore terminée puisque les travaux peuvent se dérouler durant une phase de 2 ans. Dès lors, ce ne sera qu'à fin 2023 qu'il sera possible de tirer un bilan.</p>

<p>9.4.2 M2 : Construction, rénovation et entretien des bâtiments</p> <p><i>Accélération des travaux planifiés</i></p> <p>Base légale cantonale : Décret RSF 821.40.13</p>	
<p>Direction/ service compétent : DIME/ SBat, SEn, SG-DIME (DD) ; DSAS</p>	
<p>Mécanisme d'octroi</p>	<p>La mesure est destinée à réaliser les travaux déjà planifiés d'entretien, de restauration et de conservation de bâtiments appartenant à l'Etat, en priorité, le bâtiment du foyer d'accueil Ste Elisabeth pour l'encadrement des mineurs non accompagnés et des jeunes adultes du domaine de l'asile. Sont également comprises des actions visant à assurer un confort estival optimal à l'intérieur des bâtiments (nouveaux et existants) de l'Etat, principalement par la mise en place de mesures passives de refroidissement.</p>
<p>Eléments chiffrés</p>	<p>1 430 034 francs ont été utilisés, dont 595 992 pour des travaux au foyer Ste Elisabeth, 700 000 pour des études pour l'assainissement progressif du parc immobilier et diagnostics techniques, 18 818 pour la réalisation de diagnostics de polluants sur certains bâtiments de l'Etat et 95 564 pour la réalisation de mesures du Plan Climat (S.5.6 t T.6.1)-</p>
<p>Bilan et suivi particulier</p>	<p>Cette mesure n'est pas terminée, le délai de réalisation s'étendant jusqu'à fin 2023.</p>

<p>9.4.3 M3 : Rénovation des bâtiments historiques</p> <p><i>Contribution aux travaux planifiés de rénovation des sites d'importance nationale</i></p> <p>Base légale cantonale : LPBC RSF_482.1</p>	
<p>Direction/ service compétent : DFAC/SBC</p>	
<p>Mécanisme d'octroi</p>	<p>La mesure est destinée à contribuer au financement des travaux déjà planifiés d'entretien, de restauration et de conservation de bâtiments historiques. Elle porte en particulier sur l'Eglise abbatiale, l'Ancien Moulin et la Ferme de la Souche de l'Abbaye d'Hauterive, site classé d'importance nationale.</p>
<p>Eléments chiffrés</p>	<p>5 millions de francs ont été utilisés jusqu'à présent et 1 million sera encore utilisé en 2023, 23 ont été investis dans des marchés de service (architectes, ingénieurs et experts) et 77 % dans des marchés de construction (restauration et installations techniques), essentiellement auprès de PME.</p>
<p>Bilan et suivi particulier</p>	<p>La mesure a permis d'entreprendre ce chantier important en temps utile et avec le soin nécessaire.</p>

<p>9.4.4 M4 : Accélération des projets d'investissement et du traitement des plans d'aménagement local</p> <p><i>Engagement de personnel temporaire ou mandats à des tiers</i></p> <p>Base légale cantonale : Décret RSF 821.40.13</p>	
<p>Direction/ service compétent : DIME/ SeCA, SBat ; DIAF/GN</p>	
<p>Mécanisme d'octroi</p>	<p>La mesure vise au traitement accéléré des plans d'aménagement locaux, ralenti en raison d'un arrêt du Tribunal cantonal du 3 septembre 2019, et des recours, ainsi qu'à l'attribution de mandats à des tiers (notamment bureaux d'aide au maître de l'ouvrage, architectes, ingénieurs) pour accélérer des projets d'investissement, notamment à Grangeneuve ou au Domaine des Faverges.</p>
<p>Eléments chiffrés</p>	<p>L'essentiel du montant de 873 738 francs comptabilisé à fin 2022 concerne essentiellement l'engagement temporaire de juristes et d'aménagistes, représentant 3 à 4 EPT, ainsi que des mandats à des architectes et ingénieurs pour le pilotage de projets (répartis entre le SBat pour 7 projets, et la DIAF).</p>
<p>Bilan et suivi particulier</p>	<p>Le plan de relance a permis de traiter de nombreux dossiers et recours par l'engagement de personnel temporaire. La charge de travail reste importante dans les deux domaines. Elle est prise en charge en 2023 par le biais du traitement du personnel auxiliaire, pour des montants toutefois moins importants qu'en 2021/22.</p>

9.4.5 M5 : Accélération des projets d'infrastructures cyclables

Contribution à un projet-pilote et promotion des deux-roues

Base légale cantonale : LR RSF 741.1

Direction/ service compétent : DIME/ SPC ; SMO

Mécanisme d'octroi	La mesure vise à accélérer la réalisation d'un projet pilote d'aménagements cyclables, notamment l'installation des stationnements de vélos aux interfaces avec les transports publics, en recourant à des procédures simplifiées pour aménager ces places, dont le dimensionnement a été planifié dans le plan sectoriel vélo. La mesure prévoit également la promotion de l'utilisation des deux-roues, par le biais de mandats à des entreprises de communication.
Éléments chiffrés	425 204 francs ont été utilisés, notamment pour l'engagement d'un EPT, des contrats d'ingénieurs et le lancement d'un concours d'idées. 186 367 francs seront encore utilisés pour les engagements pris en 2022
Bilan et suivi particulier	La mesure a permis la réalisation d'études des aménagements pour améliorer la sécurité des cyclistes, notamment dans des situations de tourner-à-gauche, ainsi que l'engagement d'un EPT pour des études d'infrastructures de mobilité douce dans le périmètre de l'Agglomération de Fribourg et Grangeneuve. Un concours d'idée sur le cyclotourisme en Gruyère a abouti ; les résultats ont été communiqués en mars 2023.

9.4.6 M6 : Réalisation des projets avancés par les TPF

Prêts pour l'aménagement de différentes gares routières ou de parcs-relais (P+R)

Base légale cantonale : LR RSF 741.1/LMob RSF 780.1

Direction/ service compétent : DIME/ SMO

Mécanisme d'octroi	La mesure consiste à garantir le financement, par le biais de prêts remboursables, de certains projets d'aménagements prévus par les TPF (gares routières, parcs-relais P+R) et d'accélérer ainsi leur réalisation.
Éléments chiffrés	Deux premières tranches ont été versées pour 2 408 474 francs. Le solde du prêt sera versé par acompte au fur et à mesure de la réalisation des projets sur la base d'appels de fonds.
Bilan et suivi particulier	Les modalités du prêt (échéance, taux, conditions de prolongation) ont été fixées dans la convention passée entre la DIME et TPF TRAFIC SA du 18 février 2022. Les deux premières tranches ont permis d'accélérer la réalisation des projets de gares routières de Avry, Broc-Village, Bulle, Châtel-St-Denis, Estavayer-le-Lac, Givisiez et Romont.

<p>9.4.7 M7 : Chèques à la recherche et au développement (R&D)</p> <p><i>Prise en charge partielle des salaires de collaborateurs R&D</i></p> <p>Base légale cantonale : Règlement d'exécution RSF 821.40.95</p>	
<p>Direction/ service compétent : DEEF/PromFR</p>	
<p>Mécanisme d'octroi</p>	<p>La mesure est réservée aux entreprises actives dans le canton dans le domaine industriel ou conduisant des activités de recherche, disposant de personnel de recherche et ayant eu recours aux RHT pendant au moins 3 mois durant l'année 2020 du fait de la pandémie. Le soutien consiste en 80 % du salaire d'au plus cinq employés actifs dans la R&D pour 3 mois au maximum et jusqu'à concurrence de 200 000 francs, afin de les maintenir en activité plutôt qu'ils soient mis en RHT.</p>
<p>Eléments chiffrés</p>	<p>2 576 110 francs ont été versés pour 38 demandes acceptées sur 50 déposées, pour 25 entreprises actives dans le secteur secondaire et 13 dans le tertiaire.</p>
<p>Bilan et suivi particulier</p>	<p>Conformément à l'article 21 de la base légale, l'ensemble des entreprises bénéficiaires ont été sollicitées afin de fournir un état du projet, les documents justificatifs ainsi que les comptes révisés. Deux dossiers sont incomplets et en cours de suivi à ce jour. La mesure a permis le maintien en activité de 135,7 collaborateurs en lieu et place d'un appel provisoire aux RHT. Cette action a contribué à ce que les investissements R&D des entreprises concernées soient poursuivis et ainsi que leur capacité d'innovation et par là leur compétitivité soient maintenues voire renforcées.</p>

<p>9.4.8 M8 : Chèques à digitalisation et à l'automatisation</p> <p><i>Soutien financier aux mesures de digitalisation et d'automatisation</i></p> <p>Base légale cantonale : Règlement d'exécution RSF 821.40.95</p>	
<p>Direction/ service compétent : DEEF/PromFR</p>	
<p>Mécanisme d'octroi</p>	<p>La mesure est réservée aux entreprises actives dans le canton dans le domaine industriel, commercial ou artisanal et ayant un projet de digitalisation ou d'automatisation des processus ou outils de production, et ayant eu recours aux RHT durant au moins 3 mois du fait de la pandémie. Le soutien consiste en la prise en charge de maximum 25 % des coûts du projet présenté jusqu'à un maximum de 150 000 francs. La société doit justifier l'utilité de l'investissement et son impact significatif sur la marche de ses affaires.</p>
<p>Eléments chiffrés</p>	<p>2 380 292 francs ont été versés pour 42 demandes acceptées sur 60 déposées, pour 27 entreprises actives dans le secteur secondaire et 12 dans le tertiaire.</p>
<p>Bilan et suivi particulier</p>	<p>Les 42 demandes acceptées ont favorisé la réalisation d'investissements totaux de 14 801 209 francs dans la digitalisation et l'automatisation des entreprises concernées. Cette mesure a contribué à éviter un gel de ces investissements dans les entreprises concernées et ainsi à maintenir voire renforcer leur compétitivité.</p>

9.4.9 M9 : Agroalimentaire - Agri&Co Challenge II et technologiques numériques dans l'élevage laitier

Lancement d'une deuxième édition du concours Agri&Co Challenge et soutien à l'implantation et l'utilisation de technologies numériques sur les exploitations laitières fribourgeoises

Base légale cantonale : LPEc RSF 900.1/ Ordonnance RSF 821.40.55

Direction/ service compétent : DEEF/PromFR ; DIAF/GN

Mécanisme d'octroi	<p>Dans le cadre d'une deuxième phase du concours Agri&Co Challenge, un appel à projets est lancé, dans le but de promouvoir des collaborations, de créer de nouvelles chaînes de valeur et d'encourager des initiatives innovantes à même de contribuer à un développement économique durable du canton. Ce concours est focalisé sur des petites et moyennes entreprises, ainsi que des start-ups en phase de croissance (scale-ups), issues du secteur agroalimentaires, désireuses de s'installer dans le canton de Fribourg. Le prix du concours sera l'octroi de droits distincts et permanents sur le site de AgriCo, à St-Aubin, impliquant une nouvelle implantation et une construction d'immeuble</p> <p>Le soutien aux technologies numériques dans l'élevage laitier d'octroi vise à améliorer la santé du bétail et diminuer les émissions de gaz à effet de serre. Il se fait par octroi d'une subvention individuelle, jusqu'à 35 % du coût effectif de l'investissement subventionné, au maximum 10 000 francs par exploitation, ou par des prestations fournies par Grangeneuve (mise en valeur des données, conseils et évaluations). Sont éligibles les exploitations reconnues par Grangeneuve qui détiennent des vaches laitières et commercialisent le lait produit sur place. Le projet doit concerner un investissement dans un système de « nouvelles technologies » définies par Grangeneuve. Le remboursement se fait sur présentation de la facture du prestataire, une fois l'outil de nouvelle technologie installé</p>
Eléments chiffrés	<p>329 226 francs ont été utilisés dans le cadre du soutien aux technologies numériques dans l'élevage laitier, le plafond initial de 250 000 francs ayant été relevé par arrêté du Conseil d'Etat, au profit de 49 exploitations sur 56 ayant déposé une demande. Les systèmes soutenus portent principalement sur la mesure d'activité et sur des robots repousse fourrage.</p>
Bilan et suivi particulier	<p>L'organisation du concours d'Agri&Co Challenge prévu avant la fin 2022, n'a pas eu lieu dans le délai imparti, en raison de la procédure d'approbation du PAC de Saint Aubin.</p> <p>Le succès de la mesure de soutien aux technologies numériques dans l'élevage laitier est sans équivoque. Grangeneuve poursuit le suivi des exploitations jusqu'à la fin 2023, l'objectif étant d'analyser l'évolution de la santé, de la reproduction et de la production de lait des vaches des troupeaux des exploitations participantes au projet.</p>

<p>9.4.10 M10 : Coaching innovation affaires</p> <p><i>Support et conseil aux entreprises orientés sur l'innovation d'affaires</i></p> <p>Base légale cantonale : LPEc RSF 900.1/RPEc RSF 900.11</p>	
<p>Direction/ service compétent : DEEF/PromFR</p>	
<p>Mécanisme d'octroi</p>	<p>Les demandes, accompagnées des pièces et documents nécessaires, sont déposées auprès de la PromFR. En fonction des besoins spécifiques de l'entreprise, la PromFR décide du support et conseil adéquats. Un coach est mandaté et intervient dans l'entreprise selon les concepts et méthodes développés par le réseau d'innovation platinn. La décision ne peut pas faire l'objet d'un recours. L'aide n'est pas conditionnée à une clause de restitution en cas de fermeture de la société.</p>
<p>Éléments chiffrés</p>	<p>476 039 francs ont été versés pour 212 demandes acceptées sur 215. Parmi elles, 70 % ont émané d'entreprises de moins de 10 collaborateurs. 23 % des coaching ont concerné l'industrie manufacturière, 14 % le commerce, 14 % des activités spécialisées scientifiques et techniques, 8 % des activités d'information et de communication.</p>
<p>Bilan et suivi particulier</p>	<p>Les rapports d'interventions et les factures des coaches platinn sont validés par le service. Dans le cadre du délai de réalisation, 90 % des entreprises soutenues ont pu conserver ou accroître leur activité économique tout en maintenant ou créant des emplois.</p>

<p>9.4.11 M11 : Covid service pack</p> <p><i>Financement des prestations en recherche et développement (R&D) demandées auprès de la Haute école d'ingénierie et d'architecture de Fribourg (HEIA-FR)</i></p> <p>Base légale cantonale : Règlement d'exécution RSF 821.40.95</p>	
<p>Direction/ service compétent : DEEF/PromFR</p>	
<p>Mécanisme d'octroi</p>	<p>Innosquare, organe opérationnel de la stratégie de soutien aux projets d'innovation des entreprises du canton de Fribourg, contacte l'entreprise requérante dans le but de préciser la prestation R&D souhaitée, d'évaluer une possible entrée en matière et de compléter la demande, laquelle est ensuite transmise au service. La subvention se monte au maximum à 20 000 francs. L'entreprise requérante contribue au minimum à hauteur de 20% de la subvention en prestations propres et au financement de la prestation R&D à hauteur de :</p> <ul style="list-style-type: none"> > min 5 % de la subvention si elle compte moins de 20 salarié-e-s (EPT) > min 10 % de la subvention si elle compte de 20 à 50 salarié-e-s (EPT) > min 15 % de la subvention si elle compte de 50 à 100 salarié-e-s (EPT) > min 20 % de la subvention si elle compte plus de 100 salarié-e-s (EPT).
<p>Éléments chiffrés</p>	<p>15 demandes ont été acceptées sur 22 déposées, pour un montant total versé de 314 216 francs.</p>
<p>Bilan et suivi particulier</p>	<p>La subvention maximale a été versée dans chaque cas. L'effet de levier est important (8.9) puisque le montant total de l'investissement est de 2 578 290 francs.</p>

<p>9.4.12 M12 : Contribution au financement des salaires des apprentis de 1^{re} année</p> <p><i>Financement des premiers mois de salaire d'un-e apprenti-e de 1ère année sous la forme d'un chèque de 1 000 francs</i></p> <p>Base légale cantonale : Règlement d'exécution RSF 821.40.96</p>	
<p>Direction/ service compétent : DEEF/SFP</p>	
<p>Mécanisme d'octroi</p>	<p>Les demandes sont déposées auprès SFP au moyen d'un formulaire. La subvention est versée après contrôle des critères d'octroi. L'entreprise formatrices (hors collectivités publiques ou semi-étatiques) doit avoir son siège dans le canton de Fribourg et être au bénéfice d'une autorisation de former délivrée par l'Etat de Fribourg. Le chèque est valable pour chaque apprenti de première année engagé par l'entreprise et sous contrat au 15 novembre et ne peut être demandé que pour l'une des rentrées scolaires concernées (2020, 2021 ou 2022).</p>
<p>Eléments chiffrés</p>	<p>1030 demandes ont été acceptées sur 1160 déposées, une entreprise pouvant obtenir plusieurs chèques, pour un engagement de 1 706 000 francs, le solde sera versé en 2023.</p>
<p>Bilan et suivi particulier</p>	<p>Ce geste a été apprécié et a constitué, dans certains cas, un véritable coup de pouce financier pour l'entreprise. Comme le montant ne pouvait être demandé qu'en une seule fois pour une place d'apprentissage sur les trois ans, même si d'autres engagements suivaient dans les deux ans, et comme toutes les entreprises formatrices de l'Etat ou dépendant de l'Etat ne pouvaient faire de demande, le montant dépensé est largement inférieur au budget accordé.</p>

<p>9.4.13 M13 : Bourses pour reconversions professionnelles (bourses « extraordinaires »)</p> <p><i>Octroi de bourses d'études pour les personnes de plus de 25 ans n'ayant aucune formation et pour les personnes devant envisager une reconversion en raison du manque de débouchés sur le marché du travail</i></p> <p>Base légale cantonale : LBPE RSF 44.1</p>	
<p>Direction/ service compétent : DFAC/SSF</p>	
<p>Mécanisme d'octroi</p>	<p>Lors de la réception des dossiers, le SSF examine d'abord la demande sous l'angle de la bourse « ordinaire ». Si une personne en formation répond aux critères pour l'obtention d'une bourse « extraordinaire », le SSF la contacte pour l'informer de l'existence de cette solution et finalise le dossier. Le calcul de la bourse est établi selon les normes fixées dans la législation.</p> <p>La bourse est versée en deux tranches : la première à la prise de décision, la seconde sur présentation d'une attestation d'études valable pour le 2^e semestre de l'année de formation en cours. Ainsi, le SSF s'assure que le bénéficiaire suit activement sa formation durant toute l'année de formation.</p>
<p>Eléments chiffrés</p>	<p>24 personnes ont bénéficié de la mesure pour un engagement total de 711 916 francs. Le solde sera versé en 2023</p>
<p>Bilan et suivi particulier</p>	<p>Aucune promotion active n'a été effectuée pour cette mesure. Par conséquent, le bilan de 24 bénéficiaires est satisfaisant. Sans cette mesure, qui a permis à certaines personnes de sortir de l'aide sociale, la plupart des bénéficiaires n'aurait pas pu suivre de formation, faute de moyens financiers suffisants. Le bilan financier n'est pas final car cette mesure déploiera ses effets</p>

jusqu'en 2026, voire 2027 (par exemple en cas de répétition d'un bénéficiaire effectuant une formation de quatre ans débutée en août 2022).

9.4.14 M14 : Conseil de carrière

Augmentation des moyens à disposition du SOPFA pour faire face à l'afflux des demandes en matière de prestation de conseil de carrière et de réorientation aux adultes

Base légale cantonale : Loi sur l'orientation professionnelle, universitaire et de carrière RSF 413.1.1

Direction/ service compétent : DFAC/SOPFA

Mécanisme d'octroi	La mesure vise à l'engagement de collaborateurs et collaboratrices supplémentaires pour répondre aux besoins de conseil et diminuer les délais d'attente.
Eléments chiffrés	La mesure a permis l'engagement de 0.8 à 1.2 EPT supplémentaire pendant 18 mois.
Bilan et suivi particulier	Comme la mesure d'urgence OMEF, l'objectif était de désengorger les demandes d'entretien de la part du public adulte pour des prestations de conseil de carrière. Les moyens attribués pour cette mesure ont permis de limiter, sur la période d'engagement supplémentaire, la durée d'attente pour pouvoir bénéficier d'une mesure du SOPFA à environ quatre mois.

9.4.15 M15 : Préparation à la recherche de places d'apprentissage

Mesure OMax pour accompagner les jeunes du CO qui, sans soutien renforcé, risquent de ne pas trouver de solution de formation après l'école obligatoire

Base légale cantonale : Loi sur l'orientation professionnelle, universitaire et de carrière, RSF 413.1.1

Direction/ service compétent : DFAC/SOPFA

Mécanisme d'octroi	La mesure est entièrement dédiée à l'engagement de collaborateurs et collaboratrices temporaires et à l'augmentation du taux d'activité des collaborateurs déjà en fonction. L'accompagnement des jeunes se fait en partenariat avec les CO demandeurs et nécessitant le plus de soutien dans le domaine.
Eléments chiffrés	La mesure a permis l'engagement de 0.4 à 0.6 EPT en 2021 et 0.6 à 1 EPT en 2022. 3 CO ont bénéficié de la mise en œuvre de la mesure en 2021 et 5 en 2022, tous francophones.
Bilan et suivi particulier	La mesure, financée pour l'année scolaire 2021/22 par le plan de relance, a été un succès, et plus de 60 % des jeunes du CO pour lesquels il était pronostiqué une chance très faible de trouver une voie de formation ont trouvé une solution. Elle a été retenue parmi les dix mesures urgentes du Plan soutien jeunesse, et a été reconduite dans ce cadre pour les années scolaires 2022/23 et 2023/24. Elle disparaîtra définitivement à mi-2024 en l'absence de moyens.

<p>9.4.16 M16 : Bons de consommation pour les bénéficiaires des réductions de prime d'assurance-maladie</p> <p><i>Mise à disposition de bons génériques Kariyon aux ménages avec enfant au bénéfice de subsides pour diminuer la charge des primes d'assurance-maladie</i></p> <p>Base légale cantonale : Ordonnance relative aux bons de consommation pour les bénéficiaires des réductions de primes du plan cantonal de relance en vue de contrer les effets du coronavirus, RSF 821.40.75</p>	
<p>Direction/ service compétent : DSAS/SG-DSAS</p>	
<p>Mécanisme d'octroi</p>	<p>La Caisse AVS établit une liste de toutes les familles composées au moins d'une personne adulte et d'un enfant, bénéficiaires des réductions de primes de l'assurance-maladie au 30 novembre 2020 et résidant dans le canton de Fribourg. Cette liste est transmise à l'entreprise Local Impact pour l'établissement des bons de consommation avec un QR-code. Chaque personne adulte a droit à 150 francs et chaque enfant à 100 francs. Les bons génériques peuvent être utilisés chez n'importe quel commerçant inscrit sur le site internet kariyon.ch et à n'importe quel moment, jusqu'au 31 décembre 2021. A la fin de chaque mois, l'entreprise Local Impact facture à la Caisse AVS les bons utilisés auprès des commerces via les codes QR.</p>
<p>Éléments chiffrés</p>	<p>5'071'574.- de bons Kariyon ont été offerts ; l'Etat a également pris en charge 302 915,20francs de frais de gestion des bons et 17 912,80 francs de frais d'exécution de la Caisse AVS. Les bons ont été distribués à 13 239 ménages et utilisés par 12 288 d'entre eux. Toutes les demandes de remboursement des bons après le 31 décembre 2021 ont été refusées.</p>
<p>Bilan et suivi particulier</p>	<p>Cette opération a rencontré un vif succès et une grande satisfaction des bénéficiaires ainsi que des commerçants. Le taux d'utilisation de 90,7 % est très élevé, selon l'avis de l'entreprise Local Impact qui gère les bons Kariyon. La grande majorité de ces bons a profité à des achats de première nécessité, c'est-à-dire dans le domaine de l'alimentation (44 %), de la restauration (11 %) et de l'habillement (10 %).</p>

<p>9.4.17 M17 : Economie circulaire, responsable et de proximité</p> <p><i>Accélération ou soutien aux projets mettant en place des circuits de production courts et circulaires ou promouvant, notamment dans la restauration collective, des modèles de consommation saine, à faibles impacts environnementaux et sociaux.</i></p> <p>Base légale cantonale: LAgri RSF 910.1</p>	
<p>Direction/ service compétent : DIME/SEn ; SG-DIME (DD) ; DIAF/GN</p>	
<p>Mécanisme d'octroi</p>	<p>La mesure vise la réalisation accélérée ou un soutien aux projets tels que les campagnes de sensibilisation, les guides (notamment pour la restauration publique et parapublique), la promotion des produits du terroir, la valorisation du tourisme local et de la vente directe dans les exploitations, les plateformes d'achat de produits locaux, la valorisation des acteurs</p>
<p>Éléments chiffrés</p>	<p>485 151 francs ont été utilisés entre 2021 et 2022 pour cette mesure, répartie sur trois services.</p>
<p>Bilan et suivi particulier</p>	<p>S'agissant du soutien aux projets, fin 2021, une série d'outils à disposition des entreprises a été mis en <u>ligne</u> pour les aider à se lancer sur la voie de la durabilité, son développement se poursuit. De même, les bases d'une feuille de route « économie circulaire » ont été élaborées. À l'avenir, le</p>

catalogue de mesures pourra être étoffé.

En 2021 et 2022, des campagnes de sensibilisation pour le grand public sur le thème de la durabilité ont été réalisées. D'autres suivront.

S'agissant de la promotion des produits du terroir, en 2021 et 2022, la plateforme Star'Terre (plateforme régionale d'innovation dans le domaine agro-alimentaire) a été soutenue, l'offre de produits durables et de proximité des établissements publics et parapublics a été analysée notamment par l'outil Beelong.

S'agissant de la restauration collective, le Conseil d'Etat a adopté le 1^{er} juin 2021 la Charte de la restauration collective fribourgeoise. Elle définit 18 critères en faveur d'une alimentation durable, équilibrée et basée sur davantage de produits régionaux. La démarche « Cuisinons notre région », s'appuie sur la Charte de la restauration collective et son cahier des charges. Fin 2022, 21 établissements ont signé la charte. Cette charte correspond aux attentes et suscite de l'intérêt. Bien mené, ce projet va créer des opportunités pour toute la chaîne de valeur agro-alimentaire du canton de Fribourg. L'intérêt des autres cantons romands et du Tessin fait son chemin.

9.4.18 M18 : Projet de développement régional Seeland

Contribution aux projets d'encouragement à la production et consommation de légumes bio dans le Seeland

Base légale cantonale/fédérale : LAgri RSF 910.1 ; RAgri RSF 910.11 ; LAF RSF 917.1 ; RSF 917.11/ LAgr RS 910.1

Direction/ service compétent : DIAF/GN

Mécanisme d'octroi	<p>La politique agricole fédérale prévoit le soutien financier à titre d'améliorations des structures pour des projets de développement régional. Le but est de créer de la plus-value pour l'agriculture en générant des collaborations avec d'autres secteurs (ici tourisme).</p> <p>Le projet de développement régional Seeland comporte plusieurs sous-projets : construction de deux halles de stockage et conditionnement de légumes, développement d'une offre touristique en collaboration avec MoratTourisme, développement d'une plate-forme de vente directe aux professionnels B2B, développement d'une plate-forme d'échange, de recherche et de formation et développement d'un concept de marketing pour le secteur. Ces projets peuvent être soutenus via des contributions fédérales et cantonales et/ou des crédits d'investissement, le tout selon la Loi fédérale sur l'agriculture et l'Ordonnance sur les améliorations structurelles.</p>
Eléments chiffrés	<p>Le projet dans son ensemble coûtera 79,2 millions de francs, dont 64,9 pour la construction des 2 halles de conditionnement. Le financement est assuré par 5,6 millions de francs de subventions cantonales, y compris le plan de relance, 7 millions de francs de subventions fédérales, le solde étant supporté par les porteurs du projet (fonds propres et emprunts bancaires). 4 030 000 francs de subventions cantonales ont été versées à 6 associations ou entreprises réalisatrices des sous-projets, dont les 3 millions prévus pour la mesure.</p>
Bilan et suivi particulier	<p>Les versements se font par acompte, en fonction de l'avancement du projet. Tous les deux ans, un rapport sera établi pour constater si l'avancement du projet, respectivement l'atteinte des objectifs intermédiaires, correspond au descriptif.</p>

<p>9.4.19 M19 : Efficacité énergétique, notamment dans l'agriculture</p> <p><i>Soutien aux installations de biogaz et aux systèmes de récupération de chaleur, optimisation énergétique des STEP</i></p> <p>Base légale cantonale: LAgri RSF 910.1 ; Ordonnance RSF 821.40.56</p>	
<p>Direction/ service compétent : DIAF/GN; DIME/SEn</p>	
<p>Mécanisme d'octroi</p>	<p>La mesure prévoit un soutien aux installations de biogaz afin d'optimiser l'utilisation des engrais de ferme et des déchets organiques pour produire de l'énergie. Elle s'adresse également aux exploitations agricoles qui récupèrent la chaleur sous toiture ou sous panneaux photovoltaïques pour les séchoirs en grange. Un seul projet par exploitation ou communauté d'exploitation peut faire l'objet d'un soutien. Le montant du soutien s'élève à 2500 francs pour une installation de récupération de chaleur sous toiture d'une surface inférieure ou égale à 200 m² ; à 5000 francs pour une installation de récupération de chaleur sous toiture d'une surface supérieure à 200 m². Les demandes sont déposées auprès de Grangeneuve via formulaire, accompagnées des annexes requises. Les projets doivent être réalisés au plus tard au 31 décembre 2022. Le SEn est chargé du versement des montants conformément à la décision de Grangeneuve. La mesure vise enfin à réduire les émissions de gaz à effet de serre des STEP en optimisant la production d'énergie renouvelable (biogaz, récupération de chaleur, mini-hydraulique, optimisation des arrivées d'eau, etc.).</p>
<p>Éléments chiffrés</p>	<p>3 études ont été effectuées au sujet de la valorisation des installations de biogaz dans le canton, pour un total de 100'000 francs. 23 demandes pour des systèmes de récupération de chaleur ont été acceptées sur 36 déposées, pour une aide de 5000 francs chacune. Un outil d'optimisation énergétique a été développé et présenté aux STEP, pour un total de 56'033 francs.</p>
<p>Bilan et suivi particulier</p>	<p>La mesure « Soutien et valorisation des installations de biogaz » a permis de réaliser 3 études utiles pour le conseil au développement de nouveaux projets. L'étude sur le potentiel d'engrais de ferme permet de visualiser où se trouve le plus grand potentiel d'engrais de ferme encore disponible et planifier les projets à proximité. L'étude sur le portage de biométhane analyse en détail la technique et la rentabilité du portage du biogaz produit jusqu'à un point d'injection. Cette option ouvre des portes aux agriculteurs qui ne se trouvent pas à proximité d'une conduite de gaz. La dernière étude sur les nouveaux modèles de biogaz analyse en détail la solution d'encouragement proposée dans l'Ordonnance fédérale sur l'encouragement de la production d'électricité issue d'énergies renouvelables (OEnR) et met en évidence les mesures à mettre en place pour pouvoir bénéficier d'une installation de biogaz rentable. Sur la base de ces études, la mesure se poursuivra jusqu'en 2026 dans le cadre du Plan climat cantonal.</p> <p>La mesure «Récupération de chaleur pour les séchoirs en grange » a rencontré un bel écho. Le soutien cantonal a été maintenu jusqu'en 2026 grâce à une ordonnance cantonale validée dans le cadre du Plan climat cantonal. En moyenne, les récupérateurs des exploitations bénéficiaires ont représenté une puissance équivalente de 196 kW (54 à 506). La mesure a montré qu'avec des investissements relativement modestes, d'intéressantes économies pouvaient être réalisées. La mise en place de récupérateurs de chaleur est possible tant dans le cadre de nouvelles constructions que de constructions existantes. Le suivi et la gestion de la mesure par Grangeneuve a permis aux collaborateurs de documenter les divers supports (formation, vulgarisation) d'exemples concrets variés.</p> <p>La mesure « Réduction des émissions de gaz à effet de serre des STEP » a permis de développer un outil d'optimisation énergétique à destination des STEP. L'outil a été présenté aux exploitants de STEP en 2022. La mesure se poursuit jusqu'en 2024 dans le cadre du Plan climat cantonal avec des entretiens de conseils spécialisés auprès des STEP du canton.</p>

<p>9.4.20 M20 : Prime à l'utilisation du bois fribourgeois</p> <p><i>Octroi d'une prime correspondant à 10 % du prix du bois fribourgeois utilisé dans la construction durant les années 2021 et 2022</i></p> <p>Base légale cantonale: OPrimBois RSF 821.40.54</p>	
<p>Direction/ service compétent : DIAF/SFN</p>	
<p>Mécanisme d'octroi</p>	<p>La mesure s'adresse à tout projet utilisant du bois et pour lequel elle a constitué une incitation à utiliser le bois indigène. Elle est réservée aux entreprises avec un siège dans le canton de Fribourg. La demande se fait sur formulaire internet avec chargement des factures d'achat, le tout transmis pour vérification à Lignum Fribourg. Un préavis est transmis au service qui prépare ensuite une décision envoyée au requérant avec une copie à Lignum Fribourg.</p>
<p>Eléments chiffrés</p>	<p>499 989 francs ont été versés pour 179 demandes acceptées sur 196 déposées, 15 demandes pour environ 57 000 seront traitées sous réserve de l'entrée en vigueur d'une nouvelle ordonnance dans le cadre du Plan Climat cantonal.</p>
<p>Bilan et suivi particulier</p>	<p>L'objectif poursuivi par la mesure, à savoir de favoriser le bois indigène soumise à une concurrence accrue de la part du bois étranger (en provenance d'Allemagne et d'Autriche surtout) a été pleinement atteint. L'intégralité des montants a été attribué, le solde des demandes non traitées à fin 2022 le sera dans le cadre du Plan Climat. L'expertise de Lignum Fribourg dans la vérification était cruciale pour garantir une vérification efficace et cohérente des demandes et des factures jointes.</p>

<p>9.4.21 M21 volet 1 : Soutien pour les événements et manifestations à caractère touristique et culturel</p> <p><i>Actions de marketing visant à la relance des activités touristiques et la valorisation de l'économie circulaire</i></p> <p>Base légale cantonale: LT RSF 951.1</p>	
<p>Direction/ service compétent : DEEF/UFT</p>	
<p>Mécanisme d'octroi</p>	<p>La mesure prévoit le financement d'une campagne marketing, plus particulièrement pour le printemps 2021 et l'automne 2021. Les actions de promotion sont mises sur pied de concert avec les prestataires touristiques locaux, notamment Terroir Fribourg, et également via la plateforme kariyon. La mesure intègre également le soutien à un projet pilote réalisé avec les Transports publics fribourgeois (tpf). Selon ce projet, une carte de transport sur l'ensemble du réseau des tpf peut être vendue pour la modique somme de 3 francs, par nuitée passée dans le canton. La mesure intègre donc la mise en place technique et un marché test d'avril à juin 2021, sur 70 000 personnes qui séjournent dans le canton.</p>
<p>Eléments chiffrés</p>	<p>Les mesures globales ont coûté plus de 1,5 million de francs, dont 1 financé par le plan de relance, le montant supplémentaire étant pris en charge par l'UFT.</p>

Bilan et suivi particulier	Les campagnes ont toutes été validées par la commission marketing et le comité de l'UFT ainsi que les sept régions touristiques du canton. La mesure a permis de soutenir 15 manifestations et 2 campagnes de promotion menées par l'UFT. En outre, une action a été menée conjointement avec les remontées mécaniques et la société de navigation LNM, de même qu'une action permettant d'offrir les transports publics. C'est une vraie collaboration cantonale qui a été mise en place avec les régions et les acteurs touristiques, une première au niveau marketing.
-----------------------------------	---

9.4.22 M21 volet 2 : Soutien à la relance du commerce local – Kariyon II	
<i>Suite de la mesure d'urgence « soutien à l'économie locale de proximité » avec financement 10% des bons génériques achetés sur la plateforme en ligne kariyon.ch</i>	
Base légale cantonale: OMEL RSF 821.40.53	
Direction/ service compétent : DEEF/PromFR	
Mécanisme d'octroi	Les clients paient 90 % de la valeur des bons d'achat achetés via la plateforme Kariyon, jusqu'à 2000 francs par personne. Les bons sont neutres et utilisables auprès des commerces inscrits sur la plateforme kariyon.ch, à l'exception des commerces proposant uniquement des activités en ligne ou dont la maison-mère est sise hors du canton. Ils sont valables jusqu'au 31 décembre 2021
Eléments chiffrés	Près de 2 millions de francs ont été utilisés dans le cadre de ce volet, dont environ 1 460 000 francs pour le subventionnement des bons, 307 000 francs pour la prise en charge des frais de transaction, et 160 000 francs pour le développement de la plateforme. 1717 commerces ont encaissé des bons, achetés par 16 840 clients.
Bilan et suivi particulier	La gestion de la mesure a été une nouvelle confiée à Local Impact par mandat de prestation. Le montant a été épuisé en un peu plus d'un mois entre novembre et décembre 2020. Cette deuxième opération Kariyon s'est parfaitement intégrée dans la saison de fin d'année avec un nouveau concept de carte utilisable partout. La mesure a profité dans une moindre mesure aux établissements de sport et loisirs et aux établissements publics, alors fermés. Le commerce local fribourgeois a pu se faire une vraie place au pied du sapin dans tous les ménages fribourgeois. La mesure a permis d'injecter 14,36 millions de francs dans l'économie locale,

9.4.23 M21 volet 3: Soutien aux établissements publics de restauration (Restôbistro)	
<i>Financement des bons achetés auprès des restaurants, bars et discothèques, en proportion de leur chiffre d'affaires, sur la plateforme kariyon.ch à hauteur de 15% et de 25% pour les consommateurs âgés 15 à 25 ans</i>	
Base légale cantonale: OPRR RSF 821.40.98	
Direction/ service compétent : DEEF/PromFR	
Mécanisme d'octroi	Dès le 22 octobre 2021, et jusqu'à la fin 2022, lors de l'émission de bons de consommation à faire valoir dans les restaurants, bars et discothèques (patentes A, B, C, D, F, H, I ou T au sens de la LEPu), l'Etat prend en charge 25 % des bons pour les consommateurs âgés de 16 à 25 ans, et 15 % pour les consommateurs âgés de plus de 25 ans. La valeur maximale des bons par établissement est plafonnée en fonction du chiffre d'affaires moyen de l'établissement. Les bons sont valables une année dès leur date d'achat.

Eléments chiffrés	Plus de 1 million de francs a été utilisé dans le cadre de ce volet, dont environ 740 000 pour le financement des bons, 98 000 pour la prise en charge des frais de transaction, 161 000 pour les frais de gestion et 31 000 pour les frais de communication. 4 260 000 francs ont été versés aux restaurateurs, qui doivent encore fournir la prestation pour 1 600 000 francs. 407 restaurants et 10 364 clients ont bénéficié de la mesure.
Bilan et suivi particulier	La mesure visait également à soutenir les jeunes qui ont fait preuve d'une grande résilience au cours de la crise et à la reprise de la consommation dans le secteur de la gastronomie. Elle a généré beaucoup d'attractivité à ses débuts en octobre 2021, lorsque le monde de la gastronomie était encore sous le régime des certificats sanitaires. Le concept s'est révélé moins attractif pour la clientèle que l'opération kariyon II en raison du caractère limité du bon d'achat, valide uniquement auprès d'un établissement.

9.4.24 M22 : Soutien aux centres d'exposition

Soutien unique à Forum Fribourg et Espace Gruyère

Base légale cantonale: Décret RSF 821.40.75

Direction/ service compétent : DEEF/SG-DEEF

Mécanisme d'octroi	La mesure soutient les centres d'exposition qui, en raison de l'interdiction des rassemblements prononcée par le Conseil fédéral, ont vu la quasi-totalité des manifestations organisées dans leurs murs être annulées. Le décret détermine les deux bénéficiaires, lesquels doivent s'engager à utiliser les montants pour des mesures de relance d'événements et de manifestations.
Eléments chiffrés	Les deux centres ont touché chacun 500 000 francs.
Bilan et suivi particulier	Les aides n'ont pu empêcher la faillite de l'un des deux bénéficiaires. Cette faillite n'était toutefois pas la conséquence directe de la crise sanitaire, mais d'une situation financière obérée depuis plusieurs années. Pour l'autre bénéficiaire, l'aide a permis de relancer les activités interrompues par la crise (recherche et mise sur pied de manifestations).

9.4.25 M23 : Création d'un réseau officiel cantonal de VTT

Soutien à la création d'un réseau cantonal de randonnée VTT et à l'élaboration d'un plan cantonal VTT.

Base légale cantonale: LT RSF 951.1/LMob RSF 780.1

Direction/ service compétent : DEEF/UFT ; DIME/SMo

Mécanisme d'octroi	La mesure vise à positionner le canton de Fribourg au niveau touristique, et à offrir une pratique plus encadrée du VTT dans le canton, avec un impact positif sur l'environnement. Un mandat à FRide est donné dans ce cadre.
Eléments chiffrés	450 000 francs ont été utilisés, dont 60 % pour FRide, selon convention et mandat, 10 % pour le suivi du projet par l'UFT et 20 % pour le Service de la mobilité.

Bilan et suivi particulier	Bike-in FR25 est le mandat public confié à FRide qui a la mission de développer durablement la pratique du VTT dans le canton, jusqu'en 2025. FRide coordonne l'ensemble du projet L'élaboration d'un plan cantonal VTT est en cours et sera terminée dans le premier semestre 2023. Comme pour certaines autres mesures en lien avec la mobilité, la mesure ne peut pas encore faire l'objet d'un décompte et d'un rapport final.
-----------------------------------	---

9.4.26 M24 : Plan de reprise Culture	
<i>Indemnités aux entreprises et acteurs culturels, soutien aux projets de transformation dans le secteur de la culture et soutien aux giron de musique</i>	
Base légale cantonale/fédérale : LAC RSF 480.1 ; Ordonnance 821.40.35/RS.442.15	
Direction/ service compétent : DFAC/SeCu	
Mécanisme d'octroi	Les mesures pour les entreprises et acteurs culturels ainsi que pour les projets de transformation sont appliquées conformément à l'ordonnance fédérale culture Covid-19, en continuité avec les mesures prises lors de la première vague. La Confédération participe pour moitié. Des soutiens cantonaux supplémentaires sont prévus pour les entreprises ou acteurs culturels qui ne remplissent pas les conditions prévues par l'ordonnance fédérale, ainsi que pour les giron, au maximum 15 000 francs par giron, en couverture des coûts supplémentaires notamment de personnel, d'infrastructure, d'organisation et de communication.
Eléments chiffrés	7 972 497 francs ont été versés pour 397 demandes acceptées sur un total de 530 déposées, dont 3 990 850 francs à charge du canton. Dans deux cas, une demande de restitution a été formulée pour un total de 38 830 francs. Ces montants ne sont toutefois pas définitifs, d'autres demandes faisant encore l'objet d'un recours ou d'une demande de restitution suite aux contrôles menés
Bilan et suivi particulier	Le traitement et le suivi des demandes se sont poursuivis en 2021 et 2022 conformément au dispositif mis en place au cours de la première vague, dans les délais impartis, permettant ainsi d'accompagner les entreprises et les acteurs-trices culturel-le-s durant toute la pandémie. Le nouveau dispositif de soutien aux projets de transformation a connu un grand écho. Ces derniers ont été évalués par un jury constitué de 6 experts. Les demandes d'aide aux giron de jeunesse ont été analysées par le service. Au surplus, il est renvoyé au rapport sur postulat 2020-GC-156 portant sur l'impact du Covid dans le secteur de la culture pour les années 2020/21. Comme sous le régime de l'ordonnance, le Service de la culture assure une vérification générale des comptes des entreprises bénéficiaires d'une aide financière, en observant si ceux-ci présentent un excédent, sous la forme d'un bénéfice ou d'une constitution de provisions non dédiées ou de réserves latentes sur le dernier exercice comptable – de même s'il s'avère que l'argent octroyé n'a pas été utilisé à bon escient. A la mi-mai, des remboursements avaient été décidés pour 5 entreprises pour un montant de 301 660 francs. Ces chiffres sont susceptibles d'évoluer.

<p>9.4.27 M25 : Support dans le domaine du sport</p> <p><i>Aides financières destinées à atténuer les pertes en lien avec le Covid-19 et à soutenir des projets de promotion sportive ainsi que la forme de contributions individuelles pour les jeunes sportifs et sportives de talent</i></p> <p>Base légale cantonale: Ordonnance 821.40.35 ; LSport</p>	
<p>Direction/ service compétent : DSJS/SSpo</p>	
<p>Mécanisme d'octroi</p>	<p>Les associations sportives cantonales ainsi que les clubs sportifs uniques à l'échelle cantonale, les jeunes sportifs et sportives de talent admis au programme «sports-art-formation» du canton de Fribourg, ainsi que les titulaires d'une Swiss Olympic Card, âgé-e-s de moins de 25 ans, les organisateurs et organisatrices de manifestations sportives, ainsi que les propriétaires d'infrastructures sportives peuvent, jusqu'au 30 juin 2022, demander une aide financière en faveur de projets de promotion sportive ou pour atténuer leurs pertes résultant de l'annulation ou du report de manifestations d'envergure peuvent demander une aide financière pour les saisons 2020/21 et 2021/22, aux conditions cumulatives définies dans l'ordonnance. Un formulaire par type de demande est disponible en ligne pour chaque type de soutien.</p>
<p>Eléments chiffrés</p>	<p>3 430 000 francs ont été versés pour 334 demandes acceptées sur 362 déposées, dont 63 % pour les associations et clubs sportifs, 32 % pour des projets de promotion sportive, 2,6 % pour des organisateurs de manifestations sportives et 2,4 % pour des propriétaires d'infrastructures sportives.</p>
<p>Bilan et suivi particulier</p>	<p>Les demandes ont été traitées par le Service du sport et validées ensuite par une commission ad hoc. La mesure s'est terminée au 31 décembre 2022. Les pertes concernaient majoritairement les entrées habituelles qui n'ont pas pu être obtenues en raison des restrictions sanitaires.</p>

10 Bilan financier global de l'ensemble des mesures prises

Les moyens financiers engagés par l'Etat de Fribourg pour faire face aux conséquences de la pandémie sont très conséquents. Les tableaux ci-dessous résument l'ensemble des dépenses dont la très grande majorité a été présentée en détail dans les chapitres précédents. S'ajoutent dans le décompte global les indemnités supplémentaires versées en faveur des transports publics, ainsi que d'autres dépenses comprenant notamment les mesures ressortant du plan de soutien jeunesse et les tests COVID menés dans les écoles. Sur le montant de 345,5 millions de francs dépensés sur les trois années de la pandémie, les deux tiers, soit 231,5 millions de francs, ont été pris en charge par le canton. Le tiers restant provient pour l'essentiel des contributions de la Confédération, en particulier pour le refinancement des indemnités versées en faveur des cas de rigueur, ainsi que de diverses récupérations liées par exemple à la revente de matériel de protection. Il est à rappeler que certaines mesures du plan de relance vont encore générer des dépenses en 2023, voire au-delà, et que quelques remboursements, de moindre importance, pourraient avoir lieu en lien avec des indemnités versées (cas de rigueur notamment), en raison des conditions d'octroi fixées en particulier par le droit fédéral.

Charges brutes en lien avec la pandémie de Covid-19, en millions de francs

	2020	2021	2022	Total
Soutien à l'économie (1 ^{ère} vague)	21.8	5.4	0.3	27.5
Plan de relance	4.1	27.4	21.4	52.9
Soutien à l'économie (2 ^{ème} vague)	4.6	98.1	4.5	107.3
Task force sanitaire + OCC	17.0	19.9	9.8	46.7
Soutien aux hôpitaux (HFR, RFSM, HIB, cliniques privées fribourgeoises)	31.4	16.1	32.4	79.9
Autres coûts du domaine de la santé et du social	13.2	7.5	-0.8	19.9
Indemnités supplémentaires aux transports publics	-	1.0	4.9	5.9
Autres coûts	1.9	1.3	2.2	5.4
Total brut	94.0	176.8	74.8	345.5

Charges nettes en lien avec la pandémie de Covid-19, en millions de francs

	2020	2021	2022	Total
Soutien à l'économie (1 ^{ère} vague)	19.6	5.4	0.2	25.3
Plan de relance	4.1	23.6	16.0	43.7
Soutien à l'économie (2 ^{ème} vague)	4.6	24.7	-2.1	27.2
Task force sanitaire + OCC	15.9	12.6	6.3	34.8
Soutien aux hôpitaux (HFR, RFSM, HIB, cliniques privées fribourgeoises)	31.4	16.1	32.4	79.9
Autres coûts du domaine de la santé et du social	8.4	3.4	-0.8	11.0
Indemnités supplémentaires aux transports publics	-	1.0	4.9	5.9
Autres coûts	1.9	1.2	0.6	3.7
Total net	86.0	88.0	57.5	231.5

Les dépenses que l'Etat a dû assumer dans une certaine urgence ont pu être absorbées par les comptes des années concernées, moyennant un recours important aux fonds et provisions constitués dans les années antérieures.

Au-delà des mesures décrites ci-dessus, il importe de rappeler que la Confédération a également mis en place et financé des mesures majeures qui ont bénéficié à l'économie et à la population fribourgeoise (RHT, APG, crédits Covid, cf. point 5.2). Globalement, les montants engagés par la Confédération, en sus des charges brutes présentées ci-dessus, représentent environ 1 milliard de francs pour le canton de Fribourg. De leur côté, des communes ont également apporté des contributions qu'elles ont jugées adaptées, selon les besoins estimés et en fonction de leurs capacités.

De manière générale, les collectivités publiques ont ainsi assumé pleinement leur rôle pour atténuer les effets de la pandémie dans tous les domaines impactés. Comme indiqué précédemment, l'ensemble des mesures prises a certainement permis d'atténuer de manière très importante les effets négatifs de la pandémie sur la marche de l'économie et dans le fonctionnement de la société.

11 Mesures de contrôle déployées

L'Inspection des finances a vérifié, de manière globale, les différentes mesures liées à la pandémie de Covid-19. Elle s'est particulièrement intéressée à la mise en place des procédures de gestion, des contrôles des versements ainsi qu'à l'application des critères d'aides adoptés dans les diverses lois et ordonnances mises en place pour gérer cette situation exceptionnelle.

Des contrôles réguliers ont été réalisés entre les mois de mai 2020 et septembre 2022 pour les soutiens accordés aux entrepreneurs et aux indépendants, aux milieux culturels, à l'économie locale, aux baux à loyers commerciaux et au tourisme. Durant cette période, l'Inspection des finances a été en contact constant avec les entités responsables de la distribution des aides. Elle a particulièrement vérifié, par le biais de statistiques hebdomadaires, la gestion des demandes déposées, la qualité des informations, le traitement ainsi que les versements effectués aux bénéficiaires.

La création de structures de gestion, de programmes informatiques et banques de données ont permis de garantir l'intégralité des informations répertoriées et le traitement équitable des demandes. Toutes les demandes déposées pour les différentes mesures sont répertoriées et les aides versées sont documentées.

Dans certains dossiers spécifiques, une analyse de l'Inspection des finances a été sollicitée ponctuellement par les services compétents afin de vérifier le respect des bases légales en vigueur. Ce fût par exemple le cas pour les indemnités COVID-19 dans le domaine de la culture. Les recommandations de l'Inspection des finances ont ensuite été prises en compte par le service en question.

Les premiers versements des aides accordées aux cafetiers-restaurateurs, bars et discothèques (OPCR-Gastro Covid-19, RSF 821.40.94) ont fait l'objet d'un contrôle intégral. En effet, dans l'urgence, c'est l'Union fribourgeoise du tourisme (UFT) qui a géré dans un premier temps cette mesure avec l'aide de plusieurs fiduciaires de la place qui ont rédigé des rapports de conformité justifiant l'octroi ou le rejet de la demande d'indemnisation. Enfin, les versements aux bénéficiaires étaient réalisés par l'AFin sur la base des décomptes de l'UFT. Un fonctionnement simple et des contacts constants entre les différents acteurs a permis de gérer ces premières aides en respectant les critères de régularité, de spécificité et d'efficacité.

Les mesures d'accompagnement pour les employé-e-s des établissements publics contraints à la fermeture (OMAE Covid-19, RSF 824.40.92) lors des différentes vagues de coronavirus ont été prises en charge par la Caisse publique de chômage. L'Etat a remboursé les dépenses effectives liées à ces mesures qui sont présentées, de manière distincte, dans les comptes d'Etat 2020/21.

Le Service cantonal des contributions (SCC) a également été mis à contribution pour un contrôle approfondi par échantillonnage des mesures de soutien aux loyers (OMEB Covid-19, RSF 821.40.63). Sur les 268 cas contrôlés, soit 11,6 % du total, aucun abus n'a été constaté.

S'agissant des mesures financées par la Confédération, l'Inspection des finances a également participé au groupe d'échanges mis en place par la Confédération et plus particulièrement le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) avec le Contrôle fédéral des finances (CDF) et les Contrôles cantonaux des finances (CCF). Plusieurs séances, par visioconférence, ont permis d'échanger les différentes méthodes et approches de contrôles des mesures d'aides financières liées à la pandémie de Covid-19 et d'être informés des contrôles effectués par la Confédération (déclaration TVA, demandes de financement à fonds perdus).

Pour ce qui concerne les aides aux cas de rigueur, les contrôles menés relèvent à la fois des procédures conduites à l'échelon fédéral par le CDF ou le SECO, ou de la procédure mise en place à l'échelon cantonal. D'une part, le SECO a mandaté deux fiduciaires pour vérifier les procédures de contrôle mises en place sous l'angle de l'intégralité, de la spécificité et de la qualité des données liées aux demandes d'aides. Celles-ci sont intervenues lors des échanges mentionnés ci-avant. Elles ont proposé plusieurs méthodes de contrôles corroborées par les différents intervenants. Ces fiduciaires ont procédé à des contrôles ponctuels durant l'été et l'automne 2021 auprès des cantons sur la mise en œuvre de l'ordonnance fédérale Covid-19 cas de rigueur du 25 novembre 2020 (OMCR 20, RS 951.262). En

particulier, les requêtes pour les entreprises dont le chiffre d'affaires dépasse les 5 millions de francs ont toutes été contrôlées. En 2022, le SECO a encore effectué via mandat des contrôles ponctuels donnant lieu à deux rapports de statut semestriels. Comme le relève le SECO, les rapports finaux rendus par les mandataires montrent que les cantons ont correctement mis en œuvre la législation fédérale et qu'il n'y a pas de risques ou d'erreurs systémiques²⁸.

D'autre part, dans le cadre de l'analyse des mesures Covid-19 de la Confédération, le CDF a procédé à plusieurs analyses de données liées aux cas de rigueur, et publié ses rapports sur son site. Une liste des cas nécessitant une clarification ou présentant un soupçon d'abus a été adressée à chaque canton à l'issue de chaque analyse de données. La clarification de ces cas était requise pour refacturer les montants à la Confédération. En outre des contrôles pourront être effectués directement auprès des entreprises sur mandat du SECO, sur la base des cas d'abus soupçonnés dans le cadre des autres instruments fédéraux (indemnités RHT et crédits-covid).

S'agissant du canton de Fribourg, tous les cas annoncés par les fiduciaires mandatées par le SECO ou par Contrôle fédéral des finances nécessitant une clarification par les services cantonaux ont été clarifiés sans qu'aucun abus ne soit avéré. Dans la plupart des cas, les besoins de clarification portaient sur les mois pris en considération pour le calcul du recul du chiffre d'affaires ou sur le fait qu'il y ait eu une fermeture imposée, et ne nécessitaient pas de correction spécifique.

Enfin, sur le plan cantonal, une convention a été passée entre le Secrétariat général de la DEEF et le SCC pour le contrôle, par échantillonnage, du respect des restrictions d'utilisation de l'aide, lesquelles portent sur l'exercice au cours duquel l'aide a été perçue, et les trois suivants, ainsi que pour le contrôle systématique des entreprises dont le chiffre d'affaire dépasse 5 millions de francs, pour lesquelles une participation à un éventuel bénéfice pour l'exercice concerné par l'aide est exigée. Ces contrôles se poursuivront jusqu'en 2026. A terme, tous les cas devraient avoir été contrôlés au moins une fois. Au 24 mai 2023, suites aux diverses procédures de contrôle, 26 entreprises ont été concernées par une restitution en tout ou partie de l'aide, dont cinq du fait d'un bénéfice, et cinq du fait d'une annonce de distribution de dividendes. Aucun cas n'a fait l'objet d'une dénonciation auprès du ministère public.

On peut encore préciser ici qu'en ce qui concerne la RHT, le service de révision du SECO a vérifié la conformité aux normes des versements des indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail en effectuant des contrôles auprès des employeurs sur le site des entreprises. Il s'est concentré principalement sur les annonces concernant des soupçons d'abus, transmises par les caisses de chômage.

Pour les versements opérés par la Caisse publique de chômage, au 24 mai 2023, 9 décisions de restitution ont été rendues par le SECO, pour un montant total de 917'629.70 francs. A la suite de ces décisions, 4 oppositions ont été formulées, un recours est parvenu au Tribunal fédéral, une demande de remise est examinée par le SPE, une décision n'est pas encore entrée en force, une demande est en cours de remboursement et une a déjà été remboursée intégralement.

Enfin, s'agissant des crédits transitoires Covid-19, au 24 mai 2023, 17 dénonciations pénales ont été prononcées et clôturées dans le canton de Fribourg, pour un montant total de 648 000 francs, et 78 dénonciations pénales, pour 6,59 millions de francs, y sont en cours²⁹.

12 Conclusion

Le présent rapport donne une vue d'ensemble de l'engagement de l'Etat au cours de la pandémie de Coronavirus à la fois sur le plan opérationnel et financier. Ce rapport offre, en plus d'un bilan détaillé des mesures de soutien économique pour la période de 2020 à 2022, un bilan des mesures sanitaires et de protection et un bilan financier

²⁸ Voir [Stichprobenkontrollen-bei-Kantone-zur-Umsetzung-der-Covid-19-Hartefallverordnung.pdf \(easygov.swiss\)](#)

²⁹ Voir [Crédits Covid-19 - EasyGov](#)

global. Il va ainsi au-delà des éléments demandés initialement par la Commission de finances et de gestion du Grand Conseil, mais permet d'avoir une perspective complète de l'engagement de l'Etat, même si certains montants sont encore susceptibles d'évoluer, de manière marginale toutefois, au cours des prochains exercices.

Le chapitre dédié à l'historique des aides permet de rappeler les différentes étapes qui ont jalonné l'organisation de crise et l'adoption des bases légales pour les différents soutiens, au rythme des vagues d'infection. Passant d'une situation dite extraordinaire à une situation dite particulière, l'Etat a vu son rôle évoluer dans le type des mesures à mettre en place, en adaptant régulièrement son dispositif de soutien. Les chiffres-clés et le bilan financier montrent que le volume des soutiens à l'économie a été quadruplé entre la première et la deuxième vague, passant de plus de 27 millions de francs à plus de 107 millions de francs, mais avec une charge nette pour le canton d'une ampleur assez similaire. La Confédération a en effet refinancé une part importante des mesures de soutien à l'économie, mises en place à l'initiative du canton. Celles-ci ont principalement bénéficié aux sous-secteurs de la restauration, de l'hôtellerie, des sports et loisirs, lesquels ont été les plus durablement impactés. Près de deux tiers des 96 millions à charge nette de l'Etat sont donc constitués de soutiens plus ciblés, en cohérence avec la répartition par domaine du plan cantonal de relance. Il convient toutefois de rappeler, qu'à côté des « crédits Covid », les moyens financiers les plus importants ont été mis à disposition via les mesures fédérales de prévoyance sociale, soit les indemnités pour RHT et les APG Covid-19, avec près de 425 millions de francs versés aux entreprises fribourgeoises.

Sur le plan opérationnel, c'est surtout au cours de la deuxième vague de l'année 2020 que l'engagement en termes de ressources humaines a été particulièrement intense, aussi bien sur le plan des mesures sanitaires qu'avec la mise en œuvre du plan de relance en plus des aides aux cas de rigueur. L'appréciation générale, le bilan détaillé et le chapitre sur les mesures de contrôles démontrent que les mécanismes d'octroi ont été suffisamment précis pour éviter, dans la très grande majorité des cas, des abus ou des surindemnisations, et que la plupart des mesures ont permis d'atteindre les objectifs ou les bénéficiaires qu'elles visaient, dans le périmètre des plafonds prévus.

En conclusion, le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à prendre acte de ce rapport.



Bericht 2022-DEE-70

26. Juni 2023

Bericht an den Grossen Rat über die während der Coronavirus-Krise ergriffenen Sofort- und Wiederankurbelungsmassnahmen

Infolge des Antrags der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission des Grossen Rates und gestützt auf Artikel 190 Absatz 1 Buchstabe b des Grossratsgesetzes unterbreiten wir Ihnen den folgenden Bericht.

Inhaltsverzeichnis

1	Abkürzungsverzeichnis	5
2	Ausgangslage	7
3	Einführung	8
4	Chronologie der Hilfen	9
4.1	Februar bis Juni 2020: erste Welle	11
4.2	Juli bis Oktober 2020: Verschnaufpause	13
4.3	November 2020 bis Juni 2021: zweite Welle	14
4.4	Juli 2021 bis Mai 2022: neue Varianten und Zertifikate	16
5	Kennzahlen	17
5.1	Auf Bundesebene	17
5.1.1	Gesamtausgaben im Zusammenhang mit der Coronavirus-Krise, 2020–2022	17
5.1.2	Übersicht über die Bürgschaften und Ausgaben des Bundes für wirtschaftliche und sektorale Unterstützungsmassnahmen	18
5.2	Auf kantonaler Ebene	18
5.2.1	Bundesmassnahmen zugunsten der kantonalen Wirtschaft (Schätzung), 2020–2022	19
5.2.2	Ausgaben des Kantons im Zusammenhang mit der Coronavirus-Krise, nach Typ, 2020–2022	19
5.2.3	Verteilung der Sofort- und Wiederankurbelungshilfen nach Bereichen, 2020–2022	19
5.2.4	Wichtigste Begünstigte von Massnahmen zur Stützung der Wirtschaft nach Sektor	21
5.2.5	Wichtigste Begünstigte der Massnahmen zur Förderung des lokalen Konsums	21
5.2.6	Anzahl der im Rahmen der Bundesmassnahmen bearbeiteten Anträge (Schätzung)	22
5.2.7	Anzahl der im Rahmen der kantonalen Massnahmen bearbeiteten Anträge	23
5.3	Übersicht über die kantonalen Ausgaben für Sofort- und Wiederankurbelungsmassnahmen per Ende 2022	23

6	Auswirkungen der COVID-19-Pandemie auf die Wirtschaft	26
6.1	Die durch das Coronavirus ausgelöste Wirtschaftskrise (2020–2022) auf globaler Ebene	26
6.1.1	Art der Wirtschaftskrise	27
6.1.2	Dynamik der Krise	27
6.1.3	Folgen der Krise	28
6.2	Die coronabedingte Wirtschaftskrise (2020–2022) in der Schweiz und im Kanton Freiburg	29
6.2.1	Entwicklung des BIP in der Schweiz	29
6.2.2	Entwicklung des Arbeitsmarktes in der Schweiz	30
6.2.3	Entwicklung des BIP in Freiburg	31
6.2.4	Entwicklung des Arbeitsmarktes in Freiburg	31
6.2.5	Volumen der COVID-Kredite und Härtefallhilfen in der Schweiz und in Freiburg	33
6.2.6	Entwicklung der Konkurse	33
6.3	Zukunftsaussichten	34
7	Allgemeine Einschätzung	34
8	Bilanz der Gesundheits- und anderen Schutzmassnahmen	36
8.1	KFO 1 + 2 COVID-19	36
8.2	Task Force Gesundheit	37
9	Detaillierte Bilanz der Sofort- und Wiederankurbelungsmassnahmen	40
9.1	Massnahmen während der ersten Welle der Coronavirus-Pandemie	40
9.1.1	Ausführungsverordnung der Bundesverordnung über die Abfederung der wirtschaftlichen Auswirkungen des Coronavirus (COVID-19) im Kultursektor	40
9.1.2	Verordnung über die Unterstützung des Schlosses Greyerz infolge des Coronavirus (COVID-19)	41
9.1.3	Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch die Unterstützung der lokalen Wirtschaft (ULWV-COVID-19)	41
9.1.4	Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus im Tourismusbereich (WMT-COVID-19)	42
9.1.5	Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch Beiträge an Miet- und Pachtzinsen von Gewerbeflächen (WMMV-COVID-19)	43
9.1.6	Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch Beiträge und Beratung für Unternehmen (WMV-Unternehmen-COVID-19)	43
9.1.7	Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus im Bereich der Medien (WMME-COVID-19)	44
9.1.8	Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch die Unterstützung der Berufsberatung und der Berufsbildung (WMV-Bildung-COVID-19)	45
9.1.9	Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch Unterstützung von Personen, die erstmals von Prekarität betroffen und armutsgefährdet sind (WMPA-COVID-19)	46

9.2	Massnahmen für Unternehmerinnen und Unternehmer sowie Selbstständigerwerbende	47
9.2.1	Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus auf Unternehmerinnen und Unternehmer sowie Selbstständigerwerbende (MUSV-COVID-19)	47
9.3	Massnahmen während der zweiten Welle der Coronavirus-Pandemie	48
9.3.1	Verordnung über die Begleitmassnahmen für Angestellte der Einrichtungen, deren Schliessung infolge der zweiten Coronavirus-Welle angeordnet wurde (BMAV-COVID-19)	48
9.3.2	Verordnung über die Begleitmassnahmen für Einrichtungen, deren Schliessung infolge der zweiten Coronavirus-Welle angeordnet wurde (BMSV-COVID-19)	48
9.3.3	Ausführungsverordnung zum kantonalen Wiederankurbelungsplan zur Bewältigung der Gesundheits- und Wirtschaftskrise infolge des Coronavirus («Bars, Discos und Restaurants») (KWPV-Gastro-COVID-19)	49
9.3.4	Verordnung über wirtschaftliche Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch Beiträge für Härtefälle (WMHV-COVID-19)	50
9.3.5	Verordnung über wirtschaftliche Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch Beiträge für Härtefälle 2022 (WMHV-COVID-19 22)	52
9.3.6	Verordnung über Massnahmen für Publikumsanlässe im Zusammenhang mit dem Coronavirus (MPAV-COVID-19)	53
9.4	Massnahmen des Wiederankurbelungsplans	54
9.4.1	M1: Verstärkung des Gebäudeprogramms	54
9.4.2	M2: Bau, Sanierung und Unterhalt von Gebäuden	54
9.4.3	M3: Sanierung und Unterhalt von historischen Gebäuden	55
9.4.4	M4: Vorverlegung von Investitionsprojekten und beschleunigte Bearbeitung der Ortsplanung	55
9.4.5	M5: Beschleunigung von Veloinfrastrukturprojekten	56
9.4.6	M6: Vorgezogene Realisierung von Projekten der Freiburgischen Verkehrsbetriebe (tpf)	56
9.4.7	M7: Gutscheine für Forschung und Entwicklung (F&E)	57
9.4.8	M8: Gutscheine für Digitalisierung und Automatisierung	57
9.4.9	M9: Lebensmittel - Agri&Co Challenge II und digitale Technologien in der Milchwirtschaft	58
9.4.10	M10: Coaching mit Schwerpunkt auf Geschäftsinnovation	59
9.4.11	M11: Covid Service Pack	59
9.4.12	M12: Beitrag an den Lohn von Lernenden im 1. Lehrjahr	60
9.4.13	M13: Stipendien für berufliche Umschulungen («ausserordentliche» Stipendien)	60
9.4.14	M14: Laufbahnberatung	61
9.4.15	M15: Vorbereitung auf die Suche nach einer Lehrstelle	61
9.4.16	M16: Konsumgutscheine für Begünstigte von Verbilligungen der Krankenkassenprämien	62
9.4.17	M17: Kreislaufwirtschaft, verantwortungsvolle und lokale Wirtschaft	62
9.4.18	M18: Regionales Förderprogramm Seeland (RFS)	63
9.4.19	M19: Energieeffizienz, insbesondere in der Landwirtschaft	64
9.4.20	M20: Prämie für die Verwendung von Holz aus dem Kanton Freiburg	65
9.4.21	M21 Teil 1: Unterstützung für Veranstaltungen und Events touristischer und kultureller Art	66
9.4.22	M21 Teil 2: Unterstützung für die Wiederbelebung des lokalen Handels – Kariyon II	66

9.4.23	M21 Teil 3: Unterstützung für öffentliche Gaststätten (Restôbistro)	67
9.4.24	M22: Unterstützung von Ausstellungszentren	67
9.4.25	M23: Schaffung eines offiziellen kantonalen Mountainbike-Netzes (MTB)	68
9.4.26	M24: Plan zur Wiederbelebung der Kultur	68
9.4.27	M25: Unterstützung für den Sportbereich	69
10	Finanzielle Gesamtbilanz aller getroffenen Massnahmen	70
11	Eingesetzte Kontrollmassnahmen	71
12	Fazit	73

1 Abkürzungsverzeichnis

ABBA: Amt für Ausbildungsbeiträge

AfE: Amt für Energie

AfU: Amt für Umwelt

AMA: Amt für den Arbeitsmarkt

BAKOM: Bundesamt für Kommunikation

BBA: Amt für Berufsbildung

BEA: Amt für Berufsberatung und Erwachsenenbildung

BFS: Bundesamt für Statistik

BIP: Bruttoinlandsprodukt

BKAD: Direktion für Bildung und kulturelle Angelegenheiten

BMAV-COVID-19: Verordnung über die Begleitmassnahmen für Angestellte der Einrichtungen, deren Schliessung infolge der zweiten Coronavirus-Welle angeordnet wurde

BMSV-COVID-19: Verordnung über die Begleitmassnahmen für Einrichtungen, deren Schliessung infolge der zweiten Coronavirus-Welle angeordnet wurde

BRPA: Bau- und Raumplanungsamt

BVG: Gesetz über die Bodenverbesserungen

COVID-19: Coronavirus oder Coronavirus-Krankheit 2019

EFK: Eidgenössische Finanzkontrolle

EnG: Energiegesetz (Bund)

EnGe: Energiegesetz

EnR: Energiereglement

EO: Erwerbsausfallentschädigung

EpG: Epidemiengesetz

F&E: Forschung und Entwicklung

FIND: Finanzdirektion

FinV: Finanzverwaltung

FTV: Freiburger Tourismusverband

GN: Grangeneuve

GS: Generalsekretariat

GSD: Direktion für Gesundheit und Soziales

HBA: Hochbauamt

HFR: freiburger spital

HIB: Interkantonales Spital der Broye

HTA-FR: Hochschule für Technik und Architektur Freiburg

ILFD: Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft

KA: Amt für Kultur

KAE: Kurzarbeitsentschädigung

KAG: Gesetz über die kulturellen Angelegenheiten

KFK: Kantonale Finanzkontrolle

KFO: Kantonales Führungsorgan

KGA: Amt für Kulturgüter
KGSG: Gesetz über den Schutz der Kulturgüter
KMU: Kleine und mittlere Unternehmen
KSA: Kantonales Sozialamt
KSTV: Kantonale Steuerverwaltung
KSVA: Kantonale Sozialversicherungsanstalt des Kantons Freiburg
KWPV-Gastro-COVID-19: Ausführungsverordnung zum kantonalen Wiederankurbelungsplan zur Bewältigung der Gesundheits- und Wirtschaftskrise infolge des Coronavirus («Bars, Discos und Restaurants»)
LandwG: Landwirtschaftsgesetz
LandwR: Landwirtschaftsreglement
MobA: Amt für Mobilität
MobG: Mobilitätsgesetz
MPAV-COVID-19: Verordnung über Massnahmen für Publikumsanlässe im Zusammenhang mit dem Coronavirus
MUSG-COVID-19: Gesetz zur Ergänzung der wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus auf Unternehmerinnen und Unternehmer sowie Selbstständigerwerbende
MUSV-COVID-19: Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus auf Unternehmerinnen und Unternehmer sowie Selbstständigerwerbende
NE: Nachhaltige Entwicklung
ÖALK: Öffentliche Arbeitslosenkasse
ÖGG: Gesetz über die öffentlichen Gaststätten
OS: Orientierungsschule
PrämHolzV: Verordnung über die Gewährung einer Prämie für die Verwendung von Holz aus dem Kanton Freiburg auf dem Bau
RIMU: Direktion für Raumentwicklung, Infrastruktur, Mobilität und Umwelt
SECO: Staatssekretariat für Wirtschaft
SFO: Sanitätsdienstliches Führungsorgan
SJSD: Sicherheits-, Justiz- und Sportdirektion
SpA: Amt für Sport
SportG: Sportgesetz
STAF: Steuerreform und AHV-Finanzierung
StiG: Gesetz über die Stipendien und Studiendarlehen
StrG: Strassengesetz
TBA: Tiefbauamt
TFF: Tourismusförderungsfonds
TG: Gesetz über den Tourismus
TPF: Freiburgerische Verkehrsbetriebe
ULWV-COVID-19: Verordnung zur Unterstützung der Wiederankurbelung des lokalen Handels
VWBD: Volkswirtschafts- und Berufsbildungsdirektion
VZÄ: Vollzeitäquivalent
WA: Wohnungsamt
WFG: Gesetz über die Wirtschaftsförderung
WFR: Reglement über die Wirtschaftsförderung
WIF: Wirtschaftsförderung Kanton Freiburg

WMHV-COVID-19 22: Verordnung über wirtschaftliche Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch Beiträge für Härtefälle 2022

WMHV-COVID-19: Verordnung über wirtschaftliche Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch Beiträge für Härtefälle

WMME-COVID-19: Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus im Bereich der Medien

WMMV-COVID-19: Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch Beiträge an Miet- und Pachtzinsen von Gewerbeflächen

WMPA-COVID-19: Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch Unterstützung von Personen, die erstmals von Prekarität betroffen und armutsgefährdet sind

WMT-COVID-19: Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus im Tourismusbereich

WMV-COVID-19: Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen infolge des Coronavirus

WMV-Bildung-COVID-19: Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch die Unterstützung der Berufsberatung und der Berufsbildung

WMV-Unternehmen-COVID-19: Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch Beiträge und Beratung für Unternehmen

WNA: Amt für Wald und Natur

WPRV-COVID-19: Ausführungsverordnung zum kantonalen Wiederankurbelungsplan zur Bewältigung der Gesundheits- und Wirtschaftskrise infolge des Coronavirus durch die Unterstützung der öffentlichen Gaststätten

ZS: Zivilschutz

2 Ausgangslage

Im Herbst 2022 äusserte die Finanz- und Geschäftsprüfungskommission des Grossen Rates den Wunsch nach einem Abschlussbericht über die wirtschaftlichen Hilfen, die während der Coronavirus- bzw. COVID-19-Krise im Rahmen der Sofort- und Wiederankurbelungsmassnahmen gewährt wurden. Der Bericht sollte demnach idealerweise alle Finanzhilfen, die eingesetzten Gesamtbeträge, die Modalitäten der Gewährung, die wichtigsten unterstützten Sektoren, die Anzahl der Massnahmen, die Gegenstand einer Kontrolle waren, sowie die allfälligen Rückforderungen oder Strafverfahren, die sich aus den Kontrollen ergeben haben, beinhalten. Auf die vorgeschlagene Evaluation der Wirkung der Massnahmen wurde schliesslich verzichtet.

Da die meisten Massnahmen Ende 2022 abgeschlossen wurden, ist der Staatsrat nun in der Lage, die gewünschten Elemente zu liefern, und unterbreitet dem Grossen Rat gemäss Artikel 190 Absatz 1 Buchstabe b des Grossratsgesetzes (SRF 121.1) den vorliegenden Bericht. Dieser basiert auf umfangreichen Arbeiten und rund fünfzig von den zuständigen Ämtern detailliert ausgefüllten Datenblättern pro Massnahme. Jedes Datenblatt enthält genaue Angaben zu den Modalitäten für die Gewährung der Unterstützung und zur Überwachung sowie eine Bilanz jeder einzelnen Massnahme bzw. jedes Bestandteils einer Massnahme. Für eine einfachere Lektüre werden im vorliegenden Bericht die Ergebnisse in zusammengefasster Form präsentiert. Die Datenblätter können der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission des Grossen Rates jedoch in vollständiger Form zur Verfügung gestellt werden.

Der «Unterstützungsplan für die Jugend Freiburg» ist nicht Gegenstand einer detaillierten Bilanz, weil seine Umsetzung noch nicht abgeschlossen und Teil der bestehenden Prozesse der verschiedenen betroffenen Ämter und Direktionen ist. Zur Erinnerung: Der Staatsrat validierte Ende 2021 eine Unterstützung für die Umsetzung eines Pakets von zehn Sofortmassnahmen über zwei Jahre (2022–2023) in Höhe von insgesamt 1,706 Millionen Franken¹.

Der Staatsrat hielt es zudem für sinnvoll, eine Bilanz der Hygiene- und Schutzmassnahmen, die ebenfalls hohe Ausgaben verursachten, in den vorliegenden Bericht aufzunehmen.

Schliesslich sei darauf hingewiesen, dass der Bund eine Evaluation der Wirkung der Härtefallmassnahmen vorsieht. Ein entsprechender Bericht ist Teil der offiziellen Ziele des Bundesrates für 2023 und soll dem Bundesparlament bis Ende des Jahres vorgelegt werden. Der Bericht soll sich einerseits mit der Konzeption und den Auswirkungen der Härtefallmassnahmen befassen (einschliesslich eines Kapitels über die von der Eidgenössischen Finanzkontrolle durchgeführten Kontrollen) und andererseits die Umsetzung der Massnahmen durch die Bundes- und Kantonsverwaltungen thematisieren. In diesem Zusammenhang sind Umfragen bei Unternehmen geplant.

3 Einführung

Die Coronavirus- oder COVID-19-Pandemie löste im Jahr 2020 eine beispiellose Gesundheitskrise aus, die mit einer sozioökonomischen Krise einherging, deren Auswirkungen noch mehrere Jahre zu spüren sein werden. Der Staatsrat reagierte schnell und führte eine Reihe von Schutz- und Hygienemassnahmen sowie Massnahmen zur Unterstützung der Wirtschaft ein. Dieser Bericht enthält eine detaillierte Bilanz der Unterstützungsmassnahmen, die im gesamten Zeitraum 2020–2022, d. h. während der ersten und der zweiten Pandemiewelle, ergriffen wurden, sowie der Massnahmen des Wiederankurbelungsplans. Ausserdem zieht er eine Gesamtbilanz der Hygiene- und Schutzmassnahmen. Auf der Grundlage der namentlich vom Bundesamt für Statistik sowie dem kantonalen Amt für Statistik erfassten Daten versucht er, die Auswirkungen der COVID-19-Pandemie auf das Freiburger Wirtschaftsgefüge über den gesamten Zeitraum der Pandemie hinweg zu bewerten.

Er ergänzt damit den am 12. Juni 2020 an den Grossen Rat übermittelten ausführlichen Bericht (2020-GC-98), in dem der Staatsrat sämtliche Massnahmen darlegt, die im Kanton während der ersten Pandemiewelle, d. h. von März bis Juni 2020, ergriffen wurden, sowie die Botschaft des Staatsrats an den Grossen Rat vom 1. September 2020 zum Plan zur Wiederankurbelung der Wirtschaft nach der vom neuen Coronavirus verursachten Krise (2020-DEE-14) und die Botschaft des Staatsrats an den Grossen Rat vom 15. Februar 2022 (2022-DEE-9) zum Dekretsentwurf über die Finanzierung von ergänzenden Massnahmen für Härtefälle, in der die während der zweiten Pandemiewelle gewährten wirtschaftlichen Unterstützungen dargelegt werden. Darüber hinaus wird auf die Tätigkeitsberichte der Regierung für die Jahre 2020, 2021 und 2022 verwiesen, insbesondere auf den «Auszug aus den Tätigkeitsberichten», ein Rückblick auf das Jahr 2020 im Zusammenhang mit der Coronavirus-Pandemie, sowie auf die Botschaften zum Gesetzesentwurf zur Genehmigung der Sofortmassnahmen des Staatsrats (2020-DFIN-49) und zum Gesetzesentwurf zur Ergänzung der wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus auf Unternehmerinnen und Unternehmer sowie Selbstständigerwerbende (2020-DEE-20). Schliesslich bringt die Publikation von Anne de Steiger und Jean Steinauer mit dem Titel «Urgence, l'Etat de Fribourg face au Covid-19»² in einem historiografischen Ansatz einen Blick von aussen auf die Organisation des Staates während der ersten Welle, insbesondere auf die Einrichtung des kantonalen Führungsorgans und die verschiedenen Massnahmen im Rahmen des Notrechts.

¹ Siehe COVID-19: «Unterstützungsplan für die Jugend Freiburg» | Staat Freiburg

² De Steiger A., Steinauer J.: *Urgence. L'Etat de Fribourg face au Covid-19*; Société d'histoire du canton de Fribourg, collection « Aux sources du temps présent », Nr. 52, 2021.

4 Chronologie der Hilfen

Auf die Gesundheitskrise, die den Kanton Anfang März 2020 erreichte, folgte unmittelbar eine wirtschaftliche und soziale Krise, die in erster Linie durch die vom Bund ab dem 13. März 2020 angeordneten Massnahmen zur Bekämpfung der COVID-19-Pandemie ausgelöst wurde. Während Exportunternehmen, Transport und Tourismus bereits seit Ende 2019 betroffen waren, litten nun auch das Gastgewerbe, die Medien, die Kultur und der Sportbereich, aber auch die Pflege und der Handel unter den Auswirkungen.

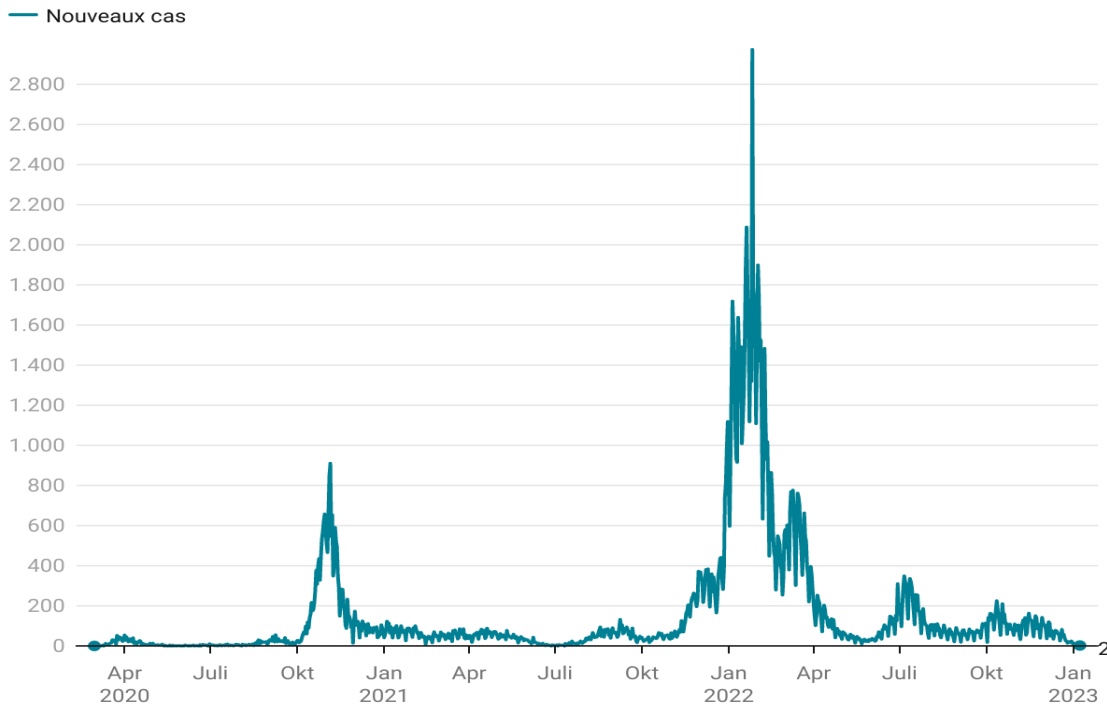
Der Staat Freiburg stellte umgehend die notwendigen Mittel bereit, um das erweiterte kantonale Führungsorgan (KFO) einzurichten. Parallel dazu führte er gezielte und sektorspezifische Massnahmen zur Stützung der Wirtschaft ein, welche die auf Bundesebene geplanten Massnahmen ergänzen sollten. Der Bund intervenierte finanziell vor allem über die Ausweitung des Anspruchs auf Kurzarbeitsentschädigung (KAE) und Erwerbsausfallentschädigung (EO) sowie die Bürgschaft für Banküberbrückungskredite, aber auch über sektorale Massnahmen für Tourismus, Kultur und Sport, später auch für die Medien und den öffentlichen Verkehr sowie für Veranstalter von Publikumsanlässen.

Zwischen Ende April und Mitte Mai 2020 markierten sinkende Infektionszahlen und Spitaleinweisungen das Ende der ersten Pandemiewelle und die ersten Massnahmen zur Bekämpfung der COVID-19-Pandemie wurden aufgehoben. Das Ausmass der zweiten Welle in Freiburg und der rasche Anstieg der Spitaleinweisungen zwangen die kantonalen Behörden im Herbst 2020 dazu, weitere Einschränkungen und Schliessungen anzuordnen, bevor der Bund es ihnen Ende des Jahres gleichtat. Die Massnahmen wurden bis zum Frühjahr (für einige Einrichtungen sogar bis Anfang Sommer 2021) verlängert, wodurch neue, beispiellose Finanzmittel für nicht rückzahlbare Soforthilfen erforderlich wurden. Diese Soforthilfen, auf die alle Einrichtungen Anspruch hatten, die zur Schliessung gezwungen waren, wurden schliesslich mit dem System der «Härtefallhilfen» zusammengeführt, das ursprünglich für die seit Beginn der Krise am stärksten betroffenen Unternehmen gedacht war. Diese Beiträge wurden je nach Fall vom Bund vollständig oder teilweise refinanziert.

Parallel dazu verabschiedete der Grosse Rat im Herbst 2020 eine Reihe von sektoralen Wiederankurbelungsmassnahmen, die grösstenteils zwischen 2021 und 2022 umgesetzt wurden.

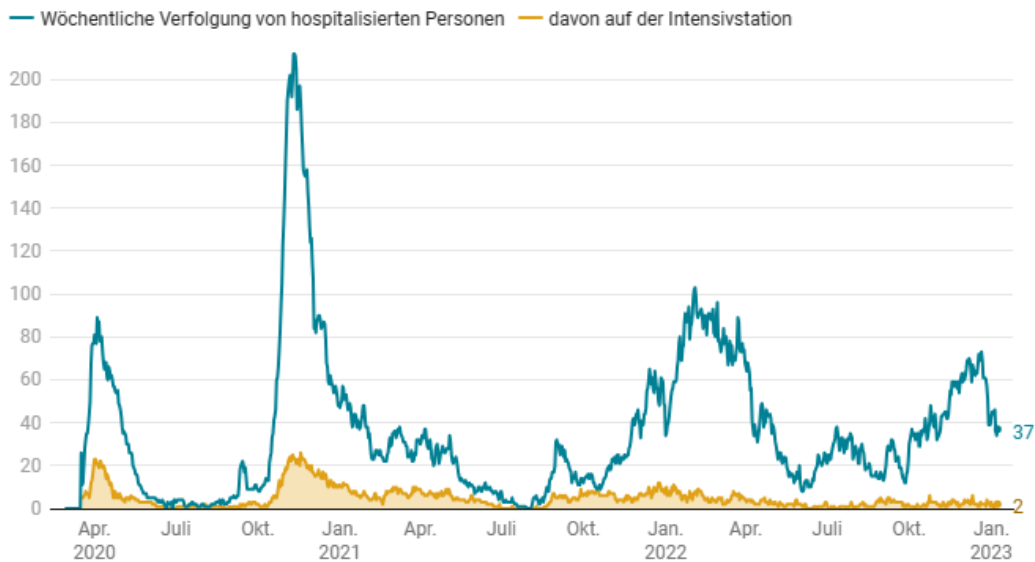
In der zweiten Hälfte des Jahres 2021 kam es zu neuen Infektionswellen aufgrund neuer Virusvarianten. Da zwischen Sommer 2021 und dem 16. Februar 2022, als die meisten nationalen Pandemiemassnahmen aufgehoben wurden, für bestimmte Einrichtungen noch spezifische Einschränkungen galten, insbesondere im Zusammenhang mit der COVID-Zertifikatspflicht (Test-, Impf- oder Genesungsnachweis), wurden für sie die Härtefallmassnahmen bis zum ersten Quartal 2022 verlängert.

Neue Coronavirus-Infektionen im Kanton Freiburg, März 2020–Januar 2023



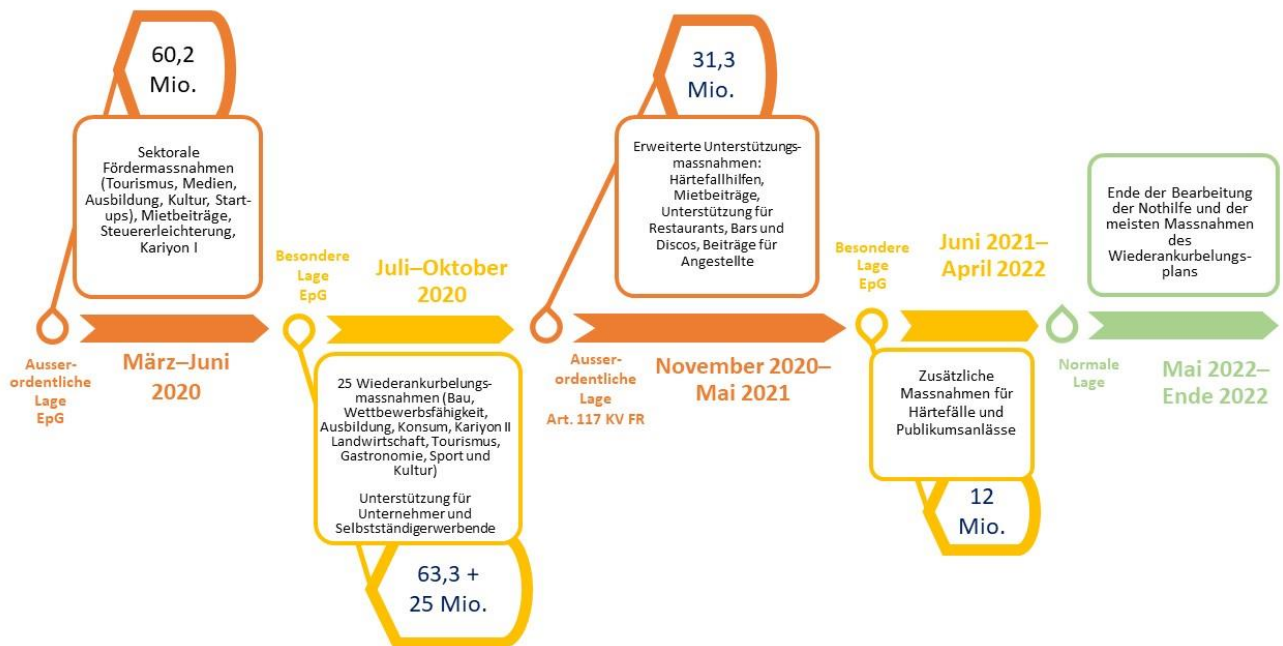
Quelle: OCC Covid-19 Fribourg • Erstellt mit Datawrapper

Hospitalisierte COVID-19-Fälle im Kanton Freiburg, März 2020–Januar 2023



Quelle: KFO, erstellt mit Datawrapper: [Coronavirus: Statistik über die Entwicklung im Kanton | Staat Freiburg](#)

Entwicklung der Gesetzeslage und der kantonalen Wirtschaftsförderungsmassnahmen



Zur Erinnerung präsentieren wir Ihnen nachfolgend den chronologischen Ablauf der Ereignisse:

4.1 Februar bis Juni 2020: erste Welle

- > **25. Februar 2020:** In der Schweiz wird der erste Fall von COVID-19 diagnostiziert; der Staatsrat richtet ein zentrales Sanitätsdienstliches Führungsorgan (SFO) ein.
- > **29. Februar 2020:** Der Bundesrat verbietet Veranstaltungen mit mehr als 1000 Personen.
- > **1. März 2020:** Der erste Fall von COVID-19 wird im Kanton Freiburg nachgewiesen; der Staatsrat setzt das kantonale Führungsorgan (KFO) ein.
- > **11. März 2020:** Die Weltgesundheitsorganisation ruft die Pandemie aus.
- > **13. März 2020:** Der Freiburger Staatsrat ruft gemäss Art. 117 der Verfassung des Kantons Freiburg die ausserordentliche Lage aus, setzt den Unterricht der obligatorischen und nachobligatorischen Schule aus und verbietet Versammlungen von mehr als 50 Personen. Er richtet ein erweitertes KFO (KFO COVID-19) zur Unterstützung des Gesundheitssystems sowie eine Informationsstelle ein. Kurz darauf ordnet der Bundesrat Grenzkontrollen an, schliesst die obligatorischen Schulen, Gymnasien, Hochschulen und Ausbildungszentren, verbietet Versammlungen von mehr als 100 Personen und beschliesst eine wirtschaftliche Soforthilfe in Höhe von 10 Milliarden Franken. Er verstärkt und erweitert das Instrumentarium für die Kurzarbeitsentschädigung (KAE) und die Erwerbsausfallentschädigung (EO). Das Amt für den Arbeitsmarkt (AMA), das für die Bearbeitung der zu Tausenden eintreffenden KAE-Anträge zuständig ist, organisiert sich entsprechend.
- > **16. März 2020:** Der Bundesrat erklärt die ausserordentliche Lage gemäss Epidemienengesetz (EpG). Öffentliche und private Veranstaltungen sind verboten. Geschäfte, die nicht lebensnotwendige Güter verkaufen, müssen schliessen, ausserdem werden die Grenzen geschlossen. Der Bundesrat plant die Bürgschaft für Bankkredite und erhöht sein Engagement zu diesem Zweck auf 40 Milliarden Franken. Er sieht auch direkte Hilfen in den Bereichen Sport, Kultur und Tourismus vor. Diese Massnahmen werden in den darauffolgenden Tagen in Form von Verordnungen konkretisiert.
- > Der Staatsrat überträgt dem KFO COVID-19 die Befugnis, Ausgaben zu tätigen, die zur Erfüllung seines Auftrags erforderlich sind.

- > **18. März 2020:** Der Staatsrat gibt einen Gesamtbetrag von **60,2 Millionen Franken** zugunsten der Freiburger Wirtschaft frei und finanziert damit Massnahmen in den Bereichen Unternehmenscoaching und Kreditbürgschaften, Direkthilfen für Unternehmerinnen und Unternehmer sowie Selbständigerwerbende, die nicht von Bundesmassnahmen profitieren, Beiträge in den Bereichen Tourismus, Kultur und Medien sowie steuerliche Massnahmen. Später beschliesst er zudem die Beibehaltung der Subventionen für Sport-, Kultur- und Tourismusveranstaltungen sowie für familienergänzende Betreuungseinrichtungen.

Diese Massnahmen werden zwischen März und Juni 2020 durch die Verabschiedung einer Rahmenverordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen infolge des Coronavirus (WMV-COVID-19, SGF 821.40.61) sowie der folgenden Gesetzesgrundlagen konkretisiert:

Gesetzes- grundlage SGF	Massnahme	Höchstbetrag in CHF
821.40.32	Ausführungsverordnung der Bundesverordnung über die Abfederung der wirtschaftlichen Auswirkungen des Coronavirus (COVID-19) im Kultursektor	6 383 000
821.40.34	Verordnung über die Unterstützung des Schlosses Greyerz infolge des Coronavirus (COVID-19)	845 000
821.40.53	Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch die Unterstützung der lokalen Wirtschaft (ULWV-COVID-19)	4 195 000
821.40.61	Zugesagte Subventionen für kulturelle, sportliche und touristische Anlässe, die wegen des COVID-19 abgesagt oder verschoben wurden	4 000 000
821.40.62	Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus im Tourismusbereich (WMT-COVID-19)	6 000 000
821.40.63	Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch Beiträge an Miet- und Pachtzinsen von Gewerbeflächen (WMMV-COVID-19)	20 000 000 (15 000 000 werden in die Härtefallhilfe übergeführt)
821.40.64	Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch Beiträge und Beratung für Unternehmen (WMV-Unternehmen-COVID-19)	5 612 000
821.40.65	Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus im Bereich der Medien (WMME-COVID-19)	5 340 000
821.40.66	Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch die Unterstützung der Berufsberatung und der Berufsbildung (WMV-Bildung-COVID-19)	1 899 000
821.40.72	Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch Unterstützung von Personen, die erstmals von Prekarität betroffen und armutsgefährdet sind (WMPA-COVID-19)	1 000 000
821.40.81	Verordnung über die befristeten steuerpolitischen Sofortmassnahmen zur Bewältigung der Coronaviruskrise	4 900 000
821.40.82	Verordnung über die Sistierung der Verzugszinsen auf den Akontozahlungen für die Steuerperiode 2020	
	Total	60 174 000

- > **20. März 2020:** Der Staatsrat beschliesst die Umsetzung des Plans zur Bewältigung der Gesundheitskrise, der vom KFO und vom SFO erstellt wurde und mehrere Eskalationsstufen enthält.
- > **23. März 2020:** Das KFO beauftragt die Wirtschaftsförderung mit dem Betrieb der Hotline «Wirtschaft und Unternehmen», die Anfragen von Unternehmen zu Hilfsmassnahmen auf Bundes- und Kantonsebene beantworten soll. Sie wird bis zum 10. Juni 2020 in Betrieb sein.
- > **27. April 2020:** Der Bundesrat erlaubt die Wiedereröffnung von Arzt-, Zahnarzt- und Gesundheitspraxen, Coiffeur- und Kosmetiksalons, Gartencentern, Baumärkten und Selbstbedienungsläden.
- > **7. Mai 2020:** Der Staatsrat stellt das im Rahmen der Lockerung des Teil-Lockdowns vorgesehene Test- und Tracingsystem vor.

-
- > **8. Mai 2020:** Der Staatsrat kündigt einen Plan zur Wiederankurbelung der Freiburger Wirtschaft an, der 50 Millionen Franken umfasst. Zu diesem Zweck wird eine Arbeitsgruppe unter der Leitung der Volkswirtschafts- und Berufsbildungsdirektion (VWBD) eingesetzt.
 - > **11. Mai 2020:** Der Bundesrat erlaubt die Wiederaufnahme des Präsenzunterrichts in der obligatorischen Schule, sportliche Aktivitäten und Trainings sowie die Öffnung von Reisebüros, Märkten, Geschäften, Bars, Restaurants, Museen, Bibliotheken und Archiven.
 - > **8. Juni 2020:** Der Bundesrat hebt alle anderen Massnahmen des Teil-Lockdowns auf; einzig Veranstaltungen mit mehr als 1000 Personen bleiben verboten. Hygienemassnahmen werden im Rahmen von Schutzkonzepten weiter angewendet.
 - > **19. Juni 2020:** Der Bundesrat kündigt die Aufhebung der ausserordentlichen Lage an und verabschiedet die Verordnung über Massnahmen in der besonderen Lage zur Bekämpfung der Covid-19-Epidemie. Auch auf Kantonsebene wird die ausserordentliche Lage aufgehoben.
 - > **23. Juni 2020:** Der Grosse Rat nimmt den Bericht 2020-GC-98 über das Management der COVID-19-Krise zur Kenntnis, der die oben erwähnten Sofortmassnahmen präsentiert und damit auf mehrere parlamentarische Vorstösse antwortet. Entgegen der Empfehlung des Staatsrats nimmt der Grosse Rat den Auftrag 2020-GC-58 an, der eine direkte Hilfe für Unternehmerinnen und Unternehmer sowie Selbstständigerwerbende und ihre Ehepartner fordert, die trotz Schliessung ihres Betriebs von den Massnahmen ausgeschlossen sind, die mit den 60,2 Millionen Franken finanziert werden.
 - > **30. Juni 2020:** Das KFO COVID-19 wird aufgelöst. Für die Gesamtleitung der Gesundheitskrise ist die Direktion für Gesundheit und Soziales (GSD) zuständig, die sich zu diesem Zweck in Form einer Task Force organisiert.

4.2 Juli bis Oktober 2020: Verschnaufpause

- > **17. Juli 2020:** Der Staatsrat legt für Versammlungen eine Obergrenze von 300 Personen fest. Es wird eine Task Force eingerichtet, welche die Notwendigkeit der Unterstützung von Härtefällen beurteilt und der VWBD unterstellt wird.
- > **1. September 2020:** Der Staatsrat unterbreitet dem Grossen Rat seinen Plan zur Wiederankurbelung der Wirtschaft. Dieser umfasst 25 Massnahmen in den Bereichen Förderung der Wettbewerbsfähigkeit der Unternehmen, Ausbildung, Konsum der Haushalte, Landwirtschaft, Tourismus und lokaler Handel sowie Kultur und Sport und wird auf 50 Millionen Franken veranschlagt.
Weiter unterbreitet er dem Grossen Rat den Gesetzesentwurf zur Genehmigung der Sofortmassnahmen des Staatsrats, der die Möglichkeit vorsieht, einen Teil der nicht verwendeten Beträge für Härtefälle zu verwenden. Er legt auch den Gesetzesentwurf zur Ergänzung der wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus auf Unternehmerinnen und Unternehmer sowie Selbstständigerwerbende (MUSG-COVID-19; SGF 821.40.12) vor und erfüllt damit den im Mai angenommenen Auftrag 2020-GC-58.
- > **26. September 2020:** Das Bundesparlament verabschiedet das COVID-19-Gesetz, das in Art. 12 eine finanzielle Unterstützung von Unternehmen in Härtefällen auf Antrag eines oder mehrerer Kantone vorsieht. Der Bundesrat setzt eine Arbeitsgruppe ein, die sich der Ausarbeitung der Bundesverordnung widmet. Der Kanton Freiburg beteiligt sich daran.
- > **13. Oktober 2020:** Der Grosse Rat verabschiedet das MUSG-COVID-19 und einen zusätzlichen Kredit von 25 Millionen Franken für die Umsetzung.
Er verabschiedet das Dekret zum kantonalen Wiederankurbelungsplan zur Bewältigung der Gesundheits- und Wirtschaftskrise infolge des Coronavirus im Kanton Freiburg (SGF 821.40.13) und erhöht die gebundenen und neuen Ausgaben auf **63,3 Millionen** Franken, indem er insbesondere 3 Millionen Franken zugunsten von Bars, Discos und Restaurants hinzufügt, wie in der folgenden Übersicht dargestellt.

Bereich	Nr.	Massnahme	Höchstbetrag in CHF
Bau, Gebäude-sanierung und Energie	1.	Verstärkung des Gebäudeprogramms	5 000 000
	2.	Bau, Sanierung und Unterhalt von Gebäuden	1 850 000
	3.	Sanierung und Unterhalt von historischen Gebäuden	6 000 000
	4.	Vorverlegung von Investitionsprojekten und beschleunigte Bearbeitung der Ortsplanung	2 220 000
	5.	Beschleunigung von Veloinfrastrukturprojekten	1 000 000
	6.	Vorgezogene Realisierung von Projekten der Freiburgischen Verkehrsbetriebe (tpf)	5 860 000
Förderung der Wettbewerbsfähigkeit von Unternehmen	7.	Gutscheine für Forschung und Entwicklung (F&E)	4 000 000
	8.	Gutscheine für Digitalisierung und Automatisierung	2 400 000
	9.	Lebensmittel - Agri&Co Challenge II und digitale Technologien in der Milchwirtschaft	800 000
	10.	Coaching mit Schwerpunkt auf Geschäftsinnovation	500 000
	11.	Covid Service Pack – Innovationsförderung	300 000
Ausbildung	12.	Beitrag an den Lohn von Lernenden im 1. Lehrjahr	5 000 000
	13.	Stipendien für die berufliche Umschulung und für Personen über 25 Jahre ohne Ausbildung	1 600 000
	14.	Laufbahnberatung und berufliche Neuorientierung für Erwachsene	200 000
	15.	Vorbereitung auf die Suche nach einer Lehrstelle	200 000
Konsum	16.	Konsumgutscheine für Begünstigte von Verbilligungen der Krankenkassenprämien	6 000 000
	17.	Kreislaufwirtschaft, verantwortungsvolle und lokale Wirtschaft	450 000
Landwirtschaft	18.	Regionales Förderprogramm Seeland (RFS)	3 000 000
	19.	Energieeffizienz, insbesondere in der Landwirtschaft	200 000
	20.	Prämie für die Verwendung von Holz aus dem Kanton Freiburg	500 000
Tourismus	21.	Wiederaufnahme von Veranstaltungen und Events im Kanton Freiburg 2021-2022 und Entwicklung einer Folgemaassnahme auf die Sofortmassnahme «Unterstützung der lokalen Wirtschaft» (ULWV-COVID-19); Unterstützung von Restaurants, Bars und Discos	6 000 000
	22.	Unterstützung von Ausstellungszentren	1 000 000
	23.	Schaffung eines offiziellen kantonalen Mountainbike-Netzes (MTB)	450 000
Kultur und Sport	24.	Plan zur Wiederbelebung der Kultur	4 400 000
	25.	Unterstützung für den Sportbereich	4 400 000
Total			63 300 000

- > **14. Oktober 2020:** Mit der Verabschiedung des Gesetzes zur Genehmigung der Sofortmassnahmen ermächtigt der Grosse Rat den Staatsrat, zusätzliche Massnahmen für Härtefälle zu beschliessen. Er kann dafür die ungenutzten Beträge von aufgehobenen Massnahmen verwenden, höchstens jedoch **15 Millionen** Franken.

4.3 November 2020 bis Juni 2021: zweite Welle

- > **28. Oktober 2020:** Der Staatsrat ruft auf kantonaler Ebene erneut die ausserordentliche Lage aus und setzt ein erweitertes Führungsorgan (KFO 2 COVID-19) ein, das aus der Task Force Gesundheit, der kantonalen Koordinationsstelle und einer Unterstützungs- und Reserveeinheit besteht.
- > **29. Oktober 2020:** Der Bundesrat erlässt neue Vorgaben: Er verbietet unter anderem den Betrieb von Discos, Publikumsanstöße mit mehr als 50 Personen und private Veranstaltungen mit mehr als 10 Personen. In öffentlich zugänglichen Innenbereichen gilt eine Maskenpflicht.
- > **3. November 2020:** Der Staatsrat ordnet die Schliessung von öffentlichen Einrichtungen wie Cafés, Restaurants, Bars und Discos, Unterhaltungs- und Freizeiteinrichtungen wie Theatern, Museen, Bowlingbahnen sowie Sport- und Wellnessbereichen wie Schwimmbädern, Thermalbädern, Fitness- oder Wellnessanlagen an. Ausserdem verabschiedet er die Ausführungsverordnung zum MUSG-COVID-19.
- > **16. November 2020:** Der Staatsrat beschliesst auf der Grundlage von Art. 117 KV zwei neue nicht rückzahlbare Soforthilfen: 7 Millionen Franken, um Einrichtungen, die ihren Betrieb schliessen mussten, bei der Zahlung ihres Mietzinses zu unterstützen, sowie 1 Million Franken als Beitrag zur Kompensation der Lohneinbussen von

Angestellten, die KAE erhalten. Auf der Grundlage der im Rahmen der WMMV nicht verwendeten Beträge verabschiedet er die Verordnung zur Unterstützung von Härtefällen.

- > **24. November 2020:** Der Staatsrat verlängert die am 28. Oktober 2020 angeordneten Schliessungen. Er verlängert auch die Soforthilfen und erhöht deren Obergrenze auf 12 Millionen bzw. 1,3 Millionen Franken. Er verabschiedet zudem eine Massnahme zur Unterstützung von Restaurants, Bars und Discos, die ursprünglich mit dem im Rahmen des Wiederankurbelungsplan vorgesehenen Betrag von 3 Millionen ausgestattet war.

Diese Massnahmen werden durch die Verabschiedung der folgenden Gesetzesgrundlagen konkretisiert:

Gesetzes- grundlage SGF	Massnahme	Höchstbetrag in CHF
821.40.68	Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus auf Unternehmerinnen und Unternehmer sowie Selbstständigerwerbende (MUSV-COVID-19)	25 000 000
821.40.63	Verordnung über wirtschaftliche Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch Beiträge für Härtefälle (WMHV-COVID-19)	15 000 000 (auf der Grundlage der WMMV, wird auf 24 000 000 erhöht)
821.40.91	Verordnung über die Begleitmassnahmen für Einrichtungen, deren Schliessung infolge der zweiten Coronavirus-Welle angeordnet wurde (BMSV-COVID-19)	12 000 000
821.40.92	Verordnung über die Begleitmassnahmen für Angestellte der Einrichtungen, deren Schliessung infolge der zweiten Coronavirus-Welle angeordnet wurde (BMAV-COVID-19)	1 300 000
821.40.94	Ausführungsverordnung zum kantonalen Wiederankurbelungsplan zur Bewältigung der Gesundheits- und Wirtschaftskrise infolge des Coronavirus («Bars, Discos und Restaurants») (KWPV-Gastro-COVID-19)	3 000 000

- > **25. November 2020:** Der Bundesrat verabschiedet die Härtefallverordnung (HFMV 20; SR 951.262), die unter bestimmten Bedingungen die Refinanzierung kantonalen Unterstützungsmassnahmen für Unternehmen vorsieht, die seit Beginn der Pandemie einen erheblichen Umsatzrückgang verzeichnen.
- > **4. Dezember 2020:** Der Bundesrat beschränkt die Kapazität von öffentlichen Einrichtungen und ordnet die Erfassung von Kontaktdaten für Restaurants an.
- > **10. Dezember 2020:** Der Staatsrat genehmigt die Wiedereröffnung öffentlicher Einrichtungen.
- > **12. Dezember 2020:** Der Bundesrat ordnet beschränkte Öffnungszeiten für Restaurants und öffentlich zugängliche Einrichtungen an und verbietet Publikumsanlässe.
- > **18. Dezember 2020:** Der Staatsrat genehmigt die Wiedereröffnung von Sport- und Freizeiteinrichtungen.
- > **22. Dezember 2020:** Der Bundesrat ordnet die Schliessung von Restaurants, Kultur- und Sporteinrichtungen sowie Freizeitstätten an. In Kantonen mit einer günstigen epidemiologischen Lage sind Lockerungen möglich.
- > **26. Dezember 2020:** Angesichts der Entwicklung der Reproduktionsrate des Virus schliesst der Staatsrat dieselben Einrichtungen und verlängert die in den Notverordnungen vorgesehene Dauer der Hilfen ein weiteres Mal.
- > **6. Januar 2021:** Der Bundesrat hebt die Ausnahmeregel für Kantone mit günstiger Entwicklung auf und verlängert die Schliessung von öffentlichen, kulturellen und sportlichen Einrichtungen sowie von Freizeitstätten.
- > **18. Januar 2021:** Der Bundesrat ordnet an, dass Geschäfte, die nicht zwingend notwendige Güter verkaufen, fünf Wochen lang geschlossen bleiben müssen. Versammlungen sind auf fünf Personen beschränkt. Er lässt nun jede Einrichtung als Härtefall zu, die auf Anordnung des Kantons oder des Bundes für mindestens 40 Tage schliessen musste. Der Staatsrat öffnet die Impfzentren.

-
- > **12. Februar 2021:** Der Staatsrat führt die Hilfen für Härtefälle, für Restaurants, Bars und Discos sowie die Beiträge an Mieten in eine einzige Massnahme über. Er behält ein ordentliches Verfahren für Betriebe bei, die einen Umsatzrückgang von mindestens 40 % nachweisen können, und schafft ein erleichtertes Verfahren für Betriebe, die mindestens 40 Tage schliessen mussten.
 - > **17. Februar 2021:** Der Bundesrat erhöht die globale Härtefallhilfe auf 10 Milliarden Franken und kündigt an, dass er sich an den kantonalen Massnahmen für Unternehmen mit einem Umsatz von weniger als 5 Millionen Franken zu 70 % und für alle anderen Unternehmen zu 100 % beteiligen werde.
 - > **1. März 2021:** Der Bundesrat erlaubt die Wiedereröffnung von Geschäften sowie von Sport- und Freizeitanlagen im Freien.
 - > **22. März 2021:** Der Bundesrat erhöht die Obergrenze für Versammlungen in geschlossenen Räumen auf 10 Personen.
 - > **19. März 2021:** Der Bundesrat plant Massnahmen im Bereich der Publikumsanlässe, indem er eine Verlustgarantie für Organisatoren von Veranstaltungen vorsieht (Schutzschirm), die bis zum Frühjahr 2022 geplant sind.
 - > **19. April 2021:** Der Bundesrat erlaubt die Wiedereröffnung von Sport- und Freizeiteinrichtungen, mit Ausnahme von Schwimmbädern und Wellnesseinrichtungen, sowie die Wiedereröffnung von Restaurantterrassen. Publikumsanlässe mit 100 Personen im Freien und 50 Personen im Inneren sind mit Schutzkonzept erlaubt. Private Versammlungen von 15 Personen, auch für kulturelle oder Freizeitaktivitäten, sind wieder erlaubt.
 - > **26. Mai 2021:** Der Staatsrat verabschiedet die kantonale Verordnung über Massnahmen für Publikumsanlässe im Zusammenhang mit dem Coronavirus (MPAV-COVID-19, SGF 821.40.97). Er beschliesst, die ausserordentliche Lage per 1. Juni aufzuheben. Die Task Force Gesundheit und die kantonale Koordinationsstelle bleiben bestehen.
 - > **31. Mai 2021:** Der Bundesrat erlaubt die Wiedereröffnung von Restaurants und Wellnessbereichen. Publikumsanlässe mit 300 Personen im Freien oder mit 100 Personen im Inneren sind erlaubt. Für Sport- und Freizeitaktivitäten wird die maximale Teilnehmerzahl auf 50 Personen erhöht. Für private Versammlungen gilt die Obergrenze von 30 Personen im Innern bzw. 50 Personen im Freien.
 - > **18. Juni 2021:** Der Bundesrat gibt eine erste Tranche seiner im Rahmen der Härtefallhilfen vorgesehenen Reserve von einer Milliarde Franken frei. Er refinanziert damit die in der ersten Pandemiewelle gewährten kantonalen Hilfen an Einrichtungen, die später als Härtefälle anerkannt wurden.
 - > **26. Juni 2021:** Der Bundesrat erlaubt die Wiedereröffnung von Discos und die Organisation von Veranstaltungen mit mehr als 1000 Personen, führt jedoch die Zertifikatspflicht (3G-Regel: genesen, geimpft oder getestet) ein. Die Organisatoren müssen zudem ein Schutzkonzept vorlegen, das vom Kanton genehmigt werden muss. Für Veranstaltungen mit weniger als 1000 Personen besteht keine Zertifikatspflicht, aber andere Vorgaben bleiben bestehen.

4.4 Juli 2021 bis Mai 2022: neue Varianten und Zertifikate

- > **13. September 2021:** Der Bundesrat weitet die 3G-Zertifikatspflicht für über 16-Jährige auf den Zutritt zu Restaurants, Kultur-, Sport- und Freizeistätten sowie Veranstaltungen in geschlossenen Räumen mit mehr als 50 Personen aus.
- > **8. bis 14. November 2021:** Der Bundesrat startet seine Impfoffensive.
- > **6. Dezember 2021:** Der Bundesrat weitet die Zertifikatspflicht aus und führt die Maskenpflicht und die Sitzpflicht wieder ein, ausser wenn die sogenannte 2G-Regel (genesen oder geimpft) angewendet wird.
- > **20. Dezember 2021:** Der Bundesrat weitet die 2G-Zertifikatspflicht für Sport- und Freizeitaktivitäten in geschlossenen Räumen sowie für private Versammlungen mit mehr als 10 Personen aus. Die «2G+»-Regel (genesen oder geimpft + negativer Test) gilt für Discos und andere öffentliche Einrichtungen, die sich von der Maskenpflicht und der Verpflichtung, im Sitzen zu konsumieren, befreien wollen.
- > **2. Februar 2022:** Der Bundesrat verabschiedet die Verordnung zur Unterstützung von Härtefällen im Jahr 2022 (HFMV 22; SR 951.264).

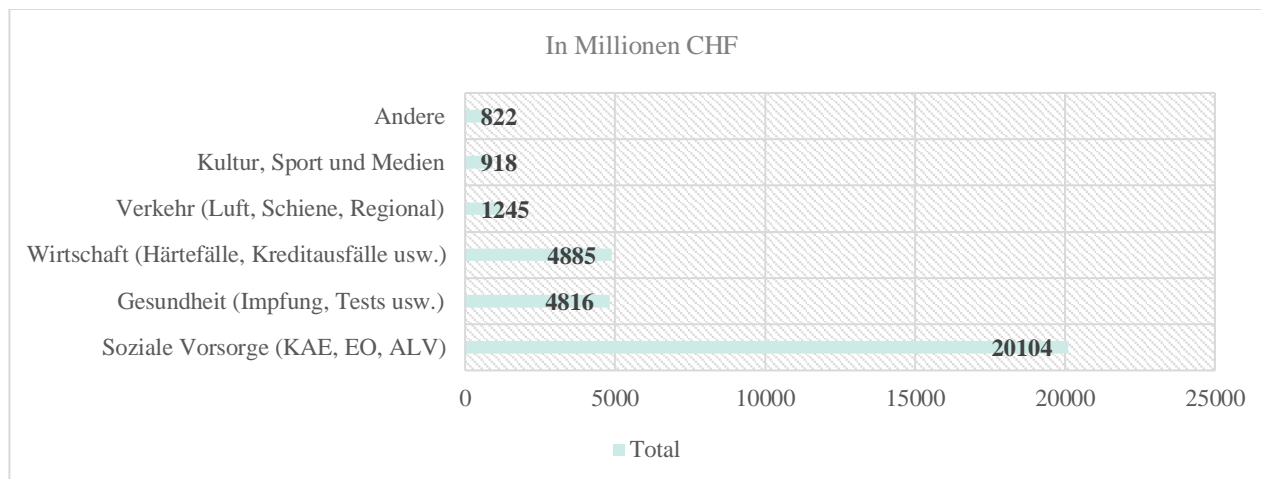
- > **7. Februar 2022:** Der Grosse Rat verabschiedet das Dekret über die Finanzierung von ergänzenden Massnahmen für Härtefälle und von Massnahmen für Publikumsanlässe. Ein Verpflichtungskredit von 9 Millionen für die Auszahlung von Zusatzbeiträgen für Härtefälle für Ende 2021 und 2022 und von 3 Millionen für die Verlängerung der Finanzgarantien im Zusammenhang mit dem Schutzschirm wird genehmigt.
- > **17. Februar 2022:** Die Zertifikatspflicht und die Maskenpflicht werden aufgehoben.
- > **16. März 2022:** Der Staatsrat beschliesst eine ergänzende Härtefallhilfe für das Jahresende 2021.
- > **1. April 2022:** Der Bundesrat hebt die ausserordentliche Lage auf.
- > **16. Mai 2022:** Der Staatsrat verabschiedet die Verordnung zur Unterstützung von Härtefällen im Jahr 2022 (WMHV-COVID-19 22; SGF 821.40.69).

5 Kennzahlen

5.1 Auf Bundesebene

Auf Bundesebene beliefen sich die Ausgaben im Zusammenhang mit der durch das Coronavirus verursachten Gesundheits- und Wirtschaftskrise (soziale Vorsorge, Gesundheit, Wirtschaft, Verkehr, Kultur und Freizeit) in den Jahren 2020, 2021 und 2022 auf 15 Milliarden, 14,07 Milliarden und 3,72 Milliarden Franken, d. h. insgesamt auf 32,7 Milliarden Franken. Für die soziale Vorsorge (Kurzarbeitsentschädigung, Erwerbsausfallentschädigung, Beiträge des Bundes an die Arbeitslosenversicherung usw.) gab der Bund in den drei Jahren insgesamt 20,1 Milliarden Franken aus. Im selben Zeitraum beliefen sich die Ausgaben im Bereich der Wirtschaft (Bürgerschaftsverluste auf COVID-Kredite, Härtefallmassnahmen, Tourismus, Schutzschirm usw.) auf 4,89 Milliarden Franken.

5.1.1 Gesamtausgaben im Zusammenhang mit der Coronavirus-Krise, 2020–2022



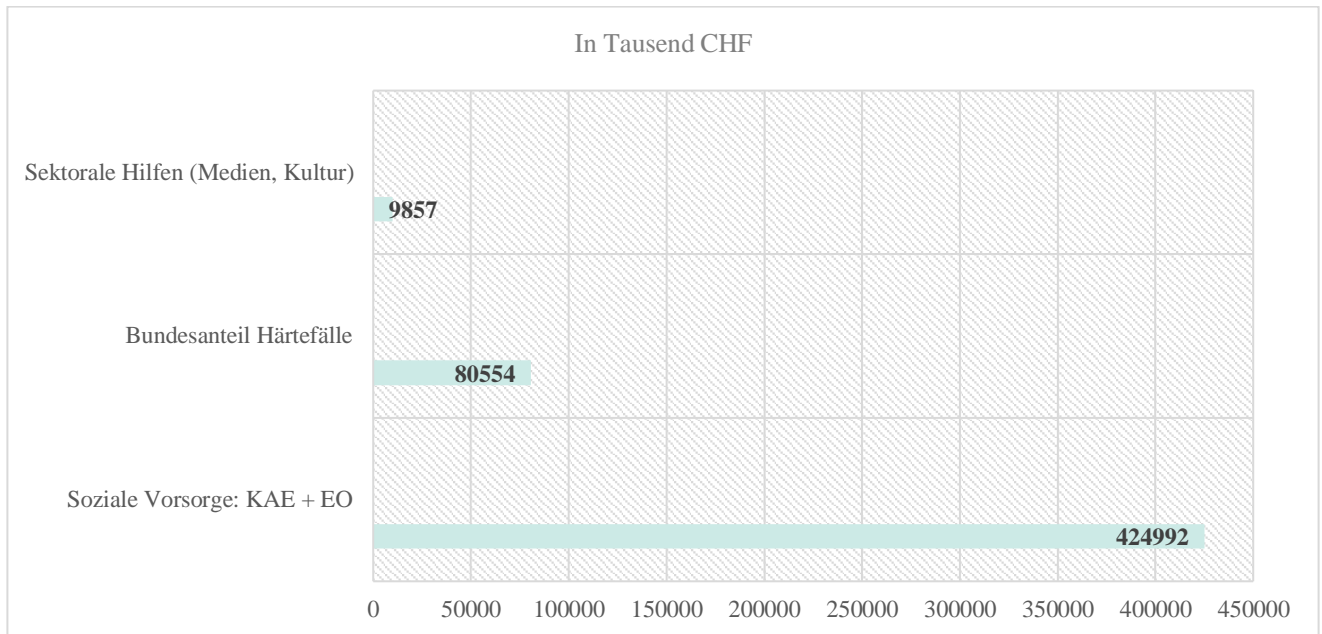
5.1.2 Übersicht über die Bürgschaften und Ausgaben des Bundes für wirtschaftliche und sektorale Unterstützungsmassnahmen

Massnahmen	Bereitgestellte Mittel / bewilligte Kredite in Millionen CHF	Effektive Ausgaben in Millionen CHF	Verpflichtete Mittel bis Ende 2021 in Millionen CHF	Davon Anteil Kanton
Bürgschaften und Garantien	41 975	18 154	13 356	
Davon Solidarbürgschaften zugunsten von Unternehmen (COVID-Kredite)	40000	16918	11942	3.4 %
Davon Solidarbürgschaften zugunsten von Start-ups	100	64	60	3.3 %
Ausgaben für die Wirtschaft	11 778	4 885		
Davon Verluste aus COVID-Krediten und Bürgschaften	2 387	673		
Davon Tourismus und Exportförderung	92	61		
Davon Schutzschirm	150	3		
Davon Härtefälle	9132	4139		2.4 %
Sektorale Ausgaben	1661	918		
Davon Sport	905	487		
Davon Kultur	719	401		4 %
Davon Medien	38	29		1 %
Ausgaben für den Verkehr (Regional-, Schienen- und Luftverkehr)	2426	1245		
Davon regionaler Personenverkehr	537			

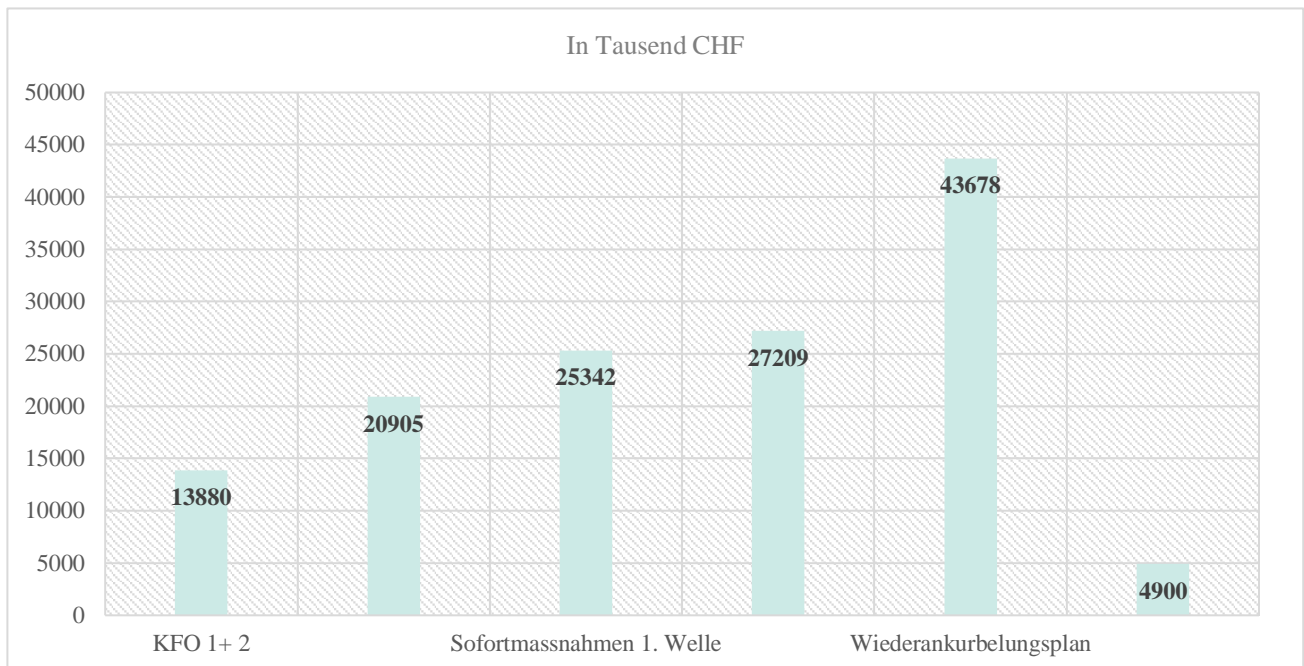
5.2 Auf kantonaler Ebene

Auf kantonaler Ebene belaufen sich die Kosten für Sicherheits- und Gesundheitsmassnahmen (KFO + Task Force Gesundheit) bis Ende 2022 auf 13,880 bzw. 20,905 Millionen Franken (siehe Kapitel 8: In diesen Kosten sind die durch die Gesundheitsmassnahmen verursachten Ausgaben oder andere finanzielle Unterstützungen für Gesundheitseinrichtungen nicht enthalten). Die Ausgaben für die Sofort- und Wiederankurbelungsmassnahmen belaufen sich auf 187,616 Millionen Franken, wovon 96,230 Millionen Franken zu Lasten des Kantons gingen (siehe Kapitel 5.3). Hinzu kommen 4,9 Millionen Franken für kantonale steuerpolitische Massnahmen. Hinzu kommen ausserdem 2,972 Millionen Franken, die direkt vom BAKOM im Rahmen der eidgenössischen Sofortmassnahmen zur Unterstützung der Medien ausbezahlt wurden. Im Rahmen der weiteren Bundesmassnahmen zugunsten der kantonalen Wirtschaft wurden 319,442 Millionen als KAE über die öffentliche Arbeitslosenkasse (ÖALK) (gemäss Schätzung Ende 2022) und 105,550 Millionen Franken als EO (nach Schätzungen der KSVA) ausbezahlt, während die Freiburger Unternehmen für 575 Millionen COVID-Kredite aufnahmen (3,5 % des Gesamtbetrags). Diese Zahlen beinhalten keine Beträge, die von anderen Arbeitslosen- oder Ausgleichskassen gezahlt wurden.

5.2.1 Bundesmassnahmen zugunsten der kantonalen Wirtschaft (Schätzung), 2020–2022



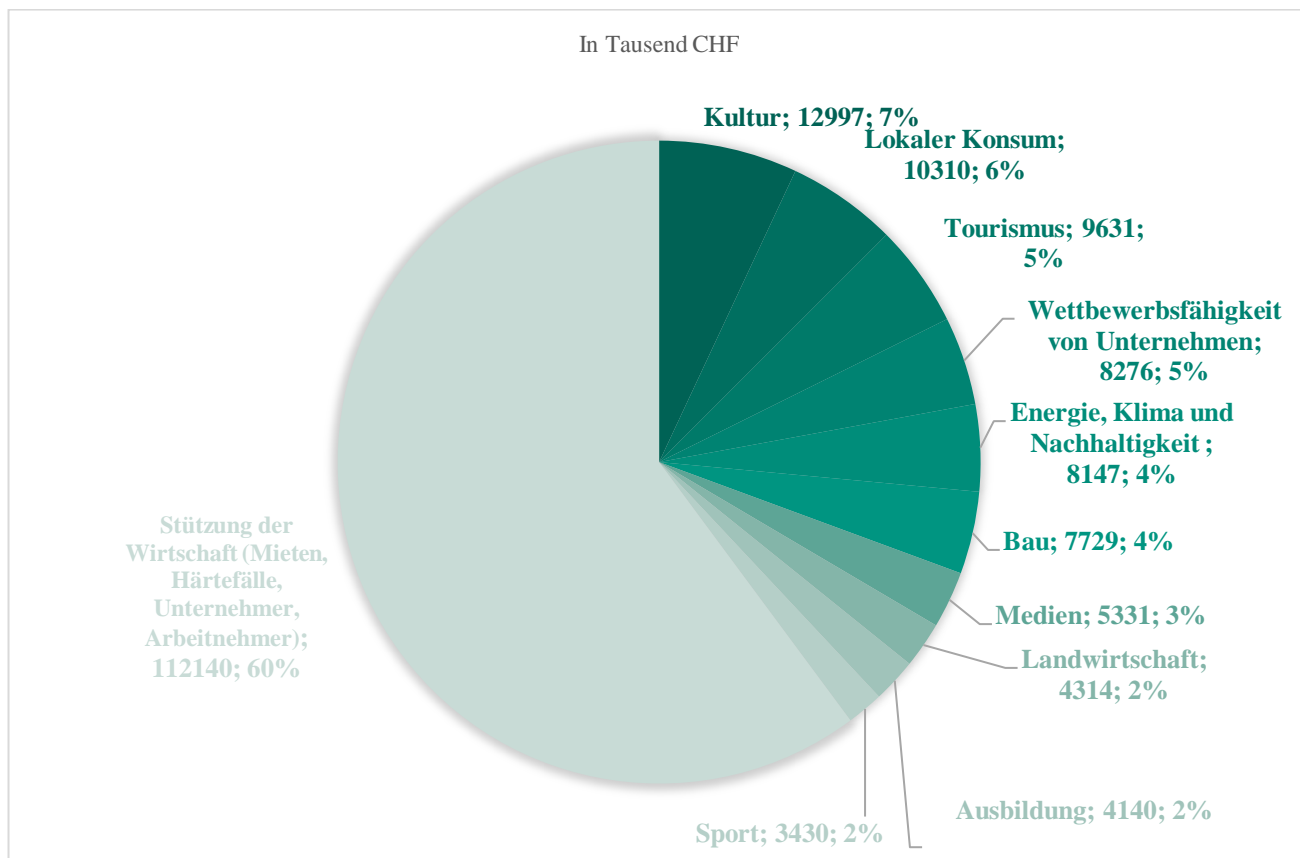
5.2.2 Ausgaben des Kantons im Zusammenhang mit der Coronavirus-Krise, nach Typ, 2020–2022



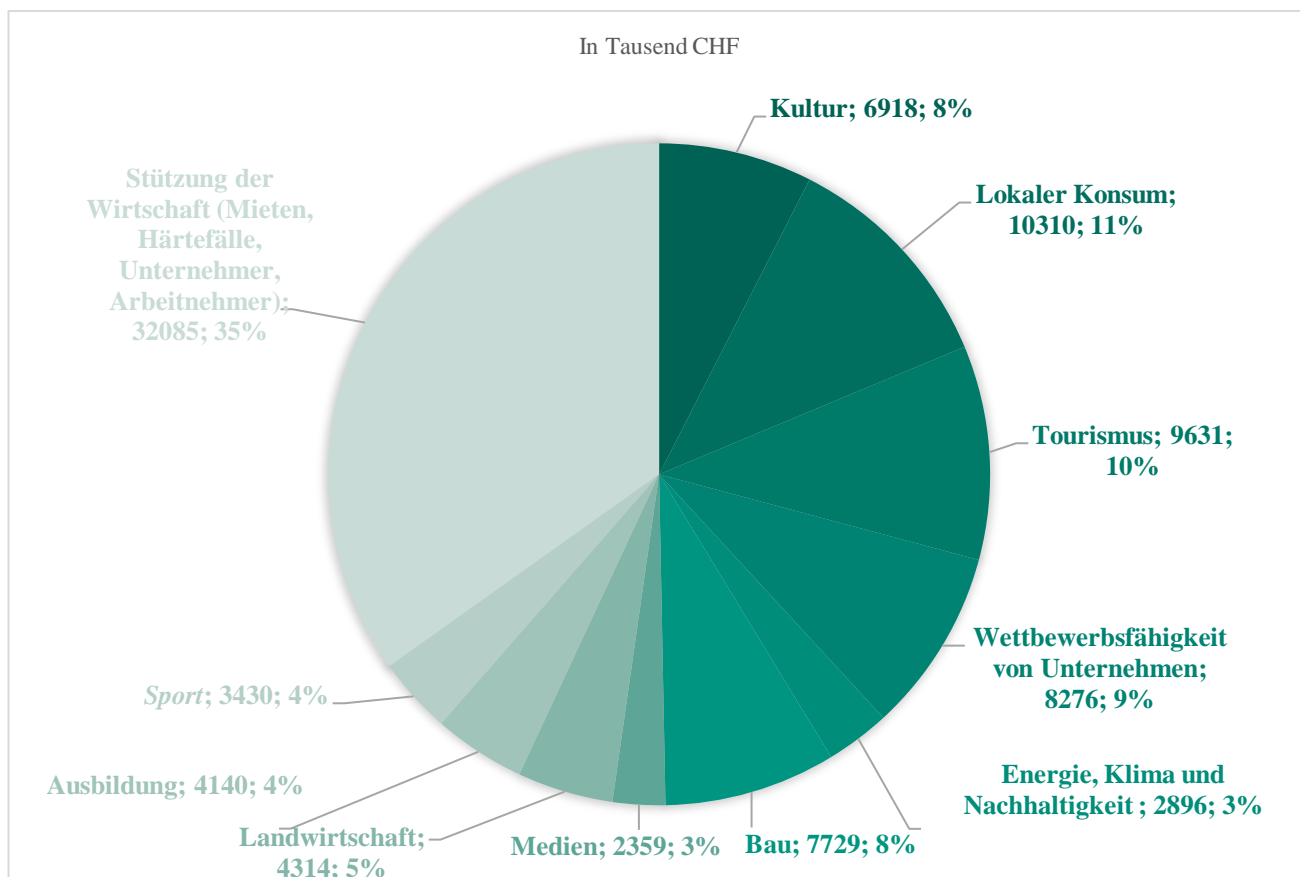
5.2.3 Verteilung der Sofort- und Wiederankurbelungshilfen nach Bereichen, 2020–2022

Die folgenden Tabellen basieren auf der Gesamtübersicht der Ausgaben bis Ende 2022 (siehe Kapitel 5.3) ohne die Weiterführung der Subventionen für kulturelle, sportliche oder touristische Veranstaltungen (4 Millionen Franken), deren Aufteilung auf die einzelnen Bereiche nicht ermittelt werden kann. Die Refinanzierung durch den Bund betrifft Härtefallbeiträge, Finanzhilfen im Kulturbereich und das Gebäudeprogramm (M1 des Wiederankurbelungsplans). Auch die über das BAKOM direkt an die Medien gezahlten Bundesbeiträge werden berücksichtigt. Für einige Massnahmen des Wiederankurbelungsplans wurden erhebliche Beträge verpflichtet, die bis zum 31. Dezember 2022 noch nicht ausgezahlt worden sind. Dadurch dürfte der relative Anteil bestimmter Bereiche, insbesondere Energie und Bau, letztlich höher sein. Beträge, die als Massnahme des Bundes im Rahmen der Sozialversicherungen (KAE, EO) ausbezahlt wurden, gelten nicht als Soforthilfe. Steuerpolitische Massnahmen werden ebenfalls nicht berücksichtigt.

Ausgaben einschliesslich Bundesanteil, insgesamt 187 Millionen Franken

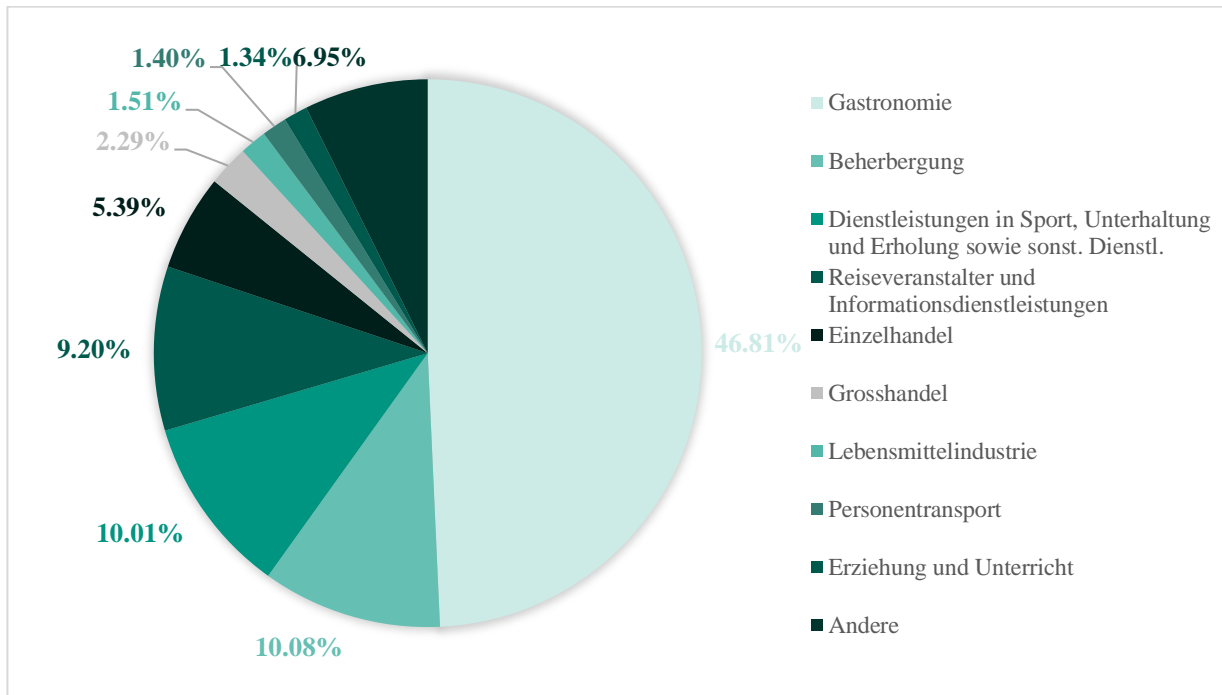


Nur Kantonsanteil, insgesamt 92 Millionen Franken



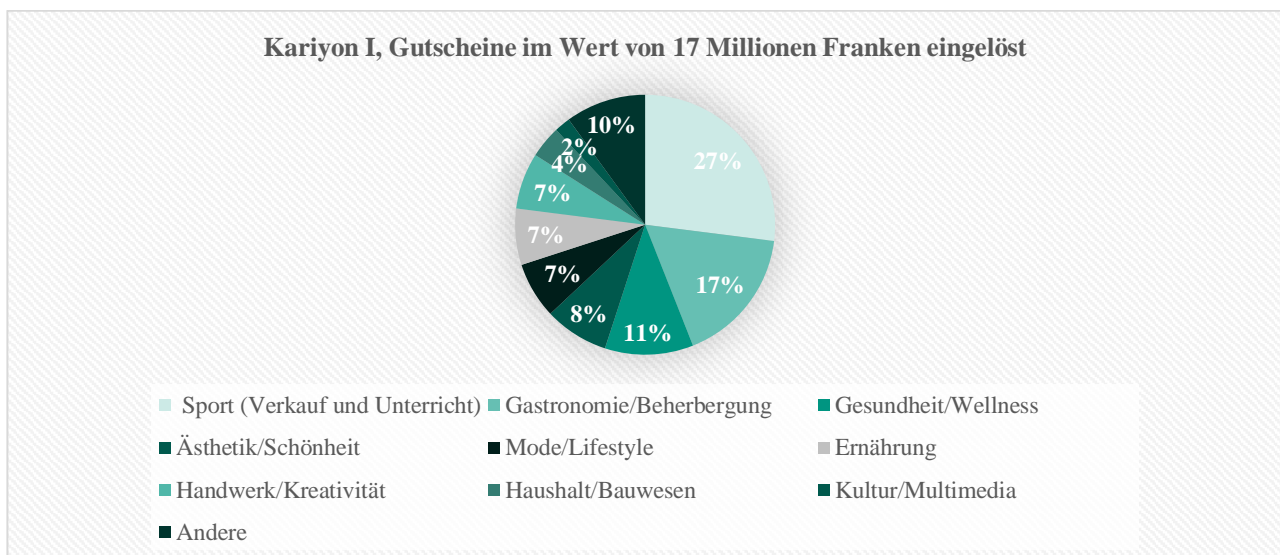
5.2.4 Wichtigste Begünstigte von Massnahmen zur Stützung der Wirtschaft nach Sektor

Die folgende Tabelle basiert auf den beim Bund gemeldeten Daten zu den Empfängern von Härtefallhilfen. Die übertragenen Beträge beinhalten auch einen Teil der Hilfen, die auf kantonaler Ebene an dieselben Unternehmen im Vorfeld der Härtefallregelung gezahlt wurden, und belaufen sich auf insgesamt 102 Millionen Franken (siehe Kapitel 5.3). Die sektorale Verteilung basiert auf dem NOGA-Code (Allgemeine Systematik der Wirtschaftszweige), unter dem jedes Unternehmen im Unternehmens- und Betriebsregister eingetragen ist.

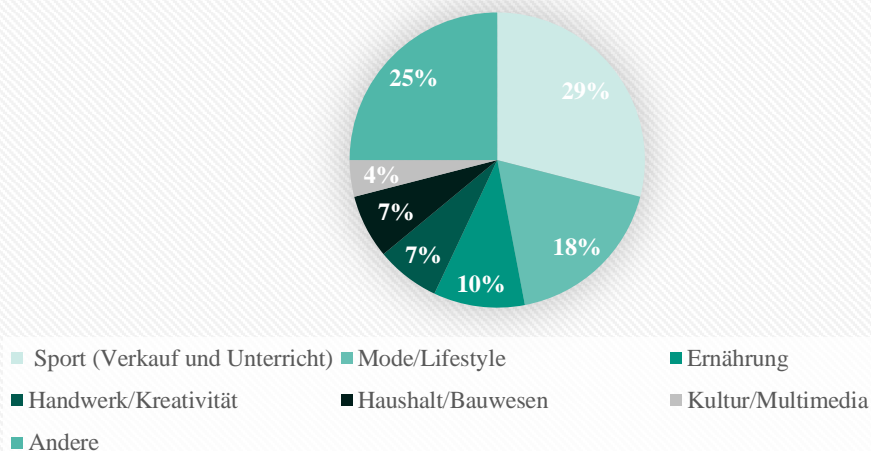


5.2.5 Wichtigste Begünstigte der Massnahmen zur Förderung des lokalen Konsums

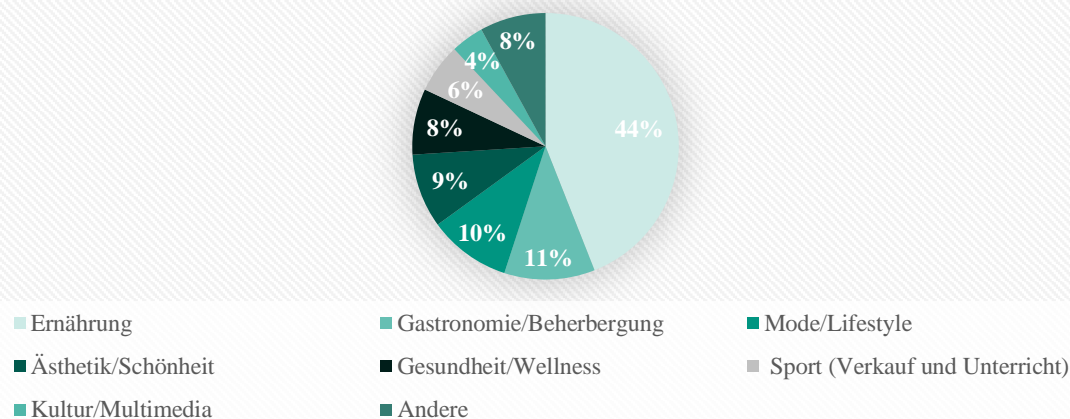
Die Statistiken in den folgenden Tabellen wurden von der Firma Local Impact erstellt, die für die Ausgabe und den Verkauf der Kariyon-Gutscheine zuständig ist. Die Aktion RestÖbistro (Massnahme 21 des Wiederankurbelungsplans), die Gutscheine im Wert von 4,2 Millionen Franken generierte, kam vollumfänglich dem Gastronomiesektor zugute und wird daher nicht aufgeführt. Aufgrund des unterschiedlichen Zeitpunkts der Massnahmen (die Aktion «Kariyon II» wurde zu Beginn der zweiten Welle umgesetzt) und ihrer unterschiedlichen Zielgruppe (Massnahme 16 richtete sich an Begünstigte von Verbilligungen der Krankenkassenprämien mit Kindern), erreichten sie nicht dieselben Begünstigten im gleichen Masse.



Kariyon II, Gutscheine für 14,3 Millionen Franken eingelöst



Massnahme 16 des Wiederankurbelungsplans, Gutscheine im Wert von 4,6 Millionen Franken eingelöst



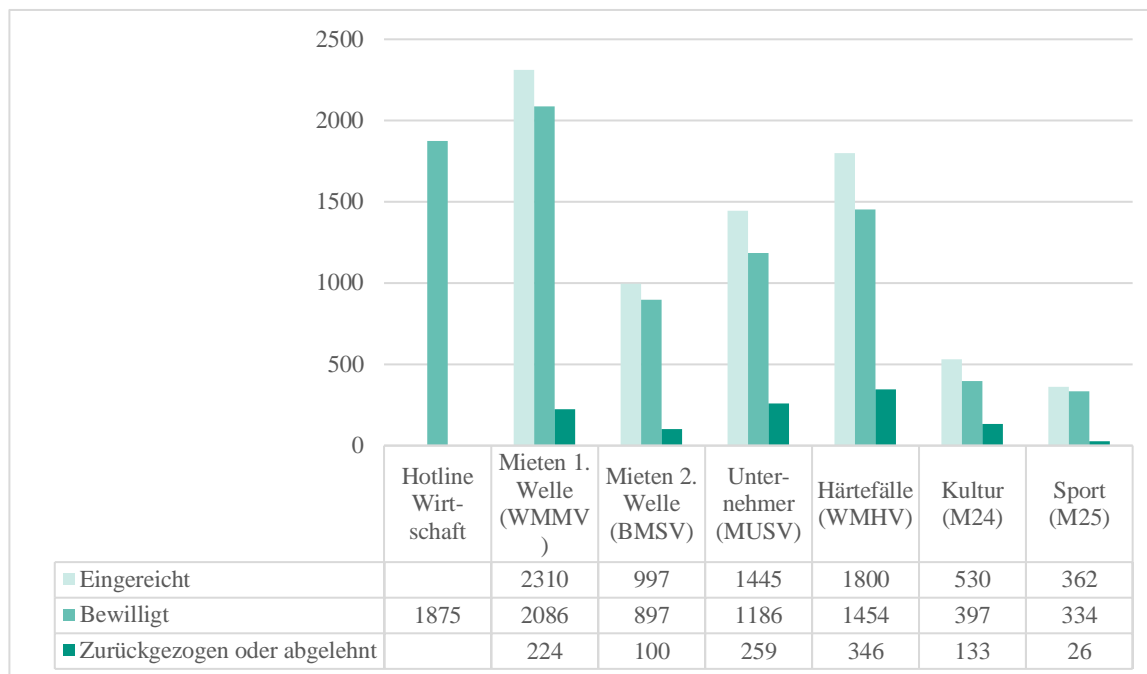
5.2.6 Anzahl der im Rahmen der Bundesmassnahmen bearbeiteten Anträge (Schätzung)

Laut den von den Banken und Bürgschaftsgesellschaften übermittelten Daten wurden 4768 COVID-Kredite vergeben. Für Start-ups wurden 10 von 23 eingereichten Anträgen für Kreditbürgschaften bewilligt. Das Amt für den Arbeitsmarkt bearbeitete 12 168 KAE-Anträge, wovon 11 147 zu einer Entschädigung führten. Die KSVA bearbeitete schätzungsweise rund 17 000 Anträge. Die Zahlen der anderen Ausgleichskassen sind nicht bekannt³.

³ Die Anzahl der monatlichen Begünstigten von KAE oder EO im Rahmen von COVID-19 ist unter [Statistik Freiburg](#) sowie unter [Coronavirus: Entschädigungen für Erwerbsausfall während der Pandemie \(admin.ch\)](#) verfügbar.

5.2.7 Anzahl der im Rahmen der kantonalen Massnahmen bearbeiteten Anträge

Die folgende Tabelle zeigt die Anzahl der bearbeiteten Anträge gemäss den von den Ämtern gemeldeten Daten. Ein und dasselbe Unternehmen kann sowohl Mietbeiträge (WMMV, BMSV-COVID-19) als auch Härtefallhilfen oder Hilfen für Unternehmerinnen und Unternehmer sowie Selbstständigerwerbende (MUSV) erhalten haben.



5.3 Übersicht über die kantonalen Ausgaben für Sofort- und Wiederankurbelungsmassnahmen per Ende 2022

In der nachfolgenden Tabelle sind alle Beträge aufgeführt, die für jede Massnahme beim Rechnungsabschluss 2022 verbucht wurden. Einige Massnahmen des Wiederankurbelungsplans sind Gegenstand einer Mittelbindung, die 2023 verbucht wird und für die der gesamte vorgesehene Höchstbetrag bereits gebunden ist (M1, M3, M12, M13 und M18, siehe detaillierte Bilanz unten). Andere Massnahmen sind noch Gegenstand von Kontrollen, die noch zu Rückerstattungen führen können (Kultur, Härtefälle). Die Tabelle enthält auch eine nicht abschliessende Schätzung der Kosten für die Bearbeitung bestimmter Massnahmen, wenn sie in grossem Umfang ausgelagert werden musste.

Schliesslich konnte der Staat Freiburg aufgrund einer Vereinbarung mit dem SECO dem Bund innerhalb der in der Bundesverordnung festgelegten Höchstgrenzen alle Beiträge in Rechnung stellen, die er spezifisch als Härtefallhilfe nach WMHV ausgezahlt hat, aber auch alle anderen zuvor gezahlten kantonalen Beiträge. Voraussetzung dafür war, dass die begünstigten Unternehmen als Härtefall anerkannt wurden und dass die Kantonsbeiträge als Anzahlung an die Härtefallhilfe und/oder als Beitrag an die Fixkosten nach WMHV abgerechnet wurden (d. h. die Beiträge nach WMMV, BMSV, MUSV, KWVPV-Gastro, WMT oder BMAV-COVID-19). Dies erklärt das hohe Volumen der an den Bund rapportierten Härtefallhilfen und der Refinanzierung der Härtefallhilfen durch den Bund, wobei es sich hierbei um eine Schätzung handelt, die sich aufgrund möglicher künftiger Rückerstattungen von Härtefallhilfen, die fällig werden oder freiwillig erfolgen, noch ändern kann.

Art	Massnahmen	Kantonaler Höchstbetrag in CHF	Tatsächliche Ausgaben am 31.12.2022 in CHF	Refinanzierung des Bundes in CHF	Total zu Lasten des Kantons in CHF	Davon Bearbeitungskosten in CHF	Gebunden am 31.12.2022 in CHF
1. Welle	Kultur	6 383 000	4 324 457	2 097 612	2 163 729	66 116	
	Schloss Greyerz	845 000	700 000	0	700 000	n.s.	
	Subventionen Veranstaltungen	4 000 000	4 000 000	0	4 000 000	n.s.	
	Lokale Wirtschaft (Kariyon I) (ULWV- COVID-19)	4 195 000	3 961 857	0	3 961 857	202 562	
	Tourismus (WMT- COVID-19)	6 000 000	4 096 192	vgl. WMHV	4 096 192	n.s.	
	Mieten (WMMV- COVID-19)	5 000 000	4 876 075	vgl. WMHV	4 876 075	35 040	
	Unterstützung und Beratung von Unternehmen, Start- up-Bürgschaft (WMV- Unternehmen- COVID-19)	5 612 500	121 583	0	121 583	n.s.	1 090 544
	Mieten (WMME- COVID-19)	5 340 000	2 561 135	0	2 561 135	n.s.	
	Berufsbildung (WMV-Bildung- COVID-19)	1 899 000	1 905 304	0	1 905 304	n.s.	
	Von Prekarität betroffene Personen (WMPA-COVID-19)	1 000 000	956 686	0	956 686	n.s.	
Wiederankurbelung	M1 Gebäudeprogramm	5 000 000	7 876 959	5 251 306	2 625 653	n.s.	2 374 347
	M2 Bau, Sanierung und Unterhalt von Gebäuden	1 850 000	1 430 034	0	1 430 034	n.s.	
	M3 Sanierung und Unterhalt von historischen Gebäuden	6 000 000	5 000 000	0	5 000 000	n.s.	1 000 000
	M4 Vorverlegung von Investitionsprojekten und beschleunigte Bearbeitung der Ortsplanung	2 220 000	873 738	0	873 738	n.s.	
	M5 Beschleunigung von Veloinfrastruktur- projekten	1 000 000	425 204	0	425 204	n.s.	190 000
	M6 Vorgezogene Realisierung von Projekten der Freiburgischen Verkehrsbetriebe (tpf)	5 860 000	2 408 474	0	2 408 474	n.s.	

Art	Massnahmen	Kantonaler Höchstbetrag in CHF	Tatsächliche Ausgaben am 31.12.2022 in CHF	Refinanzierung des Bundes in CHF	Total zu Lasten des Kantons in CHF	Davon Bearbeitungskosten in CHF	Gebunden am 31.12.2022 in CHF
	M7 Gutscheine für Forschung und Entwicklung (F&E)	4 000 000	2 576 110	0	2 576 110	n.s.	
	M8 Gutscheine für Digitalisierung und Automatisierung	2 400 000	2 380 292	0	2 380 292	n.s.	
	M9 Lebensmittel	800 000	329 226	0	329 226	n.s.	
	M10 Coaching mit Schwerpunkt auf Geschäftsinnovation	500 000	476 039	0	476 039	n.s.	
	M11 Covid Service Pack –	300 000	314 216	0	314 216	n.s.	
	M12 Beitrag an den Lohn von Lernenden im 1. Lehrjahr	5 000 000	1 391 000	0	1 391 000	n.s.	249 000
	M13 Stipendien für die berufliche Umschulung	1 600 000	428 742	0	428 742	n.s.	665 000
	M14 Laufbahnberatung für Erwachsene	200 000	212 364	0	212 364	n.s.	
	M15 Vorbereitung auf die Suche nach einer Lehrstelle	200 000	202 836	0	202 836	n.s.	
	M16 Konsumgutscheine für Begünstigte von Verbilligungen der Krankenkassenprämien	6 000 000	5 392 402	0	5 392 402	320 828	
	M17 Kreislaufwirtschaft, verantwortungsvolle und lokale Wirtschaft	450 000	485 151	0	485 151	n.s.	
	M18 Regionales Förderprogramm Seeland (RFS)	3 000 000	3 000 000	0	3 000 000	n.s.	
	M19 Energieeffizienz, insbesondere in der Landwirtschaft	200 000	271 033	0	271 033	n.s.	
	M20 Prämie für die Verwendung von Holz aus dem Kanton Freiburg	500 000	499 989	0	499 989	n.s.	
	M21 Tourismus, lokale Wirtschaft (Kariyon II), Unterstützung der Gastrobetriebe (RestÖbistro)	6 000 000	4 084 605	0	4 084 605	352 000	

Art	Massnahmen	Kantonaler Höchstbetrag in CHF	Tatsächliche Ausgaben am 31.12.2022 in CHF	Refinanzierung des Bundes in CHF	Total zu Lasten des Kantons in CHF	Davon Bearbeitungskosten in CHF	Gebunden am 31.12.2022 in CHF
	M22 Unterstützung von Ausstellungszentren	1 000 000	1 000 000	0	1 000 000	n.s.	
	M23 Schaffung eines offiziellen kantonalen Mountainbike-Netzes (MTB)	450 000	450 000	0	450 000	n.s.	
	M24 Plan zur Wiederbelebung der Kultur	4 400 000	7 972 497	3 981 647	3 990 850	254 653	115 000
	M25 Unterstützung für den Sportbereich	4 400 000	3 430 400	0	3 430 400		
	Unternehmer/innen und Selbstständig-erwerbende (MUSV-COVID-19)	25 000 000	3 578 265	vgl. WMHV	3 578 265	37 230	
	Angestellte (BMAV-COVID-19)	1 300 000	1 053 980	vgl. WMHV	1 053 980	n.s.	
2. Welle	Mieten 2. Welle der Coronavirus-Pandemie (BMSV-COVID-19)	12 000 000	8 730 699	vgl. WMHV	8 730 699	24 120	
	Restaurants, Bars und Discos (KWPV-GASTRO-COVID-19)					82 040	
	Härtefälle (WMHV & WMHV-COVID-19 22)	27 000 000	93 902 146	80 055 481	13 846 665	2 439 026	326 264
	Publikumsanlässe (MPAV-COVID-19)	3 000 000	0	0	0		
	TOTAL	171 904 500	187 616 581	91 386 046	96 230 535		

n.s.: nicht spezifiziert

6 Auswirkungen der COVID-19-Pandemie auf die Wirtschaft

6.1 Die durch das Coronavirus ausgelöste Wirtschaftskrise (2020–2022) auf globaler Ebene

Die COVID-19-Pandemie, die grösste Pandemie seit der Spanischen Grippe von 1918, hat weltweit eine Wirtschaftskrise historischen Ausmasses ausgelöst, insbesondere im Jahr 2020. In diesem Jahr verzeichneten fast 95 % aller Volkswirtschaften eine Schrumpfung ihres Bruttoinlandsprodukts (BIP), mehr als während der Grossen Depression in den 1930er-Jahren. Die Krise setzte sich 2021 und 2022 entsprechend der Entwicklung der Pandemiesituation fort, und ihre Folgen sind bis heute spürbar, insbesondere im Hinblick auf die Inflationsdynamik in den Jahren 2022 und 2023.

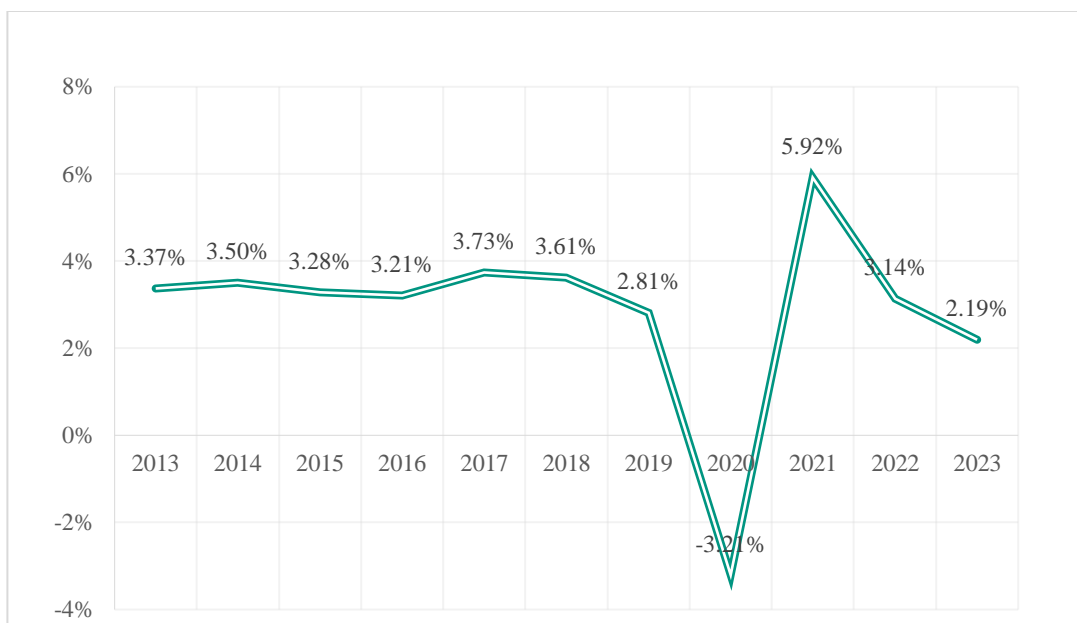
6.1.1 Art der Wirtschaftskrise

Anders als vorherige Krisen zeichnet sich die durch das Coronavirus ausgelöste Wirtschaftskrise sowohl durch einen Angebotsschock mit verschlechterten Produktionsbedingungen für die Unternehmen als auch durch einen Nachfrageschock, der den Absatz von Waren und Dienstleistungen behinderte, aus. Grund dafür sind in erster Linie die Lockdown-Massnahmen, Mobilitätsbeschränkungen und weitere Massnahmen im Bereich der öffentlichen Gesundheit, welche die Regierungen ab dem Winter 2020 einführten, um die Ausbreitung des Coronavirus einzudämmen. Zunächst kam es aufgrund der Schliessungen von Fabriken in China, die rasch mit der Verringerung der Frachtkapazitäten einhergingen, zu globalen Liefer- und Produktionsschwierigkeiten. Danach verzeichneten insbesondere die asiatischen Länder, Europa und die USA einen Rückgang der Gesamtnachfrage, der auf die allgemeine Einführung von Lockdown-Massnahmen zurückzuführen ist. Denn die Einschränkungen der Mobilität, die Schliessung öffentlicher Einrichtungen und die Verkaufsverbote bestimmter Waren und Dienstleistungen drückten den Konsum der Haushalte. Angesichts des Produktionsstopps (oder je nach Situation des Absatzrückgangs) passten die Unternehmen ihren Produktionsapparat durch Personal- und Investitionsabbau an. Diese Anpassungen führten zu einer geringeren Nachfrage nach Vorleistungen, die sich dann auf das gesamte Produktionsgefüge und die verschiedenen Wertschöpfungsketten auf globaler Ebene auswirkte. Diese Verkettung von Ereignissen sorgte letztendlich für das aussergewöhnliche Ausmass und die Intensität der durch das Coronavirus ausgelösten Wirtschaftskrise und ihrer sozialen Folgen, insbesondere auf dem Arbeitsmarkt.

6.1.2 Dynamik der Krise

Im Herbst 2019 trat die Krankheit COVID-19 in China zum ersten Mal auf und verbreitete sich während des ersten Quartals 2020 im Rest der Welt – in einem globalen Kontext, der bereits von einem wirtschaftlichen Abschwung geprägt war. Das globale Wirtschaftswachstum, belastet durch Handelsspannungen zwischen China und den USA sowie Liquiditätsprobleme auf den Finanzmärkten, lag 2019 bei 2,8 %, dem niedrigsten Stand seit der Subprime-Finanzkrise 2008. Die coronabedingte Wirtschaftskrise begann im Winter 2020, erreichte ihren Höhepunkt jedoch im zweiten Quartal 2020, als insbesondere die Produktion in den OECD-Ländern um 35,3 % einbrach. Im gesamten Jahr 2020 schrumpfte das globale BIP schliesslich um 3,2 %, wobei es im dritten Quartal 2020 aufgrund der Lockerung der Lockdown-Massnahmen zu einer starken wirtschaftlichen Erholung kam.

Weltweites BIP-Wachstum, 2013–2023 (in Prozent)



Quelle: Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (2023)⁴

⁴ Für das Jahr 2023 handelt es sich um eine Prognose des Wirtschaftswachstums, die von der Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung erstellt wurde.

Die Dynamik der durch das Coronavirus ausgelösten Wirtschaftskrise lässt sich als «V»-Szenario beschreiben, d. h. eine schwere Rezession, auf die schnell ein starker Aufschwung folgt. Obwohl diese Krise auch eine finanzielle Dimension hat, unterscheidet sie sich von der Subprime-Krise 2008, die eher durch ein «L»-Szenario mit einer langsameren Erholung gekennzeichnet war. Dieses «V»-Szenario, das sich in kleinerem Masse in einigen Regionen mit den Pandemiewellen in den Jahren 2021 und 2022 wiederholte, spiegelt die besonderen Auswirkungen der kollektiven Massnahmen wider. Insgesamt haben diese Massnahmen zwar die Ausbreitung des Coronavirus deutlich verlangsamt, dafür aber zu einem sehr grossen Verlust an Wertschöpfung in den von ihnen direkt betroffenen Sektoren geführt. Am stärksten betroffen waren Gastronomie und Hotellerie, Kultur und Sport, Handel, Baugewerbe, Transport, Investitionsgüterindustrie und die Dienstleistungen für Privathaushalte und Unternehmen. Generell waren diese Auswirkungen in den Ländern am stärksten, in denen die Lockdown-Massnahmen im ersten und zweiten Quartal 2020 am restriktivsten waren⁵ und die Angebots- und Nachfrageschocks zusammenwirkten.⁶

Es sei jedoch darauf hingewiesen, dass die Weltwirtschaft auch ohne Teil-Lockdown oder kollektive Massnahmen einen Abschwung erlebt hätte. Denn die Gesundheitssituation lastete auf dem Konsumklima (Angst vor Restaurantbesuchen usw.) und den Gewinnerwartungen der Unternehmen. Ohne Teil-Lockdown oder kollektive Massnahmen hätte sich COVID-19 in den Jahren 2020 und 2021 stärker ausgebreitet, was vor allem das Waren- und Dienstleistungsangebot belastet hätte (insbesondere im Spitalwesen), da es aufgrund von krankheitsbedingten Abwesenheiten zu Produktionsausfällen gekommen wäre.

Die Erholung, die im dritten Quartal 2020 einsetzte (43,4 % Wirtschaftswachstum in den OECD-Ländern), wurde schliesslich im Jahr 2021 (trotz der zweiten Pandemiewelle im vierten Quartal 2020) mit einem weltweiten Wirtschaftswachstum von 5,9 % bestätigt. Diese Erholung wurde unter anderem durch den Aufholeffekt beim Konsum der privaten Haushalte getragen, der wiederum durch eine Erhöhung der öffentlichen Ausgaben während der akuten Krisenphasen ermöglicht wurde. In vielen Ländern, insbesondere in Europa, haben die Sozialversicherungssysteme es den Haushalten ermöglicht, trotz der Verschlechterung der Arbeitsmarktlage ein gewisses Mass an verfügbarem Einkommen zu erhalten. Auch die öffentliche Hand aktivierte Mittel zur Unterstützung von Unternehmen (Subventionen, Kredite und Kreditbürgschaften), um Konkurse aufgrund von Liquiditätsproblemen zu verhindern. Im Wesentlichen wurden in fast allen Ländern, die von der coronabedingten Wirtschaftskrise betroffen waren, finanzpolitische Unterstützungsmassnahmen beschlossen, die in einigen Industrieländern 15 % des BIP überstiegen. Dies führte im Jahr 2020 zu einem Anstieg der weltweiten Verschuldungsquote im Verhältnis zum BIP um 28 % (Ende 2020 lag die Quote bei 256 %), wobei etwas mehr als die Hälfte davon auf Anleihen entfällt, die von den Staaten während der Krise aufgenommen wurden.⁷

6.1.3 Folgen der Krise

Die durch das Coronavirus ausgelöste Wirtschaftskrise hatte massive Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt, die bis heute spürbar sind. Im Jahr 2020 stieg die Arbeitslosenquote weltweit um 1,1 % und erreichte zum Jahresende 6,5 %, bevor sie im darauffolgenden Jahr auf 6,2 % zurückging.⁸ Dieser Anstieg spiegelt jedoch die tatsächliche Verschlechterung der Beschäftigungssituation ungenügend wider, da dabei die Personen, die aus der Erwerbsbevölkerung ausgeschieden sind, nachdem sie ihre Arbeit verloren haben, nicht berücksichtigt werden.⁹ Im Jahr 2020 waren zwar 33 Millionen Menschen mehr arbeitslos, aber 81 Millionen Menschen schieden aus der Erwerbsbevölkerung aus, was zu einem Beschäftigungsverlust von 255 Millionen Stundenäquivalenten führte (viermal mehr als während der Subprime-Krise 2009). Dieser Verlust trat vor allem in den Entwicklungsländern auf und betraf in erster Linie Menschen, die im informellen Sektor arbeiten, sowie Frauen, Jugendliche und Menschen

⁵ Siehe z. B. Heyer, E. und X. Timbeau (Hrsg.) (2020), «Evaluation de la pandémie de Covid-19 sur l'économie mondiale», *Revue de l'OFCE*, Nr. 2020/2, S. 59-110.

⁶ Für das Jahr 2020 wird der weltweite Rückgang des BIP aufgrund der coronabedingten Wirtschaftskrise auf fast 7 % geschätzt.

⁷ <https://www.imf.org/fr/Blogs/Articles/2021/12/15/blog-global-debt-reaches-a-record-226-trillion> (Artikel nur auf Französisch)

⁸ Die Zahlen zum Zustand des globalen Arbeitsmarktes stammen aus den veröffentlichten Statistiken der Vereinten Nationen zu den 17 Zielen für nachhaltige Entwicklung der Agenda 2030.

⁹ Die international anerkannten Definitionen von Arbeitslosigkeit beziehen die Arbeitslosenquote eines bestimmten Jahres auf die Erwerbsbevölkerung (nicht die Gesamtbevölkerung) desselben Jahres. Die Erwerbsbevölkerung umfasst die Personen, die (in Bezug auf ihre Gesundheit) arbeiten können, für eine Tätigkeit verfügbar sind und tatsächlich eine Arbeit suchen.

mit Behinderungen. Viele Menschen, die aus der Erwerbsbevölkerung (der betreffenden Länder) ausgeschieden sind, kehren nun mit Schwierigkeiten in diese zurück, was darauf schliessen lässt, dass die coronabedingte Wirtschaftskrise anhaltende Auswirkungen haben wird.

6.2 Die coronabedingte Wirtschaftskrise (2020–2022) in der Schweiz und im Kanton Freiburg

6.2.1 Entwicklung des BIP in der Schweiz

Da die Schweiz stark exportorientiert und fest in die globale Arbeitsteilung eingebunden ist, entsprach die coronabedingte Wirtschaftskrise in der Schweiz im Grossen und Ganzen dem oben beschriebenen «V»-Szenario. Im Jahr 2020 war die Krise hier jedoch im internationalen Vergleich weniger ausgeprägt, was auch für den Rebound-Effekt im Jahr 2021 galt. Das Wirtschaftswachstum in der Schweiz betrug -2,5 % im Jahr 2020 und 4,2 % im Jahr 2021, während die «fortgeschrittenen Volkswirtschaften» insgesamt um -4,2 % bzw. 5,4 % wuchsen.¹⁰ Die Widerstandsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft gegenüber dem Coronavirus beruht auf einer guten sektoralen Diversifizierung (mit einem während der genannten Krise erfolgreichen Pharmasektor), angemessenen Teil-Lockdown-Massnahmen und einem leistungsfähigen Spitalsystem sowie auf Massnahmen zur Bereitstellung von Liquidität für Unternehmen und zur erleichterten Beantragung von Kurzarbeit, die sehr schnell umgesetzt werden konnten.

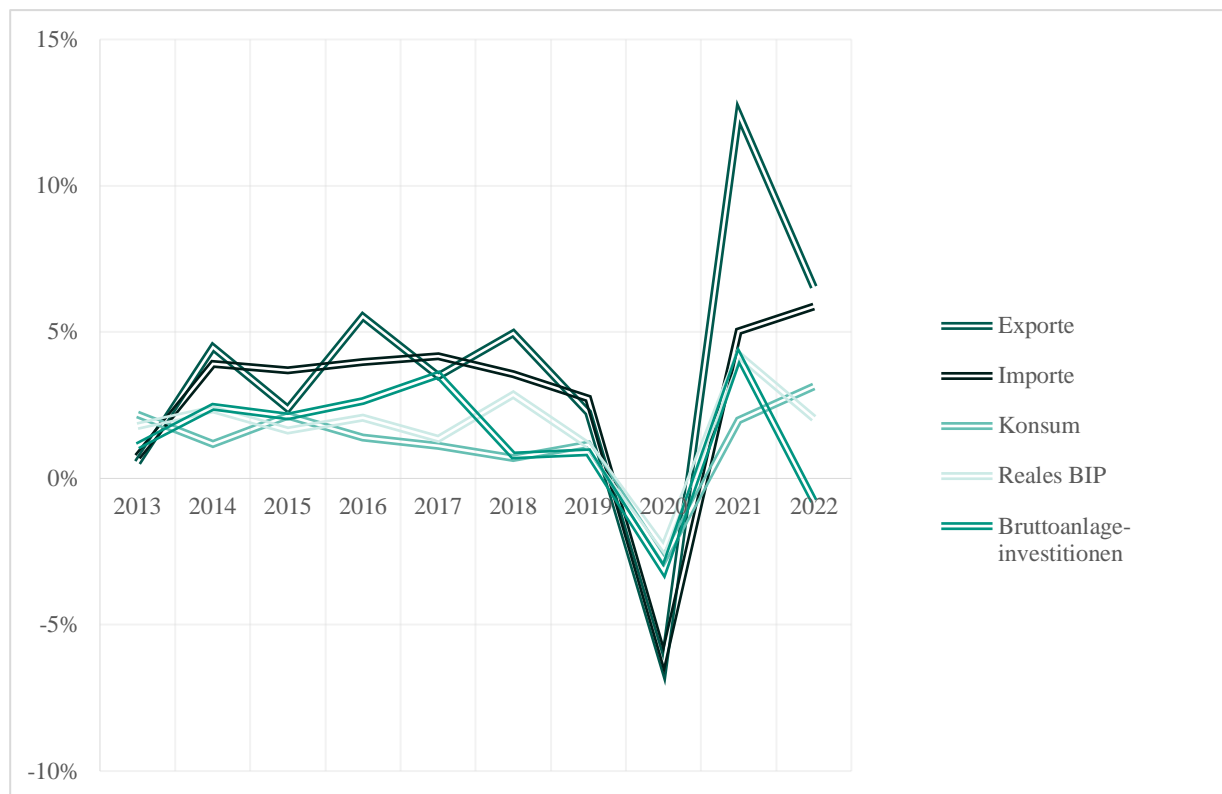
Dies wird anhand der Entwicklung der verschiedenen Aggregate der Gesamtnachfrage nach dem Verwendungsansatz zur Bestimmung des Bruttoinlandsprodukts deutlich.¹¹ Im Jahr 2020 ist der Rückgang des BIP (auf 701 Milliarden Franken) in erster Linie auf einen Rückgang des Binnenkonsums um 2,8 % zurückzuführen. Der normalerweise auch in wirtschaftlichen Krisenzeiten recht stabile private Konsum verzeichnete im zweiten Quartal 2020 einen historischen Rückgang um 9,9 %, als die Massnahmen des Teil-Lockdowns eingeführt wurden. Dieser Rückgang wurde teilweise durch einen Anstieg der (Konsum-)Ausgaben des Staates um 3,6 % ausgeglichen, wobei sich dieser Anstieg bis zum vierten Quartal 2021 wiederholte. Bei den Bruttoanlageinvestitionen betrug der Rückgang im zweiten Quartal 2020 7,8 % und im gesamten Jahr 2020 3,2 %. Besonders betroffen waren die Investitionen in Investitionsgüter, die im zweiten Quartal 2020 um 10,4 % zurückgingen, während die Investitionen im Baugewerbe um 3,2 % sanken. Da die Bruttoanlageinvestitionen auf den Gewinnerwartungen der Unternehmen beruhen, sind sie eine der volatilsten Komponenten der Gesamtnachfrage. Daher verzeichneten sie nach dem starken Rückgang im Jahr 2020 im zweiten Quartal 2021 einen Anstieg um 10,8 % und im gesamten Jahr 2021 einen Anstieg um 4,2 %. In einer offenen Volkswirtschaft ist die letzte Komponente der Gesamtnachfrage, die berücksichtigt werden muss, die Handelsbilanz, d. h. die Differenz zwischen den Bruttoexporten und den Bruttoimporten von Waren und Dienstleistungen. Beide Posten schrumpften im zweiten Quartal 2020 um 12,2 % bzw. 14,2 % und im Gesamtjahr 2020 um 6,4 % bzw. 6,2 %.¹² Diese Schrumpfung des Schweizer Aussenhandels im Jahr 2020 war (im internationalen Vergleich) aufgrund der stabilen Exporte von pharmazeutischen Produkten und der geografischen Vielfalt einiger Exportmärkte relativ moderat. Die Dynamik des Schweizer Exportsektors bestätigte sich auch 2021 mit einem Anstieg der Bruttoexporte um 12,5 % und einer starken Zunahme des nationalen Handelsbilanzüberschusses um 65,6 %.

¹⁰ Weitere Informationen hierzu sind im *World Economic Outlook* zu finden, der vom Internationalen Währungsfonds veröffentlicht wird.

¹¹ Die hier verwendeten Daten werden vom Bundesamt für Statistik und vom Staatssekretariat für Wirtschaft unter <https://www.seco.admin.ch/seco/de/home/wirtschaftslage---wirtschaftspolitik/Wirtschaftslage/bip-quartalsschaetzungen-/daten.html> zur Verfügung gestellt.

¹² Betrachtet werden hier die Bruttoimporte und -exporte von Waren und Dienstleistungen ohne Wertgegenstände und Transithandel.

Wachstum des realen BIP und der Komponenten der Gesamtnachfrage in der Schweiz, 2013–2022 (in Prozent)



Quelle: Bundesamt für Statistik und Staatssekretariat für Wirtschaft (2023)

6.2.2 Entwicklung des Arbeitsmarktes in der Schweiz

Die Lage des Arbeitsmarktes in der Schweiz blieb dank des begrenzten wirtschaftlichen Abschwungs im Land und der umfangreichen (und schnellen) Kurzarbeitsentschädigungen relativ robust. Die vom Bundesamt für Statistik und dem Staatssekretariat für Wirtschaft berechneten Arbeitslosenquoten in der Schweiz lagen im Jahr 2020 bei 5,3 % bzw. 3,6 %, was einem Anstieg von 1,1 % gegenüber 2019 entspricht.¹³ Mit 4,1 % bzw. 2,1 % bis Ende 2022 sind diese Quoten niedriger als vor der coronabedingten Wirtschaftskrise. Angesichts der verfügbaren Zahlen, insbesondere zur Langzeitarbeitslosigkeit und zu den Abgängen aus der Erwerbsbevölkerung, scheint diese Krise insgesamt keine anhaltenden Auswirkungen auf den Schweizer Arbeitsmarkt zu haben.

Man ist sich heute einig, dass die Kurzarbeitsentschädigung auf dem Höhepunkt der coronabedingten Wirtschaftskrise eine grössere Beschäftigungskrise verhindert und das Einkommen der Schweizer Haushalte erheblich gestützt hat.¹⁴ Angesichts des begrenzten Anstiegs der Arbeitslosenquote, insbesondere im Hinblick auf die damalige Wirtschaftslage, wurde ein aussergewöhnlich hoher Betrag für Kurzarbeitsentschädigungen gezahlt. In den Jahren 2020 und 2021 beliefen sich die betreffenden Zahlungen an die von der coronabedingten Krise betroffenen Sektoren auf 9,20 bzw. 5,65 Milliarden Franken, was 2,1 % des in einem Jahr erwirtschafteten nominellen Bruttoinlandsprodukts entspricht. Ausserdem kamen die Kurzarbeitsentschädigungen den Branchen zugute, die direkt

¹³ Das Bundesamt für Statistik berechnet die Arbeitslosenquote in der Schweiz nach der Methodik der Internationalen Arbeitsorganisation, die für internationale Vergleiche verwendet wird (siehe auch <https://www.seco.admin.ch/seco/de/home/wirtschaftslage---wirtschaftspolitik/Wirtschaftslage/Arbeitslosenzahlen.html>).

¹⁴ Zur Rolle der Arbeitslosenversicherung während der coronabedingten Wirtschaftskrise siehe: Felder, R., Kaiser, B., Möhr, T., Wunsch, C. (2023), «The impact of the coronavirus pandemic on the labour market and the role of the unemployment insurance during the crisis», *Grundlagen der Wirtschaftspolitik*, Nr. 38.

(Gastronomie, Einzelhandel, Tourismus, Beherbergung, sportliche Aktivitäten, Kultur) oder indirekt (z. B. der sekundäre Sektor) von den kollektiven Massnahmen betroffen waren.¹⁵

6.2.3 Entwicklung des BIP in Freiburg

Im Kanton Freiburg sank das Bruttoinlandsprodukt im Jahr 2020 um 1,6 % (und im zweiten Quartal desselben Jahres um 6,3 %), bevor es 2021 wieder um 4,6 % anstieg.¹⁶ Auf dem Höhepunkt der coronabedingten Wirtschaftskrise meldeten die Freiburger Unternehmen eine sehr starke Verschlechterung der Geschäftslage, insbesondere in Bezug auf die Auftragsbestände.¹⁷ Innerhalb des sekundären Sektors, dessen Aktivität im Jahr 2020 einen Abschwung um 3,2 % verzeichnete, war die Situation in den Teilspektoren Metallindustrie (-6,1 %), Maschinenbau (-9,6 %) und Textil, Leder, Holz, Verlagswesen und Druckerzeugnisse (-10,3 %) besonders angespannt. In diesen Teilspektoren stieg die Aktivität im Jahr 2021 wieder an (um 16,4 %, 19,3 % bzw. 4,3 %); dieses Jahr war von einer anhaltenden Erholung des gesamten sekundären Sektors um 8,1 % geprägt. Was den tertiären Sektor betrifft, so litten die Teilspektoren Gastgewerbe (-13,1 %) und Transport (und Telekommunikation) (-37,4 %) im Jahr 2020 besonders stark unter den Auswirkungen der Krise. Zwar profitierten diese Teilspektoren 2020 und 2021 von Unterstützungsmassnahmen, jedoch war ihre Erholung 2021 schwächer (mit einem Anstieg bzw. Rückgang der Aktivität um 5,1 % bzw. -0,1 %).¹⁸

Mit einem Rückgang der Wirtschaftstätigkeit um 1,6 % im Jahr 2020 scheint der Kanton Freiburg weniger stark von der coronabedingten Wirtschaftskrise betroffen gewesen zu sein als die Schweiz insgesamt (-2,5 %). Dies ist insbesondere auf die Struktur der Freiburger Wirtschaft zurückzuführen, deren Geschäftszyklus weniger anfällig für wirtschaftliche Schocks zu sein scheint, vor allem aufgrund der Bedeutung der Lebensmittelindustrie sowie der chemischen und pharmazeutischen Produktion.¹⁹ Ganz allgemein tragen der (im Schweizer Vergleich) relativ geringere Anteil des tertiären Sektors und der höhere Anteil des sekundären Sektors zur Widerstandsfähigkeit der Freiburger Wirtschaft bei. Durch den hohen Anteil des Baugewerbes an der Gesamtwirtschaft (7,1 %) konnte die Binnenwirtschaft die Auswirkungen der internationalen Konjunkturabschwächung teilweise abmildern. Diese Konjunkturabschwächung wirkte sich im Übrigen signifikant auf die Freiburger Exporte aus, die 2020 um 14,6 % (auf 4,01 Milliarden Franken) schrumpften, bevor sie 2021 wieder um 25,9 % anstiegen. Unter Berücksichtigung der geringeren Variabilität der Importe führte dies zu einem Rückgang des Handelsüberschusses um 32,4 % im Jahr 2020 (600 Millionen Franken) und einem Anstieg um 55,7 % im Jahr 2021.

6.2.4 Entwicklung des Arbeitsmarktes in Freiburg

Der Arbeitsmarkt im Kanton Freiburg weist eine ähnliche Entwicklung wie in der Schweiz insgesamt auf. Die Arbeitslosenquote (nach Definition des SECO) stieg von 2,8 % am Ende des Jahres 2019 auf 3,8 % im Jahr 2020, bevor sie in den Jahren 2021 und 2022 allmählich auf ein ähnliches Niveau wie 2019 zurückging. Von Dezember 2019 bis Dezember 2020 stieg die Zahl der arbeitslosen Personen um 1625 (auf 6548) und die Zahl der (registrierten) Stellensuchenden um 2322 (auf 10 597).²⁰ Diese Verschlechterung der Arbeitsmarktlage war in den Bezirken Broye,

¹⁵ Für Einzelheiten zu den sektoralen und regionalen Auswirkungen der Coronavirus-Krise siehe Regiosuisse (2021), «Regionalökonomische Auswirkungen von COVID-19», 5. November, abrufbar unter: <https://regiosuisse.ch/regionaloekonomische-auswirkungen-covid-19>. Zu den sektoralen Auswirkungen siehe auch: König, M.D., Shakar, P. und M. Wörter (2022), «How were companies affected during the first and second waves of the corona pandemic in Switzerland?», *Grundlagen für die Wirtschaftspolitik*, Nr. 32.

¹⁶ In den Jahren 2020 und 2021 betrug das Bruttoinlandsprodukt des Kantons Freiburg 19,1 bzw. 20 Milliarden Franken.

¹⁷ Hier stammen die Daten vom Amt für Statistik des Kantons Freiburg und basieren auf den regelmässigen Konjunkturumfragen der KOF (Konjunkturforschungsstelle) (siehe <https://www.fr.ch/de/vwbd/stata/freiburger-konjunkturspiegel-alte-ausgaben>).

¹⁸ Die Wachstumsraten des tertiären Sektors lagen bei -3,2 % im Jahr 2020 bzw. 8,1 % im Jahr 2021. Im Übrigen war der Primärsektor mit Wachstumsraten von -0,4 % bzw. 0,1 % weniger stark von den Ereignissen in den Jahren 2020 und 2021 geprägt.

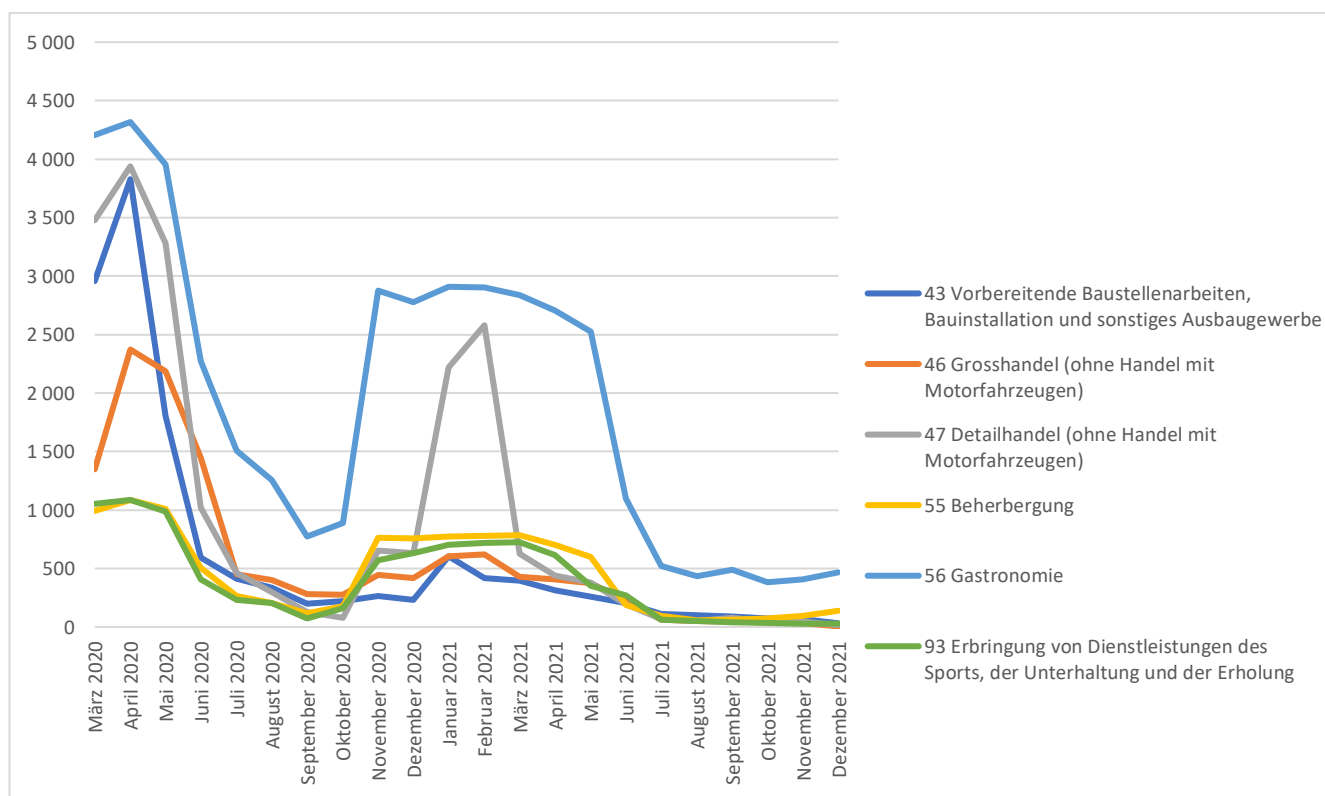
¹⁹ Zur Struktur der Freiburger Wirtschaft siehe Westschweizer Kantonalbanken und *Forum des 100* (2021), «Krisenresistenz nach Westschweizer Art», 14. Oktober 2021, abrufbar unter: <https://www.bcf.ch/de/die-fkb/news-und-medien/news/westschweizer-bip-2021>.

²⁰ Die Zahl der Personen auf Arbeitssuche ist eine Statistik, die sich der oben eingeführten Definition von Arbeitslosigkeit der Internationalen Arbeitsorganisation annähert.

Glane, Saane, See und vor allem im Greyerzbezirk besonders ausgeprägt, wo die Arbeitslosenquote um 1,5 % anstieg.

Während der coronabedingten Wirtschaftskrise konnte der Abbau von Arbeitsplätzen durch Kurzarbeitsentschädigungen stark gebremst werden und beschränkte sich im Jahr 2020 auf 0,2 % der 2019 im Kanton Freiburg gezählten vollzeitäquivalenten Arbeitsplätze (118 970). Das System der Kurzarbeit hat sich als äusserst relevant für die Bewältigung vorübergehender wirtschaftlicher Schocks erwiesen, da es den Unternehmen unnötige Kosten für Einstellungen und Entlassungen erspart. In den Jahren 2020 und 2021 waren 166 675 bzw. 66 098 Personen von diesen Massnahmen betroffen. Die 14 319 495 ausgefallenen Arbeitsstunden konzentrierten sich insbesondere auf die Monate März bis Juni 2020. Dies führte zu Entschädigungszahlungen der öffentlichen Arbeitslosenkasse des Staates Freiburg in Höhe von 224 Millionen Franken für 2020 und 97 Millionen Franken für 2021.²¹ 5138 Unternehmen, insbesondere in den von der Krise am stärksten betroffenen Branchen wie Gastronomie, Hotellerie und Freizeiteinrichtungen, erhielten im Jahr 2020 Entschädigungen ausgezahlt; im Jahr 2021 waren es 2052. Auf Kantonsebene erhielten mehrere Tausend Personen, die in den genannten Bereichen beschäftigt waren, im Rahmen der beiden grossen kollektiven Massnahmenpakete, die 2020 und 2021 eingeführt wurden, Entschädigungsleistungen.

Anzahl der Personen, die eine Kurzarbeitsentschädigung erhalten haben, Kanton Freiburg, 2020–2021



Quelle: Staatssekretariat für Wirtschaft (amstat.ch) (2023)

Die obigen Ausführungen, insbesondere die Tatsache, dass die durch das Coronavirus ausgelöste Wirtschaftskrise keine anhaltenden Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt im Kanton Freiburg zu haben scheint, dürfen jedoch nicht über die finanziellen Schwierigkeiten hinwegtäuschen, mit denen ein Teil der Freiburger Bevölkerung bis heute konfrontiert ist. Einen Arbeitsplatz zu haben ist nicht gleichbedeutend mit einem ausreichenden Schutz vor prekären

²¹ Siehe: <https://covid19.easygov.swiss/massnahmen-bund/> für statistische Daten zu den COVID-19-Massnahmen des Bundes für die Wirtschaft, einschliesslich Härtefällen, COVID-19-Krediten, Start-up-Bürgschaften und Schutzschirm für Publikumsanställe.

Arbeitsverhältnissen, von denen 2022 und 2023 mehr Menschen aufgrund der steigenden Inflation und der sinkenden Reallöhne (in der Schweiz sind die Reallöhne 2022 um 1,9 % gesunken) betroffen sind.²²

In diesem Bereich tätige Organisationen berichten von einem deutlichen Anstieg der Anträge auf Lebensmittelhilfe, und zwar über die Bevölkerungsgruppen hinaus, die normalerweise davon profitieren. Diese Elemente und das Armutsrisiko werden im zweiten Bericht über die Armut im Kanton Freiburg thematisiert, der Ende des Jahres veröffentlicht wird.

6.2.5 Volumen der COVID-Kredite und Härtefallhilfen in der Schweiz und in Freiburg

Um die durch die Massnahmen des Teil-Lockdowns verursachten Liquiditätsprobleme zu bewältigen, konnten Schweizer Unternehmen beim Bankensektor vom Bund verbürgte Überbrückungskredite beantragen (zwischen März 2020 und Juli 2020). Auf nationaler Ebene wurde im Jahr 2020 ein Volumen von 16,92 Milliarden Franken an COVID-Krediten vergeben, von denen 8,78 Milliarden Franken noch ausstehen (Stand am 24. Mai 2023). In Bezug auf Anzahl und Volumen kamen diese Kredite überwiegend Kleinstunternehmen (0–9 Angestellte) und kleinen Unternehmen (10–49 Angestellte) zugute, die normalerweise über weniger Liquidität verfügen als grössere Unternehmen. Sie wurden zu 71,1 % (des Gesamtvolumens) von den Grossbanken und Kantonalbanken vergeben. Im Kanton Freiburg wurden 4768 COVID-Kredite mit einem Gesamtbetrag von 575 Millionen Franken vergeben. Dies entspricht 3,4 % des gesamten Kreditvolumens und bringt Freiburg auf den 11. Platz im Kantonsranking. Fast die Hälfte dieses Betrags wurde bis zum 24. Mai 2023 vollständig zurückgezahlt, während die Bürgschaften für Kredite in Höhe von fast 25 Millionen Franken honoriert wurden.²³ Die Freiburger Kantonalbank vergab COVID-Kredite im Wert von 343 Millionen Franken. Dies entspricht 59,7 % der gesamten Kredite, die im Kanton Freiburg während der coronabedingten Wirtschaftskrise vergeben wurden, und 2 % aller in der Schweiz vergebenen Kredite. Die Zinssätze für COVID-Kredite betragen ab März 2020 0,0 % für Kredite bis 500 000 Franken und 0,5 % für Kredite über 500 000 Franken, was auch in den Jahren 2021 und 2022 unverändert blieb. Am 31. März 2023 beschloss der Bundesrat, die Zinssätze an die Entwicklung des Kreditmarktes anzupassen. Somit wurde der Zinssatz für alle COVID-Kredite um 1,5 % erhöht. Der Zinssatz für Kredite bis zu 500 000 Franken wurde also auf 1,5 % angehoben. Diese Entscheidung könnte Unternehmen, die noch über COVID-Kreditbestände verfügen, finanziell belasten, insbesondere kleinere Unternehmen, die in Bezug auf die Liquidität anfälliger sind. Die Situation ist umso heikler, als diese Unternehmen im Jahr 2022 mit einem Anstieg der Kosten für Vorleistungen (und in einigen Sektoren der Arbeitskosten) konfrontiert waren, da sich der bewaffnete Konflikt in der Ukraine auf die Teuerung auswirkte. Andererseits wurden die Verkaufspreise von den Unternehmen (zumindest teilweise) angepasst, um den Anstieg des allgemeinen Preisniveaus in den Jahren 2022 und 2023 auszugleichen. Darüber hinaus ist zu erwähnen, dass die realen Kosten der COVID-Kredite, d. h. ihr Realzins (Nominalzins minus Inflationsrate), gesunken sind, da die Inflationsrate im März 2020 (im Vergleich zum selben Monat des Vorjahres) bei -0,5 % und im März 2023 bei 2,4 % lag.

Zusammen mit den Kurzarbeitsentschädigungen und den COVID-Krediten stellt die Härtefallhilfe die wichtigste Massnahme auf nationaler Ebene zur Bewältigung der durch die Coronavirus-Pandemie ausgelösten Wirtschaftskrise dar. In diesem Rahmen wurden mit den zwischen März 2020 und Dezember 2022 ausbezahlten Beträgen 35 196 Unternehmen in der Schweiz mit nicht rückzahlbaren Beiträgen in Höhe von 5,14 Milliarden Franken unterstützt. Im Kanton Freiburg erhielten 1130 Unternehmen Härtefallhilfen in Höhe von insgesamt 102,5 Millionen Franken.²⁴

6.2.6 Entwicklung der Konkurse

Das während der coronabedingten Wirtschaftskrise in der Schweiz und im Kanton Freiburg eingeführte System von Finanzhilfen hat dazu beigetragen, die Verschlechterung des Arbeitsmarktes in den Jahren 2020 und 2021 stark zu

²² Details über die Entwicklung der Nominal- und Reallöhne im Jahr 2022 nach Wirtschaftszweigen sind unter <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/arbeit-erwerb/loehne-erwerbseinkommen-arbeitskosten/lohnindex.html> zu finden.

²³ Siehe [Credits Covid-19 - EasyGov](#): 1503 Kredite im Wert von 264 Millionen Franken wurden zurückgezahlt.

²⁴ Dieser Betrag umfasst die Hilfen, die auf kantonaler Ebene im Vorfeld der Härtefallregelung gezahlt wurden und bei der Berechnung der Härtefallbeiträge als Anzahlungen gelten und somit beim Bund weiterverrechnet werden können. Siehe Kapitel 5.3

begrenzen, und viele Unternehmen konnten ihren Betrieb weiterführen. So verzeichnete der Kanton Freiburg in den Jahren 2020 und 2021 weniger Konkurse (142 bzw. 162) als im Jahr 2019 (188), trotz der Intensität der Wirtschaftskrise. In Anbetracht der Tatsache, dass im Jahr 2022 insgesamt 222 Konkurse verzeichnet wurden, stellt sich die Frage, ob die Regelung dazu geführt hat, dass Unternehmen, die ansonsten dem Untergang geweiht gewesen wären, weiterbetrieben wurden. Tatsächlich deutet die hohe Zahl der Konkurse im Jahr 2022 auf einen Aufholeffekt hin, bei dem Unternehmen, die bereits vor 2020 geschwächt waren (und 2020 und 2021 «künstlich» am Leben gehalten wurden), 2022 ihre Tätigkeit einstellen mussten. Im Kanton Freiburg ist dieses Phänomen jedoch von begrenztem Ausmass, da mehrere Dutzend Konkurse im Jahr 2022 auf kürzlich erfolgte Änderungen der Handelsregisterverordnung (HRegV) und des Obligationenrechts (OR) zurückzuführen sind. Im Wesentlichen sind die Konkurse im Jahr 2022 auf Mahnverfahren des Handelsregisteramts gegen Einheiten zurückzuführen, die die Voraussetzungen für einen Eintrag im Handelsregister nicht mehr erfüllten. Darüber hinaus ist es schwierig, die Auswirkungen der coronabedingten Wirtschaftskrise auf die Unternehmensdemografie genau zu bewerten, da sie sich in einem sehr unsicheren wirtschaftlichen Umfeld befindet.

6.3 Zukunftsaussichten

Diese Analyse zeigt, dass die coronabedingte Wirtschaftskrise von ausserordentlicher Intensität war, da sie sowohl das Angebot an Waren und Dienstleistungen als auch deren Nachfrage belastete. Angesichts der wirtschaftlichen Auswirkungen der Gesundheitsmassnahmen haben die Sozialversicherungssysteme und die verschiedenen sektoralen Hilfen dazu beigetragen, das Ausmass der Rezession zwischen 2020 und 2022 zu begrenzen. In Europa und den USA behielten die Haushalte insbesondere ein hohes Mass an verfügbarem Einkommen, was eine schnelle wirtschaftliche Erholung nach der Krise begünstigte. Gekoppelt mit höheren Staatsausgaben (vor allem in den USA) drückte der steigende Konsum der privaten Haushalte aufgrund der wachsenden Nachfrage nach Gütern und Dienstleistungen das allgemeine Preisniveau nach oben. Dieses Wiederaufleben der Inflation auf globaler Ebene wurde auch durch die Explosion der Logistikkosten in den Jahren 2020 und 2021 sowie durch Unterinvestitionen in bestimmte Produktionskapazitäten angeheizt. Die Inflationsdynamik verstärkte sich 2022 durch den bewaffneten Konflikt in der Ukraine und seine Auswirkungen auf die Preise für Agrarprodukte und fossile Brennstoffe. Folglich sind die durch das Coronavirus ausgelöste Wirtschaftskrise und ihre globalen Auswirkungen Teil der Transformationen eines wirtschaftlichen Umfelds, das auf geopolitischer und sozialer Ebene von zahlreichen Unsicherheiten geprägt ist.

7 Allgemeine Einschätzung

Die obige Chronologie der Ereignisse zeugt von der Reaktionsfähigkeit des Staates. Dieser war in der Lage, innerhalb kürzester Zeit ein breites Instrumentarium zur Unterstützung der Wirtschaft einzusetzen und das für die Umsetzung der auf Bundesebene getroffenen Massnahmen erforderliche Personal zu mobilisieren.

Während der ersten Welle wurden zunächst sehr schnell erhebliche finanzielle Mittel bereitgestellt und auf eine breite Palette von sektoralen Unterstützungsmassnahmen verteilt, welche die auf Bundesebene getroffenen Massnahmen über Erwerbsausfallentschädigungen, Kurzarbeitsentschädigungen und Kreditbürgschaften gezielt ergänzten. Während auf Bundesebene keine Lösung gefunden wurde, führte der Kanton insbesondere rasch eine Massnahme ein, um die Belastung von Unternehmen, die zur Schliessung gezwungen sind, durch Beiträge an die Mieten erheblich zu verringern. Die Erfahrungen der ersten Welle lieferten Denkanstösse für die Massnahmen des Wiederankurbelungsplans, wobei bewährte Massnahmen wie die Finanzierung von Kariyon-Gutscheinen, Massnahmen zur Förderung der Kultur oder der Berufsbildung wieder aufgenommen oder weitergeführt wurden. Ausserdem konnte sich die Verwaltung auf die zweite Welle vorbereiten. Der Vergleich der bereitgestellten Mittel mit den effektiv zugesicherten Beträgen zeigt, dass die meisten der im Frühjahr eingeleiteten Massnahmen ihren Zweck erfüllt haben.

Die nicht verwendeten Beträge der Sofortmassnahmen der ersten Welle konnten im Herbst rasch für die Umsetzung der Härtefallmassnahmen mobilisiert werden, da die kantonale Verordnung noch vor der Bundesverordnung erlassen

worden war. Die zweite Welle wirkte sich nämlich massiv auf die Branchen aus, die von der ersten Welle bereits geschwächt waren, insbesondere auf das Gastronomiegewerbe, die Reisebranche, den Sport- und Freizeitbereich und den Kulturbereich. Die Schliessung oder Beschränkung zahlreicher Betriebe im Kanton ab November aufgrund der Gesundheitslage machte es erforderlich, in äusserst kurzer Zeit breit angelegte Unterstützungsmassnahmen zu ergreifen, um die für das Überleben der Unternehmen notwendige Liquidität bereitzustellen. Die Verfügbarkeit der Teams, die bereits für die Massnahmen der ersten Welle mobilisiert worden waren, und die Erfahrung mit den damals eingesetzten Prozessen erleichterten die Einrichtung vereinfachter Verfahren und der Infrastruktur, die für die Bearbeitung eines sehr grossen Volumens an Anträgen erforderlich waren. Ursprünglich war die Härtefallhilfe für Einzelfälle gedacht, die nur wenig von den kantonalen Massnahmen der ersten Welle profitiert haben. Mit der Verlängerung der Einschränkungen und Schliessungen und dem Beschluss des Bundes, auch Unternehmen, die 40 Tage schliessen mussten, unabhängig vom Umsatzrückgang in die Massnahme einzubeziehen, wurde die Härtefallhilfe zu einer breit angelegten Massnahme. Indem die Beiträge an die Mieten und die Gastronomie in die Härtefallhilfe übergeführt wurden, konnten Kohärenz und Kontinuität im gesamten Massnahmenpaket gewahrt und die Gefahr einer Überentschädigung vermieden werden, ohne einen Sektor von der Massnahme auszuschliessen. Dies ermöglichte es auch, einen Grossteil der Hilfen, die der Kanton proaktiv in der ersten Welle und später im Vorfeld der Härtefallregelung eingeführt hatte, durch den Bund refinanziert zu erhalten.

Parallel zu den in der zweiten Welle ergriffenen Sofortmassnahmen, die insbesondere die Ämter der Volkswirtschafts- und Berufsbildungsdirektion und die Finanzverwaltung (FINV) mobilisierten, waren alle Direktionen des Staates an der Umsetzung der 25 Massnahmen des Wiederankurbelungsplans beteiligt, die grösstenteils zwischen Herbst 2020 und Ende 2022 erfolgte. Die Erfahrungen mit dem Plan zur Stützung der Wirtschaft infolge der Krise von 2008 haben es zweifellos erleichtert, eine direktionsübergreifende Arbeitsgruppe zu organisieren und erneut in sehr kurzer Zeit das entsprechende Dekret zuhanden des Grossen Rates zu erstellen. Schätzungsweise 60 jährliche VZÄ waren für die Umsetzung der Sofort- und Wiederankurbelungsmassnahmen erforderlich, von denen etwa 20 intern besetzt wurden.

Die Umsetzung der meisten Wiederankurbelungsmassnahmen innerhalb der vorgegebenen Zeit, der Grad der Nutzung der zur Verfügung gestellten Mittel und der Erfolg der meisten Massnahmen, für die ein Antrag eingereicht werden musste, zeigen deren Relevanz und Kohärenz sowie die Fähigkeit der verschiedenen Ämter, diese Massnahmen zusätzlich zum Tagesgeschäfts umzusetzen. Die Massnahmen zur Förderung des Konsums über die Plattform Kariyon.ch waren ein grosser Erfolg mit einer sehr starken Hebelwirkung und haben den lokalen Geschäften Sichtbarkeit verschafft.

Die Sektoren, die am meisten von den Unterstützungsmassnahmen profitierten, waren logischerweise auch am längsten von den Schliessungen und Einschränkungen betroffen, was zeigt, dass die Mitnahmeeffekte begrenzt waren. Ausserdem lässt die Entwicklung der Zahl der Konkurse nach dem Abschluss der wichtigsten Unterstützungsmassnahmen nicht darauf schliessen, dass der Staat Unternehmen, die zur Schliessung verurteilt waren, künstlich am Leben gehalten hätte. Bei der Analyse der konjunkturellen Entwicklung während und nach dem Zeitraum der Krise müssen der besondere Charakter dieser Wirtschaftskrise sowie andere, von der Pandemie unabhängige Faktoren, die wirtschaftliche Unsicherheit erzeugen, berücksichtigt werden. Insgesamt zeigt die Entwicklung der Daten im Zusammenhang mit dem BIP und dem Arbeitsmarkt, dass das Freiburger Wirtschaftsgefüge widerstandsfähig und belastbar ist.

In finanzieller Hinsicht belaufen sich die Ausgaben für die in Kapitel 5.3 aufgeführten Sofort- und Wiederankurbelungsmassnahmen bis zum 31. Dezember 2022 auf 187 Millionen Franken.

Bei einigen dieser Massnahmen zeigt der Bericht erhebliche Unterschiede zwischen dem in den neu eingeführten Gesetzesgrundlagen vorgesehenen Betrag und dem tatsächlich ausgegebenen Betrag auf. Dieser Umstand lässt sich durch mehrere Faktoren erklären:

Erstens zeigten bestimmte Massnahmen mangelnde Attraktivität und fehlenden Erfolg. Dies ist besonders deutlich bei der Massnahme für Unternehmerinnen und Unternehmer sowie Selbstständigerwerbende (MUSV), für die der Grosse Rat einen Kredit von 25 Millionen Franken beschlossen hatte. In seiner Botschaft 2020-DEE-20 hatte der Staatsrat angekündigt, dass man sich über den künftigen Erfolg der genannten Massnahme und die Zahl der tatsächlich eingereichten Anträge uneinig sei. Während die maximale Zahl der anspruchsberechtigten Personen - mit

grossen Vorbehalten - auf rund 10 149 Personen geschätzt worden war, wurden nur 1445 Gesuche eingereicht und der effektiv ausgegebene Betrag belief sich auf rund 3,3 Millionen Franken.

Zweitens sind diese Unterschiede auf die Dringlichkeit zurückzuführen, mit der bestimmte Massnahmen ergriffen werden mussten, sowie auf die fehlende Übersicht über die mögliche Entwicklung der COVID-19-Pandemie zu diesem Zeitpunkt. Beispielsweise war es besonders schwierig, die Höhe der Entschädigungen abzuschätzen, die im Kulturbereich benötigt würden. Gleichzeitig sollten diese Hilfen rasch dem Kultursektor zur Verfügung gestellt werden, um die wirtschaftlichen und sozialen Schäden zu begrenzen. Diese Schwierigkeiten waren allen Kantonen gemeinsam und betreffen auch die Härtefälle im Sinne der Bundesgesetzgebung (siehe Kapitel 5.1. für die Zahlen auf Bundesebene).

Schliesslich lassen sich diese Unterschiede auch durch die Anwendung des Vorsichtsprinzips erklären. So hat die Regierung mehrfach beschlossen, die Möglichkeiten des Bundesrechts umzusetzen, trotz des «Risikos», dass sich einige dieser Instrumente nicht als zwingend notwendig erweisen würden. Ein hervorragendes Beispiel dafür ist die Schutzschirm-Massnahme, mit der Grossveranstaltungen, die bestimmte Kriterien erfüllten, eine Verlustgarantie für den Fall einer behördlich angeordneten Absage zugesichert wurde. Im Kanton Freiburg wurden drei Grossveranstaltungen durch diese Garantie abgedeckt, ohne dass anschliessend eine Entschädigung gezahlt werden musste, da die Veranstaltungen schlussendlich stattfinden konnten. Diese Massnahme beruhigte jedoch die Organisatoren der betreffenden Veranstaltungen, begrenzte das finanzielle Risiko, dem sie ausgesetzt waren, und stellte somit einen wichtigen Anreiz für diese Strukturen dar. Auch hier ist die Nicht-Ausschöpfung des ursprünglich angekündigten Betrags allen Kantonen gemeinsam: In der Westschweiz musste keine Veranstaltung, die unter den Schutzschirm fiel, auf Anweisung der Behörden abgesagt bzw. entschädigt werden.²⁵

Zum gegenwärtigen Zeitpunkt können sich die genauen Endkosten all dieser Massnahmen weiterhin in relativ geringem Umfang ändern. Wie in Kapitel 11 erwähnt, wird die Überwachung und Kontrolle bestimmter ausgezahlter Hilfen, insbesondere der Härtefallhilfen, über mehrere Jahre hinweg fortgesetzt. Mögliche Rückforderungen sind daher nicht auszuschliessen. Darüber hinaus werden Ausgaben im Zusammenhang mit einigen Massnahmen des Wiederankurbelungsplans auch noch 2023 (Massnahmen 1 und 3) oder sogar noch weiter in der Zukunft (Massnahmen 12, 13 und 18) anfallen. Der Grossteil der Ausgaben wurde jedoch bereits getätigt.

Die nicht verwendeten Beträge (wie oben erläutert), wurden für die Finanzierung spezifischer Massnahmen in einer aussergewöhnlichen Lage bereitgestellt. Diese Situation ist nicht mehr gegeben. Seit dem 1. April 2022 hat der Bundesrat die besondere Lage aufgehoben. Inzwischen wurden auch die Ausführungsverordnungen formell aufgehoben oder werden aufgehoben, sobald die Umsetzung der verschiedenen Massnahmen abgeschlossen ist.

8 Bilanz der Gesundheits- und anderen Schutzmassnahmen

8.1 KFO 1 + 2 COVID-19

Das Kantonale Führungsorgan (KFO) wurde zweimal mit der Koordination der Schutzmassnahmen im Kanton Freiburg beauftragt. Der erste Zeitraum erstreckte sich von März 2020 bis Juni 2020, der zweite von Oktober 2020 bis Mai 2021.

Der erste Zeitraum ist durch eine sogenannte ausserordentliche Lage und damit durch einen zentralisierten Entscheidungsprozess auf Bundesebene gekennzeichnet. Das KFO, das in einer erweiterten Zusammensetzung eingerichtet wurde, um den Einsatz aller an der Bewältigung der Gesundheitskrise beteiligten öffentlichen Kräfte zu leiten, hat insbesondere über die rein gesundheitlichen Aspekte hinaus (Hospitalisierung, gefährdete Institutionen, Testing und Tracing, Gesundheitshotline usw.) eine Vielzahl von Leistungen erbracht. Diese gingen einerseits zugunsten der Partner, beispielsweise mit der Einrichtung einer Einkaufszentrale für medizinisches und

²⁵ Siehe [Schutzregenschirm Publikumsanlässe - EasyGov](#).

Schutzmaterial oder der Verwaltung der Unterstützungskräfte (Zivilschutz (ZS), Armee), die in den Einrichtungen eingesetzt wurden. Zum anderen kamen ihre Leistungen der Zivilgesellschaft, der Wirtschaft und dem Vereinswesen zugute, z. B. durch die Einrichtung einer «Alltags»-Hotline, einer Hotline «Wirtschaft» oder einer Informationsstelle, die zentral die Kommunikation mit der Öffentlichkeit gewährleistete.

Die zweite Periode ist hingegen durch einen Zustand gekennzeichnet, der auf Bundesebene als «besondere Lage» eingestuft wurde. Dies bedeutete, zumindest in der ersten Zeit bis Anfang Dezember 2020, dass die Kantone weitgehend frei waren, über Massnahmen auf ihrem Kantonsgebiet zu entscheiden. Ab Mitte Dezember 2020 übernahm der Bund auf seiner Ebene die Koordination des Massnahmenpakets, das diesmal nach einer Übergangszeit von einigen Wochen wieder für die gesamte Schweiz gelten sollte. Das in dieser zweiten Periode eingerichtete KFO war anders organisiert als in der ersten Periode, mit einer weitgehend unabhängigen Task Force Gesundheit, einer kantonalen Koordinationsstelle, die für die Umsetzung der Massnahmen, die Koordination zwischen den Partnern und die Verwaltung der «Alltags»-Hotline zuständig war, sowie einer Stabstelle «Unterstützung und Reserven».

In beiden Zeiträumen griff das KFO mit der Mobilisierung des Zivilschutzes auf die operative Reserve in kantonaler Hand sowie mit dem subsidiären Einsatz der Armee auf die strategische Reserve des Bundes zurück. Der ZS wurde vorrangig in den Alters- und Pflegeheimen sowie den Impfbetrieben und in geringerer Masse am freiburger Spital (HFR) eingesetzt. Die Unterstützung am HFR erfolgte mit Personen aus dem Kanton Waadt, da in Freiburg nicht genügend Personal vorhanden war. Die Armee wurde zur Unterstützung der Pflege am HFR eingesetzt. Neben dem Einsatz dieser beiden Reserven konnte der Staat auf einen verstärkten Einsatz der Polizeikräfte zählen, um Kontrollen und Planungsarbeiten durchzuführen, sowie auf die Bereitstellung von Feuerwehrkräften, um die Ambulanzkapazitäten zu verstärken.

Gebundene Beträge für KFO 1 und 2 COVID-19

	2020.	2021.	2022.	Total
In CHF		334 503,30	17 652,20	13 880 383

8.2 Task Force Gesundheit

Ab 2020 war die Direktion für Gesundheit und Soziales (GSD) im Kampf gegen die COVID-19-Pandemie stark gefordert. Im Mai 2020 richtete sie unter anderem die Task Force Gesundheit ein, die sich aus den verschiedenen internen und externen Partnern zusammensetzte und deren operative Organisation Folgendes umfasste:

- > eine Personalabteilung, die eng mit dem Generalsekretariat zusammenarbeitete und auf dem Höhepunkt der Krise über 500 Mitarbeitende anstellte (insgesamt wurden 1300 Personen angestellt);
- > eine gemeinsame Informationsstelle mit der Polizei;
- > eine Tracing-Stelle bestehend aus einem Callcenter, die Umgebungsuntersuchungen durchführte, um durch frühzeitige Identifizierung von Fällen und Rückverfolgung von Kontaktpersonen die Ausbreitung des Virus zu verhindern;
- > eine Gesundheitshotline für Fragen der Bevölkerung im Zusammenhang mit COVID-19 (mehr als 35 360 Anrufe im Jahr 2022);
- > eine Einheit, die gefährdeten Einrichtungen insbesondere mit einem mobilen Team Unterstützung bot;
- > weitere Einheiten, die sich mit COVID-Zertifikaten und der Organisation von repetitiven Tests befassten;
- > ein kantonales Testzentrum, mit dessen Aufbau und Betrieb das HFR beauftragt wurde (Mandat), um das private Angebot von Apotheken, Arztpraxen und Labors zu ergänzen (109 426 nachgewiesene COVID-19-Infektionen im Jahr 2022);
- > zwei kantonale Impfbetriebe, eines in Freiburg und eines in Bulle, sowie mobile Impfteams, die insbesondere in Bezirken, Institutionen, Alters- und Pflegeheimen, Bildungseinrichtungen, Unternehmen und Einkaufszentren eingesetzt wurden (589 500 verabreichte Impfdosen von Dezember 2020 bis Ende 2022);
- > eine Apotheke, in der die von der Armeeapotheke versandten Impfstoffe gegen das Coronavirus entgegengenommen und gelagert wurden und von wo aus sie unter Berücksichtigung der logistischen

Einschränkungen im Zusammenhang mit der Stabilität und Verpackung der erhaltenen Produkte an die Berechtigten verteilt wurden.

Im April 2022 wurde die Task Force Gesundheit mit dem Übergang von der besonderen zur normalen Lage aufgelöst. Seither sind das Kantonsarztamt (KAA) über seine COVID-19-Einheit und das sanitätsdienstliche Führungsorgan (SFO) unter dem Vorsitz des Kantonsarztes für das Pandemiemanagement zuständig. 2023 wurde beschlossen, dass die Apotheke, die unter anderem die Logistik der Impfstoffe gegen das Coronavirus verwaltet, weitergeführt wird. Ausserdem sollen mindestens eine Impfstelle und je nach Bedarf ein mobiles Impfteam bestehen bleiben. Diese Funktionsweise wird beibehalten, da die Beschaffung sowie die Verteilung der Impfstoffe an die Kantone weiterhin von der Armeepotheke übernommen werden und die Aufbewahrungsbedingungen für die Impfstoffe nach wie vor aussergewöhnlich sind, was Apotheken und Arztpraxen davon abhält, regelmässige Impfungen anzubieten. Der Kanton muss also weiterhin ein minimales, angemessenes Impfangebot gewährleisten. Angesichts des starken Rückgangs der Nachfrage nach Tests wurde das kantonale Testzentrum am 15. Januar 2023 geschlossen.

Die COVID-19-Pandemie hatte auch erhebliche finanzielle Auswirkungen auf die Spitäler und Kliniken des Kantons. Diese hatten zusätzliche Kosten zu tragen, insbesondere aufgrund der Leistungen für die Bereitstellung von Betten (die für an COVID-19 erkrankte Personen reserviert waren) und der komplexeren Patientenbetreuung aufgrund der vom Personal zu treffenden Schutzmassnahmen. Einige Einrichtungen hatten auch mit fehlenden Einnahmen zu kämpfen, insbesondere nachdem der Bundesrat im Frühjahr 2020 nicht dringende Leistungen während sechs Wochen verboten hatte und der Staatsrat die somatischen Spitäler des Kantons Freiburg aufforderte, die elektive Tätigkeit während starken Pandemiewellen zu reduzieren. Der Staatsrat beschloss, sich an den finanziellen Auswirkungen der coronabedingten Krise zu beteiligen, indem er dem HFR, dem HIB, dem Daler Spital und der Clinique Générale Ste-Anne Finanzhilfen gewährte.

Damit die von den Gemeindeverbänden betriebenen oder beauftragten Pflegeheime und Spitexdienste die Krise bewältigen konnten, genehmigte der Staatsrat auch hier zusätzlich zu den regulären Subventionen Sondermassnahmen sowie Finanzhilfen.

In den Pflegeheimen ermöglichte dies insbesondere die Übernahme von Kosten im Zusammenhang mit Schutzmaterial, Vertretungen für das gesamte Personal im Pflege- und Betreuungsbereich, vom Kantonsarzt angeordnete Tests, Pauschalen für Bereitschaftsärzte und die Anerkennung von durchschnittlichen Lohnkosten, die über dem Budget lagen. Der Staat finanzierte auch die vorübergehende Überdotierungen von Pflege- und Betreuungspersonal, eine Pauschale für leere Betten in Pflegeheimen, die vom Kantonsarzt unter Quarantäne gestellt worden waren, und Prämien für das Personal.

Für die Spitexdienste hat der Staatsrat für das Jahr 2020 eine ausserordentliche Subventionierung beschlossen. Zusätzlich zur regulär gezahlten Subvention leistete der Staat einen Beitrag (zu 30 %) an die Löhne von Personen, die bei Spitexdiensten angestellt sind, aufgrund der COVID-19-Pandemie aber keine Spitex-Leistungen erbringen konnten (Personen in Isolation oder Quarantäne, gefährdete Personen oder Personen, die stattdessen in einem Pflegeheim arbeiteten).

Die mit der COVID-19-Pandemie verbundenen Mehrkosten in den Pflegeheimen und Spitexdiensten wurden vom Staat und den Gemeinden nach den üblichen Regeln finanziert. Mit dem am 18. November 2020 eingereichten Auftrag zur Übernahme der Mehrkosten von Pflegeheimen und Spitexdiensten im Rahmen der finanziellen COVID-19-Unterstützungsmassnahmen (2020-GC-186) forderten die unterzeichnenden Grossrätinnen und Grossräte den Staatsrat jedoch auf, ein Inventar der Mehrkosten zu erstellen, die durch die zusätzlichen Massnahmen im Zusammenhang mit COVID-19 in den Pflegeheimen und Spitexdiensten entstehen, und verlangten, dass der Staatsrat spezifische Budgets bereitstellt, um alle Verluste und Fehlbeträge im Zusammenhang mit COVID-19 zu kompensieren. Die Verfasserinnen und Verfasser des Auftrags forderten also, dass diese Mehrkosten gemäss der Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden nicht in die regulären Posten der Subventionen fallen. Da dieser Auftrag vom Grossen Rat in seiner ordentlichen Sitzung vom Dienstag, 22. März 2022 angenommen wurde, wird im Budget 2023 ein Betrag von 6 000 000 Franken vorgesehen, um die darin formulierten Forderungen zu erfüllen.

Auch Sondereinrichtungen für erwachsene Menschen mit Behinderungen oder Suchtproblemen waren von den Folgen der COVID-19-Pandemie betroffen. Insbesondere mussten sie Schutzkonzepte entwickeln, um die Weisungen des Bundes und der Task Force Gesundheit einzuhalten. Im Jahr 2021 zahlte der Staat eine Finanzhilfe zur Unterstützung der im Laufe des Jahres eingeführten Massnahmen sowie eine Vorauszahlung für die im Jahr 2022 geplanten Ausgaben im Zusammenhang mit COVID-19.

Im Bereich der familienergänzenden Tagesbetreuung konnte der Kanton Freiburg gestützt auf die Bundesverordnung über die Abfederung der wirtschaftlichen Auswirkungen der Massnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus (Covid-19) auf die institutionelle familienergänzende Kinderbetreuung (SR 862.1) die privaten Kindertagesstätten und ausserschulischen Betreuungseinrichtungen für die nicht erhobenen Elternbeiträge in der Zeit vom 17. März 2020 bis 17. Juni 2020 entschädigen.

Im Jahr 2020 übernahm die GSD einen Teil des vom Staat erworbenen Schutzmaterials über das Ad-hoc-KFO. Für die Verwaltung dieses Materials wurde zwischen der GSD und dem HFR ein Leistungsauftrag unterzeichnet. Die (anspruchsberechtigten) Gesundheitseinrichtungen des Kantons haben die Möglichkeit, sich über das HFR aus diesem Materiallager zu versorgen. Das HFR stockt das Lager wieder auf, um sicherzustellen, dass die Reservebestände in der vom Staatsrat beschlossenen Höhe gehalten werden. Die Einnahmen und Kosten im Zusammenhang mit der Verwaltung dieses Bestands gehen zu Lasten der GSD.

Die folgende Tabelle gibt einen Überblick über die Ausgaben, die durch die oben beschriebenen Massnahmen und Finanzhilfen entstanden sind, wie sie in der Staatsrechnung verbucht wurden. Dies kann Verschiebungen zwischen dem Jahr, in dem die Massnahmen eingeführt wurden, und dem Jahr, in dem der Geldfluss stattgefunden hat, bedeuten. Dies gilt insbesondere für die Spitäler: Ihnen zahlte der Staat insgesamt 37 Millionen Franken für die Mehrkosten im Zusammenhang mit COVID-19, die sie 2020 zu tragen hatten (31,4 Millionen Franken 2020 und 5,6 Millionen Franken 2021), 36,9 Millionen Franken für die Mehrkosten im Jahr 2021 (10,5 Millionen Franken 2021 und 26,4 Millionen Franken 2022) und eine Vorauszahlung von 6 Millionen Franken für die Massnahmen, die 2022 eingeführt wurden.

Ausgaben durch Gesundheitsmassnahmen und andere finanzielle Unterstützung für Gesundheitseinrichtungen

	2020	2021	2022	Total
Task Force Gesundheit (inkl. Tracing, Tests, Impfung)	2 401 200	19 513 600	9 725 500	31 460 300
Pauschalen des Bundes und der Krankenversicherer (Tests, Impfung)		-7 267 900	-3 453 000	-10 720 900
Unterstützung der Spitälern (HFR, FNS, HIB, Freiburger Privatkliniken)	31 376 000	16 083 600	32 362 100	79 821 700
Prämie für das Pflegepersonal	1 400 000	-	-	1 400 000
Sozialmedizinische Pflege (Pflegeheime, Spitex, Beträge zu Lasten des Staates)	3 311 200	1 699 300	n.v.	5 010 500
Spezialisierte Einrichtungen (Betrag zu Lasten des Staates, 45 %)	-	1 706 900	-	1 706 900
Familienergänzende Kinderbetreuung	344 600	-	-	344 600
Materialbestand (Beschaffung und Verwaltung)	3 639 500	-230 100	-788 100	2 621 300
Total netto	42 472 500	31 505 400	37 846 500	111 824 400

* + Ausgaben, - Einnahmen; Beträge gerundet. n.v. = nicht verfügbar.

9 Detaillierte Bilanz der Sofort- und Wiederankurbelungsmassnahmen

9.1 Massnahmen während der ersten Welle der Coronavirus-Pandemie

9.1.1 Ausführungsverordnung der Bundesverordnung über die Abfederung der wirtschaftlichen Auswirkungen des Coronavirus (COVID-19) im Kultursektor	
<i>Entschädigungen an Kulturunternehmen sowie an Kulturschaffende</i>	
Kantonale/eidgenössische Gesetzesgrundlage: SGF 821.40.32 / SR 442.15	
Zuständige Direktion/Amt: BKAD/KA	
Gewährungsverfahren	<p>Für finanzielle Verluste aufgrund der Absage oder Verschiebung von Veranstaltungen und Projekten oder der Schliessung von Unternehmen aufgrund der Massnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus werden nicht rückzahlbare Finanzhilfen gewährt, und zwar bis zu maximal 80 % der genannten Verluste.</p> <p>Kulturvereine im Laienbereich können über die vom Bund unterstützten Verbände Finanzhilfen beantragen, die sich auf höchstens 10 000 Franken pro Kulturverein belaufen.</p> <p>Der Bund beteiligt sich mit 50 %. Das KA hat die Entscheidungskompetenz für Beträge bis 30 000 Franken, die BKAD für Beträge bis 100 000 Franken. Für Beträge, die darüber hinaus gehen, entscheidet der Staatsrat über die Gesuche.</p>
Zahlen	<p>Von 289 eingereichten Gesuchen wurden 234 bewilligt und insgesamt 4 195 225 Franken ausbezahlt, wovon 17 % auf Kulturschaffende und 83 % auf Kulturunternehmen entfielen. Rückerstattungen sind noch möglich.</p>
Bilanz und Nachverfolgung	<p>Eine detaillierte Bilanz der Massnahme findet sich im Bericht zum Postulat 2020-GC-156 über die Auswirkungen der COVID-19-Krise im Kulturbereich in den Jahren 2020–2021. Alle Gesuche wurden innerhalb der vorgegebenen Fristen bearbeitet. Die Massnahme wurde in den Jahren 2021 und 2022 fortgesetzt, sodass Kulturunternehmen und Kulturschaffende während der gesamten Pandemie begleitet werden konnten. Für die finanzielle Analyse der Gesuche und die Berechnung des Schadens wurde eine Task Force aus amtsexternen Experten eingesetzt. Eine Ad-hoc-Kommission wurde beauftragt, zu den Finanzhilfen Stellung zu nehmen. Das Bundesamt für Kultur erhielt regelmässig einen Finanzbericht. Bei vier Gesuchen führte der Bund eine Stichprobenkontrolle durch. Das KA führte eine allgemeine Rechnungsprüfung der begünstigten Unternehmen durch, um sicherzustellen, dass diese keinen Überschuss aufwiesen (in Form eines Gewinns oder der Bildung von nicht zweckgebundenen Rückstellungen oder stillen Reserven im letzten Geschäftsjahr) und dass die gewährten Gelder nicht zweckentfremdet wurden. Bis Mitte Mai waren für sechs Unternehmen Rückerstattungen in Höhe von 297 710 Franken beschlossen worden. Diese Zahlen können sich noch ändern.</p>

<p>9.1.2 Verordnung über die Unterstützung des Schlosses Greyerz infolge des Coronavirus (COVID-19)</p> <p><i>Kurzfristige Soforthilfe zur Deckung des Betriebsverlustes der Stiftung im Jahr 2020</i></p> <p>Kantonale Gesetzesgrundlage: SGF 821.40.34</p>	
<p>Zuständige Direktion/Amt: BKAD/KA</p>	
<p>Gewährungsverfahren</p>	<p>Der Betrag dient zur Deckung des Betriebsverlustes im Jahr 2020 und wird in maximal vier Tranchen auf der Grundlage eines Quartalsberichts freigegeben.</p>
<p>Zahlen und Bilanz</p>	<p>Da es sich bei der Stiftung Schloss Greyerz um eine öffentlich-rechtliche Einrichtung handelt, hat die Stiftung keinen Anspruch auf Entschädigung im Rahmen der COVID-Kulturverordnung. Der Betriebsverlust war geringer als erwartet, weshalb im Jahr 2020 nur zwei Tranchen bzw. 425 000 Franken benötigt wurden. Im Jahr 2022 wurde jedoch eine ausserordentliche Finanzhilfe in Höhe von 275 000 Franken gewährt, wodurch sich die gesamte Hilfe auf insgesamt 700 000 Franken erhöhte.</p>

<p>9.1.3 Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch die Unterstützung der lokalen Wirtschaft (ULWV-COVID-19)</p> <p><i>Unterstützung der Entwicklung der Online-Plattform Kariyon.ch, um Gutscheine mit einem Rabatt von 20 % zu Lasten des Staates zu erwerben.</i></p> <p>Kantonale Gesetzesgrundlage: SGF 821.40.53</p>	
<p>Zuständige Direktion/Amt: VWBD/WIF; ILFD/GN</p>	
<p>Gewährungsverfahren</p>	<p>Zum Schliessen gezwungene Geschäfte (einschliesslich Restaurants, Discos/Bars, Sport-, Unterhaltungs- und Freizeiteinrichtungen sowie Pflegeeinrichtungen) sowie Mitglieder der Vereinigung Terroir Fribourg können sich auf der Plattform Kariyon.ch registrieren. Die Kundinnen und Kunden zahlen 80 % des Wertes der über die Plattform gekauften Gutscheine, maximal 100 Franken pro Gutschein und maximal 5 Gutscheine eines Geschäfts. Die Gutscheine sind bis zum 31. Dezember 2021 gültig. Partner, die sich auf der Plattform registriert haben, können sich die Gutscheine bis zum 30. September 2021 erstatten lassen. Die Massnahme fördert auch den lokalen Tourismus, da jede Person, die im Kanton übernachtet und sich über die Plattform «Check-In» registriert, einen Gutschein im Wert von 20 Franken erhält, der bei den registrierten Partnern eingelöst werden kann.</p>
<p>Zahlen</p>	<p>Der Staat gab für diese Massnahme 3 961 857 Franken aus, davon 202 562 Franken für die Entwicklung der Plattform. Er übernahm auch die Transaktionskosten, die bei der Verwendung von Kreditkarten anfallen. Durch die Massnahme flossen 17 Millionen Franken in die lokale Wirtschaft. Über die Plattform «Check-In» wurden Gutscheine im Wert von 73 600 Franken generiert. 1450 Geschäfte lösten Gutscheine ein, die von 28 500 Einzelkunden gekauft wurden.</p>
<p>Bilanz und Nachverfolgung</p>	<p>Die Verwaltung der Massnahme wurde per Leistungsauftrag an die Firma Local Impact übertragen. Diese überprüfte, ob die Leistungsanbieter für die Massnahme infrage kamen, und schickte die Zahlungslisten zur Weiterverfolgung und Finanzkontrolle an die entsprechenden Ämter.</p> <p>Die Massnahme «Kariyon» hat den Konsum nach den angeordneten Schliessungen deutlich</p>

gefördert. Sie hat auch zum ersten Mal das Wirtschaftsgefüge der KMU und der Selbstständigerwerbenden des Kantons Freiburg in einem Online-Verzeichnis ins Rampenlicht gerückt. Die Aktion trug zur Entwicklung des Erscheinungsbilds der Plattform Kariyon.ch und der entsprechenden App bei und ermöglichte die Entwicklung von generischen Gutscheinen. Drei Monate nach ihrem Start hat die Gesellschaft den Auftrag, den ihr der Staat Freiburg erteilt hat, vollständig erfüllt. Die Aktion wurde im Rahmen des Wiederankurbelungsplans ebenso erneuert wie der Kauf von Gutscheinen durch den Staat für bestimmte Zielgruppen. Die Plattform besteht weiterhin und wird weiterentwickelt.

9.1.4 Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus im Tourismusbereich (WMT-COVID-19)

Soforthilfe für Beherbergungsbetriebe, touristische Anlagen und Sehenswürdigkeiten basierend auf der Funktionsweise des Tourismusförderungsfonds (TFF).

Kantonale Gesetzesgrundlage: SGF 821.40.62

Zuständige Direktion/Amt: VWBD / FTV (TFF-Sekretariat)

Gewährungsverfahren	Die Unterstützung besteht aus einer Lockerung der Vergabebedingungen und einer Ausweitung der regulären Beiträge aus dem TFF für Beherbergungs- und Freizeiteinrichtungen, insbesondere durch die Übernahme eines Teils der Miet- oder Pachtzinsen für eine Dauer von maximal 21 Monaten zwischen April 2020 und Dezember 2021 sowie einem Darlehen an den Freiburger Tourismusverband (FTV) von maximal 1 Million Franken. Die Begünstigten müssen einen vom Bund verbürgten Kredit beantragen und eine um über 80 % verminderte Geschäftstätigkeit für Beherbergung und Freizeit zwischen März und Mai 2020 nachweisen.
Zahlen	64 der 79 eingereichten Gesuche wurden angenommen und ein Gesamtbetrag von 4 096 192 Franken ausbezahlt. Davon entfielen 83 % auf die Hotellerie und Parahotellerie, 10% auf Sehenswürdigkeiten und der Rest auf Bergbahnen, Campingplätze und Kongresszentren. Die Bearbeitungsgebühr von 250 Franken pro Fall wurde den Begünstigten auferlegt. Die Beträge wurden in vier Zahlungen aufgeteilt, von denen eine aufgrund der finanziellen Situation des Gestuchstellers nicht geleistet wurde. Der FTV erhielt ein Darlehen in Höhe von 200 000 Franken, das inzwischen teilweise zurückgezahlt ist.
Bilanz und Nachverfolgung	Mit den Begünstigten der Massnahme wurden Vereinbarungen getroffen. Der Verwaltungsausschuss des TFF verfolgte alle Entscheidungen direkt über einen Online-Zugang. Die Dossiers wurden in Ad-hoc-Ausschusssitzungen bestätigt. Die sehr gute Funktionsweise des TFF ermöglichte dank eines bereits gut eingespielten Verfahrens zur Übernahme von Zinsen oder Mietkosten eine schnelle und effiziente Umsetzung. Der Restbetrag der Massnahme bleibt dem TFF zugewiesen.

<p>9.1.5 Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch Beiträge an Miet- und Pachtzinsen von Gewerbeflächen (WMMV-COVID-19)</p> <p><i>Übernahme von drei Monatsmieten oder -pachten für Geschäftsflächen zu je einem Drittel durch den Staat, die Mieterin oder den Mieter und die Eigentümerin oder den Eigentümer</i></p> <p>Kantonale Gesetzesgrundlage: SGF 821.40.63</p>	
<p>Zuständige Direktion/Amt: VWBD/WA</p>	
Gewährungsverfahren	<p>Dieses System nicht rückzahlbarer Hilfen ermöglicht es den Mieterinnen und Mietern von Gewerbeflächen, die infolge der Massnahmen zur Bekämpfung von COVID-19 schliessen mussten, über einen tripartiten Vertrag zwei von drei Monatsmieten ohne Nebenkosten gezahlt zu erhalten. Der Staat zahlt eine Monatsmiete, sofern die Mieterin oder der Mieter eine Monatsmiete zahlt und die Eigentümerin oder der Eigentümer auf eine Monatsmiete verzichtet. Diese Massnahme gilt für die Monate Mai, Juni und Juli 2020. Die Beträge werden direkt an die Eigentümerinnen und Eigentümer ausgezahlt. Für die Massnahme infrage kommen Unternehmen sowie Selbstständigerwerbende (Obergrenze der Hilfe: 5000 Franken) sowie öffentliche Gaststätten (Patente des Typs A, B, C, D, F im Sinne des ÖGG, SGF 952.1; Obergrenze der Hilfe: 7000 Franken). Keinen Anspruch haben Einrichtungen mit Patent des Typs G sowie Unternehmen, deren Vermieterin eine öffentliche Körperschaft ist.</p>
Zahlen	<p>Es wurden 2086 der 2310 eingereichten Gesuche bewilligt; der ausbezahlte Gesamtbetrag beläuft sich auf 4 876 076 Franken. Bei 25 % der Begünstigten handelt es sich um öffentliche Gaststätten und Beherbergungsbetriebe, bei 26 % um Detailhandelsgeschäfte im Non-Food-Bereich. 16 % sind Einrichtungen für persönliche Dienstleistungen (Wellness, Fitness, Coiffeur, Nagelstudio, Kosmetik, Massage usw.) und 14 % Einrichtungen für Gesundheitsberufe.</p>
Bilanz und Nachverfolgung	<p>Die Massnahme wurde im Kanton schnell eingeführt, während es keine vergleichbare Massnahme durch das Bundesparlament schaffte. Die Obergrenze der Hilfe und eine gewisse mangelnde Akzeptanz seitens der Vermieter bremsen den Erfolg der Massnahme, die dennoch über 2000 Geschäften eine erhebliche Entlastung brachte. Das Prinzip der Mietunterstützung wurde später im Rahmen der Finanzhilfe, die in der zweiten Welle vergeben wurde, wieder aufgegriffen. Die Massnahme erforderte die Einstellung von befristeten Mitarbeitenden, die in diesem Rahmen rasch wieder eingesetzt werden konnten.</p>

<p>9.1.6 Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch Beiträge und Beratung für Unternehmen (WMV-Unternehmen-COVID-19)</p> <p><i>Teilweise Übernahme der Mitgliederbeiträge für «thematische Cluster»; Bürgschaften für spezielle Bankkredite für Start-ups, Bereitstellung von Coaches aus dem platinn-Netzwerk.</i></p> <p>Kantonale/eidgenössische Gesetzesgrundlage (Start-up): SGF 821.40.64 / SR 951.251</p>	
<p>Zuständige Direktion/Amt: VWBD/WIF</p>	
Gewährungsverfahren	<p>Übernahme der Mitgliederbeiträge der folgenden Cluster: Building Innovation Cluster, Cluster Food & Nutrition und Swiss Plastics Cluster in Höhe von bis zu 75 % des jährlichen Einzelmitgliederbeitrags für 2020.</p> <p>Bürgschaft für Bankkredite an Start-ups, die zwischen dem 1. Januar 2010 und dem 1. März 2020</p>

	gegründet wurden, die über einen Zeitraum von 10 Jahren zurückzuzahlen sind (verlängerbar auf 15 Jahre). Die Rahmenbedingungen und das Antragsverfahren werden auf Bundesebene festgelegt. Fri Up führt die Vor-Analyse der Dossiers vor der Weiterleitung an die WIF durch, die den Antrag nach der Validierung an Cautionnement romand weiterleitet. Wenn die Bürgschaft honoriert werden muss, zahlt der Bund 65 % und der Staat Freiburg 35 % des Bankkredits zurück. Die Beteiligung an Arbeiten zur Umgestaltung von Prozessen (insbesondere die Digitalisierung und/oder die Umstellung der Versorgungsketten) durch die Bereitstellung von Coaches des platinn-Netzwerks, die vom Amt beauftragt werden, beläuft sich auf bis zu 600 Franken pro Unternehmen.
Zahlen	Im Rahmen der Cluster-Mitgliederbeiträge wurden 84 750 Franken gezahlt. Von den 22 eingereichten Gesuchen profitierten 10 innovative Start-ups mit 52 VZÄ von einer Bürgschaft (Bund und Kanton) für Kredite in der Höhe von insgesamt 3 115 840 Franken. Bis heute musste keine der Bürgschaften honoriert werden. Von 71 Gesuchen erhielten 70 Unternehmen ein Coaching im Wert von insgesamt 36 833 Franken. 77 % der Gesuche stammten von Kleinstunternehmen, die in verschiedenen Branchen tätig waren.
Bilanz und Nachverfolgung	Eine <u>Auswertung des Bundes</u> zu den verbürgten Krediten an Start-ups ist verfügbar ²⁶ . Die Einsatzberichte der platinn-Coaches wurden vom Amt validiert.

9.1.7 Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus im Bereich der Medien (WMME-COVID-19)	
<i>Direkte Unterstützung lokaler Printmedien und lokaler Radio-/TV-Sender aufgrund ihres Service-Public-Auftrags</i>	
Kantonale Gesetzesgrundlage: SGF 821.40.65	
Zuständige Direktion/Amt: VWBD/GS-VWBD	
Gewährungsverfahren	Die Unterstützung besteht in der Übernahme von 50 % der gegenüber der Vorjahresperiode eingebüsst Werbeeinnahmen nach Kompensation allfälliger Mehreinnahmen aus dem Verkauf zusätzlicher Abonnemente. Die Massnahme wurde bis Ende 2021 verlängert. Die Unterstützung ist unabhängig vom Geschäftsergebnis und erfolgt zusätzlich zu einer eventuellen ausserordentlichen Finanzhilfe durch den Bund für Printmedien und subsidiär zu einer solchen Hilfe für Radio/TV. Die Anträge werden für jedes Quartal, das unter die Verordnung fällt, wiederholt.
Zahlen	Für diese Massnahme wurden 2 560 924 Franken ausgezahlt, davon 88 % für die Printmedien und 12 % für Radiosender; ein Antrag auf teilweise Rückerstattung ist aufgrund der Subsidiaritätsklausel mit der Bundeshilfe noch anhängig. Im Rahmen der Sofortmassnahmen des Bundes zur Unterstützung der Medien hat das BAKOM ausserdem folgende Unterstützungen gesprochen: 1 611 107 Franken an die Freiburger Printmedien für die vollständige Übernahme der Verteilungskosten durch die Post und 1 361 309 Franken an das Radio für den Ausgleich der Verluste bei Werbung und Sponsoring

²⁶ Siehe [COVID-19: Startup-Bürgschaftsprogramm erfolgreich umgesetzt \(admin.ch\)](#).

Bilanz und Nachverfolgung	Zusammen mit der indirekten ausserordentlichen Bundeshilfe für die Presse und den anderen Unterstützungsmassnahmen des Bundes (KAE, COVID-Kredite) ermöglichte es der kantonale Beitrag den Verlegern der Printmedien, die Publikationen und die meisten Arbeitsplätze während der Krise aufrechtzuerhalten. Die Unterstützung für Radiosender wurde jedoch aufgrund der Subsidiaritätsklausel stark eingeschränkt. Es ist anzumerken, dass die Medien im Allgemeinen mit eher strukturellen Schwierigkeiten zu kämpfen haben und der Personalabbau nicht ausschliesslich mit COVID-19 zusammenhängt. Siehe auch den Bericht 2022-DEE-51 .
----------------------------------	--

9.1.8	Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch die Unterstützung der Berufsberatung und der Berufsbildung (WMV-Bildung-COVID-19)
	<i>Unterstützung für Jugendliche am Ende der obligatorischen Schulzeit, die auf der Suche nach einer Lehrstelle sind, Jugendliche in einer beruflichen Grundbildung im dualen System und Erwachsene, die infolge der Krise in einer prekären beruflichen Situation sind und eine berufliche Laufbahnberatung benötigen</i>
	Kantonale Gesetzesgrundlage: SGF 821.40.66
	Zuständige Direktion/Amt: VWBD/BBA; BKAD/BEA
Gewährungsverfahren	Die Massnahmen sind auf vier Ebenen angesiedelt: Übergang vom Ende der obligatorischen Schule zur berufsbildenden Sekundarstufe II (Nahtstelle I), Übergang von der (berufsbildenden oder allgemeinbildenden) Sekundarstufe II in den Arbeitsmarkt (Nahtstelle II), Betreuung während der Lehre sowie Laufbahnberatung und Umschulung für Erwachsene. Die Ebene «Nahtstelle I» umfasst eine Ausweitung der Unterstützung für Vereine, die mit Berufsvorbereitungsmassnahmen und Motivationssemestern betraut sind, Massnahmen für eine kostenlose Erwachsenenbildung, eine Ausweitung der Leistungsaufträge mit den Lehrbetriebsverbänden, damit diese mehr Lernende einstellen, und eine Erhöhung des Finanzierungsanteils des Staates für die überbetrieblichen Kurse von 20 auf 25 %. Die Ebene «Nahtstelle II» besteht aus der Einstellung von in diesem Bereich qualifiziertem Personal, insbesondere von Berufsberatern und -beraterinnen, die auf Berufsbildung spezialisiert sind. Die Ebene «Betreuung während der Lehre» umfasst eine Erhöhung der Kapazitäten der Plattform Jugendliche durch die Einstellung von qualifiziertem Personal sowie eine Intensivierung der Besuche der Lehraufsichtskommissionen.
Zahlen	Es wurden 1 905 303 Franken verwendet, davon 1 380 373 Franken für die Massnahmen «Nahtstelle I», 210 628 Franken für die Massnahmen «Nahtstelle II», 101 159 Franken für die Laufbahnberatung und Umschulung für Erwachsene und 113 810 Franken für die Plattform Jugendliche. Für die Lehraufsichtskommissionen wurde kein Betrag verwendet, da letztlich nur wenige Lehrverträge aufgelöst wurden.
Bilanz und Nachverfolgung	In Bezug auf die Massnahmen «Nahtstelle I» haben die Schaffung zusätzlicher Plätze über den Sommer und Herbst sowie die Verlängerung der Massnahme bis Ende Mai 2021 dazu geführt, dass die mit den Berufsvorbereitungsmassnahmen und den Motivationssemestern betrauten Organisationen trotz komplexerer Profile eine gute Vermittlungsquote erzielen konnten. In Bezug auf die Erwachsenenbildung wurde die kostenlose Teilnahme am Berufsfachschulunterricht von den betroffenen Erwachsenen sehr geschätzt. Was die Lehrbetriebsverbände betrifft, so wurde der zur Verfügung stehende Betrag von zwei Verbänden (Fri-bap und Ref-flex) genutzt. Es könnte darüber nachgedacht werden, ob die Lehrbetriebsverbände in Zukunft stärker subventioniert werden sollten, um zusätzliche Plätze zu

schaffen.

In Bezug auf die überbetrieblichen Kurse wurden für die Massnahme 170 Anträge gestellt, was darauf schliessen lässt, dass sie von den Bildungsbetrieben geschätzt wurde. Sie wurde zusätzlich zu den Massnahmen im Zusammenhang mit der STAF ergriffen, was den Betrag zulasten der Bildungsbetriebe zusätzlich verringerte.

Was die Massnahme «Last Minute» betrifft, so wurde diese zwei Jahre lang verstärkt, um Jugendliche zu begleiten, die nach der obligatorischen Schule keine Lösung gefunden haben. Insbesondere die Organisation der «Treffpunkte Lehrstelle» hat sich als sinnvoll erwiesen. Die Massnahme «Nahtstelle II», die von Grund auf neu für Lernende geschaffen wurde, die ihre Ausbildung beenden und einen Einstieg in den Arbeitsmarkt oder eine weitere Ausbildung anstreben, war ein Erfolg. Die Nachfrage nach Laufbahnberatung war bereits vor der Pandemie gross, und das BEA hatte Mühe, alle Anfragen zu beantworten. Die Pandemie hat den Bedarf dieser Zielgruppe noch weiter erhöht. Durch die Massnahme wurde die ohnehin schon lange Wartezeit auf die Leistungen des BEA begrenzt und auf 4-5 Monate eingedämmt. Die Massnahme wurde im Rahmen des Wiederankurbelungsplans fortgesetzt.

Was die Plattform Jugendliche betrifft, wurde ihr Betrieb ununterbrochen fortgesetzt und ihre Kapazitäten wurden erweitert. Die Bedürfnisse der Zielgruppe konnten so auf akzeptable Weise erfüllt werden.

9.1.9 Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch Unterstützung von Personen, die erstmals von Prekarität betroffen und armutsgefährdet sind (WMPA-COVID-19)

Partnerschaft mit Einrichtungen und Netzwerken für gegenseitige Hilfe, um direkte Hilfe und Orientierung für Menschen zu gewährleisten, die sich in prekären Verhältnissen befinden oder von Armut bedroht sind

Kantonale Gesetzesgrundlage: SGF 821.40.72

Zuständige Direktion/Amt: GSD/KSA

Gewährungsverfahren	Das KSA kann den Partneereinrichtungen und Netzwerken für gegenseitige Hilfe (Banc Public, Caritas Freiburg, Cartons du Cœur Fribourg, Freiburgisches Rotes Kreuz, REPER, SOS futures mamans, St-Bernard du Cœur) zusätzliche Mittel bewilligen. Es koordiniert die Verteilung der Hilfe und die finanziellen Anfragen. Für die Gewährung und die Kontrolle der Corona-Sonderfinanzhilfen zugunsten von Personen in prekären Verhältnissen ist Caritas Freiburg zuständig, zusätzlich zum ordentlichen Auftrag. Dasselbe gilt für den Verein Fri-Santé Raum für Beratung und Behandlung im Bereich der Gesundheitsausgaben. Die Beratung und Weiterleitung der Personen wird von der Anlaufstelle «Freiburg für alle» unter der Leitung des KSA gewährleistet.
Zahlen	15 Organisationen beantragten Unterstützung in Höhe von insgesamt 956 686 Franken, die zu 63 % für die Verteilung von Nothilfe, zu 25 % für finanzielle Unterstützung für Bedürftige, zu 8 % für zusätzliche Zuwendungen von verschiedenen Organisationen und zu 4 % für die Beratung von Personen, die von Prekarität betroffen sind, verwendet wurden. Ein Saldo von 41 990 Franken wird dem Verein «Freiburger Lebensmittelbank» für Investitionen überwiesen.
Bilanz und Nachverfolgung	Das KSA erliess Anwendungsrichtlinien, prüfte anhand von Berichten, ob alle Leistungen von den Vereinen auftragsgemäss erbracht worden waren, und erstellte eine Liste aller Empfänger der Finanzhilfen. Nur in einem Fall wurde eine teilweise Rückerstattung der Beträge gefordert, da das angekündigte Verteilvolumen nicht erreicht worden war.

9.2 Massnahmen für Unternehmerinnen und Unternehmer sowie Selbstständigerwerbende

9.2.1 Verordnung über die wirtschaftlichen Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus auf Unternehmerinnen und Unternehmer sowie Selbstständigerwerbende (MUSV-COVID-19)	
<i>Nicht rückzahlbare Finanzhilfen an Führungskräfte und ihre im eigenen Unternehmen beschäftigten Ehepartner sowie an Selbstständigerwerbende, um die unterschiedliche Behandlung zwischen dem KAE-System und dem EO-System auszugleichen</i>	
Kantonale Gesetzesgrundlage: SGF 821.40.68	
Zuständige Direktion/Amt: VWBD/WIF	
Gewährungsverfahren	Für Führungskräfte – und ihre Ehepartner –, die in ihrer eigenen AG/GmbH beschäftigt sind, besteht die Unterstützung aus der Differenz zwischen der Entschädigung, die sie von ihrer Ausgleichskasse hätten erhalten können, d. h. maximal 5880 Franken, und der Entschädigung, die sie tatsächlich von ihrer Arbeitslosenkasse erhalten haben, d. h. maximal 3320 Franken. Die Unterstützung ist auf zwei Monate begrenzt und beträgt maximal 5120 Franken pro Person. Für Selbstständigerwerbende, deren Einkommen 2019 weniger als 10 000 Franken oder mehr als 90 000 Franken betrug, besteht die Unterstützung aus einer Entschädigung, die auf 80 % ihres monatlichen Einkommens 2019 basiert. Die Unterstützung ist auf einen Höchstbetrag von 5120 Franken für zwei Monate begrenzt. Die Entschädigungen wurden im Verhältnis zur Arbeitsausfallquote der begünstigten Person berechnet.
Zahlen	Es wurden 1186 von 1445 eingereichten Anträgen angenommen und insgesamt 3 578 265 Franken ausgezahlt. Die Begünstigten waren in den unterschiedlichsten Branchen tätig; 17% übten eine Dienstleistungstätigkeit aus, 16 % eine Tätigkeit im Gesundheitsbereich, 16 % waren im Gastgewerbe tätig und 8 % im Einzelhandel.
Bilanz und Nachverfolgung	Die Massnahme verlangte von den Antragstellern die Vorlage einer beträchtlichen Anzahl von Dokumenten und Belegen, was möglicherweise eine abschreckende Wirkung hatte. Die Vollständigkeit der Unterlagen sowie die verschiedenen Belege wurden zum Zeitpunkt der Antragstellung geprüft und bei der Festlegung der Entschädigung wurde das Vier-Augen-Prinzip angewandt. Wöchentliche Sitzungen sorgten für die einheitliche Anwendung bewährter Praktiken. Da es theoretisch möglich war, dass eine grosse Anzahl von Anträgen gestellt werden würde, wurde eine robuste Struktur aufgebaut, um eine grosse Arbeitslast bewältigen zu können. Obwohl das Antragsvolumen und die ausgezahlten Beträge bescheiden waren, bot diese Massnahme die Möglichkeit, einen Mechanismus zu testen, der später schnell einsatzbereit war, um das erleichterte Härtefallverfahren zu verwalten.

9.3 Massnahmen während der zweiten Welle der Coronavirus-Pandemie

<p>9.3.1 Verordnung über die Begleitmassnahmen für Angestellte der Einrichtungen, deren Schliessung infolge der zweiten Coronavirus-Welle angeordnet wurde (BMAV-COVID-19)</p> <p><i>Übernahme der Hälfte der 20 Lohnprozente für November 2020, die nicht von der Kurzarbeitsentschädigung abgedeckt werden.</i></p> <p>Kantonale Gesetzesgrundlage: SGF 821.40.92</p>	
<p>Zuständige Direktion/Amt: VWBD/ÖALK</p>	
Gewährungsverfahren	<p>Die öffentliche Arbeitslosenkasse berechnet und bezahlt den kantonalen Beitrag von 10 % der versicherten Löhne auf der Grundlage der Abrechnungen der Bundesentschädigungen für Kurzarbeit für die Kontrollperiode November 2020 und gemäss den in der Verordnung festgelegten Bedingungen (nur bestimmte Tätigkeitsgebiete, für die Einschränkungen oder Schliessungen angeordnet wurden, im Kanton Freiburg niedergelassene Unternehmen).</p>
Zahlen	<p>597 Unternehmen profitierten von der Massnahme für insgesamt 1 053 980 Franken, wobei 66 % auf Unternehmen entfielen, die im Gastgewerbe tätig waren, und 34 % auf Unternehmen aus anderen Branchen.</p>
Bilanz und Nachverfolgung	<p>Die Massnahme wurde rückwirkend auf den 1. Dezember 2020 aufgehoben, nachdem der Bund beschlossen hatte, dass alle Löhne unter 3470 Franken durch die KAE vollständig gedeckt werden. Infolge des Entscheids der Bundesbehörden, bei der Bemessung der KAE im summarischen Abrechnungsverfahren für Mitarbeitende im Monatslohn einen Ferien- und Feiertagsanteil einzuberechnen (gemäss Bundesgerichtsurteil vom 17. November 2021), musste die ÖALK auf Gesuch hin jedoch die KAE neu berechnen und Nachzahlungen tätigen. Dieses Verfahren ist noch nicht abgeschlossen, aber die noch ausstehenden Nachzahlungen sind unbedeutend.</p>

<p>9.3.2 Verordnung über die Begleitmassnahmen für Einrichtungen, deren Schliessung infolge der zweiten Coronavirus-Welle angeordnet wurde (BMSV-COVID-19)</p> <p><i>Volle Übernahme des Mietzinses für öffentliche Einrichtungen sowie Sport- und Freizeiteinrichtungen während der behördlich angeordneten Schliessung zwischen Oktober 2020 und Januar 2021</i></p> <p>Kantonale Gesetzesgrundlage: SGF 821.40.91</p>	
<p>Zuständige Direktion/Amt: VWBD/WA</p>	
Gewährungsverfahren	<p>Der Staat übernimmt die monatlichen Miet- oder Pachtzinsen (höchstens 40 000 Franken pro Monat) von Unternehmen, die ihre Tätigkeit per Staatsratsbeschluss während der zweiten Welle der Pandemie einstellen mussten, d. h. ab dem 23. Oktober 2020 Discos oder Kabarettts mit einem Patent D (im Sinne des ÖGG) sowie Freizeiteinrichtungen wie Kasinos, Spiel- und Billardsäle sowie Bowlingzentren, und ab dem 4. Dezember 2020 Einrichtungen und öffentliche Gaststätten wie Cafés, Restaurants, Bars und Discos (ausgenommen Patent G, d. h. Betriebe, die einem Lebensmittelgeschäft angegliedert sind), Vergnügungs- und Freizeiteinrichtungen und -betriebe, Theater, Museen und Kinos sowie Wellnessanlagen und -Clubs wie Hallenbäder, Thermalbäder, Fitnessstudios und Wellnesseinrichtungen sowie Prostitutionseinrichtungen. Kein Beitrag wird gewährt für Einrichtungen, die bereits eine Kulturförderung oder eine spezifische Tourismusförderung (WMT-COVID-19) erhalten, von öffentlichen Körperschaften betrieben</p>

	werden oder teilweise einer anderen Tätigkeit nachgehen können. Die Massnahme gilt nicht für die Tage, an denen die Wiedereröffnung im Laufe des Dezembers 2020 genehmigt wurde, und wird bis zum 31. Januar 2021 verlängert.
Zahlen	Von 997 eingereichten Anträgen wurden 897 bewilligt, wobei insgesamt 8 730 699 Franken ausbezahlt wurden. Die meisten Ablehnungen betrafen Patente des Typs G. Über 77 % der Anträge wurden von öffentlichen Gaststätten und Beherbergungsbetrieben gestellt, die restlichen Anträge von Sport- und Freizeiteinrichtungen oder Einrichtungen für persönliche Dienstleistungen.
Bilanz und Nachverfolgung	Die Massnahme ermöglichte den Unternehmen, die bereits während der ersten Welle schliessen mussten, in einer Zeit, die normalerweise grosse Umsätze einbringt, eine schnelle Liquiditätsspritze, um die hohen und in der Regel nicht komprimierbaren Fixkosten zu decken und so Betreibungen und Konkurse zu vermeiden. Das Prinzip der Übernahme von Fixkosten wurde zudem auf Bundesebene in das System der Härtefallhilfe aufgenommen. Das Prinzip der Mietkostenübernahme wurde im Rahmen des erleichterten Härtefallverfahrens für die Zeit der angeordneten Schliessung von Februar bis Juni 2021 übernommen.

<p>9.3.3 Ausführungsverordnung zum kantonalen Wiederankurbelungsplan zur Bewältigung der Gesundheits- und Wirtschaftskrise infolge des Coronavirus («Bars, Discos und Restaurants») (KWPV-Gastro-COVID-19)</p> <p><i>Teilweise Übernahme der Umsatzeinbussen in der Gastronomie während der behördlich angeordneten Schliessung zwischen Oktober 2020 und Januar 2021</i></p> <p>Kantonale Gesetzesgrundlage: SGF 821.40.94</p>	
Zuständige Direktion/Amt: VWBD/FTV	
Gewährungsverfahren	Unterstützungsfähig sind Bars, Diskotheken oder Restaurants mit einem Patent des Typs A, B, C, D, F, H, I, L oder T (im Sinne des ÖGG), die mit der Gaststätte einen Umsatz von mindestens 200 000 Franken für das Jahr 2019 nachweisen können, es sei denn, die Gaststätte erhält gleichzeitig einen Betrag für Härtefälle (WMHV) oder profitiert von einer tourismusspezifischen Massnahme (WMT) oder wird von einer öffentlichen Körperschaft betrieben. Die Gaststätte muss einen Umsatzrückgang von 20 % im Vergleich zum entsprechenden Zeitraum in den Jahren 2019 oder 2020 nachweisen. Die Unterstützung besteht aus der Übernahme von 9 % des Umsatzrückgangs. Die Massnahme umfasst die Zeit der angeordneten Schliessung ab Ende Oktober 2020 bis Ende Januar 2021. Ein Formular wird zusammen mit den entsprechenden Mehrwertsteuerbelegen über die Ad-hoc-Plattform beim Freiburger Tourismusverband eingereicht. Das Sekretariat des TFF ist für die Bearbeitung der Anträge und die Vergabe der Beiträge zuständig.
Zahlen	Es wurden 510 der 522 eingereichten Anträge bewilligt; der ausbezahlte Gesamtbetrag beläuft sich auf 6 372 070 Franken.
Bilanz und Nachverfolgung	Die Ziele dieser sektoralen Hilfe waren Schnelligkeit und Effizienz. Die ab dem 4. Januar 2021 eingerichtete Plattform hat die Erwartungen erfüllt und die angekündigten Fristen sowohl für die Bearbeitung und Beantwortung (20 Arbeitstage) als auch für die Auszahlung (5 Arbeitstage) wurden bei allen Fällen eingehalten. Die Massnahme war ursprünglich als Massnahme des Wiederankurbelungsplans vorgesehen, wurde dann aber in das System der Härtefallhilfe übergeführt, was die finanziellen

Überschreitungen aufgrund der Verlängerung der Massnahme im Rahmen der neuen Verordnung erklärt. Sie wurde daher auch den im Rahmen der WMHV durchgeführten Kontrollen unterzogen.

9.3.4 Verordnung über wirtschaftliche Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch Beiträge für Härtefälle (WMHV-COVID-19)

A-fonds-perdu-Beiträge für Unternehmen, die zwischen dem 1. Januar 2020 und dem 30. Juni 2021 aufgrund von Massnahmen des Bundes oder des Kantons zur Eindämmung der COVID-19-Epidemie in zwölf aufeinanderfolgenden Monaten einen Umsatzrückgang von 40 % verzeichnen oder an 40 aufeinanderfolgenden Tagen schliessen mussten

Kantonale/eidgenössische Gesetzesgrundlage: SGF 821.40.63 / SR 951.262

Zuständige Direktion/Amt: VWBD/WA; WIF; GS-VWBD

Gewährungs- verfahren

Für Unternehmen mit einem Umsatzverlust von mehr als 40 % über 12 Monate im Vergleich zu 2018/2019 besteht die Unterstützung in der Übernahme der ungedeckten Fixkosten proportional zum Umsatzverlust für einen Zeitraum von bis zu fünf Quartalen ab dem 1. April 2020, unabhängig von der Branche. Bei Kapitalgesellschaften wird der A-fonds-perdu-Beitrag um die am 31. Dezember 2019 verfügbaren Eigenmittel gekürzt, die 500 000 Franken übersteigen. Der Betrag der Kürzung kann als Darlehen gewährt werden.

Die bereits im Rahmen der Massnahmen WMMV, BMAV, BMSV und MUSG berücksichtigten Fixkosten, die folglich als Vorauszahlungen gelten, werden bei der Berechnung der Härtefallhilfe abgezogen. Auch die im Rahmen der sektoralen Massnahmen WMHV und KWPV-Gastro gezahlten Beträge gelten als Anzahlungen. Die Bearbeitung der Fälle erfolgt zunächst durch Treuhänder unter der Aufsicht des WA und des GS-VWBD (ordentliches Verfahren).

Für Unternehmen, die 40 Tage schliessen mussten, besteht die Unterstützung in der Übernahme der Mietkosten/Hypothekarzinsen, einschliesslich der bereits im Rahmen der BMSV gezahlten Beträge, und in der teilweisen Übernahme des Umsatzverlusts für den Zeitraum der angeordneten Schliessung im Vergleich zu 2019/2020, einschliesslich der bereits im Rahmen der KWPV-Gastro gezahlten Beträge. Der Prozentsatz wurde den vom BFS erstellten Statistiken über den durchschnittlichen Anteil der nicht komprimierbaren Fixkosten an den Gesamtkosten nach Sektoren entnommen: 20 % für das Gastgewerbe, 15 % für Sport und Freizeit, 10 % für den Detailhandel und die anderen Branchen. Die Bearbeitung der Fälle erfolgt durch eine Ad-hoc-Einheit innerhalb der WIF (erleichtertes Verfahren).

Für beide Arten von Beiträgen gelten die vom Bund festgelegten Bedingungen und Obergrenzen (20 % des Referenzumsatzes oder 30 %, wenn der Umsatzrückgang über 12 Monate 70 % betrug).²⁷

Für Unternehmen mit einem durchschnittlichen Jahresumsatz von mehr als 5 Millionen Franken sind die Berechnungsmodalitäten in der Bundesverordnung festgelegt (teilweise Übernahme des Umsatzrückgangs). Diese unterliegen der Verpflichtung, die gesamte oder einen Teil der Beiträge zurückzuzahlen, wenn ein Gewinn erzielt wird. Bei den anderen Unternehmen ist keine Rückerstattung im Gewinnfall erforderlich, aber der Beitrag wird in Form von Anzahlungen geleistet und darf insgesamt den tatsächlichen Verlust für den Beitragszeitraum (d. h. den Betriebsverlust, der dem Nettoergebnis vor Steuern und Abschreibungen entspricht, Art. 15 Abs. 1b WMHV) nicht übersteigen. Ausnahmen sind möglich für Unternehmen, die für die

²⁷ Zu den Anspruchsvoraussetzungen, Obergrenzen und Bedingungen siehe: [seco_grafik_HFMV20_DE.pdf \(easygov.swiss\)](#)

	<p>Freiburger Wirtschaft von wesentlicher Bedeutung oder systemrelevant sind (Art. 16a WMHV), und müssen vom Staatsrat bestätigt werden.</p> <p>Alle Unternehmen müssen beweisen, dass sie vor der Krise lebensfähig und profitabel waren. Bei einer möglichen Überschuldung kann die Gewährung der Beiträge abgelehnt werden.</p> <p>Art. 3a WMHV führt für Dezember 2021 eine zusätzliche Unterstützung für Bars, Discos, Sport- und Freizeiteinrichtungen, Restaurants und Hotels, Reiseveranstalter, Transportunternehmen, Akteure der Veranstaltungsbranche und Caterer ein. Diese richtet sich an Unternehmen, welche die Bedingungen der WMHV erfüllen und bereits Anspruch auf Unterstützung hatten. Je nach Branche müssen die Unternehmen im Dezember 2021 einen Umsatzrückgang von mindestens 30 % im Vergleich zum Dezember 2019 nachweisen. Der Zusatzbeitrag besteht auch hier in der pauschalen Übernahme des Umsatzverlustes von Dezember 2021 im Vergleich zu Dezember 2020, wobei der Prozentsatz je nach Tätigkeitssektor variiert. Die Unterstützung ist auf 100 000 Franken und 2,5 % des durchschnittlichen Referenzumsatzes begrenzt. Die Massnahme ist auch dann anwendbar, wenn das Unternehmen bereits die Bundesobergrenze für Beiträge erreicht hat und/oder der durchschnittliche Umsatz des Unternehmens über 5 Millionen Franken liegt.</p> <p>Die Bearbeitung der Dossiers erfolgt durch die Ad-hoc-Einheit innerhalb der WIF.</p> <p>Der Bund beteiligt sich zu 70 % an den Beiträgen, die Unternehmen mit einem Umsatz von bis zu 5 Millionen Franken gewährt werden, und zu 100 % an den Beiträgen für die übrigen Unternehmen, im Rahmen der in der Bundesverordnung vorgesehenen Obergrenzen und gemäss den auf Bundesebene vorgesehenen Anspruchsvoraussetzungen und Verwendungsbedingung. Die Bundesratsreserve (500 Millionen Franken, wovon 2,88 % oder 14,4 Millionen Franken dem Kanton zur Verfügung stehen) ermöglicht in Fällen von kantonaler Bedeutung auch die vollständige Refinanzierung von Beiträgen, welche die Bundesobergrenze überschreiten, in Abweichung von bestimmten Voraussetzungen gewährt oder in der ersten Welle ausbezahlt wurden.</p>
Zahlen	<p>1454 von 1800 eingereichten Gesuchen wurden bewilligt. Für 263 von 300 eingereichten Gesuchen wurde für die im Dezember 2021 erlittenen Verluste ein Zusatzbeitrag gewährt. Der insgesamt ausgezahlte Betrag wird auf über 82 Millionen Franken geschätzt, ohne Bearbeitungskosten. Dieser Betrag ist nicht endgültig und berücksichtigt nicht die Rückerstattungen, die nach der Gewährung der Beiträge geleistet wurden oder werden können. So wurde bei 56 Entscheidungen ein Antrag auf Wiedererwägung gestellt und bei 17 eine Beschwerde eingelegt. Drei Beschwerden sind noch hängig, die anderen wurden zurückgezogen oder abgelehnt. Im Anschluss an die durchgeführten Kontrollen wurden in 26 Fällen vollständige oder teilweise Rückerstattungen gefordert, wobei der Gesamtbetrag auf 1,7 Millionen Franken geschätzt wird. Bisher hat noch kein Fall zu einem Strafverfahren geführt.</p> <p>Von November 2020 bis Juni 2022 beschäftigte die Massnahme die Mitarbeitenden des GS-VWBD, des WA, der WIF, wobei letztere auch die Betreuung der Hotline für wirtschaftliche Hilfen gewährleisteten, und die Mitarbeitenden der FinV stark. An der Massnahme waren fünf Treuhänder beteiligt, und sie erforderte die Einstellung von einem Dutzend externer Mitarbeitender.</p>
Bilanz und Nachverfolgung	<p>Dank seiner Teilnahme an der eidgenössischen Arbeitsgruppe, die sich mit der Einführung von Härtefällen befasst, war der Kanton Freiburg der erste, der bereits im November 2020 eine kantonale Verordnung erliess. Angesichts der Dringlichkeit der Situation war es erforderlich, sehr schnell ein ehrgeiziges Bearbeitungsverfahren einzuführen. Das ordentliche Verfahren war trotz seiner Komplexität dank der Aufträge an die Treuhänder und der bereits für die BMSV mobilisierten Teams sehr schnell einsatzbereit. Die Verfügbarkeit der für die MUSV-Massnahme</p>

eingesetzten Infrastruktur und des Personals ermöglichte einen genauso schnellen Start des vereinfachten Verfahrens ab Februar 2021. Da die Massnahmen WMHV, BMSV und KWPV-Gastro ab diesem Zeitpunkt zusammengelegt wurden, konnten die Anträge zentralisiert werden. Die Klärung, ob ein Härtefall vorliegt, die Unvollständigkeit einiger Dossiers und – vor allem im Fall des ordentlichen Verfahrens – die komplizierte Berechnung der Beiträge erforderten eine teilweise erhebliche Bearbeitungszeit, was mitunter bedeutete, dass es bis zur Auszahlung an die Unternehmen mehrere Wochen dauern konnte. In wöchentlichen Sitzungen wurde sichergestellt, dass sowohl die internen Mitarbeitenden als auch die beauftragten Treuhänder einheitliche, bewährte Praktiken anwenden. Bei den Entscheidungen wurde das Vier-Augen-Prinzip angewandt. Die Einzelfälle wurden zur Diskussion an eine Ad-hoc-Arbeitsgruppe weitergegeben. Fälle, bei denen die Beiträge 200 000 Franken überstiegen oder deren Bearbeitung einen besonderen Ansatz erforderte, wurden der FinV zur Beurteilung und anschliessend dem Staatsrat zur Entscheidung vorgelegt. Die Beiträge wurden in Raten ausgezahlt, sobald die Verlängerung der Schutzmassnahmen angekündigt wurde. Diese Beiträge wurden jedoch auf den maximalen theoretischen Verlust begrenzt, der in Anwendung von Artikel 15 Absatz 1b WMHV im Voraus berechnet wurde. Dieser gesamte Prozess hat das Risiko einer Überentschädigung erheblich verringert und die Kontrollen erleichtert. Die Kontrolle und das Reporting haben jedoch auch über den Bearbeitungszeitraum hinaus Personal gebunden und werden sich noch mehrere Jahre hinziehen. Es findet ein regelmässiger Austausch zwischen den für die Massnahmen zuständigen kantonalen Stellen und dem SECO statt, um die Kontrollpraktiken zu harmonisieren. Die begünstigten Unternehmen müssen in den drei Geschäftsjahren nach Erhalt der Härtefallhilfe die in Art. 6 der Bundesverordnung beschriebenen Verwendungsbeschränkungen einhalten (darunter das Verbot, Dividenden zu beschliessen und auszuschütten, Kapitaleinlagen rückzuerstatten und den Eigentümern Darlehen zu gewähren); diese Verpflichtung könnte in mehreren Fällen noch zur Rückzahlung der erhaltenen Beiträge führen. Mit der Massnahme wurden vor allem die Branchen Gastronomie, Hotellerie, Reisebüros, Sport und Freizeit unterstützt, für die diese Hilfen überlebensnotwendig waren. Allerdings konnten auch Unternehmen aus anderen Sektoren von der Massnahme profitieren, sofern sie einen Umsatzrückgang von mehr als 40 % nachwiesen; in dieser Kategorie können die bisher durchgeführten Kontrollen einen Mitnahmeeffekt nicht ausschliessen.

9.3.5 Verordnung über wirtschaftliche Massnahmen zur Abfederung der Auswirkungen des Coronavirus durch Beiträge für Härtefälle 2022 (WMHV-COVID-19 22)

Nicht rückzahlbare Beiträge für bestimmte Kategorien von Unternehmen, die 2020 und 2021 als Härtefälle anerkannt wurden und 2022 weiterhin stark von den Massnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus betroffen sind

Kantonale/eidgenössische Gesetzesgrundlage: SGF 821.40.69 / SR 951.264

Zuständige Direktion/Amt: VWBD/WIF

Gewährungsverfahren

Gemäss der Bundesverordnung (Härtefallverordnung 2022, HFMV 22) besteht die Unterstützung in der Deckung der tatsächlichen ungedeckten Kosten für das erste Quartal 2022. Für Unternehmen, die in den Jahren 2020 und 2021 als Härtefall gelten, werden nur die direkt liquiditätswirksamen Aufwendungen berücksichtigt, die dem ersten Quartal 2022 entsprechen und durch die Art der Geschäftstätigkeit des Unternehmens begründet sind. Die kantonale Verordnung legt zudem fest, dass Unternehmen mit einem Umsatz von höchstens 5 Millionen Franken im ersten Quartal 2022 einen Umsatzrückgang von 40 % im Vergleich zum ersten Quartal 2019 nachweisen und zu den folgenden Tätigkeitsgruppen gehören müssen:

	<ol style="list-style-type: none"> 1. Bars und Diskotheken mit Patent D (im Sinne des ÖGG), Sport- und Freizeitbetriebe 2. Beherbergungsbetriebe mit Patent A 3. Parahotelleriebetriebe mit Patent I, Gastronomie, Personenbeförderung (Busreiseveranstalter, Taxi), Dienstleistungserbringer im Veranstaltungssektor, Traiteurs, Reisebüros, Reiseveranstalter 4. Schausteller <p>Der Beitrag entspricht einem Prozentsatz der Differenz zwischen den Einnahmen und den Kosten für das erste Quartal 2022. Der Prozentsatz beträgt 80 % für Unternehmen der Kategorie 1 und 4 und 60 % für Unternehmen der Kategorie 2 und 3 sowie für Unternehmen mit einem Umsatz von mehr als 5 Millionen Franken. Die Unterstützung ist auf der Grundlage des Referenzumsatzes und der Tätigkeitsgruppe begrenzt. Eine Abweichung von den Kriterien, Bedingungen, Berechnungen oder Obergrenzen bleibt für Unternehmen möglich, die für die Freiburger Wirtschaft von wesentlicher Bedeutung oder systemrelevant sind (Art. 22). Die Bearbeitung der Fälle erfolgt durch die Ad-hoc-Einheit innerhalb der WIF.</p>
Zahlen	Es wurden 44 der 70 eingereichten Gesuche bewilligt; der ausbezahlte Gesamtbetrag beläuft sich auf 1 582 299 Franken. Bei zehn Entscheiden wurde ein Antrag auf Wiedererwägung gestellt und gegen einen Entscheid wurde Beschwerde eingelegt. 44 % der Beträge gingen an die Reisebranche, 30 % an die Gastronomie, 11 % an den Bereich Sport und Freizeit und 4 % an die Beherbergungsbranche.
Bilanz und Nachverfolgung	Abgesehen von ähnlichen Überlegungen zur Überwachung wie bei der Massnahme WMHV-19 war diese Massnahme kompliziert umzusetzen, da sie auf neuen eidgenössischen Berechnungsregeln basierte, die für 2022 viel restriktiver waren als für 2020/2021. Der Ansatz, der für die Berechnung des Beitrags gewählt wurde, erforderte die Bestimmung des tatsächlichen Anteils der ungedeckten Kosten. Folglich waren aufwändige Analysen, die zu relativ geringen Zahlungen führten, sowie eine anhaltende juristische Begleitung aufgrund der verhältnismässig hohen Anzahl von Wiedererwägungsanträgen notwendig.

9.3.6 Verordnung über Massnahmen für Publikumsanlässe im Zusammenhang mit dem Coronavirus (MPAV-COVID-19)	
<i>Garantie für die Übernahme der ungedeckten Kosten von Anlässen von überkantonaler Bedeutung im Falle einer pandemiebedingten Absage</i>	
Kantonale/eidgenössische Gesetzesgrundlage: SGF 821.40.97 / SR 818.101.28	
Zuständige Direktion/Amt: VWBD/FTV; GS-VWBD	
Gewährungsverfahren	Bei Anlässen von überkantonaler Bedeutung, die zwischen Ende Mai 2021 und Ende Dezember 2022 stattfinden, deckt die Unterstützung die entstandenen ungedeckten Kosten, falls die Veranstaltung aufgrund der Pandemie von den Behörden abgesagt wird. Die Unterstützung ist auf 5 Millionen Franken begrenzt, nach Abzug einer Franchise von 5000 Franken und eines Selbstbehalts von 10 %, den das veranstaltende Unternehmen zu tragen hat. Der Bund beteiligt sich bei Aktivierung der Garantie mit 50 %. Der Veranstalter muss seinen Sitz im Kanton haben und der Anlass muss die anderen in der Bundesverordnung (Art. 5) vorgesehenen Kriterien erfüllen. Der Antrag wird zusammen mit den verlangten Belegen beim Oberamt eingereicht, das den Anlass bewilligt hat, und anschliessend vom FTV bearbeitet, der den Anspruch überprüft und seinen Vorbescheid an die VWBD weiterleitet.

Zahlen	Drei Anlässe erhielten eine Garantie des Staates, konnten aber durchgeführt werden. Daher wurde in diesem Zusammenhang kein Betrag ausgezahlt.
Bilanz und Nachverfolgung	Die Massnahme sollte dazu ermutigen, Veranstaltungen trotz unsicherer Aussichten wieder aufzunehmen. Die Einführung des COVID-Zertifikats im Herbst 2021 ermöglichte die Durchführung der wichtigsten Veranstaltungen, während die Aufhebung der meisten Gesundheitsmassnahmen im Laufe des Jahres 2022 die meisten Organisatoren dazu veranlasste, kein Gesuch zu stellen.

9.4 Massnahmen des Wiederankurbelungsplans

<p>9.4.1 M1: Verstärkung des Gebäudeprogramms</p> <p><i>Erhöhung der Förderbeiträge von 12 der 13 Massnahmen des Gebäudeprogramms um 50 % bis der zur Verfügung gestellte Betrag ausgeschöpft ist, spätestens aber bis Ende 2022.</i></p> <p>Kantonale/eidgenössische Gesetzesgrundlage: EnGe SGF 770.1; EnR 770.11/ EnG SR 730.0</p>	
Zuständige Direktion/Amt: VWBD/AfE	
Gewährungsverfahren	Die Anträge auf Förderbeiträge werden online erfasst und folgen dem für das Gebäudeprogramm etablierten Prozess. Vollständig ausgefüllte und unterschriebene Formulare in Papierform sind an das Amt für Energie (AfE) zu richten. Es wird geprüft, ob die Dossiers vollständig sind und die Kriterien für eine Förderung erfüllen, danach wird ein Entscheid über die Zusicherung von Beiträgen getroffen. Die Zusicherung bleibt zwei Jahre gültig. Nach Abschluss der Arbeiten wird dann ein Formular an das AfE weitergeleitet, das nach Überprüfung der übermittelten Informationen den zugesicherten Beitrag freigibt.
Zahlen	Die Massnahme wurde bis Ende 2021 ausgeschöpft, bei Subventionen von schätzungsweise rund 15 Millionen Franken insgesamt, einschliesslich der Anteile von Kanton und Bund. Der Restbetrag wird im Laufe des Jahres 2023 ausgezahlt. 2566 Zusicherungen für das Gebäudeprogramm wurden in der Zeit vom 1. Dezember 2020 bis zum 10. Dezember 2021 ausgesprochen.
Bilanz und Nachverfolgung	Diese Massnahme ist noch nicht abgeschlossen, da die Arbeiten während zwei Jahren stattfinden können. Daher wird es erst Ende 2023 möglich sein, eine Bilanz zu ziehen.

<p>9.4.2 M2: Bau, Sanierung und Unterhalt von Gebäuden</p> <p><i>Beschleunigung von geplanten Arbeiten</i></p> <p>Kantonale Gesetzesgrundlage: Dekret SGF 821.40.13</p>	
Zuständige Direktion/Amt: RIMU/HBA, AfU GS-RIMU (NE); GSD	
Gewährungsverfahren	Mit der Massnahme sollen bereits geplante Unterhalts-, Restaurierungs- und Konservierungsarbeiten an Gebäuden des Staates durchgeführt werden, die zum Beispiel im Asylwesen genutzt werden (prioritär: Ste Elisabeth). Ebenfalls eingeschlossen sind Massnahmen, die darauf abzielen, optimalen Sommerkomfort in den (neuen und bestehenden) Gebäuden des Staates hauptsächlich durch passive Kühlung zu gewährleisten.

Zahlen	Es wurde ein Betrag von 1 430 034 Franken verwendet, davon 595 992 Franken für Arbeiten im Foyer Ste Elisabeth, 700 000 Franken für Studien zur schrittweisen Sanierung des Immobilienbestands und technische Diagnosen, 18 818 Franken für die Durchführung von Schadstoffdiagnosen in bestimmten staatlichen Gebäuden und 95 564 Franken für die Durchführung von Massnahmen des Klimaplanes (S.5.6 t T.6.1).
Bilanz und Nachverfolgung	Diese Massnahme ist noch nicht abgeschlossen, da die Frist für die Umsetzung bis Ende 2023 läuft.

<p>9.4.3 M3: Sanierung und Unterhalt von historischen Gebäuden <i>Beitrag zu geplanten Sanierungsarbeiten an Orten von nationaler Bedeutung</i> Kantonale Gesetzesgrundlage: KGSG SGF_482.1</p>	
Zuständige Direktion/Amt: BKAD/KGA	
Gewährungsverfahren	Mit der Massnahme sollen bereits geplante Unterhalts-, Restaurierungs- und Konservierungsarbeiten an historischen Gebäuden des Staats finanziell unterstützt werden. Sie ist insbesondere für die Klosterkirche, die alte Mühle und den Bauernhof des Klosters Altenryf bestimmt, einen Standort von nationaler Bedeutung.
Zahlen	5 Millionen Franken wurden bisher verwendet und 1 Million wird 2023 noch verwendet werden. 23 % wurden in Dienstleistungsaufträge (Architekten, Ingenieure und Sachverständige) und 77 % in Bauaufträge (Restaurierung und technische Anlagen) investiert und gingen hauptsächlich an KMU.
Bilanz und Nachverfolgung	Die Massnahme ermöglichte es, diese wichtige Aufgabe rechtzeitig und mit der nötigen Sorgfalt in Angriff zu nehmen.

<p>9.4.4 M4: Vorverlegung von Investitionsprojekten und beschleunigte Bearbeitung der Ortsplanung <i>Einstellung von Temporärpersonal oder Aufträge an Dritte</i> Kantonale Gesetzesgrundlage: Dekret SGF 821.40.13</p>	
Zuständige Direktion/Amt: RIMU/BRPA, HBA; ILFD/GN	
Gewährungsverfahren	Die Massnahme zielt auf die beschleunigte Behandlung von Ortsplanungen, die aufgrund eines Urteils des Kantonsgerichts vom 3. September 2019 und Beschwerden verlangsamt wurde, sowie auf die Vergabe von Aufträgen an Dritte (namentlich Bauherrenunterstützungsbüros, Architekten, Ingenieure) zur Beschleunigung von Investitionsprojekten, insbesondere in Grangeneuve und auf dem Weingut Les Faverges.
Zahlen	Der Grossteil des bis Ende 2022 verbuchten Betrags von 873 738 Franken betrifft hauptsächlich die befristete Anstellung von Juristen und Raumplanern (3 bis 4 VZÄ) sowie Aufträge an Architekten und Ingenieure für die Projektleitung (aufgeteilt zwischen dem HBA für 7 Projekte und der ILFD).

Bilanz und Nachverfolgung	Im Rahmen des Konjunkturpakets konnten zahlreiche Fälle und Beschwerden durch die Einstellung von Temporärpersonal bearbeitet werden. Die Arbeitsbelastung bleibt in beiden Bereichen hoch. Sie wird 2023 über die Anstellung von Hilfspersonal getragen, allerdings werden die Beträge geringer sein als 2021/2022.
----------------------------------	--

<p>9.4.5 M5: Beschleunigung von Veloinfrastrukturprojekten</p> <p><i>Beitrag zu einem Pilotprojekt und Förderung des Zweiradverkehrs</i></p> <p>Kantonale Gesetzesgrundlage: StrG SGF 741.1</p>	
Zuständige Direktion/Amt: RIMU/TBA; MobA	
Gewährungsverfahren	Die Massnahme zielt darauf ab, die Umsetzung eines Pilotprojekts für Veloverkehrsanlagen zu beschleunigen, insbesondere die Einrichtung von Veloparkplätzen an den Schnittstellen zum öffentlichen Verkehr, indem vereinfachte Verfahren für die Einrichtung dieser Plätze, deren Dimensionierung im Sachplan Velo vorgesehen ist, genutzt werden sollen. Die Massnahme sieht auch die Förderung der Nutzung von Zweirädern vor, indem Aufträge an Kommunikationsunternehmen vergeben werden.
Zahlen	Für die Massnahme wurden 425 204 Franken verwendet, unter anderem für die Einstellung eines VZÄ, Ingenieurverträge und die Durchführung eines Ideenwettbewerbs. 186 367 Franken werden noch für die im Jahr 2022 eingegangenen Verpflichtungen verwendet.
Bilanz und Nachverfolgung	Die Massnahme ermöglichte die Durchführung von Studien über die Ausgestaltung von Anlagen zur Verbesserung der Sicherheit von Velofahrerinnen und -fahrern, insbesondere in Linksabbiegesituationen, sowie die Einstellung eines VZÄ für Studien über Infrastrukturen für sanfte Mobilität im Perimeter der Agglomeration Freiburg und Grangeneuve. Ein Ideenwettbewerb zum Velotourismus in Greyerz wurde erfolgreich abgeschlossen; die Ergebnisse wurden im März 2023 bekannt gegeben.

<p>9.4.6 M6: Vorgezogene Realisierung von Projekten der Freiburgischen Verkehrsbetriebe (tpf)</p> <p><i>Darlehen für die Einrichtung verschiedener Busbahnhöfe und Park-and-Ride-Anlagen (P+R)</i></p> <p>Kantonale Gesetzesgrundlage: StrG SGF 741.1/MobG SGF 780.1</p>	
Zuständige Direktion/Amt: RIMU/MobA	
Gewährungsverfahren	Die Massnahme besteht darin, die Finanzierung bestimmter von den tpf geplanter Bauprojekte (Busbahnhöfe, Park-and-Ride-Anlagen P+R) durch rückzahlbare Darlehen zu gewährleisten und so ihre Realisierung zu beschleunigen.
Zahlen	Zwei erste Tranchen wurden in Höhe von 2 408 474 Franken ausgezahlt. Der Restbetrag des Darlehens wird nach Massgabe der Projektrealisierung auf der Grundlage von Mittelanforderungen in Teilbeträgen ausgezahlt.
Bilanz und Nachverfolgung	Die Modalitäten des Darlehens (Fälligkeit, Zinssatz, Verlängerungsbedingungen) wurden in der Vereinbarung zwischen der RIMU und der TPF TRAFIC SA vom 18. Februar 2022 festgelegt. Mit

den ersten beiden Tranchen wurde die Realisierung der Busbahnhofprojekte in Avry, Broc-Village, Bulle, Châtel-St-Denis, Estavayer-le-Lac, Givisiez und Romont beschleunigt.

9.4.7 M7: Gutscheine für Forschung und Entwicklung (F&E)

Teilweise Übernahme der Gehälter von F&E-Mitarbeitenden

Kantonale Gesetzesgrundlage: Ausführungsreglement SGF 821.40.95

Zuständige Direktion/Amt: VWBD/WIF

Gewährungsverfahren	Die Massnahme ist Unternehmen vorbehalten, die im Kanton im industriellen Bereich tätig sind oder Forschungsaktivitäten durchführen, über Forschungspersonal verfügen und im Jahr 2020 während mindestens drei Monaten aufgrund der Pandemie KAE in Anspruch genommen haben. Die Unterstützung besteht aus 80 % des Gehalts von bis zu fünf Mitarbeitenden, die im Bereich F&E aktiv sind, für maximal drei Monate und bis zu 200 000 Franken, um sie weiter zu beschäftigen, anstatt sie in Kurzarbeit zu schicken.
Zahlen	38 von 50 eingereichten Gesuchen wurden bewilligt. Der ausbezahlte Gesamtbetrag beläuft sich auf 2 576 110 Franken und kam 25 Unternehmen, die im sekundären Sektor tätig sind, und 13 im tertiären Sektor zugute.
Bilanz und Nachverfolgung	Gemäss Artikel 21 der Gesetzesgrundlage wurden alle begünstigten Unternehmen aufgefordert, den Stand der Projekte, die Belege und geprüften Abschlüsse vorzulegen. Zwei Dossiers sind bislang unvollständig und werden weiterverfolgt. Die Massnahme ermöglichte die Weiterbeschäftigung von 135,7 Mitarbeitenden anstelle einer vorübergehenden Inanspruchnahme von KAE. Diese Massnahme hat dazu beigetragen, dass die Investitionen der betroffenen Unternehmen in F&E fortgesetzt wurden und somit ihre Innovationsfähigkeit und damit ihre Wettbewerbsfähigkeit erhalten oder sogar gestärkt wurden.

9.4.8 M8: Gutscheine für Digitalisierung und Automatisierung

Finanzielle Unterstützung für Digitalisierungs- und Automatisierungsmassnahmen

Kantonale Gesetzesgrundlage: Ausführungsreglement SGF 821.40.95

Zuständige Direktion/Amt: VWBD/WIF

Gewährungsverfahren	Die Massnahme ist Unternehmen vorbehalten, die im Kanton im industriellen, kommerziellen oder handwerklichen Bereich tätig sind und ein Projekt zur Digitalisierung oder Automatisierung von Produktionsprozessen oder -werkzeugen haben und aufgrund der Pandemie während mindestens drei Monaten KAE in Anspruch genommen haben. Die Unterstützung besteht in der Übernahme von maximal 25 % der Kosten des eingereichten Projekts bis zu einem Höchstbetrag von 150 000 Franken. Das Unternehmen muss die Nützlichkeit der Investition und ihre erheblichen Auswirkungen auf den Geschäftsverlauf begründen.
Zahlen	42 von 60 eingereichten Gesuchen wurden bewilligt. Der ausbezahlte Gesamtbetrag beläuft sich auf 2 380 292 Franken und kam 27 Unternehmen, die im sekundären Sektor tätig sind, und 12 im tertiären Sektor zugute.

Bilanz und Nachverfolgung	Die 42 bewilligten Gesuche förderten Investitionen von insgesamt 14 801 209 Franken in die Digitalisierung und Automatisierung der betroffenen Unternehmen. Diese Massnahme trug dazu bei, ein Einfrieren dieser Investitionen in den betroffenen Unternehmen zu verhindern und so deren Wettbewerbsfähigkeit zu erhalten oder sogar zu stärken.
----------------------------------	--

<p>9.4.9 M9: Lebensmittel - Agri&Co Challenge II und digitale Technologien in der Milchwirtschaft</p> <p><i>Lancierung einer zweiten Ausgabe des Wettbewerbs Agri&Co Challenge und Unterstützung bei der Einführung und Nutzung digitaler Technologien auf Freiburger Milchviehbetrieben</i></p> <p>Kantonale Gesetzesgrundlage: WFG SRF 900.1/ Verordnung SRF 821.40.55</p>	
Zuständige Direktion/Amt: VWBD/WIF; ILFD/GN	
Gewährungsverfahren	<p>Im Rahmen einer zweiten Auflage des Wettbewerbs Agri&Co Challenge wird ein Aufruf zur Einreichung von Projekten veröffentlicht. Ziel ist es, die Zusammenarbeit zu fördern, neue Wertschöpfungsketten zu schaffen und innovative Projekte anzuregen, die zu einer nachhaltigen wirtschaftlichen Entwicklung des Kantons beitragen. Dieser Wettbewerb richtet sich an kleine und mittlere Unternehmen sowie Start-ups in der Wachstumsphase (Scale-ups) im Lebensmittelbereich, die sich im Kanton Freiburg niederlassen möchten. Der Preis des Wettbewerbs besteht in der Gewährung selbständiger und dauernder Baurechte am AgriCo-Standort in St-Aubin, das bedeutet eine neue Niederlassung und den Bau eines Gebäudes.</p> <p>Die Unterstützung digitaler Technologien in der Milchviehhaltung zielt darauf ab, die Gesundheit der Tiere zu verbessern und die Treibhausgasemissionen zu senken. Sie erfolgt durch die Gewährung eines individuellen Beitrags von bis zu 35 % der tatsächlichen Kosten der subventionierten Investition, maximal 10 000 Franken pro Betrieb, oder durch von Grangeneuve erbrachte Leistungen (Auswertung von Daten, Beratung und Bewertungen). Anspruchsberechtigt sind von Grangeneuve anerkannte Betriebe, die Milchkühe halten und die vor Ort erzeugte Milch vermarkten. Das Projekt muss sich auf eine Investition in eine von Grangeneuve festgelegte neue Technologie beziehen. Die Erstattung erfolgt gegen Vorlage der Rechnung des Anbieters, sobald das neue technologische System installiert ist.</p>
Zahlen	329 226 Franken wurden im Rahmen der Unterstützung für digitale Technologien in der Milchviehhaltung verwendet, wobei die ursprüngliche Obergrenze von 250 000 Franken per Staatsratsbeschluss angehoben wurde, was 49 von 56 Betrieben zugutekam, die einen Antrag gestellt hatten. Die geförderten Systeme betreffen hauptsächlich die Aktivitätsmessung und Futterschieberroboter.
Bilanz und Nachverfolgung	<p>Die Organisation des Agri&Co-Challenge, der vor Ende 2022 geplant war, fand aufgrund des Genehmigungsverfahrens für den KNP AgriCo in Saint-Aubin nicht innerhalb der vorgegebenen Frist statt.</p> <p>Der Erfolg der Massnahme zur Förderung digitaler Technologien in der Milchviehhaltung ist eindeutig. Grangeneuve setzt die Betreuung der Betriebe bis Ende 2023 fort. Ziel ist es, die Entwicklung der Gesundheit, der Fortpflanzung und der Milchproduktion der Kühe in den Herden der am Projekt beteiligten Betriebe zu analysieren.</p>

<p>9.4.10 M10: Coaching mit Schwerpunkt auf Geschäftsinnovation</p> <p><i>Unterstützung und Beratung von Unternehmen mit Schwerpunkt auf Geschäftsinnovation</i></p> <p>Kantonale Gesetzesgrundlage: WFG SGF 900.1/WFR SGF 900.11</p>	
<p>Zuständige Direktion/Amt: VWBD/WIF</p>	
<p>Gewährungsverfahren</p>	<p>Die Anträge werden zusammen mit den erforderlichen Unterlagen und Dokumenten bei der WIF eingereicht. Diese entscheidet je nach den spezifischen Bedürfnissen des Unternehmens über die geeignete Unterstützung und Beratung. Ein Coach wird beauftragt und interveniert im Unternehmen nach den vom Innovationsnetzwerk platinn entwickelten Konzepten und Methoden. Gegen den Entscheid kann kein Rechtsmittel eingelegt werden. Die Unterstützung ist nicht an eine Rückerstattungsklausel im Falle der Schliessung des Unternehmens gebunden.</p>
<p>Zahlen</p>	<p>476 039 Franken wurden für 212 von 215 gestellten Anträgen ausgezahlt. Davon stammten 70 % aus Unternehmen mit weniger als 10 Mitarbeitenden. 23 % der Coachings betrafen das verarbeitende Gewerbe, 14 % den Handel, 14 % spezialisierte wissenschaftliche und technische Tätigkeiten und 8 % Informations- und Kommunikationstätigkeiten.</p>
<p>Bilanz und Nachverfolgung</p>	<p>Die Einsatzberichte und Rechnungen der platinn-Coaches werden von der WIF validiert. Innerhalb des Zeitrahmens konnten 90 % der unterstützten Unternehmen ihre wirtschaftliche Aktivität aufrechterhalten oder ausweiten und dabei Arbeitsplätze erhalten oder schaffen.</p>

<p>9.4.11 M11: Covid Service Pack</p> <p><i>Finanzierung von Forschungs- und Entwicklungsdienstleistungen (F&E) der Hochschule für Technik und Architektur Freiburg (HTA-FR)</i></p> <p>Kantonale Gesetzesgrundlage: Ausführungsreglement SGF 821.40.95</p>	
<p>Zuständige Direktion/Amt: VWBD/WIF</p>	
<p>Gewährungsverfahren</p>	<p>Innosquare, die Plattform für die Unterstützung von Innovationsprojekten von Unternehmen im Kanton Freiburg, kontaktiert das antragstellende Unternehmen, um die gewünschte F&E-Dienstleistung zu klären und zu prüfen, ob auf den Antrag eingetreten werden kann. Den vervollständigten Antrag leitet sie anschliessend an die WIF weiter. Der Beitrag beläuft sich auf höchstens 20 000 Franken. Das antragstellende Unternehmen beteiligt sich am Projekt mindestens zu 20 % in Form von Eigenleistungen und zum folgenden Prozentsatz in Form von finanziellen Mitteln:</p> <ul style="list-style-type: none"> > mind. 5 % des Beitrags bei weniger als 20 Angestellten (VZÄ) > mind. 10 % des Beitrags bei 20 bis 50 Angestellten (VZÄ) > mind. 15 % des Beitrags bei 50 bis 100 Angestellten (VZÄ) > mind. 20 % des Beitrags bei mehr als 100 Angestellten (VZÄ)
<p>Zahlen</p>	<p>Von 22 eingereichten Anträgen wurden 15 bewilligt, wobei insgesamt 314 216 Franken ausbezahlt wurden.</p>
<p>Bilanz und Nachverfolgung</p>	<p>In jedem Fall wurde der Höchstbetrag ausgezahlt. Die Hebelwirkung ist gross (8.9), wie die Gesamtinvestitionssumme von 2 578 290 Franken zeigt.</p>

<p>9.4.12 M12: Beitrag an den Lohn von Lernenden im 1. Lehrjahr</p> <p><i>Finanzierung der ersten Monatsgehälter einer/eines Lernenden im 1. Lehrjahr in Form eines Gutscheins über 1000 Franken</i></p> <p>Kantonale Gesetzesgrundlage: Ausführungsreglement SGF 821.40.96</p>	
<p>Zuständige Direktion/Amt: VWBD/BBA</p>	
<p>Gewährungsverfahren</p>	<p>Die Anträge werden mithilfe eines Formulars beim BBA eingereicht. Der Beitrag wird nach Prüfung der Gewährungskriterien ausgezahlt. Der Lehrbetrieb (ohne öffentliche oder halbstaatliche Körperschaften) muss seinen Sitz im Kanton Freiburg haben und über eine vom Staat Freiburg ausgestellte Bildungsbewilligung verfügen. Der Gutschein ist für alle Lernenden im ersten Lehrjahr gültig, die am 15. November vom Unternehmen eingestellt und unter Vertrag genommen wurden, und kann nur für eines der betreffenden Schuljahre (2020, 2021 oder 2022) beantragt werden.</p>
	<p>1030 von 1160 eingereichten Anträgen wurden bewilligt, wobei ein Unternehmen mehrere Gutscheine erhalten kann, für einen Gesamtbetrag von 1 706 000 Franken, der Restbetrag wird 2023 ausgezahlt.</p>
<p>Bilanz und Nachverfolgung</p>	<p>Diese Massnahme wurde geschätzt und stellte in einigen Fällen einen echten finanziellen Anstoss für das Unternehmen dar. Da der Betrag nur einmal für eine Lehrstelle innerhalb der dreijährigen Zeitspanne beantragt werden konnte, selbst wenn innerhalb von zwei Jahren weitere Anstellungen folgen würden, und da die staatlichen und halbstaatlichen Lehrbetriebe keinen Antrag stellen konnten, lag der ausgegebene Betrag weit unter dem bewilligten Budget.</p>

<p>9.4.13 M13: Stipendien für berufliche Umschulungen («ausserordentliche» Stipendien)</p> <p><i>Gewährung von Stipendien für Personen über 25 Jahren ohne Ausbildung und für Personen, die aufgrund mangelnder Chancen auf dem Arbeitsmarkt eine Umschulung in Betracht ziehen müssen</i></p> <p>Kantonale Gesetzesgrundlage: StiG SGF 44.1</p>	
<p>Zuständige Direktion/Amt: BKAD/ABBA</p>	
<p>Gewährungsverfahren</p>	<p>Das ABBA prüft die Antragsdossiers zunächst unter dem Gesichtspunkt des «gewöhnlichen» Stipendiums. Wenn eine Person in Ausbildung die Kriterien für ein «ausserordentliches» Stipendium erfüllt, kontaktiert das ABBA die Person, um sie über diese Lösung zu informieren, und schliesst den Fall ab. Die Berechnung des Stipendiums erfolgt nach den Bestimmungen der Gesetzesgrundlage.</p> <p>Das Stipendium wird in zwei Raten ausgezahlt: die erste Rate bei Erlass des Entscheids, die zweite Rate nach Vorlage einer gültigen Studienbescheinigung für das 2. Semester des laufenden Ausbildungsjahres. So stellt das ABBA sicher, dass die begünstigte Person während des gesamten Ausbildungsjahres aktiv an ihrer Ausbildung teilnimmt.</p>
<p>Zahlen</p>	<p>24 Personen profitierten von der Massnahme mit einem Gesamtbetrag von 711 916 Franken. Der Restbetrag wird 2023 ausgezahlt.</p>

Bilanz und Nachverfolgung	Für diese Massnahme wurde nicht aktiv geworben. Daher ist die Bilanz von 24 Begünstigten zufriedenstellend. Ohne diese Massnahme, die einigen Menschen den Ausstieg aus der Sozialhilfe ermöglichte, hätten die meisten Empfänger keine Ausbildung absolvieren können, da sie nicht über ausreichende finanzielle Mittel verfügten. Die finanzielle Bilanz ist nicht endgültig, da diese Massnahme ihre Wirkung bis 2026 oder sogar 2027 entfalten wird (z.B. falls eine begünstigte Person, die ab August 2022 eine vierjährige Ausbildung absolviert, ein Studienjahr wiederholt).
----------------------------------	--

9.4.14 M14: Laufbahnberatung	
<i>Erhöhung der Mittel, die dem BEA zur Verfügung stehen, um die beträchtliche Welle von Anfragen für Laufbahnberatung und Neuorientierung für Erwachsene zu bewältigen</i>	
Kantonale Gesetzesgrundlage: Gesetz über die Berufs-, Studien- und Laufbahnberatung SFR 413.1.1	
Zuständige Direktion/Amt: BKAD/BEA	
Gewährungsverfahren	Die Massnahme dient der Einstellung zusätzlicher Mitarbeitenden, um den Bedarf an Beratungen zu decken und die Wartezeiten zu verkürzen.
Zahlen	Die Massnahme ermöglichte die Einstellung von 0,8 bis 1,2 zusätzlichen VZÄ über einen Zeitraum von 18 Monaten.
Bilanz und Nachverfolgung	Wie bei der Sofortmassnahme WMV bestand das Ziel darin, die Anfragen von Erwachsenen nach Laufbahnberatung abzuarbeiten. Die für diese Massnahme zugewiesenen Mittel ermöglichten es, während der Phase der erhöhten Nachfrage die Wartezeit für BEA-Massnahmen auf etwa vier Monate zu begrenzen.

9.4.15 M15: Vorbereitung auf die Suche nach einer Lehrstelle	
<i>Massnahme OMax zur Begleitung von Jugendlichen in der OS, die ohne verstärkte Unterstützung Gefahr laufen, nach der obligatorischen Schule keine Ausbildungslösung zu finden</i>	
Kantonale Gesetzesgrundlage: Gesetz über die Berufs-, Studien- und Laufbahnberatung, SGF 413.1.1	
Zuständige Direktion/Amt: BKAD/BEA	
Gewährungsverfahren	Die Massnahme dient vollumfänglich der befristeten Einstellung von Mitarbeitenden und der Erhöhung des Beschäftigungsgrads bereits beschäftigter Mitarbeitenden. Die Begleitung der Jugendlichen erfolgt in Partnerschaft mit den OS, die eine entsprechende Unterstützung beantragen und diese am meisten benötigen.
Zahlen	Die Massnahme ermöglichte die Einstellung von 0,4 bis 0,6 VZÄ im Jahr 2021 und 0,6 bis 1 VZÄ im Jahr 2022. Drei OS profitierten von der Umsetzung der Massnahme im Jahr 2021 und 5 OS im Jahr 2022, die alle französischsprachig sind.
Bilanz und Nachverfolgung	Die Massnahme, die für das Schuljahr 2021/22 aus dem Wiederankurbelungsplan finanziert wurde, war erfolgreich. Mehr als 60 % der Jugendlichen in der OS, denen eine sehr geringe Chance prognostiziert wurde, eine Ausbildung zu finden, fanden eine Lösung. Sie wurde als eine der zehn dringenden Massnahmen des Jugendförderplans ausgewählt und in diesem Rahmen für

die Schuljahre 2022/2023 und 2023/2024 verlängert. Sie wird Mitte 2024 aufgrund fehlender Mittel endgültig aufgelöst.

9.4.16 M16: Konsumgutscheine für Begünstigte von Verbilligungen der Krankenkassenprämien

Bereitstellung von generischen Kariyon-Gutscheinen für Haushalte mit Kindern, die Zuschüsse erhalten, um die Belastung durch Krankenkassenprämien zu senken.

Kantonale Gesetzesgrundlage: Verordnung zu den Konsumgutscheinen für Begünstigte von Verbilligungen der Krankenkassenprämien des kantonalen Wiederankurbelungsplans zur Bewältigung der Coronaviruskrise, SGF 821.40.75

Zuständige Direktion/Amt: GSD/GS-GSD

Gewährungsverfahren

Die AHV-Kasse erstellt eine Liste aller Familien, die aus mindestens einer erwachsenen Person und einem Kind bestehen und die am 30. November 2020 von den Prämienverbilligungen der Krankenversicherung profitieren und im Kanton Freiburg wohnhaft sind. Diese Liste wird an das Unternehmen Local Impact weitergeleitet, um die Konsumgutscheine mit einem QR-Code auszustellen. Jede erwachsene Person hat Anspruch auf 150 Franken und jedes Kind auf 100 Franken. Die generischen Gutscheine können bis zum 31. Dezember 2021 bei jedem Händler, der auf der Website Kariyon.ch registriert ist, und zu jeder Zeit eingelöst werden. Am Ende jedes Monats stellt das Unternehmen Local Impact der AHV-Kasse die Gutscheine in Rechnung, die bei den Geschäften über die QR-Codes eingelöst wurden.

Zahlen

Es wurden Kariyon-Gutscheine im Wert von 5 071 574 Franken verschenkt; der Staat übernahm auch 302 915,20 Franken an Verwaltungskosten für die Gutscheine und 17 912,80 Franken an Vollzugskosten der AHV-Kasse. Die Gutscheine wurden an 13 239 Haushalte verteilt und von 12 288 Haushalten eingelöst. Alle Anträge auf Einlösung von Gutscheinen nach dem 31. Dezember 2021 wurden abgelehnt.

Bilanz und Nachverfolgung

Diese Aktion war ein grosser Erfolg und die Begünstigten sowie die Händler waren sehr zufrieden. Die Nutzungsrate von 90,7 % ist nach Meinung des Unternehmens Local Impact, das die Kariyon-Gutscheine verwaltet, sehr hoch. Die überwiegende Mehrheit dieser Gutscheine kam Einkäufen des täglichen Bedarfs zugute, d. h. in den Bereichen Lebensmittel (44 %), Restaurants (11 %) und Bekleidung (10 %).

9.4.17 M17: Kreislaufwirtschaft, verantwortungsvolle und lokale Wirtschaft

Beschleunigung oder Unterstützung von Projekten für kurze und zirkuläre Produktionsprozesse und Förderung gesunder Konsummuster mit geringen ökologischen und sozialen Auswirkungen, insbesondere in der Gemeinschaftsgastronomie

Kantonale Gesetzesgrundlage: LandwG SGF 910.1

Zuständige Direktion/Amt: RIMU/AFU; GS-RIMU (NE); ILFD/GN

Gewährungsverfahren

Die Massnahme zielt auf eine beschleunigte Umsetzung oder Unterstützung von Projekten wie Sensibilisierungskampagnen, Leitfäden (insbesondere für die öffentliche und halböffentliche Gastronomie), Förderung lokaler Produkte, Stärkung des lokalen Tourismus und des

	Direktverkaufs ab Bauernhof, Einkaufsplattformen für lokale Produkte und Förderung lokaler Akteure ab.
Zahlen	Für diese Massnahme wurden zwischen 2021 und 2022 insgesamt 485 151 Franken aufgewendet, verteilt auf drei Ämter.
Bilanz und Nachverfolgung	<p>In Bezug auf die Unterstützung von Projekten wurde Ende 2021 eine Reihe von Instrumenten für Unternehmen <u>online</u> gestellt, um sie auf dem Weg zu mehr Nachhaltigkeit zu begleiten. Diese werden weiterentwickelt. Ebenso wurden die Grundlagen für einen Fahrplan «Kreislaufwirtschaft» erarbeitet. In Zukunft kann der Massnahmenkatalog weiter ausgebaut werden.</p> <p>In den Jahren 2021 und 2022 wurden Sensibilisierungskampagnen für die breite Öffentlichkeit zum Thema Nachhaltigkeit durchgeführt. Weitere werden folgen.</p> <p>Was die Förderung regionaler Produkte betrifft, so wurde in den Jahren 2021 und 2022 die Plattform Star'Terre (regionale Innovationsplattform im Agrar- und Lebensmittelbereich) unterstützt. Das Angebot an nachhaltigen und lokalen Produkten der öffentlichen und halböffentlichen Einrichtungen wurde insbesondere mithilfe des Instruments Beelong analysiert.</p> <p>Was die Gemeinschaftsgastronomie betrifft, so hat der Staatsrat am 1. Juni 2021 die Charta der Freiburger Gemeinschaftsgastronomie verabschiedet. Sie legt 18 Kriterien für eine nachhaltige, ausgewogene und auf mehr regionalen Produkten basierende Ernährung fest. Die Initiative «Regional kochen», stützt sich auf die Charta für die Gemeinschaftsgastronomie und ihr Pflichtenheft. Ende 2022 hatten 21 Schulen die Charta unterzeichnet. Diese Charta entspricht den Erwartungen und stösst auf Interesse. Bei richtiger Durchführung wird dieses Projekt Chancen für die gesamte Wertschöpfungskette von der Landwirtschaft bis zur Herstellung von Nahrungsmitteln im Kanton Freiburg schaffen. Andere Westschweizer Kantone und das Tessin haben Interesse bekundet.</p>

<p>9.4.18 M18: Regionales Förderprogramm Seeland (RFS)</p> <p><i>Beitrag an Projekte zur Förderung der Produktion und des Konsums von Biogemüse im Seeland</i></p> <p>Kantonale/eidgenössische Gesetzesgrundlage: LandwG SGF 910.1; LandwR SGF 910.11; BVG SGF 917.1; SGF 917.11/ LwG SR 910.1</p>	
Zuständige Direktion/Amt: ILFD/GN	
Gewährungsverfahren	<p>Die Agrarpolitik des Bundes, die auf Strukturverbesserung ausgerichtet ist, sieht die finanzielle Unterstützung von Projekten zur regionalen Entwicklung vor. Ziel ist es, durch die Zusammenarbeit mit anderen Sektoren (hier Tourismus) einen Mehrwert für die Landwirtschaft zu schaffen.</p> <p>Das Regionale Förderprogramm Seeland umfasst mehrere Teilprojekte: Bau von zwei Hallen zur Lagerung und Verpackung von Gemüse, Entwicklung eines touristischen Angebots in Zusammenarbeit mit Murten Tourismus, Entwicklung einer B2B-Verkaufsplattform, Entwicklung einer Plattform für Austausch, Forschung und Ausbildung sowie Entwicklung eines Marketingkonzepts für den Sektor. Diese Projekte können über eidgenössische und kantonale Beiträge und/oder Investitionskredite unterstützt werden, alles gemäss dem Bundesgesetz über die Landwirtschaft und der Bundesverordnung über die Bodenverbesserungen.</p>
Zahlen	Das gesamte Projekt wird 79,2 Millionen Franken kosten, wovon 64,9 Millionen Franken auf den Bau der beiden Verpackungshallen entfallen. Die Finanzierung erfolgt mit einem Kantonsbeitrag von 5,6 Millionen Franken, einschliesslich der Mittel des Wiederankurbelungsplans, einem

	Bundesbeitrag von 7 Millionen Franken, der Rest wird von den Projektträgern getragen (Eigenmittel und Bankdarlehen). Kantonale Mittel in der Höhe von 4 030 000 Franken wurden bereits an sechs Verbände oder Unternehmen, welche die Teilprojekte umsetzten, ausgezahlt, darunter die für die Massnahme bereitgestellten 3 Millionen Franken.
Bilanz und Nachverfolgung	Die Zahlungen erfolgen in Raten, die sich nach dem Projektfortschritt richten. Alle zwei Jahre wird ein Bericht erstellt, in dem festgestellt wird, ob der Fortschritt bzw. das Erreichen der Zwischenziele der Beschreibung entspricht.

<p>9.4.19 M19: Energieeffizienz, insbesondere in der Landwirtschaft</p> <p><i>Unterstützung von Biogasanlagen und Wärmerückgewinnungssystemen, energetische Optimierung von Kläranlagen</i></p> <p>Kantonale Gesetzesgrundlage: LandwG SRF 910.1; Verordnung SRF 821.40.56</p> <p>Zuständige Direktion/Amt: ILFD/GN; RIMU/AfU</p>	
Gewährungsverfahren	Die Massnahme sieht die Unterstützung von Biogasanlagen vor, um die Nutzung von Hofdünger und organischen Abfällen zur Energieerzeugung zu optimieren. Sie richtet sich zudem an Landwirtschaftsbetriebe, die Wärme unter dem Dach oder unter Photovoltaikanlagen für Scheunentrockner zurückgewinnen. Pro Betrieb oder Betriebsgemeinschaft kann nur ein Projekt unterstützt werden. Die Höhe der Unterstützung beträgt 2500 Franken für eine Anlage zur Wärmerückgewinnung unter dem Dach mit einer Fläche von bis zu 200 m ² ; 5000 Franken für eine Anlage zur Wärmerückgewinnung unter dem Dach mit einer Fläche von mehr als 200 m ² . Anträge werden mit den erforderlichen Anhängen per Formular bei Grangeneuve eingereicht. Die Projekte müssen bis zum 31. Dezember 2022 abgeschlossen sein. Das AfU ist für die Auszahlung der Beträge gemäss dem Entscheid von Grangeneuve zuständig. Zum Schluss soll die Massnahme auch dazu beitragen, die Treibhausgasemissionen von Kläranlagen durch die optimierte Produktion von erneuerbaren Energien (Biogas, Wärmerückgewinnung, Kleinwasserkraftwerke, Optimierung der Wasserzuflüsse usw.) zu reduzieren.
Zahlen	Es wurden drei Studien über die Aufwertung von Biogasanlagen im Kanton durchgeführt, die insgesamt 100 000 Franken kosteten. 23 der 36 eingereichten Anträgen für Wärmerückgewinnungssysteme wurden mit einer Unterstützung von jeweils 5000 Franken angenommen. Für insgesamt 56 033 Franken wurde ein Tool zur Energieoptimierung entwickelt und den Betreibern von Kläranlagen vorgestellt.
Bilanz und Nachverfolgung	Im Rahmen der Massnahme «Unterstützung und Aufwertung von Biogasanlagen» wurden drei Studien durchgeführt, die für die Beratung bei der Entwicklung neuer Projekte nützlich sind. Die Studie über das Hofdüngerpotenzial macht sichtbar, wo das grösste noch verfügbare Potenzial liegt, und ermöglicht die Planung von Projekten in der Nähe. Die Studie über den Transport von Biomethan analysiert im Detail die Technik und die Rentabilität des Transports von erzeugtem Biogas zu einem Einspeisepunkt. Diese Option öffnet Türen für Landwirte, die sich nicht in der Nähe einer Gasleitung befinden. Die neueste Studie zu neuen Biogasmodellen analysiert die in der Bundesverordnung über die Förderung der Produktion von Elektrizität aus erneuerbaren Energien (EnFV) vorgeschlagene Förderlösung im Detail und zeigt auf, welche Schritte unternommen werden müssen, um von einer rentablen Biogasanlage profitieren zu können. Auf der Grundlage dieser Studien wird die Massnahme im Rahmen des kantonalen Klimaplan bis 2026 fortgesetzt. Die Massnahme «Wärmerückgewinnung für Scheunentrockner» stiess auf gute Resonanz. Die

kantonale Unterstützung wurde dank einer kantonalen Verordnung, die im Rahmen des kantonalen Klimaplanes validiert wurde, bis 2026 fortgesetzt. Die Wärmerückgewinnungsanlagen in den begünstigten Betrieben stellen eine äquivalente Leistung von durchschnittlich 196 kW (zwischen 54 und 506) dar. Die Massnahme hat gezeigt, dass mit relativ geringen Investitionen interessante Einsparungen erzielt werden können. Der Einbau von Wärmerückgewinnungsanlagen ist sowohl bei Neubauten als auch bei bestehenden Gebäuden möglich. Die Überwachung und Verwaltung der Massnahme durch Grangeneuve ermöglichte es den Mitarbeitenden, die verschiedenen Unterlagen (Ausbildung, Beratung) mit verschiedenen konkreten Beispielen zu ergänzen. Im Rahmen der Massnahme «Reduzierung der Treibhausgasemissionen von Kläranlagen» wurde ein Instrument zur Energieoptimierung für Kläranlagen entwickelt. Das Tool wurde den Betreibern von Kläranlagen im Jahr 2022 vorgestellt. Die Massnahme wird bis 2024 im Rahmen des kantonalen Klimaplanes mit spezialisierten Beratungsgesprächen bei den Kläranlagen des Kantons fortgesetzt.

9.4.20 M20: Prämie für die Verwendung von Holz aus dem Kanton Freiburg

Gewährung einer Prämie, die 10 % des Preises von Freiburger Bauholz entspricht, das in den Jahren 2020 und 2021 auf dem Bau verwendet wird

Kantonale Gesetzesgrundlage: PrämHolzV SGF 821.40.54

Zuständige Direktion/Amt: ILFD/WNA

Gewährungsverfahren	Die Massnahme richtet sich an Projekte, bei denen Holz verwendet wird, um einen Anreiz zur Verwendung von einheimischem Holz zu schaffen. Sie ist Unternehmen mit Sitz im Kanton Freiburg vorbehalten. Die Anträge werden zusammen mit der Kaufrechnung über ein Online-Formular eingereicht. Lignum Freiburg überprüft die Anträge und schickt eine Stellungnahme an das WNA. Dieses teilt dem Antragsteller den endgültigen Entscheid mit (mit Kopie an Lignum Freiburg).
Zahlen	499 989 Franken wurden für 179 bewilligte von 196 eingereichten Anträgen ausbezahlt. 15 Anträge für rund 57 000 Franken werden noch bearbeitet unter der Bedingung, dass eine neue Verordnung im Rahmen des kantonalen Klimaplanes in Kraft tritt.
Bilanz und Nachverfolgung	Das mit der Massnahme verfolgte Ziel, die Verwendung einheimischen Holzes zu fördern, das einer verstärkten Konkurrenz durch ausländisches Holz (vor allem aus Deutschland und Österreich) ausgesetzt ist, wurde vollständig erreicht. Alle Beträge wurden vergeben; die bis Ende 2022 nicht bearbeiteten Anträge werden im Rahmen des Klimaschutzplans bearbeitet. Das Fachwissen von Lignum Freiburg im Bereich der Überprüfung war entscheidend, um eine effiziente und konsistente Prüfung der Anträge und der beigefügten Rechnungen zu gewährleisten.

<p>9.4.21 M21 Teil 1: Unterstützung für Veranstaltungen und Events touristischer und kultureller Art <i>Marketingmassnahmen zur Wiederbelebung der Tourismusaktivitäten und zur Aufwertung der Kreislaufwirtschaft</i> Kantonale Gesetzesgrundlage: TG SGF 951.1</p>	
<p>Zuständige Direktion/Amt: VWBD/FTV</p>	
<p>Gewährungsverfahren</p>	<p>Die Massnahme sieht die Finanzierung einer Marketingkampagne vor, insbesondere für das Frühjahr und den Herbst 2021. Die Werbemassnahmen werden gemeinsam mit den lokalen Tourismusanbietern, insbesondere Terroir Fribourg, sowie über die Plattform Kariyon.ch durchgeführt. Weiter sieht die Massnahme die Unterstützung eines Pilotprojekts vor, das mit den tpf durchgeführt wird. Gemäss diesem Projekt könnte eine Fahrkarte für das gesamte tpf-Netz für den bescheidenen Betrag von 3 Franken pro Übernachtung im Kanton verkauft werden. Die Massnahme umfasst also die technische Umsetzung und einen Markttest von Oktober bis Dezember 2020 an 70 000 Personen, die sich im Kanton aufhalten.</p>
<p>Zahlen</p>	<p>Die Massnahmen kosteten insgesamt über 1,5 Millionen Franken; eine Massnahme wurde durch den Wiederankurbelungsplan finanziert, während der restliche Betrag vom FTV getragen wurde.</p>
<p>Bilanz und Nachverfolgung</p>	<p>Die Kampagnen wurden von der Marketingkommission und dem Vorstand des FTV sowie den sieben Tourismusregionen des Kantons validiert. Die Massnahme unterstützte 15 Veranstaltungen und 2 Werbekampagnen, die von vom FTV durchgeführt wurden. Eine Aktion wurde gemeinsam mit den Bergbahnen und der Schifffahrtsgesellschaft LNM durchgeführt, und eine weitere Aktion war auf den öffentlichen Verkehr ausgerichtet. Es wurde eine enge kantonale Zusammenarbeit mit den Regionen und den Tourismusakteuren aufgebaut, eine Premiere auf Marketingebene.</p>

<p>9.4.22 M21 Teil 2: Unterstützung für die Wiederbelebung des lokalen Handels – Kariyon II <i>Fortsetzung der Sofortmassnahme «Unterstützung der lokalen Wirtschaft» mit der Finanzierung von 10 % von generischen Gutscheinen, die auf der Online-Plattform Kariyon.ch gekauft werden</i> Kantonale Gesetzesgrundlage: ULWV SGF 821.40.53</p>	
<p>Zuständige Direktion/Amt: VWBD/WIF</p>	
<p>Gewährungsverfahren</p>	<p>Die Kundinnen und Kunden zahlen 90 % des Wertes der über die Kariyon-Plattform gekauften Gutscheine, bis zu einem Betrag von 2000 Franken pro Person. Die Gutscheine sind neutral und können bei den auf der Plattform Kariyon.ch registrierten Geschäften eingelöst werden, mit Ausnahme von Geschäften, die nur Online-Aktivitäten anbieten oder deren Muttergesellschaft ausserhalb des Kantons ansässig ist. Sie sind bis zum 31. Dezember 2021 gültig.</p>
<p>Zahlen</p>	<p>Fast 2 Millionen Franken wurden im Rahmen dieser Teilmassnahme verwendet, davon rund 1 460 000 Franken für die Subventionierung der Gutscheine, 307 000 Franken für die Übernahme der Transaktionskosten und 160 000 Franken für die Entwicklung der Plattform. 1717 Geschäfte lösten Gutscheine ein, die von 16 840 Einzelkunden gekauft wurden.</p>
<p>Bilanz und Nachverfolgung</p>	<p>Die Verwaltung der Massnahme wurde erneut per Leistungsauftrag an die Firma Local Impact übertragen. Der Betrag wurde in etwas mehr als einem Monat zwischen November und Dezember 2020 aufgebraucht. Diese zweite Kariyon-Aktion passte perfekt in die Saison am Jahresende und integrierte ein neues Konzept für eine überall einsetzbare Karte. In geringerem Masse profitierten diesmal auch Sport- und Freizeiteinrichtungen sowie öffentliche Gaststätten, die während der ersten</p>

Kariyon-Aktion geschlossen waren. Der lokale Handel konnte sich in allen Freiburger Haushalten einen Platz unter dem Weihnachtsbaum erobern. Durch die Massnahme flossen 14,36 Millionen Franken in die lokale Wirtschaft.

9.4.23 M21 Teil 3: Unterstützung für öffentliche Gaststätten (RestÖbistro)

Finanzierung von Gutscheinen über die Plattform Kariyon.ch für Restaurants, Bars und Discos (abhängig vom Umsatz) in Höhe von 15 %; für Konsumentinnen und Konsumenten zwischen 15 und 25 Jahren in Höhe von 25 %

Kantonale Gesetzesgrundlage: WPRV SGF 821.40.98

Zuständige Direktion/Amt: VWBD/WIF

Gewährungsverfahren	Ab dem 22. Oktober 2021 und bis Ende 2022 übernimmt der Staat bei der Ausgabe von Konsumationsgutscheinen, die in Restaurants, Bars und Diskotheken eingelöst werden können (Patente A, B, C, D, F, H, I oder T im Sinne des ÖGG), 25 % der Gutscheine für Konsumenten zwischen 16 und 25 Jahren und 15 % für Konsumenten über 25 Jahren. Der Höchstwert der Gutscheine pro Einrichtung ist abhängig von ihrem durchschnittlichen Umsatz. Die Gutscheine sind ab dem Kaufdatum ein Jahr lang gültig.
Zahlen	Im Rahmen dieser Teilmassnahme wurden mehr als 1 Million Franken verwendet, davon rund 740 000 Franken für die Finanzierung der Gutscheine, 98 000 Franken für die Übernahme der Transaktionskosten, 161 000 Franken für die Verwaltungskosten und 31 000 Franken für die Kommunikationskosten. 4 260 000 Franken wurden an Gaststättenbetreiber ausgezahlt, welche die Dienstleistungen im Wert von insgesamt 1 600 000 Franken noch erbringen müssen. 407 Gaststätten und 10 364 Kundinnen und Kunden profitierten von der Massnahme.
Bilanz und Nachverfolgung	Die Massnahme zielte darauf ab, auch die jungen Menschen zu unterstützen, die sich in der Krise als besonders resilient gezeigt haben, sowie auf die Erholung des Konsums im Gastronomiesektor. Sie erzeugte bei ihrem Start im Oktober 2021, als die Gastronomie noch unter dem Regime der Zertifikatspflicht stand, viel Anziehungskraft. Das Konzept erwies sich für die Kunden als weniger attraktiv als die Aktion Kariyon II, da der Gutschein begrenzt und nur bei einer bestimmten Einrichtung einlösbar war.

9.4.24 M22: Unterstützung von Ausstellungszentren

Einmalige Unterstützung für die Zentren Forum Fribourg und Espace Gruyère

Kantonale Gesetzesgrundlage: Dekret SGF 821.40.75

Zuständige Direktion/Amt: VWBD/GS-VWBD

Gewährungsverfahren	Die Massnahme sieht die Unterstützung der beiden kantonalen Ausstellungszentren vor, bei denen aufgrund des vom Bundesrat verhängten Versammlungsverbots fast alle in ihren Räumlichkeiten organisierten Veranstaltungen abgesagt wurden. Das Dekret legt die beiden Empfänger fest, die sich verpflichten müssen, die Beträge für Massnahmen zur Ankurbelung von Veranstaltungen und Events zu verwenden.
Zahlen	Die beiden Zentren erhielten jeweils 500 000 Franken.

Bilanz und Nachverfolgung	Die Finanzhilfe konnte den Konkurs eines der beiden Empfänger nicht verhindern. Dieser Konkurs war jedoch nicht die direkte Folge der Gesundheitskrise, sondern einer seit mehreren Jahren angeschlagenen Finanzlage. Bei dem anderen Empfänger bewirkte die Hilfe, dass die durch die Krise unterbrochenen Aktivitäten (Suche und Durchführung von Veranstaltungen) wieder aufgenommen wurden.
----------------------------------	---

9.4.25 M23: Schaffung eines offiziellen kantonalen Mountainbike-Netzes (MTB)	
<i>Unterstützung bei der Schaffung eines offiziellen kantonalen Mountainbike-Netzes und der Ausarbeitung eines kantonalen Mountainbike-Plans.</i>	
Kantonale Gesetzesgrundlage: TG SGF 951.1/MobG SGF 780.1	
Zuständige Direktion/Amt: VWBD/FTV; RIMU/MobA	
Gewährungsverfahren	Die Massnahme zielt darauf ab, den Kanton Freiburg auf touristischer Ebene zu positionieren und die Mountainbike-Aktivitäten im Kanton besser zu kanalisieren, was mit einem positiven Einfluss auf die Umwelt verbunden ist. In diesem Zusammenhang wird ein Mandat an FRide erteilt.
Zahlen	Es wurden 450 000 Franken verwendet, davon 60 % für FRide gemäss Vereinbarung und Mandat, 10 % für die Projektbetreuung durch den FTV und 20 % für das MobA.
Bilanz und Nachverfolgung	Bike-In FR25 ist der öffentliche Auftrag an FRide, den Mountainbikesport im Kanton bis 2025 nachhaltig zu entwickeln. FRide koordiniert das gesamte Projekt Die Ausarbeitung eines kantonalen Mountainbike-Plans ist im Gange und wird in der ersten Hälfte des Jahres 2023 abgeschlossen sein. Wie bei einigen anderen Massnahmen im Zusammenhang mit der Mobilität kann die Massnahme noch nicht abschliessend beziffert werden und ein Abschlussbericht steht noch aus.

9.4.26 M24: Plan zur Wiederbelebung der Kultur	
<i>Entschädigungen für Kulturunternehmen und Kulturschaffende, Unterstützung für Transformationsprojekte im Kultursektor sowie für Musikvereine</i>	
Kantonale/eidgenössische Gesetzesgrundlage: KAG SGF 480.1; Verordnung 821.40.35/SR 442.15	
Zuständige Direktion/Amt: BKAD/KA	
Gewährungsverfahren	Die Massnahmen für Kulturunternehmen und Kulturschaffende sowie für Transformationsprojekte werden gemäss der COVID-19-Kulturverordnung des Bundes in Kontinuität mit den in der ersten Welle ergriffenen Massnahmen angewandt. Der Bund beteiligt sich zur Hälfte. Zusätzliche kantonale Beiträge sind vorbehalten für Unternehmen oder Kulturschaffende, welche die in der Bundesverordnung vorgesehenen Bedingungen nicht erfüllen, sowie für Musikvereine (höchstens 15 000 Franken pro Verein) zur Deckung der zusätzlichen Kosten, insbesondere für Personal, Infrastruktur, Organisation und Kommunikation.
Zahlen	7 972 497 Franken wurden für 397 angenommene von insgesamt 530 eingereichten Gesuchen ausbezahlt, wovon 3 990 850 Franken zu Lasten des Kantons gingen. In zwei Fällen wurde eine Rückforderung in Höhe von insgesamt 38 830 Franken gestellt. Diese Beträge sind jedoch nicht

	endgültig, da es Anträge gibt, die noch Gegenstand von Einsprachen oder Rückforderungen infolge der durchgeführten Kontrollen sind.
Bilanz und Nachverfolgung	Die Bearbeitung und Weiterverfolgung der Anträge wurde in den Jahren 2021 und 2022 gemäss dem in der ersten Welle eingeführten System innerhalb der vorgegebenen Fristen fortgesetzt, sodass die Unternehmen und Kulturschaffenden während der gesamten Pandemie begleitet werden konnten. Das neue Dispositiv zur Förderung von Transformationsprojekte stiess auf grosse Resonanz. Diese wurden von einer Jury aus sechs Expertinnen und Experten bewertet. Die Anträge auf Unterstützung für Jugend-Musikvereine wurden vom KA geprüft. Weiter wird auf den Bericht zum Postulat 2020-GC-156 über die Auswirkungen der COVID-19-Krise im Kulturbereich in den Jahren 2020–2021 verwiesen. Gemäss der Verordnung führt das KA eine allgemeine Prüfung der Konten der Unternehmen durch, die eine finanzielle Unterstützung erhalten. Es stellt sicher, dass diese keinen Überschuss aufweisen (in Form eines Gewinns oder der Bildung von nicht zweckgebundenen Rückstellungen oder stillen Reserven im letzten Geschäftsjahr) und dass die gewährten Gelder zweckentsprechend verwendet werden. Bis Mitte Mai wurden an fünf Unternehmen Rückforderungen in Höhe von 301 660 Franken gestellt. Diese Zahlen können sich noch ändern.

9.4.27 M25: Unterstützung für den Sportbereich	
<i>Finanzhilfen zur Abfederung von Verlusten im Zusammenhang mit COVID-19 und zur Unterstützung von Sportförderungsprojekten sowie in Form von Einzelbeiträgen für Nachwuchssportlerinnen und -sportler</i>	
Kantonale Gesetzesgrundlage: Verordnung 821.40.35; SportG	
Zuständige Direktion/Amt: SJSD/SpoA	
Gewährungsverfahren	Kantonale Sportvereine sowie auf kantonaler Ebene einzigartige Sportclubs, talentierte junge Sportlerinnen und Sportler, die in das Programm «Sport-Kunst-Ausbildung» des Kantons Freiburg aufgenommen wurden, Inhaberinnen und Inhaber einer Swiss Olympic Card unter 25 Jahren, Organisatorinnen und Organisatoren von Sportveranstaltungen, sowie die Eigentümerinnen und Eigentümer und von Sportinfrastrukturen können bis zum 30. Juni 2022 unter den in der Verordnung festgelegten kumulativen Bedingungen eine Finanzhilfe für Sportförderungsprojekte oder eine Finanzhilfe zur Abfederung ihrer Verluste aufgrund der Absage oder Verschiebung von Grossanlässen für die Saisons 2020/21 und 2021/22 beantragen. Für jede Art der Unterstützung steht ein spezifisches Online-Formular zur Verfügung.
Zahlen	3 430 000 Franken wurden für 334 bewilligte von 362 eingereichten Gesuchen ausbezahlt. Davon gingen 63 % an Sportvereine und -clubs, 32 % an Sportförderungsprojekte, 2,6 % an Organisatoren von Sportveranstaltungen und 2,4 % an Eigentümer von Sportanlagen.
Bilanz und Nachverfolgung	Die Anträge wurden vom Amt für Sport (SpoA) bearbeitet und anschliessend von einer Ad-hoc-Kommission bestätigt. Die Massnahme endete am 31. Dezember 2022. Die Verluste betrafen mehrheitlich die üblichen Eintritte, die aufgrund der gesundheitlichen Einschränkungen nicht erzielt wurden.

10 Finanzielle Gesamtbilanz aller getroffenen Massnahmen

Der Staat Freiburg setzte umfangreiche Mittel zur Bewältigung der Folgen der Pandemie ein. Die folgenden Tabellen fassen alle Ausgaben zusammen, von denen die allermeisten in den vorangegangenen Kapiteln ausführlich dargelegt wurden. Hinzu kommen in der Gesamtabrechnung zusätzliche Beiträge für den öffentlichen Verkehr sowie weitere Ausgaben, darunter Massnahmen im Rahmen des Unterstützungsplans für die Jugend Freiburg und COVID-Tests an Schulen. Von den 345,5 Millionen Franken, die in den drei Jahren der Pandemie ausgegeben wurden, wurden zwei Drittel, also 231,5 Millionen Franken, vom Kanton getragen. Das restliche Drittel stammt hauptsächlich aus Beiträgen des Bundes, insbesondere für die Refinanzierung von Härtefallhilfen, sowie aus zurückerhaltenen Mitteln, etwa durch den Weiterverkauf von Schutzmaterial. Es sei daran erinnert, dass einige Massnahmen des Wiederankurbelungsplans auch 2023 oder noch später Ausgaben verursachen werden und dass einige kleinere Rückzahlungen im Zusammenhang mit gezahlten Beiträgen (insbesondere Härtefälle) aufgrund der insbesondere vom Bundesgesetz festgelegten Bedingungen für die Gewährung erfolgen könnten.

Bruttoaufwendungen im Zusammenhang mit der COVID-19-Pandemie, in Millionen Franken

	2020	2021	2022	Total
Unterstützung der Wirtschaft (1. Welle)	21.8	5.4	0.3	27.5
Wiederankurbelungsplan	4.1	27.4	21.4	52.9
Unterstützung der Wirtschaft (2. Welle)	4.6	98.1	4.5	107.3
Task Force Gesundheit + KFO	17.0	19.9	9.8	46.7
Unterstützung von Spitälern (HFR, FNS, HIB, Freiburger Privatkliniken)	31.4	16.1	32.4	79.9
Sonstige Kosten im Gesundheits- und Sozialwesen	13.2	7.5	-0.8	19.9
Zusätzliche Entschädigungen für den öffentlichen Verkehr	–	1.0	4.9	5.9
Sonstige Kosten	1.9	1.3	2.2	5.4
Total Brutto	94.0	176.8	74.8	345.5

Nettoaufwand im Zusammenhang mit der COVID-19-Pandemie, in Millionen Franken

	2020	2021	2022	Total
Unterstützung der Wirtschaft (1. Welle)	19.6	5.4	0.2	25.3
Wiederankurbelungsplan	4.1	23.6	16.0	43.7
Unterstützung der Wirtschaft (2. Welle)	4.6	24.7	-2.1	27.2
Task Force Gesundheit + KFO	15.9	12.6	6.3	34.8
Unterstützung von Spitälern (HFR, FNS, HIB, Freiburger Privatkliniken)	31.4	16.1	32.4	79.9
Sonstige Kosten im Gesundheits- und Sozialwesen	8.4	3.4	-0.8	11.0
Zusätzliche Entschädigungen für den öffentlichen Verkehr	–	1.0	4.9	5.9
Sonstige Kosten	1.9	1.2	0.6	3.7
Total netto	86.0	88.0	57.5	231.5

Die Ausgaben, die der Staat mit einer gewissen Dringlichkeit zu tragen hatte, konnten durch die betreffenden Jahresrechnungen aufgefangen werden, indem in erheblichem Umfang auf die in den Vorjahren gebildeten Fonds und Rückstellungen zurückgegriffen wurde.

Über die oben beschriebenen Massnahmen hinaus ist es wichtig, daran zu erinnern, dass auch der Bund umfangreiche Massnahmen eingeführt und finanziert hat, die der Freiburger Wirtschaft und Bevölkerung zugutekamen (KAE, EO, COVID-Kredite, siehe Kapitel 5.2). Insgesamt belaufen sich die vom Bund eingesetzten Beträge, die über die oben dargestellten Bruttoaufwendungen hinausgehen, für den Kanton Freiburg auf rund 1 Milliarde Franken. Auch die Gemeinden leisteten ihrerseits Beiträge, die sie entsprechend dem geschätzten Bedarf und ihrer Finanzkraft für angemessen hielten.

Im Allgemeinen hat die öffentliche Hand somit ihre Rolle bei der Abfederung der Auswirkungen der Pandemie in allen betroffenen Bereichen voll und ganz wahrgenommen. Wie bereits erwähnt, konnten die negativen Auswirkungen der Pandemie auf die Wirtschaft und die Gesellschaft durch die Gesamtheit der ergriffenen Massnahmen bestimmt erheblich gemildert werden.

11 Eingesetzte Kontrollmassnahmen

Die Finanzinspektion prüfte die verschiedenen Massnahmen im Zusammenhang mit der COVID-19-Pandemie umfassend. Sie interessierte sich insbesondere für die Einführung von Verwaltungsverfahren, die Kontrolle der Zahlungen sowie die Anwendung der Gewährungskriterien gemäss den verschiedenen Gesetzen und Verordnungen, die zur Bewältigung dieser aussergewöhnlichen Situation eingeführt worden waren.

Zwischen Mai 2020 und September 2022 wurden regelmässige Überprüfungen der Beiträge für Unternehmerinnen und Unternehmer sowie Selbstständigerwerbende, den Kulturbereich, die lokale Wirtschaft, gewerbliche Mietverträge und den Tourismus durchgeführt. Während dieser Zeit stand die Finanzinspektion in ständigem Kontakt mit den für die Verteilung der Hilfen zuständigen Stellen. Anhand von wöchentlichen Statistiken überprüfte sie insbesondere die Verwaltung der eingereichten Anträge, die Qualität der Informationen, die Bearbeitung sowie die Auszahlungen an die Begünstigten.

Durch die Schaffung von Verwaltungsstrukturen, Computerprogrammen und Datenbanken wurde sichergestellt, dass die gesammelten Informationen vollständig sind und die Anträge fair bearbeitet werden. Alle für die verschiedenen Massnahmen eingereichten Anträge wurden erfasst und die ausgezahlten Beiträge dokumentiert.

Für einige spezifische Dossiers haben die zuständigen Ämter punktuell eine Analyse des Finanzinspektorats angefordert, um die Einhaltung der geltenden Gesetzesgrundlagen zu überprüfen. Dies war zum Beispiel bei den COVID-19-Entschädigungen im Kulturbereich der Fall. Die Empfehlungen der Finanzinspektion wurden anschliessend vom betreffenden Amt berücksichtigt.

Die ersten Auszahlungen von Beiträgen für Gaststätten, Bars und Discos (KWPV-Gastro-COVID-19, SGF 821.40.94) wurden einer vollständigen Prüfung unterzogen. Angesichts der Dringlichkeit dieser Beiträge verwaltete zunächst der Freiburger Tourismusverband (FTV) diese Massnahme mithilfe mehrerer lokaler Treuhänder, die Konformitätsberichte verfassten, in denen die Gewährung oder Ablehnung der Anträge begründet wurde. Schliesslich erfolgten die Auszahlungen an die Empfänger durch die Finanzverwaltung (FinV) auf der Grundlage der Abrechnungen des FTV. Eine einfache Funktionsweise und ein ständiger Kontakt zwischen den verschiedenen Akteuren ermöglichten es, diese ersten Hilfen nach den Kriterien Korrektheit, Spezifität und Wirksamkeit zu verwalten.

Die flankierenden Massnahmen für Angestellte öffentlicher Einrichtungen, die während der verschiedenen Wellen der COVID-19-Pandemie zur Schliessung gezwungen waren (BMAV-COVID-19, SGF 824.40.92), wurden von der öffentlichen Arbeitslosenkasse übernommen. Der Staat hat ihr die tatsächlichen Ausgaben für diese Massnahmen erstattet, die in der Staatsrechnung 2020/21 gesondert ausgewiesen sind.

Auch die Kantonale Steuerverwaltung (KSTV) wurde für eine vertiefte Stichprobenkontrolle der Mietzinsbeiträge beigezogen (WMMV-COVID-19, SGF 821.40.63). In den 268 geprüften Fällen (11,6 % aller Fälle) wurde kein Missbrauch festgestellt.

Was die vom Bund finanzierten Massnahmen betrifft, nahm das Finanzinspektorat auch an der Austauschgruppe teil, die vom Bund und insbesondere vom Staatssekretariat für Wirtschaft (SECO) mit der Eidgenössischen Finanzkontrolle (EFK) und den kantonalen Finanzkontrollen (KFK) eingerichtet wurde. In mehreren Sitzungen per Videokonferenz wurden die verschiedenen Methoden und Ansätze zur Kontrolle der Finanzhilfen im Zusammenhang mit der COVID-19-Pandemie ausgetauscht und über die vom Bund durchgeführten Kontrollen (Mehrwertsteuerabrechnungen, Anträge auf nicht rückzahlbare Finanzhilfen) informiert.

Die Kontrollen im Bereich der Härtefallhilfen wurden sowohl im Rahmen der von der EFK oder dem SECO auf Bundesebene durchgeführten Verfahren als auch im Rahmen der auf kantonaler Ebene eingeführten Verfahren durchgeführt. Zum einen beauftragte das SECO zwei Treuhänder damit, die eingerichteten Kontrollverfahren unter dem Gesichtspunkt der Vollständigkeit, Spezifität und Qualität der Daten im Rahmen der Anträge auf Finanzhilfe zu überprüfen. Sie waren ebenfalls an den oben erwähnten Gesprächen beteiligt und schlugen mehrere Kontrollmethoden vor, die von den verschiedenen Beteiligten bestätigt wurden. Diese Treuhänder führten im Sommer und Herbst 2021 bei den Kantonen punktuelle Kontrollen über die Umsetzung der Härtefallverordnung des Bundes vom 25. November 2020 (HFMV 20, SR 951.262) durch. Insbesondere wurden alle Anträge von Unternehmen mit einem Umsatz von mehr als 5 Millionen Franken überprüft. Im Jahr 2022 führte das SECO über ein Mandat weiterhin punktuelle Kontrollen durch und stellte zwei halbjährliche Statusberichte auf. Wie das SECO feststellt, zeigen die von den Beauftragten vorgelegten Abschlussberichte, dass die Kantone die Bundesgesetzgebung korrekt umgesetzt haben und dass es keine systemischen Risiken oder Fehler gibt.²⁸

Andererseits hat die EFK im Rahmen der Analyse der COVID-19-Massnahmen des Bundes mehrere Datenanalysen im Zusammenhang mit Härtefällen durchgeführt und die entsprechenden Berichte auf ihrer Website veröffentlicht. Eine Liste der Fälle, die einer Klärung bedurften oder bei denen ein Missbrauchsverdacht bestand, wurde nach jeder Datenanalyse an alle Kantone gesandt. Diese Fälle mussten geklärt werden, um die Beträge dem Bund erneut in Rechnung zu stellen. Darüber hinaus können Kontrollen direkt bei den Unternehmen durchgeführt werden. Diese Kontrollen erfolgen im Auftrag des SECO, wenn im Rahmen der anderen COVID-Instrumente (KAE und COVID-Kredite) ein Verdacht auf Missbrauch entsteht.

Alle im Kanton Freiburg zu überprüfenden Fälle, die entweder von den Treuhändern im Auftrag des SECO oder von der Eidgenössischen Finanzkontrolle gemeldet wurden, sind von den Dienststellen des Kantons geprüft worden. Es konnte kein Missbrauch festgestellt werden. In den meisten Fällen bezog sich der Klärungsbedarf auf die Monate, die bei der Berechnung des Umsatzrückgangs berücksichtigt wurden, oder auf die Tatsache der angeordneten Schliessung. Es war keine spezifische Korrektur notwendig.

Auf kantonaler Ebene wurde zwischen dem Generalsekretariat der VWBD und der KSTV eine Vereinbarung über die stichprobenartige Kontrolle der Einhaltung der für die Beiträge geltenden Verwendungseinschränkungen getroffen, die für das Geschäftsjahr, in dem die Beiträge bezogen wurden, und die drei folgenden Geschäftsjahre gelten. Die Vereinbarung regelt ferner die systematische Kontrolle von Unternehmen mit einem Umsatz von mehr als 5 Millionen Franken, die dem Kanton eine Beteiligung an einem allfälligen Gewinn bezahlen müssen, den sie im Jahr der Ausrichtung eines Härtefallbeitrags erwirtschaftet haben. Diese Kontrollen werden bis 2026 fortgesetzt. Letztendlich sollten alle Fälle mindestens einmal überprüft worden sein. Am 24. Mai 2023 waren nach den verschiedenen Kontrollverfahren 26 Unternehmen von einer vollständigen oder teilweisen Rückforderung der Beiträge betroffen, fünf davon aufgrund eines Gewinns und fünf aufgrund einer angekündigten Dividendenausschüttung. In keinem Fall wurde eine Anzeige bei der Staatsanwaltschaft erstattet.

An dieser Stelle kann noch darauf hingewiesen werden, dass die Revisionsstelle des SECO die normgerechte Auszahlung der Kurzarbeitsentschädigung durch Kontrollen bei den Arbeitgebern an den Unternehmensstandorten überprüft hat. Dabei konzentrierte sie sich vor allem auf Meldungen über vermuteten Missbrauch, die von den Arbeitslosenkassen übermittelt wurden.

²⁸ Siehe [Stichprobenkontrollen-bei-Kantone-zur-Umsetzung-der-Covid-19-Harte-fall-verordnung.pdf \(easygov.swiss\)](#)

Für die Zahlungen der öffentlichen Arbeitslosenkasse wurden bis zum 24. Mai 2023 vom SECO neun Rückerstattungsverfügungen über einen Gesamtbetrag von 917 629 70 Franken erlassen. Im Anschluss an diese Entscheide wurden vier Einsprachen erhoben, eine Beschwerde ging beim Bundesgericht ein, ein Erlassgesuch wird derzeit vom AMA geprüft, ein Entscheid ist noch nicht rechtskräftig, eine Rückzahlung ist im Gange und ein Rückforderungsbetrag wurde bereits vollständig bezahlt.

In Bezug auf die COVID-19-Überbrückungskredite waren am 24. Mai 2023 im Kanton Freiburg 17 Strafverfahren über eine Deliktssumme von insgesamt 648 000 Franken abgeschlossen. 78 Fälle von Strafanzeigen (über eine Deliktssumme von 6,59 Millionen Franken) sind noch hängig.²⁹

12 Fazit

Der vorliegende Bericht gibt einen Überblick über das operative und finanzielle Engagement des Staates während der COVID-19-Pandemie. Er bietet nebst einer detaillierten Bilanz der Massnahmen zur Wirtschaftsförderung für den Zeitraum von 2020 bis 2022 auch eine Bilanz der Gesundheits- und Schutzmassnahmen sowie eine Gesamtbilanz der Finanzhilfen. Er geht über die ursprünglich von der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission des Grossen Rates verlangten Elemente hinaus und ermöglicht somit eine vollständige Sicht auf das Engagement des Staates, auch wenn sich einige Beträge in den kommenden Haushaltsjahren noch geringfügig ändern können.

Die Chronologie der Hilfen erlaubt es, die verschiedenen Etappen in Erinnerung zu rufen, welche die Krisenorganisation und die Verabschiedung der gesetzlichen Grundlagen für die verschiedenen Unterstützungen im Rhythmus der Pandemiewellen durchlaufen haben. Nach dem Wechsel von einer «aussergewöhnlichen Lage» zu einer «besonderen Lage» veränderte sich die Rolle des Staates in Bezug auf die Art der zu ergreifenden Massnahmen, weshalb er seine Unterstützung regelmässig anpasste. Die Kennzahlen und die finanzielle Bilanz zeigen, dass sich die eingesetzten Mittel zur Stützung der Wirtschaft zwischen der ersten und der zweiten Welle von über 27 Millionen Franken auf über 107 Millionen Franken vervierfacht haben, wobei sich die Nettobelastung für den Kanton jedoch kaum verändert hat. Der Bund refinanzierte nämlich einen erheblichen Teil der Massnahmen zur Stützung der Wirtschaft, die auf Initiative des Kantons eingeführt worden waren. Diese kamen vor allem den Teilsektoren Gastronomie, Hotellerie, Sport und Freizeit zugute, die am längsten betroffen waren. Fast zwei Drittel der 96 Millionen, die der Staat netto zu tragen hat, bestehen also aus sehr gezielten Beiträgen, die den verschiedenen Bereichen gemäss ihrer Gewichtung im kantonalen Wiederankurbelungsplan zugutekamen. Es sei jedoch daran erinnert, dass neben den COVID-Krediten die grössten finanziellen Mittel über die Bundesmassnahmen im Bereich der sozialen Vorsorge, d. h. die KAE und die EO COVID-19, zur Verfügung gestellt wurden. In diesem Rahmen wurden fast 425 Millionen Franken an Freiburger Unternehmen ausbezahlt.

Auf operativer Ebene war vor allem in der zweiten Welle des Jahres 2020 der Einsatz von zusätzlichem Personal besonders intensiv, sowohl bei den Gesundheitsmassnahmen als auch bei der Umsetzung des Wiederankurbelungsplans zusätzlich zu den Härtefallhilfen. Die allgemeine Bewertung, die detaillierte Bilanz und das Kapitel über die Kontrollmassnahmen zeigen, dass die Gewährungsmechanismen präzise genug waren, um in der überwiegenden Mehrheit der Fälle Missbrauch oder Überentschädigungen zu vermeiden, und dass die meisten Massnahmen die angestrebten Ziele und die Begünstigten im Rahmen der vorgesehenen Obergrenzen erreichten.

Abschliessend bittet der Staatsrat den Grossen Rat, von diesem Bericht Kenntnis zu nehmen.

²⁹ Siehe [Covid-19 Credits - EasyGov](#)

Annexe

GRAND CONSEIL

2022-DEEF-70

Rapport à l'attention du Grand Conseil sur les mesures d'urgence et de relance prises pendant la crise du Coronavirus

Propositions de la Commission des finances et de gestion CFG

Présidence : Claude Brodard

Vice-présidence : Bruno Boschung

Membres : Laurent Dietrich, Andreas Freiburghaus, Benoît Glasson, Nadine Gobet, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Elias Moussa, Stéphane Peiry, Benoît Rey, Bruno Riedo

Membres suppléants : Pierre-Alain Bapst, Jean-Daniel Schumacher, Catherine Beaud, Gaétan Emonet, Lucas Dupré, Bruno Marmier

Prendre acte

La Commission prend acte de ce rapport et invite le Grand Conseil à en faire autant.

Le 23 août 2023

Anhang

GROSSER RAT

2022-DEEF-70

Bericht an den Grossen Rat über die während der Coronavirus-Krise ergriffenen Sofort- und Wiederankurbelungsmassnahmen

Antrag der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission FGK

Präsidium : Claude Brodard

Vize-Präsidium : Bruno Boschung

Mitglieder: Laurent Dietrich, Andreas Freiburghaus, Benoît Glasson, Nadine Gobet, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Elias Moussa, Stéphane Peiry, Benoît Rey, Bruno Riedo

Stellvertretende Mitglieder: Pierre-Alain Bapst, Jean-Daniel Schumacher, Catherine Beaud, Gaétan Emonet, Lucas Dupré, Bruno Marmier

Kenntnisnahme

Die Kommission nimmt diesen Bericht zur Kenntnis und lädt den Grossen Rat ein, es ihr gleichzutun.

Den 23. August 2023

RAPPORT ANNUEL 2022

DE LA COMMISSION INTERPARLEMENTAIRE DE CONTRÔLE HES-SO (CIP HES-SO)

Mesdames les Présidentes et Messieurs les Présidents des Grands Conseils des cantons de Berne, Fribourg, Genève, Jura, Neuchâtel, Valais et Vaud,

Mesdames les Députées et Messieurs les Députés,

Conformément aux dispositions de la Convention intercantonale sur la HES-SO, la Commission interparlementaire de contrôle de la HES-SO (ci-après la Commission) établit un rapport à l'intention des parlements qui y ont délégué leurs membres (sept par canton). Le présent rapport couvre les travaux de la commission durant l'année 2022 et brièvement sur le début de l'année 2023.

La portée du contrôle de la Commission est définie à l'article 10 de la Convention intercantonale sur la HES-SO : a) les objectifs stratégiques de l'institution et leur réalisation ; b) la planification financière pluriannuelle ; c) le budget annuel ; d) les comptes annuels ; e) l'évaluation des résultats obtenus par l'institution.

1. PRÉAMBULE

A fin 2022, le Bureau de la Commission était composé des cheffes et chefs des délégations cantonales suivant-e-s :

Mme Solange Berset (FR), présidente pour l'année 2022

M. Raoul Jaeggi (JU), vice-président

M. Tarcis Ançay (VS)

Mme Moussia de Watteville (BE)

Mme Sonya Butera (VD)

Mme Diane Skartsounis (NE)

M. Daniel Sormanni (GE)

A la suite d'élections cantonales, les délégations bernoise et vaudoise ont été largement renouvelées en 2022.

FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION

La Commission a siégé à trois reprises en 2022, le 21 mars à la HES-SO/Master à Lausanne, le 27 juin au Parlement vaudois à Lausanne et le 2 décembre à la Haute école de gestion de Fribourg, canton d'origine de la présidente de la Commission. Ces séances plénières ordinaires ont été précédées de trois séances du Bureau principalement consacrées à la préparation des travaux de la Commission. Le 19 janvier 2022, une séance extraordinaire du Bureau élargi à deux membres par délégation s'est tenue à Lausanne pour une présentation du rapport final de l'audit organisationnel de la société *econcept* sur la HES-SO.

2. MME LUCIANA VACCARO NOUVELLE PRÉSIDENTE DE SWISSUNIVERSITIES

La Commission tient à féliciter très sincèrement Mme Luciana Vaccaro, Rectrice de la HES-SO depuis 2013, pour sa nomination à la présidence de swissuniversities pour la période allant de février 2023 à juillet 2024. Elle est la première rectrice d'une HES à remplir cette fonction au sein de swissuniversities.

C'est un grand honneur pour Mme Vaccaro, c'est la reconnaissance de son engagement sans faille pour faire rayonner les hautes écoles en Suisse, en Europe et dans le monde. C'est aussi une très grande reconnaissance pour le parcours remarquable de la HES-SO qui est la troisième plus grande haute école de Suisse en termes de nombre d'étudiant·es.

3. RÉSOLUTION VISANT À SURSOIR AUX TRAVAUX DE RÉDACTION D'UN RÈGLEMENT D'APPLICATION DE LA CONVENTION INTERCANTONALE SUR LA HES-SO

Audit sur l'efficacité et l'efficience du Rectorat

Pour rappel, le rapport final de l'audit organisationnel sur la HES-SO, réalisé en 2021 par la société *econcept* a confirmé l'excellent travail fourni par le Rectorat, qui a notamment réussi à consolider la cohérence académique de la HES-SO. Dans ses conclusions, l'audit souligne qu'il est primordial de

renforcer la transparence et la confiance à tous les niveaux décisionnels. L'audit mentionne que la base juridique est claire et détaillée, même si son interprétation nécessite quelques clarifications.

Pour une question de compétences résiduelles, en particulier la délégation au Rectorat d'un certain nombre de compétences qui ne sont pas explicitement indiquées dans la Convention sur la HES-SO, le Comité gouvernemental a considéré, dans un premier temps, nécessaire de rédiger un règlement d'application. De son côté, la Commission a estimé primordial que le Comité gouvernemental maintienne un équilibre institutionnel et organisationnel laissant au Rectorat l'autonomie nécessaire dont il a besoin pour réaliser sa mission et lui permette de prendre des décisions parfois inédites, parfois immédiates, en fonction de problématiques existantes et nouvelles.

Consultation de la Commission sur le règlement d'application

La Commission n'a pas pu obtenir d'information sur la rédaction du règlement d'application, même pas sur les lignes directrices suivies par le groupe de travail. Dans sa séance de décembre 2022, la Commission a exprimé son mécontentement face à au manque de clarté de ce projet de règlement, de transparence et de collaboration, c'est pourquoi elle a décidé de déposer la résolution suivante :

Résolution : autonomie de la HES-SO et règlement d'application

« Afin que l'autonomie de la HES-SO soit garantie, la Commission interparlementaire de contrôle de la HES-SO demande au Comité gouvernemental de sursoir aux travaux de rédaction du règlement d'application, jusqu'à la production au Bureau de la Commission d'explications claires quant aux objectifs du règlement et aux dispositions prévues concernant les délégations de compétences (des Exécutifs au Comité gouvernemental, du Comité gouvernemental au Rectorat), avec des exemples concrets ».

Décision du Comité gouvernemental de sursoir aux travaux

Le Comité gouvernemental a examiné cette résolution dans sa séance du 16 mars 2023, et a décidé qu'il était nécessaire d'arrêter les travaux relatifs à la rédaction de ce règlement dans la mesure où il n'était juridiquement pas possible de fixer des délégations de compétences dans un règlement d'exécution.

Cette décision du Comité gouvernemental de suspendre les travaux sur ce règlement va totalement dans le sens de la résolution adoptée par notre Commission qui interprète cette décision comme étant une reconnaissance désormais unanime du travail du Rectorat.

Renforcement du Rectorat

En lien avec le rapport d'audit de *econcept*, la Commission demande que le Comité gouvernemental examine la recommandation qui consiste à renforcer le Rectorat par la création d'un poste supplémentaire de Vice-rectrice ou Vice-recteur administratif (ou des opérations) qui serait en charge du dicastère des affaires générales et des finances. L'analyse des tâches et des compétences pourrait permettre d'établir un cahier des charges approprié et bien différencié de celui du Secrétaire général. Le rôle de la Rectrice, qui chapeaute actuellement ce dicastère, a pris une nouvelle dimension au fil des années, comme nous l'avons mentionné au point précédent (nomination à la présidence de swissuniversities). Pour le moment, le Comité gouvernemental ne s'est pas déterminé favorablement sur cette recommandation.

4. EXCLUSION DE LA SUISSE DU PROGRAMME HORIZON EUROPE

Cette problématique a rythmé les travaux de la Commission qui constate que, à l'heure actuelle, il n'y a aucune négociation officielle entre l'UE et la Suisse concernant l'association de la Suisse à Horizon Europe. La Commission européenne lie toujours l'association à Horizon Europe à la conclusion d'un nouvel accord-cadre entre la Suisse et l'UE, la solution reste donc entre les mains des politiques.

Dans l'intervalle, les hautes écoles suisses, dont la HES-SO, restent impactées négativement par le statut d'état tiers de la Suisse au sein des programmes européens de formation, de recherche et d'innovation. Les impacts négatifs sont de natures diverses : exclusion de certaines bourses d'excellence européennes et de coopérations internationales.

Les hautes écoles plaident pour que la Suisse soit à nouveau pleinement associée aux programmes européens. Sans solution, elles craignent une érosion dans la qualité de leurs activités de recherche et d'enseignement ainsi qu'une perte de leur attractivité. Cette situation risque d'avoir des conséquences au niveau de l'économie, de la capacité d'innovation de la Suisse ainsi qu'au sein de la société.

5. PARTICIPATION À L'ALLIANCE UNITA

L'UE finance, au travers de son programmes Erasmus+, des alliances universitaires européennes qui sont au nombre de 41. UNITA est un de ces réseaux qui rassemble actuellement dix universités¹: L'objectif est de coopérer étroitement à tous les niveaux de leur institution et dans tous les domaines d'activité : formation, recherche, innovation et services à la société. Ce type d'association est souvent qualifié de « machines à projets ».

La HES-SO a été admise dans UNITA, en juin 2022, en tant que membre associé. Ces échanges sont indispensables depuis que la Suisse n'est plus associée à Erasmus+ (2014) et qu'elle a été écartée du programme de recherche Horizon Europe (2021). En s'associant avec UNITA, la HES-SO affirme sa volonté d'ouverture et de collaboration avec ses partenaires européens.

En 2023, l'UE a accordé, pour une durée de quatre ans, des fonds à hauteur de 14 millions d'euros à l'alliance UNITA. Pour la suite, la HES-SO devra également compter sur un financement du Secrétariat d'état à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI).

6. ÉLÉMENTS FINANCIERS

6.1 COMPTABILITÉ 2021

Le rapport de l'organe de révision PWC a établi que les comptes 2021 de la HES-SO sont conformes aux règles MCH2 et recommande leur approbation sans réserve. L'organe de révision confirme également l'existence du système de contrôle interne (SCI).

Eléments marquants

- Les effectifs estudiantins sont en augmentation de 2.53% par rapport aux comptes 2020, ce qui correspond à l'augmentation prévue au budget 2021.

	C2020	B2021	C2021	Ecart C21 – C20	Ecart en % C21 – C20
Effectifs EPT / ETCS	17'481	17'806	17'924	+443	+2.53%

- Les subventions accordées aux hautes écoles (de la HES-SO) sont conformes au budget 2021 et en croissance de 0.62% par rapport aux comptes 2020

	C2020	B2021	C2021	Ecart C21 – C20	Ecart en % C21 – C20
Subventions à la formation de base et aux infrastructures	480'546'265	483'527'278	483'527'278	2'981'013	0.62%

- La contribution supplémentaire des cantons partenaires se monte à 0.26% par rapport au budget 2021, ce qui est conforme aux prévisions.

	C2020	B2021	C2021	Ecart C21 – C20	Ecart en % C21 – B21
Contributions des cantons	379'905'442	382'837'889	383'849'092	+3'943'651 +1.04%	+1'011'203 +0.26%

¹ Les six membres fondateurs (2020) d'UNITA sont : l'Université de Beira Interior (Portugal), l'Université de Saragosse (Espagne), l'Université de Turin (Italie), l'Université de Pau et des Pays de L'Adour (France), l'Université Savoie Mont Blanc (France) et l'Université de Vest din Timisoara (Roumanie).

Quatre nouveaux membres ont rejoint UNITA (2021) : l'Institut polytechnique de Guarda (Portugal), l'Université de Brescia (Italie), l'Université publique de Navarre (Espagne) et l'Université Transylvania de Brasov (Roumanie).

- La contribution fédérale est inférieure aux prévisions (budget 2021) ; dès lors, 893'816.- sont prélevés sur le fonds de compensation pour le soutien à l'enseignement.

A noter que ce fonds a pu être alimenté entre 2017 et 2020, années où les contributions fédérales effectives dépassaient largement les montants budgétés. Depuis, la Commission relève une baisse de la contribution fédérale par rapport à la prévision de la HES-SO ce qui engendre un prélèvement sur le fonds de compensation de près de 900'000.- pour 2021. En fait, les contributions fédérales augmentent par rapport à 2020, mais pas autant que prévu :

Contributions fédérales	C20	B21	C21	Ecarts C21 - B21
Financement fédéral (formation de base)	146'951'692	147'952'234	147'058'417	-893'817
Financement fédéral Ra&D	20'544'282	21'240'386	21'151'175	-89'211

- B2021 : Enveloppe totale du SEFRI : CHF 563'975'400 (Part HES-SO = 30.00%)
- C2021 : Enveloppe totale du SEFRI : CHF 564'054'400 (Part HES-SO = 29.82%)

Cette perte de financement peut être prélevée sur ce fonds de compensation pour le soutien à l'enseignement afin de garder la stabilité de l'ensemble des sources de financements, en particulier les contributions des cantons partenaires.

Le financement partiel des projets prioritaires Enseignement et durabilité sont également prélevés sur ce fonds (543'840.-).

6.2 BUDGET 203

Indexation au renchérissement

L'enjeu particulier du budget 2023 a trait au renchérissement, à savoir s'il devait être financé dans le cadre des enveloppes HES-SO ou des contributions locales particulières (CLP). Pour le budget 2023, il s'est avéré difficile de prévoir les mesures prises par les cantons qui pratiquent des taux différents.

Le budget 2023 ne prend en compte le renchérissement à hauteur de 2.1% que pour HES-SO/Master, La Manufacture, Changins et le Rectorat. En effet, les écoles de la Manufacture et de Changins ne sont pas rattachées à l'un des cantons partenaires, mais leur participation à la HES-SO est régie par une convention conclue directement avec le Rectorat. Pour cette raison, elles n'ont pas la possibilité d'être compensées par les CLP cantonales, c'est pourquoi il a été décidé de les aligner au renchérissement attribué au Rectorat. Pour les autres hautes écoles, le renchérissement sera financé par le biais des CLP.

La question de l'intégration du renchérissement dans le budget de la HES-SO ne fait visiblement pas l'unanimité au sein des sept cantons partenaires. Le Comité gouvernemental veut étudier, pour le budget 2024, la possibilité d'intégrer le renchérissement au sein des enveloppes globales du budget HES-SO, dans le respect des diverses législations cantonales.

- > **Le budget 2023 est en hausse de 5.6 Mios** (soit 1%) par rapport au budget 2022 et s'établit à 574'087'900.- :

Sources de financement	B22	B23	Ecarts (valeur) B22 - B23	Ecarts (%) B22 - B23
Financement fédéral pour la formation de base	149'135'900	148'204'700	-931'200	-0.62%
Financement fédéral Ra&D	21'410'300	21'624'400	214'100	1.00%
Financement AHES	11'045'800	10'880'500	-165'300	-1.50%
Financement AHES Étudiants de Passug	300'000	350'000	50'000	16.67%
Contributions des cantons partenaires	384'790'600	390'922'100	5'529'800	1.43%
Prélèvements fonds et provisions	1'143'300	2'106'200	964'900	84.54%
Total des sources	568'425'600	574'087'900	5'662'300	1.00%

> Pour 2023, il est prévu **une augmentation des contributions des cantons partenaires de 1.43%** qui s'établissent donc à 390'922'100.-, soit près de CHF +5.5 Mios de plus par rapport au budget 2022.

Contributions des cantons	B22	B23	Ecart (valeur) B22-B23	Ecart (%) B21 - B23
Fribourg	51'524'800	52'167'200	642'400	1.25%
Genève	107'078'200	109'477'300	2'399'100	2.24%
ARC	51'101'800	50'925'500	-176'300	-0.34%
Vaud	126'763'900	128'940'000	2'176'100	1.72%
Valais	48'923'600	49'412'100	488'500	1.00%
Total	385'392'300	390'922'100	5'529'800	1.43%

> **Des prélèvements prévus à hauteur de 2.1 Mios** sur le fonds de compensation pour le soutien à l'enseignement, pour :

Nouvelles filières et orientations	809'100.-
Projets prioritaires Enseignement et Durabilité	580'000.-
Compensation de la perte de financement induite par la diminution de la quote-part de la HES-SO et de l'enveloppe allouée aux HES par la Confédération entre le budget 2022 et le budget 2023	717'100.-

6.3 COMPTABILITÉ ANALYTIQUE 2021 ; RÉSULTAT ANALYTIQUE DE FONCTIONNEMENT (RAF)

Concernant la comptabilité analytique 2021, seuls quelques éléments complémentaires sont rapportés ci-dessous.

La Commission rappelle que le budget ordinaire de la HES-SO ne finance qu'une partie des charges des hautes écoles, le différentiel – en référence aux 91 Mios de déficit analytique de fonctionnement des hautes écoles de la HES-SO pour 2021 – est financé par l'allocation de subventions ou de garanties de déficit de la part des cantons. Ces financements cantonaux directs ne transitent pas dans les comptes de la HES-SO. La prochaine étape consiste à établir une procédure permettant l'annonce systématique et exhaustive des financements cantonaux complémentaires au budget de la HES-SO.

Le résultat analytique 2021 présente un déficit à hauteur de 91 Mios, soit une péjoration de 12.9 Mios (+16.5%) par rapport à 2020. Ce déficit est pris en charge directement par les cantons notamment en raison des conditions locales particulières, d'activités de recherche et autres missions relevant de la stratégie cantonale.

Répartition des charges de fonctionnement 2021 par mission HES :

- La mission Bachelor représente 59.6% des coûts. La HES-SO est la HES suisse qui consacre le plus de ressources à cette mission (52.2% en moyenne nationale).
- La mission Master représente 10.4% des coûts (identique à la moyenne nationale).
- La HES-SO investit 23% de ses ressources dans la Ra&D. Cet investissement reste néanmoins en deçà de la moyenne suisse qui se situe à 27.2%.
- 3.7% des coûts de la HES-SO sont dévolus à la formation continue (7.4% en moyenne nationale).

7. THÉMATIQUE DE L'ANNÉE : L'INTERNATIONALISATION À LA HES-SO : QUELS DÉVELOPPEMENTS EN MATIÈRE DE FORMATION ET RECHERCHE ?

La présidente de la Commission a souhaité thématiser les défis d'une internationalisation à adapter, voire même réinventer, depuis l'exclusion de la Suisse d'Ersamus+ et d'Horizon Europe, mais également au sortir de deux ans de crise sanitaire. En 2022, la Commission a eu le plaisir et le grand intérêt de suivre trois présentations sur cette thématique.

Horizon Europe

La première présentation a notamment insisté sur l'importance de l'internationalisation : 1) Dans le domaine institutionnel ; 2) Dans le domaine de l'enseignement, grâce à des accords de mobilité d'étudiant-es et d'enseignant-es ; 3) Dans le domaine de la recherche, où il est nécessaire de trouver des associations dans le cadre des programmes de recherche européens.

Il a notamment été rappelé, une fois encore, l'importance du programme Horizon Europe qui dépasse de loin les aspects purement financiers en termes de qualité, envergure, réputation, mise en réseau, etc. La Commission a notamment été sensibilisée aux risques d'être relégué au statut d'état tiers, induisant notamment la perte d'accès aux bourses, l'impossibilité de coordonner des projets, l'exode des meilleures chercheuses et meilleurs chercheurs ; la perte d'activité et de visibilité internationale ; la délocalisation d'entreprises actives dans l'innovation technologique, etc.

La Rectrice concluait que l'association rapide au programme Horizon Europe est indispensable pour maintenir et renforcer la position de la Suisse en tant que leader dans les domaines de la formation, de la recherche et de l'innovation.

Enseignement – association avec UNITA

La deuxième présentation traitait plus précisément des actions dans le domaine de l'enseignement (échanges et mobilité), et notamment de la récente adhésion de la HES-SO à l'alliance européenne UNITA. Les titres et diplômes délivrés par la HES-SO doivent être reconnus dans un espace géographique plus large que la Suisse. L'alliance UNITA est passée de 6 à 10 universités pour la prochaine période 2024 à 2029, et comptera environ 280'000 étudiant-es, ce qui représente un total équivalent à toute la Suisse.

La HES-SO a décidé de se rattacher à UNITA pour deux raisons principales : 1) la HES-SO a l'habitude de travailler en coopération transfrontalière avec l'Université Savoie Mont-Blanc qui est un des membres porteurs d'UNITA ; 2) cette alliance est composée d'universités situées dans des régions transfrontalières, montagnaises, parlant des langues romanes.

L'appartenance à UNITA est intéressante pour les projets qui en découlent. Pour 1 franc investi en termes de coopération institutionnelle, il y a 10 frs de projets qui rentrent. Néanmoins, pour en bénéficier pleinement il est impératif de retrouver une association pleine et entière à Erasmus+.

La mobilité

La HES-SO participe à la mobilité à travers le programme SEMP (Swiss-European Mobility Programme). En termes de flux, il y a à peu près le même nombre d'étudiant-es qui partent en Europe sous l'égide du programme SEMP et qui partent hors-Europe. Dans les années hors Covid, cela concerne à peu près 1'000 étudiant-es. Au niveau national, la HES-SO représente ainsi une institution assez importante en termes de mobilité. L'objectif est d'avoir un équilibre entre le nombre d'étudiant-es qui vont à l'étranger et qui viennent de l'étranger, ce qui est le cas de la HES-SO.

Internationalisation : les grands axes de la HES-SO

Pour la troisième conférence, il a été présenté trois axes principaux.

Concernant le premier axe concerne la coopération avec les pays émergents. La leading house MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) s'inscrit dans le cadre des programmes bilatéraux du SEFRI. La HES-SO a été la première HES à se voir confier un tel mandat en 2017. Dans cette Leading house, la HES-SO œuvre pour toutes les hautes écoles suisses, ce qui permet aussi une amélioration des collaborations avec d'autres écoles.

Le programme international en technologies appropriées pour le développement durable cible les pays francophones de la région MENA et d’Afrique subsaharienne. Une quinzaine de projets ont été financés à travers ce programme, avec la participation de chercheuses et chercheurs de la HES-SO.

Le deuxième grand axe de collaboration internationale de la HES-SO est celui de la francophonie, par exemple l’appartenance de la HES-SO à l’Alliance Campus Rhodanien, depuis sa création en 2017.

Troisièmement, il existe une collaboration bilatérale mise en place dès 2019 par la HES-SO avec les instituts polytechniques portugais, homologues des HES au Portugal.

Les informations sur les différents programmes figurent sur le site de la HES-SO : <https://www.hes-so.ch/la-hes-so/international>

8. REMERCIEMENTS

La Commission fonctionne efficacement grâce à la bonne collaboration avec les responsables de la HES-SO. Nous tenons à remercier tout particulièrement Mme Cesla Amarelle, présidente du Comité gouvernemental jusqu’en juin 2022 et Mme Crystel Graf qui a pris le relais, ainsi que Mme Luciana Vaccaro, Rectrice, qui montrent une très grande disponibilité pour répondre aux questions des membres de la Commission. Leur présence aux séances de la Commission est précieuse afin de présenter et expliquer les enjeux stratégiques, politiques et financiers de l’institution.

Nos remerciements vont également à l’attention de M. Axel Marion, secrétaire général de la HES-SO qui porte un soin particulier à la préparation et à la coordination des séances, de Mme Géraldine Glauser, collaboratrice spécialisée à la HES-SO qui lui apporte un soutien précieux, et de M. Yvan Cornu, secrétaire de la Commission pour son suivi attentif des travaux de notre organe.

9. CONCLUSION

La Commission interparlementaire de contrôle de la HES-SO recommande aux Grands Conseils des cantons de Berne, Fribourg, Genève, Jura, Neuchâtel, Valais et Vaud de prendre acte de son rapport d’activité 2022.

Solange Berset
Présidente de la CIP HES-SO en 2022

Belfaux, le 14 juillet 2023

JAHRESBERICHT 2022
DER INTERPARLAMENTARISCHEN AUFSICHTSKOMMISSION ÜBER DIE HES-SO
(IPK HES-SO)

Sehr geehrte Damen und Herren Grossratspräsidentinnen und Grossratspräsidenten der Kantone Bern, Freiburg, Genf, Jura, Neuenburg, Waadt und Wallis

Sehr geehrte Damen und Herren Grossrätinnen und Grossräte

Die Interparlamentarische Aufsichtskommission über die HES-SO (IPK HES-SO) (nachstehend: Kommission) erstellt gemäss der Interkantonalen Vereinbarung über die Fachhochschule Westschweiz (HES-SO) einen Jahresbericht zuhanden der in der Kommission mit je sieben Mitgliedern vertretenen Kantonsparlamente. Der vorliegende Bericht umfasst die Arbeit der Kommission im Jahr 2022 und geht kurz auf den Jahresbeginn 2023 ein.

Der Umfang der Kontrolle der Kommission ist in Artikel 10 der Interkantonalen Vereinbarung über die HES-SO festgelegt: a) die strategischen Ziele der Institution und deren Umsetzung; b) die mehrjährige Finanzplanung; c) das Jahresbudget; d) die Jahresrechnung; e) die Beurteilung der von der Institution erzielten Ergebnisse.

1. EINLEITUNG

Ende 2022 setzte sich das Kommissionsbüro aus folgenden Leiterinnen und Leitern der kantonalen Delegationen zusammen:

- Solange Berset (FR), Präsidentin für das Jahr 2022
- Raoul Jaeggi (JU), Vizepräsident
- Tarcis Ançay (VS)
- Moussia von Wattenwyl (BE)
- Sonya Butera (VD)
- Diane Skartsounis (NE)
- Daniel Sormanni (GE)

Die Delegationen der Kantone Bern und Waadt wurden nach den kantonalen Wahlen in ihren jeweiligen Kantonen 2022 weitgehend erneuert.

ARBEITSWEISE DER KOMMISSION

Die Kommission tagte 2022 drei Mal: am 21. März an der HES-SO/Master in Lausanne, am 27. Juni im Waadtländer Parlament in Lausanne und am 2. Dezember an der Hochschule für Wirtschaft in Freiburg, dem Heimatkanton der Kommissionspräsidentin. Diesen ordentlichen Plenarsitzungen gingen drei Sitzungen des Büros voraus, die hauptsächlich der Vorbereitung der Kommissionsarbeit gewidmet waren. Am 19. Januar 2022 fand in Lausanne eine ausserordentliche Sitzung des um zwei Mitglieder pro Delegation erweiterten Büros statt, um den Schlussbericht der Firma *econcept* über die Organisationsanalyse der HES-SO zu präsentieren.

2. LUCIANA VACCARO, DIE NEUE PRÄSIDENTIN VON SWISSUNIVERSITIES

Die Kommission gratuliert Luciana Vaccaro, Rektorin der HES-SO seit 2013, sehr herzlich zu ihrer Ernennung zur Präsidentin von *swissuniversities* für die Amtszeit von Februar 2023 bis Juli 2024. Sie ist die erste Rektorin einer Fachhochschule, die diese Funktion innerhalb von *swissuniversities* ausübt.

Dies ist eine grosse Ehre für Frau Vaccaro und eine Anerkennung ihres unermüdlichen Einsatzes für die Ausstrahlung der Hochschulen in der Schweiz, in Europa und in der Welt. Es ist auch eine sehr grosse Anerkennung für den bemerkenswerten Werdegang der HES-SO, die gemessen an der Anzahl der Studierenden die drittgrösste Hochschule der Schweiz ist.

3. RESOLUTION ZUR AUSSETZUNG DER ARBEITEN AN EINEM AUSFÜHRUNGSREGLEMENT ZUR INTERKANTONALEN VEREINBARUNG ÜBER DIE HES-SO

Audit über die Wirksamkeit und Effizienz des Rektorats

Zur Erinnerung: Der Schlussbericht zur Organisationsanalyse der HES-SO, die 2021 von der Firma *econcept* durchgeführt wurde, bestätigte die ausgezeichnete Arbeit des Rektorats, dem es insbesondere gelungen ist, die akademische Kohärenz der HES-SO zu konsolidieren. In seinen Schlussfolgerungen unterstreicht das Audit, dass es von entscheidender Bedeutung ist, die Transparenz und das Vertrauen auf allen Entscheidungsebenen zu stärken. Das Audit erwähnt, dass die Rechtsgrundlage klar und detailliert ist, auch wenn ihre Auslegung einiger Klärungen bedarf.

Wegen einer Frage der Restkompetenzen, insbesondere der Übertragung einer Reihe von Kompetenzen an das Rektorat, die nicht explizit in der HES-SO-Vereinbarung aufgeführt sind, hielt es der Regierungsausschuss zunächst für notwendig, ein Vollzugsreglement zu verfassen. Die Kommission ihrerseits hielt es für überaus wichtig, dass der Regierungsausschuss ein institutionelles und organisatorisches Gleichgewicht aufrechterhält, das dem Rektorat die notwendige Autonomie lässt, die es zur Erfüllung seiner Aufgaben benötigt, und das es ihm ermöglicht, manchmal neuartige, manchmal unmittelbare Entscheidungen im Zusammenhang mit bestehenden oder neuen Problematiken zu treffen.

Konsultation der Kommission zum Vollzugsreglement

Die Kommission konnte keine Informationen über den Entwurf des Vollzugsreglements erhalten, nicht einmal über die von der Arbeitsgruppe verfolgten Leitlinien. An ihrer Sitzung vom Dezember 2022 brachte die Kommission ihre Unzufriedenheit über den Mangel an Klarheit bei diesem Reglements-, Transparenz- und Zusammenarbeitsprojekt zum Ausdruck und beschloss daher, die folgende Resolution einzureichen:

Resolution: Autonomie der HES-SO und Vollzugsreglement

«Damit die Autonomie der HES-SO gewährleistet ist, fordert die Interparlamentarische Aufsichtskommission der HES-SO den Regierungsausschuss auf, die Arbeiten am Vollzugsreglement auszusetzen, bis dem Büro der Kommission klare Erklärungen zu den Zielen des Reglements und den vorgesehenen Bestimmungen über die Kompetenzdelegationen (von den Exekutiven an den Regierungsausschuss, vom Regierungsausschuss an das Rektorat) mit konkreten Beispielen vorgelegt werden.»

Beschluss des Regierungsausschusses, die Arbeit einzustellen

Der Regierungsausschuss prüfte diese Resolution in seiner Sitzung vom 16. März 2023 und beschloss, dass es notwendig sei, die Arbeit an diesem Reglement einzustellen, da es rechtlich nicht möglich sei, Kompetenzdelegationen in einem Vollzugsreglement festzulegen.

Diese Entscheidung des Regierungsausschusses, die Arbeiten am erwähnten Reglement einzustellen, steht voll und ganz im Einklang mit der von unserer Kommission verabschiedeten Resolution, die diese Entscheidung als eine nunmehr einstimmige Anerkennung der Arbeit des Rektorats interpretiert.

Stärkung des Rektorats

Im Zusammenhang mit dem Auditbericht von *econcept* fordert die Kommission, dass der Regierungsausschuss die Empfehlung prüft, das Rektorat durch die Schaffung einer zusätzlichen Stelle für eine Vizerektorin oder einen Vizerektor für Verwaltung (oder operative Aufgaben) zu stärken, die oder der für das Ressort für allgemeine Angelegenheiten und Finanzen zuständig wäre. Durch eine Analyse der Aufgaben und Kompetenzen könnte ein angemessenes Pflichtenheft erstellt werden, das sich deutlich von dem des Generalsekretärs unterscheidet. Die Rolle der Rektorin, die dieses Ressort derzeit leitet, hat im Laufe der Jahre eine neue Dimension erhalten, wie im vorherigen Punkt erwähnt (Ernennung zur Präsidentin von *swissuniversities*). Der Regierungsausschuss hat dieser Empfehlung bisher noch nicht zugestimmt.

4. AUSSCHLUSS DER SCHWEIZ VOM HORIZON-EUROPE-PROGRAMM

Diese Problematik bestimmte den Rhythmus der Arbeiten der Kommission, die feststellte, dass es derzeit keine offiziellen Verhandlungen zwischen der EU und der Schweiz über die Assoziierung der Schweiz an Horizon Europe gibt. Die Europäische Kommission knüpft die Assoziierung an Horizon Europe immer noch an den Abschluss eines neuen Rahmenabkommens zwischen der Schweiz und der EU, die Lösung liegt also weiterhin in den Händen der Politik.

In der Zwischenzeit werden die Schweizer Hochschulen, darunter die HES-SO, weiterhin negativ durch den Status der Schweiz als Drittstaat innerhalb der europäischen Programme für Bildung, Forschung und Innovation beeinflusst. Die negativen Auswirkungen sind unterschiedlicher Natur: Ausschluss von bestimmten europäischen Exzellenzstipendien und von internationalen Kooperationen.

Die Hochschulen plädieren dafür, dass die Schweiz wieder voll an die europäischen Programme assoziiert wird. Ohne eine Lösung befürchten sie eine Erosion der Qualität ihrer Forschungs- und Lehrtätigkeiten sowie einen Verlust ihrer Attraktivität. Dies könnte sich auf die Wirtschaft, die Innovationsfähigkeit der Schweiz und die Gesellschaft auswirken.

5. TEILNAHME AN DER UNITA-ALLIANZ

Die EU finanziert über ihr Erasmus+-Programm europäische Universitätsallianzen, von denen es 41 gibt. UNITA ist ein solches Netzwerk, das derzeit zehn Universitäten¹ umfasst. Ziel ist es, auf allen Ebenen einer Institution und in allen Tätigkeitsbereichen eng zusammenzuarbeiten: Bildung, Forschung, Innovation und Dienstleistungen für die Gesellschaft. Diese Art von Zusammenschlüssen wird oft als «Projektmaschine» bezeichnet.

Die HES-SO wurde im Juni 2022 als assoziiertes Mitglied in UNITA aufgenommen. Dieser Austausch ist unerlässlich, seit die Schweiz nicht mehr mit Erasmus+ assoziiert ist (2014) und aus dem Forschungsprogramm Horizon Europe (2021) ausgeschlossen wurde. Durch die Assoziierung mit UNITA bekräftigt die HES-SO ihren Willen zur Öffnung und zur Zusammenarbeit mit ihren europäischen Partnern.

2023 gewährte die EU der UNITA-Allianz für vier Jahre Mittel in Höhe von 14 Millionen Euro. Für die Zeit danach muss die HES-SO auch mit einer Finanzierung durch das Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation (SBFI) rechnen.

6. FINANZIELLE ELEMENTE

6.1 RECHNUNGSFÜHRUNG 2021

Der Bericht der Revisionsstelle PWC hat festgestellt, dass die Rechnung 2021 der HES-SO den HRM2-Regeln entspricht, und empfiehlt deren vorbehaltlose Genehmigung. Die Revisionsstelle bestätigt zudem das Vorhandensein eines internen Kontrollsystems (IKS).

Prägende Elemente

- Die Zahl der Studierenden ist im Vergleich zur Rechnung 2020 um 2,53 Prozent gestiegen, was dem im Budget 2021 vorgesehenen Anstieg entspricht.

	R2020	B2021	R2021	Abweichung R21–R20	Abweichung in % R21–R20
Bestand VZÄ / ECTS	17 481	17 806	17 924	+443	+2,53 %

- Die Subventionen an die Hochschulen (der HES-SO) entsprechen dem Budget 2021 und wachsen im Vergleich zur Rechnung 2020 um 0,62 Prozent.

	R2020	B2021	R2021	Abweichung R21–R20	Abweichung in % R21–R20
Subventionen an die Grundbildung und die Infrastruktur	480 546 265	483 527 278	483 527 278	2 981 013	0,62 %

¹ Die sechs Gründungsmitglieder (2020) von UNITA sind: die Universität Beira Interior (Portugal), die Universität Saragossa (Spanien), die Universität Turin (Italien), die Universität Pau et Pays de L'Adour (Frankreich), die Universität Savoie–Mont Blanc (Frankreich) und die West-Universität Temeswar (Rumänien).

Vier neue Mitglieder traten UNITA (2021) bei: das Polytechnische Institut von Guarda (Portugal), die Universität Brescia (Italien), die Öffentliche Universität Navarra (Spanien) und die Transsilvanische Universität Brasov (Rumänien).

- Der zusätzliche Beitrag der Partnerkantone beläuft sich auf 0,26 Prozent im Vergleich zum Budget 2021, was den Erwartungen entspricht.

	R2020	B2021	R2021	Abweichung R21–R20	Abweichung in % R21–R20
Kantonsbeiträge	379 905 442	382 837 889	383 849 092	+3 943 651 +1,04 %	+1 011 203 +0,26 %

- Der Bundesbeitrag ist geringer als erwartet (Budget 2021); daher werden 893 816 Franken aus dem Ausgleichsfonds für die Unterstützung der Lehre entnommen.

Es ist anzumerken, dass dieser Fonds zwischen 2017 und 2020 geäufnet werden konnte, als die tatsächlichen Bundesbeiträge die budgetierten Beträge bei weitem überstiegen. Seither stellt die Kommission einen Rückgang des Bundesbeitrags im Vergleich zur Prognose der HES-SO fest, was für 2021 zu einer Entnahme aus dem Ausgleichsfonds von fast 900 000 Franken führt. Tatsächlich steigen die Bundesbeiträge im Vergleich zu 2020, aber nicht so stark wie erwartet:

Bundesbeiträge	R20	B21	R21	Abweichung R21–B21
Finanzierung durch Bund (Grundausbildung)	146 951 692	147 952 234	147 058 417	-893 817
Finanzierung durch Bund (aF&E)	20 544 282	21 240 386	21 151 175	-89 211

- B2021: Gesamtmittel des SBFI: CHF 56 975 400 (Anteil HES-SO = 30,00 %)
- R2021: Gesamtmittel des SBFI: CHF 564 054 400 (Anteil HES-SO = 29,82 %)

Diese Finanzierungslücke kann aus dem Ausgleichsfonds für die Unterstützung der Lehre entnommen werden, um die Stabilität aller Finanzierungsquellen, insbesondere der Beiträge der Partnerkantone, zu erhalten.

Die Teilfinanzierung der prioritären Projekte Lehre und Nachhaltigkeit wird ebenfalls aus diesem Fonds entnommen (CHF 543 840).

6.2 BUDGET 203

Indexierung an die Teuerung

Die besondere Herausforderung des Budgets 2023 betrifft die Teuerung, d. h. die Frage, ob diese im Rahmen der Globalbudgets HES-SO oder der Beiträge aufgrund der besonderen örtlichen Verhältnisse (CLP) finanziert werden sollte. Für das Budget 2023 erwies es sich als schwierig, die Massnahmen der Kantone, die unterschiedliche Sätze anwenden, vorherzusehen.

Das Budget 2023 berücksichtigt die Teuerung in Höhe von 2,1 Prozent nur für den HES-SO/Master, La Manufacture, Changins und das Rektorat. Die Schulen La Manufacture und Changins sind nämlich nicht einem der Partnerkantone angegliedert, sondern ihre Beteiligung an der HES-SO wird durch eine direkt mit dem Rektorat abgeschlossene Vereinbarung geregelt. Aus diesem Grund haben sie nicht die Möglichkeit, über die kantonalen CLP ausgeglichen zu werden, weshalb beschlossen wurde, sie an die dem Rektorat zugewiesene Teuerung anzupassen. Bei den anderen Hochschulen wird die Teuerung über die CLP finanziert.

Die Frage der Integration der Teuerung in das Budget der HES-SO wird von den sieben Partnerkantonen offensichtlich nicht einhellig befürwortet. Der Regierungsausschuss will für das Budget 2024 die Möglichkeit prüfen, die Teuerung unter Beachtung der verschiedenen kantonalen Gesetzgebungen in die Gesamtmittel des HES-SO-Budgets zu integrieren.

- > **Das Budget 2023 steigt** im Vergleich zum Budget 2022 **um 5,6 Mio. Franken** (bzw. um 1 %) auf 574 087 900 Franken:

Finanzierungsquellen	B22	B23	Abweichung (Wert) B22–B23	Abweichung (%) B22–B23
Finanzierung durch Bund (Grundausbildung)	149 135 900	148 204 700	-931 200	-0,62 %
Finanzierung durch Bund (aF&E)	21 410 300	21 624 400	214 100	1,00 %
Finanzierung FHV	11 045 800	10 880 500	-165 300	-1,50 %
Finanzierung FHV Studierende Passugg	300 000	350 000	50 000	16,67 %
Beiträge der Partnerkantone	384 790 600	390 922 100	5 529 800	1,43 %
Fondsentnahmen und Rückstellungen	1 143 300	2 106 200	964 900	84,54 %
Total Finanzierungsquellen	568 425 600	574 087 900	5 662 300	1,00 %

- > Für 2023 ist eine **Erhöhung der Beiträge der Partnerkantone um 1,43 Prozent** vorgesehen, die sich somit auf 390 922 100 Franken belaufen, d. h. fast 5,5 Mio. Franken mehr als im Budget 2022.

Kantonsbeiträge	B22	B23	Abweichung (Wert) B22–B23	Abweichung (%) B21–B23
Freiburg	51 524 800	52 167 200	642 400	1,25 %
Genf	107 078 200	109 477 300	2 399 100	2,24 %
ARC	51 101 800	50 925 500	-176 300	-0,34 %
Waadt	126 763 900	128 940 000	2 176 100	1,72 %
Wallis	48 923 600	49 412 100	488 500	1,00 %
Total	385 392 300	390 922 100	5 529 800	1,43 %

- > **Vorgesehene Entnahmen in der Höhe von 2,1 Mio. Franken** aus dem Ausgleichsfonds zur Unterstützung der Lehre für:

Neue Studiengänge und Ausrichtungen	809 100
Prioritäre Projekte Lehre und Nachhaltigkeit	580 000
Ausgleich der Finanzierungslücke, die durch den tieferen HES-SO-Anteil und die Mittel, die der Bund den FH zwischen dem Budget 2022 und dem Budget 2023 gewährt hat, entstanden ist	717 100

6.3 KOSTENRECHNUNG 2021; BETRIEBSERGEBNIS

In Bezug auf die Kostenrechnung 2021 werden im Folgenden nur einige zusätzliche Elemente aufgeführt.

Die Kommission erinnert daran, dass das ordentliche Budget der HES-SO nur einen Teil der Kosten der Hochschulen finanziert. Die Differenz – in Bezug auf das Betriebsdefizit von 91 Mio. Franken der Hochschulen der HES-SO im Jahr 2021 – wird durch die Gewährung von Subventionen oder Defizitgarantien seitens der Kantone finanziert. Diese direkten kantonalen Finanzierungen fliessen nicht über die Konten der HES-SO. Der nächste Schritt besteht darin, ein Verfahren einzuführen, das eine systematische und umfassende Meldung der zusätzlichen kantonalen Finanzierungen an das Budget der HES-SO ermöglicht.

Das Betriebsergebnis 2021 weist ein Defizit in Höhe von 91 Mio. Franken auf, was einer Verschlechterung von 12,9 Mio. Franken (+16,5 %) gegenüber 2020 entspricht. Dieses Defizit wird direkt von den Kantonen getragen, insbesondere aufgrund der besonderen örtlichen Verhältnisse, Forschungsaktivitäten und anderen Missionen im Rahmen der kantonalen Strategie.

Verteilung der Betriebskosten 2021 nach FH-Missionen:

- Die Mission Bachelor macht 59,6 % der Kosten aus. Die HES-SO ist die Schweizer Fachhochschule, die am meisten Ressourcen für diese Mission aufwendet (52,2 % im nationalen Durchschnitt).
- Die Mission Master macht 10,4 % der Kosten aus (identisch mit dem nationalen Durchschnitt).
- Die HES-SO investiert 23 % ihrer Ressourcen in die aF&E. Diese Investition liegt jedoch unter dem Schweizer Durchschnitt von 27,2 %.
- 3,7 % der Kosten der HES-SO werden für die Weiterbildung aufgewendet (7,4 % im nationalen Durchschnitt).

7. THEMA DES JAHRES: INTERNATIONALISIERUNG AN DER HES-SO: WELCHE ENTWICKLUNGEN IN AUSBILDUNG UND FORSCHUNG?

Die Kommissionspräsidentin wollte die Herausforderungen einer Internationalisierung thematisieren, die seit dem Ausschluss der Schweiz von Erasmus+ und Horizon Europe, aber auch nach zwei Jahren Pandemie angepasst oder sogar neu erfunden werden muss. 2022 hat die IPK mit grossem Interesse drei Vorträgen zu diesem Thema beigewohnt.

Horizon Europe

Im ersten Vortrag wurde insbesondere die Bedeutung der Internationalisierung hervorgehoben: erstens im institutionellen Bereich, zweitens im Bildungsbereich durch Mobilitätsvereinbarungen für Studierende und Dozierende, drittens im Forschungsbereich, wo es notwendig ist, Bündnisse im Rahmen der europäischen Forschungsprogramme zu finden.

Insbesondere wurde erneut auf die Bedeutung des Programms Horizon Europe hingewiesen, das in Bezug auf Qualität, Umfang, Ansehen, Vernetzung usw. weit über rein finanzielle Aspekte hinausgeht. Die Kommission wurde insbesondere auf die Risiken aufmerksam gemacht, zu einem Drittstaat degradiert zu werden, was insbesondere den Verlust des Zugangs zu Stipendien, die Unmöglichkeit, Projekte zu koordinieren, die Abwanderung der besten Forscherinnen und Forscher, den Verlust von Aktivitäten und internationaler Sichtbarkeit, den Wegzug von Unternehmen, die im Bereich der technologischen Innovation tätig sind, usw. zur Folge hat.

Die Rektorin kam zu dem Schluss, dass eine schnelle Assoziierung mit dem Programm Horizon Europe unerlässlich sei, um die Position der Schweiz als führendes Land in den Bereichen Bildung, Forschung und Innovation zu erhalten und zu stärken.

Lehre – Assoziierung mit UNITA

Der zweite Vortrag befasste sich genauer mit den Aktionen im Bereich der Lehre (Austausch und Mobilität) und insbesondere mit dem kürzlich erfolgten Beitritt der HES-SO zur europäischen Allianz UNITA. Die von der HES-SO verliehenen Titel und Diplome müssen in einem geografischen Raum anerkannt werden, der über die Schweiz hinausgeht. Die UNITA-Allianz wurde für den nächsten Zeitraum 2024 bis 2029 von 6 auf 10 Universitäten erweitert und wird rund 280 000 Studierende umfassen, was insgesamt der Anzahl aller Schweizer Studierenden entspricht.

Die HES-SO hat sich aus zwei Hauptgründen für den Beitritt zu UNITA entschieden: Erstens: Die HES-SO ist es gewohnt, in grenzüberschreitender Zusammenarbeit mit der Universität Savoie Mont-Blanc zu arbeiten, die eines der tragenden Mitglieder von UNITA ist. Zweitens: Diese Allianz besteht aus Universitäten, die sich in grenzüberschreitenden, bergigen Regionen befinden, in denen romanische Sprachen gesprochen werden.

Die Mitgliedschaft in UNITA ist für die daraus resultierenden Projekte interessant. Für einen Franken, der in die institutionelle Zusammenarbeit investiert wird, fliessen 10 Franken in Projekte. Um jedoch in vollem Umfang davon profitieren zu können, ist eine volle Assoziierung mit Erasmus+ zwingend erforderlich.

Mobilität

Die HES-SO beteiligt sich über das Programm SEMP (Swiss-European Mobility Programme) an der Mobilität. In Bezug auf die Ströme gibt es ungefähr die gleiche Anzahl von Studierenden, die unter dem SEMP-Programm in Europa oder ausserhalb Europas studieren. In den Jahren ohne COVID betrifft dies etwa 1000 Studierende. Auf nationaler Ebene stellt die HES-SO somit eine ziemlich wichtige Institution in Bezug auf die Mobilität dar. Das Ziel ist es, ein Gleichgewicht zwischen der Anzahl

der Studierenden, die ins Ausland gehen, und der Anzahl der Studierenden, die aus dem Ausland kommen, zu haben, was bei der HES-SO der Fall ist.

Internationalisierung: Wichtigste Achsen der HES-SO

Im dritten Vortrag wurden drei Hauptachsen vorgestellt.

Die erste Achse betrifft die Zusammenarbeit mit den Schwellenländern. Das Leading House MENA (Mittlerer Osten und Nordafrika) ist Teil der bilateralen Programme des SBFI. Die HES-SO war die erste Fachhochschule, die 2017 mit einem solchen Mandat betraut wurde. In diesem Leading House arbeitet die HES-SO für alle Schweizer Hochschulen, was auch eine Verbesserung der Zusammenarbeit mit anderen Hochschulen ermöglicht.

Das internationale Programm für geeignete Technologien für eine nachhaltige Entwicklung richtet sich an die französischsprachigen Länder der MENA-Region und Subsahara-Afrikas. Im Rahmen dieses Programms wurden rund 15 Projekte finanziert, an denen Forscherinnen und Forscher der HES-SO beteiligt waren.

Die zweite grosse Achse der internationalen Zusammenarbeit der HES-SO ist die Frankophonie, z. B. die Mitgliedschaft der HES-SO im Netzwerk der «Alliance Campus Rhodanien» (Rhone-Campus-Allianz), seit ihrer Gründung im Jahr 2017.

Drittens gibt es eine bilaterale Zusammenarbeit, die seit 2019 von der HES-SO mit den portugiesischen polytechnischen Instituten, den Gegenstücken der Fachhochschulen in Portugal, besteht.

Informationen zu den verschiedenen Programmen finden sich auf der Website der HES-SO: <https://www.hes-so.ch/la-hes-so/international>.

8. DANKSAGUNG

Die Kommission arbeitet dank der guten Zusammenarbeit mit den Verantwortlichen der Fachhochschule Westschweiz (HES-SO) effizient. Unser besonderer Dank gilt Cesla Amarelle, Präsidentin des Regierungsausschusses bis Juni 2022, und deren Nachfolgerin Crystel Graf sowie Luciana Vaccaro, Rektorin, die sehr bereitwillig auf die Fragen der Kommissionsmitglieder antworten. Ihre Anwesenheit bei den Sitzungen der Kommission ist von unschätzbarem Wert, um die strategischen, politischen und finanziellen Herausforderungen der Institution zu präsentieren und zu erklären.

Unser Dank gilt auch Axel Marion, Generalsekretär der HES-SO, der sich besonders um die Vorbereitung und Koordination der Sitzungen kümmert, Géraldine Glauser, Sachbearbeiterin an der HES-SO, die ihm eine wertvolle Stütze ist, und Yvan Cornu, Kommissionsekretär, für seine aufmerksame Begleitung der Arbeiten unseres Organs.

9. SCHLUSSFOLGERUNG

Die Interparlamentarische Aufsichtskommission über die Fachhochschule Westschweiz (HES-SO) empfiehlt den Grossen Räten der Kantone Bern, Freiburg, Genf, Jura, Neuenburg, Wallis und Waadt, ihren Tätigkeitsbericht 2022 zur Kenntnis zu nehmen.

Solange Berset
Präsidentin der IPK HES-SO im Jahr 2022

Belfaux, 14. Juli 2023



Message 2023-CE-30

22 août 2023

Projet de loi modifiant la loi sur la publication des actes législatifs (gratuité de la Feuille officielle et simplification des processus administratifs) (LPAL)

Nous avons l'honneur de vous soumettre le présent message accompagnant le projet de modification de la loi sur la publication des actes législatifs

Ce document donne suite à la :

Motion 2021-GC-116	Gratuité de la Feuille officielle en ligne
Auteur-e-s :	Kolly Nicolas / Aebischer Eliane

Table des matières

1	En bref	2
2	Accès libre et gratuit à la FO sur internet	2
2.1	Situation actuelle	2
2.2	Situation future	3
2.3	Consultation	3
3	Découplage du ROF et de la FO	3
3.1	Situation actuelle	3
3.2	Problèmes rencontrés et solution proposée	3
3.3	Liens avec l'information relative à l'exercice des droits populaires	4
4	Autres adaptations	4
5	Commentaire des dispositions	5
5.1	Loi du 16.10.2001 sur la publication des actes législatifs	5
5.2	Loi du 14.12.2017 sur le droit de cité fribourgeois	9
5.3	Loi du 6.4.2011 sur l'exercice des droits politiques	9
5.4	Loi du 11.9.2009 concernant les conventions intercantionales	9
6	Conséquences financières et en personnel	10
7	Comptabilité avec le droit supérieur	10
8	Conséquences en termes de développement durable	10

1 En bref

Le présent projet donne suite à la motion 2021-GC-116 des députés Nicolas Kolly et Eliane Aebischer requérant la gratuité et l'accès à la Feuille officielle (FO) sur internet à toutes et tous. Il propose, conformément à la législation sur la protection des données, les mesures nécessaires pour limiter le risque d'utilisation abusive, par des tiers, des données personnelles publiées dans la FO.

Les dispositions qui régissent la publication de la FO sous forme imprimée demeurent pour l'essentiel inchangées.

Le présent projet s'inscrit également dans la ligne des simplifications et améliorations des processus administratifs liés à la cyberadministration. Il propose ainsi de faire du Recueil officiel fribourgeois (ROF) l'unique média pertinent concernant la publication des nouveaux actes législatifs et des informations relatives à leur validité formelle. Sous l'angle juridique, cela ne changera pas la situation actuelle puisque, déjà, seule la version des actes publiés au ROF fait foi. Quant à la publicité des informations relatives à la validité des actes (notamment celles relatives aux délais référendaires), elle sera renforcée par la mise à disposition d'outils supplémentaires gratuitement et facilement accessibles sur le site de la Banque de données de la législation fribourgeoise (BDLF).

La loi du 16.10.2001 sur les publications des actes législatifs (LPAL ; Recueil systématique de la législation fribourgeoise – ci-après « RSF » - 124.1) prévoit en effet que la liste des actes parus au ROF et les informations complémentaires relatives à ces actes doivent être publiées également dans la FO à titre d'information. Cette obligation de double publication crée des problèmes de coordination entre le ROF et la FO, un risque de divergences entre le contenu des deux publications officielles, et des retards dans la publication des actes urgents.

Le Conseil d'Etat profite également du présent projet pour apporter quelques clarifications sur certains aspects secondaires de la publication des actes législatifs et assurer une meilleure cohérence de la LPAL.

2 Accès libre et gratuit à la FO sur internet

2.1 Situation actuelle

La publication, la diffusion et le contenu de la FO sont régis par la LPAL et l'ordonnance du 21 décembre 2010 concernant la FO (ci-après : « l'ordonnance » ; RSF 124.21).

En l'état actuel, la FO est publiée sous forme imprimée et sous forme électronique (art. 9 al. 2 LPAL et art. 1 de l'ordonnance). L'abonnement à l'une et/ou l'autre version est soumis à tarification, de même que l'acquisition au numéro de la version imprimée (art. 4b de l'ordonnance). Divers organes et autorités reçoivent gratuitement la FO imprimée, d'office ou sur demande (art. 4c al. 1 et 2 de l'ordonnance). Les Directions du Conseil d'Etat et leurs unités administratives reçoivent également, sur demande, un abonnement numérique gratuit (art. 4c al. 3 de l'ordonnance). Toute personne a en outre la faculté de consulter gratuitement la FO auprès de la Chancellerie d'Etat, du secrétariat de sa commune ou de sa préfecture.

media f est lié par contrat à l'Etat pour l'édition et la diffusion de la FO. Le Conseil d'Etat a récemment adapté le tarif de l'abonnement à la version imprimée, en raison de la croissance des coûts de production (coût du papier et de l'énergie), le faisant ainsi passer de 87 à 97 francs au 1er janvier 2023.

Actuellement la FO sur internet n'a pas exactement le même contenu que sa version imprimée et n'est pas librement accessible : son accès est subordonné à la souscription d'un abonnement, la création d'un compte d'utilisateur et l'utilisation d'un mot de passe.

2.2 Situation future

Le projet introduit la gratuité de la version électronique de la FO, comme le demande la motion Kolly/Aebischer. La FO subsistera sous forme imprimée et fera, sous cette forme, toujours l'objet d'un abonnement facturé. Elle ne sera en revanche plus vendue au numéro.

La création d'un compte d'utilisateur et l'utilisation d'un mot de passe ne seront plus requis pour accéder au contenu de sa version électronique : elle sera ainsi totalement libre d'accès à quiconque souhaite la consulter.

Les modifications légales proposées règlent les aspects liés à la responsabilité des différentes parties prenantes et les questions liées à la protection des données personnelles. Elles permettront au Conseil d'Etat de suivre l'évolution de la situation et, au besoin, de changer de système.

Une entrée en vigueur de ces modifications avec effet au 1er janvier 2024 est visée.

2.3 Consultation

Toutes les réponses à la consultation saluent la gratuité de la FO en ligne. Certaines contiennent des interrogations quant à sa mise en œuvre et ont donné lieu à des compléments d'explication dans le présent rapport, ou trouveront des réponses dans l'ordonnance concernant la Feuille officielle, qui devra être partiellement révisée.

Un participant demande que la loi elle-même continue à prévoir la version imprimée, et deux participants pointent du doigt le risque de fracture numérique en cas de disparition de cette dernière.

3 Découplage du ROF et de la FO

3.1 Situation actuelle

Selon l'art. 3 al. 3 LPAL, la liste des actes parus dans le ROF ainsi que les informations complémentaires mentionnées à l'article 6 al. 2 sont publiées une deuxième fois dans la FO.

Or, selon cette même LPAL, c'est la publication dans le ROF et non dans la FO qui est déterminante. L'art. 6 LPAL désigne le ROF comme servant à la publication chronologique des actes législatifs (al. 1), et c'est lui qui sert à la communication des informations complémentaires relatives à la validité formelle des actes publiés, notamment celles qui concernent l'exercice des droits populaires, l'entrée en vigueur et une éventuelle approbation fédérale (al. 2). Par ailleurs, dans la section relative à la publicité et à la force obligatoire des actes législatifs, l'art. 21 al. 1 LPAL précise expressément que les actes ainsi que les informations complémentaires relatives à leur validité formelle tels que publiés au ROF et au RSF font foi. Dans la mesure où elle n'a qu'un rôle d'information, la publication dans la FO n'est pas mentionnée dans la section 4 de la LPAL consacrée à la publicité et à la force obligatoire.

3.2 Problèmes rencontrés et solution proposée

Cette publication supplémentaire dans la FO pose des problèmes pratiques non négligeables :

- > Alors que la BDLF permet, en cas de nécessité, une publication des actes dès leur adoption, le couplage entre le ROF et la FO peut avoir pour effet de retarder une publication.
- > Les deux publications obéissent à des régimes différents sous plusieurs angles : les délais de préparation sont différents, leur édition est réalisée par des organes distincts et les modes de publication et de diffusion sont différents (version purement électronique pour le ROF, version électronique et papier pour la FO).
- > La publication dans la FO nécessite un travail supplémentaire délicat (report manuel des données du ROF dans la FO avec les risques d'erreur que cela implique), ainsi que l'utilisation par les responsables de la BDLF du système de publication de la FO (en plus de l'application utilisée pour la BDLF).
- > Enfin, la situation actuelle crée une certaine confusion dans l'esprit du public. Celui-ci part du principe que les informations publiées dans la FO font foi de leur contenu alors que c'est en réalité le ROF.

Pour remédier à ces problèmes, le projet propose qu'à l'avenir les informations de base relatives à la législation soient publiées uniquement sur le site de la BDLF (<https://bdlf.fr.ch/>). Afin de renforcer l'information du public concernant l'activité législative de l'Etat, la suppression de ces informations dans la FO sera largement compensée par l'introduction de nouveaux outils :

- > Ajout d'une nouvelle rubrique sur le site de la BDLF, qui mettra en évidence et de manière groupée les délais référendaires de l'ensemble des actes votés par le Grand Conseil, conformément à l'exigence posée dans le nouvel article 17a ;
- > Création d'une Newsletter gratuite qui communiquera chaque semaine les informations actuellement publiées dans la FO, parmi lesquelles figurent les délais référendaires.

Pour qui a l'habitude de consulter régulièrement la FO afin d'être informé des nouveautés législatives, le découplage ROF-FO constituera effectivement un changement non-négligeable. Il est ainsi prévu de publier à plusieurs reprises une information dans la FO, dans les semaines qui précéderont la disparition des publications relatives aux actes législatifs dans cet organe.

3.3 Liens avec l'information relative à l'exercice des droits populaires

La loi du 6 avril 2001 sur l'exercice des droits politiques (LEDP, RSF 115.1) impose la publication dans la FO de toute une série d'informations relatives aux droits politiques. Parmi ces informations figurent divers renseignements en matière de referendum cantonaux, mais non le fait-même qu'un acte est soumis au referendum et les délais y relatifs.

Par ailleurs l'art. 128 LEDP prévoit expressément que les actes législatifs du Grand Conseil sont publiés « conformément à la loi sur la publication des actes législatifs ». Conformément à cette législation (art. 6 al. 2 LPAL), les publications au ROF contiennent (notamment) les informations complémentaires relatives à l'exercice des droits populaires. Il n'est ainsi pas nécessaire de procéder à une seconde publication de ces informations dans la FO.

La publication dans la FO correspond certes à une longue pratique mais son maintien ne se justifie plus aujourd'hui ni sous l'angle du respect des droits politiques, ni sous l'angle pratique : le canton de Fribourg a abandonné voilà 20 ans la publication dans la FO des actes eux-mêmes dans un souci de rationalisation, et il est temps désormais d'aller jusqu'au bout de ce processus, puisque de toute manière, n'importe quelle personne envisageant de déposer une demande de referendum est contrainte de consulter préalablement cet acte dans le ROF.

4 Autres adaptations

Le présent projet présente également l'opportunité d'apporter quelques précisions relatives à des problèmes de publication d'importance secondaire :

- > Moment de la publication au RSF (art. 12) ;
- > Fixation de la date d'entrée en vigueur des conventions intercantionales (art. 19) ;
- > Date d'entrée en vigueur des rectifications d'actes législatifs (art. 23a) ;
- > Conséquences, sur la publication, de l'annulation de dispositions par le Tribunal fédéral (art. 25) ;
- > Publication des règles édictées par les établissements autonomes (art. 26).

5 Commentaire des dispositions

5.1 Loi du 16.10.2001 sur la publication des actes législatifs

Titre de la loi

Dans sa teneur actuelle, le titre de la loi est incomplet, car la LPAL ne régit pas que la publication des actes législatifs, mais également celle de la FO.

Cette modification facilitera également la recherche, dans le ROF ou le RSF, de la loi qui régit la publication de la FO.

Article 1 al. 1 – Etendue de la LPAL

Dès lors que le titre de la loi est modifié dans le sens expliqué plus haut, et que son article 1 définit son champ d'application, il convient d'inclure dans ce dernier la FO. Il est toutefois précisé que la loi ne régit que les questions générales liées à la publication de la FO. En effet, beaucoup d'autres questions (notamment celles dont les réponses sont liées à l'état de la technologie) seront réglées dans l'ordonnance concernant la FO, afin de pouvoir en permettre, au besoin, la rapide adaptation.

Article 3 al. 3 – Principes

Cf. les explications figurant sous « 3.2 problèmes rencontrés et solution proposée ».

Article 9 al. 2 – Publication

Alors que l'article 9 al. 2 actuel prévoit que la FO est publiée sous forme imprimée et peut l'être sous forme numérique, sa nouvelle teneur prévoit l'inverse. Il n'est toutefois pas prévu de supprimer l'impression de la FO et les abonnements y liés. On ne peut toutefois exclure qu'à terme l'accès gratuit à la FO en ligne entraîne une chute du nombre d'abonnements à la version imprimée, et une éventuelle résiliation du contrat par l'imprimeur. Si la loi elle-même exige que la FO soit imprimée, l'Etat risque de ne pas trouver de partenaire contractuel disposé à reprendre le contrat, ou de ne le faire que moyennant un prix d'abonnement prohibitif. En pareilles circonstances, le Conseil d'Etat doit pouvoir décider de mettre fin à l'impression de la FO, sans devoir attendre une modification de la loi.

Article 9a – Effets d'une publication dans la FO et foi publique

Alinéa 1 - De même que nul n'est censé ignorer la loi, nul ne saurait se prévaloir de son ignorance d'une publication dans la FO et échapper ainsi à ses effets. Ce principe essentiel, découlant non seulement de la jurisprudence mais également des lois spéciales (notamment des codes de procédure civile et pénale) est rappelé à l'alinéa premier. Demeurent implicitement réservées les règles prévues dans divers codes de procédure (législation spéciale), dont certaines de droit fédéral, ou encore la jurisprudence du Tribunal fédéral, permettant à la personne destinataire d'une publication de se prévaloir dans certaines circonstances exceptionnelles de son ignorance d'une publication le ou la concernant.

Alinéa 2 - Le contenu de la FO imprimée proviendra de sa version électronique. L'être humain et la technologie n'étant pas toujours infaillibles, un risque (certes très restreint) existe que le contenu des deux versions diverge. Compte tenu de l'effet d'une publication (cf. al. 1), il est essentiel que la loi précise quelle version fait foi en cas de divergence. La FO sous forme électronique étant (notamment sur le plan géographique) plus accessible et plus largement diffusée, son contenu doit primer sur celui de la version imprimée.

Alinéa 3 let. a - Compte tenu des effets que déploient les publications effectuées dans la FO, il est primordial que ses lecteurs puissent se fier à son contenu. A cet effet, il convient que soient prises les mesures nécessaires afin de garantir que la FO en ligne qui apparaît dans les moteurs de recherche est bien la FO du canton de Fribourg, et non un site factice (authenticité), que son contenu ne puisse être altéré (intégrité), et qu'elle soit en tout temps consultable (disponibilité). Si la diffusion de la FO est confiée à un tiers, l'organe chargé des publications officielles (la Chancellerie) devra s'assurer contractuellement que de telles mesures seront prises et vérifier que tel a bien été le cas. Cela étant, la responsabilité de la publication et de son contenu appartient à l'organe qui décide d'y procéder (organe

publicateur). La responsabilité de la Chancellerie, respectivement du partenaire contractuel, se limite à la garantie de l'authenticité, de l'intégrité et de la disponibilité des publications telles qu'elles ont été effectuées par les organes publicateurs.

Alinéa 3 let. b - L'autorité ou l'organe qui a fait procéder à une publication doit pouvoir en apporter la preuve, dans les cas où cette publication n'est plus disponible en ligne. Pour ce motif, toutes les publications supprimées de la FO électronique doivent être conservées par l'organe en charge des publications officielles ou le prestataire externe, de manière que l'organe publicateur puisse apporter la preuve de la publication et de son contenu.

La conservation des publications au sens de l'art. 9a al. 3 let. b doit être distinguée de leur archivage, qui a lieu conformément à la loi du 10.09.2015 sur l'archivage et les Archives de l'Etat et son règlement. Une fois l'archivage effectué, la publication concernée n'a plus besoin d'être conservée conformément à cette disposition.

Article 9b – Frais de publication dans la FO

Sous réserve des cas où la législation spéciale permet de mettre les frais d'une publication à charge de la personne qui l'a provoquée (par exemple : destinataire d'une citation à comparaître, débiteur ou débitrice dans une procédure de poursuite ou de faillite, requérant ou requérante d'une autorisation de construire), les frais d'une publication sont mis à charge de l'organe qui a fait procéder à une publication. Le Conseil d'Etat peut, dans certains cas, prévoir la gratuité d'une publication : elle sera alors à la charge de l'Etat, ou fera l'objet d'un accord avec le partenaire. Toutefois, comme le prévoit déjà actuellement l'Ordonnance du 21.12.2010 concernant la Feuille officielle, les publications effectuées par les organes de l'Etat qui ne peuvent être mises à charge d'un tiers (par exemple le destinataire d'une décision sujette à émoluments) ne seront pas facturées aux organes publicateurs.

Article 9c – Protection des données personnelles publiées dans la FO

Ces dernières années, la législation sur la protection des données a connu d'importantes évolutions, dictées par un usage croissant des technologies numériques, avec tous les risques que cela comporte en termes d'atteintes à la vie privée. Or la FO est le média que doivent utiliser, dans certaines circonstances, diverses autorités pour notifier des décisions à leur(s) destinataire(s), désigné(s) nommément. Une telle publication est donc susceptible de contenir des données personnelles sensibles (citation à comparaître devant une autorité pénale, notification d'un jugement pénal ou d'une décision administrative, en particulier en matière d'aide sociale, etc...), et constitue un cas particulier de traitement de telles données. Conformément à la législation sur la protection des données et au droit à l'oubli, un tel traitement ne peut aller au-delà de ce qu'exige son but, à savoir que le(s) destinataire(s) d'une publication puisse(nt) en prendre connaissance en temps utile. L'article 9c transpose ces règles à la publication de la FO (alinéa premier) tout en donnant compétence au Conseil d'Etat d'édicter des prescriptions complémentaires si cela s'avère nécessaire (alinéa 4). Cette délégation se justifie par le fait que l'évolution très rapide de la technique peut nécessiter des mesures qui ne sont pas encore identifiables, mais qui devront pouvoir être prises rapidement.

L'alinéa premier ne signifie pas que les publications contenant des données personnelles qui ont été rendues inaccessibles en ligne en raison du fait qu'elles ont atteint leur but seront détruites. Elles devront être conservées pour au moins deux motifs :

- > L'organe qui a procédé à la publication doit être en mesure d'en apporter la preuve ;
- > S'agissant d'une publication officielle, le contenu de la FO ne peut pas être altéré : il doit pouvoir être consultable en tout temps. S'agissant des contenus qui auront été rendus inaccessibles en ligne, ils seront consultables aux conditions prévues par la loi du 09.09.2009 sur l'information ou, dès leur archivage, à celles prévues par la loi du 10.09.2015 sur l'archivage et les archives de l'Etat. Demeurent réservées les règles spéciales prévues notamment par les divers codes de procédure.

L'alinéa 2 précise que la responsabilité du traitement des données personnelles incombe à l'organe qui fait procéder à la publication : le tribunal qui a fait publier une citation à comparaître, le dispositif d'un jugement, l'Office des faillites qui procède aux publications requises par la législation sur les faillites, etc.

En effet, les organes publicateurs sont les plus à même de déterminer quelles données doit contenir une publication et combien de temps elle doit être accessible pour déployer les effets prévus par la législation qu'ils appliquent, sans porter une atteinte disproportionnée au droit à la vie privée des personnes concernées. Ce sont donc également aux organes publicateurs de statuer en première instance sur les contestations ou requêtes des personnes concernées visant par exemple à la suppression d'une publication, conformément à la législation sur la protection des données.

En revanche, et conformément à l'article 9a al. 3 lettre a, la sécurité des données, et la sécurité du site en général incombent à l'organe en charge des publications officielles, soit actuellement la Chancellerie. Ainsi et par exemple, si l'organe publicateur a prévu que sa publication ne sera plus accessible sur le site à partir d'une date déterminée, il est de la responsabilité de l'organe en charge des publications de veiller à ce que le partenaire contractuel prenne les mesures techniques en ce sens. C'est également à l'organe en charge des publications officielles qu'il incombe de veiller à ce que les possibilités d'indexation par les moteurs de recherches soient limitées autant que faire se peut, ou d'exiger de son partenaire contractuel qu'il prenne les mesures techniques nécessaires en ce sens.

Article 11 al. 1 et 2 – Prix de vente des publications officielles

Alinéa 1 : Dans sa teneur actuelle, cette disposition donne compétence au Conseil d'Etat de fixer le prix de vente des publications officielles, quelle que soit leur forme. Dès lors qu'à l'avenir l'accès à toutes les publications officielles sous forme électronique sera gratuit, il y a lieu de modifier cet alinéa en conséquence, en limitant la compétence du Conseil d'Etat de fixer le prix de vente des publications officielles à leur forme imprimée.

Alinéa 2 : Cet alinéa prévoit que les communes reçoivent gratuitement les publications officielles qu'elles doivent tenir à la disposition du public. Dès lors que toutes de ces publications seront en libre accès sur internet et qu'elles peuvent très facilement être imprimées au format PDF, cet alinéa est abrogé.

Cela étant l'Ordonnance du 21.12.2010 concernant la FO prévoiera que les communes pourront en recevoir des exemplaires gratuits sur demande (et non plus d'office).

Article 12 – Publication ordinaire de la législation

Alinéa 1 - Dans sa teneur actuelle, cette disposition prévoit que les actes législatifs sont publiés au ROF « immédiatement » après leur adoption. Ce n'est généralement pas le cas si l'on prend ce terme dans son sens littéral : avant d'être publiés, les actes adoptés par le Grand Conseil et par le Conseil d'Etat nécessitent en effet qu'on y intègre les décisions prises et font en outre l'objet d'une vérification et d'une mise au point formelle. Le Tribunal fédéral a même eu l'occasion d'interpréter le terme « immédiatement », pour en conclure qu'il devait être compris dans le sens de « sans délai » ou « sans retard » ou « dès que possible », ce qui laisse une certaine marge pour tenir compte des circonstances du cas particulier (cf. notamment Arrêt du Tribunal fédéral 4A_141/2017 du 4 septembre 2017, consid. 4.2).

Pour plus de clarté, il est proposé de remplacer le terme « immédiatement » par le sens que lui donne le Tribunal fédéral.

Alinéa 1a - La section 3 de la LPAL consacrée aux modes de publication ne précise pas quand la publication au RSF doit avoir lieu (alors même que le RSF doit faire foi de son contenu et donc être à jour en permanence, cf. art. 21 al. 1 LPAL), ni que seuls doivent y figurer les actes législatifs dans leur version en vigueur. Le nouvel alinéa 1a y remédie.

Article 17a – Actes soumis au referendum

Cf. les explications figurant sous 3.2 « Problèmes rencontrés et solution proposée ».

Article 19 al. 2 a – Promulgation et entrée en vigueur des conventions intercantionales

Contrairement aux actes législatifs ordinaires, les conventions intercantionales ne sont pas directement adoptées par l'autorité cantonale compétente : celle-ci (en principe le Grand Conseil mais parfois aussi le Conseil d'Etat) adopte un acte législatif par lequel elle décide que le canton adhère à la Convention.

Il faut donc distinguer deux entrées en vigueur :

- > Celle de l'acte par lequel l'autorité compétente déclare l'adhésion du Canton de Fribourg à une Convention ;
- > Celle de l'entrée en vigueur de la Convention elle-même pour le Canton de Fribourg.

Ces deux dates ne coïncident pas nécessairement. Il n'est en effet pas exceptionnel que, pour qu'une Convention entre en vigueur, un nombre minimal de cantons doivent y avoir adhéré. Il peut ainsi s'écouler un certain temps entre l'entrée en vigueur de l'acte d'adhésion (qui a pour effet d'autoriser - et obliger - le Conseil d'Etat à déclarer l'adhésion du canton à la convention concernée) et celle de l'entrée en vigueur de la Convention elle-même. L'accord intercantonal sur les marchés publics ainsi que l'accord intercantonal sur les universités en constituent de bons exemples.

Cette situation est souvent source de confusion. Le projet apporte une clarification : lorsque la date effective d'entrée en vigueur d'une convention ne découle pas clairement de son texte ou de celui de l'acte d'adhésion, une précision à ce sujet de la part du Conseil d'Etat est requise.

Article 23a – Entrée en vigueur des rectifications

La section 5 de la LPAL, qui traite notamment de la rectification des actes législatifs, ne contient aucune indication sur l'entrée en vigueur de ce type d'opérations. Il est proposé d'y remédier par cette disposition. Les rectifications entrent en principe en vigueur en même temps que l'acte rectifié, donc avec un "pseudo" effet rétroactif. Cela tient à la nature même des rectifications qui ne visent pas à modifier l'acte, mais à corriger une erreur dans sa transcription ou dans sa présentation. Cette correction n'a en principe pas d'effet sur la situation juridique.

Toutefois, dans certaines situations, l'entrée en vigueur de la rectification doit être retardée :

- > Si on se trouve dans un cas où la rectification pourrait quand même péjorer la situation juridique des destinataires de l'acte, il incombe alors à l'auteur de la rectification de décaler cette entrée en vigueur au jour de sa publication (cf. al. 2).
- > En outre, des raisons techniques ou pratiques peuvent empêcher la publication dans la BDLF des indications destinées à faire apparaître le caractère « rétroactif » de l'entrée en vigueur de la rectification, notamment lorsque l'erreur est découverte avec trop de retard. Dans des situations de ce type, l'entrée en vigueur interviendra au jour de la publication de la rectification (al. 1 in fine).

Article 25 al. 1 – Actes invalidés

Lorsque, sur recours, le Tribunal fédéral (TF) invalide certaines dispositions d'un acte législatif, cela a pour conséquence que ces dispositions sont caduques : il convient de les traiter comme si elles n'avaient jamais été adoptées, c'est-à-dire de les retirer du RSF. L'autorité d'adoption pourra ensuite déterminer dans quelle mesure les dispositions annulées doivent être remplacées, ce qui passe par l'adoption d'un acte modificateur.

Il est toutefois des situations où le TF n'annule que partiellement une disposition légale. Cette annulation partielle peut avoir pour conséquence de priver de son sens, en tout ou partie, la disposition concernée.

Dans un tel cas, l'autorité d'adoption de l'acte partiellement annulé devra y remédier, en adoptant de nouvelles dispositions. La disposition partiellement annulée ne peut toutefois pas être retirée purement et simplement du RSF. Il faut ainsi prévoir la possibilité d'indiquer, par une annotation, quelle partie de la disposition a été annulée, et ce dans l'attente que l'autorité d'adoption ait adopté une ou de nouvelle (s) disposition (s).

Article 26 al. 1 – Publication (règles édictées par des établissements)

Certains règlements adoptés par les établissements dans l'exercice des tâches qui leur ont été déléguées devraient être accessibles à un nombre indéterminé de personnes, voire à des personnes qui devraient pouvoir les invoquer ou en prendre connaissance alors qu'elles n'en sont plus ou pas encore les destinataires (p. ex., candidats à l'inscription dans une école, patients futurs d'un établissement hospitalier, etc.). La nouvelle teneur de l'article 26 al. 1 a pour but d'amener les établissements et autres organismes concernés à publier systématiquement sur leur site internet ces règlements.

5.2 Loi du 14.12.2017 sur le droit de cité fribourgeois

Article 21 al. 1 – Procédure ordinaire – Publication du décret

Cette disposition prévoit la publication dans la FO, dans sa version imprimée, des décrets de naturalisation. Comme on l'a vu plus haut, le contenu de la FO sous forme imprimée proviendra de sa forme électronique. La publication des décrets de naturalisation, en ce qu'ils contiennent des données personnelles sensibles, ne saurait être effectuée dans la FO sous forme électronique¹.

A tout le moins ne saurait-on considérer que la publication, sur internet, des décrets de naturalisation contenant les noms des personnes naturalisées présente un intérêt public suffisant pour primer sur l'intérêt de ces dernières à la protection de leur sphère privée. Aussi est-il proposé de maintenir la publication des décrets de naturalisation dans la FO, mais sans la liste des personnes naturalisées.

Article 22 al. 2 – Procédure simplifiée pour les personnes étrangères de la deuxième génération

Cet alinéa prévoit la publication de la décision de naturalisation des personnes étrangères de la deuxième génération au terme d'une procédure ordinaire simplifiée, qui ne se distingue de la procédure ordinaire que par la faculté donnée à la commission des naturalisations de renoncer à l'audition des candidats. Par l'abrogation de cet alinéa, la publication de la décision de naturalisation du Grand Conseil (qui revêt la forme du décret) est soumise au régime prévu à l'article 21 al.1.

Article 23 al. 1 let. e – Procédure simplifiée pour les personnes confédérées

Cet alinéa prévoit la publication de la décision d'octroi du droit de cité fribourgeois aux personnes confédérées. Cette décision est de la compétence du Conseil d'Etat. Par souci de cohérence avec la modification de l'article 21 al. 1 et l'abrogation de l'article 22 al. 2 (qui ont pour conséquence que le décret de naturalisation publié ne contiendra plus les noms des personnes naturalisées), il est proposé de renoncer à la publication des décisions de naturalisation du Conseil d'Etat.

5.3 Loi du 6.4.2011 sur l'exercice des droits politiques

Article 136h al. 1 Promulgation

Dans sa teneur actuelle, cette disposition prévoit que tous les actes adoptés par le Grand Conseil, qu'ils soient soumis au referendum ou non, doivent être promulgués avant d'entrer en vigueur. La promulgation, au sens de l'article 136h LEDP, consiste à constater que « rien » ou « plus rien » ne s'oppose à l'entrée en vigueur de l'acte en question, sous l'angle de l'exercice des droits populaires.

Or, les droits populaires ne peuvent être exercés à l'encontre d'actes du Grand Conseil que si la Constitution ne le soumet pas au referendum facultatif ou obligatoire. Ces actes sont ce que l'on nomme les décrets simples, soit des décrets n'entraînant aucune dépense soumise à referendum.

Il en découle que la promulgation de ces actes qui ne sont pas soumis à l'exercice des droits populaires est inutile et crée une charge de travail qui l'est tout autant. Aussi, est-il proposé de supprimer le terme « rien » à l'article 136h al. 1 LEDP et d'y préciser que seuls les actes qui sont soumis à referendum (facultatif ou obligatoire) doivent faire l'objet d'une promulgation avant leur entrée en vigueur, cas échéant (un acte rejeté en votation populaire ne pouvant être promulgué ni entrer en vigueur).

5.4 Loi du 11.9.2009 concernant les conventions intercantionales

Article 13 al. 5

En l'état, cette disposition prévoit, pour des motifs essentiellement techniques, que les Conventions intercantionales sont publiées en annexe de l'acte d'adhésion. On ne peut exclure que dans un avenir plus ou moins proche, il soit possible voire nécessaire de publier ces conventions de manière « autonome », comme les autres actes législatifs figurant dans la BDLF, et non plus seulement sous forme d'annexe à l'acte d'adhésion. La nouvelle formulation de

¹ Message 2017-DIAF-4 du 29 août 2017 du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi sur le droit de cité fribourgeois (LDCF)

cet alinéa anticipe cette possibilité, tout en permettant toujours la publication des conventions sous forme d'annexe à leur acte d'adhésion. Cette publication pourrait en outre être déléguée, conjointement avec d'autres cantons, à un tiers conformément à l'article 3a LPAL.

6 Conséquences financières et en personnel

Actuellement, la FO génère des revenus provenant des abonnements, de la vente au numéro de la version imprimée et, pour la plus grosse part, des annonceurs et organes publicateurs. Ces revenus sont acquis à l'éditeur, qui verse toutefois à l'Etat une ristourne de 6 % du chiffre d'affaires (soit environ 110 000 francs en 2021 et 2022).

Il est difficile d'estimer les effets de la gratuité de la FO sur internet sur le montant ristourné à l'Etat. Certes, la gratuité de la FO sur internet mettra fin aux revenus provenant des abonnements y liés et risque d'entraîner une baisse de la demande pour sa version imprimée. Il est toutefois permis de penser que les revenus provenant de la publicité augmenteront en raison de la plus large diffusion de la FO sur internet qu'entraîneront sa gratuité et son libre accès.

Une éventuelle baisse de recettes ne sera accompagnée d'aucune nouvelle dépense pour l'Etat.

Les nouveaux outils qui seront introduits en vue d'assurer notamment la publicité des informations relatives à l'exercice des droits populaires présentent un coût modeste. Les coûts globaux du projet calculés sur 5 ans s'élèvent au maximum à quelque 21 000 francs.

La solution proposée permettra en outre d'optimiser et de rationaliser le travail au sein des organes chargés de la publication des actes législatifs (découplage ROF-FO).

La gratuité et le libre accès à la FO sous forme électronique n'a pas de conséquence en personnel. En effet, les organes publicateurs effectuent déjà eux-mêmes leur publication dans le logiciel de la FO, lequel ne sera qu'adapté. Le temps consacré au moment de la publication pour définir la date de son retrait sera compensé par le fait que le contenu de la FO en ligne et celui de sa version imprimée seront identiques, et que d'autre part, le fastidieux travail de mise en page sera évité.

7 Comptabilité avec le droit supérieur

L'avant-projet ne présente pas de problème sous l'angle de la conformité avec le droit supérieur. En particulier, l'accès aux informations nécessaires à l'exercice des droits populaires est garanti et même amélioré. Par ailleurs, un arrêt de 2013 du Tribunal fédéral a confirmé dans une affaire argovienne l'admissibilité de la publication au format exclusivement électronique des informations concernant les actes législatifs soumis au referendum (ATF 140 I 58, consid. 4.2.2).

Les modifications liées à la gratuité et au libre accès à la FO sont conformes au droit supérieur, en particulier à la législation sur la protection des données et les exigences de la jurisprudence en matière d'accessibilité et des effets d'une publication officielle.

8 Conséquences en termes de développement durable

Une évaluation « Boussole 21 » effectuée par le groupe de travail en charge du présent projet n'a pas mis en évidence de conséquences notables en termes de développement durable. S'il y en a, elles devraient être globalement positives : l'accès en ligne gratuit à la FO entraînera probablement une baisse de la demande pour la version

imprimée, ce qui devrait produire des effets bénéfiques pour l'environnement (économies d'énergie sur la production du papier, l'impression et le transport pour sa distribution).

Loi modifiant la loi sur la publication des actes législatifs (Feuille officielle)

du ...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –

Modifié(s): 114.1.1 | 115.1 | 121.3 | **124.1**

Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du Canton de Fribourg

Vu le message 2023-CE-30 du Conseil d'Etat du 22 août 2023;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

I.

L'acte RSF [124.1](#) (Loi sur la publication des actes législatifs (LPAL), du 16.10.2001) est modifié comme il suit:

Titre de l'acte (*modifié*)

Loi sur la publication des actes législatifs et de la Feuille officielle (LPAL)

Préambule *inchangé [DE: (modifié)]*

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message du Conseil d'Etat du 3 juillet 2001;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

Art. 1 al. 1 (*modifié*)

¹ La présente loi règle:

- a) *(nouveau)* la publication des actes législatifs dont l'adoption ou l'approbation entre dans la compétence des autorités cantonales;
- b) *(nouveau)* les questions générales liées à la publication de la Feuille officielle.

Art. 3 al. 3 *(modifié)*

³ La liste des actes parus dans le Recueil officiel ainsi que les informations complémentaires mentionnées à l'article 6 al. 2 sont diffusées de manière appropriée auprès du public à l'aide des technologies de l'information et de la communication.

Art. 9 al. 2 *(modifié)*

Contenu et publication *(titre médian modifié)*

² La Feuille officielle est bilingue et paraît hebdomadairement. Elle est publiée sous forme électronique et peut en outre l'être sous forme imprimée.

Art. 9a *(nouveau)*

Effets de la publication et foi publique

¹ Le contenu de la Feuille officielle est réputé connu dès sa parution.

² En cas de divergence entre le contenu de la Feuille officielle sous forme imprimée et celui de sa forme électronique, cette dernière fait foi.

³ L'organe en charge des publications officielles veille à:

- a) l'intégrité, l'authenticité et la disponibilité de la FO;
- b) la conservation de toutes les publications effectuées dans la FO jusqu'à leur versement aux archives historiques.

Art. 9b *(nouveau)*

Frais de publication

¹ Sous réserve de prescriptions découlant de la législation spéciale, l'organe qui fait procéder à une publication dans la FO en assume en principe les frais. Le Conseil d'Etat règle les détails et peut prévoir des exceptions.

Art. 9c *(nouveau)*

Protection des données personnelles

¹ Les publications effectuées dans la Feuille officielle peuvent contenir des données personnelles et des données personnelles sensibles lorsque cela est rendu nécessaire par le but de la publication. Conformément à la législation sur la protection des données, elles ne doivent alors pas contenir plus d'informations et ne doivent pas être accessibles sur internet plus longtemps que ne l'exige leur but.

² L'autorité qui fait procéder à une publication dans la Feuille officielle est responsable du traitement des données personnelles qu'elle contient, veille au respect de l'alinéa 1 et traite les demandes des personnes concernées qui font valoir les droits que leur confère la législation sur la protection des données.

³ L'organe en charge des publications officielles prends les mesures nécessaires pour limiter, autant que l'état de la technique le permet, l'indexation des publications par des moteurs de recherche externes.

⁴ Le Conseil d'Etat fixe, pour autant que besoin, les autres mesures nécessaires à la protection des données personnelles publiées dans la Feuille officielle sur internet.

Art. 10 al. 1 (*modifié*)

¹ L'accès sur internet à la Banque de données et à la Feuille officielle est gratuit.

Art. 11 al. 1 (*modifié*), **al. 2** (*abrogé*)

¹ Le Conseil d'Etat fixe le prix de vente des diverses publications officielles sous forme imprimée et détermine les cas de remise gratuite ou à prix réduit.

² *Abrogé*

Art. 12 al. 1 (*modifié*), **al. 1a** (*nouveau*)

¹ Les actes législatifs sont publiés dans le Recueil officiel dès que possible après leur adoption.

^{1a} Dans le Recueil systématique, la publication de la version consolidée intervient dès l'entrée en vigueur des actes ou dispositions concernés; elle ne peut toutefois avoir lieu avant la publication au Recueil officiel.

Art. 17a (*nouveau*)

Actes soumis au referendum

¹ Les informations relatives à la soumission des actes au referendum sont mises en évidence de manière centralisée dans la BDLF.

Art. 19 al. 2a (*nouveau*)

^{2a} Il fixe ou précise la date d'entrée en vigueur des conventions intercantionales lorsqu'elle ne résulte pas de manière explicite de la convention elle-même ou de l'acte d'adhésion.

Art. 23a (*nouveau*)

Entrée en vigueur des rectifications

¹ Les rectifications entrent en vigueur au jour de l'entrée en vigueur de l'acte rectifié ou, si des motifs pratiques ou techniques s'y opposent, au jour de leur publication.

² Sont toutefois réservés les cas dans lesquels l'autorité d'adoption fixe elle-même la date d'entrée en vigueur de la rectification.

Art. 24 al. 1 (*inchangé*) [DE: (*modifié*)]

¹ Les organes chargés des publications officielles peuvent procéder d'eux-mêmes à une adaptation terminologique des publications systématiques lorsque la dénomination d'une autorité, d'une unité administrative ou d'un acte a été modifiée, ainsi que dans d'autres cas semblables.

Art. 25 al. 1 (*modifié*)

¹ Si le Tribunal fédéral ou une autre autorité compétente annule tout ou partie d'un acte législatif, le Conseil d'Etat en prend acte et fait publier un avis à ce sujet dans le Recueil officiel. Les dispositions annulées sont retirées du Recueil systématique ou font l'objet d'une annotation mentionnant leur annulation.

Art. 26 al. 1 (*modifié*), **al. 2** (*inchangé*) [DE: (*modifié*)]

¹ Les établissements et les autres organismes qui édictent des actes de caractère normatif pour assurer l'exécution de tâches de droit public cantonal portent ces actes de manière adéquate à la connaissance des personnes concernées et, lorsqu'ils revêtent un intérêt public suffisant, les publient sur Internet.

² Ces actes peuvent être publiés, le cas échéant sous la forme d'une publication restreinte (art. 13s.), dans le Recueil officiel s'ils présentent un intérêt général suffisant.

II.

1.

L'acte RSF [114.1.1](#) (Loi sur le droit de cité fribourgeois (LDCF), du 14.12.2017) est modifié comme il suit:

Art. 21 al. 1 (*modifié*)

¹ Le décret de naturalisation du Grand Conseil est publié dans la Feuille officielle sous une forme simplifiée, sans la liste des personnes concernées.

Art. 22 al. 2 (*abrogé*)

² *Abrogé*

Art. 23 al. 1

¹ Pour les personnes confédérées, la procédure ordinaire est applicable, sous réserve des dispositions suivantes:

e) *Abrogé*

2.

L'acte RSF [115.1](#) (Loi sur l'exercice des droits politiques (LEDP), du 06.04.2001) est modifié comme il suit:

Art. 136h al. 1 (*modifié*)

¹ Lorsque, sous l'angle de l'exercice des droits populaires, plus rien ne s'oppose à l'entrée en vigueur d'un acte soumis à referendum, la Chancellerie d'Etat publie sans délai cette information dans le Recueil officiel fribourgeois.

3.

L'acte RSF [121.3](#) (Loi concernant les conventions intercantionales (LConv), du 11.09.2009) est modifié comme il suit:

Art. 13 al. 5 (*modifié*)

⁵ L'acte approuvant l'adhésion et le texte de la convention, ou l'acte de dénonciation, sont publiés conformément à la législation sur la publication des actes législatifs.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.



Botschaft 2023-CE-30

22. August 2023

Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes über die Veröffentlichung der Erlasse (kostenloses Amtsblatt und Vereinfachung der Geschäftsprozesse) (VEG)

Wir unterbreiten Ihnen hiermit diese Botschaft mit dem Entwurf zur Änderung des Gesetzes über die Veröffentlichung von Erlassen.

Dieses Dokument ist eine Folge der:

Motion 2021-GC-116	Kostenloses Online-Amtsblatt
Urheber/in:	Kolly Nicolas / Aebischer Eliane

Inhaltsverzeichnis

1	In Kürze	2
2	Freier und unentgeltlicher Zugang zum ABI im Internet	2
2.1	Aktuelle Situation	2
2.2	Künftige Situation	3
2.3	Vernehmlassung	3
3	Entkopplung von ASF und ABI	3
3.1	Aktuelle Situation	3
3.2	Aufgetretene Probleme und Lösungsvorschläge	3
3.3	Verbindung zu Informationen über die Ausübung der Volksrechte	4
4	Weitere Anpassungen	4
5	Kommentare zu den einzelnen Bestimmungen	5
5.1	Gesetz vom 16.10.2001 über die Veröffentlichung der Erlasse	5
5.2	Gesetz vom 14.12.2017 über das freiburgische Bürgerrecht	9
5.3	Gesetz vom 6.4.2011 über die Ausübung der politischen Rechte	9
5.4	Gesetz vom 11.9.2009 über die interkantonalen Verträge	10
6	Finanzielle und personelle Auswirkungen	10
7	Vereinbarkeit mit dem übergeordneten Recht	11
8	Folgen für die nachhaltige Entwicklung	11

1 In Kürze

Mit diesem Entwurf wird der Motion 2021-GC-116 von Grossrat Nicolas Kolly und Grossrätin Eliane Aebischer Folge geleistet; mit ihr wurde ein unentgeltlicher und für alle zugänglicher Zugang zum Amtsblatt (ABI) im Internet gefordert. Er beantragt in Übereinstimmung mit der Datenschutzgesetzgebung die notwendigen Massnahmen, um das Risiko eines Missbrauchs der im ABI veröffentlichten Personendaten durch Dritte zu begrenzen.

Die Bestimmungen, welche die Veröffentlichung des ABI in gedruckter Form regeln, bleiben im Wesentlichen unverändert.

Dieser Entwurf ist auch ein Teil der Vereinfachungen und Verbesserungen von Verwaltungsabläufen im Zusammenhang mit der digitalen Verwaltung. Darin wird daher vorgeschlagen, die Amtliche Sammlung des Kantons Freiburg (ASF) zum einzig massgebenden Medium für die Veröffentlichung neuer Erlasse und von Informationen über deren formale Gültigkeit zu machen. Aus rechtlicher Sicht ändert dies nichts an der derzeitigen Situation, da bereits heute nur die in der ASF veröffentlichte Fassung der Erlasse verbindlich ist. Die Öffentlichkeit der Informationen über die Gültigkeit der Erlasse (insbesondere über die Referendumsfristen) wird durch die Bereitstellung zusätzlicher Instrumente verstärkt, die kostenlos und einfach auf der Website der Datenbank der Freiburger Gesetzgebung (BDLF) zugänglich sind.

Im Gesetz vom 16.10.2001 über die Veröffentlichung der Erlasse (VEG; Systematische Gesetzessammlung des Kantons Freiburg – SGF - 124.1) wird vorgesehen, dass die Liste der in der ASF veröffentlichten Erlasse und die ergänzenden Angaben zu diesen Erlassen zur Information auch im ABI veröffentlicht werden. Diese Pflicht der doppelten Veröffentlichung führt zu Problemen bei der Koordination zwischen ASF und ABI und birgt die Gefahr von Diskrepanzen beim Inhalt der zwei amtlichen Veröffentlichungen; ausserdem verzögert sie die Veröffentlichung dringlicher Erlasse.

Der Staatsrat nutzt den vorliegenden Entwurf auch dazu, um einige Klarstellungen zu einigen Nebenaspekten der Veröffentlichung von Erlassen vorzunehmen und eine bessere Kohärenz des VEG zu gewährleisten.

2 Freier und unentgeltlicher Zugang zum ABI im Internet

2.1 Aktuelle Situation

Die Veröffentlichung, die Verbreitung und der Inhalt des ABI werden im VEG und in der Verordnung vom 21. Dezember 2010 über das ABI («die Verordnung»; SGF 124.21) geregelt.

Derzeit wird das ABI in gedruckter Form und in elektronischer Form veröffentlicht (Art. 9 Abs. 2 VEG und Art. 1 der Verordnung). Das Abonnement einer oder beider Versionen und der Kauf einer Einzelnummer der gedruckten Version kosten (Art. 4b der Verordnung). Verschiedene Organe und Behörden erhalten das gedruckte ABI von Amtes wegen oder auf Anfrage unentgeltlich (Art. 4c Abs. 1 und 2 der Verordnung). Die Direktionen des Staatsrats und ihre Verwaltungseinheiten erhalten auf Anfrage ebenfalls ein unentgeltliches digitales Abonnement (Art. 4c Abs. 3 der Verordnung). Jede Person hat ausserdem das Recht, das ABI unentgeltlich bei der Staatskanzlei, der Schreiberei ihrer Gemeinde oder ihrem Oberamt einzusehen.

media f ist für die Veröffentlichung und die Verbreitung des ABI vertraglich an den Staat gebunden. Der Staatsrat hat kürzlich den Tarif für das Abonnement der gedruckten Version aufgrund der steigenden Produktionskosten (Papier- und Energiekosten) angepasst und ihn auf den 1. Januar 2023 von 87 auf 97 Franken erhöht.

Derzeit hat das ABI im Internet nicht genau denselben Inhalt wie die gedruckte Version und ist nicht frei zugänglich: Für den Zugriff darauf ist braucht es ein Abonnement, ein Benutzerkonto und ein Passwort.

2.2 Künftige Situation

Mit dem Entwurf wird die unentgeltliche Nutzung der elektronischen Version des ABI eingeführt, wie es in der Motion Kolly/Aebischer verlangt wird. Das ABI wird in gedruckter Form fortbestehen und kann in dieser Form weiterhin gegen Rechnung abonniert werden. Es wird jedoch nicht mehr als Einzelnummer verkauft.

Um auf die Inhalte der elektronischen Version zuzugreifen, muss kein Benutzerkonto mehr eingerichtet und kein Passwort mehr verwendet werden: Sie wird somit für alle Personen, die sie einsehen möchten, völlig frei zugänglich sein.

Mit den beantragten Gesetzesänderungen werden Aspekte der Verantwortung der verschiedenen Beteiligten und Fragen des Schutzes von Personendaten geregelt. Dank ihnen kann der Staatsrat die Entwicklung verfolgen und wenn nötig das System ändern.

Es wird angestrebt, dass diese Änderungen auf den 1. Januar 2024 in Kraft treten.

2.3 Vernehmlassung

Alle Antworten auf die Vernehmlassung begrüssen das kostenlose Online-ABI. Einige enthalten Fragen zu seiner Umsetzung und haben zu ergänzenden Erläuterungen in diesem Bericht geführt oder werden in der Verordnung über das Amtsblatt, die teilweise revidiert werden muss, beantwortet.

Ein Teilnehmer fordert, dass im Gesetz selber weiterhin die gedruckte Version vorgesehen wird, und zwei Teilnehmer weisen auf die Gefahr eines digitalen Grabens hin, wenn die gedruckte Version verschwindet.

3 Entkopplung von ASF und ABI

3.1 Aktuelle Situation

Gemäss Artikel 3 Abs. 3 VEG werden die Liste der in der ASF erschienenen Erlasse und die zusätzlichen Angaben nach Artikel 6 Abs. 2 ein zweites Mal im ABI veröffentlicht.

Gemäss VEG ist die Veröffentlichung in der ASF und nicht diejenige im ABI massgebend. In Artikel 6 VEG wird die ASF als Organ zur laufenden Veröffentlichung der Erlasse bezeichnet (Abs. 1) und festgehalten, dass sie die Angaben über die formale Gültigkeit der veröffentlichten Erlasse, insbesondere diejenigen über die Ausübung der Volksrechte, das Inkrafttreten und eine allfällige Genehmigung durch den Bund, enthält (Abs. 2). Ausserdem wird im Abschnitt über die Öffentlichkeit und die Rechtskraft von Erlassen in Artikel 21 Abs. 1 VEG ausdrücklich festgehalten, dass die Erlasse und die Angaben über ihre formale Gültigkeit, wie sie in der ASF und in der SGF veröffentlicht werden, verbindlich sind. Da die Veröffentlichung im ABI nur zu Informationszwecken erfolgt, wird sie im 4. Abschnitt des VEG über die Öffentlichkeit und die Rechtskraft nicht erwähnt.

3.2 Aufgetretene Probleme und Lösungsvorschläge

Die zusätzliche Veröffentlichung im ABI bringt nicht unerhebliche praktische Probleme mit sich:

- > Während im Bedarfsfall eine Veröffentlichung der Erlasse in der BDLF unmittelbar nach ihrer Verabschiedung möglich ist, kann die Koppelung von ASF und ABI dazu führen, dass eine Veröffentlichung verzögert wird.
- > Die beiden Veröffentlichungen folgen in mehrfacher Hinsicht verschiedenen Regeln: Die Vorbereitungszeiten sind unterschiedlich, ihre Herausgabe erfolgt durch verschiedene Organe, und die Art der Veröffentlichung und der Verbreitung ist unterschiedlich (rein elektronische Version für die ASF, elektronische und Papierversion für das ABI).
- > Die Veröffentlichung im ABI macht zusätzliche heikle Arbeiten (manuelle Übertragung der Daten der ASF in das ABI mit dem damit verbundenen Fehlerrisiko) und die Nutzung des Publikationssystems des ABI durch die Verantwortlichen der BDLF (zusätzlich zur Anwendung, die für die BDLF verwendet wird) nötig.

-
- > Nicht zuletzt sorgt die derzeitige Situation für einige Verwirrung in der Öffentlichkeit. Diese geht davon aus, dass der Inhalt der im ABl veröffentlichten Informationen verbindlich ist, obwohl in Wirklichkeit die ASF verbindlich ist.

Um diese Probleme zu lösen, wird im Entwurf beantragt, dass in Zukunft grundlegende Informationen über die Gesetzgebung nur auf der Website der BDLF (<https://bdlf.fr.ch>) veröffentlicht werden. Um die Information der Öffentlichkeit über die gesetzgeberische Tätigkeit des Staates zu verbessern, wird die Aufhebung dieser Informationen im ABl mit der Einführung neuer Instrumente weitgehend ausgeglichen:

- > Auf der Website der BDLF wird gemäss der Vorschrift im neuen Artikel 17a eine neue Rubrik hinzugefügt, in der die Referendumsfristen für alle vom Grossen Rat beschlossenen Erlasse gruppiert und hervorgehoben werden.
- > In einem neu geschaffenen, unentgeltlichen Newsletter werden die Informationen, die derzeit im ABl veröffentlicht werden, jede Woche mitgeteilt; dazu gehören auch die Referendumsfristen.

Für Personen, die es gewohnt sind, regelmässig im ABl nachzusehen, um sich über Neuigkeiten in der Gesetzgebung zu informieren, wird die Entkoppelung von ASF und ABl tatsächlich eine nicht zu vernachlässigende Veränderung darstellen. So ist geplant, in den Wochen, bevor die Veröffentlichungen zu den Erlassen im ABl aufgegeben wird, in diesem Organ mehrmals eine Information zu veröffentlichen.

3.3 Verbindung zu Informationen über die Ausübung der Volksrechte

Im Gesetz vom 6. April 2001 über die Ausübung der politischen Rechte (PRG, SGF 115.1) wird vorgeschrieben, dass im ABl eine ganze Reihe von Informationen über die politischen Rechte veröffentlicht wird. Dazu gehören verschiedene Informationen zu kantonalen Referenden, aber nicht die eigentliche Tatsache, dass ein Erlass dem Referendum unterliegt, und die entsprechenden Fristen.

Im Übrigen wird in Artikel 128 PRG ausdrücklich vorgesehen, dass die Erlasse des Grossen Rates «gemäss dem Gesetz über die Veröffentlichung der Erlasse» veröffentlicht werden. Gemäss dieser Gesetzgebung (Art. 6 Abs. 2 VEG) enthalten die Veröffentlichungen in der ASF (unter anderem) zusätzliche Informationen über die Ausübung der Volksrechte. Eine zweite Veröffentlichung dieser Informationen im ABl ist somit nicht notwendig.

Die Veröffentlichung im ABl entspricht zwar einer langjährigen Praxis, ihre Beibehaltung ist aber heute weder aus Sicht der politischen Rechte noch aus praktischer Sicht gerechtfertigt: Der Kanton Freiburg hat vor 20 Jahren aus Rationalisierungsgründen auf die Veröffentlichung der Erlasstexte im ABl verzichtet, und es ist nun an der Zeit, diesen Prozess zu Ende zu führen, denn jede Person, die ein Referendumsbegehren einreichen will, ist auf jeden Fall gezwungen, den entsprechenden Erlass vorher in der ASF einzusehen.

4 Weitere Anpassungen

Dieser Entwurf bietet auch die Gelegenheit, einige Klarstellungen zu Veröffentlichungsproblemen von untergeordneter Bedeutung vorzunehmen:

- > Zeitpunkt der Veröffentlichung in der SGF (Art. 12);
- > Festlegung des Zeitpunkts des Inkrafttretens von interkantonalen Vereinbarungen (Art. 19);
- > Zeitpunkt des Inkrafttretens von Berichtigungen von Erlassen (Art. 23a);
- > Folgen der Aufhebung von Bestimmungen durch das Bundesgericht für die Veröffentlichung (Art. 25);
- > Veröffentlichung der Vorschriften, die von den selbständigen Anstalten erlassen werden (Art. 26).

5 Kommentare zu den einzelnen Bestimmungen

5.1 Gesetz vom 16.10.2001 über die Veröffentlichung der Erlasse

Titel des Gesetzes

In seiner derzeitigen Fassung ist der Titel des Gesetzes unvollständig, denn im VEG wird nicht nur die Veröffentlichung von Erlassen, sondern auch diejenige des ABl geregelt.

Diese Änderung wird es auch einfacher machen, in der ASF oder der SGF nach dem Gesetz, in dem die Veröffentlichung des ABl geregelt wird, zu suchen.

Artikel 1 Abs. 1 Umfang des VEG

Da der Titel des Gesetzes im oben erläuterten Sinne geändert wird und in Artikel 1 der Geltungsbereich des Gesetzes festgelegt wird, sollte das ABl darin einbezogen werden. Es wird jedoch präzisiert, dass im Gesetz nur allgemeine Fragen im Zusammenhang mit der Veröffentlichung des ABl geregelt werden. Denn viele andere Fragen (insbesondere solche, deren Beantwortung mit dem Stand der Technik zusammenhängt) werden in der Verordnung über das ABl geregelt, damit bei Bedarf eine schnelle Anpassung möglich ist.

Artikel 3 Abs. 3 Grundsätze

Vgl. die Erläuterungen unter «3.2 Aufgetretene Probleme und Lösungsvorschläge».

Artikel 9 Abs. 2 Veröffentlichung

Während der geltende Artikel 9 Abs. 2 vorsieht, dass das ABl in gedruckter Form veröffentlicht wird und auch in digitaler Form veröffentlicht werden kann, wird in der neuen Fassung das Gegenteil vorgesehen. Es ist jedoch nicht geplant, die gedruckte Version des ABl und die entsprechenden Abonnements abzuschaffen. Es ist jedoch nicht auszuschließen, dass der kostenlose Zugang zum ABl online mit der Zeit einen Rückgang der Abonnements für die gedruckte Version zur Folge hat und möglicherweise dazu führt, dass die Druckerei den Vertrag kündigt. Der Staat läuft Gefahr, keinen Vertragspartner zu finden, der bereit ist, den Vertrag zu übernehmen, oder wenn, dann nur gegen einen prohibitiven Abonnementspreis, falls im Gesetz weiterhin vorgeschrieben wird, dass das ABl gedruckt werden muss. Unter solchen Umständen sollte der Staatsrat beschliessen können, die gedruckte Version des ABl einzustellen, ohne dass er dafür auf eine Gesetzesänderung warten muss.

Artikel 9a Wirkungen der Veröffentlichung im ABl und öffentlicher Glaube

Absatz 1 - So wie niemand das Gesetz ignorieren darf, kann sich auch niemand auf die Unkenntnis einer Veröffentlichung im ABl berufen und sich so deren Wirkungen entziehen. Auf diesen wesentlichen Grundsatz, der sich nicht nur aus der Rechtsprechung, sondern auch aus Spezialgesetzen (insbesondere der Zivil- und der Strafprozessordnung) ergibt, wird in Absatz 1 hingewiesen. Implizit vorbehalten bleiben die in verschiedenen Prozessordnungen (Spezialgesetzgebung), darunter einigen bundesrechtlich vorgesehenen Vorschriften und die Rechtsprechung des Bundesgerichts, die es der Person, an die eine Veröffentlichung gerichtet ist, unter bestimmten aussergewöhnlichen Umständen erlauben, sich auf ihre Unkenntnis einer sie betreffenden Veröffentlichung zu berufen.

Absatz 2 - Der Inhalt des gedruckten ABl wird von seiner elektronischen Version kommen. Da Menschen und Technik nicht immer unfehlbar sind, besteht ein (wenn auch sehr geringes) Risiko, dass es im Inhalt der beiden Versionen Unterschiede gibt. Angesichts der Wirkung einer Veröffentlichung (vgl. Abs. 1) ist es von entscheidender Bedeutung, dass das Gesetz festlegt, welche Version im Falle von Unterschieden massgeblich ist. Da das ABl in elektronischer Form (insbesondere geografisch) leichter zugänglich und weiter verbreitet ist, muss sein Inhalt Vorrang vor demjenigen der gedruckten Version haben.

Abs. 3 Bst. a - Angesichts der Wirkungen, die Veröffentlichungen im ABl entfalten, ist es von entscheidender Bedeutung, dass sich die Leserinnen und Leser auf seinen Inhalt verlassen können. Dazu müssen die notwendigen Massnahmen ergriffen werden, um zu gewährleisten, dass das in Suchmaschinen erscheinende ABl online tatsächlich

das ABI des Kantons Freiburg und nicht eine Scheinwebsite ist (Authentizität), dass sein Inhalt nicht verändert werden kann (Integrität) und dass es jederzeit abrufbar ist (Verfügbarkeit). Wenn die Verbreitung des ABI einem Dritten übertragen wird, muss das für amtliche Veröffentlichungen zuständige Organ (die Staatskanzlei) vertraglich sicherstellen, dass entsprechende Massnahmen ergriffen werden, und überprüfen, ob dies auch der Fall ist. Die Verantwortung für die Veröffentlichung und ihren Inhalt liegt jedoch bei dem Organ, das die Veröffentlichung beschliesst (veröffentlichendes Organ). Die Haftung der Staatskanzlei bzw. des Vertragspartners beschränkt sich darauf, die Authentizität, die Integrität und die Verfügbarkeit der von den veröffentlichenden Organen vorgenommenen Veröffentlichungen sicherzustellen.

Absatz 3 Bst. b - Die Behörde oder das Organ, die oder das eine Veröffentlichung veranlasst hat, muss in Fällen, in denen die Veröffentlichung nicht mehr online verfügbar ist, den Nachweis dafür erbringen können. Aus diesem Grund müssen alle aus dem elektronischen ABI entfernten Veröffentlichungen vom Organ, das für die amtlichen Veröffentlichungen zuständig ist, oder vom externen Anbieter aufbewahrt werden, so dass das veröffentlichende Organ den Nachweis der Veröffentlichung und ihres Inhalts erbringen kann.

Die Aufbewahrung von Veröffentlichungen im Sinne von Artikel 9a Abs. 3 Bst. b ist von ihrer Archivierung gemäss dem Gesetz vom 10.09.2015 über die Archivierung und das Staatsarchiv und der dazugehörigen Verordnung zu unterscheiden. Nach der Archivierung muss die betreffende Veröffentlichung nicht mehr gemäss dieser Bestimmung aufbewahrt werden.

Artikel 9b Kosten für die Veröffentlichung im ABI

Unter Vorbehalt der Fälle, in denen Spezialgesetze es erlauben, die Kosten für eine Veröffentlichung der Person aufzuerlegen, die sie verursacht hat (z. B.: Adressatin oder Adressat einer Vorladung, Schuldnerin oder Schuldner in einem Betreibungs- oder Konkursverfahren, Gesuchstellerin oder Gesuchsteller bei einer Baubewilligung), werden die Kosten einer Veröffentlichung dem Organ auferlegt, das die Veröffentlichung veranlasst hat. Der Staatsrat kann in bestimmten Fällen die Unentgeltlichkeit einer Veröffentlichung vorsehen: Sie geht dann zulasten des Staats oder ist Gegenstand einer Vereinbarung mit der Partnerin oder dem Partner. Wie bereits heute in der Verordnung vom 21.12.2010 über das Amtsblatt vorgesehen, werden jedoch Veröffentlichungen von Organen des Staats, die nicht einer oder einem Dritten (z. B. der Adressatin/dem Adressaten eines gebührenpflichtigen Entscheids) belastet werden können, den veröffentlichenden Organen nicht in Rechnung gestellt.

Artikel 9c Schutz der im ABI veröffentlichten Personendaten

In den letzten Jahren hat sich die Datenschutzgesetzgebung aufgrund der zunehmenden Nutzung digitaler Technologien und der damit verbundenen Risiken für die Privatsphäre stark gewandelt. Nun ist das ABI das Medium, das unter bestimmten Umständen von verschiedenen Behörden genutzt werden muss, um Entscheide namentlich genannten Empfängerinnen und Empfängern zuzustellen. Eine solche Veröffentlichung kann daher besonders schützenswerte Personendaten enthalten (Vorladung vor eine Strafbehörde, Zustellung eines Strafurteils oder eines Verwaltungsentscheids, insbesondere im Bereich der Sozialhilfe usw.) und stellt einen Sonderfall der Bearbeitung solcher Daten dar. Gemäss der Datenschutzgesetzgebung und dem Recht auf Vergessen darf eine solche Bearbeitung nicht über das hinausgehen, was für ihren Zweck erforderlich ist, nämlich, dass die Empfängerin oder der Empfänger einer Veröffentlichung diese zu gegebener Zeit zur Kenntnis nehmen kann. In Artikel 9c werden diese Regeln auf die Veröffentlichung des ABI übertragen (Absatz 1) und gleichzeitig dem Staatsrat die Befugnis erteilt, zusätzliche Vorschriften zu erlassen, wenn sich dies als notwendig erweist (Absatz 4). Diese Delegation ist dadurch gerechtfertigt, dass die ausserordentlich schnelle Entwicklung der Technik möglicherweise Massnahmen, die noch nicht erkennbar sind, aber schnell ergriffen werden müssen, nötig macht.

Absatz 1 bedeutet nicht, dass Veröffentlichungen mit Personendaten, die online unzugänglich gemacht wurden, weil sie ihren Zweck erfüllt haben, vernichtet werden. Sie müssen aus mindestens zwei Gründen aufbewahrt bleiben:

- > Das Organ, das die Veröffentlichung vorgenommen hat, muss in der Lage sein, dies zu beweisen.
- > Wenn es sich um eine offizielle Veröffentlichung handelt, darf der Inhalt des ABI nicht verändert werden: Er muss jederzeit einsehbar sein. Inhalte, die online unzugänglich gemacht wurden, sind zu den Bedingungen nach dem Gesetz vom 09.09.2009 über die Information oder, sobald sie archiviert sind, zu denjenigen nach dem

Gesetz vom 10.09.2015 über die Archivierung und das Staatsarchiv einsehbar. Vorbehalten bleiben besondere Regelungen, die insbesondere in den verschiedenen Prozessordnungen vorgesehen sind.

In Absatz 2 wird klargestellt, dass die Verantwortung für die Bearbeitung von Personendaten beim Organ liegt, das die Veröffentlichung veranlasst: das Gericht, das eine Vorladung oder das Dispositiv eines Urteils veröffentlichen liess, das Konkursamt, das Veröffentlichungen, die gemäss der Gesetzgebung über den Konkurs nötig sind, veranlasst usw.

Denn die veröffentlichenden Organe sind am besten in der Lage zu bestimmen, welche Daten eine Veröffentlichung enthalten muss und wie lange sie zugänglich sein muss, damit sie die Wirkungen, die in der von ihnen ausgeführten Gesetzgebung vorgesehen werden, entfalten kann, ohne das Recht auf Privatsphäre der betroffenen Personen unverhältnismässig zu beeinträchtigen. Es ist daher auch Aufgabe der veröffentlichenden Organe, in erster Instanz über Anfechtungen oder Gesuche von betroffenen Personen zu entscheiden, mit denen z. B. gemäss der Datenschutzgesetzgebung die Entfernung einer Veröffentlichung gefordert wird.

Gemäss Artikel 9a Abs. 3 Bst. a ist hingegen das Organ, das für die amtlichen Veröffentlichungen zuständig ist, d. h. derzeit die Staatskanzlei, für die Datensicherheit und im Allgemeinen für die Sicherheit der Website zuständig. Wenn das veröffentlichende Organ zum Beispiel vorgesehen hat, dass seine Veröffentlichung ab einem bestimmten Zeitpunkt nicht mehr auf der Website zugänglich ist, liegt es also es in der Verantwortung des Organs, das für die amtlichen Veröffentlichungen zuständig ist, dafür zu sorgen, dass der Vertragspartner die entsprechenden technischen Massnahmen ergreift. Das Organ, das für die amtlichen Veröffentlichungen zuständig ist, ist auch dafür verantwortlich, dass die Möglichkeiten der Indexierung durch Suchmaschinen so weit wie möglich eingeschränkt werden, oder es muss von seinem Vertragspartner verlangen, dass er die notwendigen technischen Massnahmen zu diesem Zweck ergreift.

Artikel 11 Abs. 1 und 2 Verkaufspreis der amtlichen Veröffentlichungen

Absatz 1: In ihrer derzeitigen Fassung gibt diese Bestimmung dem Staatsrat die Befugnis, den Verkaufspreis der amtlichen Veröffentlichungen unabhängig von ihrer Form festzulegen. Da in Zukunft der Zugang zu allen amtlichen Veröffentlichungen in elektronischer Form unentgeltlich sein wird, muss dieser Absatz entsprechend geändert und die Befugnis des Staatsrats, den Verkaufspreis für amtliche Veröffentlichungen festzulegen, auf deren gedruckte Form beschränkt werden.

Absatz 2: In diesem Absatz wird bestimmt, dass die Gemeinden die amtlichen Veröffentlichungen, die sie für die Öffentlichkeit bereithalten müssen, unentgeltlich erhalten. Da alle diese Veröffentlichungen im Internet frei zugänglich sein werden und sehr leicht im PDF-Format ausgedruckt werden können, wird dieser Absatz aufgehoben.

In der Verordnung vom 21.12.2010 über das ABl wird jedoch künftig vorgesehen, dass die Gemeinden auf Anfrage (und nicht mehr von Amtes wegen) kostenlose Exemplare des ABl erhalten können.

Artikel 12 Ordentliche Veröffentlichung der Gesetzgebung

Absatz 1 - In ihrer derzeitigen Fassung sieht diese Bestimmung vor, dass Erlasse «sogleich» nach ihrer Verabschiedung in der ASF veröffentlicht werden. Dies ist in der Regel nicht der Fall, wenn man den Begriff wörtlich nimmt: Bevor die Erlasse, die vom Grossen Rat und vom Staatsrat verabschiedet wurden, veröffentlicht werden, müssen die getroffenen Entscheide in sie eingefügt werden, und sie werden ausserdem formell überprüft und bereinigt. Das Bundesgericht hatte sogar Gelegenheit, den Begriff «sogleich» auszulegen und kam zum Schluss, dass er im Sinne von «unverzüglich» oder «ohne Verzögerung» oder «so bald wie möglich» zu verstehen ist, was einen gewissen Spielraum lässt, um den Umständen des Einzelfalls Rechnung zu tragen (vgl. insbesondere BGE 4A_141/2017 vom 4. September 2017, Erw. 4.2).

Für mehr Klarheit wird vorgeschlagen, dass der Begriff «sogleich» durch die Bedeutung, die ihm das Bundesgericht gibt, zu ersetzen.

Absatz 1a - Der 3. Abschnitt des VEG über die Veröffentlichungsarten legt weder fest, wann die Veröffentlichung in der SGF erfolgen muss (obwohl die SGF für ihren Inhalt verbindlich und daher ständig auf dem neuesten Stand sein muss, vgl. Art. 21 Abs. 1 VEG) noch dass nur Erlasse in ihrer geltenden Fassung in die SGF aufgenommen werden dürfen. Der neue Absatz 1a schafft hier Abhilfe.

Artikel 17a Erlasse, die dem Referendum unterstehen

Vgl. die Erläuterungen unter «3.2 Aufgetretene Probleme und Lösungsvorschläge».

Artikel 19 Abs. 2 a Promulgierung und Inkrafttreten interkantonalen Vereinbarungen

Im Gegensatz zu gewöhnlichen Erlassen werden interkantonale Vereinbarungen nicht direkt von der zuständigen kantonalen Behörde verabschiedet: Diese (in der Regel der Grosse Rat, manchmal aber auch der Staatsrat) verabschiedet einen Erlass, in dem sie beschliesst, dass der Kanton der Vereinbarung beitrifft.

Es sind also zwei Arten des Inkrafttretens zu unterscheiden:

- > dasjenige des Erlasses, mit dem die zuständige Behörde den Beitritt des Kantons Freiburg zu einer Vereinbarung erklärt;
- > dasjenige des Inkrafttretens der eigentlichen Vereinbarung für den Kanton Freiburg.

Diese beiden Daten müssen nicht unbedingt zusammenfallen. Es ist nicht ungewöhnlich, dass eine Mindestanzahl von Kantonen der Vereinbarung beitreten muss, bevor sie in Kraft treten kann. So kann zwischen dem Inkrafttreten des Beitrittserlasses (der bewirkt, dass der Staatsrat ermächtigt – und verpflichtet – wird, den Beitritt des Kantons zur betreffenden Vereinbarung zu erklären) und dem Inkrafttreten der eigentlichen Vereinbarung eine gewisse Zeit vergehen. Die Interkantonale Vereinbarung über das öffentliche Beschaffungswesen und die Interkantonale Universitätsvereinbarung sind gute Beispiele dafür.

Diese Situation führt oft zu Verwirrung. Der Entwurf bringt eine Klärung: Wenn das tatsächliche Datum des Inkrafttretens einer Vereinbarung nicht eindeutig aus ihrem Wortlaut oder dem Wortlaut des Beitrittserlasses hervorgeht, wird vom Staatsrat eine Klarstellung verlangt.

Artikel 23a Inkrafttreten von Berichtigungen

Der 5. Abschnitt des VEG, in dem unter anderem die Berichtigung von Erlassen behandelt wird, enthält keinen Hinweis auf das Inkrafttreten dieser Berichtigungen. Es wird beantragt, dies mit dieser Bestimmung zu ändern. Berichtigungen treten in der Regel gleichzeitig mit dem berichtigten Erlass in Kraft, also mit einer «Pseudo-Rückwirkung». Dies liegt an der eigentlichen Natur der Berichtigungen, mit denen der Erlass nicht geändert, sondern ein Fehler in der Abschrift oder Darstellung korrigiert werden soll. Diese Korrektur hat in der Regel keine Auswirkungen auf die Rechtslage.

In bestimmten Fällen muss das Inkrafttreten der Berichtigung jedoch verzögert werden:

- > Wenn die Berichtigung die Rechtslage der Adressatinnen und Adressaten dennoch verschlechtern könnte, ist es Sache der Urheberin oder des Urhebers der Berichtigung, das Inkrafttreten auf den Tag der Veröffentlichung zu verschieben (siehe Abs. 2).
- > Ausserdem können technische oder praktische Gründe die Veröffentlichung von Angaben, die den «rückwirkenden» Charakter des Inkrafttretens der Berichtigung deutlich machen sollen, in der BDLF verhindern, insbesondere wenn der Fehler zu spät entdeckt wird. In solchen Fällen tritt die Berichtigung am Tag ihrer Veröffentlichung in Kraft (Abs. 1 in fine).

Artikel 25 Abs. 1 Ungültige Erlasse

Wenn das Bundesgericht (BGer) auf eine Beschwerde hin bestimmte Bestimmungen eines Erlasses für ungültig erklärt, hat dies zur Folge, dass diese Bestimmungen hinfällig werden: Sie müssen so behandelt werden, als ob sie nie erlassen worden wären, d. h. aus der SGF entfernt werden. Die Erlassbehörde kann dann bestimmen, inwieweit die aufgehobenen Bestimmungen ersetzt werden müssen, was über die Verabschiedung eines Änderungserlasses geschieht.

Es gibt jedoch Fälle, in denen das BGer eine gesetzliche Bestimmung nur teilweise aufhebt. Diese Teilaufhebung kann dazu führen, dass die betreffende Bestimmung ganz oder teilweise ihres Sinns beraubt wird.

In einem solchen Fall muss die Behörde, die den teilweise für nichtig erklärten Erlass verabschiedet hat, Abhilfe schaffen, indem sie neue Bestimmungen erlässt. Die teilweise für nichtig erklärte Bestimmung kann jedoch nicht einfach aus der SGF entfernt werden. Es muss daher die Möglichkeit vorgesehen werden, in einer Anmerkung anzugeben, welcher Teil der Bestimmung für nichtig erklärt wurde, bis die Erlassbehörde eine neue Bestimmung oder neue Bestimmungen erlassen hat.

Artikel 26 Abs. 1 *Veröffentlichung (von Anstalten erlassene Regeln)*

Bestimmte Reglemente, die von den Anstalten in Ausübung der ihnen delegierten Aufgaben erlassen werden, sollten einer unbestimmten Anzahl von Personen zugänglich sein, oder sogar Personen, die sich auf sie berufen oder sie zur Kenntnis nehmen können sollten, obwohl sie nicht mehr oder noch nicht die Adressaten sind (z. B. Bewerberinnen und Bewerber für eine Schule, zukünftige Patientinnen und Patienten eines Spitals usw.). Der neue Wortlaut von Artikel 26 Abs. 1 soll dazu führen, dass die betroffenen Anstalten und anderen Organe diese Reglemente systematisch auf ihren Websites veröffentlichen.

5.2 Gesetz vom 14.12.2017 über das freiburgische Bürgerrecht

Artikel 21 Abs. 1 *Ordentliches Verfahren – Veröffentlichung des Dekrets*

Diese Bestimmung sieht vor, dass die Einbürgerungsdekrete im ABl in gedruckter Form veröffentlicht werden. Wie wir oben gesehen haben, wird der Inhalt des ABl in gedruckter Form von seiner elektronischen Form kommen. Die Einbürgerungsdekrete können im ABl nicht in elektronischer Form veröffentlicht werden, da sie besonders schützenswerte Personendaten enthalten.

Zumindest kann nicht davon ausgegangen werden, dass die Veröffentlichung der Einbürgerungsdekrete mit den Namen der eingebürgerten Personen im Internet ein ausreichendes öffentliches Interesse darstellt, das Vorrang vor dem Interesse der eingebürgerten Personen am Schutz ihrer Privatsphäre hat. Daher wird beantragt, dass die Veröffentlichung der Einbürgerungsdekrete im ABl beibehalten wird, jedoch ohne die Liste der eingebürgerten Personen.

Artikel 22 Abs. 2 *Vereinfachtes Verfahren für ausländische Personen der zweiten Generation*

In diesem Absatz wird vorgesehen, dass der Entscheid über die Einbürgerung der ausländischen Personen der zweiten Generation am Ende eines vereinfachten ordentlichen Verfahrens, das sich vom ordentlichen Verfahren nur dadurch unterscheidet, dass die Einbürgerungskommission auf die Anhörung der Bewerberinnen und Bewerber verzichten kann, veröffentlicht wird. Mit der Aufhebung dieses Absatzes wird der Einbürgerungsentscheid des Grossen Rates (der die Form eines Dekrets annimmt) nach den Vorschriften gemäss Artikel 21 Abs. 1 veröffentlicht.

Artikel 23 Abs. 1 Bst. e *Vereinfachtes Verfahren für Schweizerinnen und Schweizer*

In diesem Absatz wird vorgesehen, dass der Entscheid über die Verleihung des freiburgischen Bürgerrechts an Schweizerinnen und Schweizer veröffentlicht wird. Für diesen Entscheid ist der Staatsrat zuständig. Aus Gründen der Kohärenz mit der Änderung von Artikel 21 Abs. 1 und der Aufhebung von Artikel 22 Abs. 2 (die zur Folge haben, dass der veröffentlichte Einbürgerungsentscheid die Namen der eingebürgerten Personen nicht mehr enthalten wird) wird beantragt, dass auf die Veröffentlichung der Einbürgerungsentscheide des Staatsrats verzichtet wird.

5.3 Gesetz vom 6.4.2011 über die Ausübung der politischen Rechte

Artikel 136h Abs. 1 *Promulgierung*

In der derzeitigen Fassung sieht diese Bestimmung vor, dass alle vom Grossen Rat verabschiedeten Erlasse promulgiert werden müssen, bevor sie in Kraft treten, unabhängig davon, ob sie dem Referendum unterliegen oder nicht. Die Promulgierung im Sinne von Artikel 136h PRG besteht darin, festzustellen, dass dem Inkrafttreten des fraglichen Erlasses unter dem Gesichtspunkt der Ausübung der Volksrechte «nichts» oder «nichts mehr» entgegensteht.

Die Volksrechte gegen Erlasse des Grossen Rates können nicht ausgeübt werden, wenn die Verfassung diese dem nicht fakultativen oder obligatorischen Referendum unterstellt. Das trifft auf sogenannte einfache Dekrete, d. h. Dekrete, die keine Ausgaben, die dem Referendum unterliegen, nach sich ziehen, zu.

Daraus folgt, dass die Promulgierung dieser Erlasse, die nicht der Ausübung der Volksrechte unterstehen, unnötig ist und eine ebenso unnötige Arbeitsbelastung schafft. Daher wird vorgeschlagen, den Ausdruck «nichts» in Artikel 136h Abs. 1 PRG zu streichen und darauf hinzuweisen, dass nur Erlasse, die einem (fakultativen oder obligatorischen) Referendum unterliegen, allenfalls promulgiert werden müssen, bevor sie in Kraft treten (ein Erlass, der in der Volksabstimmung abgelehnt worden ist, kann weder promulgiert werden noch in Kraft treten).

5.4 Gesetz vom 11.9.2009 über die interkantonalen Verträge

Artikel 13 Abs. 5

In ihrer jetzigen Form sieht diese Bestimmung aus vorwiegend technischen Gründen vor, dass die interkantonalen Vereinbarungen im Anhang des Beitrittserlasses veröffentlicht werden. Es ist nicht auszuschliessen, dass es in einer mehr oder weniger nahen Zukunft möglich oder sogar notwendig sein wird, diese Vereinbarungen wie die anderen in der BDLF enthaltenen Erlasse und nicht nur als Anhang zum Beitrittserlass «selbständig» zu veröffentlichen. Der neue Wortlaut dieses Absatzes nimmt diese Möglichkeit vorweg, erlaubt aber weiterhin die Veröffentlichung der Vereinbarungen in Form eines Anhangs zum Beitrittserlass. Diese Veröffentlichung könnte zudem gemeinsam mit anderen Kantonen gemäss Artikel 3a VEG an einen Dritten delegiert werden.

6 Finanzielle und personelle Auswirkungen

Derzeit erzielt das ABI Einnahmen aus Abonnements, dem Einzelverkauf der gedruckten Version und, zum grössten Teil, von Anzeigenkunden und veröffentlichenden Organen. Diese Einnahmen stehen dem Verleger zu, der dem Staat jedoch eine Rückvergütung in der Höhe von 6 % des Umsatzes (d. h. ca. 110 000 Franken in den Jahren 2021 und 2022) zahlt.

Es ist schwierig, die Auswirkungen des kostenlosen ABI im Internet auf den Betrag, der dem Staat zurückerstattet wird, abzuschätzen. Zwar wird die kostenlose Bereitstellung des ABI im Internet den Einnahmen aus den damit verbundenen Abonnements ein Ende bereiten und möglicherweise zu einem Rückgang der Nachfrage nach der gedruckten Version führen. Man darf jedoch hoffen, dass die Werbeeinnahmen aufgrund der grösseren Verbreitung des ABI im Internet, welche die Folge der Unentgeltlichkeit und des freien Zugangs ist, zunehmen werden.

Ein möglicher Rückgang der Einnahmen wird nicht mit neuen Ausgaben für den Staat einhergehen.

Die neuen Werkzeuge, die eingeführt werden, um namentlich die Öffentlichkeit über die Ausübung der Volksrechte zu informieren, verursachen bescheidene Kosten. Die auf fünf Jahre berechneten Gesamtkosten des Projekts belaufen sich auf höchstens rund 21 000 Franken.

Mit der vorgeschlagenen Lösung kann ausserdem die Arbeit der Organe, die für die Veröffentlichung der Erlasse zuständig sind, optimiert und rationalisiert werden (Entkoppelung ASF-ABI).

Die Unentgeltlichkeit und der freie Zugang zum ABI in elektronischer Form hat keine personellen Konsequenzen. Denn die veröffentlichenden Organe führen ihre Veröffentlichung bereits selber in der Anwendung des ABI durch, die nur angepasst wird. Die Zeit, die bei der Veröffentlichung aufgewendet werden muss, um festzulegen, wann sie zurückgezogen werden soll, wird dadurch kompensiert, dass der Inhalt des ABI online und der gedruckten Version identisch sind und andererseits die eintönige Layoutarbeit vermieden wird.

7 Vereinbarkeit mit dem übergeordneten Recht

Im Vorentwurf ergeben sich bei der Vereinbarkeit mit übergeordnetem Recht keine Probleme. Insbesondere wird der Zugang zu Informationen, die für die Ausübung der Volksrechte notwendig sind, gewährleistet und sogar verbessert. Zudem hat das Bundesgericht in einem Entscheid aus dem Jahr 2013 in einem Aargauer Fall die Zulässigkeit der Veröffentlichung von Informationen über Erlasse, die dem Referendum unterstehen, in einem ausschliesslich elektronischen Format bestätigt (BGE 140 I 58, Erw. 4.2.2).

Die Änderungen im Zusammenhang mit der Unentgeltlichkeit und dem freien Zugang zum ABl stehen im Einklang mit übergeordnetem Recht, insbesondere mit der Datenschutzgesetzgebung und den Anforderungen der Rechtsprechung zur Barrierefreiheit und zu den Wirkungen einer amtlichen Veröffentlichung.

8 Folgen für die nachhaltige Entwicklung

Eine Bewertung nach «Kompass 21», die von der Arbeitsgruppe, die für diesen Entwurf zuständig ist, durchgeführt wurde, hat keine nennenswerten Folgen für die nachhaltige Entwicklung aufgezeigt. Wenn schon, dürften sie insgesamt positiv sein: Der kostenlose Zugang zum ABl online wird wahrscheinlich zu einem Rückgang der Nachfrage nach der gedruckten Version führen, was sich positiv auf die Umwelt auswirken dürfte (Energieeinsparungen bei der Papierherstellung, beim Druck und beim Transport für den Vertrieb).

Gesetz zur Änderung des Gesetzes über die Veröffentlichung der Erlasse (Amtsblatt)

vom ...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: 114.1.1 | 115.1 | 121.3 | **124.1**
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats 2023-CE-30 vom 22. August 2023;

auf Antrag dieser Behörde

beschliesst:

I.

Der Erlass SGF [124.1](#) (Gesetz über die Veröffentlichung der Erlasse (VEG), vom 16.10.2001) wird wie folgt geändert:

Erlasstitel (geändert)

Gesetz über die Veröffentlichung der Erlasse und des Amtsblatts (VEG)

Ingress (geändert) [FR: unverändert]

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 3. Juli 2001;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1 Abs. 1 (geändert)

¹ Dieses Gesetz regelt:

- a) *(neu)* die Veröffentlichung der rechtsetzenden Erlasse, deren Verabschiedung oder Genehmigung in die Zuständigkeit der kantonalen Behörden fällt;
- b) *(neu)* allgemeine Fragen im Zusammenhang mit der Veröffentlichung des Amtsblatts.

Art. 3 Abs. 3 *(geändert)*

³ Die Liste der in der Amtlichen Sammlung erschienenen Erlasse und die zusätzlichen Informationen gemäss Artikel 6 Abs. 2 werden mit Hilfe der Informations- und Kommunikationstechnologien in geeigneter Weise in der Öffentlichkeit verbreitet.

Art. 9 Abs. 2 *(geändert)*

Inhalt und Veröffentlichung *(Artikelüberschrift geändert)*

² Das ABl ist zweisprachig und erscheint wöchentlich. Es wird in elektronischer Form veröffentlicht und kann ausserdem in gedruckter Form veröffentlicht werden.

Art. 9a *(neu)*

Wirkungen der Veröffentlichung und öffentlicher Glaube

¹ Der Inhalt des ABl gilt ab seinem Erscheinen als bekannt.

² Weicht der Inhalt des ABl in gedruckter Form von demjenigen der elektronischen Form ab, so ist letztere massgebend.

³ Das für amtliche Veröffentlichungen zuständige Organ sorgt für:

- a) die Unversehrtheit, die Authentizität und die Verfügbarkeit des ABl;
- b) die Aufbewahrung aller Veröffentlichungen im ABl bis zu ihrer Abgabe an das historische Archiv.

Art. 9b *(neu)*

Kosten für die Veröffentlichung

¹ Das Organ, das eine Veröffentlichung im ABl veranlasst, trägt grundsätzlich die Kosten dafür; Vorschriften, die sich aus der Sondergesetzgebung ergeben, bleiben vorbehalten. Der Staatsrat regelt die Einzelheiten und kann Ausnahmen vorsehen.

Art. 9c (neu)

Schutz der Personendaten

¹ Die Veröffentlichungen im ABl dürfen Personendaten und besonders schützenswerte Personendaten enthalten, wenn das für den Zweck der Veröffentlichung nötig ist. Gemäss der Gesetzgebung über den Datenschutz dürfen sie nicht mehr Informationen enthalten und nicht länger im Internet zugänglich sein, als es ihr Zweck erfordert.

² Die Behörde, die eine Veröffentlichung im ABl veranlasst, ist verantwortlich für die Bearbeitung der darin enthaltenen Personendaten, sorgt dafür, dass Absatz 1 eingehalten wird, und behandelt die Gesuche der betroffenen Personen, welche die Rechte, die ihnen in der Datenschutzgesetzgebung gewährt werden, geltend machen.

³ Das für die amtlichen Veröffentlichungen zuständige Organ trifft die erforderlichen Massnahmen, um die Indexierung der Veröffentlichungen durch externe Suchmaschinen zu begrenzen, soweit dies nach dem Stand der Technik möglich ist.

⁴ Der Staatsrat legt, soweit nötig, die weiteren Massnahmen fest, die erforderlich sind, um die Personendaten, die im ABl im Internet veröffentlicht werden, zu schützen.

Art. 10 Abs. 1 (geändert)

¹ Der Internetzugang zur Datenbank und zum ABl ist kostenlos.

Art. 11 Abs. 1 (geändert), **Abs. 2** (aufgehoben)

¹ Der Staatsrat setzt den Verkaufspreis der gedruckten Form der einzelnen amtlichen Publikationsorgane fest und bestimmt, in welchen Fällen sie kostenlos oder zu einem ermässigten Preis abgegeben werden.

² *Aufgehoben*

Art. 12 Abs. 1 (geändert), **Abs. 1a** (neu)

¹ Die Erlasse werden nach ihrer Verabschiedung so bald wie möglich in der Amtlichen Sammlung veröffentlicht.

^{1a} In der Systematischen Sammlung wird die konsolidierte Fassung veröffentlicht, sobald die betreffenden Erlasse oder Bestimmungen in Kraft getreten sind; vor der Veröffentlichung in der Amtlichen Sammlung dürfen sie jedoch nicht in die Systematische Sammlung aufgenommen werden.

Art. 17a (neu)

Dem Referendum unterstehende Erlasse

¹ Die Informationen über die Unterstellung der Erlasse unter das Referendum werden zentral in der BDLF hervorgehoben.

Art. 19 Abs. 2a (neu)

^{2a} Er legt das Datum des Inkrafttretens interkantonalen Vereinbarungen fest oder präzisiert es, wenn es sich nicht ausdrücklich aus der Vereinbarung selbst oder aus dem Beitrittserlass ergibt.

Art. 23a (neu)

Inkrafttreten der Berichtigungen

¹ Berichtigungen treten am Tag des Inkrafttretens des berichtigten Erlasses oder, wenn praktische oder technische Gründe dagegen sprechen, am Tag ihrer Veröffentlichung in Kraft.

² Vorbehalten bleiben jedoch Fälle, in denen die Erlassbehörde das Datum des Inkrafttretens der Berichtigung selbst festlegt.

Art. 24 Abs. 1 (geändert) [FR: (unverändert)]

¹ Bei einer Änderung der Bezeichnung einer Behörde, einer Verwaltungseinheit oder eines Erlasses sowie in ähnlichen Fällen können die Vollzugsorgane für die amtlichen Publikationen selbst eine terminologische Anpassung der systematischen Publikationen vornehmen.

Art. 25 Abs. 1 (geändert)

¹ Hebt das Bundesgericht oder eine andere zuständige Behörde einen Erlass ganz oder teilweise auf, so nimmt der Staatsrat dies zur Kenntnis und lässt in der Amtlichen Sammlung einen Hinweis darauf veröffentlichen. Die für nichtig erklärten Bestimmungen werden aus der Systematischen Gesetzessammlung entfernt oder mit einem Vermerk versehen, in dem auf ihre Aufhebung hingewiesen wird.

Art. 26 Abs. 1 (geändert), **Abs. 2** (geändert) [FR: (unverändert)]

¹ Anstalten und andere Organisationen, die Erlasse normativer Natur erlassen, um die Erfüllung von Aufgaben des kantonalen öffentlichen Rechts sicherzustellen, geben diese Erlasse den betroffenen Personen in geeigneter Weise bekannt und veröffentlichen sie im Internet, wenn sie von hinreichendem öffentlichem Interesse sind.

² Solche Erlasse können bei hinreichendem allgemeinem Interesse in der Amtlichen Sammlung veröffentlicht werden, gegebenenfalls in Form einer beschränkten Veröffentlichung (Art. 13f.).

II.

1.

Der Erlass SGF [114.1.1](#) (Gesetz über das freiburgische Bürgerrecht (BRG), vom 14.12.2017) wird wie folgt geändert:

Art. 21 Abs. 1 (*geändert*)

¹ Das Einbürgerungsdekret des Grossen Rates wird in vereinfachter Form und ohne die Liste der betroffenen Personen im Amtsblatt veröffentlicht.

Art. 22 Abs. 2 (*aufgehoben*)

² *Aufgehoben*

Art. 23 Abs. 1

¹ Bei Schweizerinnen und Schweizern wird das ordentliche Verfahren angewendet. Die folgenden Bestimmungen bleiben vorbehalten:

e) *Aufgehoben*

2.

Der Erlass SGF [115.1](#) (Gesetz über die Ausübung der politischen Rechte (PRG), vom 06.04.2001) wird wie folgt geändert:

Art. 136h Abs. 1 (*geändert*)

¹ Steht dem Inkrafttreten eines Erlasses, der dem Referendum untersteht, unter dem Gesichtspunkt der Ausübung der Volksrechte nichts mehr entgegen, so veröffentlicht die Staatskanzlei diese Angabe unverzüglich in der Amtlichen Sammlung.

3.

Der Erlass SGF [121.3](#) (Gesetz über die interkantonalen Verträge (VertragsG), vom 11.09.2009) wird wie folgt geändert:

Art. 13 Abs. 5 (*geändert*)

⁵ Der Erlass zur Genehmigung des Beitritts und der Text des Vertrags oder der Erlass zur Kündigung werden gemäss der Gesetzgebung über die Veröffentlichung der Erlasse veröffentlicht.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Der Staatsrat legt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.

Annexe

GRAND CONSEIL

2023-CE-30

Projet de loi modifiant la loi sur la publication des actes législatifs (gratuité de la Feuille officielle et simplification des processus administratifs) (LPALFO)

Propositions de la commission ordinaire CAH-2023-012

Présidence : Julien Vuilleumier

Membres : Eliane Aebischer, Eric Barras, Catherine Beaud, Sébastien Dorthe, Jacques Dumas, Andreas Freiburghaus, Anne Meyer Loetscher, Julia Senti, Sophie Tritten, Peter Wüthrich

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de loi.

Vote final

Par 10 voix contre 0 et 0 abstention (1 membre est excusé), la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de loi selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Le 15 septembre 2023

Anhang

GROSSER RAT

2023-CE-30

Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes über die Veröffentlichung der Erlasse (kostenloses Amtsblatt und Vereinfachung der Geschäftsprozesse) (VEGABI)

Antrag der ordentlichen Kommission AHK-2023-012

Präsidium: Julien Vuilleumier

Mitglieder: Eliane Aebischer, Eric Barras, Catherine Beaud, Sébastien Dorthe, Jacques Dumas, Andreas Freiburghaus, Anne Meyer Loetscher, Julia Senti, Sophie Tritten, Peter Wüthrich

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Gesetzesentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 10 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen (1 Mitglied ist entschuldigt) beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Den 15. September 2023



Message 2023-CE-149

26 juin 2023

—
accompagnant le projet de loi sur la protection des données (révision totale)

Table des matières

En bref	3
1 Généralités	4
1.1 Contexte et origine du projet	4
1.2 Déroulement des travaux	5
1.3 Grandes lignes du-projet	6
1.3.1 Contenu en général	6
1.3.2 Liens avec le droit de l'Union européenne et la Convention STE 108 modernisée	7
1.3.3 Droits des personnes concernées	8
1.3.4 Obligations des responsables du traitement	9
1.3.5 Autorité de surveillance en matière de protection des données	10
1.4 Changements apportés suite à la consultation de 2019	10
1.5 Conséquences du projet	11
1.6 Conformité au droit supérieur et développement durable	12
2 Commentaire des dispositions	13
2.1 Section 1, Dispositions générales	13
2.2 Section 2, Principes régissant le traitement de données personnelles	16
2.2.1 Section 2.1 : Conditions générales de licéité du traitement	16
2.2.2 Section 2.2 : Conditions supplémentaires applicables à certaines formes de traitement	18
2.2.3 Section 2.3 : Traitement de données à des fins ne se rapportant pas à la personne	25
2.3 Section 3, Droits de la personne concernée	25
2.4 Section 4, Mise en œuvre de la protection des données	27
2.5 Section 5, Surveillance	31
2.5.1 Section 5.1 : Autorité de surveillance en matière de protection des données	31
2.5.2 Section 5.2 : Pouvoir de contrôle et d'intervention de l'Autorité de surveillance	34

2.6	Section 6, Dispositions transitoires	35
2.7	Modification d'autres lois	36
2.7.1	Adaptation de la LStat	36
2.7.2	Adaptation de la LOCEA	36
2.7.3	Adaptation de la LJ	36
2.7.4	Adaptation de la LCo	37
2.7.5	Adaptation du CPJA	37
2.7.6	Adaptation de la LVid	38
2.7.7	Adaptation de la LInf	38
2.7.8	Adaptation de la LMéd	38
2.7.9	Adaptation de la LCyb	38
2.7.10	Adaptation de la LS	39
2.7.11	Adaptation de la LESS	39
2.7.12	Adaptation de la LFE	39
2.7.13	Adaptation de la LSan	42
3	Liste des principales abréviations	42
3.1	Actes législatifs	42
3.2	Autres abréviations	44

En bref

1. La loi actuelle sur la protection des données (LPrD) date du 25 novembre 1994. A cette époque, le *World Wide Web* venait d'éclorre, *Google*, *Facebook*, *Twitter* et consorts n'existaient pas, les collectivités publiques du canton ne disposaient pas encore d'une messagerie électronique instantanée et aucun guichet virtuel permettant d'accomplir des démarches administratives en ligne 24 h/24, 7 j/7 n'était à disposition du public.
2. Avec le recul, on peut dire que la LPrD a permis d'atteindre un niveau de protection appréciable dans les domaines où les défis étaient déjà connus au moment de son entrée en vigueur et qu'elle a montré une étonnante capacité d'adaptation face aux changements rapides auxquels elle a été confrontée. Mais, à l'instar des autres lois sur la protection des données ayant été adoptées au début des années 1990, les dispositions qu'elle contient sont aujourd'hui en partie dépassées par les développements techniques et sociétaux survenus au cours des 30 dernières années. C'est pourquoi elles nécessitent d'être modernisées et complétées.
3. Cette volonté de modernisation n'est pas propre au canton de Fribourg. Elle s'inscrit dans un mouvement général en Europe et en Suisse tendant, d'une part, à renforcer les droits et les libertés des personnes concernées face aux traitements toujours plus nombreux et complexes de leurs données personnelles et, d'autre part, à améliorer la sécurité des infrastructures, des processus et de l'organisation qui soutiennent ces traitements. La nouvelle loi fédérale sur la protection des données a été adoptée le 25 septembre 2020 et entre en vigueur le 1^{er} septembre 2023. Du côté des cantons, la moitié a d'ores et déjà procédé à la révision de leur propre loi et l'autre moitié est en train de le faire.
4. Le projet proposé vise à mettre en conformité le droit cantonal fribourgeois avec les nouveaux standards en matière de protection des données. Il est fortement inspiré par la nouvelle loi fédérale sur la protection des données, laquelle a elle-même pour objectif de rendre le droit fédéral compatible avec la Convention STE 108+ du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel et avec les nouvelles exigences du droit de l'Union européenne en matière de protection des données.
5. Quand bien même la nouvelle loi fédérale sur la protection des données a exercé une influence importante sur la réalisation du présent projet, celui-ci n'en constitue pas pour autant une simple copie. Il tient compte notamment de particularités propres au canton de Fribourg et aussi des expériences menées par le canton en matière de digitalisation. On peut citer à titre d'exemple les éléments suivants :
 - > les règles introduites en 2020 par la loi adaptant la législation cantonale à certains aspects de la digitalisation au sujet de l'externalisation du traitement de données ont fait leur preuve et ont été reprises quasiment à l'identique dans le projet ;
 - > pour respecter la composition bipartite de l'Autorité cantonale de la transparence, de la protection des données et de la médiation, les nouveaux pouvoirs qui sont accordés à l'Autorité ne sont pas concentrés dans les seules mains du ou de la préposé-e mais ont été répartis entre celui-ci/celle-ci et la Commission cantonale de la transparence, de la protection des données et de la médiation ;
 - > contrairement à la nouvelle loi fédérale sur la protection des données, le projet ne prévoit pas de supprimer la protection des données des personnes morales pour des raisons à la fois juridiques et de praticabilité.
6. Néanmoins, il faut préciser que le projet s'inscrit dans un cadre relativement strict qui ne laisse pas beaucoup de marge de manœuvre. En plus d'offrir une meilleure protection, les nouveaux droits en faveur des personnes dont les données sont traitées et les nouvelles obligations auxquelles seront désormais astreints les responsables du traitement visent de manière générale à aligner la législation fribourgeoise en matière de protection des données sur les nouveaux standards applicables dans ce domaine à l'ère de la digitalisation. La mise en œuvre de ces

standards est aussi une condition nécessaire de la réussite et du succès du passage à la cyberadministration dans la mesure où il ne peut y avoir de digitalisation sans confiance numérique.

1 Généralités

1.1 Contexte et origine du projet

1.1.1. En matière de protection des données, plusieurs générations de législations se sont succédé afin d'encadrer les nouvelles pratiques et définir les garde-fous nécessaires aux traitements de données personnelles face aux développements constants des outils numériques :

- a) La première génération de ces législations s'étend des années 1980 à 2000. Inspirée principalement par l'ancienne Convention STE 108 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (Convention STE 108 ; RSF 0.235.1), elle est caractérisée par une approche fondée sur des grands principes (licéité, proportionnalité, finalité, bonne foi, exactitude *etc.*) qui doivent servir à encadrer des pratiques et des risques encore mal connus. Dans l'Union européenne, le premier texte de référence en la matière est l'ancienne Directive 95/46/CE sur la protection des données promulguée en 1995. En Suisse, la Confédération adopte en 1992 la loi fédérale sur la protection des données (LPD ; RS 235.1). Certains cantons l'avaient précédée à l'image du canton de Berne dont la loi sur la protection des données (LCPD ; RSB 152.04) remonte à 1986 ; les autres lui emboîtent le pas dans les années qui suivent, à l'instar du canton de Fribourg dont la LPrD date de 1994.
- b) La deuxième génération se développe peu à peu à partir des années 2000 et s'étend sur une période d'environ quinze ans durant lesquelles le numérique va connaître un essor sans précédent. Le droit de la protection des données commence à se matérialiser sous l'effet conjugué des apports de la doctrine et des décisions de justice qui se succèdent. Les grands principes sont complétés par des règles plus précises. La Convention STE 108 évolue : un Protocole additionnel est adopté en 2001 qui impose de nouvelles obligations aux Etat membres, notamment celle de renforcer les pouvoirs de leurs autorités de protection des données. Durant cette période, la Confédération adhère aux Accords de Schengen et de Dublin et s'engage dans ce contexte à respecter la Décision-cadre 2008/977/JAI. Elle procède également à deux révisions de la LPD : la première, qui date de 2007, avait pour but de moderniser le contenu de la loi sur quelques points ; la deuxième, qui remonte à 2010, visait à adapter le droit fédéral aux nouvelles exigences de la Convention STE 108, en particulier son Protocole additionnel, et à celles du droit de l'UE. A l'échelon cantonal, les changements apportés sont variables. Certains cantons, à l'instar de Fribourg, se limitent à reprendre le droit supérieur. Mais d'autres cantons vont plus loin et procèdent à des améliorations plus substantielles de leur législation.
- c) La troisième génération débute avec l'adoption en 2016 du Règlement général sur la protection des données de l'Union européenne (RGPD) et de la Directive sur la protection des données en matière de poursuite pénale ; cette première série de textes se poursuit en 2018 avec la promulgation de la nouvelle Convention STE 108 révisée (Convention STE 108+). Sans faire table rase des anciennes règles qui ont fait leur preuve, cette dernière génération aborde la question de la protection des données de manière plus large et dynamique que les précédentes en y intégrant la technique et l'organisation. On y trouve en particulier des indications sur la façon dont les systèmes d'information doivent être conçus avec l'introduction des principes de la protection des données dès la conception (*privacy-by-design*) et par défaut (*privacy-by-default*), ainsi que l'instauration de nouveaux droits en faveur des personnes concernées comme le droit à l'oubli et le droit à la portabilité des données. C'est dans ce contexte que la Confédération adopte le 25 septembre 2020 la nouvelle loi révisée sur la protection des données (FF 2020 7397) qui entre en vigueur le 1^{er} septembre 2023. Elle est suivie par l'ensemble des cantons qui procèdent à leur tour à la révision de leur propre loi sur la protection des données.

1.1.2. Adoptée en 1994, la loi fribourgeoise sur la protection des données (LPrD ; RSF 17.1) a connu à ce jour deux révisions d'une certaine importance :

La première, par la loi du 8 mai 2008 sur la protection des données (adaptation au droit international, en particulier aux accords Schengen/Dublin ; ROF 2008_053). A l'origine, le projet de révision comptait trois volets (Message du 4 mars 2008, in : BGC 2008 657) :

- > adaptation de la loi cantonale aux accords de Schengen/Dublin et au Protocole additionnel du 8 novembre 2001 à la Convention STE 108 ;
- > adaptations aux autres corrections apportées dans la loi fédérale sur la protection des données ;
- > prise en compte des expériences faites avec la LPrD depuis son entrée en vigueur.

Mais, au final, la révision s'est limitée au premier volet. Selon le Message d'alors du Conseil d'Etat, « il est [...] apparu qu'il ne serait pas possible de réaliser les trois volets de cette révision dans les délais impartis par la Confédération pour l'adaptation des lois cantonales aux accords Schengen/Dublin. Le mandat du groupe de travail a par conséquent été limité au premier volet, à savoir l'adaptation de la LPrD aux exigences du droit international. Les deux autres volets d'adaptations seront réalisés ultérieurement ».

La seconde, en 2020, dans le cadre de la loi du 18 décembre 2020 adaptant la législation cantonale à certains aspects de la digitalisation (ROF 2020_195). Même si cette seconde révision avait déjà pour objectif d'adapter le cadre légal à certaines pratiques nouvelles, elle était néanmoins concentrée sur la question spécifique du recours au *cloud computing*. Son objectif n'était pas de procéder à une révision de la LPrD pour la mettre en conformité avec les nouvelles exigences apparues dans ce domaine.

1.1.3. Autrement dit, la LPrD se situe aujourd'hui globalement à mi-chemin entre la première et la deuxième génération des législations sur la protection des données. C'est pourquoi l'exercice consistant à procéder à sa révision totale semble difficilement évitable à ce stade. Il doit servir à doter le canton de Fribourg d'un cadre juridique moderne qui non seulement offre aux citoyens et aux citoyennes une protection adaptée et cohérente en matière de protection des données, mais qui répond aussi aux exigences et aux standards du droit fédéral, du droit européen et de la Convention STE 108+ du Conseil de l'Europe (sur les aspects de droit international, voir § 1.3.2).

1.2 Dérroulement des travaux

1.2.1. A la fin de l'été 2017, le Conseil fédéral a adopté son projet de révision totale de la LPD. Dans la foulée, la Chancellerie d'Etat a demandé à l'Autorité cantonale de la transparence et de la protection des données (ATPrD ; aujourd'hui Autorité cantonale de la transparence, de la protection des données et de la médiation, ATPrDM) de constituer un groupe de travail afin de procéder à l'analyse des dispositions de la législation fribourgeoise sur la protection des données et de proposer les adaptations qui s'imposent à la lumière des modifications de la LPD proposées par le Conseil fédéral et des nouvelles normes de droit international qui ont un impact sur la Suisse dans ce domaine.

1.2.2. Le groupe de travail constitué par l'ancienne préposée à la protection des données comprenait des personnes représentant chacune des Directions, le pouvoir judiciaire, le Ministère public, la Police, le Service de l'informatique et des télécommunications (ci-après : SITel), les communes ainsi que le Service de législation (ci-après : SLeg). Il a remis un avant-projet d'acte qui a fait l'objet d'une consultation à la fin de l'année 2019.

1.2.3. Les retours de la consultation ont montré que, sur le fond, personne ne conteste la nécessité de réviser la LPrD dans sa globalité. Toutefois, plusieurs organes des collectivités publiques redoutent une surcharge de travail liée à la mise en œuvre de la nouvelle loi et réclament pour ce faire l'octroi de ressources supplémentaires. Certains ont relevé le caractère compliqué du projet et ont demandé que celui-ci soit simplifié, tandis que d'autres, à l'inverse, ont dénoncé l'usage de nombreux principes généraux formulés de manière vague et ont demandé plus de précisions sur ce qui était concrètement attendu. De nombreuses remarques ciblées ont été formées par rapport à des dispositions spécifiques.

1.2.4. Suite à la consultation, le projet a volontairement été mis en *stand-by* le temps de connaître le texte définitif de la loi fédérale. L'apparition de la pandémie de COVID-19 a prolongé ce statut dans la mesure où elle a exigé de nombreuses ressources juridiques pendant la période 2020-2021. Ce n'est qu'à la fin de l'année 2021 que le groupe de travail chargé de la révision de la LPrD a été reconstitué sous une forme plus restreinte réunissant des représentants et des représentantes des Directions (DFIN, DAEC et DSJS), de l'ATPrDM, du SITel et des communes. Le groupe de travail a par ailleurs été placé sous la responsabilité d'un membre du SLeg. Le nouveau groupe de travail a terminé ses travaux en septembre 2022.

1.2.5. Lors des travaux de mise au point du texte, le groupe de travail a le plus possible tenu compte des remarques ciblées émises lors de la consultation de 2019 et a tenté d'y donner suite lorsque c'était possible et opportun. En revanche, il n'a pu que constater, sans réelle possibilité d'action, que la mise en œuvre des nouveaux standards en matière de protection des données allait logiquement exiger des efforts mais aussi des ressources supplémentaires. Afin de répondre aux critiques sur le caractère compliqué de l'acte, le groupe de travail a procédé à plusieurs adaptations visant à retirer ce qui paraissait inutile et non indispensable et à simplifier certaines formulations. Il n'en résulte pas forcément un texte plus court, mais un texte plus lisible et facile à manipuler en dépit d'une matière qui, elle, reste forcément complexe.

1.2.6. En septembre 2022, l'ancienne préposé-e à la protection des données a quitté ses fonctions. L'ATPrDM a alors annoncé qu'elle désirait saisir cette occasion pour expérimenter un nouveau mode d'organisation réunissant auprès d'une seule et même personne les deux fonctions de préposé-e à la transparence et de préposé-e à la protection des données. A cette fin, le Conseil d'Etat a nommé la préposée à la transparence préposée à la protection des données *ad interim* et a octroyé un délai pour tester cette nouvelle configuration. La Chancellerie d'Etat en a profité pour organiser dans l'intervalle une nouvelle consultation interne sur le texte remanié. Cette deuxième consultation interne s'est déroulée du 25 octobre 2022 au 27 janvier 2023.

1.2.7. Les résultats de la deuxième consultation ont globalement révélé des résultats assez semblables à ceux de la première consultation de 2019. Même si les critiques contre le nouveau texte se sont globalement estompées, les organes de l'administration continuent de craindre une surcharge de travail et réclament de nouvelles ressources. Certaines remarques ciblées ont conduit à apporter d'ultimes précisions ou corrections soit dans le texte de l'acte, soit dans le Message qui l'accompagne.

1.2.8. Il convient encore de noter que l'ATPrDM a participé à toutes les phases du projet. Cette participation appréciée et constructive a permis au projet d'évoluer dans de bonnes conditions et d'apporter les meilleures solutions possibles là où c'était nécessaire. Le projet reçoit ainsi un écho favorable de la part de l'Autorité.

1.3 Grandes lignes du-projet

1.3.1 Contenu en général

1.3.1.1. Le contenu des dispositions proposées s'inspire en grande partie de la nouvelle loi fédérale, laquelle est elle-même fortement inspirée par la Convention STE 108+, le RGPD et la Directive (UE) 680/2016. Ces réglementations ont influencé le contenu du projet principalement à trois niveaux :

- a) Le projet reprend l'approche fondée sur les risques qui caractérise les nouvelles législations sur la protection des données. Selon cette approche, les obligations en matière de protection des données sont plus strictes pour les responsables de traitement dont les activités présentent un risque accru d'atteinte aux droits fondamentaux que pour ceux dont les activités sont moins risquées (cf. FF 2017 6565, p. 6593). Cela est notamment illustré à l'article 11 du projet.
- b) Le projet conserve aussi le caractère technologiquement neutre des règles proposées. Ceci ne l'empêche pas pour autant de réglementer certaines pratiques plus récentes qui sont étroitement liées à l'utilisation des nouvelles technologies comme c'est le cas, en particulier, de l'externalisation de certains types ou de certaines formes de traitements (art. 18 à 21 du projet). Le caractère technologiquement neutre de la réglementation est certes

important si on veut éviter qu'elle ne devienne rapidement dépassée par les progrès de la technologie, mais il ne doit pas amener non plus à ignorer cette dernière au risque que la loi n'atteigne pas ses objectifs.

- c) La terminologie employée dans le projet a finalement été modernisée afin d'être plus en phase avec les évolutions du droit de la protection des données et d'améliorer aussi la compatibilité de la loi avec les nouvelles pratiques et les derniers textes légaux de rang fédéral et international dans ce domaine. La notion statique de « fichier » est remplacée par l'expression plus dynamique d'« activité de traitement ». Les données dites sensibles incluent les « données génétiques » et les « données biométriques ». La notion de « profilage » a été spécialement introduite.

1.3.1.2. En comparaison avec le projet du Conseil fédéral, le projet compte cependant une différence importante qui mérite d'être soulignée. Il ne prévoit pas de supprimer la protection des données des personnes morales. Deux raisons expliquent principalement ce choix :

- a) Sous l'angle strictement juridique, l'article 12 al. 2 de la Constitution fribourgeoise prévoit que toute personne a le droit d'être protégée contre l'usage abusif des données qui la concernent. La norme est semblable à l'article 13 al. 2 de la Constitution fédérale. Or les auteurs en droit public reconnaissent à ce jour, semble-t-il de manière unanime, que le droit constitutionnel à la protection des données vaut tant pour les personnes physiques que pour les personnes morales¹. Cette position semble également partagée par le Tribunal fédéral dans plusieurs arrêts récents². De ce point de vue, il peut paraître problématique de se servir d'une révision de la loi pour restreindre le champ d'application d'une norme de rang constitutionnel.
- b) Sous l'angle pratique, le fait de supprimer la protection des données des personnes morales aurait pour conséquence, selon le Conseil fédéral, que les bases légales qui habilite aujourd'hui les organes publics à traiter des données personnelles deviendraient caduques s'agissant des données de personnes morales (Cf. FF 2017 6565, p. 6595 et 6603 s et 6633). Pour le Conseil fédéral, cette situation est problématique sous l'angle du principe de la légalité en vertu duquel toute activité de l'Etat doit être fondée sur la loi (Cf. FF 2017 6565, p. 6722 et 6733). Afin de permettre aux organes publics de continuer de traiter les données de personnes morales, il a jugé nécessaire de réintroduire toute une série de dispositions dans la LOGA qui reprennent, au bout du compte, sous une forme très proche le contenu des dispositions de la LPD mais pour les personnes morales (cf. les articles 57h^{bis}, 57i, 57j, 57k, 57l, 57r, 57s, 57t LOGA tels qu'introduits par la n-LPD). Il a procédé au même exercice avec la législation spéciale où les règles qui autorisent le traitement des données personnelles ont été doublées pour autoriser aussi le traitement des données de personnes morales (p. ex. : art. 9 LTrans ; art. 15b LSR ; art. 5, 14a, 15 et 19 LSF ; art. 17a LTN, tels qu'introduits par la n-LPD). Dans ce contexte, il semble que la suppression des données des personnes morales s'apparente, dans le domaine du droit public en tout cas, plus à un exercice de style qu'à un véritable changement de pratique. C'est pourquoi, elle n'a pas été reprise dans le projet fribourgeois. D'autres cantons, à l'instar des cantons de Genève ou de Zurich, ont fait la même analyse et ont renoncé à supprimer la protection des personnes morales dans leur propre loi sur la protection des données.

1.3.2 Liens avec le droit de l'Union européenne et la Convention STE 108 modernisée

1.3.2.1. Plusieurs textes de droit international ont influencé le présent projet à des degrés divers. Il s'agit du RGPD, de la Directive (UE) 2016/680 sur la protection des données dans le domaine de la police et de la justice et de la Convention STE 108+.

1.3.2.2. Parmi ces textes, seule la Directive (UE) 2016/680 présente à ce jour une portée obligatoire pour la Suisse, car elle constitue un développement de l'acquis de Schengen (FF 2017 6565, p. 6587 et 6613 ss). Son champ d'application est toutefois limité à certains domaines tels que la justice, la police ou l'asile. La Directive (UE)

¹ DUBEY Jacques, *Droits fondamentaux, vol. II*, Bâle 2018, n° 1766 ; BIAGGINI / GIOVANNI, *BV Kommentar*, Zurich, 2^e éd., 2017, ad art. 13, n° 12 ; SCHWEIZER Rainer J., in Ehrenzeller Bernhard *et alii* (édit.), *St.Galler Kommentar der Schweizerische Bundesverfassung*, 3^e éd., Zurich / Bâle / Genève 2014, ad art. 13, n° 73 ; MALINVERNI / HOTTELIER, HERTIG RANDALL / FLÜCKIGER, *Droit constitutionnel suisse, vol. II*, 4^e éd., Berne 2021, n° 408 ; MÜLLER / SCHEFER, *Grundrechte in der Schweiz*, 4^e éd., Berne 2008, p. 166 ; DIGGELMAN Oliver, in Waldmann Bernhard / Belser Eva Maria / Epiney Astrid (édit.), *Basler Kommentar Bundesverfassung*, Bâle 2015, ad art. 13, n° 33.

² ATF 144 II 77, consid. 5 ; ATF 144 II 91, consid. 4.4.

2016/680 n'étant pas directement applicable ni pour les Etats membres de l'Union européenne, ni pour la Suisse, elle doit être transposée en droit interne. Cela implique pour le canton de Fribourg d'adapter non seulement son droit de la protection des données mais aussi certaines autres lois cantonales qui entrent dans le champ d'application de la Directive.

1.3.2.3. Selon le Conseil fédéral, la Suisse n'est en revanche pas directement liée par le contenu du RGPD (cf. FF 2017 6565, p. 6587 et 6613 ss). Il n'empêche toutefois que celui-ci exerce une influence indirecte non-négligeable. Car l'échange sans condition de données entre des responsables du traitement européens et suisses est soumis à la condition que l'Union européenne rende une décision d'adéquation attestant que la législation suisse en matière de protection des données offre un niveau de protection équivalent à la législation européenne (cf. art. 45 RGPD). En l'absence d'une telle décision, chaque échange de données entre l'Europe et la Suisse serait conditionné à l'application de garanties supplémentaires qui devraient à chaque fois être négociées avec le responsable du traitement européen. Pour un pays comme le nôtre qui se trouve au cœur de l'Europe, cette situation serait très difficile tant pour le secteur public que pour les entreprises du secteur privé. Actuellement, la Suisse est au bénéfice d'une décision d'adéquation datant du 26 juillet 2000 (cf. FF 2017 6565, p. 6588). L'Union européenne procède en ce moment à une nouvelle évaluation du droit suisse afin de vérifier sa compatibilité avec le RGPD. Dans le cadre de cette évaluation, elle examine le droit fédéral mais aussi certains droits cantonaux de manière aléatoire. Il est donc essentiel que le canton de Fribourg, à l'instar des autres cantons suisses, adapte sa législation en matière de protection des données.

1.3.2.4. La Convention STE 108 du Conseil de l'Europe représente le premier texte de droit international en matière de protection des données. Conclue à Strasbourg le 28 janvier 1981, elle a été ratifiée par la Suisse le 2 octobre 1997, avec une entrée en vigueur le 1^{er} février 1998. En 2018, la Convention STE 108 a été entièrement modernisée dans le but de mieux répondre aux défis que représentent la globalisation, les évolutions technologiques et l'augmentation des flux transfrontières de données pour la protection de la sphère privée et les droits fondamentaux des personnes concernées. Même si elle est moins détaillée et moins dense que le RGPD et que la Directive (UE) 2016/680, la Convention STE 108+ a un contenu très semblable à ces deux textes. L'Assemblée fédérale a adopté le 19 juin 2020 l'arrêté fédéral autorisant le Conseil fédéral à ratifier la version révisée de la Convention STE 108 (FF 2020 5559). Le processus de ratification est cependant toujours en suspens. Jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau texte, la Convention STE 108 de 1981 reste applicable.

1.3.3 Droits des personnes concernées

1.3.3.1. La question des droits des personnes concernées est traitée à la section 3 du projet. L'un des buts de la révision est de renforcer le contrôle et la maîtrise des personnes concernées sur les informations qu'elles partagent avec les collectivités publiques. Le projet introduit dans ce but de nouveaux droits mieux adaptés aux évolutions des usages numériques et facilite les conditions et les modalités de leur exercice.

1.3.3.2. Les nouveaux droits introduits sont notamment les suivants :

- a) La possibilité pour toute personne de s'opposer préventivement à la communication de données déterminées la concernant à des tiers (droit de blocage ou d'opposition). A l'heure actuelle, pareil droit est prévu dans le canton de Fribourg uniquement en lien avec les données du contrôle des habitants (cf. art. 18 LCH). Or le droit d'opposition appartient aux droits de défense traditionnels en matière de protection des données sans égard au type de traitement en cause. C'est pourquoi il est introduit à l'article 31 du projet. Le droit d'opposition n'est toutefois pas absolu. Il ne peut pas être invoqué contre une communication de données qui est prévue par la loi et il peut être mis en échec lorsqu'il existe un intérêt public ou privé prépondérant à la communication des données visées.
- b) L'introduction d'un nouveau droit à la limitation du traitement qui permet à la personne concernée de geler temporairement certaines utilisations de certaines de ses données tout en permettant au responsable du traitement de continuer de les conserver (art. 33 al. 2 let. b). Le droit à la limitation du traitement constitue une alternative moins radicale au droit à la suppression et à la rectification des données. Il pourra être utilisé notamment dans le

cas où la personne concernée conteste l'exactitude de ses données, la façon dont elles sont traitées ou bien demande leur suppression, lorsque des vérifications sont nécessaires pour vérifier le bien-fondé d'une telle demande.

- c) Des moyens de défense spécifiques et adaptés sont introduits dans le CPJA concernant le traitement automatisé des données dans le cadre de procédures. Le premier cas envisagé à l'article 66a CPJA est celui où des algorithmes sont utilisés en soutien à la prise d'une décision soit pour établir des faits, soit pour appuyer un raisonnement en droit. L'autorité qui rend la décision devra expressément en faire mention dans celle-ci et la personne concernée pourra demander, le cas échéant, à connaître la logique et les critères des algorithmes utilisés. Le second cas envisagé est celui où une décision est prise exclusivement sur la base d'un traitement automatisé de données. Cette disposition qui figurait déjà dans l'avant-projet a néanmoins été déplacée à l'article 4a de l'annexe au CPJA sur le traitement électronique des données. Les raisons de ce changement sont expliquées dans le commentaire de l'article concerné.
- d) Par rapport à l'avant-projet, le projet introduit, en plus, le principe d'un droit à la portabilité des données mais sans en faire un droit subjectif (art. 32). En raison des conditions techniques particulières qui sont requises pour la mise en œuvre d'un tel droit, il reviendra à la législation spéciale de le prévoir ou directement aux responsables du traitement de le concrétiser dans les infrastructures et/ou les applications qu'ils gèrent.

1.3.3.3. Pour le reste, les changements apportés constituent des améliorations et des adaptations ponctuelles des normes existantes, visant à préciser le sens et à faciliter la mise en œuvre des droits existants, notamment le droit d'accéder à ses propres données et les différentes actions défensives dont dispose la personne concernée face à un traitement potentiellement illicite de ses données.

1.3.4 Obligations des responsables du traitement

1.3.4.1. Les obligations du responsable du traitement sont définies à la section 4 du projet. Il fixe les mesures d'organisation et de sécurité encadrant le traitement de données personnelles par les organes publics et les responsabilités y relatives.

1.3.4.2. De manière générale, chaque organe qui traite des données à quelque niveau que ce soit est responsable de leur protection (art. 36). Comme c'est le cas déjà actuellement, cette responsabilité est assurée et mise en œuvre de manière transparente et systématique. Sous réserve de quelques exceptions, tout traitement de données doit faire l'objet d'une annonce auprès du registre des activités de traitement (art. 38 et 39). Il est placé sous la responsabilité d'un ou plusieurs organes responsables qui sont tenus d'assurer la protection et la sécurité des données par des mesures concrètes et adaptées aux circonstances (art. 40). Des règles sont prévues pour régler le cas où un responsable du traitement sous-traite tout ou partie d'un traitement auprès d'une entité tierce (art. 37).

1.3.4.3. Par rapport à la situation actuelle, les responsables du traitement se voient imposer des nouvelles mesures à mettre en œuvre dans les différentes phases de traitement mais aussi en amont de celles-ci :

- a) Les notions de protection des données dès la conception (en anglais : « *privacy by design* ») et par défaut (en anglais : « *privacy by default* ») sont intégrées dans les dispositions en matière de sécurité (art. 40). La première signifie que des mesures techniques et organisationnelles adaptées doivent être discutées et mises en place dès les premières étapes de la conception d'un nouveau traitement de données afin de préserver le plus tôt possible les droits et les libertés des personnes concernées. La deuxième implique que les données personnelles doivent être traitées avec les moyens et selon les modalités qui, par défaut, assurent le niveau le plus élevé de protection.
- b) Avant de débiter un nouveau traitement de données qui est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et les libertés des personnes concernées, le responsable du traitement est tenu d'accomplir préalablement une analyse d'impact relative à la protection des données (art. 41). Le but de cette analyse d'impact est double : d'une part, aider les responsables du traitement à construire des traitements de données respectueux de la vie privée et, d'autre part, démontrer leur conformité à la loi sur la protection des données.

-
- c) En cas de violation de la sécurité des données, le responsable du traitement est tenu de prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation. En fonction de la situation et de la gravité de la violation, il peut être tenu d'informer le ou la préposé-e, voire, si cela est nécessaire, directement la ou les personnes concernées (art. 43 et 44).
- d) Chaque Direction sera tenue de nommer pour elle-même et ses unités administratives un correspondant ou une correspondante à la protection des données (art. 45). Cette personne aura pour fonction, d'une part, de sensibiliser le personnel aux questions et aux enjeux de protection des données au sein de la Direction et, d'autre part, de fournir des conseils et une assistance de première ligne dans ce domaine. A l'ère de la cyberadministration et du tout numérique, il est essentiel que les Directions acquièrent un savoir-faire et une certaine autonomie par rapport à cette thématique. Il en résultera aussi un allègement de la charge de travail de l'ATPrDM et une concentration plus marquée sur son rôle de contrôle et de surveillance.

1.3.5 Autorité de surveillance en matière de protection des données

1.3.5.1. Selon le droit actuel, l'Autorité de surveillance en matière de protection des données ne dispose pas de pouvoir décisionnel dans son domaine de compétence. Elle peut uniquement effectuer des enquêtes et rendre des recommandations à l'attention des organes publics ne respectant pas ou pas complètement leurs obligations en matière de protection des données en les invitant à remédier aux manquements constatés. La recommandation n'a cependant pas de caractère contraignant. Mais si l'organe public refuse d'y donner suite, il doit en informer l'Autorité qui a la possibilité de porter l'affaire en justice (cf. art. 22a LPrD dans sa version actuelle).

1.3.5.2. Le projet renforce la position de l'Autorité de surveillance. Il s'agit là d'une obligation contraignante qui résulte directement de l'article 47 par. 2 de la Directive (UE) 2016/680 et de l'article 15 § 2 let. a et d de la Convention STE 108+. A l'instar des autorités de surveillance de la Confédération et des autres cantons, l'ATPrDM doit disposer non seulement de pouvoirs d'investigation mais aussi de pouvoirs d'intervention lui permettant d'ordonner, le cas échéant, que des mesures soient prises en cas de non-respect des prescriptions en matière de protection des données.

1.3.5.3. Afin d'éviter toutefois de concentrer un trop gros pouvoir entre les mains d'une seule personne, le projet prévoit de répartir celui-ci entre le ou la préposé-e et la Commission de la transparence, de la protection des données et de la médiation. Le pouvoir de recommandation, tel qu'il existe aujourd'hui dans la loi, est ainsi attribué au ou à la préposé-e. S'il ou elle constate une violation de la protection des données, le ou la préposé-e pourra, comme c'est le cas déjà actuellement, adresser au responsable du traitement une recommandation (art. 57). Cette recommandation devra indiquer clairement les motifs pour lesquelles le traitement querellé n'est, du point de vue du ou de la préposé-e, pas conforme aux exigences en vigueur et quel type de mesures le responsable du traitement devrait prendre pour y remédier. Ce n'est que si le responsable du traitement refuse de donner suite à la recommandation que le ou la préposé-e pourra saisir la Commission afin que cette dernière prononce une décision contraignante (art. 58). Dans ce cas, le responsable du traitement dispose des droits de partie à la procédure. Il a le droit d'être entendu et il peut aussi recourir contre la décision qui lui est adressée (art. 59).

1.4 Changements apportés suite à la consultation de 2019

Par rapport au texte mis en consultation, le projet compte quelques modifications de fond. Il faut dire que la ligne tracée par le droit supérieur ne laisse pas aux cantons une marge de manœuvre particulièrement large. Les changements apportés correspondent ainsi à des corrections ponctuelles motivées le plus souvent par le souhait d'un alignement sur le droit fédéral.

Il existe néanmoins quelques changements qui méritent d'être mentionnés spécifiquement :

- a) Le principe de la collecte des données directement auprès de la personne concernée a été supprimé, car il ne correspond plus entièrement à la pratique actuelle (cf. commentaire des art. 12 et 13 LPrD).
- b) Une nouvelle exception au champ d'application de la loi a été introduite pour les procédures civiles, pénales et de juridiction administrative en cours. L'avant-projet proposait de renoncer à cette exception générale au profit de

deux exceptions ciblées prévoyant dans ce cas la prévalence des règles de procédure et l'incompétence de l'ATPrDM mais le Pouvoir judiciaire et le Tribunal cantonal n'étaient pas favorables à cette solution qu'ils estimaient peu lisible (cf. commentaire de l'article 3).

- c) Les règles sur les projets pilotes ont été entièrement repensées (cf. commentaire de l'art. 22 LPrD et commentaire relatif aux articles 35 à 35b LCyb).
- d) Le droit de la personne concernée de disposer du sort de ses données après sa mort a été supprimé, car difficilement applicable en pratique (cf. commentaire des art. 27 à 30 LPrD).
- e) Le projet fixe les bases concernant l'introduction d'un droit à la portabilité des données mais sans en faire directement un droit justiciable (cf. commentaire de l'art. 32 LPrD).
- f) Les règles concernant les décisions individuelles automatisées ont été déplacées de la LPrD au CPJA (cf. commentaire relatif aux adaptations du CPJA).
- g) L'obligation de désigner un correspondant ou une correspondante à la protection des données n'incombe plus à chaque responsable du traitement mais aux Directions (cf. commentaire de l'art. 45 LPrD).
- h) A la demande de l'ATPrDM, les fonctions de préposé-e à la transparence et de préposé-e à la protection des données ne sont plus séparées mais sont réunies auprès d'une seule et même personne qui occupera la fonction de préposé-e à la transparence et à la protection des données.
- i) A l'instar de la Confédération et des autres cantons et conformément aux règles de l'Union européenne, le ou la préposé-e à la transparence et à la protection des données n'est plus engagé-e pour une durée indéterminée mais est nommé-e pour une période de cinq ans, renouvelable (cf. commentaire de l'art. 51 LPrD). En outre, la répartition des tâches entre le ou la préposé-e et la Commission de la transparence, de la protection des données et de la médiation a été revue et clarifiée (commentaire des art. 48 ss).

1.5 Conséquences du projet

a) *Changements dans la pratique administrative*

1.5.1. Le renforcement des droits des personnes concernées et des obligations à charge des responsables de traitement aura inmanquablement un certain impact sur le mode de fonctionner des organes des collectivités publiques.

L'impact réel des changements apportés sur le comportement des personnes concernées comme des organes de l'administration est toutefois difficilement prévisible à ce stade. Si l'on en croit les premiers retours de l'entrée en vigueur dans l'Union européenne du RGPD et de la Directive (UE) 2016/680, un véritable bouleversement des pratiques administratives semble néanmoins peu probable.

1.5.2. Contrairement à ce qui s'est passé lors l'entrée en vigueur de la LPrD en 1995, les organes des collectivités publiques n'auront pas à revoir en profondeur leur mode de fonctionner pour se conformer aux nouvelles exigences de la protection des données. La plupart d'entre eux étant d'ores et déjà sensibilisés depuis longtemps aux questions de protection des données, les changements apportés ne constituent pour l'essentiel que des ajustements ponctuels venant compléter 30 ans d'acquis dans ce domaine. En outre, conformément à l'approche fondée sur les risques, ce sont surtout les responsables de traitement qui traitent régulièrement de grandes quantités de données qui seront le plus impactés. Or ces derniers ont, par la force des choses, acquis une expertise renforcée dans ce domaine depuis l'entrée en vigueur de la loi en 1995.

b) *Conséquences financières et en personnel*

1.5.3. Dans la mesure où le projet procède pour l'essentiel à une adaptation à du droit supérieur qui est de toute manière obligatoire, il entraîne peu, de par lui-même, de nouvelles dépenses. Mais il est vrai que, pour se conformer aux nouvelles exigences du projet, les différents organes de l'Etat devront ponctuellement puiser dans leurs ressources disponibles, notamment lorsqu'il s'agira d'accomplir une analyse d'impact relative à la protection des données ou d'assurer le suivi d'un incident de sécurité. Au niveau de l'administration, c'est essentiellement l'obligation pour les Directions de désigner au minimum un correspondant ou une correspondante à la protection des données qui représentera la charge nouvelle la plus claire. La charge de travail supplémentaire se monte à 0,25 EPT par Direction plus la Chancellerie d'Etat, soit 2 EPT au total. Le projet réserve la possibilité pour le Conseil d'Etat de

prévoir, en plus, la nomination d'un correspondant ou d'une correspondante dans des services ou des établissements qui ont des besoins particuliers dans ce domaine. Mais comme il s'agit seulement d'une faculté, elle n'entraîne pas de conséquences financières directes tant qu'elle n'a pas été utilisée. L'introduction des correspondants et des correspondantes à la protection des données conduit ainsi à une dépense nouvelle de CHF 345'000.- par année. Il est, par ailleurs, proposé de coupler cette nouvelle tâche à celle de l'accompagnement de la sécurité de l'information, sujet connexe à celui de la protection des données.

1.5.4. Sous l'angle de la technique, il est à noter que le canton de Fribourg s'est engagé dans la voie de la digitalisation dans le cadre de sa stratégie Fribourg 4.0. Certaines initiatives ont d'ores et déjà été lancées dans ce contexte afin de maîtriser au mieux la gestion, la centralisation et la standardisation de certaines catégories de données (p. ex. : le projet Référentiel cantonal). La révision de la loi, associée à la mise en œuvre de la stratégie Fribourg 4.0, s'accompagne inévitablement de nouvelles exigences techniques. Mais ces exigences s'inscrivent pleinement dans les objectifs de standardisation et de concentration des paysages informatiques actuellement à l'œuvre, lesquels conduisent à une révision profonde du traitement de l'information au sein de l'Etat. Il est donc normal d'y associer la protection des données, même si ça n'est pas cette dernière qui en est la cause première. Pour répondre de manière efficace aux nouveaux besoins comme aux nouvelles obligations de l'administration, il sera nécessaire dans certains domaines d'automatiser les processus afin d'alléger les traitements manuels. La mise en œuvre de ces processus automatisés exigera des efforts et aussi un temps d'adaptation. Il faudra en effet construire ou paramétrer les environnements nécessaires à l'exécution des demandes. Cela ne pourra se faire qu'en tenant compte des cycles budgétaires internes à l'administration et aussi de la vétusté de certains systèmes qui devront être remplacés. Dans ce contexte, il y a lieu de s'attendre à moyen ou à long terme à des coûts indirectement induits par l'application de la loi, mais qui correspondent aussi et surtout aux coûts liés à une bonne gestion des ressources et des infrastructures électroniques de l'Etat. Chiffrer ces coûts n'est par conséquent ni faisable, ni vraiment pertinent.

1.5.5. Le projet introduit de nouvelles tâches pour l'ATPrDM, en particulier pour le ou la préposé-e à la transparence et à la protection des données. Ces nouvelles tâches viennent s'ajouter à une augmentation générale de la charge de travail à laquelle l'Autorité doit déjà faire face depuis plusieurs années dans le cadre de la digitalisation de l'Etat à laquelle elle participe soit directement en prenant part à plusieurs groupes de travail, soit indirectement au travers des conseils qu'elle rend ainsi que dans le cadre des consultations législatives. Or, depuis sa création en 1994, les ressources en personnel de l'ATPrDM consacrées à la protection des données ont peu augmenté. En 2009, l'ATPrDM a obtenu l'octroi de 0.5 EPT pour un poste de juriste et, en 2020, le poste de préposé-e à la protection des données a été augmenté de 0.3 EPT, passant de 0.5 à 0.8 EPT. L'ATPrDM dispose en sus d'une collaboratrice administrative (0,8 EPT) et d'un ou d'une stagiaire juriste à 100%. Cette dotation a été légèrement remaniée durant la phase d'essai où la préposée à la transparence a été nommée simultanément préposée à la protection des données ad interim (cf. § 1.2.6). La préposée travaillant à un taux de 0.8 EPT, il a été possible de convertir les 0.5 EPT de poste de préposé-e restant en 0.5 EPT de poste de juriste permettant ainsi de disposer d'un poste de juriste à 100%. En outre, la Chancellerie prête actuellement à l'Autorité 0.6 EPT de juriste et 1 EPT de juriste stagiaire. Il est certain que le passage à la nouvelle loi engendrera une augmentation des besoins en personnel de l'Autorité, mais cette augmentation est pour l'heure difficile à chiffrer. Dans tous les cas, un nouvel EPT supplémentaire est d'ores et déjà prévu pour la présente législature. Dans la mesure où cette augmentation est une conséquence de la mise en œuvre d'obligations de droit international qui lient la Suisse, il ne s'agit pas d'une dépense nouvelle mais d'une dépense liée ; elle ne compte pas dans le calcul du referendum financier.

1.5.6. Au total, on peut estimer les frais nouvellement et directement imputables à la nouvelle loi à la création de 2 nouveaux EPT. Sur une période de cinq ans, il en résulte une dépense d'environ CHF 1'725'000.-. La présente loi n'est ainsi pas soumise au referendum financier facultatif ni au referendum financier obligatoire.

1.6 Conformité au droit supérieur et développement durable

1.6.1. Le projet actualise les conditions-cadre du droit à la protection des données garanti à l'article 12 al. 2 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004. Il fait également en sorte de respecter les engagements pris par la Suisse dans le cadre des accords de Schengen et de Dublin avec l'Union européenne et il satisfait aux exigences de la

Convention STE 108+ que la Confédération a d'ores et déjà ratifiée. Le projet a ainsi précisé pour ambition de mettre la législation fribourgeoise en conformité avec le droit supérieur.

1.6.2. Le projet a fait l'objet d'une analyse complète selon la méthode Boussole 21 dans le but d'en dresser les forces et les faiblesses dans les trois dimensions du développement durable (économique, environnementale et sociétale). Il est ressorti de cette analyse que le projet aura un impact sociétal largement positif dès lors qu'il fixe un cadre rassurant au traitement des données personnelles par les organes de l'administration. Du point de vue économique aussi les impacts sont globalement positifs. Il est vrai que les exigences liées à la protection des données sont susceptibles à court terme de freiner l'avancement de certains projets. Mais ces efforts qui participent d'une bonne gouvernance seront récompensés à moyen et à long terme, car ils permettent de disposer d'infrastructures et d'applications robustes et durables. De plus, l'harmonisation du droit cantonal avec les lois de la Confédération, des autres cantons et de l'UE facilitera les échanges entre le canton de Fribourg et l'extérieur. Pour que la future loi puisse atteindre ses objectifs, l'analyse a cependant mis en évidence un fort besoin d'accompagnement induit par la densité et la complexité du texte. La création d'un réseau au sein de l'administration de correspondants et de correspondantes à la protection des données ainsi que la mise en place de formations a été jugé comme l'un des éléments clé nécessaire au succès du projet. Cet accompagnement permettra à moyen terme d'identifier les besoins de soutien existant au sein des Directions pour assurer cette mise en œuvre.

2 Commentaire des dispositions

2.1 Section 1, Dispositions générales

Art. 1, But

L'augmentation continue du nombre de traitements de données et le perfectionnement des moyens à disposition dans ce domaine ont entraîné de profondes modifications du régime juridique de plusieurs droits fondamentaux au premier rang desquels figurent la liberté personnelle et la protection de la sphère privée. Mais d'autres droits sont aussi directement visés tels que la liberté d'expression, la liberté d'opinion ou encore la liberté d'association. Le Tribunal fédéral a, dans ce contexte, reconnu l'existence d'un nouveau droit fondamental à l'autodétermination informationnelle, lequel a pour fonction de donner à la personne concernée une plus grande maîtrise sur les informations qui la concernent³. C'est pourquoi, à l'instar de la loi actuelle, le projet indique que la loi vise à protéger les *droits fondamentaux* des personnes concernées, sans préciser lesquels.

Art. 2, Champ d'application personnel

1. Le champ d'application personnel du projet est pour l'essentiel calqué sur celui de la loi actuelle. Il recouvre :
 - a) L'ensemble des organes qui relèvent des autorités législatives, exécutives et judiciaires aux échelons cantonal, communal et intercommunal, y compris les autres personnes de droit public tels que les établissements de droit public (personnalisés ou non) ou les sociétés de droit public fondées sous la forme d'une société anonyme. Sont également visés des organismes particuliers comme le Conseil de la magistrature.
 - b) Certaines personnes privées, physiques ou morales, lorsqu'elles sont chargées de l'accomplissement de tâches publiques. La formule reprend celle utilisée à l'article 2 let. d CPJA . La loi leur sera toutefois applicable uniquement pour la partie de leurs activités relevant de la tâche publique en question. Parmi les institutions visées, on peut citer l'Union fribourgeoise du tourisme ou la ligue fribourgeoise contre le cancer concernant l'exploitation du registre cantonal des tumeurs.

³ Notamment : ATF 145 IV 42, consid. 4.2 ; ATF 144 I 126 consid. 4 ; ATF 143 I 253 consid. 4.

-
2. Comme c'est déjà le cas sous l'empire de la loi actuelle, l'alinéa 2 traite la question des Eglises reconnues. Conformément à la LEE, les paroisses, les corporations ecclésiastiques et les personnes juridiques canoniques sont des personnes morales de droit public. Pour cette raison, elles entrent dans le champ d'application de la législation cantonale en matière de protection des données. Le projet réserve toutefois la possibilité pour les Eglises d'adopter leurs propres dispositions et d'instituer leur propre autorité de surveillance en matière de protection des données. A ces conditions, elles peuvent demander à sortir du champ d'application de la loi cantonale et à s'autogérer.

Art. 3, Champ d'application matériel

1. Le champ d'application matériel de la loi est volontairement le plus vaste possible (cf. al. 1). Certains types de traitement particuliers y échappent cependant. C'est le cas :
- a) *Des traitements de données effectués dans le cadre de procédures civiles, pénales et de juridiction administrative en cours.* Initialement, l'avant-projet prévoyait d'abandonner ce motif d'exception général en faveur de deux exceptions plus ciblées. Durant toute la durée de la procédure, les prétentions prévues par la présente loi auraient été gelées et l'ATPrDM aurait été déclarée incompétente. Cela permettait en particulier de garantir que les règles relatives à la sécurité des données restent applicables. Mais le Pouvoir judiciaire et le Tribunal cantonal n'étaient pas convaincus par cette solution qui s'écarte du standard des autres lois sur la protection des données en Suisse. C'est pourquoi l'exception relative aux procédures juridictionnelles en cours a été réintroduite. Ce motif d'exception concerne uniquement les traitements de données relatifs à une procédure pendante. Les organes judiciaires restent ainsi soumis à la loi sur la protection des données pour les autres traitements qu'ils accomplissent (gestion du personnel, correspondance hors procédure, communication avec le reste de l'administration, etc.) ou une fois la procédure terminée. En droit administratif, l'exception ne s'applique pas aux procédures administratives de première instance qui restent intégralement soumises à la loi sur la protection des données. Seules les procédures devant les autorités de la juridiction administrative au sens de l'article 3 CPJA tombent ainsi sous le coup de ce motif d'exception.
 - b) *Des traitements de données qui servent à l'usage exclusivement personnel de celui ou celle qui les effectue.* Ce motif d'exception ne figurait pas dans l'avant-projet. Il concerne les traitements de données accomplis par une personne au service de l'Etat pour son usage exclusivement personnel. L'introduction de cette exception, qu'on retrouve à l'article 2 al. 2 let. a n-LPD comme dans d'autres lois cantonales, a expressément été demandée dans le cadre de la consultation. Elle présente toutefois une portée limitée. Elle ne peut plus être invoquée sitôt que les données en question sont utilisées de manière officielle, qu'elles sont partagées avec une tierce personne ou qu'elles sont simplement mises à disposition sur un serveur partagé. Concrètement, cette exception se limite aux réflexions individuelles qu'un individu mène pour forger sa propre opinion dans une affaire et qu'il ou elle ne partage pas.
 - c) *Les traitements de données accomplis par un organe public en situation de concurrence économique avec des personnes de droit privé.* Pareille exception est nécessaire pour ne pas créer de distorsion en matière de concurrence. Les traitements de données concernés sont soumis à la partie de la loi fédérale sur la protection des données réservée aux personnes privées. Le champ d'application de cette exception est toutefois limité. Seuls peuvent s'en prévaloir les organes publics qui mènent des activités en situation de concurrence économique et pour *autant* qu'ils n'agissent pas en qualité d'organes investis de la puissance publique. C'est le cas, en principe, de la Banque cantonale, sauf dans les activités où elle dispose d'un monopole de droit public (p. ex. : art. 7 al. 1 LBCF). Contrairement à l'avant-projet, le projet renonce à confier la surveillance de ce type de traitements à l'ATPrDM comme c'est le cas, notamment, dans le canton de Berne (cf. art. 4 al. 2 let. a, 2^e phr. LCPD/BE). D'une part, le Préposé fédéral à la protection des données a fait valoir lors de la consultation qu'il n'était pas favorable à cette solution, car il estime qu'elle empiète sur ses propres compétences. D'autre part, vu les ressources limitées dont dispose l'Autorité, il est préférable que celle-ci se concentre sur ses tâches primaires.

-
2. Par rapport à la situation actuelle, l'exception fixe concernant les délibérations du Grand Conseil, des assemblées communales ou des conseils généraux, des assemblées bourgeoises ainsi que de leurs commissions (art. 2 al. 2 let. a LPrD) tombe. Cette exception était motivée autrefois par le principe du secret qui prévalait à l'intérieur de l'Etat et la volonté en découlant de bloquer la possibilité pour une personne d'exercer son droit d'accès à ses propres données lorsqu'elles étaient traitées par ce type d'organes. Or ce principe a depuis largement été battu en brèche notamment avec l'adoption en 2009 de la LInf, qui a introduit le principe de la transparence. De plus, cette règle fait l'objet en doctrine de plusieurs critiques⁴ et ne subsiste en Suisse que dans une minorité de cantons (GE ; VD ; NW et BE). Sa suppression semble de ce fait parfaitement viable pour les organes visés. Du reste, elle n'a donné lieu à aucune contestation dans le cadre de la consultation. Concernant l'application dans ce domaine du droit d'accès à ses propres données et des autres droits connexes, il sera toujours possible, dans des cas justifiés, de restreindre ou de refuser leur exercice mais uniquement de manière motivée et sur la base d'une pesée d'intérêts dûment réalisée.

Art. 4, Définitions

La quasi-totalité des définitions contenues dans cet article sont reprises textuellement ou presque de la n-LPD au niveau fédéral. On peut donc se référer globalement aux explications données à ce sujet dans le Message du Conseil fédéral (cf. FF 2017 6565, p. 6639 ss.) et se contenter ici des précisions suivantes :

- > La notion de procédure d'appel qu'on retrouve à l'article 14 al. 4 du projet est introduite dans les définitions (let. e). Cette forme particulière de communication de données était jusqu'ici décrite uniquement dans un acte du Conseil d'Etat. Vu son importance, il a été jugé opportun d'insérer cette définition à l'échelon de la loi.
- > A l'instar de la nouvelle loi fédérale (art. 5 let. f LPD) et du droit de l'UE (art. 3 par. 4 de la Directive (UE) 2016/680 et art. 4 par. 4 RGPD), le projet introduit la notion de profilage (let. f). Il s'agit d'un nouveau type de traitement automatisé de données considéré comme particulièrement intrusif. Il consiste à mettre volontairement en évidence ou à prédire certaines caractéristiques personnelles essentielles d'une personne, notamment dans le but de lui appliquer un traitement particulier. C'est pourquoi le profilage est soumis aux mêmes conditions que le traitement de données sensibles.
- > Conformément aux modifications introduites lors de l'adoption de la loi du 18 décembre 2020 adaptant la législation cantonale à certains aspects de la digitalisation (RO 2020_195), le projet inclut une définition de l'externalisation du traitement de données (let. g). Cette définition vient en soutien des articles 18 à 21 qui énoncent les conditions auxquelles une externalisation est permise. Par rapport à la définition introduite en 2021, la nouvelle définition a toutefois été précisée sur deux points. Premièrement, elle indique que l'externalisation est une forme de sous-traitance qualifiée. Ceci justifie qu'elle soit soumise à des règles spéciales. Deuxièmement, pour permettre de bien différencier l'externalisation de la sous-traitance, le projet précise en toutes lettres que l'externalisation concerne ici le recours à des outils d'informatique en nuage (*cloud computing*).
- > A l'instar de la n-LPD et de la Convention STE 108+, le projet abandonne la notion de « *fichier* » devenue désuète au regard du caractère ubiquitaire des données. Celle-ci est remplacée de manière générale par l'expression plus large et dynamique d'« *activité de traitement* ». De ce fait, le « responsable du fichier » mentionné à l'art. 4 al. 1 let. g de la loi actuelle devient le « responsable du traitement » (let. h) et le registre des fichiers qu'on trouve actuellement à l'article 21 LPrD est renommé dans le projet « registre des activités de traitement » (let. j et art. 38 du projet). Globalement, ces changements restent néanmoins avant tout d'ordre terminologique et ne devraient pas avoir d'incidences pratiques importantes.

⁴ MAURER-LAMBROU Urs / KUNZ Simon, op. cit., n° 23. Egalement : ZUFFEREY Jean-Baptiste, *Les règles de la procédure administrative face à la protection des données – Combat ou complémentarité ?*, in RFJ, numéro spécial : « Le droit en mouvement », 2002 169, p. 176.

-
- > Vu son rôle central dans la mise en œuvre de la protection des données, il est proposé de donner une définition du « *registre des activités de traitement* » (let. j). Celui-ci constitue à la fois un outil de transparence et de gouvernance. Il implique notamment que le responsable d'un traitement de données soit à même de déterminer, pour chaque traitement, qui traite des données, quelles sont les catégories de personnes concernées, quelles sont les données traitées, dans quel but, selon quelles modalités, qui a accès à ces données, combien de temps elles sont conservées, quelles mesures de sécurité ont été prises etc.
 - > Contrairement à l'avant-projet, le projet introduit la définition de ce qu'est une « *violation de la sécurité des données* » (let. k) et s'aligne ainsi sur l'article 5 let. h n-LPD et sur le droit de l'UE (art. 3 ch. 12 de la Directive (UE) 2016/680 et art. 4 ch. 11 RGPD). Cette définition vient en appui des articles 43 et 44 qui indiquent les mesures à prendre si un tel évènement se produit.

Par rapport à l'avant-projet, le projet renonce à définir les identifiants de personnes et, par voie de conséquence, à réglementer cette thématique dans la loi. Depuis la libéralisation du numéro AVS prévue par le droit fédéral et la création de l'identificateur cantonal de personne (ICP) prévu dans la LCyb, la nécessité de légiférer sur ce thème n'est plus avérée.

2.2 Section 2, Principes régissant le traitement de données personnelles

2.2.1 Section 2.1 : Conditions générales de licéité du traitement

Art. 5, Base légale

1. Le traitement de données personnelles par des organes publics est une activité étatique soumise au principe de la légalité (al. 1). La question de savoir quel degré de précision doit avoir la disposition légale et à quel niveau elle doit se situer dépend de l'importance des risques d'atteintes aux droits des personnes que représente le traitement prévu.
2. S'alignant sur la pratique de la Confédération et des autres cantons, le projet pose des exigences plus sévères sous l'angle de la légalité à l'égard des traitements de données personnelles qui présentent des risques accrus pour les droits des personnes (données sensibles, profilage, création de risques particuliers). Ce type de traitements n'est licite généralement que si une base légale au sens formel l'autorise expressément (al. 2 let. a et al. 3). Au niveau des communes, cela correspond à un règlement de portée générale. Pour les traitements de données sensibles, une base légale indirecte peut toutefois être suffisante dans certaines situations, si le traitement est indispensable à l'exécution d'une tâche prévue dans une loi au sens formel et qu'il n'en résulte pas de risques particuliers pour les personnes concernées (al. 2 let. b). Cette règle découle du fait que le législateur ne peut pas toujours prévoir en amont l'ensemble des traitements de données sous-jacents à l'accomplissements d'une certaine tâche.
3. L'Autorité cantonale de surveillance a, jusqu'ici, toujours exigé une base légale au sens formel pour ces types de traitement même en l'absence d'une telle exigence explicite dans la loi. Vu la bonne acceptation de cette pratique au sein de l'administration, ce changement ne devrait pas exercer une influence pratique considérable. Il exigera néanmoins de vérifier que les traitements en cours sont en adéquation avec la règle. Un délai transitoire de deux ans est spécialement prévu à cette fin (cf. art. 63 du projet).
4. S'agissant de la manière de rédiger les bases légales nécessaires au traitement des données, le Service de législation a rédigé un document qui vise à fournir aux juristes de l'administration cantonale un outil et une méthode les aidant dans cette tâche. Ce document est disponible sur la page Internet du Service de législation (<https://www.fr.ch/cha/sleg>). Dans la mesure où il s'agit d'un document du Service de législation, son contenu ne lie naturellement pas l'ATPrDM. Il constitue simplement une aide à la rédaction.
5. Exceptionnellement, une base légale n'est pas nécessaire lorsqu'un traitement de données, en particulier une communication, est rendue indispensable pour sauvegarder des intérêts essentiels de la personne concernée ou d'un tiers, comme la vie ou l'intégrité corporelle (al. 4). Il s'agit d'une exception dont le champ d'application est

toutefois très étroit et dont l'utilisation en pratique devrait être limitée au domaine des urgences médicales, voire, éventuellement, policières.

Art. 6, Consentement

1. Le consentement de la personne concernée constitue le fait justificatif extra-légal le plus important en droit de la protection des données. Il n'y a, en principe, pas d'atteinte aux droits de la personne concernée lorsque cette dernière accepte que des données personnelles la concernant soient récoltées et traitées à des fins qu'elle a elle-même choisies. En droit public, le consentement ne peut toutefois intervenir généralement que dans un cas d'espèce et ne peut pas remplacer l'adoption d'une base légale (al. 1).
2. L'alinéa 2 fixe les conditions de validité du consentement. Pour être valable, le consentement doit tout d'abord être libre et éclairé. Cela signifie, d'une part, que la personne qui consent doit avoir été dûment informée du but et des modalités du traitement de manière transparente et compréhensible et, d'autre part, que la personne conserve la possibilité de refuser le consentement sans subir de préjudice. Pour les traitements de données sensibles et les activités de profilage le consentement doit être exprès. C'est le cas, en particulier, lorsque la personne concernée accepte une déclaration de consentement en bonne et due forme. On trouve déjà ce type de déclarations pour certaines prestations proposées sur le guichet virtuel. Cela exclut les consentements par actes concluants. Par rapport à l'avant-projet, le projet ajoute que le consentement est présumé lorsque la personne a elle-même rendu ses données librement accessibles. Cet ajout se retrouve en droit fédéral (cf. art. 17 al. 2 let. c LPD / 34 al. 4 let. b n-LPD) et dans presque toutes les lois cantonales. Il concerne, par exemple, les données que la personne concernée a postées sur LinkedIn et qui peuvent être traitées par l'autorité d'engagement dans le cadre d'une postulation.
3. Les alinéas 3 à 5 fixent différentes conditions auxquelles les responsables du traitement qui se basent sur le consentement de la personne concernée doivent satisfaire. Le fait de devoir mentionner le caractère facultatif d'un traitement de données qui n'est pas prévu par la loi (al. 3) est une concrétisation du consentement libre et éclairé. La conservation d'un moyen capable de démontrer l'existence du consentement (al. 4) est requise pour des raisons de preuve. Quant à la révocation du consentement (al. 5), elle va de pair avec la faculté de le donner.

Art. 7, Finalité

1. Le principe de finalité est caractéristique du droit de la protection des données. Il se divise en deux volets : *a)* détermination d'une finalité préalable au traitement (principe de détermination du but) et *b)* utilisation des données en fonction de cette finalité ou, du moins, pour une finalité compatible avec celle-ci (principe de compatibilité du but). Ensemble, les principes de détermination et de compatibilité limitent les possibilités d'une ré-utilisation des données en excluant notamment que les données soient collectées de manière illimitée et stockées « en prévision de... ».
2. Le principe de finalité n'est cependant pas immuable. La personne concernée peut valablement consentir à un changement de finalité de ses données si elle y voit un intérêt (al. 2). En principe, une loi peut également déroger au principe de finalité en prévoyant la réutilisation des données à des fins différentes que celles prévues initialement.
3. Par rapport à l'avant-projet, le projet a supprimé l'exigence selon laquelle la finalité prévue doit être légitime. Il est tout à fait possible de parvenir au même résultat sur la base des principes de légalité et de bonne foi comme aussi sur celle de l'interdiction de l'arbitraire.

Art. 8, Proportionnalité

1. Le principe de proportionnalité est un instrument clé de l'ensemble de l'ordre juridique. De façon générale, il postule que les moyens déployés par les pouvoirs publics en vue d'atteindre un certain but ne doivent pas se montrer excessifs et empiéter plus que de raison sur les droits et les libertés des individus.

-
2. En droit de la protection des données, le principe de proportionnalité signifie que seules les données aptes et nécessaires à atteindre les finalités du traitement peuvent être traitées. Par ailleurs, il doit exister un rapport raisonnable entre les finalités et les moyens utilisés. Les principes d'évitement et de minimisation des données constituent deux expressions du principe de proportionnalité propres au droit de la protection des données. Le premier implique que si le but du traitement peut être atteint sans collecte de données nouvelles, cette option doit être privilégiée. Le second veut que seules les données pertinentes et strictement nécessaires au but poursuivi soient traitées à l'exclusion des autres. En principe, ces deux lignes directrices devraient être respectées dès la conception de nouveaux traitements. Elles sont étroitement liées aux principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut (cf. art. 40 du projet).

Art. 9, Exactitude

L'exactitude dont il est question ici est une exactitude relative : en pratique, il est clair que les données qui sont conservées par les différentes collectivités publiques ne peuvent pas être à jour en permanence. Même si elle doit demeurer un objectif plus ou moins constant, l'obligation d'exactitude et de mise à jour des données est avant tout une obligation de moyen et non de résultat. Son étendue dépend des circonstances du cas d'espèce, soit notamment des buts du traitement, de la nature des données traitées et de leur caractère plus ou moins sensible.

Art. 10, Délai de conservation

1. La conservation des données ne doit pas excéder la durée nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont enregistrées. Une fois que l'objectif poursuivi par le traitement des données est atteint, il n'y a, en principe, plus lieu de les conserver et elles doivent être supprimées (ou anonymisées). Cela implique pour les responsables du traitement de vérifier à intervalles réguliers que les données en leur possession sont toujours pertinentes par rapport aux buts visés. Une réserve existe toutefois pour les données qui présentent une valeur archivistique. Ces données ne doivent pas être supprimées mais versées aux Archives⁵. Des précisions supplémentaires à ce sujet figurent aux articles 23 et 24 du projet.
2. Conformément à l'alinéa 2, les données personnelles qui présentent une valeur particulière dans le cadre de recherches, de planifications ou de statistiques n'ont pas besoin d'être supprimées de la même manière, mais peuvent être conservées plus longtemps si des mesures sont prises qui assurent la protection des droits des personnes concernées.

Art. 11, Devoir de diligence accru

Le devoir de diligence accru qui est demandé face au traitement de données présentant des risques plus importants pour les droits des personnes figure déjà dans le texte de la loi actuelle. Il est une spécialité fribourgeoise qui ne figure dans aucune autre loi en Suisse en matière de protection des données. Même si la règle ne définit pas concrètement quelles sont les mesures à prendre, elle a été maintenue car elle représente une concrétisation de l'approche fondée sur les risques voulant que les plus gros efforts à fournir en matière de protection des données sont à effectuer là où le potentiel de risque est le plus élevé. En pratique, il est question de prendre des mesures techniques et/ou organisationnelles de façon appropriée à la situation et de manière graduelle en fonction du risque.

2.2.2 Section 2.2 : Conditions supplémentaires applicables à certaines formes de traitement

Art. 12 et 13, Collecte de données

1. Comme pour tout traitement, la collecte de données requiert l'existence d'un motif justificatif. Néanmoins, comme cette exigence ressort déjà des articles 5 et 6, le projet renonce à la répéter une deuxième fois ici. C'est la raison pour laquelle l'article 12 al. 1 de l'avant-projet a été supprimé.
2. Par rapport à l'avant-projet, le projet supprime aussi le principe de la collecte des données directement auprès de la personne concernée. Si ce principe était valable au début des années 1990 lorsque la LPrD a été élaborée et qu'il reste aujourd'hui applicable dans plusieurs secteurs d'activité de l'administration, certaines catégories de

⁵ Sur la portée de cette réserve : ATF 148 I 233, consid. 4 à 6.

données sont dorénavant collectées une seule fois et ensuite mises à disposition des unités administratives qui en ont besoin pour l'accomplissement de leurs tâches. Cela correspond au principe *Once-Only* que la Confédération et les cantons sont en train de développer. Vu cette évolution, il a semblé inadéquat de conserver ce principe dans la loi.

3. Dans le but d'améliorer la transparence et la reconnaissabilité des traitements, le projet introduit une obligation pour les responsables d'informer les personnes concernées de la collecte de leurs données (art. 12). Cette règle constitue aujourd'hui un standard unanimement reconnu en matière de protection des données, qu'on retrouve en droit fédéral (cf. art. 19 n-LPD) et dans les autres lois cantonales. Les informations à fournir doivent permettre à la personne concernée de comprendre rapidement qui traite des données à son sujet, dans quel but, à qui ses données pourront en principe être communiquées et quels sont ses droits. Les données facultatives qui sont recueillies – par exemple, au moyen d'un questionnaire – doivent être indiquées comme telles. Le débiteur du devoir d'informer est toujours l'organe qui collecte les données et non celui qui les communique. L'organe qui communique les données doit s'assurer que la communication est licite mais n'est pas tenu d'informer la personne concernée de la communication de ses données. Est toutefois réservé l'article 31 al. 3 du projet lorsque la personne a exercé son droit d'opposition.
4. La forme que doit revêtir l'information n'est pas précisée. Le responsable du traitement doit veiller à ce que la personne concernée puisse effectivement prendre connaissance de la collecte des données par un moyen facilement accessible, mais pas à ce qu'elle s'informe effectivement. Un contact direct avec la personne concernée n'est pas exigé. Une information standardisée, par exemple au moyen d'une déclaration de protection des données jointe sur un formulaire ou sur une page Internet, peut être suffisante.
5. Le devoir d'information n'est pas absolu : le responsable du traitement peut être dispensé de son devoir d'information aux différentes conditions mentionnées à l'article 13. Le motif d'exception qui s'appliquera le plus souvent sera alors logiquement l'exécution d'une tâche légale. Dans ce cas, le devoir d'information est réalisé par la publication de la loi. Le devoir d'information peut également être limité ou retardé aux mêmes conditions que celles prévues en matière de droit d'accès à l'article 29 al. 1 (cf. art. 13 al. 2).

Art. 14 à 17, Communications de données ordinaires et transfrontières

1. Une communication de données consiste à rendre des données personnelles accessibles, par exemple en autorisant leur consultation, en les transmettant, en les diffusant ou en les publiant. Cette notion recouvre aussi bien la communication régulière que la communication dans un cas d'espèce. Les conditions de licéité ne sont cependant pas les mêmes selon que l'on se trouve dans l'un ou l'autre cas :
 - a) Conformément à l'article 14 al. 1, les communications systématiques, c'est-à-dire les communications d'un même type de données qui sont adressées aux mêmes destinataires sur une base régulière, doivent être prévues au moyen d'une base légale au sens de l'article 5 du projet ;
 - b) En vertu de l'article 14 al. 2, les communications de données qui ont lieu dans un cas d'espèce n'ont pas besoin d'être obligatoirement prévues au moyen d'une disposition légale. Elles peuvent aussi avoir lieu si elles correspondent à l'un des motifs indiqués aux lettres a à c.
2. Le projet règlemente une troisième catégorie de communication de données : les communications par voie d'appel (art. 14 al. 4). On entend par là un mode d'accès automatisé aux données par lequel le destinataire des données, en vertu d'une autorisation du responsable du traitement, décide de son propre chef, sans contrôle préalable, du moment et de l'étendue de la communication dans les limites de l'autorisation rendue. Au vu des particularités de ce type de communication, il se justifie, pour des raisons à la fois de transparence, de gouvernance et de sécurité, de le mentionner spécifiquement afin de le distinguer des autres formes de communication. Cette exigence n'est pas une nouveauté. Elle est reprise de l'article 10 al. 2 de la loi actuelle.

-
3. Des exigences supplémentaires s'appliquent en cas de communication de données à l'étranger (art. 15) :
 - a) les transferts de données personnelles vers des Etats à l'étranger ne sont en principe autorisés que si l'Etat destinataire offre un niveau de protection des données jugé adéquat. Pour savoir si un Etat offre ou non un niveau de protection adéquat, il est possible de se référer à la liste établie par le Conseil fédéral conformément à l'article 16 al. 1 n-LPD.
 - b) Lorsque le pays destinataire est un pays tiers qui n'offre pas un niveau de protection adéquat ou en cas de doute à ce sujet, une communication de données transfrontière reste malgré tout possible en présence d'autres garanties suffisantes ou s'il existe un motif justificatif à la communication (al. 2). Par rapport à l'avant-projet et à la loi actuelle, la liste des garanties suffisantes a été précisée par la mention des mesures techniques et/ou organisationnelles en plus des mesures contractuelles. En pratique, il peut s'avérer nécessaire suivant les cas de cumuler plusieurs types de mesures entre elles.

Ces règles spéciales ne s'appliquent cependant qu'à la communication de données personnelles se rapportant à des personnes physiques. L'exclusion des personnes morales est nécessaire afin d'assurer que le canton de Fribourg ne se trouve pas soumis à des contraintes supplémentaires dans ses échanges avec l'étranger par rapport aux Etats qui ont sorti du champ d'application de leur loi la protection des données des personnes morales.

- 3.1. Par rapport à l'avant-projet, le projet renonce à conserver une disposition spéciale sur les pouvoirs de l'ATPrDM en lien avec les communications transfrontières. Cet article faisait inutilement doublon avec la section 5 de la loi consacrée aux pouvoirs de l'Autorité. Il n'en résulte aucune différence sur le fond. Le devoir d'informer le ou la préposé-e des garanties mises en place et la possibilité pour cet organe de se renseigner au sujet des motifs prévus aux lettres b à e ont été maintenus (cf. art. 15 al. 3).
- 3.2. Les publications de données personnelles sur Internet ou sur d'autres plateformes qui sont destinées à informer le public en général ne sont pas assimilées à une communication de données à l'étranger (art. 15 al. 4), quand bien même ces informations peuvent aussi être consultées à l'étranger. Cette règle se justifie afin d'éviter l'application de mesures disproportionnées à des situations qui n'en ont pas besoin. Toutefois, il va de soi que de telles publications correspondent à un traitement de données et qu'elles doivent satisfaire aux règles ordinaires de la loi sur la protection des données.
4. Les restrictions à la communication de données personnelles formulées à l'article 16 du projet restent globalement inchangées par rapport à la loi actuelle (comp. : art. 11 LPrD). La licéité d'une communication dépend non seulement du respect des principes généraux de protection des données, mais également de l'absence de restrictions au sens du présent article. La règle vaut aussi bien pour les communications de données ordinaires que pour les communications de données à l'étranger.
5. L'article 17 du projet réserve expressément certaines règles provenant d'autres législations qui peuvent déroger en partie aux règles de la loi sur la protection des données. A titre d'exemple, les règles sur la communication des données du contrôle des habitants prévues à l'article 17 LCH se suffisent à elles-mêmes et n'impliquent pas de demander en supplément son accord à la personne concernée comme pourrait l'exiger l'article 14 al. 3 du projet. D'autres lois peuvent naturellement aussi déroger à la LPrD, mais celles qui sont citées ici constituent deux exemples clairs par leur importance.

Art. 18 à 21, Externalisation

1. Les articles 18 à 21 reprennent quasiment à l'identique les bases légales sur l'externalisation du traitement de données telles qu'introduites par la loi du 18 décembre 2020 adaptant la législation cantonale à certains aspects de la digitalisation (ROF 2020_195). Pour rappel, ces bases légales ont été introduites suite à un projet pilote mené entre 2018 et 2020 (ROF 2018_112). Depuis leur entrée en vigueur le 1^{er} mars 2021, elles ont fourni un cadre clair et utile à l'utilisation de services en nuage (services *cloud*) par les autorités cantonales. Elles ont permis le développement de pratiques harmonisées et cohérentes tant sur le plan technique que contractuel.

-
2. A l'heure actuelle, seuls quelques cantons disposent de règles spécifiques concernant l'usage du *cloud computing* (Glaris, Lucerne, Zurich). Au niveau de la Confédération et des autres cantons, le *cloud computing* est généralement assimilé à un simple cas de sous-traitance et, partant, soumis aux règles y relatives (cf. art. 37 du projet). Mais comme ces règles sont relativement modestes et qu'elles ne tiennent pas compte des spécificités propres au *cloud computing* (localisation ubiquitaire des données, caractère généralement durable de l'externalisation, aspects contractuels spécifiques, maîtrise et responsabilité partagées sur les données, législation étrangère...), il en résulte qu'elles ne sont pas vraiment adaptées pour réguler l'usage de cette technologie. En outre, la licéité du recours au *cloud computing* basée sur les règles en matière de sous-traitance n'est pas admise unanimement à ce jour. Un recours à ce sujet déposé par un particulier contre la Chancellerie fédérale est en ce moment pendant devant le Tribunal administratif fédéral⁶. Cette situation crée une forte insécurité juridique qui pèse sur les responsables du traitement, qui ne savent pas s'ils risquent ou non d'engager leur responsabilité en cas de recours à une solution *cloud*. Pour ces raisons, le Conseil d'Etat a proposé de réguler l'usage du *cloud computing* dans le canton de Fribourg au moyen de règles qui non seulement autorisent cet usage, mais qui en fixent également les prérequis techniques et juridiques. L'externalisation au moyen d'une solution *cloud* est ainsi considérée comme une forme qualifiée de sous-traitance qui répond à un corpus de règles spéciales ayant pour but d'appréhender cette technologie de la meilleure manière possible.
 3. L'article 18 constitue la base légale permettant aux collectivités publiques de procéder à l'externalisation du traitement de leurs données personnelles (al. 1). Il fixe un cadre géographique aux lieux de traitement autorisés. Seul le territoire suisse ou celui d'un Etat dont la législation en matière de protection des données est jugée adéquate au sens de l'article 15 al. 1 sont éligibles à une externalisation (al. 2). La réserve de l'article 54 Cst./FR est prévue pour le cas où l'externalisation du traitement équivaldrait à une délégation complète d'une tâche de l'Etat (p.ex. si un service *cloud* fourni par un prestataire externe venait à rendre lui-même une décision sans que l'administration n'intervienne). Ce type de situation n'est pas couvert par cet article et nécessiterait, en vertu de la Constitution, l'adoption d'une base légale spécifique (al. 3). L'exigence d'un rapport sur l'externalisation à remettre tous les deux ans à la Commission des finances et de gestion a été expressément demandée par le Grand Conseil lors des débats parlementaires relatifs à la loi adaptant la législation à certains aspects de la digitalisation (al. 4). Elle a été reprise telle quelle dans le projet.
 4. Les règles sur la responsabilité sont énoncées à l'article 19.
 - 4.1. Le principe de base est que l'organe qui externalise le traitement de ses données sur les infrastructures d'un sous-traitant reste responsable de leur conservation, de leur exploitation et de leur confidentialité (al. 1). La disposition énonce un certain nombre de points importants à prendre en considération. En particulier, l'organe qui externalise le traitement de ses données doit choisir son sous-traitant avec soin, l'instruire sur les tâches à accomplir au moyen d'un contrat suffisamment précis et surveiller qu'il respecte les éléments du contrat.
 - 4.2. On peut donner ici, à titre d'exemple, une *check-list* des différents éléments qu'un contrat d'externalisation devrait, selon les circonstances, inclure :
 - a) l'objet, la nature et la finalité du traitement ;
 - b) les catégories des données traitées et leur degré de confidentialité ;
 - c) l'emplacement des serveurs assurant l'hébergement des données ;
 - d) les mesures mises en place afin de garantir la sécurité et la confidentialité des données ;
 - e) les personnes ou les catégories de personnes ayant accès aux données ou aux applications concernées ;
 - f) les droits et les possibilités de contrôle ;

⁶ <https://www.bvger.ch/bvger/fr/home/medias/medienmitteilungen-2022/public-clouds.html>. Dernière vérification effectuée le 15 mars 2023.

-
- g) l'interdiction faite au sous-traitant de sous-traiter à son tour le traitement de données sans l'accord préalable de l'autorité responsable et la signature d'un contrat d'externalisation posant les mêmes exigences que celui passé entre l'autorité responsable et le sous-traitant ;
 - h) les devoirs d'annonce du sous-traitant en cas d'incident, de perte ou de vol de données, ou en cas de demandes émanant d'autorités étrangères ;
 - i) les possibilités de récupérer les données et les applications concernées en cours de contrat ;
 - j) les processus à respecter en cas de résiliation du contrat, en particulier la restitution des données ainsi que leur destruction chez le sous-traitant ;
 - k) dans la mesure du possible, l'applicabilité du droit suisse et la désignation d'un for en Suisse en cas de litige.

Ces éléments pourront toutefois évoluer avec le temps et en fonction des types d'externalisation.

- 4.3. Par rapport à la loi actuelle, l'article 19 al. 1 let. b ch. 4 mentionne dorénavant les droits et les possibilités de contrôle sur le sous-traitant sans préciser à qui ces droits doivent revenir. Il s'agit alors non plus seulement des droits de contrôle de l'Autorité de surveillance, comme le prévoit la loi actuelle, mais aussi du responsable du traitement. Différentes possibilités de contrôle peuvent être envisagées en fonction des sous-traitants. En pratique, peu nombreux sont les sous-traitants qui acceptent une inspection sur site de leurs infrastructures. D'une part, cette solution les expose à un risque de violation des secrets commerciaux. D'autre part, elle peut également s'avérer peu concluante suivant la taille du sous-traitant. Souvent, les contrats *cloud* prévoient que le sous-traitant se fait régulièrement auditer par une entreprise spécialisée dans ce type d'audit et au bénéfice de connaissances et de moyens très poussés. Les résultats de l'audit sont alors transmis au responsable du traitement. Il va sans dire qu'ils sont alors aussi accessibles à l'Autorité de surveillance.
- 4.4. Au sein de l'administration cantonale, le respect des dispositions en matière d'externalisation est assuré conjointement par l'organe compétent à raison de la matière et le SITel (al. 2). Cette manière de procéder permet de développer une pratique cohérente et autant que possible uniforme. Le SITel veille notamment que le processus d'externalisation suive les étapes indiquées et que le contrat d'externalisation contienne toutes les clauses nécessaires pour garantir la sécurité et la protection des données personnelles externalisées. La disposition réserve toutefois le cas des organes publics qui gèrent leur informatique de façon autonome, à l'instar de l'Université, de l'Office de la circulation et de la navigation ou encore de l'Hôpital fribourgeois. Ces organes sont seuls responsables de l'externalisation de leurs données et de leurs outils informatiques.
- 4.5. Certaines solutions de *cloud computing* ne sont pas limitées à un seul organe d'une collectivité publique mais peuvent s'étendre à plusieurs d'entre eux, voire à tous. Il est évident alors que chaque organe public concerné ne peut pas personnellement s'assurer que le sous-traitant respecte ses engagements. Dans ce cas, le Conseil d'Etat désigne un organe principalement responsable (al. 3). Il s'agit, en principe, de l'organe qui introduit la solution et en impose l'utilisation à l'intérieur de l'Etat. Il devient alors responsable de la solution pour l'ensemble de l'administration. Il répond de manière générale de sa conformité avec les exigences de la protection des données ; il est tenu de fournir des instructions d'utilisation et un support de première ligne aux autres utilisateurs de l'Etat concernant son fonctionnement et c'est lui aussi le principal interlocuteur du fournisseur au sein de l'administration. Les autres organes utilisateurs sont quant à eux responsables uniquement des opérations de traitement qu'ils accomplissent eux-mêmes au moyen de la solution. En cas de problème qu'ils ne peuvent pas résoudre eux-mêmes, ils doivent s'adresser à l'organe principalement responsable qui va s'adresser, si nécessaire, au fournisseur de la solution. Lorsque le service principalement responsable n'est pas le SITel, l'article 19 al. 2 reste applicable cumulativement avec l'article 19 al. 3. La mise en œuvre et le suivi des règles en matière d'externalisation sont assumés conjointement par l'organe principalement responsable et par le SITel. Lorsque l'organe principalement

responsable est le SITel lui-même, l'article 19 al. 2 n'a logiquement plus d'objet. A titre d'exemple de solution visée par cette disposition, on peut citer la suite M365 fournie par Microsoft. Elle a été déployée par le SITel pour l'ensemble des services de l'administration. Le SITel en a été désigné organe principalement responsable.

5. Les mesures de sécurité à mettre en place lors d'une externalisation sont réglées de manière générale à l'article 20. La loi ne cite toutefois volontairement pas de mesures spécifiques, celles-ci devant être prévues au cas par cas dans le contrat d'externalisation. Cela est justifié pour deux raisons. D'une part, chaque type de traitement de données susceptible d'être externalisé ne répond pas nécessairement aux mêmes besoins de sécurité. D'autre part, la loi doit rester technologiquement neutre afin de ne pas entraver l'utilisation de techniques et de technologies additionnelles ou futures. Même si les mesures de sécurité à mettre en place poursuivent généralement plusieurs buts différents, l'alinéa 2 rappelle le besoin d'accorder une place particulière à la protection des personnes concernées et de leurs droits fondamentaux. Pour prévenir le risque que l'Etat ne se trouve complètement paralysé en cas de dysfonctionnement survenant chez le fournisseur de service *cloud*, la loi impose finalement l'adoption de mécanismes de remplacement en cas d'incident si les données concernées sont indispensables au fonctionnement de l'Etat (al. 3). Ces mécanismes doivent servir à minimiser autant que faire se peut les conséquences d'une défaillance du fournisseur de service *cloud* entraînant la perte ou l'indisponibilité prolongée des données. Comme de tels inconvénients peuvent aussi entraîner des conséquences importantes pour la personne concernée, il se justifie d'introduire une telle règle également dans la loi sur la protection des données.
6. L'externalisation de données sensibles et de secrets est traitée à l'article 21 du projet.
 - 6.1. Les mesures prescrites reprennent les recommandations de la Conférence des préposé-e-s à la protection des données (PRIVATIM). Ces dernières prévoient la mise en place de mesures supplémentaires de sécurité :
 - > Les données doivent être chiffrées et le chiffrement doit être réalisé par l'organe public. Les clés ne doivent être disponibles que pour l'organe public. Elles doivent être protégées de la perte et de la soustraction, ainsi que de l'utilisation et de la prise de connaissance abusives (al. 1).
 - > Un chiffrement peut être envisagé chez le fournisseur de service *cloud* seulement si cela ne fait pas encourir des risques inacceptables aux droits fondamentaux des personnes concernées. Dans ce cas, il faut tenir compte du niveau auquel le chiffrement a lieu (application, banque de données ou disque dur). Le fournisseur de service *cloud* peut conserver les clés de déchiffrement s'il s'engage par contrat à les utiliser uniquement avec le consentement exprès de l'organe public. Les accès doivent, en outre, être tracés et consignés dans un journal des accès. Finalement, le fournisseur de service *cloud* doit protéger les clés de déchiffrement de la perte et de la soustraction, ainsi que de l'utilisation et de la prise de connaissance abusives. Il doit aussi garantir que les données ne soient pas compromises lors du processus de chiffrement (al. 2).
 - > Pour les secrets, les exigences sont globalement les mêmes. Il faut toutefois dans ce cas veiller en plus à ce que le fournisseur de service *cloud* puisse être qualifié d'auxiliaire du détenteur du secret (al. 3). Cette qualification qui découle du droit pénal est prévue à l'article 321 CP pour le secret professionnel et sera introduite en cours d'année 2023 à l'article 320 CP pour le secret de fonction⁷. Sont visés les professionnel-le-s qui assistent une personne soumise au secret dans l'accomplissement de ses tâches. La transmission d'informations soumises au secret à un auxiliaire n'est pas punissable. Dans un arrêt concernant le secret de l'avocat, le Tribunal fédéral a jugé qu'un fournisseur de service *cloud* peut être considéré comme un auxiliaire de l'avocat⁸.

⁷ Modification de l'article 320 CP introduite lors de l'adoption de la loi fédérale du 18 décembre 2020 sur la sécurité de l'information au sein de la Confédération (LSI), in : RO 2020 232.

⁸ ATF 145 II 229, consid. 7.3.

6.2. La disposition prévue retranscrit ces exigences au niveau de la loi dans un langage qui est neutre sur le plan de la technologie.

Art. 22, Essais pilotes

1. La disposition sur les essais pilotes a fait l'objet de certaines adaptations. Son contenu a été réparti entre la LCyb pour les projets pilotes généraux et la LPrD pour les projets pilotes incluant certains traitements de données personnelles présentant un caractère plus délicat. Si ces traitements de données ont lieu dans le cadre d'un projet pilote, leur traitement pourra momentanément reposer sur une ordonnance du Conseil d'Etat plutôt que sur une loi adoptée par le Grand Conseil.
2. Les conditions de fond à la réalisation d'un projet pilote sont décrites aux articles 35 à 35b LCyb. Il faut, en particulier, une tâche à accomplir, un besoin d'expérimentation, la nécessité d'une phase d'essai, la constitution d'un dossier complet, l'adoption par le Conseil d'Etat d'une ordonnance expérimentale d'une durée limitée et un rapport d'évaluation rétrospective. L'article 21 p-LPrD ajoute des conditions particulières pour les projets pilotes qui incluent le traitement de données sensibles ou d'autres types de traitement présentant un risque plus élevé d'atteinte aux droits fondamentaux. D'une part, le dossier du projet pilote et le rapport d'évaluation qui clôture la phase pilote doivent obligatoirement contenir une partie consacrée au traitement des données personnelles ainsi qu'à leur protection (al. 2). Lors de la constitution du dossier du projet, il s'agit d'identifier les risques induits par le projet pilote et les mesures à prendre pour les réduire. A la fin du projet pilote, au moment de l'évaluation, il faut analyser rétrospectivement si les risques identifiés ont pu ou non être suffisamment contenus par les mesures prises, si d'autres risques sont apparus qui n'avaient pas été identifiés, si ces risques ont pu être contenus et, plus généralement, de mettre en balance les risques résiduels avec les avantages constatés par le projet. D'autre part, l'Autorité de surveillance doit obligatoirement être consultée au moment de la constitution du dossier et au moment de l'évaluation rétrospective (al. 3). L'Autorité reçoit les deux documents avant leur transmission au Conseil d'Etat et est invitée à se prononcer. Sa prise de position est ensuite communiquée au Conseil d'Etat.
3. Il va sans dire qu'en dehors de ces deux phases, l'Autorité de surveillance conserve toute possibilité d'intervenir durant la phase pilote. En pratique, des échanges ponctuels, voire réguliers, sont même encouragés dans les limites des ressources de l'Autorité.

Art. 23, Archivage

Dès lors qu'elles présentent une valeur archivistique, les données personnelles traitées par les pouvoirs publics sont soumises à la législation sur l'archivage. Elles ne peuvent pas être effacées ou détruites (cf. commentaire de l'article 10). Pour que l'obligation de supprimer les données qui ne poursuivent plus aucune finalité conserve un sens, il conviendra de mettre en place des mécanismes permettant de déterminer la valeur archivistique d'un document dans des délais raisonnables.

Art. 24, Effacement et destruction de données

1. Sous réserve des données qui ont été identifiées comme présentant une valeur archivistique, les données personnelles conservées auprès d'un organe public doivent être effacées ou détruites lorsque leur conservation ne poursuit plus aucune finalité. Il en résulte le devoir de procéder périodiquement à un examen des données personnelles conservées.
2. Pendant la durée d'utilisation du support par un organe public – soit aussi longtemps que celui-ci est sous le contrôle de l'administration – les données personnelles qui y sont conservées doivent être effacées régulièrement conformément à l'alinéa 1er. Au moment de recycler ou de remplacer du matériel informatique, le responsable du traitement devra s'assurer qu'il n'existe pas un risque que des données sensibles ayant été effacées puissent être retrouvées et exploitées par une personne non-autorisée. Si tel est le cas, le support en question (p. ex. le disque dur) devra être physiquement détruit (al. 2). La destruction des supports est de la responsabilité du SITel.

Art. 25, Vidéosurveillance

Pas de commentaire.

2.2.3 Section 2.3 : Traitement de données à des fins ne se rapportant pas à la personne

Art. 26, Règles

L'allègement des exigences en matière de protection des données s'agissant des traitements à des fins ne se rapportant pas à la personne se justifie du fait que ces traitements présentent des risques moindres dans la mesure, précisément, où ils ne se rapportent pas à des personnes et où certaines prescriptions spécifiques sont respectées. Par ailleurs, ces prescriptions tiennent compte de l'intérêt public que représentent la recherche, la planification et la statistique.

2.3 Section 3, Droits de la personne concernée

Art. 27 à 30, Droit d'accès

1. Le droit d'accès (art. 27) est et reste l'institution centrale du droit de la protection des données. Sans droit d'accès, la personne concernée ne serait pas en mesure d'exercer ses droits en la matière. Seul celui ou celle qui a connaissance d'un traitement de données le ou la concernant est à même, le cas échéant, d'en vérifier le but ou de demander la rectification ou la suppression des données inexacts ou sans lien avec le but du traitement. Le débiteur du droit d'accès est toujours le responsable du traitement au sens de l'article 4 al. 1 let. h. Le fait que celui-ci confie le traitement à un tiers ne change rien à cet égard (al. 3).
2. Le droit d'accès est la manifestation la plus concrète du droit fondamental à la protection des données. Il appartient à toute personne qui fait l'objet d'un traitement et ne dépend d'aucun intérêt particulier. Cela signifie qu'il n'y a aucune restriction liée à la nationalité, au domicile ou à l'âge, voire à la personnalité du demandeur ou à ses motivations et à l'usage qu'il compte faire de ses données. Le demandeur n'a, en outre, pas à motiver sa demande. La seule obligation qui lui incombe est de fournir son identité afin que seules ses propres données lui soient effectivement transmises (art. 28 al. 1). Pour rappel, il existe une règle particulière en matière de droit d'accès à l'article 60 al. 3 LSan. Pour les demandes d'accès auprès de professionnel-le-s de la santé, le responsable du traitement (en principe le médecin traitant ou la médecin traitante) peut proposer à la personne concernée qu'elle consulte ses données en présence d'un spécialiste de son choix. Il ne s'agit cependant que d'une proposition que la personne concernée est libre d'accepter ou de refuser.
3. Le droit d'accès n'est pas absolu. L'article 29 du projet énonce les conditions auxquelles il peut être restreint. L'invocation d'un motif de restriction au droit d'accès doit toutefois rester l'exception. Elle ne peut avoir lieu que de manière restrictive sur la base d'une pesée des intérêts en présence et conformément au principe de proportionnalité. Par rapport à l'avant-projet, le projet prévoit deux motifs de restriction supplémentaires. Le premier, la loi, est mentionné à titre indicatif dans la mesure où une loi peut, de manière générale, toujours déroger à une autre loi. Le second, l'invocation du caractère abusif de la demande, est un alignement sur le droit fédéral et celui des autres cantons. Il correspond à une concrétisation de l'abus de droit. Toutefois, il ne pourra, en pratique, être invoqué que restrictivement, si l'abus est manifeste.
4. L'article 30 n'est pas directement une manifestation du droit d'accès de la personne concernée, mais énonce divers principes concernant la consultation de certaines de ses données après la mort. Même si on peut discuter son emplacement, celui-ci peut néanmoins se justifier pour des raisons didactiques et aussi de systématique. Dans tous les cas, l'élément essentiel qui ressort de cette disposition est la pesée des intérêts qui doit être faite au moment de décider de transmettre à des tiers des données du défunt ou de la défunte.

Art. 31, Opposition à la communication de données personnelles

1. Le droit d'opposition (ou droit de blocage) permet à la personne concernée de s'opposer par avance à la communication de certaines données la concernant. Il fait partie des prétentions que le droit de la protection des données reconnaît aux personnes concernées de manière générale sans égard au type de données visées (cf. art. 20 LPD et 37 n-LPD ; voir aussi art. 21 RGPD ; art. 9 § 1 let. d Convention STE 108+).

-
2. Selon le droit actuel, le droit de blocage est uniquement prévu pour les données du registre des habitants à l'article 18 LCH. En 2003, l'ancienne Commission fédérale de la protection des données a rendu un jugement concernant le canton de Fribourg dans lequel elle a déclaré que le fait de limiter le droit d'opposition à certaines catégories de données uniquement est contraire au droit de la protection des données (Jugement de l'ancienne Commission fédérale de la protection des données du 22 mai 2003, in JAAC 68.69). Le projet prévoit par conséquent l'introduction d'un droit d'opposition élargi qui ne dépend pas du type de données en cause.
 3. Le droit d'opposition n'est toutefois ni général, ni absolu. Premièrement, il ne peut porter que sur des données préalablement définies par la personne concernée (al. 1 *in fine*). Il n'existe donc pas de droit de blocage général portant sur l'ensemble des données d'une personne. Deuxièmement, le blocage des données peut être mis en échec aux conditions énoncées à l'alinéa 2 let. a à c. Tel sera le cas à chaque fois que la communication est expressément ordonnée par la loi (let. a), lorsque le blocage de la communication risque de sensiblement entraver l'organe public dans l'accomplissement de ses tâches (let. b) ou qu'il aurait pour conséquence d'empêcher une tierce personne de défendre ses intérêts légitimes alors qu'aucun obstacle juridique ne s'oppose à la communication (let. c). Dans ce dernier cas, l'autorité saisie d'une requête de communication doit trancher entre refuser la communication à celui ou celle qui en a fait la demande ou lever le droit d'opposition de la personne concernée. Comme ce choix s'accompagne nécessairement de conséquences juridiques pour chacune des deux parties, l'autorité saisie doit se prononcer au moyen d'une décision qui est sujette à recours (al. 3).
 4. L'alinéa 4 réserve les règles concernant le devoir d'informer des autorités et l'accès à des documents officiels prévus la LInf. Par défaut, le droit de blocage au sens de la LPrD ne peut pas à lui seul constituer un motif de restriction face aux exigences de transparence de l'administration. En cas de communication active des autorités ou de demande d'accès à un document officiel contenant des données personnelles pour lesquelles la personne concernée a fait valoir son droit de blocage, le traitement de la demande d'accès devra se faire conformément aux règles prévues aux articles 11 et 26 ss LInf.

Art. 32, Portabilité des données

1. Le droit à la portabilité des données ne faisait volontairement pas partie de l'avant-projet car il était jugé prématuré et peu adapté au traitement des données dans le domaine public. Néanmoins, il a été ajouté dans le projet afin de disposer d'une législation complète en matière de protection des données et afin d'anticiper de nouvelles évolutions possibles.
2. Tel qu'il est formulé, le droit à la portabilité des données n'est cependant pas directement justiciable, mais nécessite d'être concrétisé dans la législation spéciale ou d'être proposé volontairement par le responsable du traitement. La raison à cela est que toutes les bases de données ne permettent pas de procéder sur demande à une extraction automatisée d'une partie de leur contenu. Pour parvenir à un tel résultat, il faut un certain nombre de prérequis techniques. Il faut que les données soient structurées et qu'elles soient enregistrées dans des formats adaptés. Or ces prérequis ne sont pas appropriés pour toutes les bases de données. C'est la raison pour laquelle l'article 32 se limite à définir un cadre au droit à la portabilité des données.

Art. 33, Actions défensives

1. L'alinéa 1^{er} énonce les trois moyens défensifs traditionnels face à un traitement de données illicite. Il s'agit des mêmes moyens prévus en droit civil dans le domaine de la protection de la personnalité.
2. L'expression « quiconque a un intérêt digne de protection » en début de phrase reprend celle prévue à l'article 41 n-LPD. Elle ne vise pas uniquement la personne directement concernée par le traitement effectif de ses données. En plus de cette dernière, certaines associations peuvent, en outre, aussi être habilitées à invoquer l'une ou l'autre prétention prévues à l'article 30 al. 1, lorsqu'elles agissent pour défendre leurs intérêts propres ou ceux de leurs membres (« recours égoïste » ; en allemand « egoistische Verbandsbeschwerde »). Pour savoir si une personne dispose d'un intérêt digne de protection lui permettant de s'opposer à un traitement de données, il est possible de se référer à la jurisprudence du Tribunal fédéral (not. ATF 147 I 280, consid. 6.2).

-
3. L'alinéa 2 énonce différents moyens propres au droit de la protection des données qui peuvent être invoqués dans un cas concret afin de remédier à une atteinte provoquée par un traitement illicite de données. La personne peut, en particulier, demander de supprimer ou de rectifier des données inutiles ou inexactes ; elle peut aussi demander l'ajout d'une mention du caractère litigieux de certaines données, lorsque ni leur exactitude, ni leur inexactitude ne peut être établie. La communication à des tiers ou la publication de la suppression, de la rectification de données personnelles ou de l'ajout de la mention de leur caractère litigieux font également partie des moyens à disposition. La nouveauté par rapport au droit actuel est l'introduction d'un droit à la limitation du traitement. Moins radicale que la rectification ou que la suppression des données, la limitation du traitement permet de geler temporairement les possibilités de traitement liées à certaines données généralement dans l'attente de clarification soit sur leur exactitude, soit sur la licéité des traitements querellés. Pendant la mesure, le responsable du traitement peut – respectivement doit – continuer de conserver intactes les données visées, mais il ne peut plus les traiter pour des fins nouvelles.
 4. L'alinéa 3 rappelle le principe d'intégrité des fonds d'archives ou des fonds ouverts au public, y compris lorsqu'ils contiennent des données personnelles. Ces fonds et leur contenu ne peuvent être ni détruits ni rectifiés. Dans certaines situations, leur accès peut toutefois être restreint et/ou il peut être ajouté une note dans laquelle la personne concernée ou un proche réfute, voire éventuellement complète, des données la concernant.

Art. 34, Procédure et voies de droit

Depuis la révision de la LPrD de 2008, toutes les décisions rendues par les organes publics en application de la présente section doivent systématiquement être transmises à l'Autorité de surveillance. Cela lui permet d'en vérifier la conformité à la loi et, en cas de besoin, de recourir. Ce système peut cependant engendrer une atteinte aux droits fondamentaux des personnes concernées si ces dernières ne souhaitent pas pareille communication. C'est pourquoi, par rapport à la loi actuelle, le projet introduit la possibilité pour les intéressé-e-s de s'opposer à la communication des décisions qui les concernent.

Art. 35, Réparation du dommage et du tort moral

La violation des dispositions de la loi sur la protection des données peut constituer un acte illicite au sens de de l'article 6 al. 1 LResp. Elle peut donner lieu à réparation aux conditions fixées dans la loi.

2.4 Section 4, Mise en œuvre de la protection des données

Art. 36 et 37, Responsabilités

1. L'article 36 pose le principe selon lequel l'organe public qui traite des données personnelles est responsable de leur protection et de leur sécurité (al. 1). Cette règle et les conséquences en découlant sont précisées à d'autres endroits de la LPrD comme dans d'autres types d'actes.
2. La responsabilité d'un traitement de données peut toutefois être partagée entre différents acteurs (al. 2) qui en deviennent alors co-responsables. En de telles circonstances, il importe que le partage des responsabilités soit suffisamment défini entre les acteurs concernés (p. ex. : périmètre, catégories de données, types de traitement *etc.*). Cela peut soit être fait au moyen de la déclaration prévue à l'article 38, soit ressortir d'une ou plusieurs dispositions légales. Dans tous les cas, la répartition des responsabilités en interne n'a aucune influence sur la situation des personnes concernées qui sont toujours admises à faire valoir l'ensemble de leurs droits et de leurs prétentions auprès de l'Etat.
3. L'article 37 règle les questions de responsabilité lorsqu'un organe public fait appel à un sous-traitant. Par rapport à l'avant-projet, la disposition a subi un alignement sur le droit fédéral. On y retrouve ainsi les conditions ordinaires en Suisse relatives à ce domaine. Une précision a toutefois été ajoutée à l'alinéa 5. Elle prévoit que, sauf disposition contraire, il n'y a pas de sous-traitance entre plusieurs organes appartenant à une même collectivité. On préfère dans ce cas l'application des règles sur la co-responsabilité. Cela n'a pas d'impact sur les personnes concernées, puisque la responsabilité reste de toute manière celle de l'Etat. Mais cela évite d'avoir à élaborer des constructions juridiques compliquées et peu utiles.

-
4. L'externalisation de données constituant dans le projet une forme de sous-traitance qualifiée, elle fait l'objet de règles spéciales prévues dans la section 2 de la loi consacrée aux formes particulières de traitement (cf. art. 18 à 21). Les règles de base prévues à l'article 37 restent cependant applicables aussi longtemps qu'elles ne contredisent pas les règles spéciales en matière d'externalisation.

Art. 38 à 39, Registre des activités de traitements et déclarations de traitement

1. La déclaration des activités de traitement et le registre des activités de traitement sont des instruments de gouvernance en matière de protection des données qui assurent à la fois la transparence et le contrôle des activités de traitement des organes publics. Même si des évolutions sont probables, il faut partir de l'idée que cette fonction continuera d'être assumée par l'actuel Registre des fichiers (REFI) tenu par l'ATPrDM.
2. Le remplacement du terme « fichier » par « activité de traitement » correspond à une adaptation terminologique et ne devrait pas amener de changements pratiques majeurs. En particulier, il n'est pas question de déclarer chaque opération de traitement individuellement. Le terme fichier est jugé obsolète car les données nécessaires à l'accomplissement d'une tâche ne sont aujourd'hui plus nécessairement stockées dans un espace délimité mais peuvent être entreposées à différents endroits alors qu'elles servent à une même activité. C'est pourquoi le législateur fédéral, la Convention STE 108+ et les nouvelles lois cantonales ont remplacé le terme « fichier » par « activité de traitement ». Cela ne veut pas dire pour autant que les deux termes soient forcément identiques à 100 % et qu'ils recouvrent exactement la même réalité. Même s'il ne devrait pas en résulter une augmentation des déclarations, la déclaration des activités de traitement exigera qu'il faudra à l'avenir réfléchir non plus par rapport au lieu de stockage mais par rapport à l'activité devant être accomplie (généralement celle prévue par la loi). Il peut donc en résulter certaines différences.
3. L'article 38 énonce la liste des informations que le responsable du traitement doit fournir au moment de procéder à la déclaration. L'article 39 fixe un certain nombre d'exceptions à l'obligation de déclarer. Ces dispositions sont largement similaires à ce que prévoit la LPrD actuellement.
4. Le registre des activités de traitement est tenu par l'ATPrDM⁹. Il est public et consultable gratuitement. Le projet renonce toutefois à préciser qu'il doit être publié en ligne dans la mesure où cela correspond déjà à la pratique actuelle et qu'on n'imagine pas qu'il pourrait en être autrement. Il renonce aussi à préciser que les communes doivent conserver une liste de leurs traitements en plus de les annoncer à l'ATPrDM.
5. L'avant-projet prévoyait qu'un traitement de données devait obligatoirement être annoncé à l'Autorité de surveillance avant de pouvoir démarrer (cf. art. 38 al. 1 ap-LPrD). Cette obligation a été abandonnée, car elle n'est pas réalisable en pratique. Elle aurait aussi constitué une mesure totalement unique en Suisse.

Art. 40, Mesures organisationnelles et techniques

1. L'article 40 qui évoque les mesures organisationnelles et techniques à mettre en place a été fusionné dans le projet avec l'article 42 de l'avant-projet qui introduisait les principes de la protection des données dès la conception et par défaut (*Privacy by design* et *Privacy by default*). Ces derniers consacrent une approche proactive de la protection de la vie privée tout au long du processus de traitement des données.
2. Les responsables du traitement doivent prendre tout au long du cycle de vie des données les mesures organisationnelles et techniques appropriées à leur situation, aux traitements qu'ils accomplissent et au type de données qu'ils traitent. Différents critères doivent être pris en considération. Il s'agit non seulement de la confidentialité mais aussi de la disponibilité, de l'authenticité, de l'intégrité, de la traçabilité et de la pérennité. Des indications plus précises à ce sujet figureront dans la législation sur la sécurité de l'information actuellement en cours de préparation et auquel renvoie notamment l'alinéa 2.

⁹ Le Registre des Fichiers (ReFi) est accessible en ligne sur la page : <https://www.fr.ch/atprd/institutions-et-droits-politiques/transparence-et-protection-des-donnees/registre-des-fichiers-refs>.

-
3. Conformément à l'approche fondée sur les risques, la loi ne fixe pas directement de mesures spécifiques à mettre en place mais reprend à son compte le principe d'« *accountability* » que l'on retrouve dorénavant dans la plupart des lois modernes de protection des données (art. 4 § 4 de la Directive (UE) 2016/680 ; art. 5 § 2 RGPD et art. 10 § 1 de la Convention STE 108+). Difficilement traduisible en français, ce nouveau principe implique pour les responsables du traitement deux choses :
 - a) Mettre en œuvre des mesures effectives, appropriées et adaptées aux circonstances visant à garantir la protection et la sécurité des données personnelles qu'ils traitent. Outre la mise en place de solutions techniques, il peut s'agir de mesures de sensibilisation et de formation, de mesures de protection des locaux ou encore de mécanismes pour limiter les conséquences d'une perte ou d'un vol de matériel fixe ou mobile.
 - b) Etre en mesure de démontrer l'existence et la mise en œuvre de ces mesures au travers d'une documentation adaptée (cf. al. 4). L'ampleur du devoir de documenter dépend des circonstances. Il peut prendre, en particulier, les formes suivantes : simple liste régulièrement actualisée des mesures, charte, politique, concept SIPD, règlement d'utilisation, *etc.*

Art. 41 et 42, Analyse d'impact relative à la protection des données

1. L'analyse d'impact relative à la protection des données est un outil important pour la responsabilisation des auteurs de traitement. Elle les aide non seulement à construire des traitements de données respectueux de la vie privée, mais aussi à démontrer leur conformité à la loi sur la protection des données. L'analyse d'impact doit être menée par le responsable du traitement avant la mise en œuvre du traitement ; elle doit ensuite être régulièrement évaluée pour s'assurer de son actualité tout au long de la vie du traitement.
2. A l'instar de ce que prévoient le droit européen (art. 27 § 1 Directive (UE) 2016/680 et art. 35 § 1 RGPD), la Convention STE 108+ (art. 10 § 2) et la n-LPD (art. 22), l'analyse d'impact est obligatoire pour les traitements susceptibles d'engendrer des risques élevés pour les droits et les libertés des personnes concernées (art. 41 al. 1). Le risque doit être analysé au cas par cas en termes de gravité et de vraisemblance. La loi fournit à titre d'exemple une liste de cas pour lesquels la réalisation d'une telle analyse est obligatoire (al. 2). Le contenu minimum de l'analyse d'impact est décrit à l'article 41 al. 3. Sa réalisation doit être menée sans formalités excessives dans le respect du principe de proportionnalité.
3. Lorsqu'il ressort de l'analyse d'impact que le traitement envisagé présente un risque élevé pour les droits des personnes concernées et nécessite de ce fait de prendre des mesures de protection particulières, le responsable du traitement doit consulter l'Autorité de surveillance avant d'être en droit de débiter le traitement (art. 42 al. 1). Cette dernière peut communiquer au responsable du traitement ses éventuelles objections et recommandations concernant le traitement envisagé (al. 2). Selon le projet, l'Autorité dispose d'un délai de deux mois, prolongeable d'un mois, pour rendre sa prise de position. Sans retour de la part de l'Autorité, le responsable du traitement peut partir de l'idée que l'Autorité renonce à se positionner et qu'il peut donc démarrer le traitement. Cela n'empêche toutefois pas l'Autorité d'intervenir ultérieurement.
4. Le responsable du traitement est libre de mettre en pratique ou non les recommandations formulées par l'Autorité de surveillance, mais il doit dans tous les cas l'informer des suites données au plus tard au moment de débiter le traitement (al. 3). Si le responsable du traitement décide de ne pas suivre les recommandations de l'Autorité et que cette dernière estime que le traitement n'est pas conforme aux exigences de la protection des données, elle peut alors faire usage de tous les pouvoirs mis à sa disposition conformément aux articles 56 ss. Les mêmes règles s'appliquent au niveau fédéral.

Art. 43 et 44, Violations de la sécurité des données

1. Les mesures à prendre en cas d'incident entraînant une violation de la confidentialité, de la disponibilité ou de l'intégrité des données portent sur trois niveaux : a) identification de la violation et correction (art. 43 al. 1) ; b) consignation de la violation dans un document écrit (art. 43 al. 2) et c) lorsque cela est nécessaire, annonce de

-
- la violation au ou à la préposé-e à la protection des données, voire aux personnes concernées (art. 43 al. 3 et art. 44).
2. La loi n'exige pas que tout incident en matière de protection des données soit systématiquement notifié au ou à la préposé-e à la protection des données. Seuls sont visés les incidents entraînant vraisemblablement un risque élevé pour les droits des personnes concernées. Pour qu'un risque élevé soit reconnu, il faut qu'un dommage, par exemple un vol, une usurpation d'identité ou encore une discrimination, soit susceptible de se produire. Il n'est, en revanche, pas nécessaire qu'un nombre minimum de personnes soient concernées.¹⁰ La loi renonce à fixer le délai durant lequel la communication doit avoir lieu. Celui-ci doit toutefois rester aussi bref que possible. Il ne devrait, en principe, pas excéder 72 heures (comp. : art. 30 § 1 Directive (UE) 2016/680 ; art. 33 § 1 RGPD).
 3. Lorsque cette mesure s'impose pour des motifs de transparence et/ou pour permettre aux personnes concernées de prendre les mesures utiles à la sauvegarde de leurs intérêts (p. ex., en changeant leur mot de passe, en bloquant un accès ou en prenant contact avec l'autorité), les personnes concernées doivent être averties personnellement de la violation (art. 44 al. 1). En cas d'inaction du responsable du traitement, l'annonce peut aussi être ordonnée par le ou la préposé-e à la protection des données (art. 44 al. 4). Exceptionnellement, le devoir d'annonce aux personnes concernées peut néanmoins être différé ou restreint. Il est aussi possible d'y renoncer aux conditions usuelles (al. 2). Les motifs d'exception ne s'appliquent, en revanche, jamais à l'annonce au ou à la préposé-e si les conditions d'une communication sont remplies. Pour les cas de violations qui touchent un grand nombre de personnes, le projet prévoit la possibilité d'une annonce publique généralement dans un média (al. 3). Dans pareil cas, on veillera à offrir aux personnes concernées la possibilité d'obtenir des informations suffisamment précises par la création d'une page Internet dédiée ou la mise sur pied d'un point de contact.
 4. Conformément à l'article 43 al. 4, toute violation de la sécurité des données survenant chez un sous-traitant doit être annoncée au responsable du traitement (peuvent toutefois faire exception les cas bagatelles ne présentant à l'évidence aucun risque pour la ou les personnes concernées). Lorsqu'il est informé d'une telle violation, le responsable du traitement décide, conformément aux règles exposées ci-dessus, s'il y a lieu ou non de notifier la violation au ou à la préposé-e ou aux personnes concernées.

Art. 45, Correspondants et correspondantes en matière de protection des données

1. L'obligation de désigner un correspondant ou une correspondante à la protection des données vient de la volonté de professionnaliser la compréhension et l'application du droit de la protection des données au sein de l'administration cantonale, compte tenu de son caractère transversal et ubiquitaire.
2. Un profil type n'est pas défini même si, au départ, des connaissances de base de la législation sur la protection des données et un certain intérêt pour les questions informatiques semblent incontournables. Cette fonction peut ainsi être occupée par des juristes, des économistes, des personnes issues de l'informatique ou d'autres cadres de l'administration. Vu le caractère nouveau de ce profil, il faudra surtout au départ que les personnes désignées soient disposées à se former et à se perfectionner dans ce domaine et qu'elles s'intéressent à cette matière. Le pendant est qu'il appartiendra à l'administration de donner à ces personnes les possibilités de se former.
3. Contrairement à l'avant-projet, le projet n'impose plus aux services de désigner des correspondants ou correspondantes mais fait remonter cette obligation à l'échelon des Directions. Le Conseil d'Etat pourra néanmoins obliger d'autres organes cantonaux à désigner un tel rôle au sein d'un service lorsqu'il existe un besoin particulier (al. 5). Le but est de mettre sur pied un pôle de compétences de première ligne à même de résoudre les principales questions en matière de protection des données au sein de l'administration. Les personnes désignées seront réunies dans un réseau au sein duquel elles recevront des formations et pourront

¹⁰ MÉTILLE / MEYER, Annonce des violations de la sécurité des données: une nouvelle obligation de la nLPD, in : RSDA 2021 23, p. 26.

échanger des connaissances et des expériences liées à la protection des données (al. 4). Elles pourront aussi, au besoin, solliciter le soutien et des conseils auprès du ou de la préposé-e.

4. Les correspondants ou les correspondantes assument avant toute chose une fonction de conseil et de soutien. Ils ne sont pas une autorité de surveillance mais interviennent principalement à la demande des responsables du traitement eux-mêmes ou si une affaire l'exige (p. ex. s'ils ont vent d'une violation). Toutefois, même si la loi ne l'exige pas, rien ne les empêche d'agir de manière proactive. Cependant, ils ne sont jamais personnellement responsables de la conformité des traitements à la place du responsable du traitement. Dans toutes leurs interventions, leur rôle est uniquement consultatif.
5. L'autonomie reconnue aux correspondants et correspondantes (al. 3) est une condition nécessaire à l'exercice de leur fonction. Pour accomplir efficacement leur rôle, ces personnes doivent pouvoir prendre clairement position à propos des traitements sur lesquels ils interviennent sans limitation d'ordre hiérarchique ni crainte de subir un préjudice.

2.5 Section 5, Surveillance

2.5.1 Section 5.1 : Autorité de surveillance en matière de protection des données

Art. 46, Autorité de surveillance

La désignation d'une autorité de surveillance est une condition indispensable du système de contrôle de la protection des données dans une société démocratique. A l'échelon cantonal, cette fonction est assumée par l'Autorité cantonale de la transparence, de la protection des données et de la médiation (en abrégé : APrDM ou Autorité de surveillance). Par rapport à la loi actuelle, le projet renonce à prévoir la possibilité pour les communes de constituer leur propre autorité. Outre le fait que cette faculté n'est actuellement utilisée par aucune commune, la pratique a démontré qu'elle posait de nombreuses difficultés. Ce changement n'a soulevé aucune opposition auprès des communes.

Art. 47, Organisation

1. Le projet modifie partiellement la structure actuelle de l'Autorité de surveillance. Comme c'est le cas aujourd'hui, l'Autorité reste composée d'une Commission élue par le Grand Conseil qui chapeaute les personnes en charge de la transparence, de la protection des données et de la médiation. Ce système permet de concilier la légitimité tirée d'une commission élue par le Grand Conseil et le professionnalisme ainsi que la disponibilité de spécialistes des domaines concernés. Il n'est pas modifié.
2. Toutefois, en comparaison avec la situation actuelle, le projet propose d'abandonner la séparation entre préposé-e à la transparence et préposé-e à la protection des données et de créer à la place un nouveau poste de préposé-e à la transparence et à la protection des données. D'une solution avec deux préposés, on évolue donc vers une nouvelle solution avec plus qu'un ou une préposé-e agissant dans les deux domaines de la transparence et de la protection des données. Initialement, le choix d'instituer une séparation entre les deux fonctions visait à octroyer la même importance à chaque domaine bien qu'ils répondent parfois à des intérêts antagonistes. Globalement, ce système a toujours bien fonctionné et le Conseil d'Etat n'avait pas prévu de le modifier. Mais suite au départ de l'ancienne préposé-e à la protection des données, l'APrDM a annoncé vouloir tester un nouveau mode de fonctionnement avec une personne occupant simultanément la fonction de préposé-e à la transparence et à la protection des données, notamment afin d'améliorer l'efficacité du fonctionnement de l'Autorité. L'actuelle préposée à la transparence a dans ce but été nommée préposée à la protection des données *ad interim*. A l'issue d'une période d'essai de trois mois, l'APrDM s'est déclarée satisfaite de ce changement et a demandé qu'il puisse être pérennisé dans le cadre de la révision actuelle de la loi. Plusieurs dispositions de la LPrD et de la LInf ont été modifiées dans ce but.

Art. 48, Statut

1. L'Autorité de surveillance bénéficie d'un statut particulier au sein de l'administration. La garantie d'indépendance qui lui est reconnue (al. 1) est une exigence fondamentale qui figure déjà dans le texte actuel de la loi (art. 29 al. 3 LPrD) et que l'on retrouve de manière générale dans la réglementation suisse et européenne en

matière de protection des données (cf. art. 26 al. 3 LPD et art. 43 al. n-LPD ; art. 42 de la Directive (UE) 2016/680 ; art. 52 du RGPD ; art. 15 § 5 de la Convention STE 108+). Elle suppose des garanties organisationnelles adaptées portant notamment sur la position de l'Autorité au sein de l'administration, sur les ressources dont elle dispose et sur la désignation et le statut juridique du ou de la préposé-e.

2. Pour assurer son indépendance, l'Autorité de surveillance n'est directement soumise à aucune Direction mais est uniquement rattachée administrativement à l'une d'entre elles (al. 2). Elle ne peut donc pas recevoir d'instructions dans l'exercice de ses fonctions. Cette position ne signifie néanmoins pas que l'Autorité serait « hors de l'Etat » comme le serait un particulier ou une organisation privée et qu'elle pourrait s'autogérer intégralement. L'Autorité de surveillance accomplit ses tâches dans les locaux et avec les moyens que l'Etat lui fournit. Comme toute unité administrative, elle est soumise aux règles relatives à l'utilisations de ces locaux et de ces moyens.
3. L'enveloppe budgétaire remise chaque année à l'Autorité lui confère une très grande autonomie d'exécution et de gestion budgétaire. Elle permet à l'Autorité de décider librement de l'utilisation des deniers reçus dans la mesure où ceux-ci sont liés à l'exécution de ses tâches et/ou à son fonctionnement. En respectant les règles générales applicables aux unités administratives, l'Autorité peut acquérir le matériel qu'elle juge utile, s'inscrire à des formations, financer des campagnes de sensibilisation sur des questions de protection des données, de transparence ou de médiation ou encore commander des avis ou des expertises auprès de spécialistes. Dans les limites de l'enveloppe reçue, elle n'a pas besoin d'obtenir une autorisation préalable pour engager une dépense. L'Autorité peut participer à l'élaboration de son propre budget en adressant une proposition de budget au Conseil d'Etat. Cette proposition est alors présentée par la personne à la tête de la Direction à laquelle l'Autorité est rattachée administrativement, qui peut faire valoir son point de vue lors de sa présentation devant le Conseil d'Etat (cf. art. 61 al. 1 let. a LOCEA).

Art. 49 et 50, Commission de la transparence, de la protection des données et de la médiation

1. L'article 49 règle la composition et l'organisation de la Commission cantonale de la transparence, de la protection des données et de la médiation. Cette dernière est un organe pluridisciplinaire réunissant plusieurs métiers et autant de compétences nécessaires à une compréhension la plus large possible des enjeux liés aux domaines d'activité de l'Autorité. Les membres de la Commission sont élus par le Grand Conseil sur proposition du Conseil d'Etat (al. 1). Cette solution qui a fait ses preuves depuis l'entrée en vigueur de la loi actuelle garantit, d'une part, l'indépendance de l'Autorité de surveillance vis-à-vis de l'exécutif cantonal et de l'administration qui en dépend et, d'autre part, favorise un choix des membres effectué prioritairement sur la base des compétences requises. Par rapport à la situation actuelle, la composition de la Commission est légèrement modifiée pour inclure également un ou une juriste et un ou une spécialiste en informatique et en sécurité des données (al. 2). Cette composition correspond déjà à celle actuellement en place, même si la loi ne le prévoit pas expressément.
2. Les attributions de la Commission sont énoncées à l'article 50. Il s'agit des fonctions dirigeantes de l'Autorité, qui exigent une légitimation accrue. La Commission remet, en outre, chaque année au Grand Conseil, par l'intermédiaire du Conseil d'Etat, le rapport d'activité de l'Autorité. La faculté qu'elle a d'informer le public de ses constatations, lorsque l'intérêt général le justifie, est une conséquence de son indépendance.
3. Le projet prévoit que la procédure de nomination du ou de la préposé-e est menée par la Commission en collaboration avec la Direction à laquelle l'Autorité est rattachée. C'est toutefois à la Commission que revient la tâche d'émettre le préavis à l'attention du Conseil d'Etat. Ce mode de nomination respecte les exigences du droit supérieur qui laissent aux Etats membres une assez grande latitude de jugement à cet égard. Selon le droit européen, il importe surtout que la procédure de nomination des membres de l'Autorité soit transparente. Celle-ci peut toutefois être conduite tant par le parlement que par le gouvernement, le chef de l'Etat ou un organisme indépendant (cf. comp. art. 43 Directive UE/2016/680 ; 53 RGPD). En Suisse, la nomination du ou de la préposé-e suit plusieurs schémas différents. Dans certains cantons, il ou elle est nommé-e par le parlement sur la

base d'une proposition du Conseil d'Etat (p. ex. : BE ; BL ; GE ; GL ; LU ; SO), d'une commission (AI ; BS) ou directement (VS ; ZH). Dans d'autres cantons, c'est le gouvernement qui nomme le ou la préposé-e (AG ; AR ; GR ; NE et JU ; OW ; SG ; SH ; TI ; UR ; VD ; ZG).

4. Eu égard à la composition de l'Autorité qui compte à la fois une commission spécialisée et un ou une préposé-e, la situation à Fribourg est différente de celle des autres cantons. Puisque la Commission est déjà nommée par le Grand Conseil, il ne paraît pas pertinent de soumettre également à la compétence du Grand Conseil la nomination du ou de la préposé-e qui est l'organe opérationnel de l'Autorité. Dans ce cas, une nomination par le Conseil d'Etat est tout à fait appropriée. D'une part, cette solution correspond à ce que permet le droit européen. D'autre part, c'est aussi la solution appliquée par près de la moitié des cantons en Suisse.
5. En fin de compte, le régime proposé présente de nombreux avantages. Il offre pour la Commission toute la légitimité tirée d'une élection par le Grand Conseil et garantit pour le ou la préposé-e l'intervention d'une autorité indépendante dans le processus de sélection. Ce régime tout à fait unique au sein de l'administration souligne le statut spécial de l'Autorité et de ses membres. Il va largement plus loin que le régime minimal prévu en droit européen. En comparaison intercantonale, il est également tout aussi sinon plus protecteur que la plupart des régimes en place.

Art. 51 à 54, Préposé-e

1. Le ou la préposé-e est l'organe opérationnel de l'Autorité dans le domaine de la protection des données. Afin de lui laisser accomplir ses missions de manière efficace, la loi lui réserve un statut particulier.
2. Selon l'article 51, le ou la préposé-e est nommé-e par le Conseil d'Etat pour une période de cinq ans, reconductible. Le choix d'un engagement pour une période limitée dans le temps s'aligne sur le droit fédéral (cf. art. 44 n-LPD) et le droit européen (cf. art. 44 par. 1 let. e Directive (UE) 2016/680 ; 54 par. 1 let. e RGPD). Il se retrouve également, semble-t-il, à ce jour auprès de l'ensemble des cantons qui ont d'ores et déjà procédé à la révision de leur propre loi. Il est le pendant du régime spécial qui protège le ou la préposé-e durant sa période de fonction. Durant cette période, l'article 52 prévoit que les rapports de travail du ou de la préposé-e ne peuvent être résiliés qu'en cas de faute ou de négligence grave, ou en cas d'incapacité de longue durée (al. 3). La décision de relever le ou la préposé-e de ses fonctions est prise par le Conseil d'Etat de sa propre initiative ou à l'initiative de la Commission. Dans les deux cas, le Conseil d'Etat demande le préavis de la Commission (al. 4). Ce statut unique dans l'administration vise à permettre au ou à la préposé-e d'accomplir ses missions de manière efficace et indépendante. A la fin de la période d'engagement, c'est-à-dire tous les cinq ans, les rapports de travail du ou de la préposé-e à la protection des données sont, en principe, reconduits tacitement (art. 52 al. 1). Le Conseil d'Etat peut néanmoins par voie de décision décider de ne pas reconduire les rapports de travail. Dans ce cas, il doit toutefois solliciter d'abord le préavis de la Commission. La décision de non-reconduction doit parvenir au ou à la préposé-e six mois au moins avant la fin de la période de fonction. Elle doit être suffisamment motivée et elle est susceptible de recours. L'article 53 énonce les règles à suivre en cas d'empêchement de la part du ou de la préposé-e. Tant que le projet ou son ordonnance d'exécution ne prévoient rien de contraire, la législation sur le personnel de l'Etat reste applicable aux rapports de travail du ou de la préposé-e (art. 51 al. 4).
3. La liste des tâches du ou de la préposé-e à la protection des données est énoncée à l'article 54. L'augmentation de cette liste par rapport à la loi actuelle est due, en partie, aux nouvelles tâches dans le domaine de la protection des données, mais aussi, en partie, à la volonté de mieux répartir les tâches entre la Commission et le ou la préposé-e.

Art. 55, Autocontrôle de l'Autorité de surveillance

Cette disposition oblige l'Autorité de surveillance à s'assurer par des mesures de contrôle appropriées portant notamment sur l'organisation et la sécurité des données personnelles du respect et de la bonne application des dispositions de protection des données en son sein.

2.5.2 Section 5.2 : Pouvoir de contrôle et d'intervention de l'Autorité de surveillance

Art. 56 à 59, Contrôle par le ou la préposé-e

1. Conformément aux exigences du droit supérieur, le projet renforce les moyens d'intervention de l'Autorité de surveillance en les alignant sur les nouveaux standards des lois de protection des données.
2. Les moyens d'intervention de l'Autorité de surveillance ont été répartis en deux catégories : ceux qui reviennent directement au ou à la préposé-e et ceux qui sont du ressort de la Commission.
 - 2.1. Le ou la préposé-e est l'organe compétent pour mener une enquête auprès d'un responsable du traitement ou d'un sous-traitant afin de vérifier qu'il respecte les dispositions de protection des données (art. 56 al. 1). Il ou elle peut le faire d'office ou suite à une dénonciation de la part d'un tiers. Dans le cadre de ses enquêtes, le ou la préposé-e dispose d'un accès illimité à toutes les informations utiles à l'accomplissement de ses tâches ; il ou elle peut en particulier exiger la production de documents, procéder à des auditions ou réaliser une inspection sur place (al. 2). Les obligations de confidentialité ne lui sont pas opposables, sous réserve du secret professionnel (al. 3). Les personnes concernées qui dénoncent une situation problématique à l'Autorité n'ont pas qualité de partie à la procédure. Elles sont toutefois informées des suites données à leur plainte et, sous une forme appropriée, du résultat d'une éventuelle enquête. Dans les cas les plus graves ou persistants, le ou la préposé-e a la possibilité de prononcer une recommandation dans laquelle il ou elle invite le responsable du traitement à se mettre en conformité dans un délai déterminé (art. 57). La recommandation doit alors être suffisamment précise pour comprendre quels sont les reproches formulés et quel type de mesures doivent être prises pour y remédier. Dans le délai imparti, le destinataire rend une détermination sur la suite qu'il entend donner à la recommandation. En cas de refus total ou partiel de la recommandation, le ou la préposé-e peut saisir la Commission.
 - 2.2. En tant qu'organe collégial élu par le Grand Conseil, la Commission de la transparence, de la protection des données et de la médiation est l'organe compétent pour rendre des décisions contraignantes à l'égard des responsables du traitement (art. 58). Sous réserve des cas de menaces graves et imminentes (al. 3), la Commission ne peut intervenir pour rendre une décision que sur la base d'une saisine du ou de la préposé-e à la protection des données suite à une recommandation infructueuse. La Commission peut ordonner différentes mesures allant de la suspension ou la modification du traitement jusqu'à sa mise à l'arrêt et à la destruction des données déjà collectées. Dans les décisions qu'elle rend, la Commission respecte le principe de proportionnalité. Le ou la préposé-e participe avec voix consultative à la procédure devant la Commission. Il ou elle peut être chargé-e de l'instruction de l'affaire (al. 4). Le fait que le ou la préposé-e ait déjà rendu une recommandation dans la même affaire ne constitue pas un motif de partialité l'empêchant d'instruire l'affaire pour la Commission. A noter que le prononcé d'une recommandation ou d'une décision n'est jamais une fin en soi. Si le responsable du traitement remédie au problème dans le cadre de la procédure devant le ou la préposé-e ou devant la Commission, les deux peuvent classer l'affaire et renoncer à se prononcer (art. 57 al. 5 et 58 al. 5). La Commission a aussi la possibilité de se limiter à un avertissement.
3. L'article 59 rappelle que tant le ou la préposé-e que la Commission respectent, dans leurs interventions, les règles du CPJA. En plus du droit d'être entendu de l'organe visé, qui est expressément mentionné, cela inclut le respect des principes de la légalité, de l'égalité de traitement, de la proportionnalité, de la bonne foi et de l'interdiction de l'arbitraire, le droit à une décision suffisamment motivée ou encore les règles en matière de représentation.

Art. 60, Coopération avec d'autres autorités de protection des données

La disposition fixe les règles à suivre lorsque l'Autorité de surveillance est amenée à coopérer avec d'autres autorités de protection des données et à échanger dans ce cadre des données personnelles ou, éventuellement, des données soumises à un secret (entraide administrative). En revanche, elle ne concerne pas les différentes formes de

collaboration informelles qui ne portent pas sur des affaires particulières (organisation de manifestations, formations, séminaires, *etc.*).

2.6 Section 6, Dispositions transitoires

Art. 61, Réglementation d'exécution

La disposition prévoit une délégation de compétence en faveur du Conseil d'Etat pour qu'il complète le projet sur différents aspects dès lors qu'il existe un besoin pour ce faire.

Art. 62, Droit transitoire

1. Le passage au nouveau droit, notamment le renforcement des exigences en matière de sécurité à l'égard des responsables du traitement, serait difficile sans un temps d'adaptation. Il ne semble pas non plus exigible d'appliquer l'ensemble des nouvelles exigences à tous les traitements sans exception, alors que certains d'entre eux ont débuté à une époque où ce type d'exigences n'avait pas cours. C'est pourquoi le projet prévoit certaines dérogations et introduit des délais pour que les responsables du traitement se mettent en conformité avec le nouveau droit.
2. Un délai général de deux ans est prévu pour permettre aux responsables du traitement de se mettre en conformité avec les nouvelles exigences de la LPrD ; les annonces relatives à une violation de la sécurité des données devront cependant être annoncées à l'Autorité de surveillance ou aux personnes concernées dès l'entrée en vigueur de la loi (al. 1).
3. Tant que la finalité du traitement reste inchangée et qu'il n'y a pas de nouvelles collectes de données qui justifieraient une telle analyse, les obligations relatives à la réalisation d'une analyse d'impact en matière de protection des données ne s'appliquent pas aux traitements qui ont débuté sous l'ancien droit et qui perdurent après l'entrée en vigueur du nouveau droit (al. 2). La réalisation d'une analyse d'impact représente une charge de travail importante. Exiger de l'administration qu'elle rattrape une telle obligation alors que les traitements concernés ont débuté sous l'empire d'autres règles serait déloyal et disproportionné.
4. Une règle spéciale est prévue pour les traitements ayant débuté sous l'ancien droit et qui sont terminés au moment de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi (al. 3). Ils continueront d'être soumis aux exigences de la LPrD de 1994. En revanche, dans la mesure où cela est techniquement réalisable, les personnes concernées sont autorisées à invoquer les nouveaux droits prévus à la section 3 de la loi dès l'entrée en vigueur de celle-ci (droit d'accès élargi, droit d'opposition).
5. Pour se mettre en conformité avec la Directive (UE) 2016/680 qui est devenue contraignante pour la Suisse à partir du 1^{er} août 2018 (cf. FF 2017 6565, p. 6783), les responsables de traitement qui entrent dans le champ d'application de la Directive devront tout mettre en œuvre afin de satisfaire dès l'entrée en vigueur de la nouvelle loi au devoir d'informer la personne concernée de la collecte de ses données et aux obligations relatives à la mise en œuvre de la loi prévues à la section 4 du projet (al. 4).

Art. 63, Adaptation de la législation

L'article 5 du projet modifie en partie les exigences sur la manière de rédiger les bases légales en matière de protection des données. L'article 63 octroie un délai de deux ans dès l'entrée en vigueur de la nouvelle loi pour que les Directions procèdent aux éventuelles adaptations de leur portefeuille législatif. Le délai prévu initialement était d'une année. Les retours de la consultation ont toutefois montré que ce délai n'était pas assez long notamment eu égard à la lenteur du processus législatif.

Art. 64, Rapports de service du ou de la préposé-e

Vu la réunification des fonctions de préposé-e à la transparence et de préposé-e à la protection des données (cf. commentaire de l'art. 47) et le passage vers un engagement d'une durée limitée dans le temps (cf. commentaire de l'art. 51), les rapports de service du ou de la préposé-e doivent être adaptés. Même si le passage d'un contrat de durée indéterminée vers un contrat de durée déterminée peut, de prime abord, sembler moins favorable pour la

personne en poste, dans les faits, il n'en résulte pour elle aucune véritable péjoration. Le ou la préposé-e bénéficiera d'une protection renforcée durant toute la durée des rapports de fonction (cinq ans) et retombera tous les cinq ans dans un régime proche de celui applicable à tout employé-e de l'Etat tout en restant plus protecteur. En effet, la décision de ne pas reconduire le mandat du ou de la préposé-e doit être fondée sur de justes motifs et parvenir au ou à la préposé-e six mois avant la fin de son mandat ; elle requiert, en outre, impérativement le préavis de la Commission (cf. art. 52 al. 1). Pour le reste, le Conseil d'Etat veillera à insérer dans la réglementation d'exécution une disposition garantissant le droit au traitement du ou de la préposé-e en cas de maladie ou d'accident survenant durant les rapports de fonction pendant le délai de protection de 730 jours prévu dans la législation sur le personnel de l'Etat (cf. art. 110 al. 4 LPers).

2.7 Modification d'autres lois

2.7.1 Adaptation de la LStat

Les modifications apportées aux articles 5 al. 1 et 16 al. 2 et 3 ont essentiellement pour but de renvoyer à la nouvelle version de la loi sur la protection des données qui sera adoptée par le Grand Conseil. Le projet propose toutefois, en plus, de corriger une erreur de plume qui s'est glissée à l'article 16 al. 2. Ce n'est pas l'accès aux données qui est interdit mais bien leur publication, lorsqu'elles permettent l'identification ou la déduction d'informations sur la situation individuelle de personnes. Le fait qu'il s'agisse d'une erreur de plume ressort très clairement du Message du Conseil d'Etat du 25 octobre 2005 ayant accompagné le projet de loi sur la statistique cantonale¹¹.

2.7.2 Adaptation de la LOCEA

A la demande de l'ATPrDM et sur le modèle de la Confédération (cf. art. 57h et 57h^{bis} LOGA), le projet propose d'introduire un nouvel article 58a dans la LOCEA permettant aux organes de l'administration de gérer un système de gestion des affaires pouvant contenir des données personnelles, y compris des données sensibles. Cette disposition ne vise pas à remplacer les différentes règles exigées pour le traitement des données dans la législation spéciale mais fournit une base légale pour l'enregistrement et la conservation des données récoltées sur les infrastructures électroniques de l'administration.

2.7.3 Adaptation de la LJ

Art. 46a et 71a

1. Le projet prévoit l'introduction d'un correspondant ou d'une correspondante à la protection des données auprès du Tribunal cantonal (art. 46a) et du Ministère public (71a).
2. Ces deux entités tombent sous le coup de la Directive (UE) 2016/680 sur la protection des données dans le domaine de la police et de la justice. Cette Directive représente pour la Suisse un développement de l'acquis de Schengen (cf. § 1.3.2.2). Conformément à l'article 32 de la Directive, une personne répondante en matière de protection des données doit être désignée. La personne à désigner doit avoir des connaissances suffisantes de la législation en matière de protection des données et une position assurant que ses prises de position seront respectées. Comme à l'article 45 LPrD, le correspondant ou la correspondante en matière de protection des données doit être en mesure d'exercer ses fonctions de manière autonome. Il ou elle n'est toutefois pas habilité-e à s'immiscer dans une affaire juridictionnelle en cours. La fonction de correspondant ou de correspondante à la protection des données peut être cumulée avec une autre fonction au service des entités concernées.

Art. 140

La modification de l'article 140 al. 1 let. b anticipe l'adoption d'une nouvelle législation en matière de sécurité de l'information. La modification de l'article 140 al. 1 let. c relève de la cosmétique législative. Elle aurait, en principe, dû être introduite au moment de l'adoption de la LArch.

¹¹ BGC 2006 p. 13.

2.7.4 Adaptation de la LCo

L'article 102a reprend l'article 58a LOCEA pour les communes.

2.7.5 Adaptation du CPJA

Art. 66a

Sans pour autant se substituer au pouvoir d'appréciation de l'autorité, des algorithmes peuvent servir parfois comme outil d'aide à la décision dans le cadre d'une procédure. Pour des raisons de transparence et de loyauté, l'article 66a prévoit que le recours à ce type d'outils doit systématiquement être mentionné dans la décision qui est rendue et permet au destinataire de la décision de recevoir une information appropriée sur leur mode de fonctionnement.

Art. A-4a

1. Par rapport à l'avant-projet, la disposition sur les décisions individuelles automatisées a été déplacée de la LPrD au CPJA. La raison est qu'il s'agit d'une règle de procédure avant tout. Or, en matière de procédure, le canton est uniquement compétent pour la procédure administrative. Les procédures civiles et pénales sont, en revanche, de la compétence exclusive de la Confédération qui a réglé cette matière de manière exhaustive dans le code de procédure civile du 19 décembre 2008 (CPC ; RS 272) et le code de procédure pénale du 5 octobre 2007 (CPP ; RS 312.0). Une règle de procédure cantonale – même placée dans la LPrD – ne peut par conséquent pas avoir d'effets sur ces deux types de procédure. Comme le Tribunal cantonal exclut à ce stade de recourir à des décisions individuelles automatisées dans le cadre de procédures juridictionnelles et ne voit pas l'utilité d'une telle règle lui étant applicable¹², la disposition a été placée dans l'Annexe I sur la procédure électronique, car cette annexe s'applique uniquement aux autorités administratives de première instance.
2. La particularité des décisions individuelles automatisées est d'être rendues exclusivement sur la base d'un traitement automatisé de données. Il n'y a donc aucun humain qui prend part à l'élaboration de la décision. Les domaines qui se prêtent à ce type de décision restent néanmoins à ce jour encore très limités, car seules des opérations de subsomption très succinctes et rudimentaires peuvent être accomplies par une machine. Il existe malgré tout un certain potentiel dans le domaine de l'administration de masse lorsque des milliers de décisions relativement semblables sont rendues régulièrement sur la base de simples opérations de calcul. A titre d'exemple, les amendes d'ordre pour excès de vitesse pourront certainement un jour être rendues de manière entièrement automatisée. On peut aussi imaginer que certaines autorisations peu complexes pourront être rendues à l'avenir de cette manière.
3. Comme les algorithmes à la base de ces décisions ne sont pas infaillibles et qu'ils peuvent se tromper, il importe de compenser ce risque par des garanties de procédure adaptées. Une décision individuelle prise sur le seul fondement d'un traitement automatisé de données doit obligatoirement être présentée comme telle au moyen d'une mention explicite (al. 1). A la demande du destinataire de la décision, l'administration doit, au surplus, lui communiquer la logique et les critères du traitement ayant généré la décision. Cette garantie est nécessaire pour permettre à la personne concernée d'apprécier le bien-fondé de la décision avant d'éventuellement la contester. Un réexamen extrajudiciaire rapide et gratuit des opérations de traitement liées à une décision automatisée peut être demandé lorsqu'il apparaît de manière claire que celle-ci est entachée d'un vice manifeste et non juridique qui est entièrement imputable à la machine. Sous l'angle procédural, la demande de réexamen suit les mêmes règles qu'en cas de réclamation au sens de l'article 103 CPJA. Toutefois, un réexamen ne peut pas être demandé lorsque l'autorité n'est pas tenue d'entendre une partie avant de rendre sa décision. La règle renvoie à l'article 58 CPJA.

¹² Cf. Prise de position du Tribunal cantonal du 17 mai 2022 en réponse à une question posée.

2.7.6 Adaptation de la LVid

L'installation d'un système de surveillance à grande échelle couvrant de grandes parties du domaine public représente une atteinte grave aux droits et aux libertés des personnes concernées. C'est pourquoi elle requiert, entre autres conditions, de procéder à chaque fois à une étude d'impact relative à la protection des données au sens des articles 41 et 42 du projet LPrD (art. 4 al. 3 et 5 al. 1 let. c). La loi ne définit pas à partir de quand un système de surveillance couvre de grandes parties du domaine public. La règle est toutefois reprise de l'article 22 al. 2 let. b n-LPD, si bien qu'il sera possible de se baser pour répondre à cette question sur les commentaires et la jurisprudence relatifs à cette disposition.

2.7.7 Adaptation de la Llnf

Art. 33 et 39

Les modifications apportées à l'article 33 al. 1 et 2 et 39 sont une conséquence de la réunion des fonctions de préposé-e à la transparence et de préposé-e à la protection des données.

Art. 40

La modification de l'alinéa 1 let. b est une conséquence de la réunion des fonctions de préposé-e à la transparence et de préposé-e à la protection des données. C'est aussi le cas de la suppression de l'alinéa 1 let. b^{bis} puisque la question de la nomination et du statut du ou de la préposé-e est déjà réglée dans la LPrD.

Art. 41

L'alinéa 1^{er} est supprimé car la question de l'engagement du ou de la préposé-e à la protection des données et à la transparence est réglée dans la LPrD. L'alinéa 2 est adapté en conséquence.

Art. 42a

Cf. Commentaire de l'article 64 LPrD.

2.7.8 Adaptation de la LMéd

Art. 5, 6 al. 2 let. b, 8 et 9

Toujours dans l'objectif d'unifier le régime juridique applicable aux trois membres de l'ATPrDM, les articles 5 et 6 al. 2 let. b sont modifiés et les articles 8 et 9 sont supprimés, car le contenu de ces derniers se retrouve déjà dans la réglementation applicable au ou à la préposé-e à la transparence et à la protection des données.

Art. 27

Cf. Commentaire de l'article 64 LPrD.

2.7.9 Adaptation de la LCyb

Art. 30

Cf. Commentaire de l'article 19 al. 2 et 3 LPrD.

Art. 35 à 35b

1. Le passage à la cyberadministration est un processus complexe nécessitant parfois de passer par des phases d'apprentissage avant de retenir définitivement la solution souhaitée¹³. Ces phases d'apprentissage peuvent requérir de déroger momentanément à une règle existante avant de proposer, le cas échéant, son abrogation ou sa modification définitive. Selon la loi actuelle, un projet pilote permet uniquement de déroger à l'obligation de s'appuyer sur une base légale au sens formel pour traiter des données personnelles sensibles. Avec la modification proposée, il sera dorénavant possible de déroger momentanément à d'autres types de normes, lorsque celles-ci contiennent des références à un objet ou à un procédé analogique susceptibles de constituer une entrave à la digitalisation.

¹³ MONTAVON Michael, *De la planification à la codification de la cyberadministration*, in : RSJ/SJZ 16-17/2022 803-812.

-
2. La tenue d'un projet pilote est strictement encadrée par des conditions de fond et de forme réparties aux articles 35 à 35b. Sur le fond, un projet pilote doit nécessairement servir à l'accomplissement de tâches publiques ou qui poursuivent un intérêt public avéré, la sécurité des personnes doit être assurée par des mesures appropriées et il doit exister un besoin d'expérimentation reconnu justifiant la tenue d'un projet pilote avant l'adoption des bases légales définitives. Sur la forme, un projet pilote doit suivre un protocole clairement établi composé de plusieurs étapes. Sa durée ne devrait, en principe, pas excéder cinq ans et il nécessite impérativement la préparation préalable d'un dossier complet, un rapport d'évaluation à la fin de la phase pilote et l'intervention de différents acteurs aux différentes étapes de son déroulement. Surtout, un projet pilote doit être prévu au moyen d'une ordonnance (expérimentale) dont la durée et le champ d'application sont limités afin d'assurer une publicité et un encadrement suffisants au projet. Ce n'est qu'à l'issue du projet pilote qu'un projet de loi sera, le cas échéant, finalement soumis au Grand Conseil. L'avantage de ce procédé est qu'il permet d'augmenter la sécurité et la précision de la loi, car les normes proposées ont pu être élaborées de manière empirique plutôt que sur la base uniquement d'hypothèses. Leur qualité s'en trouve renforcée.
 3. L'article 35 al. 3 contient un renvoi exprès vers l'article 22 LPrD qui traite des projets pilotes portant sur le traitement de données sensibles, la conduite d'activités de profilage ou d'autres types de traitements susceptibles de présenter un risque élevé pour les droits des personnes concernées. Il s'agit alors de coordonner les deux dispositions. Pour cette catégorie de projets, on applique les règles générales de la LCyb applicables à tous les projets pilotes et les règles supplémentaires de la LPrD applicables aux projets pilotes portant sur des traitements de données particuliers. Concrètement, ces règles supplémentaires portent sur l'implication de l'ATPrDM aux différentes étapes du projet.
 4. L'administration recourt parfois à des tiers pour l'accomplissement de certaines tâches. Cela peut aussi être le cas en matière de cyberadministration où des partenariats public-privé peuvent constituer des solutions adaptées. Or, selon l'article 54 Cst. cant., toute délégation de tâches publiques à des tiers requiert d'être prévue dans une loi. Dans l'hypothèse où la tenue d'un projet pilote impliquerait le recours à un tiers, l'article 35b al. 2 constituerait alors la base légale requise durant toute la durée du projet pilote mais pas au-delà (al. 1).
 5. Selon l'article 35b al. 2, la possibilité de mener un essai pilote est étendue aux communes dans leurs domaines de compétence.

2.7.10 Adaptation de la LS

L'article 43 al. 3a constitue la base légale pour la transmission de certaines données relatives aux élèves, au corps enseignant et au personnel administratif à la Fédération des services d'identité de l'espace suisse de formation (Edulog) afin de pouvoir accéder notamment à des moyens d'enseignement en ligne. Edulog utilise le NAVS 13 uniquement pour fédérer et défédérer une identité. Un identificateur technique est attribué de manière aléatoire et le NAVS n'est jamais enregistré.

La modification de l'article 43 al. 4 a pour seul but de renvoyer à la nouvelle version de la loi qui sera adoptée par le Grand Conseil.

2.7.11 Adaptation de la LESS

Même commentaire que pour la LS s'agissant de la modification de l'article 43.

2.7.12 Adaptation de la LFE

Le progiciel SAP (ci-après : le système de gestion intégré) est utilisé par les services et établissements de l'Etat depuis de nombreuses années. La gestion financière et la comptabilité sont en principe réalisées au moyen de cet outil mis à disposition des diverses unités administratives par l'Administration des finances. L'utilisation de ce système donne entière satisfaction. Pour satisfaire aux exigences de la protection des données (nécessité d'une base légale formelle), le présent projet ancre l'utilisation d'un tel progiciel dans la législation sur les finances de l'Etat.

Section 6a

Il est prévu d'insérer les dispositions régissant le système de gestion intégré des finances de l'Etat dans une nouvelle subdivision de la LFE, numérotée 6a, et suivant les dispositions d'organisation. Les trois articles composant cette subdivision énoncent les dispositions de base requises par la législation sur la protection des données. Ces articles précisent quelles sont les catégories de données traitées et la finalité du traitement des données. Ils décrivent en outre le fonctionnement et les modalités d'accès au système de gestion intégré. Le projet de loi renvoie aux dispositions d'exécution s'agissant de la répartition des responsabilités et des mesures de sécurité à mettre en place.

Art. 47a

1. Cette disposition décrit les finalités de l'utilisation du système de gestion intégré par les services et établissements de l'Etat, ainsi que le contenu de ce système d'information.
2. Les finalités sont énoncées à l'alinéa 1. Il s'agit de la gestion financière et opérationnelle, ainsi que de la planification financière et du suivi budgétaire.
3. L'énoncé des buts poursuivis par l'utilisation du système de gestion intégré est exhaustif et correspond à la pratique actuelle. L'utilisation du mot « notamment » dans le projet de loi vise simplement à ne pas alourdir inutilement la procédure dans l'hypothèse, peu probable, où la liste devrait être complétée, à l'avenir, par une opération nouvelle connexe, non envisagée actuellement.
4. L'alinéa 2 fixe pour sa part les catégories de données traitées par le truchement du système de gestion intégré. Il s'agit des éléments suivants :
 - a) identités et adresses des personnes physiques et des personnes morales qui ont des relations financières avec l'Etat ;
 - b) informations sur les coordonnées financières des personnes visées par la lettre a) et sur leurs transactions financières avec l'Etat.
5. L'identité des personnes physiques englobe les informations relatives à leurs noms, prénoms, adresses, données de contact, dates de naissance et, le cas échéant, de décès, nationalité, lieu d'origine, sexe, langue de correspondance, coordonnées bancaires (IBAN), numéro AVS, numéro d'identifiant cantonal de personne (ICP) et autres identifiants nécessaires à la gestion financière du dossier de la personne concernée (Symic [numéro utilisé dans le domaine de la migration], PID Gelan [Identifiant des exploitations agricoles du système de gestion des exploitations agricoles et des paiements directs], No RegEdu [numéro utilisé dans le domaine de l'éducation], etc.
6. L'identité des personnes morales comprend quant à elle les données sur la raison sociale, le statut juridique, l'adresse, les données de contact, la date de création et, le cas échéant, celle de liquidation, la langue de correspondance, les coordonnées bancaires (IBAN), les numéros TVA, IDE (identifiant des entreprises suisse), REE (registre des entreprises et établissements) et ICP, ainsi que les autres identifiants nécessaires à la gestion financière du dossier de la personne morale concernée.
7. Ici également, l'utilisation du mot « notamment » dans le projet de loi vise simplement à ne pas alourdir inutilement la procédure si, par hypothèse, il devait être nécessaire de compléter à l'avenir la liste des catégories de données traitées. A l'heure actuelle, seules les données des deux catégories visées par le projet sont traitées dans le système de gestion intégré.
8. Conformément au droit de la protection des données, il est mentionné à l'alinéa 3 que des données sensibles peuvent être traitées au moyen du système de gestion intégré des finances. Certains établissements et services de l'Etat qui utilisent ce logiciel pour leur facturation sont actifs dans des domaines « sensibles » au sens du droit de la protection des données, ainsi les domaines de la police, de l'action sociale, etc. L'alinéa 3 donne une assise légale formelle à ces traitements de données. A cet égard, il est important de noter que les mesures techniques et organisationnelles pour garantir la sécurité des traitements sont d'ores et déjà prises. En effet, le système est

construit « en silo », de sorte que chaque utilisateur ou utilisatrice n'ait accès qu'aux données qui le ou la concernent et dont il ou elle a besoin pour l'exercice de ses tâches. A cet égard, l'alinéa 3 précise que le traitement de données sensibles par le truchement du système de gestion intégré n'est autorisé que si l'accomplissement des tâches « financières », telles que précisées à l'alinéa 1, en dépend.

Art. 47b

1. L'alinéa 1 précise quels sont les organes utilisateurs du système de gestion intégré. Il s'agit principalement des unités administratives de l'Etat, soit les établissements et les services. Ces entités ont la possibilité, mais pas l'obligation, d'utiliser le système de gestion intégré. En pratique, seules quelques unités sont autorisées à ne pas utiliser ce système pour leur comptabilité. Il s'agit par exemple des hautes écoles et des universités. En ce qui concerne les communes, elles peuvent avoir accès au système de gestion intégré dans la mesure où elles doivent pouvoir consulter leur compte courant par le biais de Platcom (plateforme de communication entre l'Etat et les communes). Il est important de noter que les communes ont uniquement accès aux données qui les concernent directement en lien avec leur gestion financière et comptable.
2. Les alinéas 2 et 3 précisent les flux de données : les établissements et services utilisent le système de gestion intégré pour leur comptabilité et facturation ainsi que pour les opérations liées à la planification financière et à la procédure budgétaire. L'Administration des finances peut accéder, dans le cadre des attributions qui lui sont conférées par la législation sur les finances de l'Etat (encaissement des factures et gestion du contentieux/planification financière et procédure budgétaire), à l'ensemble des données contenues dans le logiciel. Des mesures particulières sont prises s'agissant des services traitant des données personnelles particulièrement sensibles.
3. Conformément aux exigences du droit de la protection des données, l'alinéa 4 ancre dans la loi la possibilité d'interfacer le système de gestion intégré avec d'autres systèmes d'information. Il n'est pas souhaitable d'énumérer et fixer dans la loi les systèmes concernés. En effet, le domaine est particulièrement évolutif et il ne serait pas efficient de devoir modifier la LFE lors de chaque nouvel interfaçage ou de chaque suppression d'un interfaçage existant. Cela dit, pour écarter les risques d'abus, l'alinéa 4 est formulé de manière restrictive. Les interfaçages doivent respecter le principe de finalité prévu par la législation sur la protection des données et ne peuvent être réalisés qu'en lien avec la gestion financière et la comptabilité de l'Etat.
4. Le système de gestion intégré des finances est déjà actuellement interfacé avec d'autres systèmes d'information, tels que le système de gestion de l'éducation (HAE), egov ou encore e-kogu (système utilisé dans le domaine des hospitalisations hors canton). Il sera prochainement interfacé avec le Référentiel cantonal selon la procédure et les modalités prévues par les dispositions régissant le Référentiel cantonal.
5. L'alinéa 5 prescrit que l'accès aux données du système de gestion intégré par procédure d'appel est autorisé. Ce type d'accès est soumis aux règles spéciales du droit de la protection des données : il doit ainsi être formalisé par un règlement d'utilisation qui précise les personnes autorisées à accéder aux données, les données mises à leur disposition, la fréquence des interrogations, la procédure d'authentification, les autres mesures de sécurité ainsi que les mesures de contrôle (art. 21 al. 3 du règlement du 29 juin 1999 sur la sécurité des données personnelles ; RSF 17.15). Comme pour l'interfaçage, la finalité du traitement doit être conforme à la législation sur les finances de l'Etat.
6. L'alinéa 6 règle la communication à d'autres autorités ou à des tiers. Ces traitements de données répondent aux mêmes exigences que l'interfaçage et la procédure d'appel. Ils ne sont autorisés que dans un but conforme à la législation sur les finances de l'Etat. Les cas envisagés sont par exemple la transmission aux communes des données relatives à la perception des émoluments du registre foncier, pour leur permettre le prélèvement des centimes additionnels, ou des données nécessaires à la perception de l'impôt sur les chiens. Les utilisateurs et utilisatrices ne sauraient en aucun cas s'appuyer sur cette disposition pour transmettre à des tiers des données dans un but sans lien avec la gestion financière et la comptabilité de l'Etat.

Art. 47c

1. Pour tenir compte du caractère évolutif du domaine de la sécurité informatique, le projet de loi délègue au Conseil d'Etat la compétence de fixer les mesures de sécurité, d'ordre organisationnel et techniques, qui devront être prises pour garantir la sécurité des données en lien avec l'utilisation du système de gestion intégré.
2. Comme déjà indiqué, le système de gestion intégré est mis à disposition des établissements et services de l'Etat par l'Administration des finances. De nombreuses entités sont ainsi appelées à utiliser cet instrument. Il importe que les responsabilités des divers intervenants soient clairement établies. Dès lors qu'il s'agit en l'espèce d'une question essentiellement organisationnelle, le projet prévoit également de déléguer au Conseil d'Etat la tâche de répartir les responsabilités entre les diverses entités concernées.
3. Le projet précise néanmoins que le détail des mesures de sécurité à mettre en œuvre ainsi que celui de la répartition des responsabilités peut faire l'objet de conventions passées entre l'Administration des finances et les entités utilisatrices du système de gestion intégré et que, le cas échéant, les conventions doivent être transmises à l'Autorité cantonale de la transparence, de la protection des données et de la médiation pour assurer sa bonne information.

2.7.13 Adaptation de la LSan

Selon la modification apportée à l'article 60 al. 3 LSan, le droit d'accéder à ses données personnelles dans le domaine de la santé ne pourra plus être conditionné à la présence d'un ou d'une professionnel-le de la santé, ce mode de consultation pouvant uniquement être proposé à la personne concernée. Ce changement va dans le sens d'un meilleur respect de l'autonomie de la personne concernée et de son droit à l'autodétermination informationnelle.

3 Liste des principales abréviations

3.1 Actes législatifs

Ancienne Directive (UE) 95/46/CE : Directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données du 24 octobre 1995

ap-LPrD : avant-projet de révision de la loi cantonale sur la protection des données du 27 novembre 2019

Convention STE 108 : Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel du 28 janvier 1981 (RS 0.235.1)

Convention STE 108+ : Convention modernisée du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel des 17 et 18 mai 2018

CPC : Code de procédure civile suisse du 19 décembre 2008 (RS 272)

Cst. cant. : Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004

CPJA : Code de procédure et de juridiction administrative du canton de Fribourg du 23 mai 1991 (CPJA ; RSF 150.1)

CPP : Code de procédure pénale suisse du 5 octobre 2007 (RS 312.0)

Décision-cadre 2008/977/JAI : Décision-cadre 2008/977/JAI relative à la protection des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la coopération policière et judiciaire en matière pénale du 27 novembre 2008 (journal officiel de l'Union européenne (L 350/60))

Directive (UE) 2016/680 : Directive (UE) 2016/680 du 27 avril 2017 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel à des fins de prévention et de détection des infractions pénales,

d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales et abrogeant la décision-cadre 2008/977/JAI du Conseil

LArch : Loi du 10 septembre 2015 sur l'archivage et les Archives de l'Etat (RSF 17.6)

LBCF : Loi du 22 novembre 1988 sur la Banque cantonale de Fribourg

LCH : Loi du 23 mai 1986 sur le contrôle des habitants (RSF 114.21.1)

LCo : Loi du 25 septembre 1980 sur les communes (RSF 140.1)

LCyb : Loi du 18 décembre 2020 sur la cyberadministration (RSF 184.1)

LEE : Loi concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat (RSF 190.1)

LFE : Loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (RSF 610.1)

LInf : Loi du 9 septembre 2009 sur l'information et l'accès aux documents (RSF 17.5)

LJ : Loi du 31 mai 2010 sur la justice (RSF 130.1)

LMéd : Loi du 25 juin 2015 sur la médiation administrative (RSF 181.1)

LOCEA : Loi du 16 octobre 2001 sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration (RSF 122.0.1)

LOGA : Loi fédérale du 21 mars 1997 sur l'organisation du gouvernement et de l'administration (RS 172.010)

LPD : Loi fédérale du 19 juin 1992 sur la protection des données (RS 235.1)

LPD, 1^{ère} modification : Modification du 24 mars 2006 de la loi fédérale sur la protection des données (RO 2007 4983)

LPD, 2^e modification : Loi fédérale portant mise en œuvre de la décision-cadre 2008/977/JAI relative à la protection des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la coopération policière et judiciaire en matière pénale (RO 2010 3387)

LPers : Loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat (RSF 122.70.1)

LPrD : Loi du 25 novembre 1994 sur la protection des données (RSF 17.1)

LResp : Loi cantonale sur la responsabilité civile des collectivités publiques et de leurs agents (RSF 16.1)

LS : Loi du 9 septembre 2014 sur la scolarité obligatoire (RSF 411.0.1)

LESS : Loi du 11 décembre 2018 sur l'enseignement secondaire supérieur (RSF 412.0.1)

LSan : Loi du 16 novembre 1999 sur la santé (RSF 821.0.1)

LSF : Loi fédérale du 9 octobre 1992 sur la statistique fédérale (RS 431.01)

LSR : Loi fédérale du 16 décembre 2005 sur l'agrément et la surveillance des réviseurs (RS 221.302)

LStat : Loi du 7 février 2006 sur la statistique cantonale (RSF 110.1)

LTN : Loi fédérale du 17 juin 2005 concernant des mesures en matière de lutte contre le travail au noir (RSF 822.41)

LTrans : Loi fédérale du 17 décembre 2004 sur le principe de la transparence dans l'administration (RS 152.3)

LVid : Loi du 7 décembre 2012 sur la vidéosurveillance (RSF 17.3)

n-LPD : Nouvelle loi fédérale du 25 septembre 2020 sur la protection des données (FF 2020 7397 ; entrée en vigueur prévue en septembre 2023)

RGPD : Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)

RSI : Règlement sur la sécurité de l'information (en cours de préparation)

3.2 Autres abréviations

al. : alinéa

art. : article

ATF : Arrêt du Tribunal fédéral

AVS : Assurance-vieillesse et survivants

BGC : Bulletin officiel des séances du Grand Conseil

ch : chiffre

CHF : franc suisse

cf. : confer

comp. : comparaison

consid. : considérant

éd. : édition

EPT : équivalent plein temps

FF : Feuille fédérale

JAAC : Jurisprudence des autorités administratives de la Confédération

let. : lettre

NAVS : Numéro d'assurance vieillesse et survivants

Par. : paragraphe

RO : Recueil officiel fédéral

ROF : Recueil officiel fribourgeois

RSB : Recueil systématique bernois

RSDA : Revue suisse de droit des affaires et du marché financier

RSF : Recueil systématique de la législation fribourgeoise

RSJ : Revue suisse de jurisprudence

UE : Union Européenne

Loi sur la protection des données (LPrD)

du ...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: **17.1**

Modifié(s): 110.1 | 122.0.1 | 130.1 | 140.1 | 150.1 | 17.3 | 17.5 | 181.1 |
184.1 | 411.0.1 | 412.0.1 | 610.1 | 821.0.1

Abrogé(s): 17.1

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu l'article 12 al. 1 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 (Cst.);

Vu le message 2023-CE-149 du Conseil d'Etat du 26 juin 2023;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

I.

1 Dispositions générales

Art. 1 But

¹ La présente loi vise à protéger les droits fondamentaux des personnes dont les données personnelles font l'objet d'un traitement.

Art. 2 Champ d'application personnel

¹ La loi s'applique aux organes publics suivants:

- a) les organes de l'Etat, des communes et les autres personnes morales de droit public;
- b) les personnes privées et les organes d'institutions privées lorsqu'ils accomplissent des tâches de droit public.

² Elle s'applique aux Eglises reconnues à moins qu'elles aient adopté des dispositions en matière de protection des données garantissant un niveau de protection adéquat et qu'elles aient institué leur propre autorité de surveillance.

Art. 3 Champ d'application matériel

¹ La présente loi s'applique à tous les traitements de données personnelles accomplis par un organe public au sens de l'article 2.

² Font exception:

- a) les traitements de données effectués dans le cadre de procédures civiles, pénales et de juridiction administrative en cours;
- b) les traitements de données qui servent à l'usage exclusivement personnel de celui ou de celle qui les effectue;
- c) les traitements de données accomplis par un organe public en situation de concurrence économique avec des personnes de droit privé.

Art. 4 Définitions

¹ On entend par:

- a) données personnelles: toutes les informations qui se rapportent à une personne identifiée ou identifiable;
- b) personne concernée: la personne physique ou morale au sujet de laquelle des données sont traitées;
- c) données personnelles sensibles (données sensibles):
 - 1. les données sur les opinions ou les activités religieuses, philosophiques, politiques ou syndicales;
 - 2. les données sur la santé, la sphère intime ou l'origine raciale ou ethnique;
 - 3. les données génétiques;
 - 4. les données biométriques identifiant une personne physique de manière univoque;
 - 5. les données sur des mesures d'aide sociale;
 - 6. les données sur des poursuites ou des sanctions pénales et administratives.
- d) traitement: toute opération relative à des données personnelles – quels que soient les moyens et procédés utilisés – notamment la collecte, l'enregistrement, la conservation, l'exploitation, la modification, la communication, l'interconnexion, l'externalisation, l'effacement, l'archivage ou la destruction;

- e) procédure d'appel: le mode de communication automatisé des données par lequel les destinataires, en vertu d'une autorisation du responsable du traitement, décident de leur propre chef, sans contrôle préalable, du moment et de l'étendue de la communication;
- f) profilage: toute forme de traitement automatisé de données personnelles consistant à utiliser ces données pour évaluer certains aspects personnels relatifs à une personne, notamment pour analyser ou prédire des éléments concernant le rendement au travail, la situation économique, la santé, les préférences personnelles, les intérêts, la fiabilité, le comportement, la localisation ou les déplacements de cette personne;
- g) externalisation: une forme qualifiée de sous-traitance impliquant l'utilisation de ressources informatiques accessibles à distance, via un réseau de communication, pour stocker, traiter et partager des données (informatique en nuage);
- h) responsable du traitement: l'organe public qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement de données personnelles;
- i) sous-traitant: la personne privée ou l'organe public qui traite des données personnelles pour le compte du responsable du traitement;
- j) registre des activités de traitement: répertoire en ligne inventoriant les activités de traitement réalisées par les organes publics;
- k) violation de la sécurité des données personnelles: toute violation de la sécurité entraînant de manière accidentelle ou illicite la perte de données personnelles, leur modification, leur effacement ou leur destruction, leur divulgation ou un accès non autorisé à ces données.

2 Principes régissant le traitement de données personnelles

2.1 Conditions générales de licéité du traitement

Art. 5 Base légale

¹ L'organe public n'est en droit de traiter des données personnelles que si une disposition légale le prévoit ou si l'accomplissement d'une tâche légale l'exige.

² Le traitement de données sensibles ne peut avoir lieu que si:

- a) une loi au sens formel le prévoit expressément, ou
- b) l'accomplissement d'une tâche clairement définie dans une loi au sens formel l'exige absolument et la finalité du traitement ne présente pas de risques particuliers pour les droits fondamentaux des personnes concernées.

³ Les activités de profilage et les traitements de données personnelles, dont les finalités ou les modalités présentent un risque élevé pour les droits fondamentaux des personnes concernées, ne peuvent avoir lieu que si une loi au sens formel le prévoit expressément.

⁴ Exceptionnellement, une base légale n'est pas exigée pour traiter des données personnelles, y compris sensibles, lorsque le traitement est nécessaire pour sauvegarder les intérêts essentiels de la personne concernée ou d'un tiers.

Art. 6 Consentement

¹ En dehors des cas prévus à l'article 5, la personne concernée peut, dans un cas d'espèce, consentir au traitement de ses données personnelles.

² La personne concernée ne consent valablement que si elle exprime sa volonté librement et après avoir été dûment informée sur les finalités du traitement. Le consentement doit être exprès lorsqu'il porte sur un traitement de données sensibles ou sur des activités de profilage. Toutefois, le consentement est présumé lorsque la personne a elle-même rendu ses données librement accessibles.

³ Tout traitement de données qui ne repose pas sur l'un des fondements prévus à l'article 5 doit s'accompagner d'une mention visible et facilement compréhensible de son caractère facultatif.

⁴ Lorsque le traitement est fondé sur le consentement de la personne concernée, le responsable du traitement doit être en mesure de démontrer l'existence d'un tel consentement.

⁵ Le consentement peut être révoqué en tout temps et sans motif. La mise en œuvre effective du retrait du consentement peut toutefois requérir un délai raisonnable pour des raisons techniques.

Art. 7 Finalité

¹ Les données personnelles ne peuvent être collectées que pour un usage déterminé et reconnaissable. Elles ne peuvent être traitées ultérieurement que dans ce but ou dans un but qui, selon les règles de la bonne foi, est compatible avec lui.

² Sont réservés les cas dans lesquels la personne concernée a consenti à un changement de finalité.

Art. 8 Proportionnalité

¹ Les données et les modes de traitement doivent être nécessaires, appropriés et non excessifs par rapport au but du traitement.

Art. 9 Exactitude

¹ L'organe public qui traite des données personnelles veille à leur exactitude. Il prend toute mesure appropriée permettant de rectifier, d'effacer ou de détruire les données inexactes ou incomplètes au regard de la finalité de leur traitement.

Art. 10 Délai de conservation

¹ Les données personnelles qui ne sont plus nécessaires au regard des finalités du traitement sont détruites ou anonymisées. Sont réservées les dispositions en matière d'archivage.

² Moyennant des mesures de protection appropriées, des données peuvent être conservées pour des durées plus longues dans la mesure où, conformément à l'article 26, elles servent exclusivement à des fins ne se rapportant pas à la personne.

Art. 11 Devoir de diligence accru

¹ L'organe public qui traite des données sensibles, exerce des activités de profilage ou traite des données pour des finalités ou selon des modalités présentant un risque accru d'atteinte aux droits fondamentaux doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour diminuer les risques.

2.2 Conditions supplémentaires applicables à certaines formes de traitement

Art. 12 Collecte – Devoir d'informer

¹ Le responsable du traitement informe la personne concernée de manière adéquate de la collecte de données personnelles.

² Lorsque la collecte de données personnelles s'effectue directement auprès de la personne concernée, le responsable du traitement veille à lui fournir au moins les informations suivantes:

- a) le responsable du traitement et ses coordonnées;
- b) la finalité du traitement;
- c) cas échéant, les destinataires ou les catégories de destinataires auxquels les données personnelles sont transmises;
- d) le caractère obligatoire ou facultatif de la collecte des données.

³ Si les données personnelles sont collectées auprès d'un autre organe ou de tiers, le responsable du traitement communique à la personne concernée, dans les meilleurs délais mais au plus tard lors de leur première utilisation, les informations mentionnées à l'alinéa 1, ainsi que le type de données collectées.

Art. 13 Collecte – Exceptions au devoir d'informer

¹ Le responsable de traitement est délié de son devoir d'information dans les cas suivants:

- a) lorsque la personne concernée dispose déjà des informations correspondantes;
- b) lorsqu'il est impossible d'informer la personne concernée ou que cela impliquerait des efforts disproportionnés;
- c) lorsque la collecte résulte d'une obligation légale à moins qu'elle ne soit réalisée directement auprès de la personne concernée.

² Il peut en outre être dérogé au devoir d'informer aux mêmes conditions et pour les mêmes motifs que ceux indiqués à l'article 29 al. 1.

Art. 14 Communication – Conditions

¹ Des données personnelles ne peuvent être communiquées, transmises, diffusées ou rendues accessibles de manière systématique que si une disposition légale le prévoit.

² Des données personnelles peuvent être communiquées dans un cas d'espèce si:

- a) la communication est indispensable à l'accomplissement des tâches légales du responsable du traitement ou du ou de la destinataire des données;
- b) la personne concernée a consenti à la communication;
- c) la personne privée qui demande les données justifie d'un intérêt à la communication primant celui de la personne concernée à ce que les données ne soient pas communiquées.

³ Dans le cas prévu à l'alinéa 2 let. c, la personne concernée sera préalablement invitée à se prononcer à moins que cela ne s'avère impossible ou ne nécessite des efforts disproportionnés.

⁴ L'accès à des données personnelles au moyen d'une procédure d'appel, notamment un accès en ligne, ne peut être accordé que si une disposition légale le prévoit.

Art. 15 Communication – Conditions supplémentaires pour les communications transfrontières

¹ Les données personnelles d'une personne physique peuvent être communiquées vers un Etat étranger ou vers un organisme international dans la mesure où il existe une décision du Conseil fédéral attestant que l'Etat ou l'organisme international destinataire des données garantit un niveau de protection adéquat.

² En l'absence d'une telle décision, la communication ne peut avoir lieu que si:

- a) des garanties suffisantes, notamment contractuelles, conventionnelles, techniques et/ou organisationnelles, permettent d'assurer un niveau de protection adéquat à l'étranger;
- b) la communication est, en l'espèce, indispensable soit à la sauvegarde d'un intérêt public prépondérant, soit à la constatation, l'exercice ou la défense d'un droit en justice;
- c) la personne concernée a, en l'espèce, donné son consentement explicite à la communication;
- d) le traitement est en relation directe avec la conclusion ou l'exécution d'un contrat, et les données traitées concernent une partie au contrat;
- e) la communication est, en l'espèce, nécessaire à la protection de la vie ou de l'intégrité corporelle de la personne concernée ou d'un tiers.

³ Avant la communication des données personnelles à l'étranger, le ou la préposé-e à la transparence et à la protection des données (ci-après: le ou la préposé-e) est informé-e à temps des garanties prévues à l'alinéa 2 let. a. Sur demande, il ou elle peut en tout temps obtenir des informations visant à vérifier qu'une communication de données à l'étranger répond aux exigences formulées aux lettres b à e.

⁴ Ne sont pas considérées comme faisant l'objet d'une communication à l'étranger les données qui sont simplement publiées au moyen d'un site Internet ouvert au public.

Art. 16 Communication – Restrictions

¹ La communication est refusée, restreinte ou assortie de charges:

- a) si un intérêt public prépondérant ou un intérêt digne de protection de la personne concernée ou d'un tiers le commande, ou
- b) si une obligation légale de garder le secret ou une disposition particulière de protection des données l'exige.

Art. 17 Communication – Réserves

¹ La communication des données personnelles qui sont inscrites au contrôle des habitants et dans le Référentiel cantonal est régie par les lois y relatives.

² La communication de données personnelles au public est régie par la législation sur l'information et l'accès aux documents.

Art. 18 Externalisation – Principes

¹ Le traitement de données personnelles, y compris de données sensibles, peut être externalisé aux conditions posées par la présente loi.

² Les lieux de traitement doivent être situés en tout temps sur le territoire suisse ou sur le territoire d'un Etat garantissant un niveau de protection des données adéquat.

³ Lorsque l'externalisation implique une délégation de tâches à des tiers au sens de l'article 54 Cst., les exigences particulières prévues par cette disposition sont applicables.

⁴ Le Conseil d'Etat présente tous les deux ans à la Commission des finances et de gestion un rapport sur l'externalisation.

Art. 19 Externalisation – Responsabilités

¹ L'organe public qui procède à une externalisation demeure responsable de la protection des données personnelles, en particulier de leur confidentialité ainsi que de la pérennité de leur conservation et de leur exploitation. En particulier:

- a) il prend les précautions commandées par les circonstances quant au choix du sous-traitant, à son instruction et à sa surveillance;
- b) il assure la protection et la sécurité des données et de ses propres systèmes d'information par la conclusion d'un contrat qui décrit au minimum:
 1. l'objet, la nature, la finalité et la durée de l'externalisation;
 2. les catégories de données concernées;
 3. les obligations et les droits de chaque partie;
 4. les droits et les possibilités de contrôle sur le sous-traitant;
 5. l'interdiction faite au sous-traitant de sous-traiter à son tour un traitement sans l'autorisation préalable du responsable du traitement;
 6. le devoir du sous-traitant d'informer immédiatement le responsable du traitement lorsque, en vertu d'une loi étrangère ou d'une décision de justice, il est tenu de communiquer des données à une autorité étrangère ou risque de devoir le faire.
- c) il ne confie pas au sous-traitant des traitements qu'il ne serait pas en droit d'effectuer lui-même;
- d) il veille à ce que les données concernées par une externalisation puissent être récupérées en temps utile, notamment dans le but de changer de sous-traitant, de procéder à leur réinternalisation ou de les verser aux archives historiques;
- e) il rend le sous-traitant attentif à ses obligations en matière de confidentialité, notamment au regard du secret de fonction et/ou du secret professionnel.

² Au sein de l'administration cantonale, la responsabilité de la mise en œuvre et du suivi des règles en matière d'externalisation est assumée conjointement par l'organe compétent à raison de la matière et par le service en charge de l'informatique ¹⁾. Sont réservés les cas dans lesquels l'organe compétent à raison de la matière gère de manière autonome tout ou partie de ses systèmes informatiques.

³ Lorsque l'externalisation concerne plusieurs organes différents au sein d'une même collectivité publique, un organe principalement responsable est désigné. L'alinéa 2 s'applique pour le surplus.

Art. 20 Externalisation – Mesures de sécurité

¹ L'intégrité, l'authenticité, la disponibilité et la confidentialité des données personnelles externalisées ainsi que la pérennité de leur conservation et de leur exploitation doivent être garanties par des mesures organisationnelles et techniques appropriées et adaptées à l'évolution des technologies disponibles.

² La définition des mesures de sécurité tient compte des risques que le traitement des données en question présente pour les droits fondamentaux des personnes concernées.

³ Lorsque l'externalisation concerne des données indispensables au fonctionnement de l'administration, la continuité des activités externalisées doit, en cas d'incident, être garantie par un dispositif adéquat.

Art. 21 Externalisation – Mesures relatives aux données sensibles

¹ Le traitement de données personnelles sensibles et le traitement de données qui font l'objet d'une obligation légale ou contractuelle de garder le secret peuvent être externalisés si la confidentialité à l'égard du sous-traitant est assurée de manière que ce dernier ne puisse avoir accès à leur contenu.

² Lorsque le sous-traitant doit impérativement avoir accès aux données pour des raisons techniques, le contrat d'externalisation fixe les exigences particulières nécessaires, en particulier l'engagement du sous-traitant de n'accéder au contenu des données qu'avec le consentement exprès de l'organe public qui procède à l'externalisation et l'obligation de tenir un journal des accès.

³ Lors de l'externalisation de données soumises à une obligation légale de garder le secret, le responsable du traitement s'assure que le sous-traitant ait le statut d'auxiliaire du détenteur du secret.

¹⁾ Actuellement: Service de l'informatique et des télécommunications.

Art. 22 Projets pilotes incluant le traitement de certaines catégories de données

¹ Lorsqu'un projet pilote au sens de l'article 35 de la loi du 18 décembre 2020 sur la cyberadministration (LCyb) inclut le traitement de données sensibles ou d'autres types de traitement au sens de l'article 5 al. 3, l'organe responsable du projet pilote:

- a) transmet le dossier prévu à l'article 35 al. 2 let. d LCyb à l'Autorité cantonale de la transparence, de la protection des données et de la médiation (ci-après: l'Autorité de surveillance) au plus tard un mois avant sa transmission au Conseil d'Etat;
- b) transmet le rapport d'évaluation au sens de l'article 35a al. 2 LCyb à l'Autorité de surveillance au plus tard un mois avant sa transmission au Conseil d'Etat;
- c) prend les mesures nécessaires afin d'assurer la protection des droits fondamentaux et des données personnelles des personnes concernées durant tout le déroulement du projet pilote.

² Le dossier du projet pilote et le rapport d'évaluation doivent contenir chacun au minimum une partie consacrée au traitement des données personnelles ainsi qu'à leur protection.

³ L'Autorité de surveillance peut prendre position sur le contenu du dossier du projet pilote et du rapport d'évaluation. Sa prise de position est communiquée au Conseil d'Etat.

Art. 23 Archivage

¹ Les données personnelles sont soumises à la législation sur l'archivage; leur valeur archivistique est déterminée en collaboration avec les organes en charge des archives historiques.

Art. 24 Effacement et destruction

¹ Les données personnelles dont la conservation ne poursuit plus aucune finalité et qui n'ont pas de valeur archivistique sont effacées ou détruites dès que possible par des moyens appropriés qui assurent leur élimination sécurisée.

² Les supports de données sont détruits au moment de leur recyclage ou de leur remplacement lorsqu'il existe un risque que des données sensibles ayant été effacées puissent être consultées par des personnes non autorisées.

Art. 25 Vidéosurveillance

¹ Les règles en matière de vidéosurveillance sont énoncées dans la législation y relative.

2.3 Traitements de données à des fins ne se rapportant pas à la personne

Art. 26 Règles

¹ Les organes publics sont en droit de traiter des données personnelles et de les communiquer à des fins ne se rapportant pas à la personne – notamment dans le cadre de la recherche, de la planification ou de la statistique – aux conditions suivantes:

- a) les données sont détruites ou rendues anonymes dès que la finalité du traitement le permet;
- b) le ou la destinataire ne communique les données à des tiers qu'avec le consentement de la personne ou de l'organe qui les lui a transmises;
- c) les données sensibles ne sont transmises à des personnes privées que sous une forme ne permettant pas d'identifier les personnes concernées;
- d) les résultats du traitement sont publiés sous une forme ne permettant pas d'identifier les personnes concernées.

² Les articles 5 al. 2 et 3, 7 et 14 al. 1 ne sont pas applicables.

³ Les personnes privées qui reçoivent des données personnelles de la part d'un organe public en vue d'un traitement à des fins ne se rapportant pas à la personne s'engagent par écrit à prendre toutes les précautions nécessaires pour protéger la personnalité des personnes concernées.

3 Droits de la personne concernée

Art. 27 Droit d'accès – Principes

¹ Toute personne peut demander au responsable du traitement si des données personnelles la concernant sont traitées.

² Le droit d'accès porte en particulier sur les informations suivantes:

- a) le responsable du traitement et ses coordonnées;
- b) les données personnelles traitées;
- c) la finalité et, le cas échéant, les bases juridiques du traitement;
- d) le délai de conservation des données personnelles ou, si cela n'est pas possible, les critères pour fixer ce dernier;
- e) les informations disponibles sur l'origine des données personnelles;
- f) le cas échéant, la logique et les critères d'une mesure ou d'une décision prise sur la base d'un traitement automatisé de données;

g) le cas échéant, les destinataires ou les catégories de destinataires auxquels des données ont été ou seront communiquées, ainsi que les informations prévues à l'article 15 al. 3.

³ L'organe public qui fait traiter des données par un sous-traitant demeure tenu de communiquer les données et de fournir les renseignements demandés.

⁴ Nul ne peut renoncer par avance à son droit d'accès.

Art. 28 Droit d'accès – Modalités

¹ La personne qui fait valoir son droit d'accès doit justifier de son identité.

² Les renseignements sont, en règle générale, fournis par écrit sur un support physique ou de façon électronique. En accord avec le responsable du traitement, la personne concernée peut également consulter ses données sur place.

³ La procédure est gratuite. Le Conseil d'Etat peut prévoir des exceptions.

Art. 29 Droit d'accès – Restrictions

¹ Le responsable du traitement peut refuser, restreindre ou différer la communication des données si et dans la mesure où :

- a) une loi au sens formel le prévoit;
- b) un intérêt public prépondérant le commande, notamment si la communication des renseignements risque de compromettre une procédure ou une enquête en cours;
- c) l'intérêt prépondérant d'un tiers le commande;
- d) la demande d'accès est manifestement abusive, notamment en raison de son caractère répétitif.

² La communication des données versées aux archives historiques peut également être refusée, restreinte ou différée lorsque le traitement de la demande est incompatible avec une gestion administrative rationnelle et que la personne concernée ne fait pas valoir un intérêt digne de protection à son exécution.

³ Le responsable du traitement doit indiquer pour quel motif il refuse, restreint ou diffère la communication des renseignements.

Art. 30 Données des personnes décédées

¹ Sur demande, le responsable du traitement accorde la consultation gratuite des données personnelles d'une personne décédée si :

- a) la personne demanderesse a un intérêt à obtenir ces renseignements, et
- b) aucun intérêt public ou privé prépondérant, notamment celui de la personne décédée ou de ses proches, ne s'y oppose.

² Un intérêt à la consultation des données est établi en présence d'un lien de parenté proche, d'un mariage ou d'une communauté de vie analogue au mariage avec la personne décédée.

³ Pour l'accès aux données soumises au secret professionnel, l'article 321 du code pénal suisse est réservé.

Art. 31 Opposition à la communication de données personnelles

¹ La personne concernée peut s'opposer par avance à ce que le responsable du traitement communique des données personnelles déterminées.

² Malgré l'opposition de la personne concernée, la communication peut néanmoins avoir lieu lorsque:

- a) elle est prévue par la loi;
- b) le défaut de communication risque de compromettre l'accomplissement de tâches de l'organe public;
- c) la personne qui requiert les données est une personne privée et les deux conditions ci-après sont remplies:
 1. il n'existe aucun obstacle juridique à la communication;
 2. le requérant ou la requérante rend vraisemblable que la personne concernée ne s'oppose à la communication que dans le but de l'empêcher de se prévaloir de prétentions juridiques ou de faire valoir d'autres intérêts légitimes.

³ Dans les situations visées à l'alinéa 2 let. c, la personne concernée sera préalablement entendue dans la mesure du possible. Le responsable du traitement statue sur la communication au moyen d'une décision.

⁴ Les articles 11 et 27 al. 1 let. c et al. 2 de la loi du 9 septembre 2009 sur l'information et l'accès aux documents (LInf) sont réservés.

Art. 32 Portabilité des données

¹ La personne concernée peut demander au responsable du traitement qu'il lui remette sous un format électronique couramment utilisé les données personnelles la concernant lorsque les conditions suivantes sont réunies:

- a) le responsable du traitement traite les données personnelles de manière automatisée, et
- b) la législation spéciale prévoit expressément l'existence d'un droit à la portabilité ou le responsable du traitement a, de son propre chef, décidé d'introduire une telle possibilité.

² Pour autant que les conditions de l'alinéa 1 soient remplies et que cela n'exige pas des efforts disproportionnés, la personne concernée peut en outre demander au responsable du traitement qu'il transmette les données personnelles la concernant à un autre responsable du traitement.

³ Le responsable du traitement remet ou transmet gratuitement les données personnelles. La législation spéciale est réservée.

Art. 33 Actions défensives

¹ Quiconque a un intérêt digne de protection peut exiger du responsable du traitement qu'il:

- a) s'abstienne de procéder à un traitement illicite;
- b) mette un terme à un traitement illicite;
- c) constate le caractère illicite d'un traitement.

² En particulier, il ou elle peut demander au responsable du traitement qu'il:

- a) rectifie les données inexactes le ou la concernant ou supprime les données dont la conservation ne poursuit plus aucune finalité;
- b) limite temporairement le traitement de certaines données déterminées le ou la concernant, notamment leur modification ou leur communication à des tiers;
- c) fasse figurer une mention appropriée à propos de données le ou la concernant dont ni l'exactitude ni l'inexactitude ne peuvent être prouvées;
- d) publie une décision qui le ou la concerne ou la communique à des tiers.

³ Les données personnelles contenues dans des fonds d'archive ou des fonds ouverts au public ne peuvent être ni rectifiées ni détruites. La personne concernée ou toute personne qui dispose d'un intérêt digne de protection peut cependant demander que l'institution limite l'accès aux données litigieuses et/ou insère au dossier l'inscription d'une mention appropriée.

Art. 34 Procédure et voies de droit

¹ Le code de procédure et de juridiction administrative est applicable aux décisions prises en application de la présente section. Ces décisions sont sujettes à recours.

² A moins que la personne concernée ne s'y oppose, l'organe qui a rendu une décision au sens de l'alinéa 1 la communique à l'Autorité de surveillance.

³ L'Autorité de surveillance a qualité pour recourir contre la décision.

Art. 35 Réparation du dommage et du tort moral

¹ La personne qui subit un préjudice en raison d'une violation des dispositions de la présente loi peut faire valoir des prétentions en dommages-intérêts et en réparation du tort moral conformément à la loi sur la responsabilité civile des collectivités publiques et de leurs agents.

² Elle peut demander que le ou la juge ordonne la publication ou la communication à des tiers de tout ou partie de son jugement.

4 Mise en œuvre de la protection des données

Art. 36 Responsabilité – En général

¹ Tout organe public qui traite des données personnelles est responsable de la protection des données.

² Lorsque plusieurs organes publics traitent conjointement des données, la répartition de leurs obligations relatives à la protection des données est réglée dans la déclaration prévue à l'article 38, à moins qu'elle ne résulte expressément d'une disposition légale.

³ La répartition des responsabilités établie conformément à l'alinéa 2 n'est pas opposable à la personne concernée.

Art. 37 Responsabilité – Sous-traitance

¹ L'organe public qui fait traiter des données personnelles par un sous-traitant demeure responsable des obligations prévues par la législation en matière de protection des données.

² Le traitement de données personnelles peut être confié à un sous-traitant pour autant qu'un contrat ou une convention le prévoit et que les conditions suivantes soient réunies:

- a) seuls sont effectués les traitements que le responsable du traitement serait en droit d'effectuer lui-même;
- b) aucune obligation légale ou contractuelle de garder le secret ne l'interdit;
- c) le sous-traitant n'est pas autorisé à confier à son tour le traitement à un tiers sans l'autorisation préalable du responsable du traitement.

³ Le responsable du traitement doit en particulier s'assurer que le sous-traitant est en mesure de garantir la sécurité des données.

⁴ Le sous-traitant peut faire valoir les mêmes motifs justificatifs que le responsable du traitement.

⁵ A moins que la loi ou une convention entre organes n'en dispose autrement, les règles en matière de sous-traitance ne s'appliquent pas entre organes appartenant à une même collectivité. L'article 36 al. 2 est applicable.

Art. 38 Registre des activités de traitement – Principes

¹ L'Autorité de surveillance tient un registre public des activités de traitement de l'administration cantonale, des communes et, sauf si elles ont fait usage de la possibilité prévue à l'article 2 al. 1 let. c, des Eglises reconnues.

² Pour chaque activité de traitement, ce registre contient les informations suivantes:

- a) le responsable du traitement auprès duquel les personnes concernées peuvent faire valoir leurs droits à titre principal et ses coordonnées;
- b) le cas échéant, les autres responsables du traitement, leurs coordonnées et la répartition des responsabilités;
- c) le cas échéant, les sous-traitants et leurs coordonnées;
- d) la dénomination, la base légale et la finalité du traitement;
- e) une description des catégories de personnes concernées et des catégories de données personnelles traitées;
- f) les destinataires réguliers de données.

³ Chaque responsable du traitement déclare à l'Autorité de surveillance les activités de traitement qu'il accomplit et leurs modifications successives.

⁴ En cas de traitements conjoints de données, le responsable du traitement qui remplit la déclaration du traitement adresse une copie de cette dernière aux autres responsables du traitement.

Art. 39 Registre des activités de traitement – Exceptions

¹ Dans la mesure où ils sont exécutés exclusivement à des fins administratives internes propres à un organe public déterminé, les traitements suivants ne sont pas soumis à l'obligation de déclarer:

- a) les annuaires publics de données personnelles;
- b) l'enregistrement et la gestion de la correspondance;
- c) la tenue de listes d'adresses;
- d) la tenue de listes de fournisseurs et fournisseuses et de clients et clientes;
- e) la tenue et la gestion des pièces comptables lorsqu'elles contiennent des données personnelles;
- f) la gestion et la tenue des documents qui ont été déposés aux archives historiques;
- g) les activités de traitement concernant des fins ne se rapportant pas aux personnes, notamment dans le cadre de la recherche, de la planification ou de la statistique.

² Sur préavis de l'Autorité de surveillance, le Conseil d'Etat peut prévoir des exceptions à l'obligation de déclarer pour d'autres catégories de traitements qui ne présentent manifestement pas de risques pour les droits des personnes concernées.

Art. 40 Mesures organisationnelles et techniques

¹ Le responsable du traitement est tenu de mettre en place des mesures techniques et organisationnelles appropriées afin que le traitement respecte la présente loi, en particulier les principes énoncés à la section 2.1. Il le fait dès la conception du traitement.

² Les mesures mises en place sont harmonisées avec celles visant à assurer la sécurité des informations de l'administration en général, ainsi qu'avec les mesures de sécurité informatique.

³ Le responsable du traitement est tenu de garantir, par le biais de préréglages appropriés, que le traitement est limité au minimum requis par la finalité poursuivie.

⁴ Les mesures mises en place et le choix des réglages sont documentés.

Art. 41 Analyse d'impact – Principes

¹ Lorsqu'un nouveau traitement de données est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits fondamentaux de la personne concernée, le responsable du traitement procède préalablement à une analyse d'impact relative à la protection des données personnelles.

² L'existence d'un risque élevé dépend de la nature, de l'étendue, des circonstances et de la finalité du traitement. Présentent notamment un risque élevé:

- a) les traitements de données sensibles à grande échelle;
- b) les activités de profilage;
- c) la surveillance systématique de grandes parties du domaine public;
- d) les traitements d'une ampleur ou d'une intensité particulière recourant à des technologies, à des mécanismes ou à des procédures accentuant le risque d'atteinte aux droits fondamentaux des personnes concernées.

³ L'analyse d'impact contient une description du traitement envisagé, une évaluation des risques du point de vue technique et juridique ainsi qu'une description des mesures prévues pour protéger les droits fondamentaux des personnes concernées.

Art. 42 Analyse d'impact – Consultation de l'Autorité de surveillance

¹ Le responsable du traitement consulte l'Autorité de surveillance lorsque le résultat de l'analyse d'impact confirme l'existence d'un risque élevé pour les droits fondamentaux des personnes concernées nécessitant de prendre des mesures de précaution particulières.

² L'Autorité de surveillance communique ses éventuelles objections et recommandations concernant le traitement envisagé dans un délai de deux mois. Exceptionnellement, ce délai peut être prolongé d'un mois, lorsqu'il s'agit d'un traitement de données complexe.

³ Le responsable du traitement informe l'Autorité de surveillance de la suite donnée au plus tard au moment de débiter le traitement ayant fait l'objet de l'analyse d'impact.

Art. 43 Violations de la sécurité des données – Mesures à prendre

¹ Lorsqu'il constate une violation de la sécurité des données personnelles, le responsable du traitement prend immédiatement les mesures appropriées afin de mettre fin à la violation et d'en minimiser les effets.

² Il consigne dans un document interne la nature de la violation, le type de données concernées et les catégories de personnes touchées, les conséquences probables pour ces dernières et les mesures prises pour y remédier.

³ Le responsable du traitement annonce dans les plus brefs délais au ou à la préposé-e les cas de violation de la sécurité des données personnelles entraînant vraisemblablement un risque élevé pour les droits fondamentaux de la personne concernée.

⁴ Le responsable du traitement fait en sorte que le sous-traitant lui annonce sans tarder toute violation de la sécurité des données personnelles survenue chez lui.

Art. 44 Violations de la sécurité des données – Annonce à la personne concernée

¹ Lorsque cette mesure s'impose pour des motifs de transparence et/ou pour permettre à la personne concernée de prendre les mesures utiles à la sauvegarde de ses intérêts, le responsable du traitement informe cette dernière de la survenance d'une violation de la sécurité des données.

² Exceptionnellement, il peut restreindre l'information de la personne concernée, la différer ou y renoncer, dans les cas suivants:

- a) les intérêts prépondérants d'un tiers l'exigent;
- b) un intérêt public prépondérant l'exige, en particulier la sécurité intérieure ou l'ordre public;

- c) l'information est susceptible de compromettre une enquête, une instruction ou une procédure judiciaire ou administrative en cours;
- d) le devoir d'informer est impossible à respecter ou nécessite des efforts disproportionnés.

³ Lorsque la violation de la sécurité des données touche un grand nombre de personnes, l'information peut avoir lieu sous la forme d'une communication publique. Le responsable du traitement veille dans ce cas à fournir une information aussi complète que possible.

Art. 45 Correspondants et correspondantes en matière de protection des données

¹ Chaque Direction désigne au minimum un correspondant ou une correspondante à la protection des données. Cette fonction peut être cumulée avec d'autres fonctions, notamment dans le domaine de la sécurité de l'information.

² Le correspondant ou la correspondante à la protection des données exerce notamment les tâches suivantes:

- a) il ou elle sensibilise les responsables de traitements au domaine de la protection des données;
- b) il ou elle conseille et assiste les responsables de traitements sur demande de ceux-ci ou si une affaire l'exige;
- c) il ou elle participe avec le responsable du traitement à la réalisation des analyses d'impact relatives à la protection des données prévues à l'article 41;
- d) il ou elle est l'interlocuteur ou l'interlocutrice privilégié-e de l'Autorité de surveillance pour toutes les questions de protection des données;
- e) il ou elle accomplit toutes les autres tâches que la loi lui confie.

³ Le correspondant ou la correspondante à la protection des données exerce ses fonctions de manière autonome. Les responsables du traitement lui communiquent d'office ou sur demande toutes les informations utiles à l'accomplissement de ses tâches.

⁴ Les correspondants et les correspondantes à la protection des données forment entre eux un réseau de compétence. Le Conseil d'Etat règle l'organisation et le fonctionnement du réseau.

⁵ Le Conseil d'Etat peut étendre l'obligation de désigner un correspondant ou une correspondante à la protection des données à d'autres entités de l'administration cantonale que les Directions.

5 Surveillance

Art. 46 En général

¹ La surveillance de la protection des données à l'échelle du canton et des communes est assurée par l'Autorité cantonale de la transparence, de la protection des données et de la médiation (en abrégé: l'Autorité de surveillance).

5.1 Autorité de surveillance

Art. 47 Organisation

¹ L'Autorité de surveillance comprend la Commission cantonale de la transparence, de la protection des données et de la médiation (ci-après: la Commission), le ou la préposé-e à la transparence et à la protection des données (en abrégé: le ou la préposé-e) et le médiateur ou la médiatrice cantonal-e.

² Elle exerce les tâches qui lui incombent en vertu de la présente loi par l'intermédiaire de la Commission et du ou de la préposé-e.

³ Les tâches qu'elle exerce dans les domaines du droit d'accès aux documents et de la médiation administrative sont régies par les législations y relatives.

Art. 48 Statut

¹ L'Autorité de surveillance est indépendante dans l'exercice de ses fonctions.

² Elle est rattachée administrativement à la Direction dont elle relève. Elle a son propre secrétariat et dispose des ressources nécessaires à l'accomplissement effectif de ses fonctions et à l'exercice de ses pouvoirs.

³ L'Autorité dispose d'une enveloppe budgétaire dont le montant est déterminé chaque année à l'occasion de l'adoption du budget de l'Etat. Elle adresse auparavant sa propre proposition de budget au Conseil d'Etat. Cette proposition est traitée conformément à l'article 61 al. 1 let. a de la loi du 16 octobre 2001 sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration.

⁴ Les membres de l'Autorité de même que ses collaborateurs et collaboratrices sont soumis au secret de fonction et à l'obligation de discrétion.

⁵ Au moment de leur entrée en fonction et lors de chaque changement de situation, les membres de l'Autorité signalent les liens particuliers qui les rattachent à des intérêts privés ou publics. L'article 14 al. 1 let. b et al. 2 et 3 LInf s'appliquent par analogie.

⁶ Les articles 21 à 25 du code de procédure et de juridiction administrative du 23 mai 1991 sont applicables à la récusation des membres de l'Autorité.

Art. 49 Commission – Composition et organisation

¹ La Commission cantonale de la transparence, de la protection des données et de la médiation est formée d'un président ou d'une présidente et de six membres, élus par le Grand Conseil à la suite d'une proposition du Conseil d'Etat.

² Le président ou la présidente et les membres doivent posséder, dans leur ensemble, les connaissances nécessaires à l'accomplissement des tâches de la Commission; celle-ci comprend, en particulier, un ou une juriste, un ou une professionnel-le de la santé, un ou une spécialiste en informatique et en sécurité des données et un ou une professionnel-le des médias.

³ Le secrétariat de la Commission est assuré par le ou la préposé-e; pour les dossiers en lien avec les activités de médiation, le secrétariat peut être assuré par le médiateur ou la médiatrice cantonal-e.

⁴ En cas de besoin, la Commission peut consulter des experts ou des expertes et inviter des tierces personnes à assister à tout ou partie de ses séances et, le cas échéant, à s'y exprimer avec voix consultative.

⁵ Pour le surplus, la Commission règle son organisation et son fonctionnement.

Art. 50 Commission – Attributions

¹ La Commission exerce une surveillance générale dans le domaine de la protection des données. Elle a notamment pour attributions:

- a) de mener en collaboration avec la Direction à laquelle elle est rattachée la procédure de nomination du ou de la préposé-e pour le Conseil d'Etat et de préavisier à son intention la ou les candidatures privilégiées;
- b) de diriger l'activité du ou de la préposé-e;
- c) de donner son avis sur les projets d'actes législatifs touchant à la protection des données ainsi que dans les cas prévus par la loi;
- d) de donner son avis sur les projets pilotes menés conformément à l'article 22;
- e) d'interjeter les recours prévus à l'article 34 al. 3;
- f) de prononcer des décisions en matière de protection des données conformément à l'article 58;
- g) de veiller à la coordination entre les exigences de la protection des données et l'exercice du droit d'accès aux documents officiels.

² La Commission adresse chaque année au Grand Conseil, par l'intermédiaire du Conseil d'Etat, un rapport sur son activité ainsi que sur celle du ou de la préposé-e et du médiateur ou de la médiatrice cantonal-e. Dans la mesure où l'intérêt général le justifie, elle peut informer le public de ses constatations.

Art. 51 Préposé-e – Nomination et statut

¹ Le ou la préposé-e à la transparence et à la protection des données est nommé-e pour une période individuelle de 5 ans par le Conseil d'Etat. Cet engagement est reconductible.

² Durant toute la durée de son engagement, le ou la préposé-e ne peut exercer aucune activité susceptible de porter atteinte à l'indépendance de sa fonction ou qui serait d'une autre manière incompatible avec les tâches de l'Autorité de surveillance. L'exercice d'une charge publique accessoire ou d'une activité lucrative accessoire est soumis à autorisation de la Commission.

³ Au moment de son engagement et durant toute la durée de ses rapports de service, le ou la préposé-e doit posséder les qualifications et/ou l'expérience nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

⁴ Pour autant que la présente loi ou son ordonnance d'exécution n'en dispose pas autrement, les rapports de fonction du ou de la préposé-e sont régis par la législation sur le personnel de l'Etat. Son évaluation annuelle au sens de cette législation est réalisée par la Commission.

Art. 52 Préposé-e – Reconduction et fins des rapports de fonction

¹ La période de fonction du ou de la préposé-e est reconduite tacitement. Toutefois, le Conseil d'Etat peut, au plus tard six mois avant l'échéance de la période de fonction, rendre une décision de non-reconduction. Il demande à cet effet le préavis de la Commission. Cette décision doit être fondée sur de justes motifs.

² Moyennant un préavis de trois mois, le ou la préposé-e peut demander au Conseil d'Etat de mettre fin à la période de fonction pour la fin d'un mois.

³ Le ou la préposé-e peut être révoqué-e de ses fonctions dans les cas suivants:

- a) il ou elle est durablement incapable d'exercer ses tâches au sens de la législation sur le personnel;
- b) il ou elle a violé gravement ses devoirs de fonction de manière intentionnelle ou par négligence grave.

⁴ La décision de relever le ou la préposé-e de ses fonctions conformément à l'alinéa 3 let. b est de la compétence du Conseil d'Etat. Cette décision peut être prise à l'initiative du Conseil d'Etat ou de la Commission. Dans tous les cas, le Conseil d'Etat sollicite le préavis de la Commission.

Art. 53 Préposé-e – Empêchement

¹ En cas d'empêchement durable du ou de la préposé-e, le Conseil d'Etat désigne une personne ad interim. La procédure de désignation est menée conjointement par la Commission et la Direction à laquelle l'Autorité est rattachée.

² En cas d'empêchement ponctuel, il ou elle est remplacé-e par une personne désignée à cet effet par la Commission.

Art. 54 Préposé-e – Tâches

¹ Le ou la préposé-e a notamment pour tâches:

- a) de contrôler l'application de la législation relative à la protection des données, notamment en procédant à des vérifications auprès des organes concernés;
- b) de rendre des avis et des conseils sur les traitements de données qui lui sont présentés, du point de vue juridique et/ou technique;
- c) de prendre position et, au besoin, de proposer des mesures appropriées lorsque l'Autorité de surveillance est consultée suite à la réalisation d'une analyse d'impact relative à la protection des données;
- d) d'informer et de conseiller les organes publics dans le domaine de la protection des données et de les assister, notamment lors de l'étude de projets de traitement;
- e) de participer à la formation des organes publics aux questions de protection des données;
- f) de sensibiliser le public aux questions de protection des données et de renseigner les personnes concernées sur leurs droits;
- g) de traiter les demandes et les plaintes adressées par les personnes concernées à l'Autorité de surveillance lorsqu'elles concernent des questions de protection des données;
- h) de tenir le registre des activités de traitement prévu à l'article 38;
- i) d'apporter son concours lors de violations de la sécurité des données personnelles faisant l'objet d'une annonce conformément à l'article 43 al. 3;
- j) de veiller à ce que les échanges transfrontières de données se fassent dans un cadre qui respecte les droits des personnes concernées;
- k) de rendre des recommandations à l'attention des organes publics qui traitent des données personnelles, lorsqu'il apparaît qu'une ou plusieurs dispositions de protection des données ne sont pas respectées;
- l) de collaborer avec le Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence ainsi qu'avec les autorités de surveillance de la protection des données des autres cantons et avec celles de l'étranger;
- m) d'exécuter tous les travaux qui lui sont confiés par la Commission;
- n) de faire rapport à la Commission sur son activité et ses constatations.

Art. 55 Autocontrôle de l'Autorité de surveillance

¹ L'Autorité de surveillance s'assure, par des mesures de contrôle appropriées portant notamment sur la sécurité des données personnelles, du respect et de la bonne application des dispositions cantonales de protection des données en son sein.

5.2 Pouvoir de contrôle et d'intervention

Art. 56 Contrôle par le ou la préposé-e

¹ Le ou la préposé-e est habilité-e à effectuer d'office ou sur plainte un contrôle auprès d'un responsable du traitement ou d'un sous-traitant afin de vérifier qu'il respecte les dispositions de protection des données.

² Il ou elle peut notamment demander des renseignements, exiger la production de documents, procéder à des inspections et se faire présenter des traitements de données.

³ Le secret de fonction et les autres obligations de confidentialité ne peuvent pas lui être opposés. Le secret professionnel demeure toutefois réservé.

⁴ Lorsque le ou la préposé-e procède à un contrôle sur la base d'une plainte de la personne concernée, il ou elle informe cette dernière des suites données à sa plainte et du résultat d'une éventuelle enquête. La personne concernée n'a pas qualité de partie à la procédure.

Art. 57 Recommandations du ou de la préposé-e

¹ En cas de violation ou de risque de violation des prescriptions sur la protection des données, le ou la préposé-e peut adresser une recommandation à l'organe public concerné l'invitant à prendre, dans un délai déterminé, les mesures nécessaires pour remédier à la situation.

² Lorsque l'organe concerné est une unité subordonnée, la recommandation est directement adressée à l'organe hiérarchiquement supérieur.

³ L'organe destinataire de la recommandation adopte, dans le délai imparti par le ou la préposé-e, une détermination sur la suite qu'il entend donner à la recommandation et la communique au ou à la préposé-e. L'absence de détermination est considérée comme un rejet de la recommandation.

⁴ En cas de rejet, total ou partiel, de la recommandation, le ou la préposé-e peut transmettre l'affaire à la Commission pour qu'elle rende une décision.

⁵ Lorsque, durant la procédure, l'organe public a pris les mesures nécessaires au rétablissement d'une situation conforme aux prescriptions de protection des données, le ou la préposé-e met un terme à la procédure et renonce à émettre une recommandation.

Art. 58 Décision de la Commission

¹ La Commission statue dans les affaires que le ou la préposé-e lui transmet conformément à l'article 57 al. 4.

² Lorsqu'un organe soumis à la présente loi ne respecte pas des dispositions de protection des données, la Commission peut ordonner la suspension, la modification ou la cessation de tout ou partie du traitement ainsi que l'effacement ou la destruction de tout ou partie des données personnelles.

³ En cas de menace grave imminente ou de violation de la protection des données susceptible de causer une atteinte grave aux droits d'une ou plusieurs personnes concernées, la Commission peut ordonner, d'office ou sur demande du ou de la préposé-e, des mesures provisionnelles urgentes pour limiter ou suspendre le traitement des données litigieux jusqu'à ce qu'elle se soit prononcée sur le fond.

⁴ Le ou la préposé-e participe avec voix consultative à la procédure devant la Commission. Il ou elle peut être chargé-e de l'instruction de l'affaire.

⁵ Lorsque, durant la procédure, l'organe public concerné a pris les mesures nécessaires au rétablissement d'une situation conforme aux prescriptions de protection des données, la Commission peut classer l'affaire ou se limiter à prononcer un avertissement

Art. 59 Procédure

¹ La procédure est régie par le code de procédure et de juridiction administrative. Sous réserve de l'article 58 al. 3, l'organe concerné bénéficie, en particulier, du droit d'être entendu.

² L'organe public visé par une décision de la Commission a qualité pour recourir contre celle-ci.

Art. 60 Coopération avec d'autres autorités de protection des données en Suisse et à l'étranger

¹ Dans l'exercice de ses fonctions, l'Autorité de surveillance peut coopérer avec les autorités cantonales, fédérales et étrangères chargées de la protection des données.

² Elle peut échanger des informations ou des données personnelles avec une autre autorité chargée de la protection des données pour l'accomplissement de leurs tâches légales respectives, pour autant que les conditions suivantes soient réunies:

- a) la réciprocité en matière d'assistance administrative est garantie;
- b) les informations et les données personnelles échangées ne sont utilisées que dans le cadre de la procédure liée à la protection des données personnelles à la base de la demande de collaboration;

- c) les informations et les données personnelles ne sont communiquées à des tiers qu'avec l'accord préalable de l'autorité qui les a transmises;
- d) l'autorité destinataire s'engage à ne pas communiquer plus loin les secrets professionnels, d'affaires ou de fabrication;
- e) l'autorité destinataire s'engage à respecter les charges et les restrictions d'utilisation exigées par l'autorité qui lui a transmis les informations et les données à caractère personnel.

³ Avant de transmettre à une autre autorité chargée de la protection des données des informations susceptibles de contenir des secrets professionnels, de fabrication ou d'affaires, l'Autorité informe les personnes détentrices de ces secrets et les invite à prendre position, à moins que cela ne s'avère impossible ou ne nécessite des efforts disproportionnés.

6 Dispositions finales et transitoires

Art. 61 Règlementation d'exécution

¹ Le Conseil d'Etat adopte les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente loi. Celles-ci concernent notamment:

- a) les mesures de sécurité;
- b) l'exercice des droits des personnes concernées;
- c) la réalisation de projets pilotes;
- d) le statut et les tâches des correspondants et des correspondantes à la protection des données;
- e) les rapports de travail des membres de l'Autorité de surveillance.

Art. 62 Droit transitoire

¹ Pour les traitements déjà en cours au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, les responsables de traitements disposent d'un délai de deux ans pour se mettre en conformité avec les nouvelles exigences prescrites. Les articles 43 et 44 sont directement applicables.

² Pour autant que les finalités du traitement restent inchangées et que de nouvelles données ne soient pas collectées justifiant la réalisation d'une analyse d'impact, les articles 41 et 42 ne sont pas applicables aux traitements qui ont débuté avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

³ Les traitements achevés au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi sont régis par l'ancien droit, sauf en ce qui concerne les droits de la personne concernée (section 3).

⁴ Les articles 12, 13, 40, 41 et 42 sont applicables aux activités de traitement régis par la directive (UE) 2016/680 ²⁾ dès l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 63 Adaptation de la législation

¹ Les Directions disposent d'un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi pour adapter la législation dont elles sont en charge aux exigences de l'article 5.

Art. 64 Rapports de service du ou de la préposé-e

¹ Au moment de l'entrée en vigueur de la loi, l'autorité d'engagement adapte le contrat de travail de la personne en poste aux exigences de la nouvelle loi conformément à la législation sur le personnel.

² En cas de refus de la proposition visant à transformer le contrat de travail, la situation est réglée conformément aux dispositions en matière de suppression de poste au sens de la législation sur le personnel.

II.

1.

L'acte RSF [110.1](#) (Loi sur la statistique cantonale (LStat), du 07.02.2006) est modifié comme il suit:

Art. 5 al. 1 (*modifié*)

¹ La collecte des données respecte les principes généraux de proportionnalité et de nécessité; elle est conforme à la législation sur la protection des données.

Art. 16 al. 2 (*modifié*), **al. 3** (*modifié*)

² La publication de données personnelles ou de résultats qui permettent l'identification ou la déduction d'informations sur la situation individuelle des personnes physiques ou morales concernées est interdite conformément à l'article 26 al. 1 let. d de la loi du xx.xx.xxxx sur la protection des données.

³ Les données recueillies à des fins statistiques sont traitées confidentiellement et conformément à la législation sur la protection des données.

²⁾ Note d'auteur: Directive (UE) 2016/680 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la décision-cadre 2008/977/JAI du Conseil, JO L 119 du 4.5.2016, p. 89.

2.

L'acte RSF [122.0.1](#) (Loi sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration (LOCEA), du 16.10.2001) est modifié comme il suit:

Art. 58a (nouveau)

Systèmes de gestion des affaires

¹ Les Directions et les unités administratives peuvent gérer des systèmes d'information et de documentation permettant d'assurer le bon déroulement de leurs processus opérationnels ainsi que la gestion de la correspondance et d'autres documents.

² Ces systèmes peuvent contenir des données personnelles, y compris des données personnelles sensibles, dans le but de:

- a) traiter des affaires qui sont du ressort de l'organe concerné;
- b) organiser le déroulement du travail;
- c) constater si des données se rapportant à une personne déterminée sont traitées;
- d) faciliter l'accès à la documentation.

³ Le Conseil d'Etat édicte des dispositions d'exécution concernant le fonctionnement du système de gestion des affaires centralisé de l'Etat.

3.

L'acte RSF [130.1](#) (Loi sur la justice (LJ), du 31.05.2010) est modifié comme il suit:

Art. 46a (nouveau)

Correspondant ou correspondante à la protection des données

¹ Le Tribunal cantonal désigne un correspondant ou une correspondante à la protection des données au sens de l'article 45 de la loi du xx.xx.xxxx sur la protection des données (LPrD).

² Il ou elle a pour tâches de:

- a) conseiller et sensibiliser les cours et les services centraux du Tribunal cantonal en matière de protection des données;
- b) collaborer à l'élaboration des analyses d'impact au sens de la législation sur la protection des données;
- c) traiter les demandes des personnes concernées relatives au traitement de leurs données;
- d) répondre aux demandes de l'Autorité cantonale de surveillance en matière de protection des données.

³ Le correspondant ou la correspondante à la protection des données n'intervient pas dans les affaires juridictionnelles en cours.

Art. 71a (nouveau)

Correspondant ou correspondante à la protection des données

¹ Le Ministère public désigne un correspondant ou une correspondante à la protection des données au sens de l'article 45 LPrD.

² Il ou elle a pour tâches de:

- a) conseiller et sensibiliser le personnel du Ministère public en matière de protection des données;
- b) collaborer à l'élaboration des analyses d'impact au sens de la législation sur la protection des données;
- c) traiter les demandes des personnes concernées relatives au traitement de leurs données;
- d) répondre aux demandes de l'Autorité cantonale de surveillance en matière de protection des données.

³ Le correspondant ou la correspondante à la protection des données n'intervient pas dans les affaires juridictionnelles en cours.

Art. 140 al. 1

¹ Après la clôture de la procédure pénale, le traitement et la conservation des données sont régis par les dispositions fédérales et au surplus:

- a) (modifié) par la législation cantonale sur la protection des données;
- b) (modifié) par la législation cantonale sur la sécurité de l'information;
- c) (modifié) par la législation cantonale sur l'archivage, y compris les directives du Tribunal cantonal dans ce domaine.

4.

L'acte RSF [140.1](#) (Loi sur les communes (LCo), du 25.09.1980) est modifié comme il suit:

Art. 102a (nouveau)

Systèmes de gestion des affaires

¹ Les communes peuvent gérer des systèmes d'information et de documentation permettant d'assurer le bon déroulement de leurs processus opérationnels ainsi que la gestion de leur correspondance et d'autres documents.

² Ces systèmes peuvent contenir des données personnelles, y compris des données personnelles sensibles, dans le but:

- a) de traiter des affaires qui sont du ressort de l'organe concerné;
- b) d'organiser le déroulement du travail;
- c) de constater si des données se rapportant à une personne déterminée sont traitées;
- d) de faciliter l'accès à la documentation.

³ La législation sur la protection des données est réservée.

Art. 126 al. 1 (modifié)

¹ Les dispositions de la présente loi relatives au personnel communal (art. 69 à 76), à la représentation (art. 83), au secret de fonction (art. 83b), à la responsabilité civile (art. 83c), aux actes communaux (art. 84 à 86), aux travaux, fournitures et services (art. 99), à la tenue de systèmes de gestion des affaires (art. 102a), aux archives (art. 103) et au droit de consultation (art. 103^{bis}) sont applicables aux associations de communes.

5.

L'acte RSF [150.1](#) (Code de procédure et de juridiction administrative (CPJA), du 23.05.1991) est modifié comme il suit:

Art. 66a (nouveau)

Soutien automatisé à la prise de décision

¹ Si une autorité utilise des algorithmes pour l'aider à former son raisonnement en fait ou en droit lors de la prise d'une décision, elle est tenue d'en faire mention systématiquement dans la partie de la décision qui contient la motivation.

² A la demande du ou de la destinataire de la décision, l'autorité lui communique sous une forme intelligible la logique et les critères des algorithmes utilisés.

³ La demande n'a pas d'effet suspensif, sauf décision contraire de l'autorité, et elle n'entraîne aucune interruption de délai.

Art. AI-4a (nouveau)

Décisions individuelles automatisées

¹ Si une décision au sens de l'article 4 est prise sur le seul fondement d'un traitement de données personnelles automatisé, elle doit obligatoirement être présentée comme telle.

² A la demande de la personne faisant l'objet d'une décision automatisée, l'organe qui a émis la décision lui communique sous une forme intelligible la logique et les critères à la base de celle-ci.

³ Sauf dans les cas où il n'existe pas de droit d'être entendu avant la décision, toute personne faisant l'objet d'une décision individuelle automatisée peut, dans les 30 jours, déposer une réclamation auprès de l'organe qui l'a émise, lorsque:

- a) la décision est selon toute vraisemblance entachée d'une erreur non juridique, et
- b) l'erreur en question est imputable à la machine qui l'a rendue.

⁴ L'organe qui a émis la décision procède à un réexamen sommaire et gratuit des opérations de traitement accomplies.

6.

L'acte RSF [17.3](#) (Loi sur la vidéosurveillance (LVid), du 07.12.2010) est modifié comme il suit:

Art. 3 al. 2 (modifié)

² Les systèmes de vidéosurveillance sans enregistrement doivent, avant leur mise en service, être annoncés au préfet ou à la préfète ainsi qu'au ou à la préposé-e à la transparence et à la protection des données (ci-après: le ou la préposé-e).

Art. 4 al. 3 (nouveau)

³ Une analyse d'impact au sens de l'article 41 de la loi du xx.xx.xxxx sur la protection des données doit être réalisée avant toute installation d'un nouveau système de surveillance systématique de grandes parties du domaine public.

Art. 5 al. 1, al. 2 (modifié) [DE: (inchangé)]

¹ L'installation d'un système de vidéosurveillance avec enregistrement doit en outre faire l'objet d'une autorisation dont l'octroi est subordonné aux conditions suivantes:

- b) (inchangé) [DE: (modifié)] les mesures énoncées dans le règlement d'utilisation paraissent suffisantes pour assurer le respect des exigences générales et la protection des données.
- c) (nouveau) dans les cas visés à l'article 4 al. 3, l'analyse d'impact a été réalisée et ses conclusions sont connues.

² Le préfet ou la préfète est l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation; il ou elle statue après avoir pris le préavis de l'Autorité cantonale de la transparence, de la protection des données et de la médiation et, le cas échéant, de la commune sur le territoire de laquelle l'installation est envisagée. Les organes de préavis reçoivent une copie de la décision.

Art. 6 al. 1 (modifié) [DE: (inchangé)]

¹ Le préfet ou la préfète exerce un contrôle général sur les systèmes de vidéo-surveillance soumis à autorisation.

Art. 7 al. 1 (modifié)

¹ Les organes publics et les personnes privées qui veulent mettre en place une vidéosurveillance d'observation sans enregistrement doivent en informer au préalable le préfet ou la préfète et le ou la préposé-e. Les organes publics informent simultanément la Direction du Conseil d'Etat dont ils dépendent ou à laquelle ils sont rattachés ou dont relève l'activité exercée dans les lieux placés sous vidéosurveillance.

7.

L'acte RSF [17.5](#) (Loi sur l'information et l'accès aux documents (LInf), du 09.09.2009) est modifié comme il suit:

Art. 33 al. 1 (modifié), **al. 2** (modifié)

¹ La personne qui a demandé l'accès et les tiers qui ont fait opposition peuvent, dans les trente jours qui suivent la détermination de l'organe public, déposer contre celle-ci une requête en médiation auprès du ou de la préposé-e à la transparence et à la protection des données (ci-après: le ou la préposé-e).

² Lorsque la médiation n'aboutit pas, le ou la préposé-e établit à l'intention des parties une recommandation écrite.

Art. 39 al. 2 (modifié)

² L'Autorité cantonale exerce les tâches qui lui incombent en vertu de la présente loi par l'intermédiaire de la Commission cantonale et du ou de la préposé-e; pour le reste et sous réserve des dispositions qui suivent, elle est régie par la législation sur la protection des données.

Art. 40 al. 1

¹ Dans le domaine du droit d'accès aux documents officiels, la Commission cantonale de la transparence, de la protection des données et de la médiation a pour tâches:

b) (modifié) de diriger l'activité du ou de la préposé-e;

b^{bis}) *Abrogé*

Art. 41 al. 1 (abrogé), **al. 2** (modifié)

Organes spécialisés – Préposé-e à la transparence et à la protection des données (*titre médian modifié*)

¹ *Abrogé*

² En vertu de la présente loi, le ou la préposé-e au sens de l'article 52 de la loi du xx.xx.xxxx sur la protection des données a en particulier pour tâches:

... (énumération inchangée)

Art. 42a (nouveau)

Droit transitoire relatif à la modification du xx.xx.xxxx – Rapports de service du ou de la préposé-e

¹ Au moment de l'entrée en vigueur de la loi, l'autorité d'engagement adapte le contrat de travail de la personne en poste aux exigences de la nouvelle loi conformément à la législation sur le personnel.

² En cas de refus de la proposition visant à transformer le contrat de travail, la situation est réglée conformément aux dispositions en matière de suppression de poste au sens de la législation sur le personnel.

8.

L'acte RSF [181.1](#) (Loi sur la médiation administrative (LMéd), du 25.06.2015) est modifié comme il suit:

Art. 5 al. 1 (modifié)

Nomination et statut (*titre médian modifié*)

¹ Le médiateur ou la médiatrice cantonal-e est nommé-e pour une période individuelle de 5 ans, reconductible. Les articles 51 à 53 de la loi du xx.xx.xxxx sur la protection des données lui sont applicables par analogie.

Art. 6 al. 2 (modifié) [DE: (inchangé)]

² Dans le domaine de la médiation, la Commission cantonale de la transparence, de la protection des données et de la médiation (ci-après: la Commission) a pour tâches:

- b) (*modifié*) de mener en collaboration avec la Direction à laquelle elle est rattachée la procédure de nomination du médiateur ou de la médiatrice cantonal-e pour le Conseil d'Etat et de préavis à son intention la ou les candidatures privilégiées;

Art. 8

Abrogé

Art. 9

Abrogé

Art. 27 (nouveau)

Droit transitoire relatif à la modification du xx.xx.xxxx – Rapports de service du médiateur ou de la médiatrice cantonal-e

¹ Au moment de l'entrée en vigueur de la loi, l'autorité d'engagement adapte le contrat de travail de la personne en poste aux exigences de la nouvelle loi conformément à la législation sur le personnel.

² En cas de refus de la proposition visant à transformer le contrat de travail, la situation est réglée conformément aux dispositions en matière de suppression de poste au sens de la législation sur le personnel.

9.

L'acte RSF [184.1](#) (Loi sur la cyberadministration (LCyb), du 18.12.2020) est modifié comme il suit:

Art. 3 al. 1

¹ Dans la présente loi, le terme ou l'expression:

- g) (*modifié*) «externalisation» désigne une forme qualifiée de sous-traitance impliquant l'utilisation de ressources informatiques accessibles à distance, via un réseau de communication, pour stocker, traiter et partager des données;

Art. 30 al. 2 (*modifié*), **al. 3** (*modifié*)

² Au sein de l'administration cantonale, la responsabilité de la mise en œuvre et du suivi des règles de la présente section est assumée conjointement par l'autorité administrative et par le service en charge de l'informatique³). Sont réservés les cas dans lesquels l'autorité administrative gère de manière autonome tout ou partie de ses systèmes informatiques.

³ Lorsque l'externalisation concerne plusieurs autorités différentes au sein d'une même collectivité publique, une autorité principalement responsable est désignée. L'alinéa 2 s'applique pour le surplus.

Art. 35 al. 1 (*modifié*), **al. 2** (*nouveau*), **al. 3** (*nouveau*)

Projets pilotes – Principes (*titre médian modifié*)

¹ Dans le but d'expérimenter l'intégration de nouveaux processus électroniques et/ou de nouvelles technologies dans le fonctionnement et l'organisation de l'administration, le Conseil d'Etat est autorisé par le biais d'une ordonnance pilote à déroger temporairement et de manière limitée à une règle de droit qui entrerait en conflit avec la poursuite de l'expérimentation.

³) Actuellement: Service de l'informatique et des télécommunications.

² La réalisation d'un projet pilote est soumise aux conditions suivantes:

- a) le projet sert à l'accomplissement d'une tâche décrite dans une loi au sens formel, poursuit un intérêt public avéré et/ou fait partie d'un projet stratégique mené conjointement entre les organes de la Confédération, des cantons et/ou des communes;
- b) des mesures appropriées sont prises aux fins de prévenir les risques d'atteinte aux droits fondamentaux des personnes concernées;
- c) une phase d'essai s'avère indispensable avant l'entrée en vigueur de la loi au sens formel, en particulier pour des raisons organisationnelles et/ou techniques;
- d) le projet pilote fait l'objet d'un dossier complet qui décrit son but, son périmètre, le besoin d'évaluation, les normes auxquelles il déroge, les mesures prises pour prévenir les éventuels risques d'atteinte aux droits fondamentaux des personnes concernées, l'organe responsable, la planification et les conséquences financières envisagées.

³ Le traitement automatisé de données personnelles dans des projets pilotes est en outre régi par la loi sur la protection des données, en particulier son article 22.

Art. 35a (nouveau)

Projets pilotes – Phase d'essai

¹ Une phase d'essai peut être considérée comme indispensable lorsque:

- a) l'accomplissement d'une tâche nécessite des innovations techniques dont les effets doivent d'abord être évalués, ou
- b) l'accomplissement d'une tâche requiert des mesures organisationnelles ou techniques importantes dont l'efficacité doit d'abord être évaluée, notamment dans le cadre de la collaboration entre organes publics.

² L'organe responsable transmet, au plus tard deux ans après la mise en œuvre de la phase d'essai, un rapport d'évaluation au Conseil d'Etat. Dans ce rapport, il lui propose la poursuite ou l'interruption de l'expérimentation.

³ Si le Conseil d'Etat autorise la poursuite de l'expérimentation, il engage immédiatement la procédure législative visant à adopter les bases légales formelles nécessaires. Il transmet au Grand Conseil un projet de loi, en principe, dans un délai de cinq ans suivant le début du projet pilote.

Art. 35b (nouveau)

Projets pilotes – Dispositions diverses

¹ Dans la mesure où elle est exigée, l'article 35 vaut base légale au sens de l'article 54 de la Constitution cantonale sur l'accomplissement de tâches par des tiers pour toute la durée du projet.

² Des essais pilotes peuvent également être menés par les communes aux mêmes conditions. La réalisation d'un essai pilote doit être prévue dans un règlement de portée générale.

10.

L'acte RSF [411.0.1](#) (Loi sur la scolarité obligatoire (loi scolaire, LS), du 09.09.2014) est modifié comme il suit:

Art. 43 al. 3a (nouveau), **al. 4** (modifié)

^{3a} Le NAVS13 peut également être transmis à des fins d'identification à la Fédération des services d'identité de l'espace suisse de formation mandatée par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP). Le Conseil d'Etat édicte les dispositions d'exécution nécessaires.

⁴ Les données personnelles peuvent être rendues accessibles au moyen d'une procédure d'appel électronique au sens de l'article 14 al. 4 de la loi du xx.xx.xxxx sur la protection des données. Le Conseil d'Etat en fixe les modalités d'application.

11.

L'acte RSF [412.0.1](#) (Loi sur l'enseignement secondaire supérieur (LESS), du 11.12.2018) est modifié comme il suit:

Art. 43 al. 3a (nouveau), **al. 4** (modifié)

^{3a} Le numéro AVS (NAVS 13) peut également être transmis à des fins d'identification à la Fédération des services d'identité de l'espace suisse de formation mandatée par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP). Le Conseil d'Etat édicte les dispositions d'exécution nécessaires.

⁴ Les données personnelles peuvent être rendues accessibles au moyen d'une procédure d'appel électronique au sens de l'article 14 al. 4 de la loi du xx.xx.xxxx sur la protection des données. Le Conseil d'Etat en fixe les modalités d'application.

12.

L'acte RSF [610.1](#) (Loi sur les finances de l'Etat (LFE), du 25.11.1994) est modifié comme il suit:

Intitulé de section après Art. 47 (nouveau)

6a Système de gestion intégré des finances

Art. 47a (nouveau)

But et contenu du système de gestion intégré des finances

¹ L'Administration des finances exploite un système de gestion intégré des finances pour l'accomplissement des tâches et attributions découlant de la présente loi (ci-après: le système de gestion intégré), notamment en lien avec:

- a) la gestion financière et opérationnelle;
- b) la planification financière et le suivi budgétaire.

² Le système de gestion intégré contient les données financières ainsi que les données personnelles nécessaires à l'accomplissement des tâches et attributions visées par le précédent alinéa. Les catégories de données personnelles suivantes peuvent notamment être traitées:

- a) identités et adresses des personnes physiques et des personnes morales qui ont des relations financières avec l'Etat;
- b) informations sur les coordonnées financières des personnes visées par la lettre a et sur leurs transactions financières avec l'Etat.

³ Le système de gestion intégré peut contenir des données personnelles sensibles, pour autant que l'accomplissement des tâches mentionnées à l'alinéa 1 en dépende.

Art. 47b (nouveau)

Accès au système de gestion intégré des finances

¹ Le système de gestion intégré est mis à la disposition des établissements et services pour leur permettre d'effectuer les opérations financières et comptables relevant de leurs domaines de compétence. Les communes y ont également accès pour consulter leur propre compte courant.

² Les établissements et services utilisateurs du système de gestion intégré peuvent y saisir les données, y compris des données personnelles sensibles, qu'ils traitent en lien avec la gestion et la planification financières.

³ L'Administration des finances dispose d'un accès direct et permanent à la totalité des données introduites dans le système de gestion intégré par les établissements et services utilisateurs.

⁴ Si l'accomplissement des tâches et attributions découlant de la présente loi le requiert, le système de gestion intégré peut être interfacé avec d'autres systèmes d'information de l'Etat. Une autorisation préalable est requise et les droits d'accès doivent être strictement délimités.

⁵ Les données personnelles peuvent être rendues accessibles au moyen d'une procédure d'appel au sens de la loi cantonale sur la protection des données.

⁶ Les données personnelles contenues dans le système de gestion intégré peuvent, sur demande, être communiquées à d'autres autorités ou à des tiers lorsque cette communication est nécessaire à l'accomplissement des tâches et attributions découlant de la présente loi.

Art. 47c (nouveau)

Mesures de sécurité et responsabilité

¹ Le Conseil d'Etat précise les mesures de sécurité de l'information à appliquer ainsi que la répartition des responsabilités entre les diverses entités concernées.

² Le détail des mesures de sécurité à mettre en œuvre ainsi que celui de la répartition des responsabilités peut être fixé dans des conventions passées entre l'Administration des finances et les établissements et services utilisateurs du système de gestion intégré. Les conventions sont transmises pour information à l'Autorité cantonale de la transparence, de la protection des données et de la médiation.

13.

L'acte RSF [821.0.1](#) (Loi sur la santé (LSan), du 16.11.1999) est modifié comme il suit:

Art. 60 al. 3 (modifié)

³ Si le ou la professionnel-le de la santé a des raisons de craindre que la consultation du dossier ne puisse avoir de graves conséquences pour le patient ou la patiente, il ou elle peut proposer que la consultation n'ait lieu qu'en sa présence ou celle d'un ou d'une autre professionnel-le désigné-e par le patient ou la patiente.

III.

L'acte RSF [17.1](#) (Loi sur la protection des données (LPrD), du 25.11.1994) est abrogé.

IV.

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.



Botschaft 2023-CE-149

26. Juni 2023

zum Gesetzesentwurf über die Totalrevision des Gesetzes über den
Datenschutz

Inhaltsverzeichnis

In Kürze	3
1 Allgemeines	4
1.1 Hintergrund und Ursprung des Entwurfs	4
1.2 Ablauf der Arbeiten	5
1.3 Grundzüge des Entwurfs	6
1.3.1 Inhalt im Allgemeinen	6
1.3.2 Verbindungen zum Recht der Europäischen Union und dem (modernisierten) Übereinkommen SEV 108+	7
1.3.3 Rechte der betroffenen Personen	8
1.3.4 Verpflichtungen der Verantwortlichen für die Bearbeitung	9
1.3.5 Aufsichtsbehörde für den Datenschutz	10
1.4 Änderungen nach der Vernehmlassung von 2019	10
1.5 Folgen des Entwurfs	11
1.6 Übereinstimmung mit übergeordnetem Recht und nachhaltige Entwicklung	13
2 Kommentar zu den einzelnen Bestimmungen	13
2.1 Abschnitt 1, Allgemeine Bestimmungen	13
2.2 Abschnitt 2, Grundsätze für die Bearbeitung von Personendaten	16
2.2.1 Abschnitt 2.1: Allgemeine Bedingungen für die Rechtmässigkeit der Bearbeitung	16
2.2.2 Abschnitt 2.2: Zusätzliche Bedingungen für bestimmte Formen der Bearbeitung	19
2.2.3 Abschnitt 2.3. Bearbeitung von Daten für nicht personenbezogene Zwecke	25
2.3 Abschnitt 3, Rechte der betroffenen Person	25
2.4 Abschnitt 4, Durchführung des Datenschutzes	28
2.5 Abschnitt 5, Aufsicht	32
2.5.1 Abschnitt 5.1: Aufsichtsbehörde für Datenschutz	32
2.5.2 Abschnitt 5.2: Kontroll- und Eingriffsbefugnis der Aufsichtsbehörde	34
2.6 Abschnitt 6, Übergangsbestimmungen	36
2.7 Änderung anderer Gesetze	37

2.7.1	Anpassung des StatG	37
2.7.2	Anpassung des SVOG	37
2.7.3	Anpassung des JG	37
2.7.4	Anpassung des GG	37
2.7.5	Anpassung des VRG	38
2.7.6	Anpassung des VidG	38
2.7.7	Anpassung des InfoG	39
2.7.8	Anpassung des MedG	39
2.7.9	Anpassung des E-GovG	39
2.7.10	Anpassung des SchG	40
2.7.11	Anpassung des MSG	40
2.7.12	Anpassung des FHG	40
2.7.13	Anpassung des GesG	43
3	Liste der wichtigsten Abkürzungen	43
3.1	Erlasse	43
3.2	Andere Abkürzungen	45

In Kürze

1. Das geltende Gesetz über den Datenschutz (DSchG) stammt vom 25. November 1994. Zur damaligen Zeit kam das *World Wide Web* eben gerade auf, *Google*, *Facebook*, *Twitter* und Konsorten existierten noch nicht, die Gemeinwesen des Kantons verfügten noch nicht über E-Mail, und es stand noch kein virtueller Schalter zum Bezug und zur Abwicklung von Verwaltungsleistungen während 24 Stunden an 7 Tagen in der Woche zur Verfügung.
2. Im Rückblick kann man sagen, dass mit dem DSchG ein ansprechendes Schutzniveau erreicht werden konnte, in den Bereichen, für welche die Herausforderungen bei seiner Inkraftsetzung bereits bekannt waren, und dass das Gesetz eine erstaunliche Fähigkeit zur Anpassung aufwies, wenn man an die raschen Veränderungen denkt, mit denen es konfrontiert war. Aber wie andere Gesetze im Bereich Datenschutz, die zu Beginn der 90-er-Jahre angepasst wurden, sind die darin enthaltenen Bestimmungen aufgrund der technischen und sozialen Entwicklungen, die in den vergangenen 30 Jahren abliefen, teilweise veraltet. Dies ist die Begründung dafür, dass sie modernisiert und ergänzt werden müssen.
3. Dieser Modernisierungswille betrifft nicht nur den Kanton Freiburg. Vielmehr ist er vor dem Hintergrund der generellen Entwicklung in Europa und der Schweiz zu sehen, die einerseits dazu tendiert, die Rechte und die Freiheiten der betroffenen Personen angesichts von immer mehr und komplexeren Bearbeitungen ihrer Daten zu stärken, und andererseits, die Sicherheit der Infrastrukturen, der Prozesse und der Organisation, die diese Bearbeitungen unterstützen, zu verbessern. Das neue Datenschutzgesetz des Bundes wurde am 25. September 2020 verabschiedet und wird am 1. September 2023 in Kraft treten. Auf Seiten der Kantone hat die Hälfte bereits ihre eigenen Gesetze revidiert und die andere Hälfte ist daran, dies zu tun.
4. Dieser Entwurf zielt darauf ab, das Freiburger kantonale Recht mit diesen neuen Standards im Bereich des Datenschutzes in Einklang zu bringen. Er lehnt sich stark an das neue Bundesgesetz über den Datenschutz an, das seinerseits zum Ziel hat, das Bundesrecht mit dem Übereinkommen ETS 108+ des Europarates zum Schutz des Menschen bei der automatischen Bearbeitung personenbezogener Daten und den neuen Anforderungen des EU-Rechts an den Datenschutz in Einklang zu bringen.
5. Wenngleich das neue Datenschutzgesetz des Bundes einen wesentlichen Einfluss auf die Erstellung dieses Entwurfs hatte, ist dieser nicht eine einfache Kopie. Er berücksichtigt insbesondere die Besonderheiten des Kantons Freiburg sowie die Erfahrungen des Kantons mit der Digitalisierung. Als Beispiele können folgende Elemente zitiert werden:
 - > Die Vorschriften zur Auslagerung der Datenbearbeitung, die im Jahr 2020 vom Gesetz zur Anpassung der kantonalen Gesetzgebung an bestimmte Aspekte der Digitalisierung eingeführt wurden, haben sich bewährt und wurden fast wortgleich in den Entwurf übernommen.
 - > Um die bipartite Zusammensetzung der kantonalen Behörde für Öffentlichkeit, Datenschutz und Mediation zu berücksichtigen, werden die neuen Zuständigkeiten, die der Behörde übertragen werden, nicht allein in den Händen der oder des Beauftragten für den Datenschutz konzentriert, sondern zwischen dieser Person und der kantonalen Öffentlichkeits-, Datenschutz- und Mediationskommission aufgeteilt.
 - > Im Gegensatz zum neuen Datenschutzgesetz des Bundes sieht der Entwurf aus sowohl rechtlichen als auch praktischen Gründen nicht vor, den Datenschutz für juristische Personen aufzuheben.
6. Nichtsdestotrotz ist zu erwähnen, dass sich der Entwurf in einem relativ strikten Rahmen, der nicht viel Handlungsspielraum ermöglicht, bewegt. Abgesehen davon, dass ein besserer Schutz ermöglicht werden soll, sollen die neuen Rechte der Personen, deren Daten bearbeitet werden, und die neuen Pflichten der Verantwortlichen für die Bearbeitung im Allgemeinen auf eine Angleichung des Freiburger Rechts an die neuen anzuwendenden Standards in diesem Bereich im Digitalisierungszeitalter hinauslaufen. Die Umsetzung dieser Standards ist insofern eine notwendige Bedingung für die erfolgreiche Umsetzung des E-Governments des Staates Freiburg, als es ohne digitales Vertrauen keine Digitalisierung geben kann.

1 Allgemeines

1.1 Hintergrund und Ursprung des Entwurfs

1.1.1. Im Bereich Datenschutz folgten mehrere Generationen der Gesetzgebung aufeinander, um die neuen Praktiken zu begleiten und angesichts der ständigen Weiterentwicklung der digitalen Anwendungen die erforderlichen Leitplanken für die Bearbeitung von Personendaten festzulegen:

- a) Die erste Generation dieser Gesetzgebungen erstreckt sich über die Jahre 1980 bis 2000. Sie wurde hauptsächlich vom früheren Übereinkommen SEV 108 inspiriert und zeichnet sich durch einen Ansatz aus, der auf wichtigen Grundsätzen (Rechtmässigkeit, Verhältnismässigkeit, Zweckbestimmung, Treu und Glauben, Genauigkeit *usw.*) beruht, die dazu dienen sollen, einen Rahmen für noch wenig bekannte Praktiken und Risiken zu schaffen. In der Europäischen Union ist der erste Referenztext zu diesem Thema die alte Datenschutzrichtlinie 95/46/EG, die 1995 promulgiert wurde. In der Schweiz verabschiedete der Bund 1992 das Bundesgesetz über den Datenschutz (DSG; SR 235.1). Einige Kantone sind dem Bund vorangegangen, so etwa der Kanton Bern mit seinem Datenschutzgesetz (KDSG; BSG 152.04), das auf das Jahr 1986 zurück geht; die anderen folgen in den kommenden Jahren, so auch der Kanton Freiburg, dessen Gesetz über den Datenschutz (DSchG, SGF 17.1) aus dem Jahre 1994 datiert.
- b) Die zweite Generation entwickelt sich nach und nach ab dem Jahr 2000 und erstreckt sich über eine Periode von etwa 15 Jahren, während der die Digitalisierung einen beispiellosen Aufschwung erfährt. Das Datenschutzrecht beginnt sich unter der kombinierten Wirkung der Beiträge der Lehre und die darauffolgenden Gerichtsentscheide langsam zu materialisieren. Die wichtigsten Grundsätze werden durch präzisere Regeln ergänzt. Das Übereinkommen SEV 108 entwickelt sich: Ein zusätzliches Protokoll wird 2001 angenommen und erlegt den Mitgliedstaaten neue Pflichten auf, namentlich die Stärkung der Befugnisse ihrer Datenschutzbehörden. In dieser Zeit tritt der Bund dem Schengen/Dublin-Abkommen bei und verpflichtet sich in diesem Zusammenhang zur Einhaltung des Rahmenbeschlusses 2008/977/JI. Zudem führt er zwei Revisionen des DSG durch: die erste im Jahr 2007 hatte zum Ziel, den Inhalt des Gesetzes in einigen Punkten zu modernisieren; mit der zweiten im Jahr 2010 sollte eine Anpassung des Bundesrechts an die neuen Anforderungen des Übereinkommens zum Schutz des Menschen bei der automatischen Verarbeitung personenbezogener Daten vom 28.01.1981 (SEV 108), insbesondere an das Zusatzprotokoll, und an die Gesetzgebung der EU erreicht werden. Auf der kantonalen Ebene sind die Veränderungen unterschiedlich. Gewisse Kantone, so auch der Kanton Freiburg, beschränken sich strikte darauf, das übergeordnete Recht zu übernehmen. Andere Kantone gehen jedoch weiter und nehmen substantziellere Verbesserungen ihrer Gesetzgebung vor.
- c) Die dritte Generation beginnt mit der Annahme der Datenschutz-Grundverordnung der Europäischen Union (DSGVO) 2016 und der Richtlinie zum Datenschutz im Rahmen der Strafverfolgung; dieser ersten Serie von Gesetzestexten folgt 2018 die Promulgierung des revidierten Übereinkommens SEV 108 (Übereinkommens SEV 108+). Ohne die alten Regelungen, die sich bewährten, über Bord zu werfen, befasst sich diese neuste Generation mit dem Thema Datenschutz auf eine erweiterte und dynamischere Art als die vorhergehenden und integriert darin auch die Technik und die Organisation. Man findet darin insbesondere Antworten auf die Frage, wie Informationssysteme mit der Einführung von Datenschutzgrundsätzen ab der Konzeption (nach Massgabe des Prinzips *privacy-by-design*) und standardmässig (nach Massgabe des Prinzips *privacy-by-default*) gestaltet werden müssen; ferner werden neue Rechte für die betroffenen Personen, wie etwa das Recht auf Vergessen und das Recht auf Datenübertragbarkeit, eingeführt. Vor diesem Hintergrund verabschiedet der Bund am 25. September 2020 das neue, überarbeitete Bundesgesetz über den Datenschutz (BB1 2020 7639), das am 1. September 2023 in Kraft treten wird. Es wird von allen Kantonen befolgt, die ihrerseits ihre eigenen Datenschutzgesetze überarbeiten.

1.1.2. Das 1994 verabschiedete DSchG (SGF 17.1) hat bislang zwei Revisionen von einiger Bedeutung erfahren:

Das erste Mal durch das Gesetz vom 8. Mai 2008 über den Datenschutz (Anpassung an das internationale Recht, insbesondere an das Schengen/Dublin-Abkommen; ASF 2008_053). Ursprünglich bestand der Revisionsentwurf aus drei Elementen (siehe dazu die Botschaft vom 4. Mai 2008, in TGR 2008 664):

- > Anpassung des kantonalen Gesetzes an das Schengen/Dublin-Abkommen und an das Zusatzprotokoll vom 8. November 2001 zum Übereinkommen SEV 108;
- > Anpassung an die übrigen Korrekturen im Bundesgesetz über den Datenschutz;
- > Berücksichtigung der Erfahrungen mit dem DSchG seit dessen Inkrafttreten.

Schliesslich hat sich die Revision insbesondere auf das erste Element beschränkt. Gemäss der Botschaft des Staatsrats zeigte es sich jedoch rasch, *«dass es nicht möglich war, alle drei Ziele innerhalb der Frist zu verwirklichen, die der Bund zur Anpassung der kantonalen Gesetze an die Abkommen von Schengen und Dublin gesetzt hatte. Daher wurde der Auftrag der Arbeitsgruppe auf den ersten Punkt beschränkt, d. h. die Anpassung des DSchG an das internationale Recht. Die beiden anderen Aspekte werden im Rahmen einer späteren Revision behandelt werden»*.

Eine zweite Anpassung erfolgte im Jahr 2020 im Rahmen des Gesetzes vom 18. Dezember 2020 zur Anpassung der kantonalen Gesetzgebung an bestimmte Aspekte der Digitalisierung (ASF 2020_195). Obwohl diese zweite Revision bereits das Ziel hatte, den gesetzlichen Rahmen an einige neue Praktiken anzupassen, konzentrierte sie sich dennoch auf die spezifische Frage der Nutzung von *Cloud Computing*. Das Ziel war nicht, das DSchG zu überarbeiten, um es mit den neuen Anforderungen, die in diesem Bereich entstanden, in Einklang zu bringen.

1.1.3. Mit anderen Worten: Das DSchG ist heute als auf halbem Weg zwischen der ersten und der zweiten Generation der Datenschutzgesetzgebung. Aus diesem Grund scheint die Durchführung einer Totalrevision zum jetzigen Zeitpunkt kaum vermeidbar zu sein. Sie soll dazu dienen, den Kanton Freiburg mit einem modernen Rechtsrahmen auszustatten, der nicht nur den Bürgerinnen und Bürgern einen angemessenen und kohärenten Datenschutz bietet, sondern auch den Anforderungen und Standards des Bundesrechts, des Europarechts und des Übereinkommens SEV 108+ des Europarats entspricht (vgl. zu den völkerrechtlichen Aspekten § 1.3.2).

1.2 Ablauf der Arbeiten

1.2.1. Im Spätsommer 2017 verabschiedete der Bundesrat seinen Entwurf für eine Totalrevision des DSG. In der Folge beauftragte die Staatskanzlei die kantonale Behörde für Öffentlichkeit und Datenschutz (ÖDSB; heute kantonale Behörde für Öffentlichkeit, Datenschutz und Mediation, ÖDSMB), eine Arbeitsgruppe einzusetzen, um die Bestimmungen der Freiburger Datenschutzgesetzgebung zu analysieren und die Anpassungen vorzuschlagen, die angesichts der vom Bundesrat vorgeschlagenen Änderungen des DSG und der neuen Normen des internationalen Rechts, die sich in diesem Bereich auf die Schweiz auswirken, erforderlich sind.

1.2.2. Die von der ehemaligen Datenschutzbeauftragten eingesetzte Arbeitsgruppe bestand aus: je einer Vertreterin oder einem Vertreter jeder Direktion, der Gerichtsbehörde, der Staatsanwaltschaft, der Polizei, des Amtes für Informatik und Telekommunikation (ITA), der Gemeinden und des Amtes für Gesetzgebung (GeGA). Sie legte einen Vorentwurf des Erlasses vor, der Ende 2019 Gegenstand einer Vernehmlassung war.

1.2.3. Die Rückmeldungen aus der Vernehmlassung zeigten, dass niemand die Notwendigkeit einer Gesamtüberarbeitung des DSchG inhaltlich bestreitet. Mehrere Organe der öffentlichen Hand befürchteten jedoch, dass die Umsetzung des neuen Gesetzes viel Arbeit mit sich bringen würde, und forderten deshalb die Bereitstellung zusätzlicher Ressourcen. Einige wiesen auf den komplizierten Charakter des Entwurfs hin und forderten eine Vereinfachung, während andere wiederum die Verwendung vieler allgemeiner, vage formulierter Prinzipien bemängelten und mehr Klarheit darüber verlangten, was konkret erwartet würde. Es wurden zahlreiche gezielte Hinweise zu bestimmten Bestimmungen formuliert.

1.2.4. Im Anschluss an die Vernehmlassung wurde das Projekt freiwillig auf *Standby* gesetzt, bis der endgültige Text des DSG des Bundes bekannt war. Der Ausbruch der COVID-19-Pandemie verlängerte diesen Status insofern, als er im Zeitraum 2020-2021 zahlreiche rechtliche Ressourcen erforderte. Erst Ende 2021 wurde die mit der Revision des DSchG beauftragte Arbeitsgruppe in einer kleineren Form wieder eingesetzt, der Vertreterinnen und Vertreter der

Direktionen (FIND, RUBD und SJSD), der ÖDSMB, des ITA und der Gemeinden angehörten. Die Arbeitsgruppe wurde zudem unter die Leitung eines Mitglieds des GeGA gestellt. Die neue Arbeitsgruppe schloss ihre Arbeit im September 2022 ab.

1.2.5. Bei der Arbeit am Text berücksichtigte die Arbeitsgruppe so weit wie möglich die gezielten Bemerkungen, die bei der Vernehmlassung 2019 geäußert wurden, und versuchte, sie umzusetzen, wo dies möglich und angebracht war. Andererseits konnte sie ohne wirkliche Handlungsmöglichkeiten nur feststellen, dass die Umsetzung der neuen Datenschutzstandards logischerweise zusätzliche Anstrengungen, aber wahrscheinlich auch zusätzliche Ressourcen erfordern würde. Um der Kritik an der Kompliziertheit des Erlasses zu begegnen, nahm die Arbeitsgruppe mehrere Anpassungen vor, um scheinbar Unnötiges und Nichtnotwendiges zu entfernen und einige Formulierungen zu vereinfachen. Das Ergebnis ist nicht unbedingt ein kürzerer Text, sondern ein besser lesbarer und leichter zu handhabender Text, trotz der Materie, die zwangsläufig komplex bleibt.

1.2.6. Im September 2022 verliess die ehemalige Datenschutzbeauftragte ihre Stelle. Die ÖDSMB kündigte damals an, dass sie die Gelegenheit ergreifen werde, um eine neue Arbeitsweise, bei der die beiden Funktionen der Öffentlichkeits- und der Datenschutzbeauftragten in einer einzigen Person vereint sind, auszuprobieren. Dazu hat der Staatsrat die Öffentlichkeitsbeauftragte zur Datenschutzbeauftragten *ad interim* ernannt und eine Frist verlangt, um diese neue Zusammensetzung zu testen. Die Staatskanzlei hiess diesen Vorschlag gut und nutzte die Gelegenheit, um in der Zwischenzeit eine neue Vernehmlassung zum geänderten Text zu organisieren. Diese zweite Vernehmlassung dauerte vom 25. Oktober 2022 bis zum 27. Januar 2023.

1.2.7. Die Ergebnisse der zweiten Vernehmlassung waren im Grossen und Ganzen ähnlich wie diejenigen der ersten Vernehmlassung 2019. Obwohl die Kritik am neuen Text insgesamt abflaute, fürchten die Organe der Verwaltung weiterhin eine Arbeitsüberlastung und verlangen neue Ressourcen. Einige gezielte Bemerkungen führten zu letzten Präzisierungen und Korrekturen am Text des Erlasses und an der dazugehörigen Botschaft.

1.2.8. Es sei noch darauf hingewiesen, dass die ÖDSMB eng an allen Phasen des Projekts beteiligt war. Diese konstruktive Mitwirkung, die sehr geschätzt wurde, trug dazu bei, dass sich das Projekt unter guten Voraussetzungen entwickeln konnte, und bot dort, wo es notwendig war, die bestmöglichen Lösungen. Das Projekt stösst deshalb auf ein positives Echo seitens der Behörde.

1.3 Grundzüge des Entwurfs

1.3.1 Inhalt im Allgemeinen

1.3.1.1. Der Inhalt der beantragten Bestimmungen orientiert sich grösstenteils am neuen DSG des Bundes, das wiederum stark vom Übereinkommen SEV 108+, der DSGVO und der Richtlinie (EU) 680/2016 inspiriert ist. Diese Regelungen beeinflussten den Inhalt des Entwurfs im Wesentlichen auf drei Ebenen:

- a) Der Entwurf nimmt den risikobasierten Ansatz wieder auf, der die neuen Gesetzgebungen zum Datenschutz charakterisiert. Gemäss diesem Ansatz sind die Verpflichtungen im Bereich Datenschutz bei den Verantwortlichen für die Datenbearbeitung, deren Aktivitäten ein Risiko von Grundrechtsverletzungen aufweisen, strikter als bei Personen, deren Tätigkeiten weniger riskant sind (vgl. BBl 2017 6941, 6970). Dies wird insbesondere in Artikel 11 des Entwurfs veranschaulicht.
- b) Der Entwurf behält auch den technologieneutralen Charakter der vorgeschlagenen Regeln bei. Dies hinderte aber nicht daran, gewisse Praktiken der jüngeren Zeit zu reglementieren, die direkt mit der Nutzung neuer Technologien verbunden sind, wie dies etwa bei der Auslagerung gewisser Typen und Formen der Datenbearbeitung der Fall ist (Art. 18-21 des Entwurfs). Der technologieneutrale Charakter der Bestimmungen ist zwar wichtig, um zu verhindern, dass sie schnell von den Fortschritten der Technologie überholt werden, er darf aber auch nicht dazu führen, dass die Technologie ignoriert wird und das Gesetz seine Ziele nicht erreicht.
- c) Die im Entwurf verwendete Terminologie wurde schliesslich modernisiert, um besser mit den Entwicklungen im Datenschutzrecht Schritt zu halten und auch die Vereinbarkeit des Gesetzes mit neuen Praktiken und den neuesten Gesetzestexten auf Bundes- und internationaler Ebene in diesem Bereich zu verbessern. Die statische Bedeutung des Begriffs «Datensammlung» wird durch den dynamischeren Begriff «Bearbeitungstätigkeit»

ersetzt. Die als sensibel bezeichneten Daten schliessen nun auch «genetische Daten» und «biometrische Daten» mit ein. Speziell neu eingeführt wurde der Begriff «Profiling».

1.3.1.2. Im Vergleich zum Entwurf des Bundesrats weist der Entwurf einen wesentlichen Unterschied auf, der besonders erwähnenswert scheint. Er sieht nicht vor, den Datenschutz juristischer Personen aufzuheben. Zwei Gründe erklären dieses Vorgehen hauptsächlich:

- a) Aus streng juristischer Sicht sieht Artikel 12 Abs. 2 der Freiburger Kantonsverfassung vor, dass jede Person das Recht darauf hat, gegen die missbräuchliche Verwendung von Daten, die sie betreffen, geschützt zu werden. Die Norm entspricht Artikel 13 Abs. 2 der Bundesverfassung. Allerdings erkennen die Autoren des öffentlichen Rechts derzeit offenbar einstimmig an, dass der verfassungsrechtlich verankerte Datenschutz sowohl für natürliche als auch für juristische Personen gilt.¹ Dieser Ansicht scheint, in mehreren aktuellen Urteilen, auch das Bundesgericht zu sein². Aus dieser Sicht scheint es problematisch zu sein, sich einer Gesetzesrevision zu bedienen, um den Anwendungsbereich einer Norm von Verfassungsrang einzuschränken.
- b) Aus praktischer Sicht hat die Tatsache, dass der Datenschutz bei juristischen Personen wegfallen soll, gemäss Bundesrat zur Konsequenz, dass die rechtliche Grundlagen, die derzeit öffentlichen Stellen die Bearbeitung von Personendaten ermöglicht, bei den Personendaten juristischer Personen obsolet würde (s. BBl 2017 6941, S. 6972, 6981 und 7011). Für den Bundesrat ist diese Situation aus der Perspektive des Legalitätsprinzips problematisch, nach dem alles staatliche Handeln sich auf das Gesetz stützen muss (s. BBl 2017 6941, S. 7107 und 7118 f). Um Behörden die weitere Bearbeitung von Daten von juristischen Personen zu ermöglichen, hielt er es für notwendig, eine ganze Reihe von Bestimmungen im RVOG, die am Ende in sehr ähnlicher Form den Inhalt der Bestimmungen des DSGVO widerspiegeln, jedoch nicht für juristische Personen, einzuführen (siehe hierzu die Artikel 57h^{bis}, 57i, 57j, 57k, 57l, 57r, 57s, 57t RVOG, die vom DSGVO eingeführt werden). Er hat die gleiche Übung mit der Spezialgesetzgebung gemacht, wo die Regelungen, welche die Bearbeitung von Personendaten erlauben, ergänzt wurden, um auch die Bearbeitung von Daten von juristischen Personen zu erlauben (z. B.: Art. 9 BGÖ; Art. 15b RAG; Art. 5, 14a, 15 und 19 BStatG; Art. 17a BGSA, die vom DSGVO eingeführt werden). Vor diesem Hintergrund scheint es, dass die Weglassung der Daten juristischer Personen zumindest im Bereich des öffentlichen Rechts eher einer Stilübung als einer echten Veränderung der Praxis gleicht. Das ist der Grund, weshalb sie im Vorentwurf nicht übernommen wurde. Andere Kantone wie die Kantone Genf oder Zürich haben die gleiche Analyse vorgenommen und darauf verzichtet, den Schutz juristischer Personen in ihren eigenen Datenschutzgesetzen zu streichen.

1.3.2 Verbindungen zum Recht der Europäischen Union und dem (modernisierten) Übereinkommen SEV 108+

1.3.2.1. Mehrere internationale Rechtstexte haben diesen Entwurf in unterschiedlichsten Massen beeinflusst. Es handelt sich hierbei um die DSGVO, die Richtlinie (EU) 2016/679 über den Datenschutz in den Bereichen Polizei und Justiz und das Übereinkommen SEV 108+.

1.3.2.2. Unter diesen Rechtstexten ist bisher nur die Richtlinie (EU) 2016/680 verbindlich für die Schweiz, weil sie eine Entwicklung des Schengen-Besitzstands darstellt (BBl 2017 6941, S. 6963 und S. 6991 ff.). Der Anwendungsbereich ist jedoch auf bestimmte Bereiche wie Justiz, Polizei oder Asyl beschränkt. Die Richtlinie (EU) 2016/680 ist weder für die Mitgliedstaaten der Europäischen Union noch für die Schweiz unmittelbar anwendbar, sie muss in internes Recht umgewandelt werden. Das bedeutet für den Kanton Freiburg, dass nicht nur sein Datenschutzrecht, sondern auch bestimmte kantonale Gesetze, die in den Geltungsbereich der Richtlinie fallen, angepasst werden müssen.

¹ DUBEY Jacques, *Droits fondamentaux, Band II*, Basel 2018, Nr. 1766; BIAGGINI / GIOVANNI, *BV Kommentar*, Zürich, 2. Auflage., 2017, ad Art. 13, Nr. 12; SCHWEIZER Rainer J., in Ehrenzeller Bernhard *et al.* (Hrsg.), *St.Galler Kommentar der Schweizerische Bundesverfassung*, 3. Auflage, Zürich / Basel / Genf 2014, ad Art. 13, Nr. 73; MALINVERNI / HOTTELIER, HERTIG RANDALL / FLÜCKIGER, *Droit constitutionnel suisse, Band II*, 4. Auflage, Bern 2021, Nr. 408; MÜLLER / SCHEFER, *Grundrechte in der Schweiz*, 4. Auflage, Bern 2008, S. 166; DIGGELMAN Oliver, in Waldmann Bernhard / Belsler Eva Maria / Epiney Astrid (Hrsg.), *Basler Kommentar Bundesverfassung*, Basel 2015, ad Art. 13, Nr.33.

² BGE 144 II 77, Erw. 5; BGE 144 II 91, Erw. 4.4.

1.3.2.3. Gemäss dem Bundesrat ist die Schweiz nicht unmittelbar an die DSGVO (siehe BBl 2017 6941, S. 6963 und S. 6991 ff.) gebunden. Dennoch übt sie einen nicht zu vernachlässigenden indirekten Einfluss aus. Denn der bedingungslose Austausch von Daten zwischen europäischen und schweizerischen Verantwortlichen für die Datenbearbeitung ist an die Bedingung geknüpft, dass die Europäische Union einen Angemessenheitsbeschluss erlässt, der bescheinigt, dass die schweizerische Datenschutzgesetzgebung ein der Europäischen Gesetzgebung gleichwertiges Schutzniveau bietet (s. Art. 45 DSGVO). Liegt kein solcher Beschluss vor, so wird jeder Austausch von Daten zwischen Europa und der Schweiz von der Anwendung zusätzlicher Garantien abhängig gemacht, die mit dem europäischen Bearbeitungsverantwortlichen jedes Mal aufs Neue ausgehandelt werden müssten. Für ein Land wie das unsere, das sich im Herzen Europas befindet, wäre eine solche Situation sowohl für den öffentlichen als auch für den privaten Sektor sehr schwierig. Zurzeit profitiert die Schweiz von einem Angemessenheitsbeschluss vom 26. Juli 2000 (s. BBl 2017 6941, S. 6964). Die Europäische Union nimmt derzeit eine weitere Bewertung des Schweizer Rechts vor, um dessen Vereinbarkeit mit der DSGVO zu überprüfen. Im Rahmen dieser Bewertung prüft sie das Bundesrecht, aber auch das Recht von einigen zufällig ausgewählten Kantonen. Es ist somit wesentlich, dass der Kanton Freiburg, wie die anderen Kantone auch, seine Gesetzgebung im Bereich Datenschutz entsprechend anpasst.

1.3.2.4. Das Übereinkommen SEV 108 des Europarates stellt den ersten internationalen Rechtstext im Bereich Datenschutz dar. Er wurde am 28. Januar 1981 in Strassburg abgeschlossen und von der Schweiz am 2. Oktober 1997 mit Inkrafttreten am 1. Oktober 1998 ratifiziert. Im Jahr 2018 wurde das Übereinkommen SEV 108 mit dem Ziel vollständig modernisiert, besser auf die Herausforderungen reagieren zu können, welche die Globalisierung, technologische Entwicklungen und das Steigen des grenzüberschreitenden Datenverkehrs für den Schutz der Privatsphäre und die Grundrechte der betroffenen Person darstellen. Auch wenn es weniger detailliert und weniger dicht ist als die DSGVO und die Richtlinie (EU) 2016/680, hat das Übereinkommen SEV 108+ einen sehr ähnlichen Inhalt wie die beiden Rechtstexte. Die Bundesversammlung hat am 19. Juni 2020 den Bundesbeschluss zur Ermächtigung des Bundesrates, die revidierte Fassung des Übereinkommens SEV 108 zu ratifizieren, angenommen (BBl 2020 599). Der Ratifizierungsprozess ruht aber immer noch. Bis zum Inkrafttreten des neuen Texts gilt das Übereinkommen SEV 108 von 1981 weiterhin.

1.3.3 Rechte der betroffenen Personen

1.3.3.1. Die Frage der Rechte der betroffenen Personen wird in Abschnitt 3 des Entwurfs behandelt. Eines der Ziele des Vorentwurfes ist es, die Kontrolle und die Herrschaft der betroffenen Personen über die Informationen, die sie mit dem Gemeinwesen teilen, zu stärken. Zu diesem Zweck werden neue Rechte eingeführt, die besser an die Entwicklung der digitalen Anwendungen angepasst sind, und die Bedingungen und Modalitäten ihrer Ausübung werden erleichtert.

1.3.3.2. Zu den neu eingeführten Rechten gehören unter anderem die Folgenden:

- a) Die Möglichkeit einer jeden Person, sich vorbeugend der Übermittlung von Daten zu widersetzen, die sie betreffen (Recht auf Sperrung oder auf Widerspruch). Bis jetzt ist ein solches Recht im Kanton Freiburg nur im Zusammenhang mit Daten der Einwohnerkontrolle vorgesehen (vgl. Art. 18 EKG). Das Widerspruchsrecht gehört jedoch zu den traditionellen Verteidigungsrechten im Bereich des Datenschutzes, ohne Rücksicht auf die Art der betreffenden Bearbeitung. Dies ist der Grund dafür, dass dieses in Artikel 31 des Entwurfs eingeführt wurde. Das Widerspruchsrecht ist nicht als absolut zu verstehen. Es kann nicht gegen eine gesetzlich vorgeschriebene Übermittlung von Daten geltend gemacht und nicht ins Feld geführt werden, wenn ein überwiegendes öffentliches oder privates Interesse an der Offenlegung der betreffenden Daten besteht.
- b) Die Einführung eines neuen Rechts auf Einschränkung der Bearbeitung, das der betroffenen Person ermöglicht, gewisse Nutzungen ihrer Daten einzufrieren, und es dem Verantwortlichen für die Bearbeitung ermöglicht, die Daten weiterhin aufzubewahren (Ar. 33 Abs. 2 Bst. b). Das Recht auf Einschränkung der Bearbeitung stellt eine weniger radikale Alternative zum Recht auf Löschung und Berichtigung der Daten dar. Es kann namentlich eingesetzt werden, wenn die betroffene Person die Richtigkeit ihrer Daten oder die Art, in der sie bearbeitet werden, bestreitet oder ihre Löschung beantragt, während Überprüfungen erforderlich sind, um zu prüfen, ob das Gesuch begründet ist.

-
- c) Für die automatisierte Bearbeitung von Daten in Verwaltungsverfahren werden spezifische und angemessene Verteidigungsmittel in das VRG eingeführt. Der erste Fall, der in Art. 66a VRG in Betracht gezogen wird, ist derjenige, in dem Algorithmen zur Unterstützung der Entscheidungsfindung eingesetzt werden, sei es, um den Sachverhalt zu erforschen oder um die rechtlichen Überlegungen zu unterstützen. Die Behörde, welche den Entscheid trifft, muss dies im Entscheid ausdrücklich erwähnen, und die betroffene Person kann gegebenenfalls verlangen, die Logik und die Kriterien der verwendeten Algorithmen zu erfahren. Der zweite in Betracht gezogene Fall ist derjenige, dass ein Entscheid ausschliesslich auf der Grundlage einer automatisierten Datenbearbeitung getroffen wird. Diese Bestimmung, die bereits im Vorentwurf enthalten war, wurde dennoch in Artikel 4a des Anhangs zum VRG über die elektronische Datenverarbeitung verschoben. Die Gründe für diese Änderung werden in den Kommentaren zu den jeweiligen Artikeln erläutert.
- d) Im Vergleich zum Vorentwurf führt der Entwurf zusätzlich den Grundsatz eines Rechts auf Datenübertragbarkeit ein, ohne daraus jedoch ein subjektives Recht zu machen (Art. 32). Aufgrund der besonderen technischen Voraussetzungen, die für die Umsetzung eines solchen Rechts erforderlich sind, wird es Aufgabe der Sondergesetzgebung sein, dies vorzusehen, oder direkt den Verantwortlichen für die Bearbeitung obliegen, es in den von ihnen betriebenen Infrastrukturen und/oder Anwendungen zu konkretisieren.

1.3.3.3. Im Übrigen stellen die vorgenommenen Änderungen Verbesserungen und punktuelle Anpassungen bestehender Normen dar, mit dem Ziel, die Bedeutung zu präzisieren und die Umsetzung bestehender Regelungen zu erleichtern, namentlich das Recht auf den Zugang zu den eigenen Daten und die verschiedenen Abwehrmassnahmen, über welche die betroffene Person verfügt, um sich gegen eine unrechtmässige Datenbearbeitung zu wehren.

1.3.4 Verpflichtungen der Verantwortlichen für die Bearbeitung

1.3.4.1. Die Pflichten des Verantwortlichen für die Bearbeitung werden in Abschnitt 4 des Entwurfs festgelegt. Darin werden die organisatorischen und sicherheitsspezifischen Massnahmen bei der Bearbeitung von Personendaten durch öffentliche Stellen und die damit verbundene Verantwortung festgelegt.

1.3.4.2. Generell gesehen ist jedes Organ, das Daten auf welcher Ebene auch immer bearbeitet, für den Schutz seiner Daten verantwortlich (Art. 36). Wie es bereits heute der Fall ist, wird diese Verantwortung transparent und systematisch sichergestellt und umgesetzt: Abgesehen von einigen Ausnahmen muss jede Datenbearbeitung dem Register der Bearbeitungen gemeldet werden (Art. 38 und 39). Sie untersteht einer oder mehreren verantwortlichen Stellen, die verpflichtet sind, den Schutz und die Sicherheit der Daten durch konkrete und den Umständen angepasste Massnahmen zu gewährleisten (Art. 40). Vorschriften sind geplant, um den Fall, in dem ein Verantwortlicher für die Bearbeitung die ganze Bearbeitung oder einen Teil davon an einen Dritten weitervergift (Art. 37).

1.3.4.3. Gegenüber der jetzigen Situation werden den Verantwortlichen für Bearbeitung neue Massnahmen auferlegt, die in den verschiedenen Phasen und auch davor umgesetzt werden sollen:

- a) Der Grundsatz des Datenschutzes durch Technikgestaltung (im Englischen: *«privacy by design»*) und der Grundsatz des Datenschutzes durch Voreinstellungen (im Englischen: *«privacy by default»*) werden in die Sicherheitsbestimmungen aufgenommen (Art. 40). Ersteres bedeutet, dass technische und angemessene organisatorische Massnahmen ab den ersten Schritten zu einer neuen Datenbearbeitung diskutiert und umgesetzt werden müssen, damit so früh wie möglich die Rechte und Freiheiten der betroffenen Person sichergestellt werden können. Zweiteres bedeutet, dass die Personendaten mit den Default-Mitteln und gemäss den Default-Modalitäten, die standardmässig das höchstmögliche Schutzniveau sicherstellen, bearbeitet werden müssen.
- b) Vor Beginn einer neuen Datenbearbeitung, bei der ein höheres Risiko für die Rechte und Freiheiten der betroffenen Person besteht, ist die oder der Verantwortliche für die Bearbeitung gehalten, vorgängig eine Datenschutz-Folgenabschätzung durchzuführen (Art. 41). Das Ziel dieser Folgenabschätzung ist doppelter Natur: Mit ihr wird angestrebt, der oder dem Verantwortlichen für die Bearbeitung dazu zu verhelfen, einerseits Datenbearbeitungen zu konstruieren, die das Privatleben respektieren, und andererseits zu beweisen, dass dabei das Datenschutzgesetz eingehalten wird.

-
- c) Im Falle einer Verletzung der Datensicherheit ist die oder der Verantwortliche für die Bearbeitung verpflichtet, die erforderlichen Abhilfemassnahmen zu ergreifen. Je nach Situation und Schwere der Verletzung kann sie oder er verpflichtet sein, die Beauftragte oder den Beauftragten oder, falls nötig, direkt die betroffene/n Person/en zu informieren (Art. 43 und 44).
 - d) Jede Direktion wird verpflichtet, für sich und ihre Verwaltungseinheiten eine Ansprechperson für den Datenschutz zu ernennen (Art. 45). Diese Person wird die Aufgabe haben, einerseits das Personal für die Fragen und Herausforderungen des Datenschutzes innerhalb der Direktion zu sensibilisieren und andererseits in diesem Bereich Beratung und Unterstützung an vorderster Front zu leisten. Im Zeitalter des E-Governments und der Digitalisierung ist es von entscheidender Bedeutung, dass die Direktionen Know-how und eine gewisse Autonomie bei dieser Thematik erwerben. Dies wird auch zu einer Verringerung der Arbeitsbelastung der ÖDSMB und zu einer ausgeprägteren Konzentration auf ihre Kontroll- und Aufsichtsfunktion führen.

1.3.5 Aufsichtsbehörde für den Datenschutz

1.3.5.1. Gemäss geltendem Recht hat die Aufsichtsbehörde für den Datenschutz keine Entscheidbefugnisse in ihrem Kompetenzbereich. Sie kann nur Untersuchungen anstellen und Empfehlungen zuhanden der öffentlichen Stellen abgeben, die ihren Verpflichtungen beim Datenschutz nicht oder nicht vollständig nachkommen, und sie dazu einladen, die festgestellten Mängel zu beheben. Die Empfehlungen haben aber keinen verbindlichen Charakter. Falls das öffentliche Organ der Empfehlung nicht Folge leistet, hat die Aufsichtsbehörde aber die Möglichkeit, die Sache der Justiz zu übergeben (s. Art. 22a DSchG in der geltenden Version).

1.3.5.2. Der Entwurf stärkt die Position der Aufsichtsbehörde. Es handelt sich dabei um eine verbindliche Verpflichtung, die sich direkt aus Artikel 47 Abs. 2 der EU-Richtlinie 2016/680 und Artikel 15 Abs. 2 Bst a und d des Übereinkommens SEV 108+ ergibt. Wie die Aufsichtsbehörden des Bundes und der anderen Kantone muss auch die ÖDSMB nicht nur über Untersuchungsbefugnisse, sondern auch über Eingriffsbefugnisse verfügen, die es ihr ermöglichen, bei Nichteinhaltung der Datenschutzvorschriften gegebenenfalls Massnahmen anzuordnen.

1.3.5.3. Um jedoch zu vermeiden, dass zu viel Macht auf einer Person konzentriert wird, sieht der Entwurf eine Aufteilung der Macht zwischen der oder dem Beauftragten und der kantonalen Öffentlichkeits-, Datenschutz- und Mediationskommission vor. Die Empfehlungsbefugnis, wie sie heute im Gesetz besteht, wird somit der oder dem Beauftragten zugewiesen. Wenn sie oder er eine Verletzung des Datenschutzes feststellt, kann die oder der Beauftragte, wie bereits heute, eine Empfehlung an den Verantwortlichen für die Bearbeitung richten (Art. 57). Diese Empfehlung muss klar angeben, aus welchen Gründen die beanstandete Bearbeitung nach Auffassung der oder des Beauftragten nicht den geltenden Anforderungen entspricht und welche Art von Massnahmen der Verantwortliche für die Bearbeitung ergreifen müsste, um der Verletzung abzuhelpen. Nur wenn der Verantwortliche für die Bearbeitung sich weigert, der Empfehlung Folge zu leisten, kann die oder der Beauftragte die Kommission anrufen, damit diese einen verbindlichen Entscheid trifft (Art. 58). In diesem Fall hat der Verantwortliche für die Bearbeitung die Rechte einer Verahrengspartei. Er hat das Recht, angehört zu werden und kann auch gegen die an ihn gerichteten Entscheide Beschwerde einlegen (Art. 59).

1.4 Änderungen nach der Vernehmlassung von 2019

Im Vergleich zum Text, der in die Vernehmlassung gegeben wurde, enthält der Entwurf nur einige inhaltliche Änderungen. Es muss gesagt werden, dass die vom übergeordneten Recht gezogene Linie den Kantonen keinen besonders grossen Spielraum lassen. Die vorgenommenen Änderungen entsprechen somit punktuellen Korrekturen, die meist durch den Wunsch nach einer Angleichung an das Bundesrecht motiviert sind.

Es gibt jedoch einige Änderungen, die besonders erwähnt werden sollen:

- a) Der Grundsatz, dass die Daten direkt bei der betroffenen Person erhoben werden, wurde gestrichen, denn er entspricht nicht mehr ganz der derzeitigen Praxis (siehe Kommentar zu Art. 12 und 13 DSchG).
- b) Für laufende zivilrechtliche, strafrechtliche und verwaltungsrechtliche Verfahren wurde eine neue Ausnahme vom Geltungsbereich des Gesetzes eingeführt. Im Vorentwurf wurde beantragt, auf diese allgemeine Ausnahme zugunsten von zwei gezielten Ausnahmen zu verzichten; in diesem Fall sollte vorgesehen werden, dass die

Verfahrensregeln vorgehen und dass die ÖDSMB nicht zuständig ist, aber die Gerichtsbehörde und das Kantonsgericht waren nicht für dieses Lösung, denn sie waren der Meinung, dass sie nur schwer lesbar sei (s. Kommentar zu Artikel 3).

- c) Die Vorschriften für Pilotprojekte wurden völlig neu gestaltet (siehe Kommentar zu Art. 22 DSchG und Kommentar zu den Art. 35-35b E-GovG).
- d) Das Recht der betroffenen Person, über den Verbleib ihrer Daten nach ihrem Tod zu bestimmen, wurde gestrichen, denn es kann in Praxis kaum angewendet werden (siehe Kommentar zu Art. 27-30 DSchG).
- e) Der Entwurf legt die Grundlagen zur Einführung eines Rechts auf Datenübertragbarkeit fest, aber ohne daraus direkt ein justiziables Recht zu machen (siehe Kommentar zu Art. 32 DSchG).
- f) Die Vorschriften zu automatisierten Einzelentscheiden wurden vom DSchG ins VRG verschoben (siehe Kommentar zu den Anpassungen des VRG).
- g) Die Pflicht, eine Ansprechperson für den Datenschutz zu ernennen, obliegt nicht mehr jedem Verantwortlichen für die Bearbeitung, sondern den Direktionen (siehe Kommentar zu Art. 46 DSchG).
- h) Auf Anfrage der ÖDSMB sind die Funktionen der oder des Öffentlichkeitsbeauftragten und der oder des Datenschutzbeauftragten nicht mehr getrennt, sondern werden in einer Person zusammengelegt, welche die Funktion Öffentlichkeitsbeauftragte und Datenschutzbeauftragte innehat.
- i) Nach dem Vorbild des Bundes und der anderen Kantone und gemäss den Vorschriften der Europäischen Union wird die oder der Öffentlichkeits- und Datenschutzbeauftragte nicht mehr auf unbestimmte Zeit angestellt, sondern für einen Zeitraum von fünf Jahren ernannt, der verlängert werden kann (siehe Kommentar zu Art. 51 DSchG). Zudem wurde die Aufgabenteilung zwischen der oder dem Beauftragten und der kantonalen Öffentlichkeits-, Datenschutz- und Mediationskommission überprüft und geklärt (Kommentar zu Art. 48 ff. DSchG).

1.5 Folgen des Entwurfs

a) Veränderungen im Verwaltungshandeln

1.5.1. Die Stärkung der Rechte der betroffenen Person und der Pflichten der oder des Verantwortlichen für die Bearbeitung wird sich zwangsläufig auf die Funktionsweise der Organe der Gemeinwesen auswirken. Die tatsächlichen Auswirkungen der vorgenommenen Änderungen auf das Verhalten der betroffenen Personen und der Organe der Verwaltung sind im aktuellen Stadium jedoch schwierig vorherzusehen. Wenn man den ersten Rückmeldungen über das Inkrafttreten der DSGVO und der Richtlinie (EU) 2016/680 in der Europäischen Union Glauben schenkt, scheint eine echte Umwälzung der Verwaltungspraxis dennoch unwahrscheinlich.

1.5.2. Im Gegensatz zu dem, was nach dem Inkrafttreten des DSchG im Jahr 1995 eintrat, werden die Organe des Gemeinwesens nicht gründlich überprüfen müssen, wie sie funktionieren, um sich den neuen Anforderungen im Datenschutz anzupassen. Die Mehrheit unter ihnen ist bereits seit Langem für Fragen des Datenschutzes sensibilisiert. Die erforderlichen Anpassungen dürften für die Mehrheit von ihnen also, auch in Anbetracht der 30 Jahre Erfahrung in diesem Bereich, nur zu punktuellen Veränderungen führen. Weiter gilt, dass, gemäss dem risikobasierten Ansatz, vor allem die Verantwortlichen für die Bearbeitung, die regelmässig grosse Mengen von Daten bearbeiten, am meisten davon betroffen sind. Jedoch haben gerade Letztere seit dem Inkrafttreten des Gesetzes 1995 gezwungenermassen verstärkt Erfahrung in diesem Bereich erworben.

b) *Finanzielle und personelle Konsequenzen*

1.5.3. Da der Entwurf im Wesentlichen eine Anpassung an übergeordnetes Recht vornimmt, die ohnehin zwingend ist, führt er von sich aus kaum zu neuen Ausgaben. Aber Tatsache ist, dass die verschiedenen Organe des Staates wohl punktuell auf ihre verfügbaren Ressourcen zurückgreifen müssen, insbesondere, wenn es darum geht, eine Datenschutz-Folgenabschätzung durchzuführen oder sicherzustellen, dass eine korrekte Nachbearbeitung eines Sicherheitsvorfalls erfolgt. Auf Verwaltungsebene wird vor allem die Verpflichtung der Direktionen, mindestens eine Ansprechperson für den Datenschutz zu ernennen, die deutlichste neue Belastung darstellen. Die zusätzliche

Arbeitsbelastung beläuft sich auf 0,25 VZÄ pro Direktion plus Staatskanzlei, d. h. insgesamt 2 VZÄ. Im Entwurf wird zusätzlich die Möglichkeit vorbehalten, dass der Staatsrat die Ernennung von Ansprechpersonen in den Ämtern und in den Anstalten vorsieht, die in diesem Bereich besonderen Bedarf haben. Aber da es sich nur um eine Möglichkeit handelt, hat sie keine finanziellen Folgen, solange sie nicht genutzt wird. Die Einführung der Ansprechpersonen für Datenschutz führt so zu einer neuen Ausgabe von 345 000 Franken pro Jahr. Es wird beantragt, dass diese neue Aufgabe an diejenige der Begleitung der Informationssicherheit, ein Thema, das mit dem Datenschutz verbunden ist, gekoppelt wird.

1.5.4. Aus technischer Sicht ist anzumerken, dass der Kanton Freiburg im Rahmen seiner Strategie Freiburg 4.0 den Weg der Digitalisierung eingeschlagen hat. In diesem Zusammenhang wurden bereits einige Initiativen gestartet, um die Verwaltung, Zentralisierung und Standardisierung bestimmter Datenkategorien so gut wie möglich zu beherrschen (siehe hierzu z. B. das Projekt des kantonalen Bezugssystems). Die Gesetzesrevision bringt in Verbindung mit der Umsetzung der Strategie Freiburg 4.0 unweigerlich neue technische Anforderungen mit sich. Diese Anforderungen stehen jedoch voll und ganz im Einklang mit den derzeit verfolgten Zielen der Standardisierung und Konzentration von IT-Architekturen, die zu einer grundlegenden Überarbeitung der Informationsverarbeitung innerhalb des Staates führen. Es ist daher normal, den Datenschutz damit in Verbindung zu bringen, obwohl er nicht die erste Ursache dafür ist. Um den neuen Bedürfnissen und den neuen Pflichten der Verwaltung gerecht zu werden, wird es in einigen Bereichen notwendig sein, die Prozesse zu automatisieren, um die manuelle Bearbeitung zu verringern. Die Umsetzung dieser automatisierten Prozesse wird einige Anstrengungen und auch eine gewisse Anpassungszeit erfordern. So müssen namentlich die notwendigen Umgebungen für die Ausführung der Anfragen aufgebaut oder parametrisiert werden. Dies kann nur unter Berücksichtigung der verwaltungsinternen Haushaltszyklen und auch der Tatsache geschehen, dass einige Systeme veraltet sind und ersetzt werden müssen. In diesem Zusammenhang ist mittel- bis langfristig mit Kosten zu rechnen, die indirekt durch die Anwendung des Gesetzes verursacht werden, die aber auch und vor allem den Kosten entsprechen, die mit einer guten Verwaltung der elektronischen Ressourcen und Infrastrukturen des Staates verbunden sind. Diese Kosten zu beziffern, ist daher weder machbar noch wirklich relevant.

1.5.5. Der Entwurf führt neue Aufgaben für die ÖDSMB und insbesondere für die oder den Öffentlichkeits- und Datenschutzbeauftragte/n ein. Diese neuen Aufgaben kommen zu einer allgemeinen Zunahme der Arbeitsbelastung hinzu, welche die Behörde bereits seit mehreren Jahren im Rahmen der Digitalisierung des Staates bewältigen muss, an der sie entweder direkt durch die Mitwirkung in mehreren Arbeitsgruppen oder indirekt durch ihre Beratung sowie im Rahmen von Vernehmlassungen von Gesetzen beteiligt ist. Seit ihrer Gründung im Jahr 1994 sind die Personalressourcen der ÖDSMB für den Datenschutz jedoch nur leicht gestiegen. 2009 wurden der ÖDSMB 0,5 VZÄ für eine Juristenstelle bewilligt, und im Jahr 2020 wurde die Stelle der oder des Datenschutzbeauftragten um 0,3 VZÄ von 0,5 auf 0,8 VZÄ aufgestockt. Die ÖDSMB verfügt zudem über eine Verwaltungsmitarbeiterin (0,8 VZÄ) und eine juristische Praktikantenstelle zu 100 %. Diese Dotation wurde während der Versuchsphase, in der die Öffentlichkeitsbeauftragte gleichzeitig zur Datenschutzbeauftragten ad interim ernannt wurde (s. § 1.2.6), leicht umgestaltet. Da die Beauftragte 0,8 VZÄ arbeitete, war es möglich, die restlichen 0,5 VZÄ für die Beauftragte in 0,5 VZÄ für eine Juristin oder einen Juristen umzuwandeln und so eine 100 %-Stelle zu erhalten. Ausserdem leiht die Staatskanzlei der Behörde derzeit 0,6 VZÄ für eine Juristin oder einen Juristen und 1 VZÄ für eine juristische Praktikantenstelle. Sicherlich wird die Umstellung auf das neue Gesetz zu einem höheren Personalbedarf der Behörde führen, doch lässt sich dieser Anstieg derzeit nur schwer beziffern. In jedem Fall ist für diese Legislaturperiode bereits ein neues, zusätzliches VZÄ vorgesehen. Da diese Erhöhung eine Folge der Umsetzung völkerrechtlicher Verpflichtungen ist, die für die Schweiz bindend sind, handelt es sich nicht um eine neue, sondern um eine gebundene Ausgabe; sie wird bei der Berechnung des Finanzreferendums nicht berücksichtigt.

1.5.6. Insgesamt können die neu und direkt auf das neue Gesetz zurückzuführenden Kosten somit auf die Schaffung von 2 neuen VZÄ geschätzt werden. Über einen Zeitraum von fünf Jahren ergibt sich daraus eine Ausgabe von rund 1 725 000 Franken. Dieses Gesetz unterliegt somit weder dem fakultativen noch dem obligatorischen Finanzreferendum.

1.6 Übereinstimmung mit übergeordnetem Recht und nachhaltige Entwicklung

1.6.1. Der Entwurf aktualisiert die Rahmenbedingungen des Rechts auf Datenschutz, das in Artikel 12 Abs. 2 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 garantiert wird. Es stellt auch sicher, dass die Verpflichtungen, welche die Schweiz im Rahmen der Abkommen von Schengen und Dublin mit der Europäischen Union eingegangen ist, eingehalten werden, und erfüllt die Anforderungen des Übereinkommens SEV 108+, das der Bund bereits ratifiziert hat. Das Projekt hat somit genau das Ziel, die Gesetzgebung des Kantons Freiburg mit dem übergeordneten Recht in Einklang zu bringen.

1.6.2. Der Entwurf wurde einer umfassenden Analyse nach der Methode Kompass 21 unterzogen, um die Stärken und Schwächen des Entwurfs in den drei Dimensionen der nachhaltigen Entwicklung (Wirtschaft, Umwelt und Gesellschaft) zu ermitteln. Diese Analyse ergab, dass der Entwurf eine weitgehend positive gesellschaftliche Auswirkung haben wird, da er einen beruhigenden Rahmen für die Bearbeitung personenbezogener Daten durch Verwaltungsorgane schafft. Auch aus wirtschaftlicher Sicht sind die Auswirkungen insgesamt positiv. Es ist richtig, dass die Anforderungen des Datenschutzes kurzfristig den Fortschritt einiger Projekte bremsen können. Diese Bemühungen, die Teil einer guten Regierungsführung sind, werden jedoch mittel- und langfristig belohnt, da sie zu robusten und nachhaltigen Infrastrukturen und Anwendungen führen. Zudem wird die Harmonisierung des kantonalen Rechts mit den Gesetzen des Bundes, der anderen Kantone und der EU den Austausch zwischen dem Kanton Freiburg und der Aussenwelt erleichtern. Damit das künftige Gesetz seine Ziele erreichen kann, hat die Analyse jedoch einen hohen Bedarf an Begleitung aufgezeigt, der durch die Dichte und Komplexität des Gesetzestextes induziert wird. Die Schaffung eines Netzwerks von Ansprechpersonen für den Datenschutz innerhalb der Verwaltung und die Durchführung von Schulungen wurde als eines der Schlüsselemente angesehen, die für den Erfolg des Entwurfs notwendig sind. Diese Begleitung wird es mittelfristig ermöglichen, den Bedarf an bestehender Unterstützung innerhalb der Direktionen zu ermitteln, um diese Umsetzung zu gewährleisten.

2 Kommentar zu den einzelnen Bestimmungen

2.1 Abschnitt 1, Allgemeine Bestimmungen

Art. 1, Zweck

Die kontinuierliche Zunahme der Zahl der Datenbearbeitungen und die Verbesserung der Mittel in diesem Bereich haben zu tiefgreifenden Veränderungen in der Rechtsordnung mehrerer Grundrechte geführt, zu denen in erster Linie die persönliche Freiheit und der Schutz der Privatsphäre gehören. Aber auch andere Rechte sind direkt betroffen, so etwa die Meinungsäusserungsfreiheit, die Meinungsfreiheit und die Vereinsfreiheit. Das Bundesgericht hat vor diesem Hintergrund die Existenz eines neuen Grundrechts auf informationelle Selbstbestimmung anerkannt, das die Funktion hat, der betroffenen Person eine bessere Kontrolle über die sie betreffenden Informationen zu gewähren³. Aus diesem Grund sieht der Entwurf wie das geltende Gesetz vor, dass die *Grundrechte* der betroffenen Person geschützt werden, ohne indes zu präzisieren, welche das genau sind.

Art. 2, Persönlicher Geltungsbereich

1. Der persönliche Geltungsbereich des Entwurfs basiert im Wesentlichen auf dem geltenden Gesetz. Er deckt ab:
 - a) alle Organe, die der Legislative, Exekutive und Judikative auf kantonaler, kommunaler und interkommunaler Ebene unterstehen, einschliesslich anderer Personen des öffentlichen Rechts wie öffentlich-rechtliche Anstalten (mit oder ohne Rechtspersönlichkeit) oder öffentlich-rechtliche Gesellschaften in Form einer Aktiengesellschaft. Hierunter fallen auch besondere Einrichtungen wie der Justizrat.

³ Namentlich: BGE 145 IV 42, Erw. 4.2; BGE 144 I 126 Erw. 4; BGE 143 I 253 Erw. 4.

-
- b) bestimmte natürliche oder juristische Privatpersonen, wenn sie mit der Erfüllung öffentlicher Aufgaben betraut sind. Die Formel entspricht der in Artikel 2 Bst. d VRG verwendeten. Das Gesetz ist jedoch nur auf den Teil ihrer Tätigkeit anwendbar, der mit der betreffenden öffentlichen Aufgabe zusammenhängt. Als Institutionen werden beispielsweise der Freiburger Tourismusverband oder die Freiburger Krebsliga, für den Betrieb des kantonalen Krebsregisters verstanden.
2. Wie bereits unter dem geltenden Gesetz wird in Absatz 2 die Frage der anerkannten Kirchen behandelt. Gemäss dem KSG sind Pfarreien und Kirchengemeinden, kirchliche Körperschaften und kirchenrechtliche Personen juristische Personen des öffentlichen Rechts. Aus diesem Grund fallen sie in den Anwendungsbereich der kantonalen Datenschutzgesetzgebung. Der Entwurf behält für die Kirchen jedoch die Möglichkeit vor, ihre eigenen Bestimmungen zu erlassen und eine eigene Aufsichtsbehörde für den Datenschutz einzusetzen. Unter diesen Bedingungen können sie beantragen, aus dem Geltungsbereich des kantonalen Gesetzes herausgenommen zu werden und sich selbst zu verwalten.

Art. 3, Materieller Geltungsbereich

1. Der materielle Geltungsbereich des Gesetzes ist absichtlich so weit wie möglich gehalten (s. Abs. 1). Gewisse Arten von Bearbeitungen fallen jedoch nicht darunter. Das betrifft insbesondere:
 - a) *Datenbearbeitungen im Rahmen von laufenden Zivil-, Straf- und Verwaltungsverfahren.* Im Vorentwurf war ursprünglich vorgesehen, dass dieser Grund für eine Ausnahme zugunsten von zwei gezielteren Ausnahmen aufgegeben wird. Während der Dauer des Verfahrens wären die Anforderungen nach diesem Gesetz auf Eis gelegt worden, und die ÖDSMB wär für unzuständig erklärt worden. Damit konnte sichergestellt werden, dass die Vorschriften über die Datensicherheit weiterhin gegolten hätten. Aber die richterliche Gewalt und das Kantonsgericht waren von dieser Lösung, die von den Standards von anderen Datenschutzgesetzen in der Schweiz abweicht, nicht überzeugt. Deshalb wurde die Ausnahme bei den laufenden rechtlichen Verfahren wieder eingeführt. Dieser Grund für eine Ausnahme betrifft ausschliesslich die Bearbeitungen von Daten zu einem hängigen Verfahren. Die gerichtlichen Organe bleiben damit für die übrigen Bearbeitungen, die sie ausführen (Personalmanagement, Korrespondenz ausserhalb der Verfahren, Kommunikation mit der übrigen Verwaltung usw.) oder wenn das Verfahren beendet ist, dem Datenschutzgesetz unterstellt. Im Verwaltungsrecht gilt die Ausnahme nicht für erstinstanzliche Verwaltungsverfahren, die vollständig dem Datenschutzgesetz unterstellt bleiben. Nur die Verfahren vor den Verwaltungsgerichtsbehörden im Sinn von Artikel 3 VRG fallen unter diesen Grund für eine Ausnahme.
 - b) *Datenbearbeitungen, die für den ausschliesslich persönlichen Gebrauch durchgeführt werden.* Dieser Grund für eine Ausnahme stand nicht im Vorentwurf. Er betrifft die Datenbearbeitungen, die von einer Person im Dienst des Staats ausschliesslich für den persönlichen Gebrauch durchgeführt werden. Die Einführung dieser Ausnahme, die man in Artikel 2 Abs. 2 Bst. a n-DSG und in verschiedenen kantonalen Gesetzen findet, wurde im Vernehmlassungsverfahren ausdrücklich gefordert. Sie hat aber nur beschränkte Wirkung, denn sie kann nicht mehr geltend gemacht werden, sobald die fraglichen Daten amtlich verwendet, mit einer Drittperson geteilt oder auf einem geteilten Server zur Verfügung gestellt werden. Konkret beschränkt sich diese Ausnahme auf die persönlichen Überlegungen, die eine Einzelperson anstellt, um sich in einer Angelegenheit ihre eigene Meinung zu bilden, und die sie nicht teilt.
 - c) *Datenbearbeitungen, die von öffentlichen Organen im wirtschaftlichen Wettbewerb mit Personen des Privatrechts durchgeführt werden.* Diese Ausnahme ist nötig, damit keine Wettbewerbsverzerrung geschaffen wird. Die betreffenden Datenbearbeitungen unterstehen dem Teil des Bundesgesetzes über den Datenschutz, der Privatpersonen vorbehalten ist. Der Geltungsbereich dieser Ausnahme ist jedoch begrenzt. Darauf berufen können sich nur öffentliche Organe, die Aktivitäten in einer Situation des wirtschaftlichen Wettbewerbs ausüben und soweit sie nicht als von der öffentlichen Hand eingesetzte Organe handeln. Das ist beispielsweise grundsätzlich bei der Kantonalbank der Fall, ausser bei den Tätigkeiten, bei denen sie ein öffentlich-rechtliches Monopol hat (z. B. Art. 7 Abs. 1 FKBG). Im Gegensatz zum Vorentwurf verzichtet der Entwurf darauf, die Überwachung dieser Art von Bearbeitungen der ÖDSMB zu übertragen, wie das namentlich im Kanton Bern der Fall (s. Art. 4 Abs. 2 Bst. a, 2. Satz KDSG/BE). Einerseits hat der

Eidgenössische Datenschutzbeauftragte in der Vernehmlassung geltend gemacht, dass er nicht für diese Lösung ist, denn er ist der Meinung, dass sie in seine eigenen Kompetenzen eingreift. Andererseits ist es besser, wenn sich die Behörde auf ihre Hauptaufgabe konzentriert, da sie über beschränkte Ressourcen verfügt.

2. Gegenüber dem Vorentwurf entfällt die feste Ausnahme bei den Verhandlungen des Grossen Rates, der Gemeindeversammlungen, der Generalräte sowie der Bürgerversammlungen und ihrer Kommissionen (Art. 2 Abs. 2 DSchG). Diese Ausnahme wurde früher mit dem Grundsatz der Geheimhaltung begründet, der innerhalb des Staates herrschte, und dem daraus resultierenden Wunsch, die Möglichkeit einer Person zu blockieren, ihr Recht auf Zugang zu ihren eigenen Daten auszuüben, wenn diese von solchen Organen bearbeitet wurden. Dieses Prinzip wurde jedoch seither weitgehend durchbrochen, insbesondere durch die Verabschiedung des InfoG im Jahr 2009, mit dem das Öffentlichkeitsprinzip eingeführt wurde.⁴ Im Weiteren wurde diese Regelung in der Lehre kritisiert und überlebte nur in einer Minderheit von Kantonen (GE, VD, NW und BE). Die Aufhebung scheint daher für die betroffenen Organe durchaus machbar zu sein. Im Übrigen wurde sie im Rahmen der Vernehmlassung nicht angefochten. Was die Anwendung des Rechts auf Zugang zu den eigenen Daten und anderer damit verbundener Rechte in diesem Bereich betrifft, so wird es weiterhin möglich sein, in gerechtfertigten Fällen die Ausübung dieser Rechte einzuschränken oder zu verweigern, jedoch nur in begründeten Fällen und auf der Grundlage einer ordnungsgemässen Interessenabwägung.

Art. 4, Definitionen

Fast alle Definitionen in diesem Artikel wurden wörtlich oder fast wörtlich aus dem neuen DSG des Bundes übernommen. Wir können uns daher generell auf die Erläuterungen zu diesem Thema in der Botschaft des Bundesrats berufen (siehe BBI 2017 6941, S. 7019 ff.) und dazu die folgenden Präzisierungen anbringen:

- > Der Begriff Abrufverfahren, den man in Artikel 14 Abs. 4 des Entwurfs wiederfindet, wird in den Definitionen eingeführt (Bst. e). Diese besondere Form der Datenbekanntgabe wurde bisher lediglich in einem Erlass des Staatsrats beschrieben. Angesichts seiner Bedeutung schien es angebracht, diese Definition auf Gesetzesebene einzuführen.
- > Nach dem Vorbild des neuen Bundesgesetzes (Art. 5 Bst. f DSG) und des EU-Rechts (Art. 3 Abs. 4 der EU-Richtlinie 2016/680 und Art. 4 Abs. 4 DSGVO) führt der Entwurf den Begriff des Profilings ein. Dabei handelt es sich um einen automatisierten Bearbeitungstyp von Daten, der als besonders eindringlich zu betrachten ist. Er besteht darin, absichtlich bestimmte persönliche Merkmale hervorzuheben oder vorherzusagen, die für eine Person bedeutend sind, namentlich mit dem Zweck, der betreffenden Person eine Sonderbehandlung zuteilwerden zu lassen. Aus diesem Grund unterliegt das Profiling denselben Bedingungen wie die Bearbeitung besonders schützenswerter Daten.
- > Gemäss den Änderungen, die bei der Verabschiedung des Gesetzes vom 18. Dezember 2020 zur Anpassung der kantonalen Gesetzgebung an bestimmte Aspekte der Digitalisierung (AS 2020_195) eingeführt wurden, enthält der Entwurf eine Definition der Auslagerung der Datenbearbeitung. Diese Definition unterstützt die Artikel 18 – 21, in denen die Bedingungen aufgeführt sind, unter denen eine Auslagerung zulässig ist. Gegenüber der Definition, die 2021 eingeführt wurde, wird die neue Definition in zwei Punkten genauer. Erstens gibt sie an, dass die Auslagerung eine Form der qualifizierten Auftragsbearbeitung ist. Dadurch ist es gerechtfertigt, dass sie besonderen Vorschriften unterworfen wird. Zweitens wird im Entwurf wortwörtlich festgehalten, dass die Auslagerung die Zuhilfenahme von Informatikinstrumenten in der Cloud (*cloud computing*) betrifft, damit klar zwischen Auslagerung und Weitervergabe unterschieden werden kann.
- > Wie das neue DSG und das Übereinkommen SEV 108+ verzichtet der Entwurf auf den Begriff der «Datensammlung»; der angesichts des allgegenwärtigen Charakters der Daten veraltet ist. Er wird generell ersetzt durch den weiteren und dynamischeren Begriff der «Bearbeitungstätigkeit». Aus diesem Grund wird der

⁴ MAURER-LAMBROU Urs / KUNZ Simon, op. cit., Nr. 23; ebenfalls: ZUFFEREY Jean-Baptiste, *Les règles de la procédure administrative face à la protection des données – Combat ou complémentarité?*, in FZR, Spezialnummer: «Le droit en mouvement», 2002 169, S. 176.

«Verantwortliche der Datensammlung», der im Art. 4 Bst. g des geltenden Gesetzes erwähnt wird, zum «Verantwortlichen für die Bearbeitung (Bst. h) und der Begriff Register der Datensammlungen, den man derzeit in Art. 21 DSchG findet, im Entwurf zum «Bearbeitungsregister» (Art. 38 des Entwurfs) umbenannt (Bst. j). Insgesamt bleiben diese Änderungen jedoch in erster Linie terminologischer Art und dürften keine besonderen praktischen Auswirkungen haben.

- > Angesichts seiner zentralen Rolle bei der Durchsetzung des Datenschutzes wird vorgeschlagen, eine Definition des «Bearbeitungsregisters» (Bst. j) zu geben. Dieses stellt zugleich ein Werkzeug zur Sicherung der Transparenz und der Governance dar. Das bedeutet insbesondere, dass die oder der Verantwortliche für die Bearbeitung in der Lage sein muss, für jede Bearbeitung zu bestimmen, wer die Daten bearbeitet, welche Kategorien von Personen betroffen sind, welche Daten zu welchem Zweck und auf welche Weise bearbeitet werden, wer Zugang zu diesen Daten hat, wie lange sie aufbewahrt werden, welche Sicherheitsmassnahmen ergriffen wurden usw.
- > Im Gegensatz zum Vorentwurf führt der Entwurf eine Definition der «*Verletzung der Sicherheit von Personendaten*» ein (Bst. k) und passt sich damit an Artikel 5 Bst. h des neuen DSGVO und an das EU-Recht an (Art. 3 Ziff. 12 der Richtlinie (EU) 2016/680 und Art. 4 Ziff. 11 DSGVO). Diese Definition unterstützt die Artikel 43 und 44 des Entwurfs des DSchG, in denen die Massnahmen aufgeführt sind, die zu ergreifen sind, wenn ein solches Ereignis eintritt.

Im Vergleich zum Vorentwurf verzichtet der Entwurf auf die Definition von Personenidentifikatoren und damit auf eine gesetzliche Regelung dieser Thematik. Seit der im Bundesrecht vorgesehenen Liberalisierung der AHV-Nummer und der Schaffung des im E-GovG vorgesehenen kantonalen Personenidentifikators (KPI) scheint die Notwendigkeit, dieses Thema gesetzlich zu regeln, nicht mehr erwiesen zu sein.

2.2 Abschnitt 2, Grundsätze für die Bearbeitung von Personendaten

2.2.1 Abschnitt 2.1: Allgemeine Bedingungen für die Rechtmässigkeit der Bearbeitung

Art. 5, Gesetzliche Grundlage

1. Die Bearbeitung von Personendaten durch öffentliche Organe ist eine staatliche Tätigkeit, die dem Legalitätsprinzip unterliegt (Abs. 1). Die Frage, wie präzise die gesetzliche Bestimmung sein muss und auf welcher Ebene sie liegen sollte, hängt davon ab, wie gross das Risiko der Verletzung der Rechte von Personen durch die geplante Bearbeitung ist.
2. In Anlehnung an die Praxis des Bundes und anderer Kantone stellt der Entwurf höhere Anforderungen an die Rechtmässigkeit der Bearbeitung von Personendaten, die ein erhöhtes Risiko für die Rechte von Personen darstellen (besonders schützenswerte Daten, Profiling, Schaffung besonderer Risiken). Diese Art der Bearbeitung ist generell nur dann zulässig, wenn eine Rechtsgrundlage im formellen Sinne dies ausdrücklich erlaubt (Abs. 2 Bst. a und Abs. 3). Auf Gemeindeebene entspricht dies einem allgemeinverbindlichen Reglement. Für die Bearbeitung besonders schützenswerter Daten kann jedoch in bestimmten Situationen eine indirekte gesetzliche Grundlage ausreichen, wenn die Bearbeitung für die Erfüllung einer in einem Gesetz im formellen Sinne vorgesehenen Aufgabe unerlässlich ist und sich daraus keine besonderen Risiken für die betroffenen Personen ergeben (Abs. 2 Bst. b). Diese Regel ergibt sich aus der Tatsache, dass der Gesetzgeber nicht immer alle Datenbearbeitungen, die der Erfüllung einer bestimmten Aufgabe zugrunde liegen, im Voraus vorhersehen kann.
3. Die kantonale Aufsichtsbehörde hat bisher immer eine formalrechtliche Grundlage für diese Arten der Bearbeitung verlangt, auch wenn es keine solche ausdrückliche Anforderung im Gesetz gibt. Angesichts der guten Akzeptanz dieser Praxis innerhalb der Verwaltung dürfte diese Änderung keinen erheblichen praktischen Einfluss haben. Es ist jedoch zu überprüfen, ob diese Vorschrift bei den laufenden Bearbeitungen eingehalten wird. Eine Übergangsfrist von zwei Jahren ist speziell für diesen Zweck vorgesehen (vgl. Art. 65 des Entwurfs).
4. Das Amt für Gesetzgebung hat ein Dokument verfasst, das den Juristinnen und Juristen ein Instrument und eine Methode zum Verfassen der nötigen gesetzlichen Grundlage für die Bearbeitung der Personendaten geben soll. Dieses Dokument kann auf der Website des Amtes für Gesetzgebung abgerufen werden

(<https://www.fr.ch/cha/sleg>). Insofern, als es sich um ein Dokument des Amts für Gesetzgebung handelt, ist der Inhalt für die ÖDSMB natürlich nicht verbindlich. Es bildet einfach eine Redaktionshilfe.

5. Ausnahmsweise ist eine gesetzliche Grundlage nicht nötig, wenn eine Datenbearbeitung, insbesondere eine Bekanntgabe, unerlässlich ist, um die erheblichen Interessen der betroffenen Person oder einer oder eines Dritten, wie das Leben oder die körperliche Integrität, zu wahren (Abs. 4). Es handelt sich um eine Ausnahme, deren Geltungsbereich jedoch sehr eng gefasst ist, deren Nutzung sollte sich in der Praxis auf die Bereiche medizinische oder allenfalls polizeiliche Notfälle beschränken.

Art. 6, Einwilligung

1. Die Einwilligung der betroffenen Person ist der wichtigste aussergesetzliche Rechtfertigungsgrund im Datenschutzrecht. Grundsätzlich werden die Rechte der betroffenen Person nicht verletzt, wenn sie einwilligt, dass ihre Personendaten für Zwecke, die sie selbst gewählt hat, gesammelt und bearbeitet werden. Im öffentlichen Recht kann die Einwilligung im Allgemeinen nur in einem konkreten Fall erfolgen und vermag den Erlass einer gesetzlichen Grundlage nicht zu ersetzen (Abs. 1).
2. In Absatz 2 werden die Bedingungen für die Gültigkeit der Einwilligung festgelegt. Um gültig zu sein, muss die Einwilligung zunächst einmal frei und aufgeklärt erfolgen. Das bedeutet zum einen, dass die einwilligende Person ordnungsgemäss, transparent und verständlich über den Zweck und die Modalitäten der Bearbeitung informiert worden sein muss, und zum anderen, dass die Person weiterhin die Möglichkeit hat, die Einwilligung ohne Nachteile zu verweigern. Bei der Bearbeitung besonders schützenswerter Daten und bei Profiling-Aktivitäten muss die Einwilligung ausdrücklich erfolgen. Dies ist insbesondere dann der Fall, wenn die betroffene Person einer ordnungsgemässen Einwilligungserklärung zustimmt. Diese Art von Erklärungen findet man bereits für bestimmte Leistungen, die im virtuellen Schalter angeboten werden. Dies schliesst Einwilligungen durch schlüssige Handlungen aus. Im Vergleich zum Vorentwurf fügt der Entwurf hinzu, dass die Einwilligung vermutet wird, wenn die Person ihre Daten selbst frei zugänglich gemacht hat. Dieser Zusatz findet sich im Bundesrecht (vgl. Art. 17 Abs. 2 Bst. c DSGVO / Art. 34 Abs. 4 Bst. b des neuen DSGVO) und in fast allen kantonalen Gesetzen. Er betrifft beispielsweise die Daten, welche die betroffene Person auf LinkedIn gepostet hat und die von der Anstellungsbehörde im Rahmen einer Bewerbung bearbeitet werden können.
3. In den Absätzen 3–5 werden verschiedene Bedingungen festgelegt, welche die Verantwortlichen für die Bearbeitung, die sich auf die Einwilligung der betroffenen Person stützen, erfüllen müssen. Die Tatsache, dass die Freiwilligkeit einer Datenbearbeitung, die nicht im Gesetz vorgesehen ist, erwähnt werden muss (Abs. 3), ist eine Konkretisierung der freien und aufgeklärten Einwilligung. Die Aufbewahrung eines Mittels, welches das Vorhandensein der Einwilligung nachweisen kann (Abs. 4), ist aus Beweisgründen erforderlich. Der Widerruf der Einwilligung (Abs. 5) geht Hand in Hand mit der Möglichkeit, die Einwilligung zu erteilen.

Art. 7, Zweckbindung

1. Der Grundsatz der Zweckbindung ist charakteristisch für das Datenschutzrecht. Er ist in zwei Teile gegliedert: *a)* Festlegung eines Zwecks vor der Bearbeitung (Grundsatz der Zweckbestimmung) und *b)* Verwendung der Daten für diesen Zweck oder zumindest für einen Zweck, der mit diesem Zweck vereinbar ist (Grundsatz der Vereinbarkeit des Zwecks). Zusammen schränken die Grundsätze der Bestimmtheit und der Vereinbarkeit die Möglichkeiten der Wiederverwendung von Daten ein, indem sie insbesondere ausschliessen, dass Daten unbegrenzt beschafft und «im Hinblick auf ...» gespeichert werden.
2. Das Prinzip der Zweckbindung ist jedoch nicht unumstösslich. Die betroffene Person kann einer Änderung des Zwecks ihrer Daten rechtswirksam zustimmen, wenn sie ein Interesse daran hat (Abs. 2). Grundsätzlich kann ein Gesetz auch vom Zweckbindungsgrundsatz abweichen, indem es die Weiterverwendung von Daten zu anderen Zwecken als den ursprünglich vorgesehenen vorsieht.
3. Im Vergleich zum Vorentwurf wurde im Entwurf die Anforderung gestrichen, dass die vorgesehene Zweckbindung legitim sein muss. Es ist absolut möglich, aufgrund von Legalitätsprinzipien und des Grundsatzes von Treu und Glauben und auch des Willkürverbots zu demselben Ergebnis zu gelangen.

Art. 8, Verhältnismässigkeit

1. Der Grundsatz der Verhältnismässigkeit ist ein Schlüsselinstrument der gesamten Rechtsordnung. Im Allgemeinen fordert er, dass die Mittel, die von der öffentlichen Hand eingesetzt werden, um ein bestimmtes Ziel zu erreichen, nicht übermässig sein und nicht unangemessen in die Rechte und Freiheiten des Einzelnen eingreifen dürfen.
2. Im Datenschutzrecht bedeutet der Grundsatz der Verhältnismässigkeit, dass nur solche Daten bearbeitet werden dürfen, die geeignet und erforderlich sind, um den Zweck der Bearbeitung zu erreichen. Ausserdem muss ein vernünftiges Verhältnis zwischen den Zweckbindungen und den eingesetzten Mitteln bestehen. Die Grundsätze der Datenvermeidung und -minimierung sind zwei eigene Ausprägungen des Verhältnismässigkeitsprinzips im Datenschutzrecht. Aus dem ersten folgt, dass, wenn der Zweck der Bearbeitung ohne die Erhebung neuer Daten erreicht werden kann, diese Option bevorzugt werden sollte. Die zweite besagt, dass nur die für den Zweck relevanten und unbedingt notwendigen Daten bearbeitet werden dürfen, während andere ausgeschlossen sind. Grundsätzlich sollten diese beiden Leitlinien bereits bei der Entwicklung neuer Bearbeitungen beachtet werden. Sie sind eng mit den Grundsätzen des Datenschutzes durch Technikgestaltung und des Datenschutzes durch Voreinstellungen verknüpft (vgl. Art. 40 des Entwurfs).

Art. 9, Richtigkeit

Unter Richtigkeit, wie sie hier verwendet wird, ist eine relative Richtigkeit zu verstehen: In der Praxis ist klar, dass die Daten, die von den verschiedenen Gemeinwesen gespeichert werden, nicht laufend auf dem neuesten Stand sein können. Obgleich es ein mehr oder weniger konstantes Ziel bleiben muss, ist die Pflicht der Richtigkeit und der Aktualisierung der Daten vor allem eine Pflicht der Mittel und nicht des Ergebnisses. Ihr Umfang hängt von den Umständen des jeweiligen Falls, vom Zweck der Bearbeitung, der Natur der bearbeiteten Daten und ihrem mehr oder weniger besonders schützenswerten Charakter ab.

Art. 10, Aufbewahrungsfrist

1. Die Aufbewahrung der Daten darf die erforderliche Dauer für die Zwecke, für die sie gespeichert worden sind, nicht überschreiten. Ist der Zweck der Datenbearbeitung erreicht, dürfen sie nicht weiter gespeichert bleiben, sondern müssen gelöscht (oder anonymisiert) werden. Dies hat für die Verantwortlichen für die Bearbeitung zur Folge, dass sie in regelmässigen Abständen prüfen müssen, ob die Daten in ihrem Besitz für die angestrebten Zwecke noch relevant sind. Ein Vorbehalt existiert aber für Daten, die archivwürdig sind. Diese Daten dürfen nicht gelöscht werden, sondern müssen dem Archiv abgeliefert werden⁵. Zusätzliche Details zu diesem Thema finden sich in den Artikeln 23 und 24 des Entwurfs.
2. Gemäss Absatz 2 müssen Personendaten, die im Bereich der Forschung, der Planung oder der Statistik einen besonderen Wert haben, nicht in der gleichen Art gelöscht werden und können länger aufbewahrt werden, sofern Massnahmen zum Schutz der Rechte der betroffenen Personen ergriffen werden.

Art. 11, Besondere Sorgfaltspflicht

Die besondere Sorgfaltspflicht, die angesichts der Bearbeitung von Daten mit grösseren Risiken für die Rechte von Personen gefordert wird, ist bereits im Text des aktuellen Gesetzes enthalten. Es ist eine Freiburger Spezialität, die in keinem anderen Datenschutzgesetz in der Schweiz vorkommt. Auch wenn in der Vorschrift nicht konkret definiert wird, welche Massnahmen ergriffen werden müssen, blieb sie erhalten, da sie eine Konkretisierung des risikobasierten Ansatzes darstellt, mit dem erreicht werden soll, dass die grossen Anstrengungen, die im Bereich Datenschutz unternommen werden sollen, da erfolgen, wo das Risikopotenzial am grössten ist. Das heisst für die Praxis, dass technische und/oder organisatorische Massnahmen situationsspezifisch und risikoadäquat ergriffen werden sollen.

⁵ Zur Wirkung dieses Vorbehalts: BGE 148 I 233, Erw. 4–6.

2.2.2 Abschnitt 2.2: Zusätzliche Bedingungen für bestimmte Formen der Bearbeitung

Art. 12 und 13, Beschaffen von Daten

1. Wie bei jeder Bearbeitung muss auch für das Beschaffen von Daten ein Rechtfertigungsgrund vorliegen. Da diese Anforderung jedoch bereits aus den Artikeln 5 und 6 hervorgeht, verzichtet der Entwurf darauf, sie hier ein zweites Mal zu wiederholen. Aus diesem Grund wurde Artikel 12 Abs. 1 des Vorentwurfs gestrichen.
2. Im Vergleich zum Vorentwurf wird im Entwurf auch der Grundsatz gestrichen, dass die Daten direkt bei der betroffenen Person erhoben werden. Während dieser Grundsatz Anfang der 1990-er-Jahre, als das DSchG ausgearbeitet wurde, galt und auch heute noch in mehreren Tätigkeitsbereichen der Verwaltung anwendbar ist, werden bestimmte Datenkategorien künftig einmal beschafft und dann den Verwaltungseinheiten zur Verfügung gestellt, die sie zur Erfüllung ihrer Aufgaben benötigen. Dies entspricht dem *Once-Only-Prinzip*, das der Bund und die Kantone derzeit entwickeln. Angesichts dieser Entwicklung erschien es unangemessen, diesen Grundsatz im Gesetz beizubehalten.
3. Mit dem Ziel, die Transparenz und Wiedererkennbarkeit der Datenbearbeitung zu verbessern, führt der Entwurf im Weiteren eine Pflicht für die Verantwortlichen ein, die betroffenen Personen über die Datenbeschaffung zu informieren (Art. 12). Diese Regel stellt heute einen einhellig anerkannten Standard im Datenschutz dar, der sich im Bundesrecht (vgl. Art. 19 des neuen DSG) und in anderen kantonalen Gesetzen wiederfindet. Die zu liefernden Informationen müssen es der betroffenen Person ermöglichen, rasch zu verstehen, wer Daten in ihrer Sache bearbeitet, zu welchem Zweck dies erfolgt, wem die Daten im Prinzip bekanntgegeben werden könnten und welches ihre Rechte sind. Daten, die freiwillig gewonnen werden – z. B. mit einem Fragebogen – müssen als solche ausgewiesen werden. Der Schuldner der Informationspflicht ist immer die Stelle, welche die Daten beschafft, nicht diejenige, die sie bekannt gibt. Die Stelle, welche die Daten bekannt gibt, muss sicherstellen, dass die Bekanntgabe rechtmässig ist, ist aber nicht verpflichtet, die betroffene Person über die Bekanntgabe ihrer Daten zu informieren. Artikel 31 Abs. 3 des Entwurfs bleibt aber vorbehalten, wenn die Person ihr Recht auf Einsprache ausübt.
4. Es wird nicht weiter präzisiert, welche Form die Information annehmen muss. Die oder der Verantwortliche für die Bearbeitung hat dafür zu sorgen, dass die betroffene Person über ein einfach zugängliches Mittel effektiv von der Datensammlung Kenntnis nehmen kann, aber nicht, dass sie sich tatsächlich danach erkundigt. Ein direkter Kontakt mit der betroffenen Person ist nicht erforderlich. Eine standardisierte Information, z. B. mit einer Datenschutzerklärung, die an ein Formular angehängt oder auf einer Webseite abrufbar ist, kann genügen.
5. Die Informationspflicht ist nicht als absolut zu verstehen: die oder der Verantwortliche für die Bearbeitung kann unter den verschiedenen Bedingungen nach Artikel 13 von der Informationspflicht befreit werden. Der Ausnahmegrund, der am häufigsten zutreffen wird, ist dann logischerweise die Erfüllung einer gesetzlichen Aufgabe. In diesem Fall wird die Informationspflicht mit der Veröffentlichung des Gesetzes erfüllt. Die Informationspflicht kann auch unter denselben Bedingungen eingeschränkt oder verzögert werden, wie sie für das Auskunftsrecht in Artikel 29 Abs. 1 vorgesehen sind (vgl. Art. 13 Abs. 2).

Art. 14–17, Gewöhnliche und grenzüberschreitende Datenbekanntgabe

1. Die Bekanntgabe von Daten dient dazu, Personendaten zugänglich zu machen, z. B. indem ihre Einsichtnahme gestattet wird, sie weitergegeben, verbreitet oder veröffentlicht werden. Dieses Konzept umfasst sowohl die regelmässige Bekanntgabe als auch die Bekanntgabe im Einzelfall. Die Bedingungen der Rechtmässigkeit sind jedoch nicht dieselben, sondern hängen davon ab, in welchem Fall man sich befindet:
 - a) Nach Artikel 14 Abs. 1 des Entwurfs muss die systematische Bekanntgabe, d. h. die Bekanntgabe eines Datentyps, der regelmässig an die gleichen Empfänger gerichtet wird, in einer gesetzlichen Grundlage im Sinne von Artikel 5 des Entwurfs vorgesehen sein.
 - b) Nach Artikel 14 Abs. 2 müssen Datenbekanntgaben, die im Einzelfall stattfinden, nicht zwingend in einer gesetzlichen Bestimmung vorgesehen werden. Sie können auch stattfinden, wenn sie einem der Gründe nach den Buchstaben *a* bis *c* entsprechen.

-
2. Im Entwurf wird eine dritte Kategorie der Bekanntgabe von Daten geregelt: die Bekanntgabe im Abrufverfahren (Art. 14 Abs. 4). Die Bekanntgabe im Abrufverfahren ist ein automatisierter Datenbekanntgabemodus, bei dem die Empfängerin oder der Empfänger der Daten aufgrund einer Bewilligung des Verantwortlichen der Datensammlung selber und ohne vorherige Kontrolle über den Zeitpunkt und den Umfang der Bekanntgabe entscheidet. Angesichts der Besonderheiten dieser Art von Bekanntgabe ist es sowohl aus Gründen der Transparenz als auch der Governance und der Sicherheit gerechtfertigt, sie eigens zu erwähnen, um sie von anderen Formen der Bekanntgabe zu unterscheiden. Diese Forderung ist nicht neu. Sie wurde aus Artikel 10 Abs. 2 des geltenden Gesetzes übernommen.
 3. Bei der grenzüberschreitenden Bekanntgabe von Daten gelten zusätzliche Anforderungen (Art. 15):
 - a) Übermittlungen von Personendaten an Staaten im Ausland sind grundsätzlich nur zulässig, wenn der Empfängerstaat ein als angemessen erachtetes Datenschutzniveau bietet. Um festzustellen, ob ein Staat ein angemessenes Schutzniveau bietet, kann die vom Bundesrat gemäss Artikel 16 Abs. 1 des neuen DSG erstellte Liste herangezogen werden.
 - b) Wenn der Empfängerstaat ein Drittstaat ist, der kein angemessenes Schutzniveau bietet, oder wenn diesbezüglich Zweifel bestehen, bleibt eine grenzüberschreitende Bekanntgabe von Daten trotzdem möglich, wenn andere ausreichende Garantien vorhanden sind oder wenn es einen Rechtfertigungsgrund für die Bekanntgabe gibt (Abs. 2). Im Vergleich zum Vorentwurf und zum geltenden Gesetz wurde die Liste der ausreichenden Garantien durch die Erwähnung technischer und/oder organisatorischer Massnahmen neben der vertraglichen Massnahmen genauer. In der Praxis kann es je nach Fall notwendig sein, mehrere Arten von Massnahmen miteinander zu verknüpfen.

Diese besonderen Vorschriften gelten aber nur für Bekanntgabe von Personendaten natürlicher Personen. Der Ausschluss juristischer Personen ist nötig, damit sichergestellt wird, dass der Kanton Freiburg beim Austausch mit dem Ausland keine Nachteile gegenüber Staaten erleidet, welche die juristischen Personen vom Geltungsbereich ihres Datenschutzgesetzes ausgenommen haben.

- 3.1. Im Vergleich zum Vorentwurf verzichtet der Entwurf auf die Beibehaltung einer besonderen Bestimmung über die Befugnisse der ÖDSMB im Zusammenhang mit der grenzüberschreitenden Bekanntgabe von Daten. Dieser Artikel überschneidet sich unnötigerweise mit Abschnitt 5 des Gesetzes, der den Befugnissen der Behörde gewidmet ist. Daraus ergibt sich kein inhaltlicher Unterschied. Die Pflicht, der oder dem Beauftragten über die gegebenen Garantien zu informieren, und die Möglichkeit dieses Organs, sich über die Gründe nach den Buchstaben b–e zu erkundigen, wurden beibehalten (vgl. Art. 15 Abs. 3).
- 3.2. Veröffentlichungen von Personendaten im Internet oder auf anderen Plattformen, die der Information der allgemeinen Öffentlichkeit dienen, sind nicht mit einer grenzüberschreitenden Bekanntgabe gleichzusetzen (Art. 15 Abs. 4), selbst wenn diese Informationen auch im Ausland abgerufen werden können. Diese Regel ist gerechtfertigt, um die Anwendung unverhältnismässiger Vorschriften in Situationen zu vermeiden, für die dies nicht nötig ist. Nichtsdestotrotz versteht es sich von selbst, dass solche Veröffentlichungen einer Datenbearbeitung entsprechen und den allgemeinen Regelungen des DSchG entsprechen müssen.
4. Die Einschränkungen der Bekanntgabe von Personendaten, die in Artikel 16 des Entwurfs formuliert werden, bleiben gegenüber der geltenden Gesetzgebung unverändert (vgl. Art. 11 DSchG). Die Rechtmässigkeit der Bekanntgabe hängt nicht nur von der Einhaltung der generellen Prinzipien des Datenschutzes ab, sondern auch davon, dass es keine Einschränkungen im Sinne dieses Artikels gibt. Die Regelung gilt ebenso sehr für die normale Datenbekanntgabe wie für die Bekanntgabe ins Ausland.
5. In Artikel 17 des Entwurfs werden gewisse gesetzliche Bestimmungen aus anderen Gesetzgebungen, die teilweise von den gesetzlichen Bestimmungen des DSchG abweichen können, ausdrücklich vorbehalten. Beispielsweise sind die Vorschriften über die Bekanntgabe von Daten der Einwohnerkontrolle in Artikel 17 EKG für sich selbst ausreichend und erfordern nicht, dass die betroffene Person zusätzlich um ihre Zustimmung gebeten wird, wie es in Artikel 14 Abs. 3 des Entwurfs verlangt werden könnte. Natürlich können auch andere

Gesetze vom DSchG abweichen, aber die hier genannten sind zwei Beispiele, die aufgrund ihrer Bedeutung klar sind.

Art. 18–21, Auslagerung

1. Die Artikel 18–21 übernehmen fast wortgleich die gesetzlichen Grundlagen für die Auslagerung der Datenbearbeitung, die mit dem Gesetz vom 18. Dezember 2020 zur Anpassung der kantonalen Gesetzgebung an bestimmte Aspekte der Digitalisierung (ASF 2020_195) eingeführt wurden. Zur Erinnerung: Diese gesetzlichen Grundlagen wurden nach einem Pilotprojekt, das von 2018 bis 2020 durchgeführt wurde, eingeführt (ASF 2018_112). Seit ihrem Inkrafttreten am 1. März 2021 haben sie einen klaren und nützlichen Rahmen für die Nutzung der *Cloud* (*Cloud-Dienste*) durch die kantonalen Behörden geschaffen. Sie haben die Entwicklung harmonisierter und kohärenter Praktiken sowohl auf technischer als auch auf vertraglicher Ebene ermöglicht.
2. Derzeit verfügen nur einige Kantone über besondere Vorschriften über die Nutzung von *cloud computing* (Glarus, Luzern, Schwyz, Zürich). Auf Bundesebene und in den übrigen Kantonen wird *cloud computing* im Allgemeinen einer einfachen Auftragsbearbeitung gleichgestellt und folglich den entsprechenden Vorschriften unterstellt (s. Art. 37 des Entwurfs). Aber da diese Regeln ziemlich bescheiden sind und den Besonderheiten des *cloud computing* nicht Rechnung tragen (allgegenwärtige Lokalisierung der Daten, im Allgemeinen dauerhafte Natur der Auftragsbearbeitung, besondere vertragliche Aspekte, geteilte Kontrolle über die Daten und geteilte Verantwortung für sie, ausländische Gesetzgebung ...), sind sie nicht wirklich angemessen, um die Nutzung dieser Technologie zu regeln. Ausserdem ist Rechtmässigkeit der Zuhilfenahme des *cloud computing*, die sich auf die Vorschriften im Bereich der Auftragsbearbeitung stützt, bis heute nicht einstimmig anerkannt. Eine Beschwerde zu diesem Thema, die von einer Privatperson gegen die Bundeskanzlei eingereicht wurde, ist derzeit vor dem Bundesverwaltungsgericht hängig⁶. Diese Situation schafft eine grosse rechtliche Unsicherheit, die auf den Verantwortlichen für die Bearbeitung lastet, da sie nicht wissen, ob sie riskieren, dass sie bei der Zuhilfenahme einer Cloud-Lösung haftbar werden. Aus diesem Grund hat der Staatsrat beschlossen, die Nutzung des *cloud computing* im Kanton Freiburg mit Vorschriften zu regeln, die diese Nutzung nicht nur bewilligen, sondern auch die technischen und rechtlichen Voraussetzungen festlegen. Die Auslagerung mit einer Cloud-Lösung wird also als qualifizierte Art der Auftragsbearbeitung betrachtet; sie entspricht einer Reihe von Sondervorschriften, mit denen man diese Technologie so gut wie möglich in den Griff bekommen will.
3. Artikel 18 bildet die gesetzliche Grundlage dafür, dass Gemeinwesen die Bearbeitung ihrer personenbezogenen Daten auslagern können (Abs. 1). Er legt einen geografischen Perimeter für die zugelassenen Bearbeitungsorte fest. Nur das Hoheitsgebiet der Schweiz oder eines Staates, dessen Datenschutzgesetzgebung nach Artikel 15 Abs. 1 als angemessen gilt, kommt für eine Auslagerung in Frage (Abs. 2). Der Vorbehalt von Artikel 54 KV/FR ist für den Fall vorgesehen, dass die Auslagerung der Bearbeitung einer vollständigen Übertragung einer staatlichen Aufgabe gleichkäme (z. B. wenn ein von einem externen Anbieter bereitgestellter *Cloud-Dienst* selbst einen Entscheid fällen würde, ohne dass die Verwaltung eingreift). Diese Art von Situation wird von diesem Artikel nicht abgedeckt und würde nach der Verfassung den Erlass einer speziellen gesetzlichen Grundlage erfordern (Abs. 3). Die Forderung nach einem Bericht über die Auslagerung, der alle zwei Jahre der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission vorzulegen ist, wurde vom Grossen Rat während der parlamentarischen Debatten über das Gesetz zur Anpassung der Gesetzgebung an bestimmte Aspekte der Digitalisierung ausdrücklich gefordert (Abs. 4). Sie wurde unverändert in den Entwurf übernommen.
4. Die Vorschriften über die Verantwortung werden in Artikel 19 festgelegt.
 - 4.1. Das Grundprinzip ist, dass das Organ, das seine Datenbearbeitung auf die Infrastruktur eines Auftragsbearbeiters auslagert, weiterhin verantwortlich für die Aufbewahrung, Nutzung und Vertraulichkeit seiner Daten bleibt (Abs. 1). Die Bestimmung nennt eine Reihe wichtiger Punkte, die es zu beachten gilt. Insbesondere muss die Stelle, welche die Bearbeitung ihrer Daten auslagert, ihren Auftragsbearbeiter

⁶ <https://www.bvger.ch/bvger/de/home/medien/medienmitteilungen-2022/public-clouds.html>. Letzte Überprüfung erfolgte am 15. März 2023.

sorgfältig auswählen, ihn mithilfe eines hinreichend genauen Vertrags über die auszuführenden Aufgaben unterrichten und die Einhaltung der Vertragsbestandteile überwachen.

- 4.2. Als Beispiel kann hier eine *Checkliste* der verschiedenen Elemente angeführt werden, die ein Auslagerungs-Vertrag je nach den Umständen enthalten sollte:
- a) den Gegenstand, die Art und den Zweck der Bearbeitung;
 - b) die Kategorien der bearbeiteten Daten und deren Vertraulichkeitsstufe;
 - c) den Standort der Server, auf denen die Daten gehostet werden;
 - d) die Massnahmen, die ergriffen wurden, um die Sicherheit und Vertraulichkeit der Daten zu gewährleisten;
 - e) die Personen oder Kategorien von Personen, die Zugang zu den betreffenden Daten oder Anwendungen haben;
 - f) die Rechte und Kontrollmöglichkeiten;
 - g) das Verbot für den Auftragsbearbeiter, das Bearbeiten von Daten ohne vorherige Zustimmung der verantwortlichen Behörde weiter zu vergeben, und die Unterzeichnung eines Auslagerungs-Vertrags, der die gleichen Anforderungen stellt wie der Vertrag zwischen der verantwortlichen Behörde und dem Auftragsbearbeiter;
 - h) die Meldepflichten des Auftragsbearbeiters im Falle eines Datenvorfalles, -verlusts oder -diebstahls oder bei Anfragen ausländischer Behörden;
 - i) die Möglichkeiten, die betreffenden Daten und Anwendungen während der Laufzeit des Vertrags wiederherzustellen;
 - j) die Prozesse, die bei Beendigung des Vertrags einzuhalten sind, insbesondere die Rückgabe von Daten und deren Vernichtung beim Auftragsbearbeiter;
 - k) soweit möglich, die Anwendbarkeit des Schweizer Rechts und die Bestimmung eines Gerichtsstands in der Schweiz im Falle von Streitigkeiten.

Diese Elemente können sich jedoch im Laufe der Zeit und je nach Art der Auslagerung ändern.

- 4.3. Gegenüber dem geltenden Gesetz werden künftig in Artikel 19 Abs. 1 Bst. b Ziff. 4 die Rechte und die Möglichkeiten zur Kontrolle über den Auftragsbearbeiter erwähnt, ohne dass genau gesagt wird, wem diese Rechte zukommen sollen. Es handelt sich also nicht mehr nur um die Rechte der Aufsichtsbehörde, wie dies im geltenden Gesetz vorgesehen wird, sondern auch des Verantwortlichen für die Bearbeitung. Je nach Auftragsbearbeiter können verschiedene Kontrollmöglichkeiten ins Auge gefasst werden. In der Praxis stimmen nur wenige Auftragsbearbeiter einer Inspektion am Standort ihrer Infrastrukturen zu. Einerseits setzt diese Lösung sie dem Risiko einer Verletzung der Geschäftsgeheimnisse aus. Andererseits kann sie je nach Grösse des Auftragsbearbeiters wenig Aufschluss geben. Oft wird in den Cloud-Verträgen vorgesehen, dass sich der Auftragsbearbeiter regelmässig einem Audit unterzieht, das von einer Firma, die auf diese Art Audits spezialisiert ist und über eingehende Kenntnisse und Mittel verfügt, durchgeführt wird. Die Ergebnisse des Audits werden dann dem Verantwortlichen für die Bearbeitung übermittelt. Es versteht sich von selbst, dass auch die Aufsichtsbehörde Zugang zu ihnen hat.
- 4.4. Innerhalb der Kantonsverwaltung sorgen das fachlich zuständige Organ und das ITA gemeinsam dafür, dass die Bestimmungen bei einer Auslagerung eingehalten werden (Abs. 2). Diese Vorgehensweise ermöglicht die Entwicklung einer kohärenten und möglichst einheitlichen Praxis. Das ITA achtet darauf, dass der Auslagerungsvertrag alle notwendigen Klauseln enthält, um die Sicherheit und den Schutz der ausgelagerten Personendaten zu gewährleisten. Die Bestimmung behält jedoch den Fall von öffentlichen Organen vor, die ihre Informatik autonom verwalten, wie zum Beispiel die Universität, das Amt für

Verkehr und Schifffahrt oder das Freiburger Spital. Diese Organe sind allein für die Auslagerung ihrer Daten und IT-Werkzeuge verantwortlich.

- 4.5. Einige *Cloud-Computing-Lösungen* sind nicht auf ein einzelnes Organ eines Gemeinwesens beschränkt, sondern können sich auf mehrere oder sogar alle Organe erstrecken. Es ist dann offensichtlich, dass nicht jedes betroffene öffentliche Organ persönlich sicherstellen kann, dass der Auftragsbearbeiter seine Verpflichtungen einhält. In diesem Fall bezeichnet der Staatsrat ein hauptsächlich verantwortliches Organ (Abs. 3). Es handelt sich grundsätzlich um das Organ, das die Lösung einführt und deren Nutzung innerhalb des Staats durchsetzt. Es wird damit zum Verantwortlichen für die Lösung für die ganze Verwaltung. Es haftet allgemein dafür, dass es mit den Anforderungen des Datenschutzes übereinstimmt; es muss die Bedienungsanleitungen und in erster Linie einen Support zu seinem Betrieb für die übrigen Benutzerinnen und Benutzer beim Staat liefern und ist auch hauptsächlich Ansprechperson für den Lieferanten bei der Verwaltung. Die übrigen benutzenden Organe sind nur für die Bearbeitungshandlungen, die sie mit der Lösung selber durchführen verantwortlich. Bei einem Problem, das sie nicht selbst lösen können, müssen sie sich an das hauptsächlich verantwortliche Organ wenden, das sich wiederum wenn nötig an den Lieferanten der Lösung wenden wird. Wenn das hauptsächlich verantwortliche Amt nicht das ITA ist, gilt Artikel 19 Abs. 2 zusammen mit Artikel 19 Abs. 3 weiterhin. Die Umsetzung und die Kontrolle der Vorschriften über die Auslagerung werden gemeinsam vom hauptsächlich verantwortlichen Organ und vom ITA übernommen. Wenn das ITA das hauptsächlich verantwortliche Organ ist, wird Artikel 19 Abs. 2 logischerweise gegenstandslos. Als Beispiel für eine Lösung, für die diese Bestimmung gilt, kann man die Suite M365, die von Microsoft geliefert wird, anführen. Sie wurde vom ITA für alle Dienststellen der Verwaltung installiert. Das ITA wurde als hauptsächlich dafür verantwortliches Organ bezeichnet.
5. Die Sicherheitsmassnahmen, die bei einer Auslagerung getroffen werden müssen, werden in Artikel 20 allgemein geregelt. Das Gesetz nennt jedoch absichtlich keine spezifischen Massnahmen, da diese von Fall zu Fall im Auslagerungsvertrag vorgesehen werden müssen. Dies ist aus zwei Gründen gerechtfertigt. Zum einen entspricht nicht jede Art von Datenbearbeitung, die ausgelagert werden kann, notwendigerweise denselben Sicherheitsbedürfnissen. Andererseits muss das Gesetz technologisch neutral bleiben, um die Nutzung zusätzlicher oder zukünftiger Techniken und Technologien nicht zu behindern. Auch wenn die einzurichtenden Sicherheitsmassnahmen in der Regel mehrere unterschiedliche Ziele verfolgen, erinnert Absatz 2 an die Notwendigkeit, dem Schutz der betroffenen Personen und ihren Grundrechten einen besonderen Stellenwert einzuräumen. Um der Gefahr vorzubeugen, dass der Staat bei einer Fehlfunktion, die beim *Cloud-Anbieter* auftritt, völlig lahmgelegt wird, schreibt das Gesetz schliesslich die Einführung von Ersatzmechanismen für den Fall eines Zwischenfalls vor, wenn die betroffenen Daten für das Funktionieren des Staates unerlässlich sind (Abs. 3). Diese Mechanismen sollten dazu dienen, die Folgen eines Versagens des *Cloud-Anbieters*, das zu einem Verlust oder einer längeren Nichtverfügbarkeit von Daten führt, so weit wie möglich zu minimieren. Da solche unangenehme Folgen auch bedeutende Auswirkungen für die betroffene Person haben können, ist es gerechtfertigt, eine solche Vorschrift auch im Datenschutzgesetz einzuführen.
6. Die Auslagerung von besonders schützenswerten und geheimen Daten wird in Artikel 21 des Entwurfs behandelt.
- 6.1. Die vorgeschriebenen Massnahmen greifen die Empfehlungen der Konferenz der Datenschutzbeauftragten (PRIVATIM) auf. Diese sehen die Einführung zusätzlicher Sicherheitsmassnahmen vor:
- > Die Daten sind zu verschlüsseln, und die Verschlüsselung hat durch das öffentliche Organ zu erfolgen. Die Schlüssel dürfen nur für das öffentliche Organ verfügbar sein. Sie sind vor Verlust, Entwendung sowie unrechtmässiger Bearbeitung und Kenntnisnahme zu schützen (Abs. 1).
 - > Nur wenn sich daraus keine untragbaren Risiken für die Grundrechte der betroffenen Personen ergeben (was vom öffentlichen Organ nachvollziehbar darzulegen ist), kann eine Verschlüsselung beim *Cloud-Anbieter* geprüft werden. Hierbei muss die Ebene, auf welcher die Verschlüsselung erfolgt (Applikation, Datenbank oder Festplatte), berücksichtigt werden. Die Schlüssel können beim *Cloud-Anbieter* aufbewahrt werden, wenn dieser sich vertraglich verpflichtet, sie nur mit der ausdrücklichen

Zustimmung des öffentlichen Organs zu verwenden. Zugriffe sind zu protokollieren. Ausserdem muss der Cloud-Anbieter die Schlüssel vor Verlust, Entwendung sowie unrechtmässiger Bearbeitung und Kenntnisnahme schützen und sicherstellen, dass die Daten beim Verschlüsselungsvorgang nicht kompromittiert werden können (Abs. 2).

- > Bei Geheimnissen sind die Anforderungen im Grossen und Ganzen dieselben. In diesem Fall muss jedoch zusätzlich darauf geachtet werden, dass der Anbieter des *Cloud-Dienstes* als Hilfsperson des Geheimnisträgers bezeichnet werden kann (Abs. 3). Diese Bezeichnung, die aus dem Strafrecht stammt, wird in Artikel 321 StGB für das Berufsgeheimnis vorgesehen und im Verlauf des Jahres in Artikel 320 StGB für das Amtsgeheimnis eingeführt⁷. Sie gilt für Berufsleute, die einer Person, die dem Geheimnis unterstellt ist, bei der Erfüllung ihrer Aufgaben helfen. Die Weitergabe von Informationen an eine Hilfsperson ist nicht strafbar. In einem Entscheid zum Anwaltsgeheimnis urteilte das Bundesgericht, dass ein Lieferant einer Cloud-Dienstleistung als Hilfsperson des Anwalts betrachtet werden kann.⁸

6.2. Die vorgesehene Bestimmung überträgt diese Anforderungen auf Gesetzesebene in eine Sprache, die technologieneutral ist.

Art. 22, Pilotprojekte

1. Die Bestimmung über Pilotprojekte wurde in einigen Punkten angepasst. Ihr Inhalt wurde zwischen dem E-GovG für allgemeine Pilotprojekte und dem DSchG für Pilotprojekte, die bestimmte heiklere Datenbearbeitungen beinhalten, aufgeteilt. Wenn diese Datenbearbeitungen im Rahmen eines Pilotprojekts stattfinden, kann ihre Bearbeitung vorübergehend auf einer Verordnung des Staatsrats anstatt auf einem vom Grossen Rat verabschiedeten Gesetz beruhen.
2. Die Grundvoraussetzungen für die Durchführung eines Pilotprojekts werden in den Artikeln 35-35b E-GovG beschrieben. Insbesondere bedarf es einer zu erfüllenden Aufgabe, eines Experimentierbedarfs, der Notwendigkeit einer Versuchsphase, der Zusammenstellung eines vollständigen Dossiers, der Verabschiedung einer zeitlich begrenzten Versuchsverordnung durch den Staatsrat und eines Berichts über die rückblickende Bewertung. Artikel 21 des Entwurfs fügt besondere Bedingungen für Pilotprojekte bei, welche die Bearbeitung besonders schützenswerter Daten oder andere Arten der Bearbeitung mit einem höheren Risiko der Verletzung von Grundrechten beinhalten. Einerseits müssen die Unterlagen des Pilotprojekts und der Evaluierungsbericht, mit dem die Pilotphase abgeschlossen wird, obligatorisch einen Teil enthalten, der sich mit Bearbeitung der Personendaten und deren Schutz befasst (Abs. 2). Bei der Zusammenstellung der Unterlagen müssen die Risiken, die das Pilotprojekt mit sich bringt, und die Massnahmen, die ergriffen werden müssen, um sie zu vermindern, identifiziert werden. Am Ende des Pilotprojekts, bei der Evaluierung muss rückwirkend untersucht werden, ob die identifizierten Risiken mit den ergriffenen Massnahmen genügend in den Griff zu bekommen waren, ob andere Risiken aufgetaucht sind, die nicht identifiziert worden waren, ob diese Risiken in den Griff zu bekommen waren, und ganz allgemein muss eine Bilanz der Restrisiken und der Vorteile, die beim Projekt festgestellt werden konnten, gezogen werden. Andererseits muss die Aufsichtsbehörde bei der Zusammenstellung der Unterlagen und der rückwirkenden Evaluierung obligatorisch angehört werden (Abs. 3). Die Behörde erhält beide Dokumente vor ihrer Überweisung an den Staatsrat und wird um Stellungnahme gebeten. Ihre Stellungnahme wird anschliessend dem Staatsrat mitgeteilt.
3. Es versteht sich von selbst, dass die Aufsichtsbehörde ausserhalb dieser beiden Phasen weiterhin jede Möglichkeit hat, während der Pilotphase einzugreifen. In der Praxis wird sogar ein einmaliger oder sogar regelmässiger Austausch innerhalb der Grenzen der Ressourcen der Behörde gefördert.

⁷ Änderung von Artikel 320 StGB, die beim Erlass des Bundesgesetzes vom 18. Dezember 2020 über die Informationssicherheit beim Bund (ISG) eingeführt wurde, in: AS 2020 232.

⁸ BGE 145 II 229, Erw. 7.3.

Art. 23, Archivierung

Wenn die Personendaten, die von den öffentlichen Behörden bearbeitet werden, Archivwürdigkeit haben, unterstehen die der Gesetzgebung über die Archivierung. Sie dürfen weder gelöscht noch vernichtet werden (s. Kommentar zu Artikel 10). Damit die Verpflichtung, Daten, die keinem Zweck mehr dienen, zu vernichten, einen Sinn behält, sollten Mechanismen, mit denen die Archivwürdigkeit eines Dokuments innert vernünftiger Frist bestimmt werden kann, geschaffen werden.

Art. 24, Löschen und Vernichten

1. Die Personendaten, die bei einem öffentlichen Organ aufbewahrt werden, müssen gelöscht oder vernichtet werden, wenn ihre Aufbewahrung keinen Zweck mehr hat; vorbehalten bleiben die Daten welche als archivwürdig identifiziert wurden. Die aufbewahrten Personendaten müssen also periodisch überprüft werden.
2. Während der Dauer der Unterstützungsnutzung eines öffentlichen Organs – oder solange dieses unter der Kontrolle der Verwaltung steht – müssen die Personendaten, die dort gespeichert sind, gelöscht werden (Abs. 1). Im Moment des Rezyklierens oder des Ersetzens von Informatikmaterial muss die oder der Verantwortliche für die Datenbearbeitung sich versichern, dass kein Risiko für besonders schützenswerte Personendaten existiert, die gelöscht wurden, aber durch unbefugte Dritte wiedergefunden und ausgewertet werden können. Falls dies der Fall ist, muss der Datenträger – z. B. die Harddisk – physisch vernichtet werden (Abs. 2). Die Vernichtung der Medien liegt in der Verantwortung des ITA.

Art. 25, Videoüberwachung

Kein Kommentar.

2.2.3 Abschnitt 2.3. Bearbeitung von Daten für nicht personenbezogene Zwecke

Art. 26, Vorschriften

Die Lockerung der Datenschutzerfordernungen bei der Bearbeitung für nicht personenbezogene Zwecke ist dadurch gerechtfertigt, dass diese Bearbeitung wesentlich weniger riskant ist, da sie eben nicht personenbezogen ist und bestimmte spezifische Anforderungen erfüllt werden. Darüber hinaus berücksichtigen diese Vorschriften das öffentliche Interesse an Forschung, Planung und Statistik.

2.3 Abschnitt 3, Rechte der betroffenen Person

Art. 27–30, Auskunftsrecht

1. Das Auskunftsrecht (Art. 27) ist und bleibt die zentrale Einrichtung des Datenschutzrechts. Ohne Auskunftsrecht wäre die betroffene Person nicht in der Lage, ihre Rechte in diesem Bereich auszuüben. Nur die- oder derjenige, die oder der Kenntnis einer Datenbearbeitung hat, die sie oder ihn betrifft, ist gegebenenfalls in der Lage, den Zweck der Bearbeitung zu überprüfen oder die Berichtigung oder Löschung unrichtiger oder nicht mit dem Zweck des Bearbeitungsvorgangs zusammenhängender Daten zu verlangen. Schuldner des Auskunftsrechts ist immer die oder der Verantwortliche für die Bearbeitung im Sinne von Artikel 4 Abs. 1 Bst. h. Die Tatsache, dass diese oder dieser die Bearbeitung einer oder einem Dritten überträgt, ändert daran nichts (Abs. 3).
2. Das Auskunftsrecht ist die konkreteste Ausprägung des Grundrechts auf Datenschutz. Es ist im Besitz jeder Person, die Gegenstand einer Datenbearbeitung ist, und ist nicht von einem bestimmten Interesse abhängig. Dies bedeutet, dass keinerlei Einschränkungen aufgrund von Nationalität, Wohnort oder Alter oder auch verbunden mit der Persönlichkeit der Antragstellerin oder des Antragstellers oder der Nutzung, die sie oder er mit ihren oder seinen Daten vorhat, gegeben sind. Die Antragstellerin oder der Antragsteller muss den Antrag im Weiteren auch nicht begründen. Die einzige Pflicht, die ihr oder ihm obliegt, ist die Angabe ihrer oder seiner Identität, damit ihr oder ihm effektiv die eigenen Daten zugestellt werden (Art. 28 Abs. 1). Zur Erinnerung: Es gibt eine besondere Vorschrift über das Auskunftsrecht in Artikel 60 Abs. 3 GesG. Für die Anträge auf Auskunft bei Gesundheitsfachpersonen kann die oder der Verantwortliche für die Bearbeitung (im Grunde genommen die behandelnde Ärztin oder der behandelnde Arzt) der betroffenen Person vorschlagen, dass sie ihre Daten in Anwesenheit einer Expertin oder eines Experten ihrer oder seiner Wahl einsehen könne. Es handelt sich hierbei jedoch nur um einen Vorschlag, den die betroffene Person akzeptieren oder ablehnen kann.

-
3. Das Auskunftsrecht ist nicht als absolut zu verstehen. Artikel 29 des Entwurfs zeigt die Bedingungen auf, gemäss denen es eingeschränkt werden kann. Die Berufung auf einen Grund für die Einschränkung des Auskunftsrechts muss jedoch die Ausnahme bleiben. Sie kann nur sehr eingeschränkt nach einer Interessenabwägung und in Übereinstimmung mit dem Verhältnismässigkeitsprinzip stattfinden. Im Vergleich zum Vorentwurf sieht der Entwurf zwei zusätzliche Gründe für Einschränkungen vor. Der erste, das Gesetz, wird insofern als Hinweis erwähnt, als ein Gesetz allgemein stets von einem anderen Gesetz abweichen kann. Der zweite, die Berufung auf die Missbräuchlichkeit des Gesuchs ist eine Angleichung an das Bundesrecht und das Recht der anderen Kantone. Er entspricht einer Konkretisierung des Rechtsmissbrauchs. In der Praxis wird er jedoch nur restriktiv geltend gemacht werden können, wenn der Missbrauch offensichtlich ist.
 4. Artikel 30 gehört nicht direkt zum Auskunftsrecht der betroffenen Person, sondern legt verschiedene Grundsätze für die Einsichtnahme in einige ihrer Daten nach dem Tod fest. Auch wenn man über ihre Platzierung streiten kann, kann sie dennoch aus didaktischen und auch systematischen Gründen gerechtfertigt sein. In jedem Fall ist das wesentliche Element, das aus dieser Bestimmung hervorgeht, die Interessenabwägung, die bei der Entscheidung über die Weitergabe von Daten der Verstorbenen oder des Verstorbenen an Dritte vorgenommen werden muss.

Art. 31, Einsprache gegen die Bekanntgabe von Personendaten

1. Das Recht auf Einsprache (oder Recht auf Sperrung) ermöglicht es der betroffenen Person, sich im Voraus der Bekanntgabe gewisser sie betreffender Daten zu widersetzen. Es ist Teil der Forderungen, die das Datenschutzrecht den betroffenen Personen allgemein, unabhängig von der Art der betroffenen Daten, zuerkennt (s. Art. 20 DSG und 37 n-DSG; siehe auch Art. 21 DSGVO; Art. 9 § 1 Bst. d Übereinkommen SEV 108+).
2. Nach geltendem Recht ist das Recht auf Sperrung nur für Daten aus dem Einwohnerregister in Artikel 18 EKG vorgesehen. Im Jahr 2003 fällte die damalige Eidgenössische Datenschutzkommission ein Urteil, das den Kanton Freiburg betraf und in dem sie feststellte, dass die Beschränkung des Rechts auf Einsprache nur auf bestimmte Datenkategorien gegen das Datenschutzrecht verstösst (Urteil der damaligen Eidgenössischen Datenschutzkommission vom 22. Mai 2003, in VPB 68.69). Der Entwurf sieht folglich die Einführung eines erweiterten Rechts auf Einsprache vor, das unabhängig von den fraglichen Datenarten gegeben ist.
3. Das Recht auf Einsprache gilt weder generell noch absolut. Erstens darf es sich nur auf Daten, die zuvor von der betroffenen Person festgelegt wurden, beziehen (Abs. 1 *in fine*). Es gibt also kein generelles Recht auf Sperrung aller Daten einer Person. Zweitens kann die Sperrung von Daten unter den Bedingungen nach Absatz 2 Bst. a–c aufgehoben werden. Das ist jedes Mal der Fall, wenn die Bekanntgabe ausdrücklich gesetzlich vorgesehen ist (Bst. a), wenn die Erfüllung der Aufgaben des öffentlichen Organs ohne Bekanntgabe der Daten gefährdet ist (Bst. b) oder wenn sie dazu führen würde, dass eine Drittperson ihre legitimen Interessen nicht verteidigen kann, obwohl keine rechtlichen Hindernisse für die Bekanntgabe existieren (Bst. c). In letzterem Fall muss die Behörde, an die ein Gesuch um Bekanntgabe gerichtet wurde, einen Entscheid treffen: Entweder verweigert sie der Person, welche das Gesuch gestellt hat, die Bekanntgabe oder sie hebt das Recht der betroffenen Person auf Einsprache auf. Da diese Wahl notwendigerweise rechtliche Folgen für beide Parteien hat, muss die Behörde einen Entscheid, der mit Beschwerde angefochten werden kann, erlassen (Abs. 3).
4. Absatz 4 behält die Regeln über die Informationspflicht der Behörden und den Zugang zu amtlichen Dokumenten im InfoG vor. Standardmässig kann das Recht auf Sperrung im Sinne des DSchG allein keinen Grund für eine Einschränkung angesichts der Anforderungen der Transparenz der Verwaltung darstellen. Im Falle einer aktiven Bekanntgabe der Behörden oder eines Gesuchs um Zugang zu einem amtlichen Dokument, das Personendaten enthält, für welche die betroffene Person ihr Recht auf Sperrung geltend gemacht hat, muss das Zugangsgesuch gemäss den Vorschriften der Artikel 11 und 26 ff. InfoG bearbeitet werden.

Art. 32 Datenübertragbarkeit

1. Das Recht auf Datenübertragbarkeit war absichtlich nicht Teil des Vorentwurfs, da es als verfrüht und wenig geeignet für die Bearbeitung von Daten im öffentlichen Bereich angesehen wurde. Dennoch wurde es in den Entwurf aufgenommen, um über eine umfassende Datenschutzgesetzgebung zu verfügen und um möglichen neuen Entwicklungen vorzugreifen.
2. So wie es formuliert ist, ist das Recht auf Datenübertragbarkeit jedoch nicht direkt justiziabel, sondern bedarf der Konkretisierung in der Spezialgesetzgebung oder muss vom Verantwortlichen für die Bearbeitung freiwillig angeboten werden. Der Grund dafür ist, dass nicht alle Datenbanken auf Anfrage eine automatisierte Extraktion eines Teils ihres Inhalts ermöglichen. Um ein solches Ergebnis zu erzielen, bedarf es einer Reihe von technischen Voraussetzungen. Die Daten müssen strukturiert und in geeigneten Formaten gespeichert sein. Diese Voraussetzungen sind jedoch nicht für alle Datenbanken gegeben. Aus diesem Grund beschränkt sich Artikel 32 darauf, einen Rahmen für das Recht auf Datenübertragbarkeit festzulegen.

Art. 33, Abwehrklagen

1. Absatz 1 nennt die drei traditionellen Abwehrmittel gegen eine unrechtmässige Datenbearbeitung. Es handelt sich um die gleichen Mittel, die im Zivilrecht im Bereich des Persönlichkeitsschutzes vorgesehen sind.
2. Der Ausdruck «wer ein schutzwürdiges Interesse hat» am Anfang des Satzes übernimmt den Ausdruck von Artikel 41 des neuen DSG. Er bezieht sich nicht nur auf die Person, die von der tatsächlichen Bearbeitung ihrer Daten direkt betroffen ist. Neben dem letztgenannten Anspruch können darüber hinaus auch bestimmte Vereine und Verbände berechtigt sein, sich auf einen Anspruch nach Art. 30 Abs. 1 zu berufen, wenn sie zur Wahrung ihrer eigenen Interessen oder der Interessen ihrer Mitglieder handeln («egoistische Verbandsbeschwerde»; französisch «recours égoïste»). Bei der Frage, ob eine Person über ein schutzwürdiges Interesse verfügt, das es ihr ermöglicht, sich einer Datenbearbeitung zu widersetzen, kann auf die Rechtsprechung des Bundesgerichts zurückgegriffen werden (insb. BGE 147 I 280, Erw. 6.2).
3. In Absatz 2 werden verschiedene datenschutzrechtliche Mittel vorgesehen, die im Einzelfall in Anspruch genommen werden können, um einen Verstoss durch rechtswidrige Datenbearbeitung zu beheben. Die Person kann im Einzelnen verlangen, dass unnütze oder unrichtige Daten gelöscht oder berichtigt werden müssen; sie kann auch die Hinzufügung eines Vermerks des strittigen Charakters gewisser Daten verlangen, wenn weder ihre Richtigkeit noch ihre Unrichtigkeit festgestellt werden kann. Weiter können die Bekanntgabe an Dritte oder die Veröffentlichung der Löschung, der Berichtigung der Personendaten oder der Hinzufügung der Erwähnung ihres strittigen Charakters verlangt werden. Neu gegenüber dem geltenden Recht ist die Einführung eines neuen Rechts auf Einschränkung der Bearbeitung. Die Einschränkung der Bearbeitung ist weniger radikal als die Berichtigung oder das Löschen von Daten und ermöglicht es, die mit bestimmten Daten verbundenen Bearbeitungsmöglichkeiten vorübergehend einzufrieren, in der Regel bis zur Klärung entweder der Richtigkeit oder der Rechtmässigkeit der angefochtenen Bearbeitung. Während der Massnahme kann – bzw. muss – der Verantwortliche für die Bearbeitung die betreffenden Daten weiterhin unverändert aufbewahren, darf sie aber nicht mehr für neue Zwecke bearbeiten.
4. In Absatz 3 wird auf den Grundsatz der Integrität der Archivbestände und der öffentlich zugänglichen Bestände, auch wenn sie Personendaten enthalten, hingewiesen. Diese Bestände und ihr Inhalt dürfen weder vernichtet noch berichtigt werden. In gewissen Situationen kann der Zugang zu ihnen beschränkt werden, und/oder es kann eine Notiz, in der die betroffene Person Daten über sie ablehnt oder ergänzt, angefügt werden.

Art. 34, Verfahren und Rechtsmittel

Seit der Revision des DSchG im Jahr 2008 müssen alle Entscheide, die von öffentlichen Organen in Anwendung dieses Abschnitts getroffen werden, systematisch an die Aufsichtsbehörde weitergeleitet werden. Dies ermöglicht es ihr, die Einhaltung der Gesetze zu überprüfen und gegebenenfalls Beschwerde zu erheben. Dieses System kann jedoch zu einem Eingriff in die Grundrechte der betroffenen Personen führen, wenn diese eine solche Mitteilung nicht wünschen. Aus diesem Grund führt der Entwurf im Vergleich zum geltenden Gesetz die Möglichkeit ein, dass die Betroffenen die Mitteilung von Entscheiden, die sie betreffen, ablehnen können.

Art. 35, Schadenersatz und Genugtuung

Die Verletzung der Bestimmungen des Gesetzes über den Datenschutz kann im Sinne von Artikel 6 Abs. 1 HGG eine rechtswidrige Handlung darstellen. Sie kann unter den im Gesetz festgelegten Bedingungen zu einer Entschädigung führen.

2.4 Abschnitt 4, Durchführung des Datenschutzes

Art. 36 und 37, Verantwortung

1. In Artikel 36 wird der Grundsatz festgelegt, dass das öffentliche Organ, das personenbezogene Daten bearbeitet, für den Schutz und die Sicherheit dieser Daten verantwortlich ist (Abs. 1). Diese Vorschrift und ihre Folgen werden in anderen Stellen des DSchG, wie in anderen Erlassarten näher erläutert.
2. Die Verantwortung für eine Datenbearbeitung kann jedoch auf verschiedene Akteure aufgeteilt werden (Abs. 2), die dann gemeinsam verantwortlich sind. Unter solchen Umständen ist es wichtig, dass die Aufteilung der Verantwortung zwischen den beteiligten Akteuren ausreichend definiert ist (z. B.: Umfang, Datenkategorien, Arten der Bearbeitung *usw.*). Dies kann entweder mit der Erklärung nach Artikel 38 geschehen oder sich aus einer oder mehreren gesetzlichen Bestimmungen ergeben. In jedem Fall hat die interne Verteilung der Zuständigkeiten keinen Einfluss auf die Situation der betroffenen Personen, die weiterhin berechtigt sind, alle ihre Rechte und Ansprüche gegenüber dem Staat geltend zu machen.
3. In Artikel 37 werden die Haftungsfragen geregelt, wenn eine öffentliche Einrichtung einen Auftragsbearbeiter beauftragt. Im Vergleich zum Vorentwurf hat die Bestimmung eine Anpassung an das Bundesrecht erfahren. Die in der Schweiz üblichen Bedingungen für diesen Bereich sind darin enthalten. In Absatz 5 wurde eine Präzisierung hinzugefügt. Sie besagt, dass es, sofern nichts anderes bestimmt ist, keine Auftragsbearbeitungen zwischen mehreren Organen, die derselben Körperschaft angehören, geben darf. In diesem Fall wird die Anwendung der Vorschriften über die gemeinsame Verantwortung vorgezogen. Dies hat keine Auswirkungen auf die betroffenen Personen, da die Verantwortung ohnehin beim Staat bleibt. Dadurch wird jedoch vermieden, dass komplizierte und wenig hilfreiche Rechtskonstrukte ausgearbeitet werden müssen.
4. Da die Auslagerung von Daten im Entwurf eine qualifizierte Form der Auftragsbearbeitung darstellt, gelangen in diesem Fall die zusätzlichen Regelungen der Artikel 18–21 zur Anwendung. Die Grundregeln nach Artikel 37 gelten, aber so lange, als sie den besonderen Regeln über die Auslagerung nicht widersprechen.

Art. 38-39, Bearbeitungsregister und Anmeldung der Bearbeitungen

1. Die Anmeldung der Bearbeitungen und das Bearbeitungsregister sind die beiden Governance-Instrumente im Bereich des Datenschutzes, mit denen die Transparenz und die Kontrolle bei der Datenbearbeitung der öffentlichen Organe sichergestellt werden. Selbst wenn Entwicklungen wahrscheinlich sind, muss man von der Idee ausgehen, dass diese Funktion weiterhin vom Register der Datensammlungen, das von der ÖDSMB geführt wird, wahrgenommen wird.
2. Der Ersatz des Ausdrucks «Datensammlung» durch «Bearbeitungstätigkeit» entspricht einer terminologischen Anpassung und dürfte nicht zu grösseren praktischen Änderungen führen. Insbesondere ist nicht davon die Rede, dass jede Bearbeitung einzeln gemeldet werden muss. Der Ausdruck Datensammlung wird als überholt betrachtet, denn die Daten, die es für die Erfüllung einer Aufgabe braucht, werden heute nicht mehr notwendigerweise in einem abgegrenzten Raum gespeichert, sondern können an verschiedenen Orten gelagert werden, obwohl sie derselben Tätigkeit dienen. Deswegen haben der eidgenössische Gesetzgeber, das Übereinkommen SEV 108 und die neuen kantonalen Gesetze den Ausdruck «Datensammlung» durch «Bearbeitungstätigkeit» ersetzt. Das soll aber nicht heissen, dass die beiden Ausdrücke zu 100 % deckungsgleich sind und dass die genau dieselbe Realität abbilden. Obwohl es deswegen nicht mehr Anmeldungen geben dürfte, die Anmeldung der Bearbeitungen macht es nötig, dass künftig nicht an den Ort der Aufbewahrung, sondern an die zu erfüllende Tätigkeit gedacht werden muss (im Allgemeinen, diejenige, die im Gesetz vorgesehen wird). Es kann also gewisse Unterschiede geben.

-
3. In Artikel 38 wird die Liste der Informationen erwähnt, welche die oder der Verantwortliche für die Bearbeitung zum Zeitpunkt liefern muss, wenn sie oder er mit der Bearbeitung beginnt. In Artikel 39 wird eine gewisse Anzahl von Ausnahmen von der Meldepflicht festgelegt. Diese Bestimmungen stimmen weitgehend mit denjenigen des geltenden DSchG überein.
 4. Das Bearbeitungsregister wird von der ÖDSMB geführt.⁹ Es ist öffentlich und kann kostenlos eingesehen werden. Im Entwurf wird jedoch darauf verzichtet, festzulegen, dass es online veröffentlicht werden muss, da dies bereits der aktuellen Praxis entspricht und man sich nicht vorstellen kann, dass es anders sein könnte. Auch wird darauf verzichtet, klarzustellen, dass die Gemeinden neben der Meldung an die ÖDSMB auch eine Liste ihrer Bearbeitungen führen müssen.
 5. Im Vorentwurf war vorgesehen, dass eine Datenbearbeitung zwingend bei der Aufsichtsbehörde angemeldet werden muss, bevor sie beginnen kann (vgl. Art. 38 Abs. 1 VE-DSchG). Diese Verpflichtung wurde aufgegeben, da sie in der Praxis nicht durchführbar ist. Sie hätte auch eine völlig einzigartige Massnahme in der Schweiz dargestellt.

Art. 40, Organisatorische und technische Massnahmen

1. Artikel 40, in dem auf die einzurichtenden organisatorischen und technischen Massnahmen eingegangen wird, wurde im Entwurf mit Artikel 42 des Vorentwurfs zusammengefasst, in dem der Grundsatz des Datenschutzes durch Technikgestaltung (*Privacy by design*) und der Grundsatz des Datenschutzes durch Voreinstellungen (*Privacy by default*) eingeführt werden. Letztere widmen sich einem proaktiven Ansatz zum Schutz der Privatsphäre während des gesamten Datenbearbeitungsprozesses.
2. Die Verantwortlichen für die Bearbeitung müssen während des gesamten Lebenszyklus der Daten die organisatorischen und technischen Massnahmen ergreifen, die ihrer Situation, den von ihnen durchgeführten Verarbeitungen und der Art der von ihnen bearbeiteten Daten angemessen sind. Dabei sind verschiedene Kriterien zu berücksichtigen. Dazu gehören nicht nur die Vertraulichkeit, sondern auch die Verfügbarkeit, Authentizität, Integrität, Nachvollziehbarkeit und Dauerhaftigkeit. Genauere Angaben dazu werden sich in der Gesetzgebung über die Informationssicherheit, die derzeit vorbereitet und auf die insbesondere in Absatz 2 verwiesen wird, finden.
3. In Übereinstimmung mit dem risikobasierten Ansatz werden im Gesetz keine spezifischen Massnahmen vorgelegt, die implementiert werden müssen, sondern das Prinzip der «Accountability», das man in den meisten modernen Gesetzen zum Datenschutz wiederfindet (Art. 4 § 4 der Richtlinie (EU) 2016/680; Art. 5 § 2 DSGVO und Art. 10 § 1 des Übereinkommens SEV 108+), wird übernommen. Dieser neue Grundsatz, der schwer ins Deutsche zu übersetzen ist, bedeutet für die Verantwortlichen zwei Dinge:
 - a) Wirksame, geeignete und den Umständen angemessene Massnahmen umsetzen, um den Schutz und die Sicherheit der von ihnen bearbeiteten personenbezogenen Daten zu gewährleisten. Neben der Einführung technischer Lösungen kann es sich dabei auch um Sensibilisierungs- und Schulungsmassnahmen, Massnahmen zum Schutz der Räumlichkeiten oder Mechanismen zur Begrenzung der Folgen eines Verlusts oder Diebstahls von festen oder mobilen Geräten handeln.
 - b) In der Lage sein, das Vorhandensein und die Umsetzung dieser Massnahmen anhand einer geeigneten Dokumentation nachzuweisen (vgl. Abs. 4). Das Ausmass der Dokumentationspflicht hängt von den Umständen ab. Es kann im Detail die folgenden Formen annehmen: einfache, regelmässig aktualisierte Liste von Massnahmen, Charta, Politik, ISDS-Konzept, Nutzungsreglement usw.

Art. 41 und 42, Datenschutz-Folgenabschätzung

1. Die Datenschutz-Folgenabschätzung ist ein wichtiges Instrument, um das Verantwortungsbewusstsein der Urheber der Bearbeitung zu wecken: Sie unterstützt sie nicht nur dabei, Datenbearbeitungen, die das Privatleben respektieren, zu erstellen, sondern auch dabei, aufzuzeigen, dass sie gemäss dem Gesetz über den Datenschutz

⁹ Das Register der Datensammlungen (frz. ReFi) ist online wie folgt verfügbar: <https://www.fr.ch/de/oedsb/institutionen-und-politische-rechte/transparenz-und-datenschutz/register-der-datensammlungen>.

handeln. Die Folgenabschätzung muss vom Verantwortlichen für die Bearbeitung vor der Umsetzung der Datenbearbeitung durchgeführt werden. Schliesslich muss sie regelmässig evaluiert werden, damit sichergestellt ist, dass sie im Rahmen des Bearbeitungszyklus aktuell bleibt.

2. Nach dem Vorbild der Vorschriften im europäischen Recht (Art. 27 § 1 Richtlinie (EU) 2016/680 und Art. 35 § 1 Verordnung (EU), Übereinkommen SEV 108+ [Art. 10 § 2]) und im Entwurf zur Totalrevision des DSG (Art. 22) ist die Folgenabschätzung für die Bearbeitung von Daten obligatorisch, die voraussichtlich zu einem erhöhten Risiko für die Rechte und Freiheiten der betroffenen Person führen (Art. 41 Abs. 1). Das Risiko muss von Fall zu Fall auf Schwere und Wahrscheinlichkeit geprüft werden. Das Gesetz liefert eine beispielhafte Liste von Fällen, für die eine solche Abschätzung obligatorisch ist (Abs. 2). Der Mindestinhalt einer Folgenabschätzung wird in Artikel 41 Abs. 3 beschrieben. Sie soll ohne übertriebene Formalismen und unter Beachtung der Verhältnismässigkeit durchgeführt werden.
3. Wenn die Folgenabschätzung ergibt, dass die geplante Verarbeitung ein hohes Risiko für die Rechte der betroffenen Personen darstellt und daher besondere Schutzmassnahmen erforderlich sind, muss der Verantwortliche die Aufsichtsbehörde anhören, bevor er mit der Bearbeitung beginnen darf (Art. 42 Abs. 1). Die Aufsichtsbehörde kann ihm ihre möglichen Einwände und Empfehlungen zu der geplanten Bearbeitung mitteilen (Abs. 2). Gemäss dem Entwurf hat die Behörde zwei Monate Zeit, um ihre Stellungnahme abzugeben; diese Frist kann um einen Monat verlängert werden. Ohne Rückmeldung von der Behörde kann der Verantwortliche für die Bearbeitung davon ausgehen, dass die Behörde auf eine Stellungnahme verzichtet und sie oder er daher mit der Bearbeitung beginnen kann. Dies hindert die Behörde jedoch nicht daran, zu einem späteren Zeitpunkt einzugreifen.
4. Die oder der Verantwortliche für die Bearbeitung ist frei, die Empfehlungen der Aufsichtsbehörde in die Praxis umzusetzen, sie oder er muss sie aber in jedem Fall spätestens zum Zeitpunkt der Aufnahme der Bearbeitung über die getroffenen Massnahmen informieren (Abs. 3). Wenn die oder der Verantwortliche für die Bearbeitung beschliesst, den Empfehlungen der Behörde nicht zu folgen, und die Behörde der Ansicht ist, dass die Bearbeitung nicht den Anforderungen des Datenschutzes entspricht, dann kann sie von allen ihr gemäss Artikel 56 ff. zur Verfügung stehenden Befugnissen Gebrauch machen. Die gleichen Regeln gelten auch auf Bundesebene.

Art. 43 und 44, Verletzungen der Datensicherheit

1. Die zu ergreifenden Massnahmen bei einem Zwischenfall, der eine Verletzung der Vertraulichkeit, der Verfügbarkeit oder der Integrität der Daten zur Folge hat, decken drei Bereiche ab: a) Identifizierung der Verletzung und Korrektur (Art. 43 Abs. 1); b) Aufzeichnung der Verletzung in einem schriftlichen Dokument (Art. 43 Abs. 2) und c) wenn nötig Meldung der Verletzung an die oder den Datenschutzbeauftragten oder an die betroffene Person (Art. 43 Abs. 3 und Art. 44).
2. Im Gesetz wird nicht verlangt, dass jeder Zwischenfall im Bereich des Datenschutzes systematisch der oder dem Datenschutzbeauftragten gemeldet werden muss. Dies gilt nur für die Zwischenfälle, mit denen ein erhöhtes Risiko für die Rechte der betroffenen Personen verbunden ist. Damit ein hohes Risiko erkannt wird, muss wahrscheinlich ein Schaden, z. B. Diebstahl, Identitätsdiebstahl oder auch Diskriminierung, eintreten. Es ist hingegen nicht notwendig, dass eine Mindestzahl von Personen betroffen ist.¹⁰ Im Gesetz wird darauf verzichtet, die Frist festzulegen, innerhalb derer die Mitteilung erfolgen muss. Diese sollte jedoch so kurz wie möglich gehalten werden. Sie sollte grundsätzlich nicht länger als 72 Stunden dauern (Vgl.: Art. 30 § 1 Richtlinie (EU) 2016/680; Art. 33 § 1 DSGVO).
3. Wenn dies aus Gründen der Transparenz erforderlich ist und/oder um den betroffenen Personen die Möglichkeit zu geben, nützliche Massnahmen zur Wahrung ihrer Interessen zu ergreifen (z. B. Änderung des Passworts, Sperrung eines Zugangs oder Kontaktaufnahme mit der Behörde), müssen die betroffenen Personen persönlich über die Verletzung benachrichtigt werden (Art. 44 Abs. 1). Im Falle von Untätigkeit des Verantwortlichen für

¹⁰ MÉTILLE / MEYER, *Annonce des violations de la sécurité des données: une nouvelle obligation de la nLPD*, in: SZW 2021 23, S. 26.

die Bearbeitung kann das Bekanntmachen von der oder vom Datenschutzbeauftragten verordnet werden (Art. 44 Abs. 4). Ausnahmsweise kann aber die Pflicht zur Meldung an die betroffenen Personen aufgeschoben oder eingeschränkt werden. Es ist auch möglich, unter den üblichen Bedingungen darauf zu verzichten (Abs. 2). Die Ausnahmegründe gelten hingegen nie für die Meldung an die Datenschutzbeauftragte oder den Datenschutzbeauftragten, wenn die Voraussetzungen für eine Meldung erfüllt sind. Für Fälle von Verstössen, die eine grosse Anzahl von Personen betreffen, ist im Entwurf die Möglichkeit einer öffentlichen Bekanntmachung in der Regel in einem Medium vorgesehen (Abs. 3). In einem solchen Fall wird dafür gesorgt, dass die betroffenen Personen die Möglichkeit haben, über eine Webseite präzisere und persönlichere Informationen zu erhalten oder es wird eine geeignete Kontaktmöglichkeit zur Verfügung gestellt.

4. Gemäss Art. 43 Abs. 4 muss jede Verletzung der Datensicherheit, die bei einem Auftragsbearbeiter auftritt, der oder dem Verantwortlichen für die Bearbeitung gemeldet werden (Ausnahmen können jedoch Bagatellfälle sein, die offensichtlich kein Risiko für die betroffene Person oder die betroffenen Personen darstellen). Wenn die für die Datenbearbeitung verantwortliche Person über eine solche Verletzung benachrichtigt wird, entscheidet sie oder er gemäss den oben genannten Regeln, ob die Verletzung der oder dem Datenschutzbeauftragten und den betroffenen Personen gemeldet werden soll.

Art. 45 Ansprechperson für Datenschutz

1. Die Pflicht, eine Ansprechperson für den Datenschutz zu ernennen, entspringt der Absicht, das Verständnis und die Anwendung des Datenschutzrechts innerhalb der kantonalen Verwaltung angesichts seines transversalen und ubiquitären Charakters zu professionalisieren.
2. Ein typisches Profil ist nicht festgelegt, zunächst scheinen Grundkenntnisse der Datenschutzgesetzgebung und ein gewisses Interesse für Fragen der Informatik unabdinglich zu sein. So kann diese Funktion von Juristen, Wirtschaftswissenschaftlern, Personen aus dem IT-Bereich oder anderen Führungskräften aus der Verwaltung besetzt werden. Aufgrund der Neuartigkeit dieses Profils wird es zu Beginn vor allem darauf ankommen, dass die benannten Personen bereit sind, sich in diesem Bereich aus- und weiterzubilden und Interesse an der Materie haben. Im Gegenzug wird es Aufgabe der Verwaltung sein, diesen Personen die Möglichkeit zu geben, sich weiterzubilden.
3. Im Gegensatz zum Vorentwurf wird im Entwurf nicht mehr vorgeschrieben, dass die Ämter Ansprechpersonen benennen müssen, sondern diese Verpflichtung auf die Ebene der Direktionen verlagert. Der Staatsrat kann jedoch weitere kantonale Organe verpflichten, eine solche Rolle bei einem Amt zu bezeichnen, wenn ein besonderer Bedarf besteht (Abs. 5). Ziel ist es, ein Kompetenzzentrum an vorderster Front aufzubauen, das in der Lage ist, die wichtigsten Datenschutzfragen innerhalb der Verwaltung zu lösen. Die bezeichneten Personen werden in einem Netzwerk zusammengeführt, in dem sie Schulungen erhalten und Wissen und Erfahrungen im Zusammenhang mit dem Datenschutz austauschen können (Abs. 4). Wenn nötig, können sie auch bei der oder dem Beauftragten um Unterstützung und Rat nachsuchen.
4. Die Ansprechpersonen übernehmen in erster Linie eine beratende und unterstützende Funktion. Sie sind keine Aufsichtsbehörde, sondern werden hauptsächlich auf Antrag der Verantwortlichen für die Bearbeitung selbst tätig oder wenn ein Fall dies erfordert (z. B., wenn sie von einer Verletzung erfahren). Doch auch wenn es gesetzlich nicht vorgeschrieben ist, hindert sie nichts daran, proaktiv zu handeln. Sie sind jedoch nie persönlich anstelle der Verantwortlichen für die Bearbeitung für die Einhaltung der Vorschriften verantwortlich. Bei all ihren Einsätzen ist ihre Rolle lediglich beratender Natur.
5. Die den Ansprechpersonen zuerkannte Autonomie (Abs. 3) ist eine notwendige Voraussetzung für die Ausübung ihrer Funktion. Um ihre Rolle effektiv erfüllen zu können, müssen diese Personen in der Lage sein, ohne hierarchische Einschränkungen oder Angst vor Nachteilen klar Stellung zu den Bearbeitungen zu beziehen, bei denen sie einschreiten.

2.5 Abschnitt 5, Aufsicht

2.5.1 Abschnitt 5.1: Aufsichtsbehörde für Datenschutz

Art. 46, Aufsichtsbehörde

Die Bezeichnung einer Aufsichtsbehörde ist eine zwingende Bedingung für ein System der Kontrolle des Datenschutzes in einer demokratischen Gesellschaft. Auf kantonaler Ebene ist diese Funktion der kantonalen Behörde für Öffentlichkeit, Datenschutz und Mediation (ÖDSMB; Aufsichtsbehörde) zugeordnet. Im Vergleich zum geltenden Gesetz wird im Entwurf darauf verzichtet, die Möglichkeit vorzusehen, dass Gemeinden ihre eigene Aufsichtsbehörde bilden können. Abgesehen davon, dass diese Möglichkeit derzeit von keiner Gemeinde genutzt wird, hat sich in der Praxis gezeigt, dass sie zahlreiche Schwierigkeiten mit sich bringt. Diese Änderung stiess bei den Gemeinden auf keinerlei Widerstand.

Art. 47, Organisation

1. Der Entwurf ändert die aktuelle Struktur der Aufsichtsbehörde teilweise. Wie heute besteht die Aufsichtsbehörde aus einer von Grossen Rat gewählten Kommission, welche den Personen, die mit der Öffentlichkeit, dem Datenschutz und der Mediation beauftragt sind, übergeordnet ist. Dieses System ermöglicht es, die Legitimität einer vom Grossen Rat gewählten Kommission mit der Professionalität und der Verfügbarkeit von Fachleuten aus den jeweiligen Bereichen zu verbinden. Es wird nicht geändert.
2. Im Vergleich mit der jetzigen Situation wird im Entwurf beantragt, die Trennung zwischen Öffentlichkeitsbeauftragter oder Öffentlichkeitsbeauftragtem und Datenschutzbeauftragter oder Datenschutzbeauftragtem aufzugeben und anstatt dessen die Stelle einer oder eines Öffentlichkeits- und Datenschutzbeauftragten zu schaffen. Von einer Lösung mit zwei Beauftragten geht man über zu einer Lösung mit nur noch einer oder einem Beauftragten, die oder der in den Bereichen der Öffentlichkeit und des Datenschutzes tätig ist. Mit der Wahl, die beiden Funktionen zu trennen, sollte ursprünglich jedem Bereich die gleiche Bedeutung zugemessen werden, obwohl sie bisweilen gegensätzlichen Interessen entsprechen. Im Grossen und Ganzen hat dieses System immer gut funktioniert, und der Staatsrat hatte nicht geplant, es zu ändern. Nach dem Weggang der ehemaligen Datenschutzbeauftragten kündigte die ÖDSMB aber an, dass sie eine neue Arbeitsweise mit einer Person, die gleichzeitig die Funktion der oder des Öffentlichkeitsbeauftragten und der oder des Datenschutzbeauftragten ausüben sollte, testen wolle, namentlich um die Effizienz der Arbeitsweise der Behörde zu erhöhen. Die derzeitige Öffentlichkeitsbeauftragte wurde dazu zur Datenschutzbeauftragten *ad interim* ernannt. Nach einer dreimonatigen Versuchsphase, erklärte die ÖDSMB, dass sie mit dieser Änderung zufrieden ist, und hat darum ersucht, sie im Rahmen der Revision des jetzigen Gesetzes dauerhaft zu verankern. Zu diesem Zweck wurden mehrere Bestimmungen des DSchG und des InfoG geändert.

Art. 48, Status

1. Die Aufsichtsbehörde geniesst innerhalb der Verwaltung einen Sonderstatus. Die Garantie der Unabhängigkeit, die ihr zuerkannt wird (Abs. 1), ist eine grundlegende Anforderung, die bereits im geltenden Gesetz (Art. 29 Abs. 3 DSG) enthalten ist und die sich generell in den schweizerischen und europäischen Datenschutzvorschriften wiederfindet (vgl. Art. 26 Abs. 3 DSG und Art. 43 Abs. des neuen DSG, Art. 42 der Richtlinie (EU) 2016/680; Art. 52 der DSGVO; Art. 15 § 5 der Übereinkommen SEV 108+). Sie setzt angemessene organisatorische Garantien für die Stellung der Aufsichtsbehörde innerhalb der Verwaltung, die Ressourcen, über die sie verfügt, und die Bezeichnung und die rechtliche Stellung der oder des Beauftragten voraus.
2. Um ihre Unabhängigkeit zu gewährleisten, ist die Aufsichtsbehörde keiner Direktion direkt unterstellt, sondern nur administrativ einer von ihnen zugeordnet (Abs. 2). Sie darf daher bei der Ausübung ihres Amtes keine Anweisungen entgegennehmen. Diese Stellung bedeutet jedoch nicht, dass die Behörde «ausserhalb des Staates» stünde, wie eine Privatperson oder eine private Organisation, und dass sie sich vollständig selbst verwalten könnte. Die Aufsichtsbehörde erfüllt ihre Aufgaben in den Räumlichkeiten und mit den Mitteln, die der Staat ihr

zur Verfügung stellt. Wie jede Verwaltungseinheit unterliegt sie den Vorschriften über die Nutzung dieser Räumlichkeiten und Mittel.

3. Der der Behörde jedes Jahr zugewiesene Haushaltsrahmen verleiht ihr eine sehr grosse Autonomie bei der Ausführung und Verwaltung des Haushalts. Sie ermöglicht es der Behörde, frei über die Verwendung der erhaltenen Mittel zu entscheiden, sofern diese mit der Erfüllung ihrer Aufgaben und/oder ihrem Betrieb in Zusammenhang stehen. Gemäss den allgemeinen Vorschriften, die für die Verwaltungseinheiten gelten, kann die Behörde Material erwerben, das sie für nützlich hält, sich für Schulungen anmelden, Sensibilisierungskampagnen zu Fragen des Datenschutzes, der Transparenz oder der Mediation finanzieren oder Stellungnahmen oder Gutachten von Fachleuten in Auftrag geben. Innerhalb des erhaltenen Finanzrahmens muss sie keine vorherige Genehmigung einholen, um eine Ausgabe zu tätigen. Die Behörde kann an der Aufstellung ihres eigenen Voranschlags mitwirken und dem Staatsrat einen Voranschlagsantrag unterbreiten. Dieser Antrag wird dann von der Person, welche die Direktion, der die Behörde administrativ zugewiesen ist, leitet, vorgelegt, die ihren Standpunkt bei der Präsentation vor dem Staatsrat geltend machen kann (vgl. Art. 61 Abs. 1 Bst. a SVOG).

Art. 49 und 50, Kantonale Öffentlichkeits-, Datenschutz- und Mediationskommission

1. Die Zusammensetzung und Organisation der kantonalen Öffentlichkeits-, Datenschutz- und Mediationskommission wird in Artikel 49 geregelt. Sie ist ein multidisziplinäres Organ, das mehrere Berufsbilder und so viele Fähigkeiten, wie sie für ein möglichst breites Verständnis der mit den Tätigkeitsbereichen der Aufsichtsbehörde zusammenhängenden Herausforderungen erforderlich sind, vereint. Die Mitglieder der Kommission werden auf Vorschlag des Staatsrats vom Grossen Rat gewählt (Abs. 1). Diese Lösung, die sich seit dem Inkrafttreten des geltenden Gesetzes bewährt hat, stellt einerseits die Unabhängigkeit der Aufsichtsbehörde gegenüber der kantonalen Exekutive und der Verwaltung, die von ihr abhängt, sicher und sorgt andererseits dafür, dass die Mitglieder vor allem aufgrund der erforderlichen Kompetenzen gewählt werden. Gegenüber der jetzigen Situation wird die Zusammensetzung der Kommission leicht geändert, um darin auch juristische, Informatik- und Datensicherheitskompetenz einzubinden (Abs. 2). Diese Zusammensetzung entspricht der derzeit bestehenden, auch wenn das Gesetz es nicht ausdrücklich vorsieht.
2. Die Befugnisse der Kommission werden in Artikel 50 geregelt. Dabei handelt es sich um die Leitungsfunktionen der Behörde, die einer stärkeren Legitimation bedürfen. Ausserdem legt die Kommission über den Staatsrat dem Grossen Rat jedes Jahr den Tätigkeitsbericht der Behörde vor. Die Möglichkeit der Aufsichtsbehörde, die Öffentlichkeit über ihre Feststellungen zu informieren, wenn das allgemeine Interesse dieses rechtfertigt, ist eine Folge ihrer Unabhängigkeit.
3. Im Entwurf ist vorgesehen, dass das Verfahren zur Ernennung der oder des Beauftragten von der Kommission in Zusammenarbeit mit der Direktion, der die Behörde zugewiesen ist, durchgeführt wird. Es ist aber Aufgabe der Kommission, eine Stellungnahme zuhanden des Staatsrats abzugeben. Diese Art der Ernennung entspricht den Anforderungen des übergeordneten Rechts, die den Mitgliedstaaten in dieser Hinsicht einen relativ grossen Ermessensspielraum belassen. Nach europäischem Recht ist es vor allem wichtig, dass das Verfahren zur Ernennung der Mitglieder der Behörde transparent ist. Dieses kann jedoch sowohl vom Parlament als auch von der Regierung, dem Staatsoberhaupt oder einer unabhängigen Stelle durchgeführt werden (vgl. Erg. zu Art. 43 Richtlinie EU/2016/680; 53 DSGVO). In der Schweiz folgt die Ernennung des oder der Beauftragten mehreren unterschiedlichen Schemata. In einigen Kantonen wird sie oder er vom Parlament auf der Grundlage eines Antrags des Staatsrats (z. B.: BE; BL; GE; GL; LU; SO), einer Kommission (AI; BS) oder direkt (VS; ZH) ernannt. In anderen Kantonen ernennt die Regierung die Beauftragte oder den Beauftragten (AG; AR; GR; NE und JU; SG; SH; TI; UR; VD, ZG).
4. Aufgrund der Zusammensetzung der Behörde, die sowohl eine Fachkommission als auch eine Beauftragte oder einen Beauftragten umfasst, unterscheidet sich die Situation in Freiburg von derjenigen in anderen Kantonen. Da die Kommission bereits vom Grossen Rat ernannt wird, erscheint es nicht schlüssig, auch die Ernennung der oder des Beauftragten, die oder der das operative Organ der Behörde ist, der Zuständigkeit des Grossen Rates zu unterstellen. In diesem Fall ist eine Ernennung durch den Staatsrat durchaus angemessen. Zum einen entspricht

diese Lösung dem europäischen Recht. Zum anderen ist dies auch die Lösung, die in fast der Hälfte der Kantone in der Schweiz zur Anwendung gelangt.

5. Letztlich bietet die vorgeschlagene Regelung viele Vorteile. Sie bietet der Kommission die volle Legitimität einer Wahl durch den Grossen Rat und garantiert der oder dem Beauftragten, dass eine unabhängige Behörde in den Auswahlprozess eingreift. Diese innerhalb der Verwaltung völlig einzigartige Regelung unterstreicht den Sonderstatus der Behörde und ihrer Mitglieder. Sie geht weit über die im europäischen Recht vorgesehene Mindestregelung hinaus. Auch im interkantonalen Vergleich gewährt sie mindestens gleich viel, wenn nicht mehr Schutz als die meisten bestehenden Regelungen.

Art. 51–54, Beauftragte/r

1. Die oder der Beauftragte ist das operative Organ der Behörde im Bereich des Datenschutzes. Damit sie oder er ihre oder seine Aufgaben effizient erfüllen kann, hat sie oder er aufgrund des Gesetzes einen besonderen Status.
2. Gemäss Artikel 51 wird die oder der Beauftragte vom Staatsrat für einen Zeitraum von fünf Jahren ernannt, der erneuert werden kann. Die Wahl einer befristeten Anstellung lehnt sich an das Bundesrecht (vgl. Art. 44 des neuen DSG) und das EU-Recht (vgl. Art. 44 Abs. 1 Bst. e der EU-Richtlinie 2016/680; Art. 54 Abs. 1 Bst. e DSGVO) an. Sie findet sich scheinbar bis heute auch bei allen Kantonen, die ihr eigenes Gesetz bereits überarbeitet haben. Sie ist das Gegenstück zur Sonderregelung, welche die Beauftragte oder den Beauftragten während der Amtszeit schützt. In Artikel 52 wird vorgesehen, dass das Arbeitsverhältnis der oder des Beauftragten während dieser Zeit nur bei grobem Fehlverhalten oder grober Fahrlässigkeit oder bei längerer Arbeitsunfähigkeit gekündigt werden kann (Abs. 3). Der Entscheid, die Beauftragte oder den Beauftragten des Amtes zu entheben, wird vom Staatsrat auf eigene Initiative oder auf Initiative der Kommission getroffen. In beiden Fällen verlangt der Staatsrat die Stellungnahme der Kommission (Abs. 4). Dieser in der Verwaltung einzigartige Status soll es der oder dem Beauftragten ermöglichen, ihre oder seine Aufgaben effizient und unabhängig zu erfüllen. Am Ende der Anstellungsperiode, d. h. alle fünf Jahre, wird das Arbeitsverhältnis der oder des Datenschutzbeauftragten grundsätzlich stillschweigend erneuert (Art. 52 Abs. 1). Der Staatsrat kann jedoch per Entscheid beschliessen, das Arbeitsverhältnis nicht zu erneuern. In diesem Fall muss er aber die Stellungnahme der Kommission einholen. Der Entscheid, dass das Arbeitsverhältnis nicht erneuert wird, muss der oder dem Beauftragten sechs Monate vor Ablauf der Amtsperiode zukommen. Dieser Entscheid muss dann mindestens sechs Monate vor Ende der Amtszeit bei der oder dem Beauftragten eintreffen. Er muss ausreichend begründet sein und kann angefochten werden. In Artikel 53 werden die Regeln festgelegt, die im Falle einer Verhinderung der oder des Beauftragten zu befolgen sind. Soweit im Entwurf oder in der dazugehörigen Ausführungsverordnung nichts Gegenteiliges vorgesehen wird, gilt die Gesetzgebung über das Staatspersonal für das Arbeitsverhältnis der oder des Beauftragten (Art. 51 Abs. 4).
3. Die Liste der Aufgaben der oder des Datenschutzbeauftragten ist in Artikel 54 aufgeführt. Die Erweiterung dieser Liste im Vergleich zum aktuellen Gesetz ist zum Teil auf die neuen Aufgaben im Bereich des Datenschutzes zurückzuführen, zum Teil aber auch auf den Wunsch, die Aufgaben zwischen der Kommission und der oder dem Beauftragten für den Datenschutz besser zu verteilen.

Art. 55, Selbstkontrolle der Aufsichtsbehörde

Mit dieser Bestimmung wird die Aufsichtsbehörde verpflichtet, mit geeigneten Kontrollmassnahmen sicherzustellen, dass bei ihrer Tätigkeit die Organisation und die Sicherheit von Personendaten sowie die Einhaltung und die richtige Anwendung der Bestimmungen im Bereich des Datenschutzes gegeben sind.

2.5.2 Abschnitt 5.2: Kontroll- und Eingriffsbefugnis der Aufsichtsbehörde

Art. 56-59, Kontrolle durch die Beauftragte oder den Beauftragten

1. Gemäss den Anforderungen des übergeordneten Rechts verstärkt der Entwurf die Eingriffsmöglichkeiten der Aufsichtsbehörde und passt sie den neuen Standards der Datenschutzgesetzgebung an.

-
2. Die Eingriffsmöglichkeiten der Aufsichtsbehörde können in zwei Kategorien aufgeteilt werden: diejenigen, die direkt der oder dem Beauftragten zur Verfügung stehen und diejenigen, für welche die Kommission zuständig ist:
 - 2.1. Die oder der Beauftragte ist die zuständige Stelle, um eine Untersuchung bei einem Verantwortlichen für die Bearbeitung oder gegenüber einer externen Auftragsbearbeiterin oder einem externen Auftragsbearbeiter durchzuführen, um zu prüfen, ob sie oder er die Bestimmungen zum Datenschutz einhält (Art. 56 Abs. 1). Sie oder er kann von Amtes wegen oder aufgrund einer Anzeige einer oder eines Dritten einschreiten. Im Rahmen der Untersuchungen verfügt die oder der Datenschutzbeauftragte über einen unbeschränkten Zugang zu allen erforderlichen Informationen zur Erfüllung ihrer oder seiner Aufgaben; sie oder er kann insbesondere die Herausgabe von Akten verlangen oder Anhörungen durchführen oder eine Inspektion vor Ort vornehmen (Abs. 2). Geheimhaltungspflichten können ihr oder ihm nicht entgegengehalten werden (Abs. 3); das Berufsgeheimnis bleibt vorbehalten. Betroffene Personen, die der Behörde eine problematische Situation melden, haben im Verfahren keine Parteistellung. Sie werden jedoch über die Folgen, die ihrer Anzeige gegeben werden, und in geeigneter Form über das Ergebnis einer etwaigen Untersuchung informiert. In besonders schweren oder hartnäckigen Fällen hat die oder der Beauftragte die Möglichkeit, eine Empfehlung auszusprechen, in der sie oder er den Verantwortlichen für die Bearbeitung auffordert, innerhalb einer bestimmten Frist für die Einhaltung der Vorschriften zu sorgen (Art. 57). Die Empfehlung muss hinreichend präzise sein, damit der Verantwortliche für die Bearbeitung versteht, was ihm vorgeworfen wird und welche Art von Massnahmen ergriffen werden müssen, um Abhilfe zu schaffen. Innerhalb der gesetzten Frist legt die Empfängerin oder der Empfänger eine Bestimmung darüber vor, welche Folge sie oder er der Empfehlung geben will. Wird die Empfehlung ganz oder teilweise abgelehnt, so kann die oder der Beauftragte die Kommission anrufen.
 - 2.2. Als ein vom Grossen Rat gewähltes Kollegialorgan ist die kantonale Öffentlichkeits-, Datenschutz- und Mediationskommission das zuständige Organ, um verbindliche Entscheide gegenüber den Verantwortlichen für die Bearbeitung zu treffen (Art. 58). Die Kommission kann nur tätig werden, um einen Entscheid zu fällen, wenn sie von der oder dem Datenschutzbeauftragten nach einer erfolglosen Empfehlung angerufen wird; Fälle einer schweren und unmittelbaren Bedrohung (Abs. 3) bleiben vorbehalten. Die Kommission kann verschiedene Massnahmen anordnen, diese reichen von der Aussetzung, der Änderung bis zur Einstellung der Bearbeitung oder bis zur Vernichtung der bereits gesammelten Daten. In ihren Entscheiden beachtet die Kommission das Prinzip der Verhältnismässigkeit. Die oder der Datenschutzbeauftragte wirkt mit beratender Stimme am Verfahren vor der Kommission mit. Sie oder er kann mit der Untersuchung des Falles beauftragt werden (Abs. 4). Die Tatsache, dass die oder der Beauftragte bereits eine Empfehlung in derselben Sache abgegeben hat, stellt keinen Befangenheitsgrund dar, der sie oder ihn daran hindert, den Fall für die Kommission zu untersuchen. Zu beachten ist, dass das Aussprechen einer Empfehlung oder eines Entscheids nie Selbstzweck ist. Wenn der Verantwortliche für die Bearbeitung das Problem im Rahmen des Verfahrens vor der oder dem Beauftragten oder vor der Kommission behebt, können beide den Fall abschreiben und auf einen Entscheid verzichten (Art. 57 Abs. 5 und 58 Abs. 5). Die Kommission hat auch die Möglichkeit, sich mit einer Verwarnung zu begnügen.
 3. Artikel 59 erinnert daran, dass sowohl die oder der Beauftragte als auch die Kommission bei ihren Interventionen die Regelungen des VRG einzuhalten haben. Neben dem ausdrücklich erwähnten Anspruch des betroffenen Organs auf rechtliches Gehör umfasst dies die Einhaltung der Grundsätze der Gesetzmässigkeit, der Gleichbehandlung, der Verhältnismässigkeit, des guten Glaubens und des Willkürverbots, das Recht auf einen ausreichend begründeten Entscheid oder die Vertretungsregeln.

Art. 60, Zusammenarbeit mit anderen Datenschutzbehörden

Die Bestimmung legt die Regeln fest, die zu befolgen sind, wenn die Aufsichtsbehörde mit anderen Datenschutzbehörden zusammenarbeitet und in diesem Rahmen Personendaten oder allenfalls Daten, die einem Geheimnis unterliegen, austauschen muss (Amtshilfe). Sie betrifft jedoch nicht die verschiedenen Formen der

informellen Zusammenarbeit, die sich nicht auf einzelne Fälle beziehen (Organisation von Veranstaltungen, Weiterbildungen, Seminare usw.).

2.6 Abschnitt 6, Übergangsbestimmungen

Art. 61, Ausführungsreglement

Die Bestimmung sieht eine Kompetenzdelegation zugunsten des Staatsrats vor, damit dieser den Entwurf in verschiedenen Aspekten ergänzt, wenn dafür Bedarf besteht.

Art. 62, Übergangsrecht

1. Der Übergang zum neuen Recht, namentlich die Verschärfung der Anforderungen an die Sicherheit bei den Verantwortlichen für die Bearbeitung kann kaum ohne eine gewisse Anpassungszeit erfolgen. Es ist auch nicht möglich, die Gesamtheit der neuen Anforderungen ausnahmslos auf alle Bearbeitungen anzuwenden, insbesondere, wenn diese zu einem Zeitpunkt angefangen haben, zu dem noch die alten Anforderungen galten. Das ist der Grund dafür, dass im Entwurf gewisse Ausnahmegewilligungen und Fristen vorgesehen werden, damit die Verantwortlichen für die Bearbeitung ihre Arbeit an die neuen Bestimmungen anpassen können.
2. Es ist eine allgemeine Frist von zwei Jahren vorgesehen, um den Verantwortlichen für die Bearbeitung die Möglichkeit zu geben, die neuen Anforderungen des DSchG zu erfüllen; die Meldungen von Verletzungen der Datensicherheit müssen der Aufsichtsbehörde oder den betroffenen Personen bereits ab Inkrafttreten des neuen Gesetzes gemacht werden (Abs. 1).
3. Sofern der Zweck der Bearbeitung unverändert bleibt und keine neue Datenerhebungen, die eine solche Abschätzung rechtfertigen könnten, stattfinden, gelten die Verpflichtungen zur Durchführung einer Datenschutz-Folgenabschätzung nicht für Bearbeitungen, die unter dem alten Recht begonnen wurden und nach dem Inkrafttreten des neuen Rechts fortbestehen (Abs. 2). Die Durchführung einer Folgenabschätzung stellt eine grosse Arbeitsbelastung dar. Von der Verwaltung zu verlangen, eine solche Verpflichtung nachzuholen, wenn die betreffenden Bearbeitungen unter anderen Vorschriften begonnen haben, wäre unfair und unverhältnismässig.
4. Eine Sonderregelung ist für Bearbeitungen vorgesehen, die unter dem alten Recht begonnen haben und zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des neuen Gesetzes beendet sind (Abs. 3). Sie werden weiterhin den Anforderungen des DSchG von 1994 unterliegen. Sofern es technisch machbar ist, dürfen sich die betroffenen Personen hingegen ab dem Inkrafttreten des Gesetzes auf die neuen Rechte in Abschnitt 3 des Gesetzes berufen (erweitertes Auskunftsrecht, Widerspruchsrecht).
5. Um gemäss der Richtlinie (EU) 2016/680, die für die Schweiz ab dem 1. August 2018 verbindlich ist (s. BBI 2017 6565, S. 6783), zu handeln, müssen die Verantwortlichen für die Bearbeitung, für welche die Richtlinie gilt, alles daransetzen, sicherzustellen, dass sie mit dem Inkrafttreten des neuen Gesetzes der Pflicht, die betroffene Person über die Erhebung ihrer Daten zu informieren, und den Verpflichtungen im Zusammenhang mit der Umsetzung des Gesetzes gemäss Abschnitt 4 des Entwurfs nachkommen (Abs. 4).

Art. 63, Anpassung der Gesetzgebung

Artikel 5 des Entwurfs ändert teilweise die Anforderungen an die Art und Weise, wie gesetzliche Grundlagen zum Datenschutz zu verfassen sind. Artikel 63 räumt den Direktionen eine Frist von zwei Jahren ab Inkrafttreten des neuen Gesetzes ein, um allfällige Anpassungen in ihrem Gesetzesportfolio vorzunehmen. Ursprünglich war eine Frist von einem Jahr vorgesehen. Die Rückmeldungen bei der Vernehmlassung haben aber gezeigt, dass diese Frist nicht lange genug war, namentlich angesichts der Langsamkeit des Gesetzgebungsverfahrens.

Art. 64, Dienstverhältnis der oder des Beauftragten

Da die Funktionen der oder des Öffentlichkeitsbeauftragten und der oder des Datenschutzbeauftragten zusammengelegt werden (s. Kommentar zu Art. 47) und zu einer befristeten Anstellung (s. Kommentar zu Art. 51) übergegangen wird, muss das Dienstverhältnis der oder des Beauftragten angepasst werden. Auch wenn der Wechsel von einem unbefristeten Vertrag zu einem befristeten Vertrag für die amtierende Person auf den ersten Blick ungünstiger scheint, gibt es für sie tatsächlich keine Verschlechterung. Die oder der Beauftragte kommt in den Genuss eines erhöhten Schutzes während der Dauer des Dienstverhältnisses (fünf Jahre) und fällt alle fünf Jahre in

ein Verhältnis zurück, das ungefähr dem für alle Staatsangestellten geltenden entspricht, aber mehr Schutz bietet. Der Entscheid, den Auftrag der oder des Beauftragten nicht zu erneuern, muss sich auf triftige Gründe stützen und der oder dem Beauftragten sechs Monate vor Ablauf seines Auftrags zukommen; ausserdem braucht es dazu unbedingt die Stellungnahme der Kommission (s. Art. 52 Abs. 1). Zudem wird der Staatsrat dafür sorgen, dass im Ausführungsreglement eine Bestimmung aufgenommen wird, in der das Gehalt der oder des Beauftragten bei Krankheit und Unfall während des Dienstverhältnisses sichergestellt wird; das Gehalt wird in der Schutzfrist von 730 Tagen gemäss Gesetzgebung über das Staatspersonals weitergezahlt (s. Art. 110 Abs. 4 StPG).

2.7 Änderung anderer Gesetze

2.7.1 Anpassung des StatG

Die Änderungen an den Artikeln 5 Abs. 1 und 16 Abs. 2 und 3 haben im Wesentlichen zum Ziel, auf die neue Version des Gesetzes über den Datenschutz, das vom Grossen Rat verabschiedet wird, zu verweisen. Im Entwurf wird aber beantragt, dass ein Schreibfehler, der sich in Artikel 16 Abs. 3 eingeschlichen hat, korrigiert werden soll. Nicht der Zugang zu den Daten, sondern deren Veröffentlichung ist verboten, wenn sie eine Identifikation oder einen Rückschluss auf die persönliche Situation einzelner Personen erlauben. Dass es sich um einen Schreibfehler handelt, geht sehr klar aus der Botschaft des Staatsrats vom 25. Oktober 2005, die den Entwurf des Gesetzes über die kantonale Statistik begleitete, hervor¹¹.

2.7.2 Anpassung des SVOG

Auf Ersuchen der ÖDSMB und nach dem Vorbild des Bundes (vgl. Art. 57h und 57hbis RVOG) wird im Entwurf vorgeschlagen, im SVOG einen neuen Artikel 58a einzuführen, der es den Verwaltungsorganen ermöglicht, ein Geschäftsverwaltungssystem zu führen, das Personendaten, einschliesslich besonders schützenswerter Daten, enthalten kann. Diese Bestimmung soll nicht die verschiedenen Regeln ersetzen, die für die Datenverarbeitung in der Spezialgesetzgebung gefordert werden, sondern eine Rechtsgrundlage für die Aufzeichnung und Speicherung von Daten bieten, die auf der elektronischen Infrastruktur der Verwaltung erhoben werden.

2.7.3 Anpassung des JG

Art. 46a und 71a

1. Im Entwurf wird die Einführung einer Ansprechperson für Datenschutz beim Kantonsgericht (Art. 46a) und bei der Staatsanwaltschaft (71a) vorgesehen.
2. Diese zwei Einheiten fallen unter die Richtlinie (EU) 2016/680 über den Datenschutz im Bereich der Polizei und der Justiz. Diese Richtlinien stellt für die Schweiz eine Entwicklung des Schengen-Besitzstands dar (s. § 1.3.2.2). Gemäss Artikel 32 der Richtlinie muss eine Ansprechperson für Datenschutz bezeichnet werden. Die zu bezeichnende Person muss genügende Kenntnisse der Gesetzgebung über den Datenschutz und eine Stellung, die sicherstellt, dass ihre Stellungnahmen beachtet werden, haben. Wie in Artikel 45 DSchG muss die Ansprechperson für Datenschutz in der Lage sein, ihr Amt selbständig auszuüben. Sie ist jedoch nicht befugt, sich in eine laufende richterliche Angelegenheit einzumischen. Das Amt der Ansprechperson für Datenschutz kann mit einem anderen Amt im Dienst der betreffenden Einheiten kumuliert werden.

Art. 140

Die Änderung von Artikel 140 Abs. 1 Bst. B nimmt eine Anpassung der neuen Gesetzgebung über Informationssicherheit vorweg. Die Änderung von Artikel 140 Abs. 1 Bst. c stellt eine kosmetische Änderung des Gesetzes dar. Sie hätte im Prinzip zum Zeitpunkt des Erlasses des ArchG eingeführt werden müssen.

2.7.4 Anpassung des GG

Artikel 102a übernimmt Artikel 58a SVOG für die Gemeinden.

¹¹ TGR 2006 S. 13.

2.7.5 Anpassung des VRG

Art. 66a

Ohne den Ermessensspielraum der Behörde zu ersetzen, können die Algorithmen manchmal als Entscheidungshilfe in einem Verfahren dienen. Aus Gründen der Transparenz und Loyalität wird in Artikel 66a vorgesehen, dass der Einsatz dieser Art von Werkzeugen systematisch im getroffenen Entscheid erwähnt werden muss und es dem Adressaten des Entscheids ermöglicht wird, angemessene Informationen über deren Funktionsweise zu erhalten.

Art. A-4a

1. Im Vergleich zum Vorentwurf wurde die Bestimmung über automatisierte Einzelentscheide vom DSchG ins VRG verschoben. Der Grund dafür ist, dass es sich hierbei in erster Linie um eine Verfahrensregel handelt. Der Kanton ist jedoch nur für das Verwaltungsverfahren zuständig. Zivil- und Strafverfahren fallen dagegen in die ausschliessliche Zuständigkeit des Bundes, der diese Materie umfassend in der Zivilprozessordnung vom 19. Dezember 2008 (ZPO; SR 272) und der Strafprozessordnung vom 5. Oktober 2007 (StPO; SR 312.0) geregelt hat. Eine kantonale Verfahrensregel – selbst wenn sie im DSchG steht – kann sich daher nicht auf diese beiden Verfahrensarten auswirken. Da das Kantonsgericht zum jetzigen Zeitpunkt die Verwendung von automatisierten Einzelentscheiden in Gerichtsverfahren ausschliesst und keine Nützlichkeit einer solchen Vorschrift, die für es gilt, sieht¹², wurde die Bestimmung in Anhang I über das elektronische Verfahren platziert, da dieser Anhang nur für Verwaltungsbehörden der ersten Instanz gilt.
2. Die Besonderheit automatisierter Einzelentscheide besteht darin, dass sie ausschliesslich auf der Grundlage einer automatisierten Datenverarbeitung getroffen werden. Es gibt also keinen Menschen, der an der Entscheidungsfindung teilnimmt. Die Bereiche, die sich für diese Art von Entscheiden eignen, sind jedoch bis heute noch sehr begrenzt, da nur sehr kurze und rudimentäre Subsumtionsoperationen von einer Maschine durchgeführt werden können. Trotz allem besteht ein gewisses Potenzial im Bereich der Massenverwaltung, wenn regelmässig Tausende relativ ähnliche Entscheide auf der Grundlage einfacher Rechenoperationen getroffen werden. Zum Beispiel können Ordnungsbussen für Geschwindigkeitsüberschreitungen eines Tages sicher vollautomatisch ausgestellt werden. Schliesslich ist auch denkbar, dass bestimmte wenig komplexe Genehmigungen in Zukunft auf diese Weise erteilt werden können.
3. Da die Algorithmen, die diesen Entscheiden zugrunde liegen, nicht unfehlbar sind und sich irren können, ist es wichtig, dieses Risiko durch geeignete Verfahrensgarantien auszugleichen. Ein Einzelentscheid, der ausschliesslich auf der Grundlage einer automatisierten Datenbearbeitung getroffen wird, muss zwingend durch einen ausdrücklichen Hinweis als solcher dargestellt werden (Abs. 1). Auf Anfrage des Adressaten des Entscheids muss die Verwaltung ihm ausserdem die Logik und die Kriterien der Bearbeitung, die zum Entscheid führte, mitteilen. Diese Garantie ist erforderlich, um es der betroffenen Person zu ermöglichen, die Richtigkeit des Entscheids zu bewerten, bevor er gegebenenfalls angefochten wird. Eine schnelle und kostenlose aussergerichtliche Überprüfung von Bearbeitungsvorgängen im Zusammenhang mit einem automatisierten Entscheid kann beantragt werden, wenn klar ersichtlich ist, dass der Entscheid mit einem offensichtlichen, nicht rechtlichen Mangel behaftet ist, der vollständig der Maschine zuzuschreiben ist. Aus verfahrensrechtlicher Sicht gelten für den Antrag auf Überprüfung die gleichen Regeln wie bei einer Einsprache nach Art. 103 VRG. Eine Überprüfung kann jedoch nicht beantragt werden, wenn die Behörde nicht verpflichtet ist, eine Partei vor ihrem Entscheid anzuhören. Die Vorschrift verweist auf Artikel 58 VRG.

2.7.6 Anpassung des VidG

Die Installation eines flächendeckenden Überwachungssystems, das grosse Teile des öffentlichen Grunds abdeckt, stellt einen schweren Eingriff in die Rechte und Freiheiten der betroffenen Personen dar. Das ist der Grund dafür, dass, nebst anderen Bedingungen, in jedem Fall eine Datenschutz-Folgenabschätzung gemäss den Artikeln 41 und 42 des DSchG-Entwurfs erforderlich ist (Art. 4 Abs. 3 und 5 Abs. 1 Bst. c). Das Gesetz definiert nicht, ab wann ein Überwachungssystem grosse Teile des öffentlichen Bereichs erfasst. Die Regelung wird jedoch aus Artikel 22 Abs. 2

¹² Vgl. Stellungnahme des Kantonsgerichts vom 17. Mai 2022 als Antwort auf eine Frage.

Bst. *b* des neuen DSG übernommen, so dass zur Beantwortung dieser Frage die Kommentare und die Rechtsprechung zu dieser Bestimmung herangezogen werden können.

2.7.7 Anpassung des InfoG

Art. 33 und 39

Die Änderungen an Artikel 33 Abs. 1 und 2 und 39 sind eine Folge der Zusammenlegung der Funktionen der oder des Öffentlichkeitsbeauftragte und der oder des Datenschutzbeauftragten.

Art. 40

Die Änderung von Absatz 1 Bst. *b* ist eine Folge der Zusammenlegung der Funktionen der oder des Öffentlichkeitsbeauftragten und der oder des Datenschutzbeauftragten. Dies ist auch bei der Streichung von Absatz 1 Bst. *b*^{bis} der Fall, da die Frage der Ernennung und des Status des oder der Beauftragten bereits im DSchG geregelt ist.

Art. 41

Absatz 1 wird aufgehoben, denn die Frage der Anstellung der oder des Datenschutz- und Öffentlichkeitsbeauftragten wird im DSchG geregelt. Absatz 2 wird in der Folge angepasst.

Art. 42a

S. Kommentar zu Artikel 64 DSchG.

2.7.8 Anpassung des MedG

Art. 5, 6 Abs. 2 Bst. *b*, 8 und 9

Immer mit dem Ziel, die rechtliche Regelung für die drei Mitglieder der ÖDSMB zu vereinheitlichen, werden die Artikel 5 und 6 Abs. 2 Bst. *b* geändert und die Artikel 8 und 9 gestrichen, da sich ihr Inhalt bereits in der Regelung für die Öffentlichkeits- und Datenschutzbeauftragte oder den Öffentlichkeits- und Datenschutzbeauftragten wiederfindet.

Art. 27

S. Kommentar zu Artikel 64 DSchG.

2.7.9 Anpassung des E-GovG

Art. 30

Siehe Kommentar zu Artikel 19 Abs. 2 und 3 DSchG.

Art. 35-35b

1. Der Übergang zum E-Government ist ein komplexer Prozess, der manchmal Lernphasen erfordert, bevor man sich endgültig für die gewünschte Lösung entscheidet¹³. Diese Lernphasen können es erforderlich machen, vorübergehend von einer bestehenden Regelung abzuweichen, bevor gegebenenfalls ihre Aufhebung oder endgültige Änderung vorgeschlagen wird. Nach dem geltenden Recht erlaubt ein Pilotprojekt lediglich eine Ausnahme von der Verpflichtung, sich auf eine gesetzliche Grundlage im formellen Sinne zu stützen, um besonders schützenswerte Personendaten zu bearbeiten. Mit der vorgeschlagenen Änderung wird es künftig möglich sein, vorübergehend von anderen Arten von Normen abzuweichen, wenn diese Verweise auf einen analogen Gegenstand oder ein analoges Verfahren enthalten, die ein Hindernis für die Digitalisierung darstellen könnten.
2. Die Durchführung eines Pilotprojekts unterliegt strengen inhaltlichen und formalen Bedingungen, die auf die Artikel 35-35b aufgeteilt werden. Inhaltlich muss ein Pilotprojekt notwendigerweise der Erfüllung öffentlicher Aufgaben dienen oder ein ausgewiesenes öffentliches Interesse verfolgen, die Sicherheit von Personen muss durch geeignete Massnahmen gewährleistet werden, und es muss ein anerkannter Experimentierbedarf bestehen, der die Durchführung eines Pilotprojekts vor der Verabschiedung der endgültigen gesetzlichen Grundlagen

¹³ MONTAVON Michael, *De la planification à la codification de la cyberadministration*, in: SJZ/RSJ 16-17/2022 803-812.

rechtfertigt. Formal muss ein Pilotprojekt einem klar festgelegten Protokoll folgen, das aus mehreren Schritten besteht. Es sollte grundsätzlich nicht länger als fünf Jahre dauern und erfordert zwingend die vorherige Erstellung eines umfassenden Dossiers, einen Evaluierungsbericht am Ende der Pilotphase und die Beteiligung verschiedener Akteure in den verschiedenen Phasen des Projektverlaufs. Vor allem aber muss ein Pilotprojekt mit einer (experimentellen) Verordnung vorgesehen werden, deren Dauer und Anwendungsbereich begrenzt sind, um eine ausreichende Publizität und Betreuung des Projekts zu gewährleisten. Erst nach Abschluss des Pilotprojekts wird dem Grossen Rat allenfalls schliesslich ein Gesetzesentwurf vorgelegt. Der Vorteil dieses Verfahrens ist, dass es die Sicherheit und Genauigkeit des Gesetzes erhöht, da die vorgeschlagenen Normen empirisch und nicht nur auf der Grundlage von Annahmen entwickelt werden konnten. Deren Qualität wird dadurch gesteigert.

3. Artikel 35 Abs. 3 enthält einen ausdrücklichen Verweis auf Artikel 22 DSchG, der sich mit Pilotprojekten befasst, welche die Bearbeitung besonders schützenswerter Personendaten, die Durchführung von Profiling-Aktivitäten oder andere Arten der Bearbeitung, die ein hohes Risiko für die Rechte der betroffenen Personen darstellen können, beinhalten (Abs. 6). Es geht also darum, diese beiden Bestimmungen zu koordinieren. Für diese Projektkategorie gelten die allgemeinen Regelungen des E-GovG, die für alle Pilotprojekte gelten, und die zusätzlichen Regelungen des DSchG, die für Pilotprojekte gelten, die sich mit besonderen Datenbearbeitungen befassen. Konkret beziehen sich diese zusätzlichen Regelungen auf die Einbeziehung der ÖDSMB in die verschiedenen Phasen des Projekts.
4. Die Verwaltung greift bei der Erfüllung bestimmter Aufgaben manchmal auf Dritte zurück. Dies kann auch im Bereich des E-Government der Fall sein, wo öffentlich-private Partnerschaften geeignete Lösungen darstellen können. Gemäss Artikel 54 der KV muss jedoch jede Übertragung öffentlicher Aufgaben an Dritte in einem Gesetz vorgesehen werden. Sollte die Durchführung eines Pilotprojekts die Inanspruchnahme von Dritten erfordern, so würde Artikel 35b Abs. 2 während der gesamten Dauer des Pilotprojekts, aber nicht darüber hinaus, die erforderliche gesetzliche Grundlage bilden (Abs. 1).
5. Gemäss Artikel 35b Abs. 2 wird die Möglichkeit, einen Pilotversuch durchzuführen, auf die Gemeinden, in ihren Zuständigkeitsbereichen, ausgeweitet.

2.7.10 Anpassung des SchG

Artikel 43 Abs. 3a bildet die gesetzliche Grundlage für die Übermittlung bestimmter Daten von Schülerinnen und Schülern, Lehrkräften und Verwaltungspersonal an die Föderation der Identitätsdienste im Bildungsraum Schweiz (Edulog), um insbesondere auf Online-Lehrmittel zugreifen zu können. Edulog verwendet die AHVN13 ausschliesslich zur Föderierung und Deföderierung einer Identität. Ein technischer Identifikator wird nach dem Zufallsprinzip zugewiesen, und die AHVN wird nie registriert.

Mit der Änderung von Artikel 43 Abs. 4 wird allein das Ziel verfolgt, auf die neue Version des Gesetzes, die vom Grossen Rat verabschiedet wird, zu verweisen.

2.7.11 Anpassung des MSG

Gleicher Kommentar wie beim SchG zur Änderung von Artikel 43.

2.7.12 Anpassung des FHG

Das Softwarepaket SAP (im Folgenden: das integrierte Finanzmanagementsystem) wird von den Dienststellen und Anstalten des Staates seit vielen Jahren eingesetzt. Haushaltsführung und Buchhaltung laufen grundsätzlich über dieses Tool, das den verschiedenen Verwaltungseinheiten von der Finanzverwaltung zur Verfügung gestellt wird. Die Nutzung dieses Systems verläuft zur vollen Zufriedenheit. Um den Anforderungen des Datenschutzes zu genügen (Erfordernis einer formellen gesetzlichen Grundlage), verankert der vorliegende Entwurf die Verwendung eines solchen Softwarepakets in der Gesetzgebung über den Finanzhaushalt des Staates.

Kapitel 6a

Die Bestimmungen über das integrierte Finanzmanagementsystem sollen in einem neuen Unterkapitel 6a des FHG eingefügt werden, im Anschluss an die organisatorischen Bestimmungen. Die drei Artikel dieses Unterkapitels enthalten die grundlegenden datenschutzrechtlich erforderlichen Bestimmungen. Darin wird angegeben, welche Kategorien von Daten bearbeitet werden, zu welchem Zweck und nach welchen besonderen Modalitäten. Sie beschreiben auch, wie und unter welchen Voraussetzungen auf das integrierte Finanzmanagementsystem zugegriffen werden kann. Hinsichtlich der Aufteilung der Verantwortlichkeiten und der zu treffenden Sicherheitsmassnahmen verweist der Gesetzesentwurf auf die Ausführungsbestimmungen.

Art. 47a

1. Diese Bestimmung beschreibt den Verwendungszweck des integrierten Finanzmanagementsystems für die Dienststellen und Anstalten des Staates sowie den Inhalt dieses Informationssystems.
2. Der Zweck wird in Absatz 1 beschrieben. Es geht dabei um die Haushaltsführung und die operative Führung sowie um die Finanzplanung und die Budgetkontrolle.
3. Die Angabe der Zwecke, die mit der Nutzung des integrierten Finanzmanagementsystems verfolgt werden, ist abschliessend und entspricht der aktuellen Praxis. Mit der Verwendung des Ausdrucks «namentlich» im Gesetzesentwurf soll lediglich ein unnötig schwerfälliges Verfahren vermieden werden für den unwahrscheinlichen Fall, dass die Liste in Zukunft durch eine damit zusammenhängende neue Aufgabe ergänzt werden müsste, die derzeit nicht in Betracht gezogen wird.
4. Absatz 2 legt die Kategorien von Daten fest, die mithilfe des integrierten Finanzmanagementsystems bearbeitet werden. Es handelt sich um folgende Elemente:
 - a) Identität und Adresse der natürlichen und juristischen Personen, die finanzielle Beziehungen zum Staat unterhalten;
 - b) Angaben zu Finanzinformationen der natürlichen und juristischen Personen nach Buchstabe a) und über ihre Finanztransaktionen mit dem Staat.
5. Die Identität der natürlichen Personen umfasst Informationen über Namen, Vornamen, Adressen, Kontaktdaten, Geburts- und gegebenenfalls Todesdatum, Nationalität, Heimatort, Geschlecht, AHV-Nummer, Korrespondenzsprache, Bankverbindungsdaten (IBAN), AHV-Nummer, kantonaler Personenidentifikator (KPI) und weitere Identifikatoren, die für die Verwaltung des Dossiers der betroffenen Person in finanzieller Hinsicht erforderlich sind (Symic [im Migrationswesen verwendete Nummer], PID Gelan [Persönliche Nummer des Bewirtschafters in der EDV-Gesamtlösung Landwirtschaft und Natur], RegEdu-Nr. [im Bildungswesen verwendete Nummer], usw.
6. Die Identität juristischer Personen umfasst die Daten über den Namen, die Rechtsform, die Adresse, die Kontaktdaten, das Datum der Gründung und gegebenenfalls der Liquidation, die Korrespondenzsprache, die Bankverbindung (IBAN), die Mehrwertsteuer-, UID- (Unternehmensidentifikationsnummer), BUR- (Betriebs- und Unternehmensregister) und KPI-Nummer sowie weitere Identifikatoren, die für die Verwaltung des Dossiers der betreffenden juristischen Person in finanzieller Hinsicht erforderlich sind.
7. Auch hier soll mit dem Ausdruck «namentlich» das Verfahren nicht unnötig schwerfällig gemacht werden, falls es in Zukunft hypothetisch notwendig sein sollte, die Liste der Kategorien von bearbeiteten Daten zu ergänzen. Zurzeit werden nur die Daten der zwei im Entwurf genannten Kategorien im Finanzmanagementsystem bearbeitet.
8. In Übereinstimmung mit dem Datenschutzrecht wird in Absatz 3 erwähnt, dass mit dem integrierten Finanzmanagementsystem besonders schützenswerte Personendaten bearbeitet werden können. Einige Dienststellen und Anstalten des Staates, die die Software für ihre Rechnungsstellung verwenden, sind in «sensiblen» Bereichen im datenschutzrechtlichen Sinne tätig, wie etwa in den Bereichen Polizei, Sozialwesen usw. Absatz 3 verleiht solchen Datenbearbeitungen eine formelle gesetzliche Grundlage. In diesem Zusammenhang ist es wichtig zu erwähnen, dass die technischen und organisatorischen Massnahmen zur

Gewährleistung der Sicherheit der Datenverarbeitung bereits ergriffen wurden. Das System ist nämlich «siloartig» aufgebaut, so dass jede Benutzerin oder jeder Benutzer nur Zugang zu den Daten hat, die sie oder ihn betreffen und die sie oder er für die Ausübung ihrer oder seiner Aufgaben benötigt. In diesem Zusammenhang stellt Absatz 3 klar, dass die Verarbeitung sensibler Daten durch das integrierte Finanzmanagementsystem nur dann zulässig ist, wenn die Erfüllung der in Absatz 1 genannten «finanziellen» Aufgaben davon abhängt.

Artikel 47b

1. In Absatz 1 wird angegeben, welche Organe das integrierte Finanzmanagementsystem nutzen können. Es sind dies hauptsächlich die Verwaltungseinheiten des Staats, das heisst die Dienststellen und Anstalten. Diese Stellen können das integrierte Finanzmanagementsystem nutzen, müssen aber nicht. In der Praxis sind allerdings nur wenige Einheiten berechtigt, das System nicht für ihre Buchhaltung zu verwenden, so etwa beispielsweise die Hochschulen und Universitäten. Was die Gemeinden betrifft, so können sie insofern Zugriff auf das integrierte Finanzmanagementsystem haben, als sie ihr Kontokorrent über Platcom (Kommunikationsplattform zwischen Staat und Gemeinden) einsehen können müssen. Dazu ist zu sagen, dass die Gemeinden nur Zugang zu Daten haben, die sie im Zusammenhang mit ihrer Haushaltsführung und Buchhaltung direkt betreffen.
2. Die Absätze 2 und 3 spezifizieren den Datenfluss: Die Dienststellen und Anstalten nutzen das integrierte Finanzmanagementsystem für ihre Buchhaltung und Rechnungsstellung sowie für die Transaktionen im Zusammenhang mit der Finanzplanung und dem Voranschlagsverfahren. Die Finanzverwaltung kann im Rahmen der ihr durch die Gesetzgebung über den Finanzhaushalt des Staates übertragenen Befugnisse (Zahlungseingang von Rechnungen und Zahlungsausstände/Finanzplanung und Voranschlagsverfahren) auf alle in der Software enthaltenen Daten zugreifen. Für Abteilungen, die besonders sensible Personendaten bearbeiten, werden besondere Massnahmen getroffen.
3. In Übereinstimmung mit den datenschutzrechtlichen Vorgaben wird in Absatz 4 die Möglichkeit, das integrierte Finanzmanagementsystem mit anderen Informationssystemen zu verknüpfen, gesetzlich verankert. Es ist nicht sinnvoll, die betreffenden Systeme aufzuzählen und im Gesetz festzuschreiben. Der Bereich ist nämlich ausgesprochen entwicklungsfreudig, und es wäre nicht effizient, das FHG bei jeder neuen Schnittstelle oder bei jeder Aufhebung einer bestehenden Schnittstelle ändern zu müssen. Um das Risiko eines Missbrauchs auszuschliessen, ist Absatz 4 restriktiv formuliert. Die Verknüpfungen müssen dem in der Datenschutzgesetzgebung verankerten Grundsatz der Zweckbindung entsprechen und sind nur zwecks staatlicher Haushaltsführung und Buchhaltung erlaubt.
4. Das integrierte Finanzmanagementsystem verfügt bereits heute über Schnittstellen zu anderen Informationssystemen, wie z.B. zum Schulverwaltungs-Informationssystem (HAE), zu egov oder auch e-kogu (System, das im Bereich der ausserkantonalen Spitalaufenthalte eingesetzt wird). Es wird demnächst mit dem Kantonalen Bezugssystem über die Plattform Fripers (Plattform des kantonalen Einwohnerregisters) verbunden, gemäss dem Verfahren und den Modalitäten nach den Bestimmungen über das Kantonale Bezugssystem.
5. Nach Absatz 5 kann über ein Abrufverfahren auf die Daten des integrierten Finanzmanagementsystem zugegriffen werden. Für diese Art von Zugriff gelten datenschutzrechtliche Sonderregeln, das heisst er muss mit einem Benutzerreglement formalisiert werden, insbesondere mit der Bestimmung, wer Zugriff auf welche Daten hat, und Angaben zur Abfragehäufigkeit, zum Authentifikationsverfahren, zu den weiteren Sicherheitsmassnahmen sowie zu den Kontrollmassnahmen (Art. 21 Abs. 3 des Reglements vom 29. Juni 1999 über die Sicherheit der Personendaten; SGF 17.15). Wie für die Datenverknüpfung muss der Bearbeitungszweck in Übereinstimmung mit der Finanzhaushaltsgesetzgebung stehen.
6. Absatz 6 regelt die Datenweitergabe an andere Behörden oder Dritte. Für eine solche Datenbearbeitung gelten dieselben Vorgaben wie für die Datenverknüpfung oder das Abrufverfahren. Sie ist nur für die im FHR genannten Daten und für einen gesetzeskonformen Zweck zulässig. In Betracht kommt dabei beispielsweise die Übermittlung von Daten über die Erhebung von Grundbuchgebühren an Gemeinden, um ihnen die Erhebung von Gemeinde-Zusatzabgaben zu ermöglichen, oder von Daten, die es für die Erhebung der Hundesteuer braucht. Die Nutzerinnen und Nutzer können sich auf keinen Fall auf diese Bestimmung berufen, um Daten zu einem

Zweck an Dritte weiterzugeben, der nicht mit der Finanzverwaltung und Buchhaltung des Staates in Verbindung steht.

Artikel 47c

1. Um der Weiterentwicklung der Informatiksicherheit Rechnung zu tragen, überträgt der Gesetzesentwurf dem Staatsrat die Kompetenz, die organisatorischen und technischen Sicherheitsmassnahmen festzulegen, die zur Gewährleistung der Sicherheit der Daten bei der Nutzung des integrierten Finanzmanagementsystems ergriffen werden müssen.
2. Wie schon erwähnt, wird das integrierte Finanzmanagementsystem den Dienststellen und Anstalten des Staates von der Finanzverwaltung zur Verfügung gestellt. Demnach wird dieses Tool von sehr vielen Einheiten genutzt werden. Es ist wichtig, dass die Verantwortlichkeiten der verschiedenen Beteiligten klar festgelegt werden. Da es sich in diesem Fall um eine hauptsächlich organisatorische Frage handelt, überträgt der Entwurf dem Staatsrat auch die Aufgabe, die Verantwortlichkeiten zwischen den verschiedenen betroffenen Stellen aufzuteilen.
3. Der Entwurf präzisiert jedoch, dass die Einzelheiten der umzusetzenden Sicherheitsmassnahmen und der Aufteilung der Verantwortlichkeiten in Vereinbarungen zwischen der Finanzverwaltung und den das integrierte Finanzmanagementsystem nutzenden Stellen geregelt werden können und die Vereinbarungen gegebenenfalls an die kantonale Behörde für Öffentlichkeit, Datenschutz und Mediation weitergeleitet werden müssen, damit diese entsprechend darüber informiert ist.

2.7.13 Anpassung des GesG

Gemäss der Änderung an Artikel 60 Abs. 3 des GesG darf der Zugang zu den eigenen Personendaten im Gesundheitsbereich nicht mehr an die Bedingung der Anwesenheit einer Fachperson aus dem Gesundheitswesen geknüpft werden; diese Art des Zugangs kann der betroffenen Person nur vorgeschlagen werden. Diese Änderung geht in die Richtung eines grösseren Respekts vor der Autonomie der betroffenen Person und ihres Rechts auf informationelle Selbstbestimmung.

3 Liste der wichtigsten Abkürzungen

—

3.1 Erlasse

Alte EU-Richtlinie 95/46/CE: Richtlinie 95/46/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 24. Oktober 1995 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr
Übereinkommen SEV Nr. 108: Übereinkommen des Europarats zum Schutz des Menschen bei der automatischen Verarbeitung personenbezogener Daten vom 28. Januar 1981 (SR 0.235.1)

ArchG: Gesetz vom 10. September 2015 über die Archivierung und das Staatsarchiv (SGF 17.6)

BGÖ: Bundesgesetz vom 17. Dezember 2004 über das Öffentlichkeitsprinzip in der Verwaltung (SR 152.3)

BGSA: Bundesgesetz vom 17. Juni 2005 über Massnahmen zur Bekämpfung der Schwarzarbeit (SGF 822.41)

BStatG: Bundesstatistikgesetz vom 9. Oktober 1992 (SR 431.01)

DSchG: Gesetz vom 25. November 1994 über den Datenschutz (SGF 17.1)

DSG, 1. Änderung: Änderung des Bundesgesetzes über den Datenschutz vom 24. März 2006 (AS 2007 4983)

DSG, 2. Änderung: Bundesgesetzes über die Umsetzung des Rahmenbeschlusses 2008/977 /JI über den Schutz von Personendaten im Rahmen der polizeilichen und justiziellen Zusammenarbeit in Strafsachen (AS 2010 3387)

DSG: Bundesgesetz vom 19. Juni 1992 über den Datenschutz (SR 235.1)

DSGVO: Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr sowie zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG (Datenschutzgrundverordnung, DSGVO)

E-GovG: E-Government-Gesetz vom 18. Dezember 2020 (SGF 184.1)

EKG: Gesetz vom 23. Mai 1986 über die Einwohnerkontrolle (SGF 114.21.1)

EU-Rahmenbeschluss 2008/977/JAI: Rahmenbeschluss (EU) 2008/977/JAI über den Schutz personenbezogener Daten, die im Rahmen der polizeilichen und justiziellen Zusammenarbeit in Strafsachen verarbeitet werden vom 27. November 2008 (Amtsblatt der Europäischen Union (L 350/60))

EU-Richtlinie 2016/680: Richtlinie (EU) 2016/680 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2017 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten durch die zuständigen Behörden zum Zwecke der Verhütung, Ermittlung, Aufdeckung oder Verfolgung von Straftaten oder der Strafvollstreckung sowie zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung des Rahmenbeschlusses 2008/977/JI des Rates

FHG: Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (SGF 610.1)

FKBG: Gesetz vom 22. November 1988 über die Freiburger Kantonalbank (SGF 961.1)

GesG: Gesundheitsgesetz vom 16. November 1999 (SGF 821.0.1)

GG: Gesetz vom 25. September 1980 über die Gemeinden (SGF 140.1)

HGG: Gesetz vom 16. September 1986 über die Haftung der Gemeinwesen und ihrer Amtsträger (SGF 16.1)

InfoG: Gesetz vom 9. September 2009 über die Information und den Zugang zu Dokumenten (SGF 17.5)

ISR: Reglement über Informationssicherheit (in Vorbereitung)

JG: Justizgesetz vom 31. Mai 2010 (SGF 130.1)

KSG: Gesetz vom 26. September 1990 über die Beziehungen zwischen den Kirchen und dem Staat (SGF 190.1)

LSR: Bundesgesetz vom 16. Dezember 2005 über die Zulassung und Beaufsichtigung der Revisorinnen und Revisoren (SR 221.302)

MedG: Gesetz vom 25. Juni 2015 über die Mediation für Verwaltungsangelegenheiten (SGF 181.1)

MSG: Gesetz vom 11. Dezember 2018 über den Mittelschulunterricht (SGF 412.0.1)

Neues DSG: Neues Bundesgesetz vom 25. September 2020 über den Datenschutz (BBI 2020 7397; geplantes Inkrafttreten im September 2023)

RAG: Bundesgesetz vom 16. Dezember 2005 über die Zulassung und Beaufsichtigung der Revisorinnen und Revisoren (SR 221.302)

RVOG: Regierungs- und Verwaltungsorganisationsgesetz vom 21. März 1997 des Bundes (SR 172.010)

SchG: Gesetz vom 9. September 2014 über die obligatorische Schule (SGF 411.0.1)

StatG: Gesetz vom 7. Februar 2006 über die kantonale Statistik (SGF 110.1)

StPO: Schweizerische Strafprozessordnung vom 5. Oktober 2007 (SR 312.0)

SVOG: Gesetz vom 16. Oktober 2001 über die Organisation des Staatsrates und der Verwaltung (SGF 122.0.1)

Übereinkommen (EU) SEV Nr. 108+: Modernisiertes Übereinkommen zum Schutz des Menschen bei der automatischen Verarbeitung personenbezogener Daten vom 17. und 18. Mai 2018

VE-DSchG: Vorentwurf der Revision des kantonalen Datenschutzgesetzes vom 27. November 2019

VidG: Gesetz vom 7. Dezember 2010 über die Videoüberwachung (SGF 17.3)

VRG: Gesetz vom 23. Mai 1991 über die Verwaltungsrechtspflege des Kantons Freiburg vom 23. Mai 1991 (VRG; SGF 150.1)

ZPO: Schweizerische Zivilprozessordnung vom 19. Dezember 2008 (SR 272)

3.2 Andere Abkürzungen

Abs.: Absatz

AHVN: Alters- und Hinterlassenenversicherung-Nummer

Art.: Artikel

ASF: Amtliche Sammlung des Kantons Freiburg

Aufl.: Auflage

BBl: Bundesblatt

BGE: Bundesgerichtsentscheid

BSG: Bernische Systematische Gesetzessammlung

Bst.: Buchstabe

EU: Europäische Union

s.: siehe

SGF: Systematische Gesetzessammlung des Kantons Freiburg

SJZ: Schweizerische Juristen-Zeitung

SR: Systematische Sammlung des Bundesrechts

SZW: Schweizerische Zeitschrift für Wirtschafts- und Finanzmarktrecht

TGR: Amtliches Tagblatt der Sitzungen des Grossen Rates

Vgl.: Vergleiche

VPB: Verwaltungspraxis der Bundesbehörden

VZÄ: Vollzeitäquivalent

Ziff.: Ziffer

Gesetz über den Datenschutz (DSchG)

vom ...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: **17.1**

Geändert: 110.1 | 122.0.1 | 130.1 | 140.1 | 150.1 | 17.3 | 17.5 | 181.1 |
184.1 | 411.0.1 | 412.0.1 | 610.1 | 821.0.1

Aufgehoben: 17.1

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf Artikel 12 Abs. 1 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 (KV);

nach Einsicht in die Botschaft 2023-CE-149 des Staatsrats vom 26. Juni 2023;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

1 Allgemeine Bestimmungen

Art. 1 Zweck

¹ Dieses Gesetz bezweckt den Schutz der Grundrechte von Personen, deren Daten bearbeitet werden.

Art. 2 Persönlicher Geltungsbereich

¹ Das Gesetz gilt für folgende öffentliche Organe:

- a) die Organe des Staates, der Gemeinden und der übrigen juristischen Personen des öffentlichen Rechts;
- b) Privatpersonen und Organe privater Institutionen, soweit sie öffentlich-rechtliche Aufgaben erfüllen.

² Es gilt für anerkannte Kirchen, es sei denn, sie haben Datenschutzbestimmungen erlassen, die ein angemessenes Schutzniveau gewährleisten, und eine eigene Aufsichtsbehörde eingesetzt.

Art. 3 Sachlicher Geltungsbereich

¹ Dieses Gesetz gilt für jegliche Bearbeitung von Personendaten, die von einem öffentlichen Organ im Sinne von Artikel 2 ausgeführt wird.

² Ausgenommen sind:

- a) die Bearbeitungen von Daten, die im Rahmen von laufenden Zivilverfahren, Strafverfahren und Verfahren der Verwaltungsjustizbehörden durchgeführt werden;
- b) die Bearbeitungen von Daten, die dem ausschliesslich persönlichen Gebrauch der Person dienen, die sie durchführt;
- c) die Bearbeitungen von Daten, die von einem öffentlichen Organ im wirtschaftlichen Wettbewerb mit Personen des Privatrechts durchgeführt werden.

Art. 4 Definitionen

¹ Die folgenden Ausdrücke bedeuten:

- a) Personendaten: alle Angaben, die sich auf eine bestimmte oder bestimmbare Person beziehen;
- b) betroffene Person: natürliche oder juristische Person, über die Daten bearbeitet werden;
- c) besonders schützenswerte Personendaten:
 1. Daten zu den religiösen, weltanschaulichen, politischen oder gewerkschaftlichen Ansichten oder Tätigkeiten;
 2. Daten zur Gesundheit, zur Intimsphäre oder zur Zugehörigkeit zu einer Rasse oder Ethnie;
 3. genetische Daten;
 4. biometrische Daten, mit denen eine natürliche Person eindeutig identifiziert wird;
 5. Daten zu Massnahmen der Sozialhilfe;
 6. Daten zu Betreibungen oder zu strafrechtlichen und administrativen Sanktionen.
- d) Bearbeitung: jeder Umgang mit Personendaten, unabhängig von den angewandten Mitteln und Verfahren, insbesondere die Beschaffung, Speicherung, Aufbewahrung, Verwendung, Umarbeitung, Bekanntgabe, Verknüpfung, Auslagerung, Löschung, Archivierung und Vernichtung;

- e) Abrufverfahren: ein automatisierter Datenbekanntgabemodus, bei dem die Empfängerin oder der Empfänger der Daten aufgrund einer Bewilligung des Verantwortlichen für die Bearbeitung selber und ohne vorherige Kontrolle über den Zeitpunkt und den Umfang der Bekanntgabe entscheidet;
- f) Profiling: jede Art der automatisierten Verarbeitung personenbezogener Daten, die darin besteht, dass diese personenbezogenen Daten verwendet werden, um bestimmte persönliche Aspekte, die sich auf eine Person beziehen, zu bewerten, insbesondere um Aspekte bezüglich Arbeitsleistung, wirtschaftliche Lage, Gesundheit, persönliche Vorlieben, Interessen, Zuverlässigkeit, Verhalten, Aufenthaltsort oder Ortswechsel dieser Person zu analysieren oder vorherzusagen;
- g) Auslagerung: eine qualifizierte Form der Auftragsbearbeitung, welche die Nutzung von Computerressourcen beinhaltet, die über ein Kommunikationsnetz aus der Ferne zugänglich sind, um Daten zu speichern, zu bearbeiten und auszutauschen (Cloud Computing);
- h) Verantwortlicher: öffentliches Organ, das allein oder zusammen mit anderen über den Zweck und die Mittel der Bearbeitung von Personendaten entscheidet;
- i) Auftragsbearbeiter: private Person oder öffentliches Organ, die oder das im Auftrag des Verantwortlichen Personendaten bearbeitet;
- j) Bearbeitungsregister: Onlineverzeichnis, in dem die von den öffentlichen Organen ausgeführten Bearbeitungstätigkeiten verzeichnet sind;
- k) Verletzung der Sicherheit von Personendaten: jede Verletzung der Sicherheit, die dazu führt, dass Personendaten unbeabsichtigt oder widerrechtlich verlorengehen, gelöscht, vernichtet oder verändert werden oder Unbefugten offengelegt oder zugänglich gemacht werden.

2 Grundsätze für die Bearbeitung von Personendaten

2.1 Allgemeine Bedingungen der Rechtmässigkeit der Bearbeitung

Art. 5 Gesetzliche Grundlage

¹ Das öffentliche Organ darf Personendaten nur dann bearbeiten, wenn es in einer gesetzlichen Bestimmung vorgesehen wird oder wenn die Erfüllung einer gesetzlichen Aufgabe dies erfordert.

² Besonders schützenswerte Personendaten dürfen nur bearbeitet werden, wenn:

- a) es in einem Gesetz im formellen Sinn ausdrücklich vorgesehen wird oder

b) es für die Erfüllung einer Aufgabe, die in einem Gesetz im formellen Sinne klar definiert wird, unerlässlich ist und der Zweck des Bearbeitens keine besonderen Risiken für die Grundrechte der betroffenen Personen birgt.

³ Profiling-Aktivitäten und die Bearbeitung von Personendaten, deren Zwecke oder Modalitäten ein hohes Risiko für die Grundrechte der betroffenen Personen bergen, dürfen nur durchgeführt werden, wenn es in einem Gesetz im formellen Sinne ausdrücklich vorgesehen wird.

⁴ Ausnahmsweise ist keine gesetzliche Grundlage erforderlich, um Personendaten, einschliesslich besonders schützenswerte, zu bearbeiten, wenn die Bearbeitung nötig ist, um wesentliche Interessen der betroffenen Person oder einer oder eines Dritten zu wahren.

Art. 6 Einwilligung

¹ Ausser in den Fällen nach Artikel 5 kann die betroffene Person im Einzelfall in die Bearbeitung ihrer Personendaten einwilligen.

² Die betroffene Person willigt nur gültig ein, wenn sie ihren Willen frei ausdrückt und nachdem sie in angemessener Weise über den Zweck der Bearbeitung aufgeklärt wurde. Die Einwilligung muss ausdrücklich sein, wenn sie sich auf die Bearbeitung besonders schützenswerter Personendaten oder auf Profiling-Aktivitäten bezieht. Die Einwilligung wird jedoch vermutet, wenn die Person ihre Daten selbst frei zugänglich gemacht hat.

³ Jede Bearbeitung von Daten, die nicht auf den Grundlagen nach Artikel 5 beruht, muss von einem sichtbaren und leicht verständlichen Hinweis auf ihren freiwilligen Charakter begleitet werden.

⁴ Wenn sich die Bearbeitung auf die Einwilligung der betroffenen Person stützt, muss der Verantwortliche in der Lage sein, das Vorhandensein einer solchen Einwilligung zu beweisen.

⁵ Die Einwilligung kann jederzeit ohne Angabe von Gründen widerrufen werden. Aus technischen Gründen kann aber für die tatsächliche Umsetzung der Widerrufung der Einwilligung eine vernünftige Frist nötig sein.

Art. 7 Zweckbindung

¹ Personendaten dürfen nur für eine bestimmte und erkennbare Verwendung beschafft werden. Sie dürfen später nur zu diesem Zweck oder zu einem Zweck, der mit diesem nach Treu und Glauben vereinbar ist, bearbeitet werden.

² Die Fälle, in denen die betroffene Person in eine Änderung der Zweckbestimmung eingewilligt hat, bleiben vorbehalten.

Art. 8 Verhältnismässigkeit

¹ Die Daten und die Art ihrer Bearbeitung müssen für den Zweck der Bearbeitung nötig, geeignet und nicht übertrieben sein.

Art. 9 Richtigkeit

¹ Das öffentliche Organ, das Personendaten bearbeitet, achtet darauf, dass diese richtig sind. Es ergreift alle geeigneten Massnahmen, um falsche oder für den Zweck, für den sie beschafft und bearbeitet werden, unvollständige Daten zu berichtigen, zu ergänzen, zu löschen oder zu vernichten.

Art. 10 Aufbewahrungsfrist

¹ Personendaten, die für den Zweck die Bearbeitung nicht mehr nötig sind, werden vernichtet oder anonymisiert. Die Bestimmungen über die Archivierung bleiben vorbehalten.

² Mit geeigneten Schutzmassnahmen können sie insofern für längere Zeit aufbewahrt werden, soweit sie gemäss Artikel 26 ausschliesslich zu Zwecken, die sich nicht auf die Person beziehen, dienen.

Art. 11 Besondere Sorgfaltspflicht

¹ Das öffentliche Organ, das besonders schützenswerte Personendaten bearbeitet, Profiling betreibt oder Daten zu Zwecken oder nach Modalitäten, die ein erhöhtes Risiko der Verletzung der Grundrechte mit sich bringt, bearbeitet, muss alle nötigen Massnahmen ergreifen, um dieses Risiko zu verringern.

2.2 Zusätzliche Bedingungen für bestimmte Formen der Bearbeitung

Art. 12 Beschaffen von Daten – Informationspflicht

¹ Der Verantwortliche informiert die betroffene Person angemessen über das Beschaffen von Personendaten.

² Wenn die Personendaten direkt bei der betroffenen Person beschafft werden, gibt ihr der Verantwortliche mindestens folgende Informationen:

- a) der Verantwortlichen und seine Kontaktdaten;
- b) der Zweck der Bearbeitung;
- c) allenfalls die Empfängerinnen und Empfänger oder die Kategorien von Empfängerinnen und Empfängern, denen die Personendaten bekanntgegeben werden;
- d) Informationen dazu, ob das Beschaffen der Daten obligatorisch oder freiwillig ist.

³ Werden Personendaten bei einem anderen Organ oder bei Dritten beschafft, so teilt der Verantwortliche der betroffenen Person so bald wie möglich, aber spätestens bei ihrer ersten Verwendung die Informationen nach Absatz 1 und die Art der beschafften Daten mit.

Art. 13 Beschaffen von Daten – Ausnahmen von der Informationspflicht

¹ Der Verantwortliche ist von der Informationspflicht entbunden, wenn:

- a) die betroffene Person bereits über die entsprechenden Informationen verfügt;
- b) es unmöglich ist, die betroffene Person zu informieren, oder die Information nur mit unverhältnismässigem Aufwand möglich ist;
- c) die Daten aufgrund einer gesetzlichen Pflicht beschafft werden, ausser sie werden direkt bei der betroffenen Person beschafft.

² Ausserdem kann unter denselben Voraussetzungen und aus denselben Gründen wie denjenigen nach Artikel 29 Abs. 1 von der Informationspflicht abgewichen werden.

Art. 14 Bekanntgabe von Daten – Voraussetzung

¹ Personendaten dürfen nur dann systematisch bekanntgegeben, weitergegeben, verbreitet oder zugänglich gemacht werden, wenn es in einer gesetzlichen Bestimmung vorgesehen wird.

² Personendaten können im Einzelfall bekanntgegeben werden, wenn:

- a) das Bekanntgeben für die Erfüllung der gesetzlichen Aufgaben des Verantwortlichen oder der Datenempfängerin oder des Datenempfängers unerlässlich ist;
- b) die betroffene Person in das Bekanntgeben eingewilligt hat;
- c) die private Person, welche die Daten anfordert, ein Interesse an der Bekanntgabe nachweisen kann, das dem Interesse der betroffenen Person an der Geheimhaltung der Daten vorgeht.

³ Im Fall nach Absatz 2 Bst. c wird die betroffene Person vorher aufgefordert, Stellung zu nehmen, es sei denn, dies erweist sich als unmöglich oder ist mit unverhältnismässigem Aufwand verbunden.

⁴ Der Zugang zu Personendaten über ein Abrufverfahren, namentlich ein Online-Zugriff, darf nur gewährt werden, wenn es in einer gesetzlichen Bestimmung vorgesehen wird.

Art. 15 Bekanntgabe von Daten – Zusätzliche Bedingungen für die grenzüberschreitende Bekanntgabe

¹ Die Übermittlung personenbezogener Daten einer natürlichen Person an einen ausländischen Staat oder ein internationales Organ ist nur soweit zulässig, als in einem Entscheid des Bundesrats bezeugt wird, dass der Empfängerstaat oder das internationale Organ ein angemessenes Datenschutzniveau gewährleistet.

² Fehlt ein solcher Entscheid, so dürfen die Daten nur bekanntgegeben werden, wenn:

- a) hinreichende, insbesondere vertragliche, vereinbarte, technische und/oder organisatorische, Garantien einen angemessenen Schutz im Ausland gewährleisten;
- b) die Bekanntgabe im Einzelfall entweder für die Wahrung eines überwiegenden öffentlichen Interesses oder für die Feststellung, Ausübung oder Durchsetzung von Rechtsansprüchen vor Gericht unerlässlich ist;
- c) die betroffene Person im Einzelfall der Bekanntgabe ausdrücklich zugestimmt hat;
- d) die Bearbeitung in unmittelbarem Zusammenhang mit dem Abschluss oder der Abwicklung eines Vertrags steht und es sich um Personendaten einer Vertragspartei handelt;
- e) die Bekanntgabe im Einzelfall nötig ist, um das Leben oder die körperliche Integrität der betroffenen Person oder einer Drittperson zu schützen.

³ Die oder der Öffentlichkeits- und Datenschutzbeauftragte (die oder der Beauftragte) wird vor der Bekanntgabe von Personendaten ins Ausland rechtzeitig über die Garantien nach Absatz 2 Bst. a informiert. Auf Anfrage kann sie oder er jederzeit Informationen erhalten, um zu überprüfen, ob eine Bekanntgabe von Daten ins Ausland den Anforderungen nach den Buchstaben b–e entspricht.

⁴ Nicht als Bekanntgabe ins Ausland wird die einfache Veröffentlichung von Daten auf einer Website, die der Öffentlichkeit offensteht, betrachtet.

Art. 16 Bekanntgabe von Daten – Einschränkungen

¹ Die Bekanntgabe wird abgelehnt, eingeschränkt oder mit Auflagen verbunden, wenn:

- a) ein überwiegendes öffentliches Interesse oder ein schutzwürdiges Interesse der betroffenen Person oder eines Dritten es gebietet, oder
- b) eine gesetzliche Geheimhaltungspflicht oder eine besondere Datenschutzbestimmung dies erfordert.

Art. 17 Bekanntgabe von Daten – Vorbehalte

¹ Die Bekanntgabe von Personendaten, die bei der Einwohnerkontrolle oder im Kantonalen Bezugssystem eingetragen sind, wird in den entsprechenden Gesetzen geregelt.

² Die öffentliche Bekanntgabe von Personendaten richtet sich ausserdem nach der Gesetzgebung über die Information und den Zugang zu Dokumenten.

Art. 18 Auslagerung – Grundsätze

¹ Die Bearbeitung von Personendaten, einschliesslich besonders schützenswerter Daten, kann unter den in diesem Gesetz festgelegten Bedingungen ausgelagert werden.

² Die Daten müssen jederzeit auf dem Gebiet der Schweiz oder auf dem Gebiet eines Staates, der ein angemessenes Schutzniveau gewährleistet, bearbeitet werden.

³ Wenn die Auslagerung eine Delegation von Aufgaben an Dritte im Sinne von Artikel 54 KV zur Folge hat, gelten die besonderen Anforderungen gemäss dieser Bestimmung.

⁴ Der Staatsrat unterbreitet der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission alle zwei Jahre einen Bericht über die Auslagerung.

Art. 19 Auslagerung – Verantwortung

¹ Das öffentliche Organ, das eine Auslagerung vornimmt, bleibt für den Schutz der Personendaten, insbesondere für die Vertraulichkeit und die Dauerhaftigkeit ihrer Aufbewahrung und Nutzung, verantwortlich. Insbesondere:

- a) ergreift es die Vorsichtsmassnahmen, die bei der Wahl des Auftragsbearbeiters, den Weisungen an diesen und der Aufsicht über diesen aufgrund der Umstände geboten sind;
- b) gewährleistet es den Schutz und die Sicherheit der Daten und seiner eigenen Informationssysteme, indem es einen Vertrag abschliesst, der mindestens Folgendes beschreibt:
 1. den Gegenstand, die Art, den Zweck und die Dauer der Auslagerung;
 2. die betroffenen Datenkategorien;
 3. die Pflichten und die Rechte jeder Partei;
 4. die Rechte und die Möglichkeiten der Kontrolle über den Auftragsbearbeiter;

5. das an den Auftragsbearbeiter gerichtete Verbot, ohne vorherige Genehmigung durch den Verantwortlichen seinerseits einen weiteren Auftragsbearbeiter mit der Bearbeitung zu beauftragen;
 6. die Pflicht des Auftragsbearbeiters, den Verantwortlichen unverzüglich zu informieren, wenn er aufgrund eines ausländischen Gesetzes oder eines richterlichen Entscheids die Daten einer ausländischen Behörde bekanntgeben muss oder Gefahr läuft, dass er es tun muss.
- c) überträgt es dem Auftragsbearbeiter keine Bearbeitung, die es nicht selber ausführen darf;
 - d) sorgt es dafür, dass es die von einer Auslagerung betroffenen Daten rechtzeitig zurückbekommen kann, namentlich damit es den Auftragsbearbeiter wechseln, die Daten wieder bei sich bearbeiten oder sie dem Historischen Archiv abliefern kann;
 - e) macht es den Auftragsbearbeiter auf seine Geheimhaltungspflichten aufmerksam, insbesondere auf das Amtsgeheimnis und/oder das Berufsgeheimnis.

² Bei der Kantonsverwaltung übernehmen das sachlich zuständige Organ und das Amt, das für die Informatik zuständig ist ¹⁾, gemeinsam die Verantwortung für die Umsetzung und die Kontrolle der Vorschriften über die Auslagerung. Fälle, in denen das sachlich zuständige Organ seine Informatiksysteme ganz oder teilweise autonom verwaltet, bleiben vorbehalten.

³ Wenn die Auslagerung mehrere verschiedene Organe desselben Gemeinwesens betrifft, wird ein hauptverantwortliches Organ bezeichnet. Im Übrigen gilt Absatz 2.

Art. 20 Auslagerung – Sicherheitsmassnahmen

¹ Die Integrität, die Authentizität, die Verfügbarkeit und die Vertraulichkeit der ausgelagerten Personendaten sowie die Dauerhaftigkeit ihrer Aufbewahrung und Nutzung müssen durch geeignete organisatorische und technische Massnahmen, die der Entwicklung der verfügbaren Technologien angepasst sind, sichergestellt werden.

² Die Definition der Sicherheitsmassnahmen berücksichtigt das Risiko, welches das Bearbeiten der fraglichen Daten für die Grundrechte der betroffenen Personen mit sich bringt.

³ Wenn die Auslagerung Daten betrifft, die für den Betrieb der Verwaltung unentbehrlich sind, muss die Fortführung der ausgelagerten Tätigkeiten bei einem Zwischenfall mit einem angemessenen Dispositiv sichergestellt werden.

¹⁾ Heute: Amt für Informatik und Telekommunikation.

Art. 21 Auslagerung – Massnahmen für besonders schützenswerte
Personendaten

¹ Die Bearbeitung von besonders schützenswerten Personendaten und die Bearbeitung von Daten, die einer gesetzlichen oder vertraglichen Geheimhaltungspflicht unterliegen, darf dann ausgelagert werden, wenn die Vertraulichkeit gegenüber dem Auftragsbearbeiter sichergestellt ist, so dass dieser auf deren Inhalt keinen Zugriff hat.

² Wenn der Auftragsbearbeiter aus technischen Gründen unbedingt Zugriff auf die Daten haben muss, werden im Auslagerungsvertrag die nötigen besonderen Anforderungen festgelegt, insbesondere die Verpflichtung des Auftragsbearbeiters, nur mit ausdrücklicher Zustimmung des öffentlichen Organs, das die Daten auslagert, auf den Inhalt der Daten zuzugreifen, und die Pflicht, ein Zugriffsjournal zu führen.

³ Bei der Auslagerung von Daten, die einer gesetzlichen Geheimhaltungspflicht unterliegen, stellt der Verantwortliche sicher, dass der Auftragsbearbeiter den Status einer Hilfsperson des Geheimnisträgers hat.

Art. 22 Pilotprojekte, welche die Bearbeitung bestimmter
Datenkategorien beinhalten

¹ Wenn ein Pilotprojekt im Sinne von Artikel 35 des E-Government-Gesetzes vom 18. Dezember 2020 (E-GovG) die Bearbeitung besonders schützenswerter Personendaten oder andere Arten der Bearbeitung im Sinn von Artikel 5 Abs. 3 beinhaltet, so unternimmt das für das Pilotprojekt verantwortliche Organ Folgendes:

- a) es übermittelt der Kantonalen Behörde für Öffentlichkeit, Datenschutz und Mediation (Aufsichtsbehörde) spätestens einen Monat vor seiner Übermittlung an den Staatsrat das Dossier nach Artikel 35 Abs. 2 Bst. d E-GovG;
- b) es übermittelt der Aufsichtsbehörde spätestens einen Monat vor seiner Übermittlung an den Staatsrat den Evaluierungsbericht nach Artikel 35a Abs. 2 E-GovG;
- c) es ergreift die erforderlichen Massnahmen, um den Schutz der Grundrechte und der Personendaten der betroffenen Personen während der gesamten Dauer des Pilotprojekts zu gewährleisten.

² Die Unterlagen des Pilotprojekts und der Evaluierungsbericht müssen jeweils mindestens einen Teil enthalten, der sich mit der Bearbeitung von Personendaten und deren Schutz befasst.

³ Die Aufsichtsbehörde kann zum Inhalt der Unterlagen des Pilotprojekts und des Evaluierungsberichts Stellung nehmen. Ihre Stellungnahme wird dem Staatsrat mitgeteilt.

Art. 23 Archivierung

¹ Personendaten unterliegen der Gesetzgebung über die Archivierung; ihre Archivwürdigkeit wird in Zusammenarbeit mit den für das historische Archiv zuständigen Organen bestimmt.

Art. 24 Löschen und Vernichten

¹ Personendaten, deren Aufbewahrung keinem Zweck mehr dient und die nicht archivwürdig sind, werden so bald wie möglich mit geeigneten Mitteln, welche die gesicherte Beseitigung gewährleisten, gelöscht oder vernichtet.

² Die Datenträger werden beim Recycling oder beim Ersetzen zerstört, wenn das Risiko besteht, dass unbefugte Personen besonders schützenswerte Personendaten, die gelöscht wurden, einsehen könnten.

Art. 25 Videoüberwachung

¹ Die Vorschriften über die Videoüberwachung befinden sich in der einschlägigen Gesetzgebung.

2.3 Bearbeitung von Daten für nicht personenbezogene Zwecke

Art. 26 Vorschriften

¹ Die öffentlichen Organe dürfen Personendaten bearbeiten und für nicht personenbezogene Zwecke, namentlich für die Forschung, die Planung und die Statistik, unter folgenden Voraussetzungen bekanntgeben:

- a) die Daten werden vernichtet oder anonymisiert, sobald der Bearbeitungszweck dies erlaubt;
- b) die Empfängerin oder der Empfänger gibt die Daten nur mit dem Einverständnis der Person oder des Organs, die oder das sie ihm weitergegeben hat, Dritten bekannt;
- c) besonders schützenswerte Personendaten werden Privatpersonen nur in einer Form, in der es nicht möglich ist, die betroffenen Personen zu identifizieren, weitergegeben;
- d) die Ergebnisse müssen so veröffentlicht werden, dass die betroffenen Personen nicht bestimmbar sind.

² Die Artikel 5 Abs. 2 und 3, 7 und 14 Abs. 1 gelten nicht.

³ Privatpersonen, die von einem öffentlichen Organ Personendaten für die Bearbeitung zu nicht personenbezogenen Zwecken erhalten, verpflichten sich schriftlich, die nötigen Vorsichtsmassnahmen zu ergreifen, um die Persönlichkeit der betroffenen Personen zu schützen.

3 Rechte der betroffenen Personen

Art. 27 Auskunftrecht – Grundsätze

¹ Jede Person kann vom Verantwortlichen Auskunft darüber verlangen, ob Personendaten über sie bearbeitet werden.

² Das Auskunftrecht gilt namentlich für folgende Informationen:

- a) der Verantwortliche und seine Kontaktdaten;
- b) bearbeitete Personendaten;
- c) Zweck und allenfalls rechtliche Grundlagen der Bearbeitung;
- d) Aufbewahrungsfrist der Personendaten oder, wenn das nicht möglich ist, die Kriterien, um diese zu bestimmen;
- e) die verfügbaren Informationen über die Herkunft der Personendaten;
- f) allenfalls Logik und Kriterien einer Massnahme oder eines Entscheids, die oder der aufgrund einer automatisierten Bearbeitung von Daten ergriffen oder gefällt wurde;
- g) allenfalls Empfängerinnen und Empfänger oder die Empfängerkategorien, denen diese Daten bekanntgegeben werden, und die Informationen nach Artikel 15 Abs. 3.

³ Lässt ein öffentliches Organ Daten durch einen Auftragsbearbeiter bearbeiten, so bleibt es verpflichtet, die Daten bekanntzugeben und die verlangten Auskünfte zu erteilen.

⁴ Niemand darf im Voraus auf das Auskunftrecht verzichten.

Art. 28 Auskunftrecht – Modalitäten

¹ Wer das Auskunftrecht geltend macht, muss seine Identität nachweisen.

² Die Auskünfte werden in der Regel schriftlich auf einem physischen Träger oder elektronisch erteilt. Im Einvernehmen mit dem Verantwortlichen kann die betroffene Person ihre Daten auch vor Ort einsehen.

³ Das Verfahren ist kostenlos. Der Staatsrat kann Ausnahmen vorsehen.

Art. 29 Auskunftrecht – Einschränkungen

¹ Der Verantwortliche kann die Auskunft verweigern, einschränken oder aufschieben, wenn und soweit:

- a) es in einem Gesetz im formellen Sinn vorgesehen wird;
- b) ein überwiegendes öffentliches Interesse es gebietet, namentlich wenn die Auskunft ein laufendes Verfahren oder eine laufende Untersuchung beeinträchtigen könnte;
- c) das überwiegende Interesse eines Dritten es gebietet;

d) das Auskunftsgesuch offensichtlich missbräuchlich ist, namentlich aufgrund der Wiederholung.

² Die Bekanntgabe von Daten, die im historischen Archiv abgelegt sind, kann ebenfalls verweigert, eingeschränkt oder aufgeschoben werden, wenn die Behandlung des Gesuchs nicht mit einer rationellen Verwaltungsführung vereinbar ist und die betroffene Person kein schutzwürdiges Interesse geltend macht.

³ Der Verantwortliche muss angeben, aus welchem Grund er die Auskunft verweigert, einschränkt oder aufschiebt.

Art. 30 Daten verstorbener Personen

¹ Auf Verlangen gewährt der Verantwortliche kostenlos Einsicht in die Personendaten einer verstorbenen Person, wenn:

- a) die ersuchende Person ein Interesse daran hat, diese Auskünfte zu erhalten, und
- b) kein überwiegendes öffentliches oder privates Interesse, insbesondere der verstorbenen Person oder ihrer Angehörigen, entgegensteht.

² Ein Interesse an der Einsichtnahme besteht, wenn ein nahes Verwandtschaftsverhältnis, eine Ehe oder eine eheähnliche Gemeinschaft mit der verstorbenen Person vorliegt.

³ Für den Zugang zu Daten, die dem Berufsgeheimnis unterliegen, bleibt Artikel 321 StGB vorbehalten.

Art. 31 Einsprache gegen die Bekanntgabe von Personendaten

¹ Die betroffene Person kann gegen das Bekanntgeben bestimmter Personendaten durch den Verantwortlichen Einsprache einlegen.

² Personendaten dürfen trotz Einsprache von Seiten der betroffenen Person bekanntgegeben werden, wenn:

- a) es gesetzlich vorgesehen ist;
- b) die Unterlassung der Mitteilung die Erfüllung der Aufgaben des öffentlichen Organs gefährden könnte;
- c) die Person, welche die Daten anfordert, eine Privatperson ist und die beiden folgenden Bedingungen erfüllt sind:
 1. es existieren keine rechtlichen Hindernisse für die Bekanntgabe;
 2. die Gesuchstellerin oder der Gesuchsteller beweist, dass die betroffene Person sich wahrscheinlich der Bekanntgabe nur widersetzt, um sie oder ihn daran zu hindern, rechtliche Forderungen oder andere rechtmässige Interessen geltend zu machen.

³ In den Situationen nach Absatz 2 Bst. c wird die betroffene Person soweit möglich vorgängig angehört. Der Verantwortliche entscheidet über die Bekanntgabe mit einem Entscheid.

⁴ Die Artikel 11 und 27 Abs. 1 Bst. c und Abs. 2 des Gesetzes vom 9. September 2009 über die Information und den Zugang zu Dokumenten (InfoG) bleiben vorbehalten.

Art. 32 Datenübertragbarkeit

¹ Die betroffene Person kann vom Verantwortlichen verlangen, dass er ihr die sie betreffenden Personendaten in einem häufig verwendeten elektronischen Format zur Verfügung stellt, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

- a) der Verantwortliche bearbeitet Personendaten automatisiert; und
- b) in der Sondergesetzgebung ist ausdrücklich das Bestehen eines Rechts auf Übertragbarkeit vorgesehen, oder der Verantwortliche hat von sich aus beschlossen, eine solche Möglichkeit einzuführen.

² Sofern die Voraussetzungen nach Absatz 1 erfüllt sind und kein unverhältnismässiger Aufwand nötig ist, kann die betroffene Person ausserdem vom Verantwortlichen verlangen, dass er die sie betreffenden Personendaten einem anderen Verantwortlichen übermittelt.

³ Der Verantwortliche händigt die Personendaten kostenlos aus oder übermittelt sie. Die Spezialgesetzgebung bleibt vorbehalten.

Art. 33 Abwehrklagen

¹ Wer ein schutzwürdiges Interesse hat, kann vom Verantwortlichen verlangen, dass er:

- a) die widerrechtliche Bearbeitung von Personendaten unterlässt;
- b) die widerrechtliche Bearbeitung beendet;
- c) die Widerrechtlichkeit einer Bearbeitung feststellt.

² Sie oder er kann insbesondere verlangen, dass der Verantwortliche:

- a) falsche Daten über sie oder ihn berichtigt oder Daten löscht, deren Aufbewahrung keinem Zweck mehr dient;
- b) die Bearbeitung von bestimmten Daten über sie oder ihn, namentlich die Änderung und die Bekanntgabe an Dritte, vorübergehend einschränkt;
- c) bei Daten, die sie oder ihn betreffen und bei denen weder die Richtigkeit noch die Unrichtigkeit bewiesen werden kann, einen entsprechenden Vermerk anbringt;
- d) einen Entscheid über sie oder ihn veröffentlicht oder Dritten mitteilt.

³ Personendaten in Archivbeständen oder in öffentlich zugänglichen Beständen dürfen weder berichtigt noch vernichtet werden. Die betroffene Person oder jede Person, die ein schutzwürdiges Interesse hat, kann jedoch verlangen, dass die Einrichtung den Zugang zu den umstrittenen Daten einschränkt und/oder einen entsprechenden Vermerk anbringt.

Art. 34 Verfahren und Rechtsmittel

¹ Für Entscheide, die nach diesem Abschnitt getroffen werden, gilt das Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege. Gegen diese Entscheide kann Beschwerde eingereicht werden.

² Ausser wenn sich die betroffene Person dagegen wehrt, teilt das Organ, das den Entscheid gemäss Absatz 1 gefällt hat, ihn der Aufsichtsbehörde mit.

³ Die Aufsichtsbehörde kann gegen den Entscheid Beschwerde erheben.

Art. 35 Schadenersatz und Genugtuung

¹ Die Person, die einen Schaden erleidet, weil die Bestimmungen dieses Gesetzes verletzt wurden, kann Schadenersatz- und Genugtuungsansprüche gemäss dem Gesetz über die Haftung der Gemeinwesen und ihrer Amtsträger geltend machen.

² Sie kann von der Richterin oder vom Richter verlangen, dass sie oder er das Urteil vollständig oder teilweise veröffentlicht oder Dritten mitteilen lässt.

4 Durchführung des Datenschutzes

Art. 36 Verantwortung – Im Allgemeinen

¹ Jedes öffentliche Organ, das Personendaten bearbeitet, ist für den Datenschutz verantwortlich.

² Bearbeiten mehrere öffentliche Organe zusammen Daten, so ist die Verteilung ihrer Pflichten beim Datenschutz in der Meldung nach Artikel 38 zu regeln, es sei denn, dass sie ausdrücklich aus einer gesetzlichen Bestimmung hervorgeht.

³ Die Aufteilung der Verantwortung nach Absatz 2 kann der betroffenen Person nicht entgegengehalten werden.

Art. 37 Verantwortung – Auftragsbearbeitung

¹ Das öffentliche Organ, das Personendaten von einem Auftragsbearbeiter bearbeiten lässt, bleibt für die Verpflichtungen nach der Gesetzgebung über den Datenschutz verantwortlich.

² Die Bearbeitung von Personendaten kann einem Auftragsbearbeiter übertragen werden, sofern es in einem Vertrag oder einer Vereinbarung vorgesehen wird und die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

- a) ausgeführt werden nur Bearbeitungen, welche der Verantwortliche selber durchführen dürfte;
- b) keine gesetzliche oder vertragliche Geheimhaltungspflicht verbietet es;
- c) der Auftragsbearbeiter darf nicht ohne vorherige Bewilligung des Verantwortlichen seinerseits einen Dritten mit dem Bearbeiten beauftragen.

³ Der Verantwortliche muss insbesondere sicherstellen, dass der Auftragsbearbeiter in der Lage ist, die Datensicherheit zu gewährleisten.

⁴ Der Auftragsbearbeiter kann die gleichen Rechtfertigungsgründe geltend machen wie der Verantwortliche.

⁵ Sofern das Gesetz oder eine Vereinbarung zwischen Organen nichts anderes vorsieht, gelten die Vorschriften über die Auftragsbearbeitung nicht zwischen Organen, die derselben Körperschaft angehören. Artikel 36 Abs. 2 ist anwendbar.

Art. 38 Bearbeitungsregister – Grundsätze

¹ Die Aufsichtsbehörde führt ein öffentliches Register der Bearbeitungstätigkeiten der Kantonsverwaltung, der Gemeinden und der anerkannten Kirchen, sofern diese nicht von der Möglichkeit nach Artikel 2 Abs. 1 Bst. c Gebrauch gemacht haben.

² Für jede Bearbeitungstätigkeit enthält dieses Register die folgenden Informationen:

- a) der Verantwortliche, bei dem die betroffenen Personen ihre Rechte hauptsächlich geltend machen können;
- b) allenfalls die übrigen Verantwortlichen und die Aufteilung der Verantwortung;
- c) allenfalls Auftragsbearbeiter und ihre Kontaktdaten;
- d) die Bezeichnung, die gesetzliche Grundlage und die Zweckbindung der Bearbeitung;
- e) Beschreibung der Kategorien der betroffenen Personen und der Kategorien der bearbeiteten Personendaten;
- f) die regelmässigen Datenempfängerinnen und Datenempfänger.

³ Alle Verantwortlichen melden der Aufsichtsbehörde die von ihnen durchgeführten Bearbeitungstätigkeiten und ihre jeweiligen Änderungen.

⁴ Bei der gemeinsamen Bearbeitung von Daten richtet der Verantwortliche, der die Erklärung für die Bearbeitung ausfüllt, eine Kopie an die übrigen Verantwortlichen.

Art. 39 Bearbeitungsregister – Ausnahmen

¹ Soweit sie ausschliesslich zu internen Verwaltungszwecken, die für ein öffentliches Organ typisch sind, durchgeführt werden, unterliegen die folgenden Bearbeitungen nicht der Meldepflicht:

- a) Datensammlungen, die nur öffentlich zugängliche Informationen enthalten;
- b) Korrespondenzablagen;
- c) Adressensammlungen;
- d) Lieferanten- und Kundendateien;
- e) Führen und Verwalten von Buchhaltungsbelegen, wenn sie Personendaten enthalten;
- f) Verwalten und Führen der Dokumente, die im Historischen Archiv abgelegt wurden;
- g) Bearbeitungstätigkeiten, die nicht personenbezogene Zwecke betreffen, insbesondere im Rahmen von Forschung, Planung und Statistik.

² Auf Stellungnahme der Aufsichtsbehörde kann der Staatsrat für andere Kategorien der Bearbeitung, die offensichtlich kein Risiko für die Rechte der betroffenen Personen darstellen, Ausnahmen von der Meldepflicht vorsehen.

Art. 40 Organisatorische und technische Massnahmen

¹ Der Verantwortliche ist verpflichtet, geeignete technische und organisatorische Massnahmen zu treffen, damit bei der Bearbeitung dieses Gesetz und insbesondere die Grundsätze nach Abschnitt 2.1 beachtet werden. Er tut dies bereits bei der Konzeption der Bearbeitung.

² Die getroffenen Massnahmen werden mit denjenigen, mit denen die Informationssicherheit der Verwaltung im Allgemeinen sichergestellt werden soll, und mit den Massnahmen zur Informatiksicherheit harmonisiert.

³ Der Verantwortliche muss durch geeignete Voreinstellungen sicherstellen, dass die Bearbeitung auf das für den verfolgten Zweck erforderliche Mindestmass beschränkt wird.

⁴ Die ergriffenen Massnahmen und die Wahl der Einstellungen werden dokumentiert.

Art. 41 Folgenabschätzung – Grundsätze

¹ Führt eine neue Bearbeitung von Daten voraussichtlich zu einem erhöhten Risiko für die Grundrechte der betroffenen Person, so muss der Verantwortliche vorgängig eine Datenschutz-Folgenabschätzung durchführen.

² Ob das Risiko erhöht ist, hängt von der Art, vom Umfang, von den Umständen und von der Zweckbindung der Bearbeitung ab. Es ist namentlich in folgenden Fällen gegeben:

- a) grossflächige Bearbeitung von besonders schützenswerten Personendaten;
- b) Profiling-Tätigkeiten;
- c) systematische Überwachung von grossen Teilen des öffentlichen Raums;
- d) Bearbeitungen in einem Umfang oder in einer Intensität mit Technologien, Mechanismen und Verfahren, bei denen das Risiko, dass die Grundrechte der betroffenen Personen beeinträchtigt werden, besonders ausgeprägt ist.

³ Die Folgenabschätzung enthält eine Beschreibung der geplanten Bearbeitung, eine Bewertung der Risiken aus technischer und rechtlicher Sicht sowie eine Beschreibung der Massnahmen, die zum Schutz der Grundrechte der betroffenen Personen vorgesehen sind.

Art. 42 Folgenabschätzung – Anhörung der Aufsichtsbehörde

¹ Der Verantwortliche hört die Aufsichtsbehörde an, wenn das Ergebnis der Folgenabschätzung bestätigt, dass ein erhöhtes Risiko für die Grundrechte der betroffenen Personen besteht, bei den besondere Vorsichtsmassnahmen getroffen werden müssen.

² Die Aufsichtsbehörde teilt innerhalb von zwei Monaten Einwände und Empfehlungen zur geplanten Bearbeitung mit. Ausnahmsweise kann diese Frist um einen Monat verlängert werden, wenn es sich um eine komplexe Bearbeitung von Daten handelt.

³ Der Verantwortliche informiert die Aufsichtsbehörde spätestens darüber, welche Folge seinen Empfehlungen gegeben wird, wenn die Bearbeitung, für welche die Folgenabschätzung gemacht wurde, beginnt.

Art. 43 Verletzungen der Datensicherheit – Zu ergreifende Massnahmen

¹ Wenn der Verantwortliche eine Verletzung der Sicherheit der Personendaten feststellt, ergreift er unverzüglich geeignete Massnahmen, um die Verletzung zu beenden und ihre Auswirkungen zu minimieren.

² Er hält in einem internen Dokument die Art der Verletzung, die Art der betroffenen Daten und die betroffenen Personenkategorien, die wahrscheinlichen Folgen für letztere und die Massnahmen fest, die ergriffen wurden, um die Situation zu verbessern.

³ Der Verantwortliche meldet der oder dem Beauftragten so schnell wie möglich Fälle von Verletzungen der Sicherheit von Personendaten, die voraussichtlich ein hohes Risiko für die Grundrechte der betroffenen Person mit sich bringen.

⁴ Der Verantwortliche sorgt dafür, dass der Auftragsbearbeiter ihm unverzüglich jede Verletzung der Sicherheit der Personendaten meldet, die bei ihm aufgetreten ist.

Art. 44 Verletzungen der Datensicherheit – Meldung an die betroffene Person

¹ Wenn dies aus Gründen der Transparenz erforderlich ist und/oder um der betroffenen Person die Möglichkeit zu geben, geeignete Massnahmen zur Wahrung ihrer Interessen zu ergreifen, informiert der Verantwortliche die betroffene Person über das Auftreten einer Verletzung der Datensicherheit.

² In den folgenden Fällen kann er ausnahmsweise die Information der betroffenen Person einschränken, aufschieben oder darauf verzichten:

- a) überwiegende Interessen eines Dritten gebieten es;
- b) ein überwiegendes öffentliches Interesse, namentlich die innere Sicherheit und die öffentliche Ordnung, gebietet es;
- c) mit der Information kann eine laufende Untersuchung, Instruktion oder ein laufendes Justiz- oder Verwaltungsverfahren gefährdet werden;
- d) die Informationspflicht kann unmöglich erfüllt werden oder es braucht dazu einen unverhältnismässigen Aufwand.

³ Wenn eine grosse Anzahl Personen von einer Verletzung der Datensicherheit betroffen ist, kann die Information in Form einer öffentlichen Mitteilung erfolgen. Der Verantwortliche sorgt in diesem Fall dafür, dass die Informationen so umfassend wie möglich sind.

Art. 45 Ansprechperson für den Datenschutz

¹ Jede Direktion bezeichnet mindestens eine Ansprechperson für den Datenschutz. Diese Funktion kann mit anderen Funktionen, insbesondere im Bereich der Informationssicherheit, kombiniert werden.

² Die Ansprechperson für den Datenschutz erfüllt insbesondere folgende Aufgaben:

- a) sie sensibilisiert die Verantwortlichen für den Bereich des Datenschutzes;
- b) sie berät und unterstützt die Verantwortlichen auf deren Verlangen oder wenn ein Fall dies erfordert;
- c) sie wirkt zusammen mit dem Verantwortlichen an der Durchführung der Datenschutz-Folgenabschätzungen nach Artikel 41 teil;

- d) sie ist die Hauptansprechpartnerin der Aufsichtsbehörde in allen Fragen des Datenschutzes;
- e) sie erfüllt alle anderen Aufgaben, die das Gesetz ihr überträgt.

³ Die Ansprechperson für Datenschutz übt ihre Aufgaben selbstständig aus. Die Verantwortlichen geben ihr von Amtes wegen oder auf Verlangen alle Informationen, die sie für die Erfüllung ihrer Aufgaben braucht.

⁴ Die Ansprechpersonen für den Datenschutz bilden untereinander ein Kompetenznetzwerk. Der Staatsrat regelt die Organisation und die Arbeitsweise des Netzwerks.

⁵ Der Staatsrat kann die Pflicht zur Bezeichnung einer Ansprechperson für den Datenschutz über die Direktionen hinaus auch auf andere Einheiten der Kantonsverwaltung ausdehnen.

5 Aufsicht

Art. 46 Im Allgemeinen

¹ Die Aufsicht über den Datenschutz wird auf Kantonsebene und auf Gemeindeebene von der Kantonalen Behörde für Öffentlichkeit, Datenschutz und Mediation (Aufsichtsbehörde) ausgeübt.

5.1 Aufsichtsbehörde

Art. 47 Organisation

¹ Die Aufsichtsbehörde setzt sich aus der Kantonalen Öffentlichkeits-, Datenschutz- und Mediationskommission (der Kommission), der oder dem Öffentlichkeits- und Datenschutzbeauftragten (der oder dem Beauftragten) und der kantonalen Mediatorin oder dem kantonalen Mediator zusammen.

² Sie erfüllt die Aufgaben, die ihr aufgrund dieses Gesetzes übertragen werden, durch die Kommission und die Beauftragte oder den Beauftragten.

³ Die Aufgaben, die sie in den Bereichen des Rechts auf Zugang zu amtlichen Dokumenten und der Mediation für Verwaltungsangelegenheiten wahrnimmt, werden in den einschlägigen Gesetzgebungen geregelt.

Art. 48 Stellung

¹ Die kantonale Aufsichtsbehörde erfüllt ihre Aufgaben unabhängig.

² Sie ist der Direktion, der sie angehört, administrativ zugewiesen. Sie verfügt über ein eigenes Sekretariat und die notwendigen Ressourcen, um ihre Aufgaben und die Ausübung ihrer Befugnisse effektiv wahrzunehmen.

³ Die Behörde verfügt über ein Globalbudget, dessen Betrag alljährlich bei der Verabschiedung des Staatsvoranschlags festgelegt wird. Zuvor richtet sie ihren eigenen Voranschlagsantrag an den Staatsrat. Dieser Antrag wird gemäss Artikel 61 Abs. 1 Bst. a des Gesetzes vom 16. Oktober 2001 über die Organisation des Staatsrates und der Verwaltung behandelt.

⁴ Die Mitglieder der Behörde unterstehen ebenso wie deren Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter dem Amtsgeheimnis und der Schweigepflicht.

⁵ Bei ihrem Amtsantritt und bei jeder späteren Änderung der Situation teilen die Mitglieder der Behörde ihre besonderen privaten und öffentlichen Interessenbindungen mit. Artikel 14 Abs. 1 Bst. b und 2 und 3 InfoG gelten sinngemäss.

⁶ Für den Ausstand von Mitgliedern der Behörde gelten die Artikel 21–25 des Gesetzes über die Verwaltungsrechtspflege.

Art. 49 Kommission – Zusammensetzung und Organisation

¹ Die kantonale Öffentlichkeits-, Datenschutz- und Mediationskommission setzt sich aus der Präsidentin oder dem Präsidenten und sechs Mitgliedern zusammen, die vom Grossen Rat auf Vorschlag des Staatsrats gewählt werden.

² Die Präsidentin oder der Präsident und die Mitglieder müssen in ihrer Gesamtheit über die Kenntnisse verfügen, die zur Erfüllung der Aufgaben der Kommission erforderlich sind; dieser gehören insbesondere eine Juristin oder ein Jurist, eine Fachperson aus dem Gesundheitswesen, eine Informatik- und Datensicherheitsspezialistin oder ein Informatik- und Datensicherheitsspezialist und eine Fachperson aus dem Medienbereich an.

³ Das Sekretariat der Kommission wird von der oder dem Beauftragten geführt; für die Dossiers in Zusammenhang mit den Mediationstätigkeiten kann das Sekretariat von der kantonalen Mediatorin oder dem kantonalen Mediator geführt werden.

⁴ Wenn nötig kann die Kommission Sachverständige beziehen oder Drittpersonen zu einer Sitzung oder einem Teil einer Sitzung einladen und ihnen gegebenenfalls beratende Stimme geben.

⁵ Im Übrigen regelt die Kommission ihre Organisation und ihre Arbeitsweise.

Art. 50 Kommission – Befugnisse

¹ Die Kommission übt die allgemeine Aufsicht auf dem Gebiet des Datenschutzes aus. Sie hat namentlich folgende Befugnisse:

- a) sie führt in Zusammenarbeit mit der Direktion, der sie zugewiesen ist, für den Staatsrat das Verfahren zur Ernennung der oder des Beauftragten durch und nimmt zuhanden des Staatsrats Stellung zu den von ihr bevorzugten Kandidatinnen und Kandidaten;

- b) sie leitet die Tätigkeit der oder des Beauftragten;
- c) sie nimmt Stellung zu Entwürfen von Erlassen, die den Datenschutz berühren, und in den vom Gesetz vorgesehenen Fällen;
- d) sie nimmt Stellung zu Pilotprojekten, die gemäss Artikel 22 durchgeführt werden;
- e) sie legt Beschwerde gemäss Artikel 34 Abs. 3 ein;
- f) sie fällt Entscheide über den Datenschutz gemäss Artikel 58;
- g) sie sorgt für die Koordination zwischen den Anforderungen des Datenschutzes und der Ausübung des Rechts auf Zugang zu amtlichen Dokumenten.

² Die Kommission erstattet dem Staatsrat zuhanden des Grossen Rates alljährlich einen Bericht über ihre Tätigkeit und über die Tätigkeit der oder des Beauftragten und der kantonalen Mediatorin oder des kantonalen Mediators. Sie kann, sofern dies durch das öffentliche Interesse gerechtfertigt ist, die Öffentlichkeit über ihre Feststellungen informieren.

Art. 51 Beauftragte/r – Ernennung und Stellung

¹ Die oder der Öffentlichkeits- und Datenschutzbeauftragte wird vom Staatsrat für eine individuelle Amtszeit von fünf Jahren ernannt. Diese Anstellung kann erneuert werden.

² Während der gesamten Dauer ihrer oder seiner Anstellung darf die oder der Beauftragte keine Tätigkeit ausüben, welche die Unabhängigkeit des Amtes beeinträchtigen könnte oder die auf andere Weise mit den Aufgaben der Aufsichtsbehörde unvereinbar wäre. Die Ausübung eines öffentlichen Nebenamtes oder einer nebenberuflichen Erwerbstätigkeit bedarf der Genehmigung durch die Kommission.

³ Zum Zeitpunkt der Anstellung und während der gesamten Dauer des Dienstverhältnisses muss die oder der Beauftragte über die für die Ausübung ihrer oder seiner Aufgaben erforderlichen Qualifikationen und/oder Erfahrungen verfügen.

⁴ Soweit in diesem Gesetz oder in der dazugehörigen Ausführungsverordnung nichts anderes bestimmt wird, wird das Dienstverhältnis der oder des Beauftragten in der Gesetzgebung über das Staatspersonal geregelt. Die jährliche Beurteilung im Sinne dieser Gesetzgebung wird von der Kommission durchgeführt.

Art. 52 Beauftragte/r – Eneuerung und Beendigung des Dienstverhältnisses

¹ Die Amtszeit der oder des Beauftragten wird stillschweigend verlängert. Der Staatsrat kann jedoch spätestens sechs Monate vor Ablauf der Amtszeit einen Entscheid über die Nichterneuerung treffen. Er bittet zu diesem Zweck um die Stellungnahme der Kommission. Diesem Entscheid müssen triftige Gründe zugrunde liegen.

² Die oder der Beauftragte kann den Staatsrat unter Einhaltung einer dreimonatigen Kündigungsfrist ersuchen, die Amtszeit auf das Ende eines Monats zu beenden.

³ Die oder der Beauftragte wird in folgenden Fällen des Amtes enthoben:

- a) sie oder er ist dauerhaft nicht in der Lage ihre oder seine Aufgaben im Sinn der Personalgesetzgebung zu erfüllen;
- b) sie oder er hat die Amtspflichten vorsätzlich oder grob fahrlässig in schwerwiegender Weise verletzt.

⁴ Der Entscheid, die Beauftragte oder den Beauftragten gemäss Absatz 3 Bst. b des Amtes zu entheben, liegt in der Kompetenz des Staatsrats. Dieser Entscheid kann auf Veranlassung des Staatsrats oder der Kommission getroffen werden. In jedem Fall holt der Staatsrat die Stellungnahme der Kommission ein.

Art. 53 Beauftragte/r – Verhinderung

¹ Ist die oder der Beauftragte dauerhaft verhindert, so ernennt der Staatsrat eine Person ad interim. Das Bezeichnungsverfahren wird gemeinsam von der Kommission und der Direktion, der die Behörde zugewiesen ist, durchgeführt.

² Bei punktueller Verhinderung wird er oder sie von einer Person, die von der Kommission dazu bestimmt wird, vertreten.

Art. 54 Beauftragte/r – Aufgaben

¹ Die oder der Beauftragte hat namentlich folgende Aufgaben:

- a) sie oder er überwacht die Anwendung der Gesetzgebung über den Datenschutz, namentlich durch systematische Überprüfungen bei den betreffenden Organen;
- b) sie oder er gibt Stellungnahmen und Ratschläge zu den ihr vorgelegten Datenbearbeitungen aus rechtlicher und/oder technischer Sicht ab;
- c) sie oder er nimmt Stellung und schlägt allenfalls geeignete Massnahmen vor, wenn die Aufsichtsbehörde nach der Durchführung einer Datenschutz-Folgenabschätzung angehört wird;

- d) sie oder er informiert und berät die öffentlichen Organe im Bereich des Datenschutzes und unterstützt sie, namentlich bei der Prüfung von Bearbeitungsprojekten;
- e) sie oder er wirkt an der Schulung öffentlicher Organe in Datenschutzfragen mit;
- f) sie oder er sensibilisiert die Öffentlichkeit für die Fragen des Datenschutzes und erteilt den betroffenen Personen Auskünfte über ihre Rechte;
- g) sie oder er behandelt Ersuchen und Anzeigen, die betroffene Personen an die Aufsichtsbehörde richten, wenn sie Datenschutzfragen betreffen;
- h) sie oder er führt das Bearbeitungsregister nach Artikel 38;
- i) sie oder er leistet ihren Beitrag bei Verletzungen der Sicherheit von Personendaten, die Gegenstand einer Meldung nach Artikel 43 Abs. 3 sind;
- j) sie oder er sorgt dafür, dass beim Datenaustausch über die Landesgrenzen hinweg die Rechte der betroffenen Personen beachtet werden;
- k) sie oder er gibt Empfehlungen zuhanden öffentlicher Organe ab, die Personendaten bearbeiten, wenn sich zeigt, dass eine oder mehrere Datenschutzbestimmungen nicht eingehalten werden;
- l) sie oder er arbeitet mit der oder dem Eidgenössischen Datenschutz- und Öffentlichkeitsbeauftragten sowie mit den Aufsichtsbehörden über den Datenschutz der anderen Kantone und des Auslandes zusammen;
- m) sie oder er führt die Arbeiten aus, die ihr oder ihm von der Kommission übertragen werden;
- n) sie oder er erstattet der Kommission Bericht über ihre oder seine Tätigkeit und Feststellungen.

Art. 55 Selbstkontrolle der Aufsichtsbehörde

¹ Die Aufsichtsbehörde stellt durch geeignete Kontrollmassnahmen, insbesondere in Bezug auf die Datensicherheit, sicher, dass die Beachtung und die richtige Anwendung der kantonalen Datenschutzbestimmungen innerhalb ihrer Behörde gewährleistet ist.

5.2 Kontroll- und Eingriffsbefugnis

Art. 56 Kontrolle durch die Beauftragte oder den Beauftragten

¹ Die oder der Beauftragte ist befugt, von Amtes wegen oder auf Klage hin eine Kontrolle bei einem Verantwortlichen oder einem Auftragsbearbeiter durchzuführen, um zu prüfen, ob er die Datenschutzbestimmungen einhält.

² Sie oder er kann namentlich Auskünfte einholen, die Herausgabe von Akten verlangen, Inspektionen durchführen und sich Datenbearbeitungen vorführen lassen.

³ Gegenüber der kantonalen Aufsichtsbehörde können weder das Amtsgeheimnis noch weitere Geheimhaltungspflichten geltend gemacht werden. Das Berufsgeheimnis bleibt vorbehalten.

⁴ Wenn die oder der Beauftragte aufgrund einer Klage der betroffenen Person eine Kontrolle durchführt, informiert sie oder er diese Person über die Folge, die ihrer Klage gegeben wurde, und das Ergebnis einer allfälligen Untersuchung. Die betroffene Person hat keine Parteistellung im Verfahren.

Art. 57 Empfehlungen der oder des Beauftragten

¹ Bei einer Verletzung oder einer möglichen Verletzung der Datenschutzvorschriften kann die oder der Beauftragte eine Empfehlung an das betroffene öffentliche Organ richten und es auffordern, innert einer bestimmten Frist die nötigen Abhilfemassnahmen zu treffen.

² Handelt es sich um eine unterstellte Verwaltungseinheit, so ergeht die Empfehlung direkt an das hierarchisch übergeordnete Organ.

³ Das Organ, an das die Empfehlung gerichtet wird, gibt innert der von der oder dem Beauftragen gesetzten Frist eine Stellungnahme zur Folge ab, die es der Empfehlung leisten will, und teilt die Stellungnahme der oder dem Beauftragten mit. Eine fehlende Stellungnahme wird als Ablehnung der Empfehlung betrachtet.

⁴ Wird die Empfehlung ganz oder teilweise abgelehnt, so kann die oder der Beauftragte den Fall zum Entscheid an die Kommission weiterleiten.

⁵ Wenn das öffentliche Organ im Laufe des Verfahrens die notwendigen Massnahmen zur Wiederherstellung eines datenschutzkonformen Zustandes getroffen hat, stellt die oder der Beauftragte das Verfahren ein und verzichtet auf eine Empfehlung.

Art. 58 Entscheid der Kommission

¹ Die Kommission fällt in den Angelegenheiten, welche die oder der Beauftragte ihr gemäss Artikel 57 Abs. 4 übermittelt, einen Entscheid.

² Wenn ein Organ, das diesem Gesetz unterstellt ist, die Bestimmungen über den Datenschutz nicht beachtet, kann die Kommission verfügen, dass die ganze Bearbeitung oder ein Teil davon ausgesetzt, geändert oder eingestellt wird und dass alle Personendaten oder ein Teil davon gelöscht oder vernichtet werden.

³ Im Falle einer unmittelbar drohenden ernsthaften Bedrohung oder einer Datenschutzverletzung, welche die Rechte einer oder mehrerer betroffener Personen ernsthaft beeinträchtigen könnte, kann die Kommission von Amtes wegen oder auf Verlangen der oder des Beauftragten dringende vorsorgliche Massnahmen verfügen, um die strittige Datenbearbeitung einzuschränken oder auszusetzen, bis sie in der Sache entschieden hat.

⁴ Die oder der Beauftragte wirkt mit beratender Stimme am Verfahren vor der Kommission mit. Sie oder er kann mit der Instruktion der Angelegenheit beauftragt werden.

⁵ Wenn das betroffene öffentliche Organ im Laufe des Verfahrens die nötigen Massnahmen zur Wiederherstellung eines datenschutzkonformen Zustands ergriffen hat, kann die Kommission das Verfahren einstellen oder lediglich eine Verwarnung aussprechen

Art. 59 Verfahren

¹ Das Verfahren wird im Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege geregelt. Das betroffene Organ hat insbesondere das Recht, angehört zu werden; Artikel 58 Abs. 3 bleibt vorbehalten.

² Das öffentliche Organ, gegen das sich ein Entscheid der Kommission richtet, kann gegen diesen Entscheid Beschwerde einlegen.

Art. 60 Zusammenarbeit mit anderen Datenschutzbehörden in der Schweiz und im Ausland

¹ Bei der Ausübung ihrer Funktionen kann die Aufsichtsbehörde mit den kantonalen, eidgenössischen und ausländischen Behörden, die mit dem Datenschutz beauftragt sind, zusammenarbeiten.

² Sie kann zur Erfüllung ihrer jeweiligen gesetzlichen Aufgaben mit anderen Behörden, die mit dem Datenschutz beauftragt sind, Informationen oder Personendaten austauschen, sofern die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

- a) die Gegenseitigkeit der Amtshilfe ist sichergestellt;
- b) die ausgetauschten Informationen und Personendaten werden nur für das den Personendatenschutz betreffende Verfahren verwendet, das dem Amtshilfeersuchen zugrunde liegt;
- c) die Informationen und Personendaten werden Dritten nur bekanntgegeben, wenn die Behörde, die sie übermittelt hat, dies vorgängig genehmigt;
- d) die empfangende Behörde verpflichtet sich, das Berufsgeheimnis sowie Geschäfts- und Fabrikationsgeheimnisse zu wahren;

- e) die empfangende Behörde verpflichtet sich, die Auflagen und Einschränkungen der Behörde einzuhalten, die ihr die Informationen und Personendaten übermittelt hat.

³ Bevor die Behörde Informationen, die Berufs-, Fabrikations- oder Geschäftsgeheimnisse enthalten können, an eine andere Behörde, die mit dem Datenschutz beauftragt ist, weiterleitet, informiert sie die Inhaberinnen und Inhaber dieser Geheimnisse und fordert sie auf, Stellung zu nehmen, es sei denn, dies erweist sich als unmöglich oder ist mit einem unverhältnismässigen Aufwand verbunden.

6 Schluss- und Übergangsbestimmungen

Art. 61 Ausführungsreglement

¹ Der Staatsrat erlässt die nötigen Bestimmungen zur Umsetzung dieses Gesetzes. Diese betreffen namentlich:

- a) die Sicherheitsmassnahmen;
- b) die Ausübung der Rechte der betroffenen Personen;
- c) die Durchführung von Pilotprojekten;
- d) die Stellung und die Aufgaben der Ansprechpersonen für den Datenschutz;
- e) das Arbeitsverhältnis der Mitglieder der Aufsichtsbehörde.

Art. 62 Übergangsrecht

¹ Für die Bearbeitungen, die bereits am Laufen sind, wenn dieses Gesetz in Kraft tritt, verfügen die Verantwortlichen über eine Frist von zwei Jahren, um die neu vorgeschriebenen Anforderungen zu erfüllen. Die Artikel 43 und 44 sind direkt anwendbar.

² Sofern die Zweckbindung des Bearbeitens unverändert bleibt und keine neuen Daten beschafft werden, welche die Durchführung einer Folgenabschätzung rechtfertigen, gelten die Artikel 41 und 42 nicht für Bearbeitungen, die vor dem Inkrafttreten dieses Gesetzes begonnen wurden.

³ Die Bearbeitungen, die abgeschlossen sind, wenn dieses Gesetz in Kraft tritt, werden im alten Recht geregelt, ausser was die Rechte der betroffenen Person angeht (3. Abschnitt).

⁴ Die Artikel 12, 13, 40, 41 und 42 gelten für Bearbeitungstätigkeiten, die durch die Richtlinie (EU) 2016/680²⁾ ab dem Inkrafttreten dieses Gesetzes geregelt sind.

Art. 63 Anpassung der Gesetzgebung

¹ Die Direktionen verfügen über eine Frist von zwei Jahren ab Inkrafttreten dieses Gesetzes, um die Gesetzgebung, für die sie zuständig sind, an die Anforderungen von Artikel 5 anzupassen.

Art. 64 Dienstverhältnis der oder des Beauftragten

¹ Bei Inkrafttreten des Gesetzes passt die Anstellungsbehörde den Arbeitsvertrag der Stelleninhaberin oder des Stelleninhabers im Einklang mit der Personalgesetzgebung an die Anforderungen des neuen Gesetzes an.

² Wird der Vorschlag zur Umwandlung des Arbeitsvertrags abgelehnt, so wird die Situation gemäss den Bestimmungen über die Abschaffung von Stellen im Sinne der Personalgesetzgebung geregelt.

II.

1.

Der Erlass SGF [110.1](#) (Gesetz über die kantonale Statistik (StatG), vom 07.02.2006) wird wie folgt geändert:

Art. 5 Abs. 1 (geändert)

¹ Die Daten werden nach den Grundsätzen der Verhältnismässigkeit und der Notwendigkeit beschafft; dabei wird die Gesetzgebung über den Datenschutz eingehalten.

Art. 16 Abs. 2 (geändert), **Abs. 3** (geändert)

² Personendaten oder Resultate, die eine Identifikation oder einen Rückschluss auf die persönliche Situation einzelner natürlicher oder juristischer Personen erlauben, dürfen gemäss Artikel 26 Abs. 1 Bst. d des Gesetzes vom XX.XX.XXXX über den Datenschutz nicht veröffentlicht werden.

³ Daten, die zu Statistikzwecken erhoben wurden, werden vertraulich und gemäss der Gesetzgebung über den Datenschutz bearbeitet.

²⁾ Autorenhinweis: Richtlinie (EU) 2016/680 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten durch die zuständigen Behörden zum Zwecke der Verhütung, Ermittlung, Aufdeckung oder Verfolgung von Straftaten oder der Strafvollstreckung sowie zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung des Rahmenbeschlusses 2008/977/JI des Rates, JO L 119 vom 4.5.2016, S. 89.

2.

Der Erlass SGF [122.0.1](#) (Gesetz über die Organisation des Staatsrates und der Verwaltung (SVOG), vom 16.10.2001) wird wie folgt geändert:

Art. 58a (neu)

Geschäftsverwaltungssysteme

¹ Direktionen und Verwaltungseinheiten können Informations- und Dokumentationssysteme betreiben, die den reibungslosen Ablauf ihrer Geschäftsprozesse und die Verwaltung von Korrespondenz und anderen Dokumenten ermöglichen.

² Diese Systeme können Personendaten, einschliesslich besonders schützenswerter Personendaten, enthalten, zwecks:

- a) Behandlung von Angelegenheiten, die in den Zuständigkeitsbereich des betroffenen Organs fallen;
- b) Organisation des Arbeitsablaufs;
- c) Feststellung, ob Daten verarbeitet werden, die sich auf eine bestimmte Person beziehen;
- d) Erleichterung des Zugangs zur Dokumentation.

³ Der Staatsrat erlässt Ausführungsbestimmungen über das Funktionieren des zentralen Geschäftsverwaltungssystems des Staates.

3.

Der Erlass SGF [130.1](#) (Justizgesetz (JG), vom 31.05.2010) wird wie folgt geändert:

Art. 46a (neu)

Ansprechperson für den Datenschutz

¹ Das Kantonsgericht bezeichnet eine Ansprechperson für den Datenschutz im Sinne von Artikel 45 des Gesetzes vom xx.xx.xxxx über den Datenschutz (DSchG).

² Sie hat folgende Aufgaben:

- a) sie berät und sensibilisiert die Höfe und die zentralen Dienste des Kantonsgerichts im Bereich des Datenschutzes;
- b) sie arbeitet bei der Erstellung von Folgenabschätzungen im Sinne der Datenschutzgesetzgebung mit;
- c) sie bearbeitet Anfragen von betroffenen Personen zur Bearbeitung ihrer Daten;
- d) sie beantwortet Anfragen der kantonalen Aufsichtsbehörde im Datenschutzbereich.

³ Die Ansprechperson für den Datenschutz greift nicht in laufende Gerichtsverfahren ein.

Art. 71a (neu)

Ansprechperson für den Datenschutz

¹ Die Staatsanwaltschaft ernennt eine Ansprechperson für den Datenschutz im Sinne von Artikel 45 des Gesetzes vom xx.xx.xxxx über den Datenschutz (DSchG).

² Sie hat folgende Aufgaben:

- a) sie berät und sensibilisiert das Personal der Staatsanwaltschaft im Bereich des Datenschutzes;
- b) sie arbeitet bei der Erstellung von Folgenabschätzungen im Sinne der Datenschutzgesetzgebung mit;
- c) sie bearbeitet Anfragen von betroffenen Personen zur Bearbeitung ihrer Daten;
- d) sie beantwortet Anfragen der kantonalen Aufsichtsbehörde im Datenschutzbereich.

³ Die Ansprechperson für den Datenschutz greift nicht in laufende Gerichtsverfahren ein.

Art. 140 Abs. 1

¹ Die Bearbeitung und Aufbewahrung von Daten nach Abschluss des Strafverfahrens richtet sich nach Bundesrecht und überdies nach:

- a) (geändert) der kantonalen Datenschutzgesetzgebung;
- b) (geändert) der kantonalen Gesetzgebung zur Informationssicherheit;
- c) (geändert) der kantonalen Gesetzgebung über die Archivierung, einschliesslich der einschlägigen Richtlinien des Kantonsgerichts.

4.

Der Erlass SGF [140.1](#) (Gesetz über die Gemeinden (GG), vom 25.09.1980) wird wie folgt geändert:

Art. 102a (neu)

Geschäftsverwaltungssysteme

¹ Die Gemeinden können Informations- und Dokumentationssysteme betreiben, die den reibungslosen Ablauf ihrer Geschäftsprozesse und die Verwaltung von Korrespondenz und anderen Dokumenten ermöglichen.

² Diese Systeme können Personendaten, einschliesslich besonders schützenswerter Personendaten, enthalten, für die:

- a) Behandlung von Angelegenheiten, die in den Zuständigkeitsbereich des betroffenen Organs fallen;
- b) Organisation des Arbeitsablaufs;
- c) Feststellung, ob Daten bearbeitet werden, die sich auf eine bestimmte Person beziehen;
- d) Erleichterung des Zugangs zur Dokumentation.

³ Die Datenschutzgesetzgebung ist vorbehalten.

Art. 126 Abs. 1 (geändert)

¹ Die Bestimmungen dieses Gesetzes über das Gemeindepersonal (Art. 69–76), die Vertretung (Art. 83), das Amtsgeheimnis (Art. 83b), die Haftung (Art. 83c), die Gemeindeerlasse und -verfügungen (Art. 84–86), die Arbeiten, Lieferungen und Dienstleistungen (Art. 99), das Führen von Geschäftsverwaltungssystemen (Art. 102a), das Archiv (Art. 103) und das Einsichtsrecht (Art. 103^{bis}) gelten auch für Gemeindeverbände.

5.

Der Erlass SGF [150.1](#) (Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege (VRG), vom 23.05.1991) wird wie folgt geändert:

Art. 66a (neu)

Automatisierte Unterstützung bei der Entscheidungsfindung

¹ Verwendet eine Behörde Algorithmen zur Unterstützung ihrer faktischen oder rechtlichen Argumentation bei der Entscheidungsfindung, so muss sie dies im Begründungsteil des Entscheids systematisch erwähnen.

² Die Behörde teilt der Adressatin oder dem Adressaten des Entscheids auf Gesuch hin die Logik und die Kriterien der verwendeten Algorithmen in verständlicher Form mit.

³ Das Gesuch hat keine aufschiebende Wirkung, sofern die Behörde nichts anderes beschliesst, und bewirkt keine Fristunterbrechung.

Art. A1-4a (neu)

Automatisierte Einzelentscheide

¹ Wenn ein Entscheid im Sinne von Artikel 4 allein auf der Grundlage einer automatisierten Bearbeitung von Personendaten getroffen wird, muss er zwingend als solcher dargestellt werden.

² Auf Gesuch der Person, die von einem automatisierten Entscheid betroffen ist, teilt ihr das Organ, das den Entscheid gefällt hat, in verständlicher Form das Funktionieren und die Kriterien der Algorithmen, die dem Entscheid zugrundeliegen, mit.

³ Ausser in Fällen, in denen es kein Recht auf Anhörung vor dem Entscheid gibt, kann jede Person, die von einem automatisierten Einzelentscheid betroffen ist, innerhalb von 30 Tagen eine Beschwerde beim Organ einreichen, das den Entscheid gefällt hat, wenn:

- a) der Entscheid höchstwahrscheinlich einen nichtjuristischen Fehler enthält und
- b) ein Fehler der Maschine, die den Entscheid gefällt hat, zuzurechnen ist.

⁴ Das Organ, das den Entscheid gefällt hat, überprüft die durchgeführten Bearbeitungsoperationen summarisch und kostenlos.

6.

Der Erlass SGF [17.3](#) (Gesetz über die Videoüberwachung (VidG), vom 07.12.2010) wird wie folgt geändert:

Art. 3 Abs. 2 (geändert)

² Videoüberwachungsanlagen ohne Datenaufzeichnung müssen vor der Inbetriebnahme der Oberamtsperson und der oder dem Öffentlichkeits- und Datenschutzbeauftragten (der oder dem Beauftragten) gemeldet werden.

Art. 4 Abs. 3 (neu)

³ Vor jeder Installation einer neuen Anlage zur systematischen Videoüberwachung von grossen Teilen des öffentlichen Raums muss eine Datenschutz-Folgenabschätzung im Sinne von Artikel 41 des Gesetzes vom XX.XX.XXXX über den Datenschutz durchgeführt werden.

Art. 5 Abs. 1, Abs. 2 (unverändert) [FR: (geändert)]

¹ Wer eine Videoüberwachungsanlage mit Datenaufzeichnung in Betrieb nehmen will, braucht eine Bewilligung. Die Bewilligung wird erteilt, wenn:

- b) (geändert) [FR: (unverändert)] die im Benutzungsreglement aufgeführten Massnahmen ausreichend erscheinen, um die allgemeinen Anforderungen und den Datenschutz einzuhalten;
- c) (neu) in den Fällen nach Artikel 4 Abs. 3 eine Datenschutz-Folgenabschätzung durchgeführt wurde und deren Schlussfolgerungen bekannt sind.

² Die Oberamtsperson ist für die Ausstellung der Bewilligung zuständig; sie entscheidet nach Einholen der Stellungnahme der kantonalen Behörde für Öffentlichkeit, Datenschutz und Mediation und gegebenenfalls derjenigen Gemeinde, auf deren Gebiet die Einrichtung der Überwachungsanlage vorgesehen ist. Den Organen, die Stellung genommen haben, wird eine Kopie des Entscheides zugestellt.

Art. 6 Abs. 1 (unverändert) [FR: (geändert)]

¹ Die Oberamtsperson übt die allgemeine Aufsicht über die Videoüberwachungsanlagen aus.

Art. 7 Abs. 1 (geändert)

¹ Die Verwaltungsorgane und Privatpersonen, die eine Videoüberwachungsanlage ohne Datenaufzeichnung aufstellen wollen, müssen vorgängig die Oberamtsperson und die Beauftragte oder den Beauftragten benachrichtigen. Die Verwaltungsorgane informieren gleichzeitig die Direktion des Staatsrates, der sie angehören oder zugeordnet sind oder in deren Zuständigkeitsbereich die Tätigkeit fällt, die im zu überwachenden Raum ausgeübt wird.

7.

Der Erlass SGF [17.5](#) (Gesetz über die Information und den Zugang zu Dokumenten (InfoG), vom 09.09.2009) wird wie folgt geändert:

Art. 33 Abs. 1 (geändert), **Abs. 2** (geändert)

¹ Die gesuchstellende Person und die Dritten, die Einspruch erhoben haben, können innert 30 Tagen nach der Stellungnahme des öffentlichen Organs gegen diese bei der oder dem Öffentlichkeits- und Datenschutzbeauftragten (der oder dem Beauftragten) einen Schlichtungsantrag stellen.

² Kommt keine Schlichtung zustande, so gibt die oder der Beauftragte den Parteien eine schriftliche Empfehlung ab.

Art. 39 Abs. 2 (geändert)

² Die Kantonale Behörde übt die Aufgaben, die ihr aufgrund dieses Gesetzes übertragen sind, über die kantonale Kommission und die Beauftragte oder den Beauftragten aus; im Übrigen wird sie unter Vorbehalt der nachfolgenden Bestimmungen durch die Datenschutzgesetzgebung geregelt.

Art. 40 Abs. 1

¹ Im Bereich des Rechts auf Zugang zu amtlichen Dokumenten hat die kantonale Öffentlichkeits-, Datenschutz- und Mediationskommission folgende Aufgaben:

b) (geändert) Sie leitet die Tätigkeit der oder des Beauftragten.

b^{bis}) *Aufgehoben*

Art. 41 Abs. 1 (aufgehoben), **Abs. 2** (geändert)

Fachorgane – Die oder der Öffentlichkeits- und Datenschutzbeauftragte (Artikelüberschrift geändert)

¹ *Aufgehoben*

² Nach diesem Gesetz hat der oder die Beauftragte im Sinne von Artikel 52 des Gesetzes vom xx.xx.xxxx über den Datenschutz insbesondere folgende Aufgaben:

... (*Aufzählung unverändert*)

Art. 42a (*neu*)

Übergangsrecht zur Änderung vom xx.xx.xxxx - Dienstverhältnis der oder des Beauftragten

¹ Bei Inkrafttreten des Gesetzes passt die Anstellungsbehörde den Arbeitsvertrag der Stelleninhaberin oder des Stelleninhabers im Einklang mit der Personalgesetzgebung an die Anforderungen des neuen Gesetzes an.

² Wird der Vorschlag zur Umwandlung des Arbeitsvertrags abgelehnt, so wird die Situation gemäss den Bestimmungen über die Abschaffung von Stellen im Sinne der Personalgesetzgebung geregelt.

8.

Der Erlass SGF [181.1](#) (Gesetz über die Mediation für Verwaltungsangelegenheiten (MedG), vom 25.06.2015) wird wie folgt geändert:

Art. 5 Abs. 1 (*geändert*)

Ernennung und Stellung (*Artikelüberschrift geändert*)

¹ Die kantonale Mediatorin oder der kantonale Mediator wird für eine individuelle Amtszeit von fünf Jahren ernannt, die verlängert werden kann. Die Artikel 51–53 des Gesetzes vom xx.xx.xxxx über den Datenschutz gelten für sie oder ihn sinngemäss.

Art. 6 Abs. 2 (*unverändert*) [*FR: (geändert)*]

² Im Bereich der Mediation hat die kantonale Öffentlichkeits-, Datenschutz- und Mediationskommission (die Kommission) folgende Aufgaben:

b) (*geändert*) Sie führt in Zusammenarbeit mit der Direktion, der sie zugewiesen ist, für den Staatsrat das Verfahren zur Ernennung der kantonalen Mediatorin oder des kantonalen Mediators durch und nimmt zuhanden des Staatsrats Stellung zu den von ihr bevorzugten Kandidatinnen und Kandidaten.

Art. 8

Aufgehoben

Art. 9

Aufgehoben

Art. 27 (neu)

Übergangsrecht zur Änderung vom xx.xx.xxxx - Dienstverhältnis der kantonalen Mediatorin oder des kantonalen Mediators

¹ Bei Inkrafttreten des Gesetzes passt die Anstellungsbehörde den Arbeitsvertrag der Stelleninhaberin oder des Stelleninhabers im Einklang mit der Personalgesetzgebung an die Anforderungen des neuen Gesetzes an.

² Wird der Vorschlag zur Umwandlung des Arbeitsvertrags abgelehnt, so wird die Situation gemäss den Bestimmungen über die Abschaffung von Stellen im Sinne der Personalgesetzgebung geregelt.

9.

Der Erlass SGF [184.1](#) (E-Government-Gesetz (E-GovG), vom 18.12.2020) wird wie folgt geändert:

Art. 3 Abs. 1

¹ In diesem Gesetz bezeichnet der Begriff oder der Ausdruck:

g) (*geändert*) «Auslagerung» eine qualifizierte Form der Bearbeitung durch Auftragsbearbeiter, bei der IT-Ressourcen genutzt werden, auf die über ein Kommunikationsnetz aus der Ferne zugegriffen wird, um Daten zu speichern, zu bearbeiten und auszutauschen;

Art. 30 Abs. 2 (geändert), Abs. 3 (geändert)

² Innerhalb der Kantonsverwaltung tragen die Verwaltungsbehörde und das für die Informatik zuständige Amt ³⁾ gemeinsam die Verantwortung für die Umsetzung und die Überwachung der Regeln dieses Abschnitts. Vorbehalten bleiben die Fälle, in denen die Verwaltungsbehörde alle oder einen Teil ihrer Informatiksysteme autonom verwaltet.

³ Wenn die Auslagerung mehrere verschiedene Behörden innerhalb eines Gemeinwesens betrifft, wird eine hauptsächlich verantwortliche Behörde bezeichnet. Im Übrigen gilt Absatz 2.

Art. 35 Abs. 1 (geändert), Abs. 2 (neu), Abs. 3 (neu)

Pilotprojekte – Grundsätze (*Artikelüberschrift geändert*)

³⁾ Heute: Amt für Informatik und Telekommunikation.

¹ Mit dem Ziel, die Integration neuer elektronischer Geschäftsprozesse und/oder neuer Technologien in die Arbeitsweise und Organisation der Verwaltung zu erproben, wird der Staatsrat mit einer Pilotverordnung ermächtigt, vorübergehend und in begrenztem Umfang von einer Rechtsnorm abzuweichen, die mit der Fortsetzung des Versuchs in Konflikt geraten würde.

² Für die Durchführung eines Pilotprojekts müssen folgende Bedingungen erfüllt sein:

- a) das Projekt dient der Erfüllung einer Aufgabe, die in einem Gesetz im formellen Sinn umschrieben wird, mit ihm wird ein erwiesenes öffentliches Interesse verfolgt und/oder es gehört zu einem strategischen Projekt, das zusammen mit den Organen des Bundes, des Kantons und von Gemeinden durchgeführt wird;
- b) es werden ausreichende Massnahmen getroffen, um dem Risiko einer Verletzung der Grundrechte der betroffenen Personen vorzubeugen;
- c) eine Versuchsphase vor dem Inkrafttreten des Gesetzes im formellen Sinn ist insbesondere aus organisatorischen und/oder technischen Gründen unerlässlich;
- d) für das Pilotprojekt wird ein vollständiges Dossier erstellt, in dem der Zweck, der Umfang, der Evaluierungsbedarf, die Vorschriften, von denen es abweicht, die Massnahmen zur Abwendung möglicher Risiken einer Verletzung der Grundrechte der betroffenen Personen, das verantwortliche Organ, die Planung und die voraussichtlichen finanziellen Auswirkungen beschrieben werden.

³ Die automatisierte Bearbeitung von Personendaten in Pilotprojekten wird zudem im Gesetz über den Datenschutz, insbesondere dessen Artikel 22, geregelt.

Art. 35a (neu)

Pilotprojekte – Testphase

¹ Eine Testphase kann als unerlässlich angesehen werden, wenn:

- a) die Erfüllung einer Aufgabe technische Innovationen erfordert, deren Auswirkungen zunächst bewertet werden müssen, oder
- b) die Erfüllung einer Aufgabe bedeutende organisatorische oder technische Massnahmen erfordert, deren Wirksamkeit zuerst evaluiert werden muss, insbesondere im Rahmen der Zusammenarbeit zwischen öffentlichen Organen.

² Das verantwortliche Organ übermittelt dem Staatsrat spätestens zwei Jahre nach der Durchführung der Testphase einen Evaluationsbericht. In diesem Bericht schlägt es ihm die Fortsetzung oder den Abbruch des Versuchs vor.

³ Genehmigt der Staatsrat die Fortsetzung des Versuchs, leitet er unverzüglich das Gesetzgebungsverfahren zur Verabschiedung der erforderlichen formellen gesetzlichen Grundlagen ein. Er übermittelt dem Grossen Rat grundsätzlich innerhalb von fünf Jahren nach Beginn des Pilotprojekts einen Gesetzesentwurf.

Art. 35b (neu)

Pilotprojekte – Verschiedene Bestimmungen

¹ Soweit nötig gilt Artikel 35 während der gesamten Dauer des Projekts als gesetzliche Grundlage im Sinne von Artikel 54 der Kantonsverfassung über die Aufgabenerfüllung durch Dritte.

² Auch die Gemeinden können unter denselben Voraussetzungen Pilotversuche durchführen. Die Durchführung eines Pilotversuchs muss in einem allgemeinverbindlichen Reglement vorgesehen werden.

10.

Der Erlass SGF [411.0.1](#) (Gesetz über die obligatorische Schule (Schulgesetz, SchG), vom 09.09.2014) wird wie folgt geändert:

Art. 43 Abs. 3a (neu), **Abs. 4** (geändert)

^{3a} Die AHVN13 kann zu Identifikationszwecken auch an die Föderation der Identitätsdienste im Bildungsraum Schweiz, die von der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) beauftragt wurde, übermittelt werden. Der Staatsrat erlässt die notwendigen Ausführungsbestimmungen.

⁴ Die Personendaten können über ein Abrufverfahren nach Artikel 14 Abs. 4 des Gesetzes vom XX.XX.XXXX über den Datenschutz zugänglich gemacht werden. Der Staatsrat legt die Ausführungsbestimmungen fest.

11.

Der Erlass SGF [412.0.1](#) (Gesetz über den Mittelschulunterricht (MSG), vom 11.12.2018) wird wie folgt geändert:

Art. 43 Abs. 3a (neu), **Abs. 4** (geändert)

^{3a} Die AHV-Nummer (AHVN13) kann zu Identifikationszwecken auch an die Föderation der Identitätsdienste im Bildungsraum Schweiz, die von der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) beauftragt wurde, übermittelt werden. Der Staatsrat erlässt die notwendigen Ausführungsbestimmungen.

⁴ Die Personendaten können über ein Abrufverfahren nach Artikel 14 Abs. 4 des Gesetzes vom XX.XX.XXXX über den Datenschutz zugänglich gemacht werden. Der Staatsrat legt die Ausführungsbestimmungen fest.

12.

Der Erlass SGF [610.1](#) (Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates (FHG), vom 25.11.1994) wird wie folgt geändert:

Abschnittsüberschrift nach Art. 47 (neu)

6a Integriertes Finanzmanagementsystem

Art. 47a (neu)

Zweck und Inhalt des integrierten Finanzmanagementsystems

¹ Die Finanzverwaltung betreibt ein integriertes Finanzmanagementsystem zur Wahrnehmung der Aufgaben und Befugnisse, die sich aus diesem Gesetz ergeben, namentlich in Zusammenhang mit:

- a) der Haushaltsführung und der operativen Führung;
- b) der Finanzplanung und der Budgetkontrolle.

² Das integrierte Finanzmanagementsystem enthält die zur Wahrnehmung der Aufgaben und Befugnisse nach Absatz 1 erforderlichen Finanz- und Personendaten. Es können namentlich folgende Kategorien von Personendaten bearbeitet werden:

- a) Identität und Adresse der natürlichen und juristischen Personen, die finanzielle Beziehungen zum Staat unterhalten;
- b) Informationen über die Finanzdaten der natürlichen und juristischen Personen nach Buchstabe a und über ihre Finanztransaktionen mit dem Staat.

³ Das integrierte Finanzmanagementsystem kann besonders schützenswerte Personendaten enthalten, sofern sie für die Erfüllung der Aufgaben nach Absatz 1 erforderlich sind.

Art. 47b (neu)

Zugriff auf das integrierte Finanzmanagementsystem

¹ Das integrierte Finanzmanagementsystem wird den Dienststellen und Anstalten des Staates zur Verfügung gestellt, damit sie die in ihren Zuständigkeitsbereich fallenden finanziellen und buchhalterischen Geschäfte durchführen können. Die Gemeinden haben ebenfalls Zugriff darauf, um ihr eigenes Kontokorrent einzusehen.

² Die Anstalten und Dienststellen, die das integrierte Finanzmanagementsystem nutzen, können die Daten, einschliesslich besonders schützenswerter Personendaten, die sie im Zusammenhang mit der Haushaltsführung und der Finanzplanung bearbeiten, in das integrierte Finanzmanagementsystem eingeben.

³ Die Finanzverwaltung kann direkt und ständig auf sämtliche von den Anstalten und Dienststellen im integrierten Finanzmanagementsystem erfassten Daten zugreifen.

⁴ Wenn es nötig ist, um die Aufgaben und Befugnisse, die sich aus diesem Gesetz ergeben, wahrzunehmen, können die Daten des integrierten Finanzmanagementsystems mit den Daten anderer Informationssysteme des Staates verknüpft werden. Dazu ist eine vorgängige Bewilligung erforderlich, und die Zugriffsrechte müssen streng begrenzt sein.

⁵ Die Personendaten können über ein Abrufverfahren im Sinne des kantonalen Gesetzes über den Datenschutz zugänglich gemacht werden.

⁶ Die im integrierten Finanzmanagementsystem enthaltenen Personendaten können auf Antrag an andere Behörden oder an Dritte bekanntgegeben werden, wenn diese Bekanntgabe nötig ist, um Aufgaben und Befugnisse, die sich aus diesem Gesetz ergeben, wahrzunehmen.

Art. 47c (neu)

Sicherheitsmassnahmen und Verantwortlichkeit

¹ Der Staatsrat legt fest, welche Informationssicherheitsmassnahmen getroffen werden müssen und wie die Verantwortlichkeiten unter den verschiedenen betroffenen Stellen aufgeteilt werden.

² Die Einzelheiten der Sicherheitsmassnahmen, die ergriffen werden müssen, und die Aufteilung der Verantwortlichkeiten können in Vereinbarungen zwischen der Finanzverwaltung und den Dienststellen und Anstalten, die das integrierte Finanzmanagementsystem nutzen, festgelegt werden. Die Vereinbarungen werden der kantonalen Behörde für Öffentlichkeit, Datenschutz und Mediation zur Kenntnisnahme übermittelt.

13.

Der Erlass SGF [821.0.1](#) (Gesundheitsgesetz (GesG), vom 16.11.1999) wird wie folgt geändert:

Art. 60 Abs. 3 (*geändert*)

³ Muss die Gesundheitsfachperson befürchten, dass die Einsichtnahme schwerwiegende Folgen für die Patientin oder den Patienten haben könnte, so kann sie vorschlagen, dass die Einsichtnahme nur in ihrer Gegenwart oder in Gegenwart einer anderen, von der Patientin oder vom Patienten bezeichneten Gesundheitsfachperson erfolgt.

III.

Der Erlass SGF [17.1](#) (Gesetz über den Datenschutz (DSchG), vom 25.11.1994) wird aufgehoben.

IV.

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Der Staatsrat legt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.

Annexe

GRAND CONSEIL

2023-CE-149

Projet de loi :

Révision totale de la loi sur la protection des données

Proposition de la commission ad hoc CAH-2023-013

Présidence : Clément Christian

Membres : Barras Eric, Berset Christel, Chardonnens Jean-Daniel, de Weck Antoinette, Marmier Bruno, Meyer Loetscher Anne, Michellod Savio, Repond Brice, Rey Alizée, Roulin Daphné, Sudan Stéphane.

Entrée en matière

La commission propose au Grand Conseil tacitement d'entrer en matière sur ce projet de loi.

Propositions acceptées (projet bis)

La commission propose au Grand Conseil de modifier ce projet de loi comme suit :

I. Acte principal

Art. 18 al. 4

~~⁴ Le Conseil d'Etat présente tous les deux ans à la Commission des finances et de gestion un rapport sur l'externalisation. Une fois par législature, le Conseil d'Etat présente un état des lieux sur l'externalisation dans le cadre de son plan directeur de la digitalisation.~~

Anhang

GROSSER RAT

2023-CE-149

Gesetzesentwurf:

Totalrevision des Gesetzes über den Datenschutz

Antrag der Ad-hoc-Kommission AHK-2023-013

Präsidium: Clément Christian

Mitglieder: Barras Eric, Berset Christel, Chardonnens Jean-Daniel, de Weck Antoinette, Marmier Bruno, Meyer Loetscher Anne, Michellod Savio, Repond Brice, Rey Alizée, Roulin Daphné, Sudan Stéphane.

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Gesetzesentwurf einzutreten.

Angenommene Anträge (projet bis)

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf wie folgt zu ändern:

I. Haupterlass

Art. 18 Abs. 4

A2

~~⁴ Der Staatsrat unterbreitet der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission alle zwei Jahre einen Bericht über die Auslagerung. Einmal pro Legislaturperiode legt der Staatsrat im Rahmen seines Richtplans der Digitalisierung eine Bestandesaufnahme zur Auslagerung vor.~~

Art. 38 al. 1

¹ L'Autorité de surveillance tient un registre public des activités de traitement accomplies par les organes soumis à la présente loi, de l'administration cantonale, des communes et, sauf si elles ont fait usage de la possibilité prévue à l'article 2 al. 1 let. e, des Eglises reconnues.

Art. 44 al. 4 (nouveau)

⁴ Une annonce de la violation de la sécurité des données peut également avoir lieu sur requête du ou de la préposé-e lorsqu'il ou elle estime que les conditions d'une telle annonce sont réunies.

II. Modifications accessoires

5. Code de procédure et de juridiction administrative (CPJA)

Art. 66a al. 2

² A la demande du ou de la destinataire de la décision, l'autorité lui communique sous une forme intelligible la logique et les critères des algorithmes utilisés, à moins qu'un intérêt public prépondérant ne s'y oppose.

Art. A1-4a al. 2

A la demande de la personne faisant l'objet d'une décision automatisée, l'organe qui a émis la décision lui communique sous une forme intelligible la logique et les critères à la base de celle-ci, à moins qu'un intérêt public prépondérant ne s'y oppose.

Vote final

Par 11 voix contre 0 et 0 abstention, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de loi tel qu'il sort de ses délibérations (projet bis).

Catégorisation du débat

La Commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Art. 38 Abs. 1

A6 ¹ Die Aufsichtsbehörde führt ein öffentliches Register der Bearbeitungstätigkeiten, die von den diesem Gesetz unterstellten Organen ausgeführt werden, der Kantonsverwaltung, der Gemeinden und der anerkannten Kirchen, sofern diese nicht von der Möglichkeit nach Artikel 2 Abs. 1 Bst. e Gebrauch gemacht haben.

Art. 44 Abs. 4 (neu)

A7 ⁴ Eine Verletzung der Datensicherheit kann auch auf Ersuchen der oder des Beauftragten gemeldet werden, wenn sie oder er der Meinung ist, dass die Voraussetzungen für eine solche Meldung erfüllt sind.

II. Fremderlass

5. Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege (VRG)

Art. 66a Abs. 2

A9 ² Die Behörde teilt der Adressatin oder dem Adressaten des Entscheids auf Gesuch hin die Logik und die Kriterien der verwendeten Algorithmen in verständlicher Form mit, sofern dem nicht ein überwiegendes öffentliches Interesse entgegensteht.

Art. A1-4a Abs. 2

A11 ² Auf Gesuch der Person, die von einem automatisierten Entscheid betroffen ist, teilt ihr das Organ, das den Entscheid gefällt hat, in verständlicher Form das Funktionieren und die Kriterien der Algorithmen, die dem Entscheid zugrundeliegen, mit, sofern dem nicht ein überwiegendes öffentliches Interesse entgegensteht.

Schlussabstimmung

Mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltung beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf in der Fassung, die aus ihren Beratungen hervorgegangen ist (Projet bis), anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Propositions refusées

Les propositions suivantes ont été rejetées par la commission :

Amendements

I. Acte principal

Art. 7 al. 1

¹ Les données personnelles ne peuvent être collectées traitées que pour un usage déterminé et reconnaissable. ~~Elles ne peuvent être traitées ultérieurement que dans ce but ou dans un but qui, selon les règles de la bonne foi, est compatible avec lui.~~

Art. 18 al. 4

BIFFER

⁴ ~~Le Conseil d'Etat présente tous les deux ans à la Commission des finances et de gestion un rapport sur l'externalisation.~~

Art. 18 al. 4

⁴ Le Conseil d'Etat présente tous les ~~deux~~ trois ans à la Commission des finances et de gestion un rapport sur l'externalisation.

Art. 27 al. 2 let. f

² Le droit d'accès porte en particulier sur les informations suivantes:

[...]

f) le cas échéant, la logique et les critères d'une mesure ou d'une décision prise sur la base d'un traitement automatisé de données, à moins qu'un intérêt public prépondérant ne s'y oppose;

Abgelehnte Anträge

Folgende Anträge wurden von der Kommission verworfen:

Änderungsanträge

I. Haupterlass

Art. 7 Abs. 1

A1 Antrag in französischer Sprache eingereicht.

Art. 18 Abs. 4

A3 Antrag in französischer Sprache eingereicht.

Art. 18 Abs. 4

A4 Antrag in französischer Sprache eingereicht.

Art. 27 Abs. 2 Bst. f

A5 Antrag in französischer Sprache eingereicht.

II. Modifications accessoires

5. Code de procédure et de juridiction administrative (CPJA)

Art. 66a al. 2

² A la demande du ou de la destinataire de la décision, l'autorité lui communique sous une forme intelligible la logique et les critères des algorithmes utilisés, sous réserve d'un intérêt public prépondérant.

Art. A1-4a al. 2

² A la demande de la personne faisant l'objet d'une décision automatisée, l'organe qui a émis la décision lui communique sous une forme intelligible la logique et les critères à la base de celle-ci, sous réserve d'un intérêt public prépondérant.

Résultats des votes

Les propositions suivantes ont été mises aux voix :

Première lecture

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A1, est acceptée par 9 voix contre 1 et 0 abstention.

La proposition A6, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.

La proposition A7, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.

La proposition A8, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.

II. Fremderlass

5. Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege (VRG)

Art. 66a Abs. 2

A8 Antrag in französischer Sprache eingereicht.

Art. A1-4a Abs. 2

A10 Antrag in französischer Sprache eingereicht.

Abstimmungsergebnisse

Die Kommission hat über folgende Anträge abgestimmt:

Erste Lesung

CE Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A1 mit 9 zu 1 Stimmen bei 0 Enthaltung.
A1

A6 Antrag A6 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltung.
CE

A7 Antrag A7 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltung.
CE

A8 Antrag A8 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltung.
CE

La proposition A10, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.

**A10
CE**

Antrag A10 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltung.

Deuxième lecture

Zweite Lesung

La proposition A2, opposée à la proposition A3, est acceptée par 9 voix contre 2 et 0 abstention.

**A2
A3**

Antrag A2 obsiegt gegen Antrag A3 mit 9 zu 2 Stimmen bei 0 Enthaltung.

La proposition A2, opposée à la proposition A4, est acceptée par 8 voix contre 3 et 0 abstention.

**A2
A4**

Antrag A2 obsiegt gegen Antrag A4 mit 8 zu 3 Stimmen bei 0 Enthaltung.

La proposition A2, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 7 voix contre 4 et 0 abstention.

**A2
CE**

Antrag A2 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 7 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltung.

La proposition A5, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.

**A5
CE**

Antrag A5 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltung.

La proposition A9, opposée à la proposition A8, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.

**A9
A8**

Antrag A9 obsiegt gegen Antrag A8 mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltung.

La proposition A11, opposée à la proposition A10, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.

**A11
A10**

Antrag A11 obsiegt gegen Antrag A10 mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltung.

Troisième lecture

Dritte Lesung

La proposition A2 (2^{ème} lecture), opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat (1^{ère} lecture), est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.

**A2
CE**

Antrag A2 (2. Lesung) obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats (1. Lesung) mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltung.

La proposition initiale du Conseil d'Etat (1^{ère} lecture), opposée à la proposition A5 (2^{ème} lecture), est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.

**CE
A5**

Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats (1. Lesung) obsiegt gegen Antrag A5 (2. Lesung) mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltung.

La proposition A9 (2^{ème} lecture), opposée à la proposition A8 (1^{ère} lecture), est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.

**A9
A8**

Antrag A9 (2. Lesung) obsiegt gegen Antrag A8 (1. Lesung) mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltung.

La proposition A11 (2^{ème} lecture), opposée à la proposition A10 (1^{ère} lecture), est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.

A11
A10

Antrag A11 (2. Lesung) obsiegt gegen Antrag A10 (1. Lesung) mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltung.

Le 4 septembre 2023

Den 4. September 2023